



**HAL**  
open science

# Female charity models compared in the age of Jewish emancipation: the pious works of Rome and Turin

Maria Cadelo

► **To cite this version:**

Maria Cadelo. Female charity models compared in the age of Jewish emancipation: the pious works of Rome and Turin. Literature. Université Paris sciences et lettres; Università degli studi (Bologne, Italie), 2020. Italian. NNT: 2020UPSLP016 . tel-03192741

**HAL Id: tel-03192741**

**<https://theses.hal.science/tel-03192741v1>**

Submitted on 8 Apr 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**THÈSE DE DOCTORAT**  
DE L'UNIVERSITÉ PSL

Préparée à l'École Pratique des Hautes Études  
Dans le cadre d'une cotutelle avec l'Université de Bologne

**Modèles féminins comparaison de bienfaisance à l'époque  
de l'émancipation juive: les institutions caritatives de  
Rome et Turin**

**Female charity models compared in the age of Jewish  
emancipation: the pious works of Rome and Turin**

Soutenue par

**Maria Cadelo**

Le 25 mars 2020

École doctorale n° 472

**École doctorale de l'École  
Pratique des Hautes Études**

Spécialité

**Langues, littératures et  
civilisation juives**

**Composition du jury :**

**Mme Francesca, SOFIA**

Professeur des universités,  
Université de Bologne

*Presidente*

Mme Giovanna, D'AMICO

Professeur des universités, Université de  
Messine

*Examineur*

**Mme Alessandra, VERONESE**

Professeur des  
universités,  
Université de Pise

*Examineur*

**M. Philippe, PORTIER**

Directeur d'études,  
École Pratique des Hautes Études

*Examineur*

**Mme Antonella, SALOMONI**

Professeur des universités,  
Université de Calabre

*Co-Directeur de thèse*

Mme Judith, OLSZOWY-SCHLANGER

Directeur d'études,  
École Pratique des Hautes Études

*Directeur de thèse*

# MODÈLES FÉMININS COMPARAISON DE BIENFAISANCE À L'EPOQUE DE L'ÉMANCIPATION JUIVE: LES INSTITUTIONS CARITATIVES DE ROME ET TURIN

(Maria Cadelo)

## **Introduction: notes méthodologiques et nouvelles pistes de recherche**

Ce travail découle d'une enquête menée dans le domaine de l'assistance et de la charité, notamment sur le rôle des femmes juives à Rome et Turin, à partir de l'âge d'émancipation des minorités. Le but que je me suis fixé était de comprendre dans quelle mesure leur participation a contribué à créer de nouveaux espaces d'intervention, à la fois au sein de la communauté juive et dans la réalité sociale au sens large.

La recherche sur la gender history, l'histoire de genre, a démarré assez tard dans les études juives en Italie, trouvant sa phase la plus importante dans la conférence "Donne delle minoranze: Ebraismo e Riforma/Women from the Minorities: the Jewesses and Protestants of Italy", promue par le Centre d'études féminines italiennes de l'Université de Reading en 1998<sup>1</sup>. L'essai d'Anna Foa, contenu dans les actes de cette conférence, a fait le point sur les études de genre<sup>2</sup>. Après avoir remarqué le retard général des recherches sur la condition féminine juive, Foa a souligné que cet écart était encore plus important pour la phase post-émancipation, malgré l'effort important de Monica Miniati visant à combler ce vide historiographique<sup>3</sup>. La conférence a donc permis de prendre conscience de la nécessité de combler les «trous noirs» et d'ouvrir de nouveaux itinéraires de recherche.

Quelques années après la conférence de l'Université de Reading, la conférence internationale "La femme dans l'histoire des Juifs d'Italie" a été organisée sous le patronage de "Italia Judaica", avec l'intention explicite « d'offrir une espace de rencontre et dialogue parmi les experts d'histoire de femmes juives et d'histoire de judaïsme

---

<sup>1</sup> *Le donne delle minoranze le ebrae e le protestanti*, a cura di Claire E. HONESS e Verina R. JONES, Torino, Claudiana, 1999.

<sup>2</sup> Anna FOA, *Le donne nella storia degli ebrei in Italia*, in *ivi*, pp. 11-29

<sup>3</sup> Monica MINIATI, *Le "emancipate": le ebrae italiane fra Ottocento e Novecento*, *ivi*, p. 243-254 e, *in precedenza*, EAD., *Tra emancipazione ebraica ed emancipazione femminile, il dibattito della stampa ebraica dall'Unità alla grande guerra*, in «Storia contemporanea», 20, 1989, pp. 45-78.

italien»<sup>4</sup>. Les actes de cette conférence ont rassemblé des contributions hétérogènes d'un point de vue chronologique et géographique, mais en accord en plaçant la condition féminine au centre. Les principales questions abordées, compte tenu de la position particulière des femmes dans le monde juif, étaient celles du mariage et des relations conjugales, de la vie communautaire, de la conversion des relations avec la société chrétienne et de l'expérience des femmes pendant les persécutions et la Shoah.

L'intervention des femmes dans le secteur caritatif n'a cependant pas été traitée et il faudra attendre l'intervention de Monica Miniati pour rappeler son importance: «La storiografia sull'ebraismo italiano ha finora riservato scarsa attenzione all'assistenza e alla beneficenza. Quest'ultima, sulla scia degli studi condotti in ambito tedesco e inglese, costituisce invece un osservatorio prezioso per indagare il rapporto tra emancipazione e integrazione»<sup>5</sup> (L'historiographie sur le judaïsme italien n'a jusqu'à présent accordé que peu d'attention à l'assistance et à la charité. Ce dernier, à la suite d'études menées dans les domaines allemand et anglais, constitue plutôt un observatoire précieux pour étudier la relation entre émancipation et intégration).

Une étude sur l'émancipation des femmes juives présuppose l'hypothèse de deux points de vue. D'une part, il faut évaluer la perspective d'une éventuelle histoire, qui prend en compte des actes à valeur juridique qui marquent un passage clair à une condition d'égalisation. Dans certaines communautés, la tentative d'inclure les femmes dans les organes communautaires avait déjà commencé au début du XXe siècle. Il suffit de rappeler le cas de Florence, où un référendum a eu lieu en décembre 1911, remporté par les émancipationnistes, mais annulé en raison du grand nombre de bulletins blancs. Une décennie plus tard, à Venise, Emma Cavalieri Padova est élue conseillère, tandis qu'à Trieste, en 1922, un groupe de candidats reçoit le consentement unanime des élections communales. La loi Falco a stoppé ce processus en établissant que l'électorat actif devait être composé uniquement d'hommes<sup>6</sup>.

D'autre part, il faut adopter une perspective diachronique visant à reconstruire les

---

<sup>4</sup> *Donne nella storia degli ebrei d'Italia*, a cura di Michele LUZZATI e Cristina GALASSO, actes du IX Congrès international Italia Judaica (Lucca, 6-9 giugno 2005), Firenze, Giuntina, 2007, (Testi e studi, Associazione italiana per lo studio del giudaismo, 21), p. 7.

<sup>5</sup> Monica MINIATI, *L'insostituibile pesantezza del povero. La beneficenza ebraica fra tradizione e modernizzazione*, in RMI, LXXVI, 1-2, 2010, pp. 275-297.

<sup>6</sup> Michele SARFATTI, *Gli ebrei nell'Italia fascista, vicende identità persecuzione*, Einaudi, Torino, 2007, p. 21.

processus qui ont conduit à l'émancipation; il faut faire attention aux légères transformations de la condition féminine qui se produisent selon les époques qui sont liées à une «prise de conscience» plus lente, par les femmes, de l'importance de leur rôle. Ce deuxième point de vue est celui privilégié par le présent ouvrage, puisque l'émancipation féminine suit, dans de nombreux cas, des voies plus isolées et moins visibles<sup>7</sup>, comme l'a souligné Laura Graziani Secchieri: I segni della porzione femminile sono da cercare con ancor maggiore attenzione in quanto le fonti analizzabili sono istituzionalizzate nella forma e "maschili" nel contenuto, per cui spesso si possono leggere solo in filigrana i ristretti spazi, prevalentemente, ma non solo domestici in cui si è mossa in passato la figura femminile»<sup>8</sup> (Les signes de la portion féminine doivent être recherchés avec une attention encore plus grande puisque les sources qui peuvent être analysées sont institutionnalisées dans la forme et «masculines» dans le contenu, si souvent les espaces étroits ne peuvent être lus qu'en filigrane, principalement, mais pas seulement domestiques où la figure féminine a évolué dans le passé).

Si, d'une part, les discours produits dans la presse juive par les femmes elles-mêmes autour du thème émancipateur apparaissent souvent dans l'ombre d'un discours masculin dominant, d'autre part, les femmes parviennent, quoique lentement, à s'insérer dans des domaines où leur intervention c'était essentiel, même si elle restait cachée<sup>9</sup>. Pensez, par exemple, au rôle éducatif des enseignantes des jardins d'enfants romains hébreux<sup>10</sup> qui, bien que n'étant pas pleinement conscients de leur importance, ont influencé l'activité de l'institution. Il est donc vrai que la plupart des femmes sont restées "gardiennes" de la maison, confinées dans les murs de la maison, comme indiqué dans la convention de Ferrare susmentionnée<sup>11</sup>. Mais le travail dans l'éducation des enfants, la participation à des œuvres caritatives et les activités d'assistance ont

---

<sup>7</sup> Paula E. HYMAN, *Gender and assimilation in modern jewish history: the roles and representation of women*, Washintong, University of Washintong Press, 1995, pp. 3-9

<sup>8</sup> Laura GRAZIANI SECCHIERI, *Introduzione agli atti*, in *Vicino al focolare e oltre: spazi pubblici e privati, fisici e virtuali della ebrea in Italia (secc. 15.-20.)*, présenté par EAD., extraits du Congrès international organisé par le Musée national du judaïsme italien et de la Shoah, en collaboration avec l'Archive d'Etat de Ferrare, Ferrare, 18-19 novembre 2014, Firenze, Giuntina, 2015, p. 11 (Atti della Fondazione Museo nazionale dell'ebraismo italiano e della shoah, 3).

<sup>9</sup> Quant au débat produit dans la presse, voir le fonds de roulement de Monica Miniati déjà mentionné en note 3.

<sup>10</sup> Comparer ch. 3.

<sup>11</sup> *Vicino al focolare e oltre cit.*

constitué un laboratoire à travers lequel vivre l'indépendance et exprimer un esprit d'initiative.

L'objet de cette recherche se limite, d'un point de vue géographique, aux réalités de Rome et de Turin, qui constituent le pôle opposé l'une de l'autre aussi bien pour le contexte culturel différent que pour les processus historiques qui ont conduit à l'émancipation. Cependant, ce sont les deux plus grandes communautés en termes de taille de la population, qui ont partagé le sort de devenir, à des époques différentes, la capitale du Pays.

L'alternance de proximité et d'éloignement du centre du pouvoir a eu différents effets et répercussions sur les communautés romaine et turinoise. Pendant la phase des gouvernements libéraux, le processus de libération des minorités était anticipé de plus de vingt ans dans la capitale Turin, par rapport à celui de la communauté romaine, soumise aux mesures oppressives des États pontificaux. À l'époque du régime fasciste, l'Université romaine a absorbé plus profondément ses modèles culturels et comportementaux. Turin, désormais située à la périphérie du pouvoir, est restée plus isolée et, dans la phase suivante, elle a pu développer, même grâce à ça, , plus d'anticorps contre le fascisme.

En choisissant de reconstruire deux des nombreuses histoires possibles, nous avons été inspirés par les mots de Luzzatto Voghera qui, après avoir mis en évidence les lacunes encore présentes dans les études historiques, a déclaré: «Deve apparire chiaro che il tentativo di tracciare una storia complessiva della minoranza ebraica in Italia nella prima metà del secolo XIX è un'operazione insidiosa e forse non del tutto giustificabile. Si tratterebbe in effetti di ridurre ad un disegno unico numerose "storie" comunitarie assai differenti, rischiando d'altra parte di perdere di vista le complesse realtà locali per descrivere ed analizzare una vicenda che non si mosse quasi mai secondo linee unitarie»<sup>12</sup> (Il doit être clair que la tentative de retracer une histoire globale de la minorité juive en Italie dans la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle est une opération insidieuse et peut-être pas entièrement justifiable. En effet, il s'agirait de réduire à un seul dessin de nombreuses "histoires" communautaires très différentes, au contraire, au

---

<sup>12</sup> Gadi LUZZATTO VOGHERA, *Il prezzo dell'eguaglianza: il dibattito sull'emancipazione degli ebrei in Italia, 1781-1848*, Milano, F. Angeli, 1998, p. 19.

risque de perdre de vue les réalités locales complexes pour décrire et analyser une histoire qui ne bouge presque jamais sur des lignes uniques).

Il nous a semblé que cette réflexion était également applicable à la période que nous examinerons dans cet ouvrage. La tentative a donc été d'identifier certains modèles caritatifs et d'étudier la participation des femmes à leur élaboration.

La condition des femmes juives romaines dans la phase juste avant l'émancipation n'a jamais fait l'objet d'une enquête spécifique, malgré la présence de nombreuses instances de la composante féminine<sup>13</sup>. La difficulté de trouver des sources est le premier obstacle à la recherche qui veut avoir ceci comme centre d'intérêt principal. Une source extrêmement importante est représentée par l'ouvrage « Il Ghetto di Roma » par Ettore Natali, dans lequel un chapitre entier est consacré à la description de la situation des femmes:

«Ben presto la bellezza delle nostre giovani ebee si avvizziva in una decrepitezza precoce, il bianco della pelle si faceva giallognolo, i capelli si arruffavano e dal fisico apparivano evidenti i segni dell'avvilimento morale cagionato dall'oppressione e dal comune disprezzo»<sup>14</sup> (Bientôt, la beauté de nos jeunes femmes juives s'est flétrie dans une décrépitude précoce, le blanc de la peau est devenu jaunâtre, les cheveux ont été emmêlés et les signes de dégradation morale causés par l'oppression et le mépris commun sont apparus clairement dans le corps).

La mauvaise santé du ghetto, le manque d'air et la surpopulation sont d'autres raisons de la détérioration physique. La description rappelle celle beaucoup mieux connue contenue dans le livret de Massimo d'Azeglio, *Sull'emancipazione degli israeliti*<sup>15</sup>. Cette condition de dégradation est surmontée avec la sortie du ghetto, qui est également configurée comme la possibilité de revenir à l'ancienne splendeur de la première histoire juive.

---

<sup>13</sup> Michele MANNUCCI, *Gli israeliti in Roma: dalla loro origine fino ai nostri tempi*, Torino, Ferrero e Franco, 1852; Abraham BERLINER, *Storia degli ebrei di Roma: dall'antichità allo smantellamento del ghetto*, Milano, Bompiani, 2000; Attilio MILANO, *Il ghetto di Roma: illustrazioni storiche*, Roma, Staderini, 1964; *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione: 1814-1914*, présenté par Claudio PROCACCIA, Roma, Gangemi, 2013.

<sup>14</sup> Ettore NATALI, *Il ghetto di Roma*, Roma, Tip. della tribuna, 1899. La description de la misère de la population rappelle celle de Ferdinand Gregorovius, médiéval allemand, profondément affecté par les conditions du ghetto: Ferdinand GREGOROVIVUS, *Il ghetto e gli ebrei di Roma, 1853: tiré de Passeggiate per l'Italia*, Napoli, Intra moenia, 2016.

<sup>15</sup> Massimo D'AZEGLIO, *Dell'emancipazione civile degli israeliti*, Firenze, Le Monnier, 1848.

Au fil du temps, l'émancipation légale des Juifs a également eu des implications négatives, associées principalement à la démolition du ghetto et donc à l'assouplissement des relations.

L'article de Laudadio Fano est particulièrement intéressant: «Con una disinvoltura fenomenale certe nostre donne cominciano con il matrimonio misto, e quando non sanno come sbarcare il lunario della fame se ne vanno a cambiare religione con i figli, i quali con tutta premura sono allevati in uno dei tanti convitti religiosi, e la madre quando ha terminato il tirocinio dei neofiti, ritorna in seno alla famiglia paterna, e la si vede unita con le altre correligionari come se nulla fosse stato. Amorfismo strano questo, che sotto le forme della tolleranza nasconde l'idolatria del vitello d'oro»<sup>16</sup> Avec une facilité phénoménale, certaines de nos femmes commencent par un mariage mixte, et quand elles ne savent pas joindre les deux bouts, elles vont changer de religion avec leurs enfants, qui sont élevés avec soin dans l'un des nombreux internats religieux, et la mère lorsqu'elle a terminé le stage des débutants, elle retourne dans la famille paternelle, et est vue unie aux autres coreligionnaires comme si de rien n'était. Cet étrange amorphisme, qui sous des formes de tolérance cache l'idolâtrie du veau d'or.

Le problème de l'organisation d'un système philanthropique efficace est essentiel à la survie de la communauté. Le système de protection sociale est complexe et répond depuis longtemps aux exigences du culte au sens strict et à celles liées à la charité<sup>17</sup>. Jusque-là, l'Université romaine s'était fondée sur les chapitres de Daniel de Pise qui, à ce stade, ne semblent plus adaptés à la régulation de la vie communautaire en raison du changement de contexte politique. En 1877, un nouveau statut a été proposé qui devait répondre à une situation de crise financière de proportions considérables et à l'évolution des conditions historiques dues au processus d'émancipation. Les statuts de l'Université hébraïque de Rome ont été approuvés par le Conseil extraordinaire le 12 juillet 1882 et légalement reconnus par A.R. 27 septembre 1883: la communauté romaine se présente comme une association libre dont les membres sont tenus de payer

---

<sup>16</sup> «Corriere israelitico», 1, 1889-1890, p. 110.

<sup>17</sup> Attilio MILANO, *Le confraternite pie del ghetto di Roma*, Città di Castello, Arti grafiche, 1958 et Silvia HANTONUCCI et Claudio PROCACCIA, *Le Compagnie: le fonti conservate all'Archivio Storico della Comunità ebraica di Roma (ASCER)*, in *Le Confraternite ebraiche Talmud Torà e Ghemilut Chasadim*, présenté par le CENTRO DI RICERCA PERGAMENE MEDIEVALI E PROTOCOLLI NOTARILI, Roma, 2011. Les confréries sont mentionnées aussi dans MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO, *Piemonte, Liguria, Lombardia, Veneto, Emilia, Toscana, Marche, Umbria e Lazio*, Tip. nazionale di G. Bertero, Roma 1892

une cotisation minimale de 12 liras par an, est dirigée par un Conseil qui reste en fonction pendant trois ans, mais est renouvelé par un tiers chaque année et est élu par une Assemblée des contribuables. Le Grand Rabbin, en fonction pour la même durée, a été nommé par cette assemblée sur proposition du Conseil assisté d'un conseil rabbinique. Le président du Conseil était un représentant légal de la Communauté.

Le statut sur les œuvres caritatives, bien que déjà approuvé par le Conseil extraordinaire le 12 juillet 1882, a été promulgué par A.R. du 26 février 1885<sup>18</sup>. La même année, la « Députation centrale de la charité » est créée, déjà prévue par le nouveau statut de l'université et qui ne commence à fonctionner qu'à partir de 1888<sup>19</sup>. Le véritable bouleversement du système de confrérie romaine dépend des effets produits par la Loi du 17 juillet 1890, n ° 6972 qui se fixe pour objectif d'utiliser toutes les ressources destinées à la réalisation d'objectifs religieux de nature inutile au profit de la charité publique.

La perspective d'indemnisation a donné lieu à un débat houleux qui a duré longtemps et qui a mis en évidence différents aspects de la question; tout d'abord la profonde divergence de pensée sur le lien entre culte et charité. Si pour le monde catholique il n'y avait pas de lien profond entre les deux sphères, au contraire dans le monde juif celles-ci ne pourraient pas être séparées. Ce n'est qu'à la fin du premier conflit que l'on a assisté à une reprise d'une redéfinition des activités associatives communautaires.

A ce stade, le problème de la formation se fait sentir avec une urgence particulière et prend de l'importance, également en raison de la "physionomie" sociale du judaïsme romain caractérisé par la présence d'une classe prolétarienne qui constitue le pourcentage le plus élevé<sup>20</sup>. Pour cette raison, il y a eu un rétablissement et une amélioration de l'établissement d'enseignement juif pour tenter de confiner le processus d'assimilation. La formation à tous les niveaux devait répondre à ce besoin. Le paysage

---

<sup>18</sup> *Statuti dell' Università Israelitica di Roma e delle sue Opere di beneficenza*, Roma, Tipografia Cecchini, 1882. Voir également Gabriella YAEL FRANZONE, *Considerazione per una storia politica e istituzionale della Comunità ebraica di Roma*, in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione*, a cura di Claudio PROCACCIA, Roma, Gangemi, 2013

<sup>19</sup> *Deputazione ebraica di assistenza e servizio sociale, 100 anni di storia : estratto dai verbali di consiglio dell'ente*, a cura di Carla DI NEPI e Anna PALAGI, Roma, Deputazione ebraica di assistenza e servizio sociale, 1980.

<sup>20</sup> Filomena DEL REGNO, *Gli ebrei a Roma tra le due guerre mondiali : fonti e problemi di ricerca*, «Storia contemporanea», XXIII (1992), n. 1, p. 5-69.

associatif romain était assez varié<sup>21</sup>. Il convient de noter l'activité des groupes Avodah (Travail). En 1922, l' APE - Association populaire juive est née, qui avait en fait déjà été créée l'année précédente avec le nom provisoire de la « Association pour la défense du culte juif à Rome ». Le premier problème qui se pose est celui de la "morale et de l'assainissement" de l'ancien quartier juif.

L'année précédente, un programme périscolaire a été lancé, recherché par Angelo Sacerdote et dont le financement a été possible grâce à Ester Ascarelli. L'école pédagogique "Dario Ascarelli" a été construite pour compléter la formation élémentaire dans l'après-midi, qui était associée à des fonctions plus liées aux soins, telles que la fourniture de nourriture et de vêtements. Les fonctions d'éducation et de bien-être se réunissent pour répondre aux besoins des familles complètement absorbées par le travail<sup>22</sup>. En 1915, la *Casa di Ricovero* (une maison d'accueil) a été créée pour les femmes israélites à Rome.

Le fond de la maison d'hospitalisation de Cave est conservé aux archives de la communauté qui fournit au moins une orientation générale sur la documentation qui s'est installée au cours de l'activité du producteur. L'absence d'un outil adéquat est à mettre en relation à la fois avec l'histoire complexe de la réorganisation des archives communautaires, sur laquelle les activités ont commencé depuis 2002, et avec l'addition récente de ce matériel <sup>23</sup>.

---

<sup>21</sup> Ivi, p. 21

<sup>22</sup> Le livret commémoratif rappelle le nombre de personnes aidées: «Les personnes assistées s'élèvent aujourd'hui à 425: 200 filles et 225 garçons», *Educatario dopo scuola Dario Ascarelli nel 16. anniversario della fondazione, dicembre 1918-dicembre 1934*, Roma, Società anonima tipografica Sabbadini, 1934.

<sup>23</sup> Micaela PROCACCIA, *Gli archivi delle istituzioni ebraiche* dans *Le fonti documentarie*, Roma, Ministère pour les biens et les activités culturelles, 2006; EAD. *I beni archivistici*, dans *La tutela dei beni culturali ebraici in Italia in attuazione dell'intesa fra lo stato italiano e l'Unione delle Comunità Ebraiche*, présenté par Franco BONILAURI e Vincenza MAUGERI, actes du congrès, Bologna, 9 mars 1994. Bologna, IBC, 1996. Le premier inventaire des documents conservés dans les archives historiques de la communauté juive de Rome remonte à 1929 et suit le critère de la subdivision par sujets, la réorganisation opérée en 1963 par Daniele Carpi a conduit à la création de deux sections: celle relative à la section médiévale- moderne et contemporain où le terme ante quem est défini par la brèche de Porta Pia. Ce n'est que récemment qu'un nouveau travail de réorganisation a été effectué par Silvia Haia Antonucci, Claudio Procaccia, G. Spizzichino, coordonné par les gestionnaires de la Surintendance du patrimoine archivistique de la région Lazio. Cette intervention s'inscrit dans une prise de conscience accrue de la valeur culturelle des archives communautaires, fruit d'un processus bien défini par Micaela Procaccia, qui a suivi des étapes réglementaires spécifiques. Au départ, il faut prêter attention à la difficulté du monde juif à accepter le concept même de bien culturel, entendu comme tout "objet" dont la valeur est indépendante de son utilisation et de sa fonctionnalité mais est intrinsèque comme témoignage de civilisation. La tradition veut qu'en cas d'extinction d'une communauté, ses biens soient donnés à une autre communauté afin qu'elle puisse en faire usage. La faible attention accordée à l'héritage juif est également imputable au climat de méfiance générale envers l'État italien qui a caractérisé la phase d'après-guerre. Le

L'histoire de l'institution est inextricablement liée au nom de son fondateur et à son intention. Rares sont les informations dont nous disposons, dont certaines peuvent être obtenues auprès de son avis de décès<sup>24</sup>. Angelo Di Cave était conseiller de la communauté et de nombreuses institutions religieuses pour lesquelles il s'est dépensé avec une grande diligence. C'était un religieux au point de faire de l'une de ses chambres un petit temple.

C'est ainsi que sa conduite est décrite «Visse sempre religioso, onesto senza ostentazione e sinceramente caritatevole»<sup>25</sup> (Il a toujours vécu religieux, honnête sans ostentation et sincèrement charitable ). Le processus de sécularisation était à un stade avancé en Italie et la plupart des hôpitaux étaient donc gérés par du personnel ecclésiastique. Il y a eu des cas fréquents de tentatives de conversion de patients se trouvant dans des situations particulières de vulnérabilité physique et psychologique<sup>26</sup>. Il est donc possible de croire que dans les intentions du fondateur, il y avait la volonté de créer un espace protégé pour les mères dans lequel elles pourraient vivre l'accouchement en toute sécurité. Il ne peut être considéré comme fortuit que l'institution, unique en Italie, se pose précisément à Rome où le problème des conversions forcées est encore si présent dans la mémoire des juifs du ghetto<sup>27</sup>. L'attention portée à la fonction naturelle de la femme est forte. Le foyer est un espace dans lequel s'affirme l'identité juive de la femme. Surtout la pauvre femme qui, comme déjà mentionné, était plus attirée par une œuvre caritative chrétienne qui pouvait lui

---

changement de direction dépend de l'approbation en 1987 de l'accord entre l'État italien et l'Union des communautés juives qui, non seulement a introduit un nouveau statut du judaïsme italien qui abolit les aberrations de la loi Falco, mais il a aussi été le point de départ pour une collaboration sans précédent dans la conservation du patrimoine. Alors que l'article 7 établit définitivement cette coresponsabilité dans la protection et la mise en valeur des bien d'archives et de bibliothèque, l'article 37 précise les tâches et fonctions spécifiques des parties. Les contributions de l'État nécessaires pour garantir leur consultation ont été fondamentales pour opérer efficacement dans le contexte de l'amélioration.

<sup>24</sup> «Vessillo Israelitico», 47, mars 1899, p. 92

<sup>25</sup> «Vessillo Israelitico», 47, mars 1899, p. 93

<sup>26</sup> Le cas le plus connu est celui d'Edgardo Mortara mais il y en a beaucoup d'autres plus tard mentionnés dans la presse. Pour une bibliographie plus large, voir: Gemma VOLLI, *Il caso Mortara*, «La Rassegna Mensile di Israel», 26, 1/2 (1960), pp. 29-30; Raphael LANGHAM, *The reaction in England to the kidnapping of Edgardo Mortara*, dans «Jewish Historical Studies», 39 (2004), pp. 79-101. En général sur les conversions forcées en l'âge moderne, voir Marina CAFFIERO, *Tra repressione e conversioni: la "restaurazione" degli ebrei in Roma fra la Restaurazione e l'elezione di Pio IX: amministrazione, economia, società e cultura*, présenté par Anna Lia BONELLA, Augusto POMPEO, Manola Ida VENZO, congrès tenu à Rome du 30 novembre au 2 décembre 1995, Roma, Freiburg, Wien, Herder, 1997, pp. 373-395; Marina CAFFIERO, *Battesimi forzati: storie di ebrei, cristiani e convertiti nella Roma dei papi*, Roma, Viella, 2004; Marina CAFFIERO, *Le conversioni: modelli, strategie, pratiche in Luigi Fiorani storico di Roma religiosa e dei Caetani di Sermoneta*, présenté par Caterina FIORANI et Domenico ROCCIOLO, Roma, Editions d'histoire et littérature, 2013, pp. 193-204.

<sup>27</sup> Voir ce qui est rapporté dans l'article du rabbin Laudadio Fano, «Corriere israelitico», 1, 1889-1890, p. 110

garantir un meilleur niveau de vie.<sup>28</sup> A' ça, il faut ajouter la tentative d'augmenter le nombre de naissances juives, étant donné l'hypothèse fondamentale que la disparition d'un peuple coïncide avec la fin biologique de ses individus.

La femme est bénéficiaire d'une politique communautaire visant à renforcer les rôles traditionnels et qui vise à assurer de meilleures conditions aux mères. L'espace protégé du refuge pour enfants pauvres est un espace juif, c'est-à-dire un endroit où il y a un respect pour le régime alimentaire de Casherut, fréquenté par des rabbins qui vérifient que la *milah* est réalisée et caractérisée par des images et des objets traditionnels (Shaddai, Maghen David) .

L'obligation de procréer a des racines scripturaires précises et a de la valeur pour les deux conjoints, mais ne confie à la femme que le soin de s'occuper des enfants. L'exemption d'un nombre élevé de *mitsvots* "positives" rend d'autant plus nécessaire le respect scrupuleux des réglementations halakhiques concernant la pureté du corps.

La condition de la femme est caractérisée par une alternance complexe entre l'état de pureté et l'impureté liée au biorythme féminin<sup>29</sup>. La condition du *niddah* continue depuis le début du cycle menstruel jusqu'à l'acte de purification qui implique une immersion dans le *mikveh* sept jours après la fin du saignement<sup>30</sup>. L'ablution est également réalisée à la fin de la période d'impureté suivant la naissance et dont l'extension peut varier d'un minimum de sept jours, si l'enfant est de sexe masculin, à un maximum de quatorze, s'il est de sexe féminin.

La question de la pureté fait l'objet d'un traité spécifique sur la Mishnah et la Toseftà, construit comme une exégèse et une extension des chapitres 11-16 du Lévitique et Deutéronome 14, 1-21. La législation vise à distinguer les deux pôles de pur et d'impur, ces derniers étant liés à des moments particuliers de transition tels que la vie et la mort. L'orthopraxie juive est enracinée dans un système qui distingue et identifie les

---

<sup>28</sup> Voir la partie où l'on se réfère à la lettre de Fortunata, p. 18

<sup>29</sup> Maddalena DEL BIANCO COTROZZI, *Precetti e riti di purità femminile nelle tre grandi religioni monoteiste*, Udine, Forum, 2004.

<sup>30</sup> Le terme *niddah* (נדה) indique correctement la menstruation mais par extension l'impureté. Le terme technique pour l'impureté rituelle est *tumah* (טמאה), dont l'antonyme est *tahara* (טהרה).

oppositions qui évitent un mélange de plans. Les rituels vous permettent de restaurer la condition de pureté<sup>31</sup>.

La sacralisation du peuple, rendue possible par le respect des interdictions et des commandements, a une valeur identitaire<sup>32</sup>. Dans le cas spécifique des femmes, le système normatif est étroitement lié à la taille du corps, c'est pourquoi Milka Avanzinelli a recouru à la phrase "sacerdoce du corps " pour désigner cette zone comme «zone d'élection de la religiosité féminine »<sup>33</sup>.

À l'époque contemporaine, la maternité est affectée par un processus de médicalisation qui intervient également dans le monde juif pour modifier la structure complexe des significations liées à cette phase du cycle de vie<sup>34</sup>.

Le système d'hygiène aurait empêché la propagation de maladies épidémiques, comme la tuberculose. Il y a un changement intéressant ici: ce qui n'était que l'effet secondaire produit par le respect rigoureux des rituels, c'est-à-dire la diffusion d'une pratique d'hygiène, devient l'aspect essentiel.

À Rome, il n'y a pas trace d'une attention particulière réservée aux femmes en travail jusqu'à la volonté d'Angelo di Cave de 1899<sup>35</sup>. Il est possible que l'accouchement ait été précédemment considéré comme une «affaire» exclusivement féminine et que la nouvelle mère ait été soutenue par des femmes plus expérimentées et appartenant probablement au cercle familial. Ce n'est qu'en 1915, avec la fondation du refuge pour enfants pauvres, qu'une solution médicale fut proposée au problème. Le statut a été présenté lors de la première réunion du 17 octobre 1915. L'institution

---

<sup>31</sup> Pour la discussion dans ses termes généraux, voir Mary DOUGLAS, *Purity and danger: an analysis of concepts of pollution and taboo*, London, Routledge and Kegan Paul, 1969.

<sup>32</sup> Pour la discussion dans ses termes généraux, voir : Jan ASSMANN, *La memoria culturale: scrittura, ricordo e identità politica nelle grandi civiltà antiche*, Torino, Einaudi, 1997.

<sup>33</sup> Le terme est utilisé par Milka Avanzinelli en référence au fait qu'il est lié à l'axe pur-impur (page 508) relié à la sphère corporelle.

<sup>34</sup> Des études récentes ont utilisé des témoignages oraux pour essayer de comprendre si quelque chose avait été omis du processus de médicalisation à cet égard, la contribution de Susan STARR SERED, *Childbirth as a Religious Experience? Voices from an Israeli Hospital*, dans l'oeuvre «Journal of feminist studies in religion», 2 (1991), pp. 7-18. Milka Avanzinelli utilise des témoignages oraux pour comprendre dans quelle mesure l'héritage religieux lié à ce qu'elle appelle le sacerdoce du corps "a été préservé à l'époque contemporaine", voir Milka VENTURA AVANZINELLI, *Gravidanza, parto, allattamento: testimonianze di donne ebrae fiorentine del '900*, in *Donne nella storia degli ebrei d'Italia*, présenté par Michele LUZZATI et Cristina GALASSO, actes du IX congrès international "Italia Judaica" (Lucca, 6-9 Juin 2005), Florence, Giuntina, 2007.

<sup>35</sup> Rome, ARCHIVIO CAPITOLINO, not. Francesco Guidi, 25 février 1899

avait pour but de venir en aide aux Israélites enceintes qui avaient besoin d'un lieu d'hospitalisation convenable et d'articles essentiels pour la première phase des soins au nouveau-né<sup>36</sup>.

Bien que l'activité du Conseil ait commencé en octobre 1915, il faudra attendre jusqu'à l'automne 1921 pour que l'hospitalisation des Israélites enceintes devienne effective<sup>37</sup>. Les années du conflit mondial sont marquées par de grandes difficultés économiques et par une faible participation à la vie communautaire comme en témoigne le choix fait par le Conseil de ne pas renouveler ses membres, en dérogation aux dispositions de l'article 7 du Statut<sup>38</sup>.

La disponibilité économique de l'institution est assez limitée à ce stade également en raison de l'augmentation du coût des loyers. Au cours de ces premières années, l'activité du Conseil s'est orientée vers la collecte de fonds et la préparation d'espaces pour accueillir les patientes; deux ordres de priorité ont été imposés dans la phase de recherche: d'une part, il fallait tenir compte de l'emplacement, qui ne devait pas être trop éloigné de la zone de l'ancienne ghetto, d'autre part il y avait la nécessité d'un respect rigoureux de la réglementation hygiénique et sanitaire<sup>39</sup>.

L'attention portée à cet aspect constitue un problème constant du conseil d'administration et doit être mise en corrélation étroite avec le processus de «médicalisation» de la gestation et de l'accouchement<sup>40</sup>.

L'initiative de l'institution a été fortement orientée par Enrico Modigliani, qui a fait partie du Conseil depuis ses origines jusqu'à sa mort. Son expérience, acquise avec sa femme Olga Flaschel au sein de l'établissement Opera nazionale di assistenza alla Maternità e all'Infanzia illegittima, une institution qu'il a fondée, a été la pierre angulaire de l'activité d'assistance et en a défini les modalités.

---

<sup>36</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di ricovero Di Cave*, registre des délibérations, 1915-1934, 17 octobre 1915.

<sup>37</sup> Ivi, 16 novembre 1921.

<sup>38</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di ricovero Di Cave*, Statuto Casa di ricovero per puerpere israelite di Roma, Roma, 1915.

<sup>39</sup> Le problème est abordé jusqu'à l'ouverture même du centre le 28 mars 1921(c.52); référence est faite à la recherche d'un lieu idéal dans toutes les délibérations antécédentes, voir Rome, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registre des délibérations, cc. 1-52.

<sup>40</sup> *Di particolare importanza Franco CAMBI, Simonetta ULIVIERI, Storia dell'infanzia nell'Italia liberale, Scandicci, La nuova Italia, 1988.*

Le Conseil d'Administration de la Maternité est élu par le Conseil d'Administration de la Députation Centrale de la Charité qui intervient lors des séances par l'intermédiaire d'un représentant. Si d'un point de vue formel, l'entité dépend et est subordonnée à cette institution, en fait elle se présente autonome dans son action. La maison d'hospitalisation était dirigée par sept membres, parmi lesquels un président nommé qui restait en fonction pendant quatre ans et était rééligible (art. 7); le mandat des autres membres a la même durée, mais la moitié d'entre eux a été renouvelé à la fin de la période de deux ans. Un vice-président et deux commissaires aux comptes étaient présents et aucune rémunération n'était prévue pour ceux qui remplissaient cette fonction. À cela s'ajoutait la contribution de la marraine. L'intervention des marraines, tout au long de l'histoire de l'institution, a justement cela comme finalité: celle de la surveillance des espaces et de la protection des patientes. Leur intervention a rendu possible la survie de l'organisation et leur a permis de quitter le domicile. La gestion et l'organisation d'événements caritatifs leur ont permis de se rencontrer et de vivre la dimension collective. Pour certaines d'entre elles, cette expérience les a préparées pour leur activité au sein de l'ADEI, l'Association des femmes juives d'Italie<sup>41</sup>. L'aspect pertinent concerne, pour l'institution « Maternità Di Cave », la tendance à augmenter leur nombre dans des situations particulières de difficultés économiques, preuve supplémentaire de l'importance de leur rôle, bien que non officiellement reconnu. La reconnaissance de la grossesse comme une "question féminine" orientée vers la nomination d'une directrice-sage-femme, dont les fonctions ne sont pas définies par le statut général mais probablement par un règlement intérieur qui ne nous parvient pas.

Ce choix paraît particulière si l'on la compare à la réalité institutionnelles des maison d'accueil du contexte romain, où le choix tombait sur des hommes. La sélection du personnel se base uniquement sur la profession de la foie juive, bien que ce critère reste au début insatisfait à cause de l'absence de femmes à la hauteur de ce rôle <sup>42</sup>Enfin, Anna Maria Curti a été identifiée qui restera directrice-sage-femme jusqu'en 1925, sera ensuite remplacée par Emma Tommasi<sup>43</sup>, mais continuera à collaborer avec l'institution

---

<sup>41</sup> Pour Eleonora Modigliani e Emma Fano, voir ch. 4.

<sup>42</sup> Ivi, 10 aprile 1925, c. 97

<sup>43</sup> Anna Maria Curti est mentionnée entre les sages-femmes dans la *Guida sanitaria di Roma e provincia*, Roma-Napoli, Mancini e Figli, 1934.

en tant que simple sage-femme et soutiendra l'obstétricien Noccioli jusqu'à la fin de la guerre.

Dès la fin du XVIIIe siècle, la figure de la sage-femme est devenue un objet de grand intérêt, comme en témoigne l'énorme quantité de textes produits sur le sujet<sup>44</sup>. L'attention suscitée par cette figure est liée à un discrédit de son rôle et à un processus de redéfinition des tâches. L'accouchement, qui était une affaire exclusivement féminine, est progressivement hospitalisé et géré de plus en plus par du personnel spécialisé. Ce processus, qui s'est développé très tôt en France, se retrouve également en Italie. Peu de temps après l'unification, le cadre réglementaire italien mesure les tentatives faites pour ne plus faire accoucher les femmes à la maison<sup>45</sup>. Le monde juif avait probablement fonctionné de la même manière; on peut supposer que la gestion de ce moment a été principalement confiée à des femmes matures qui avaient déjà achevé l'expérience de donner naissance à un enfant.

D'une manière générale, cependant, il convient de noter que dès le XVIe siècle, il y avait des enseignants qui s'occupaient spécifiquement des maladies féminines à l'Archiginnasio romain<sup>46</sup>. Cependant, il faudra attendre l'édit de Pie VI pour que l'acquisition d'une notion obstétricale de base soit imposée aux sages-femmes chrétiennes<sup>47</sup>.

Dans la période proche de l'unification, la profession de sage-femme sera définie sous tous ses aspects et divers lieux ont vu le jour pour accueillir les mères. Un exemple en est l'institut "Maternità Savetti" dont la présence dans la région du Trastevere aurait pu répondre, au moins en partie, aux besoins de la population de l'ex-ghetto. Il est donc probable que le bienfaiteur, en avance sur son temps, a posé le problème de garantir aux femmes pauvres une assistance dans l'environnement juif.

La question a été posée plusieurs années plus tard dans un article d'Anselmo Colombo publié dans *Israelite Banner* (1914); L'absence de sages-femmes et de médecins juifs

---

<sup>44</sup> Alexis DELACOUX, *Biographie des sages-femmes, célèbres anciennes, modernes et contemporaines*, Parigi, 1834 ; F. DE RIBIER, *Le sages-femmes en France: ce qu'elles ont été, ce qu'elles sont et ce qu'elles devraient être*, Paris, Delmar, 1897.

<sup>45</sup> Voir *infra*.

<sup>46</sup> Arturo GUZZONI DEGLI ANCARANI, *L'Italia ostetrica*, Catania, Mattei, 1902. Girolamo Mercuriale avait été appelé par Pape Pio IV.

<sup>47</sup> La figure d'Asdrubali semble jouer un rôle primordial, également en raison de sa formation, qui a eu lieu sous l'égide d'Alfonso Leroy. L'activité de l'obstétricien a duré quarante ans, ayant été particulièrement longue.

serait à l'origine de circoncisions tardives. Selon l'auteur, l'opinion de spécialistes non juifs aurait poussé à renvoyer le « Berit Milah » avec des justifications liées à la faiblesse excessive du nouveau-né. Le non-respect de la *mitzvah* constitue un aspect du problème auquel un autre problème majeur est associé. On y lit: : «E frattanto sorgono complicazioni; il bambino si ammala per davvero, qualche volta pur troppo muore ed allora si va a sofisticare se si può fare la circoncisione ai morti, almeno fino a 13 anni di età. Perché in questi tristi casi viene fuori la questione del seppellimento. Si può fare nel cimitero ebraico? E perché no? Fino a 13 anni l'ebreo non è di età maggiore e non è quindi responsabile se i genitori non gli hanno fatta fare la circoncisione»<sup>48</sup> (Pendant ce temps, des complications surviennent; l'enfant tombe vraiment malade, parfois il meurt et ensuite on discute si vous pouvez circoncire les morts, au moins jusqu'à 13 ans. Parce que dans ces tristes cas, la question de l'enterrement se pose. Peut-on le faire dans le cimetière juif? Et pourquoi pas? Jusqu'à 13 ans, le Juif n'est pas majeur et n'est donc pas responsable si les parents ne l'ont pas fait circoncire).

La conclusion de Colombo est une provocation: «Ed ora una domanda alle Università. Avete voi provveduto ad avere levatrici e medici ebrei, impiegati della Comunità o delle opere pie dipendenti, e avete constatato se essi hanno figli incirconcisi?»<sup>49</sup> (Et maintenant une question aux universités: avez-vous prévu des sages-femmes et des médecins juifs, des employés de la communauté ou des institutions charitables, et avez-vous vérifié s'ils avaient des enfants non circoncis?).

La Maternità di Cave constitue probablement un *unicum* en Italie, mais ailleurs, les femmes en travail étaient accueillies dans les hospices ou un système de soins à domicile était fourni<sup>50</sup>. Cependant, nous voulions nous assurer que la puerpéralite était placée sous l'œil attentif de la communauté. À cet égard, le cas de la réunion du 15 mars 1937 au cours de laquelle le président informe le Conseil que le rabbin David Prato a visité le centre a été mentionné<sup>51</sup>. Cela se réfère également à sa demande d'être personnellement informé de la naissance de chaque enfant afin que la circoncision soit effectuée comme prescrit.

---

<sup>48</sup> «Vessillo Israelitico» 42, 1914, 31 décembre, pp. 677-678.

<sup>49</sup> *Ibidem*

<sup>50</sup> Quelques nouvelles peuvent être trouvées en annexe au volume Flaminio SERVI, *Gli israeliti d'Europa nella civiltà: memorie storiche, biografiche e statistiche dal 1789 al 1870*, Torino, Tipografia e litografia Foa, 1871

<sup>51</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registre (1934), 15 mars 1937, c. 32.

## Politique démographique du régime et des juifs à l'époque fasciste

La politique pro-nataliste est normalement associée au discours prononcé par Mussolini le 26 mai 1927, jour de l'Ascension, face à une place bondée<sup>52</sup>. Les interventions en faveur des enfants et de la maternité de la phase précédente trouvent leur raison d'être dans la politique démographique de soutien à la race.

Toujours à la fin des années 1920, "l'amélioration de la race" s'est déroulée à travers une série d'initiatives principalement liées à la santé. La même université romaine s'engage dans une campagne antituberculeuse qui a cet objectif<sup>53</sup>. Pour cette raison, il n'est pas surprenant que la Communauté s'aligne sur le régime de ce point de vue.

Le souci du déclin démographique, une tendance qui caractérisera toute la péninsule italienne, est une constante dans cette phase. Bien que Rome se soit distinguée des autres réalités communautaires pour une plus grande croissance, la classe dirigeante a ressenti le besoin de faire ressortir le problème à plusieurs reprises<sup>54</sup>.

De plus, pour preuve, les naissances sont surveillées en permanence et doivent être communiquées sans délai au Conseil. En 1932, le bulletin rapporte avec une grande abondance les données fournies par la Casa di Ricovero di Cave et se concentre sur l'analyse de la situation romaine et se demande si la politique démographique du régime a eu un effet positif même parmi les Juifs romains<sup>55</sup>.

Dans le procès-verbal de Maternité Da Cave, des réunions depuis 1932, les interventions visant à améliorer le service offert par la maison d'hospitalisation se justifient au regard des politiques du régime d'accompagnement racial. Il est clair que le Conseil estime que cette amélioration doit être comprise comme une protection de la santé des couches les plus faibles de la population. La même considération est faite dans les années suivantes,

---

<sup>52</sup> Giovanni SABBATUCCI, Vittorio VIDOTTO, *Storia contemporanea*, Roma, Bari, Laterza, 2018-2019.

<sup>53</sup> Filomena DEL REGNO, *Gli ebrei a Roma tra le due guerre mondiali : fonti e problemi di ricerca*: «Storia contemporanea», 13, 1 (1992), pp. 5-69

<sup>54</sup> Voir per gli ebrei di Roma, Franco Eitan SABATELLO, *Il controllo delle nascite tra gli ebrei di Roma*, «Genus», 29, 1/2 (1973), pp. 135-153, Eugenio SONNINO, Giancarlo SPIZZICHINO, *La demografia degli ebrei di Roma*, in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione (1814-1914)*, a cura di Claudio PROCACCIA, Roma, Gangemi, 2013, pp. 95-115

<sup>55</sup> «La Comunità Israelitica. Organo della comunità israelitica di Roma», décembre 1932, pp. 21-22.

jusqu'en 1935. Les racines de la politique nataliste jusqu'ici décrite de Maternità Di Cave sont enracinées dans les années précédentes.

Parallèlement à l'ouverture de la maison, une clinique externe a été mise en place pour la grossesse. La gestion du centre a été confiée à Giuseppe Noccioli<sup>56</sup> et Anna Maria Curti qui ont pu garantir l'ouverture de la structure le dimanche. Les visites médicales effectuées pendant la gestation sont un signe important de l'attention portée à la grossesse à toutes ses étapes.

Au cours des dix premières années de fonctionnement de l'établissement, la tendance des hospitalisations s'est considérablement accrue. La gratuité de l'intervention de soutien dépendait de la forte mortalité infantile qui a poussé à une mobilisation compacte du corps médical en faveur de la maternité et de l'enfance et a jeté les bases d'une transformation de la relation mère-enfant. Des phénomènes tels que l'infanticide et l'exposition, qui distinguent les couches sociales les plus humbles et, d'autre part, le manque d'intérêt pour les soins et le recours massif à la figure de la nourrice, sont l'expression d'une attitude d'indifférence envers le monde infantin. Ces aspects deviennent l'objet d'un grand intérêt pour les États lorsque la composante démographique a commencé à être pertinente pour définir le pouvoir d'une nation.

La législation protégeant ces deux sujets permet de souligner la nécessité de consolider le lien parental. Il existe une diversité de parcours suivis par les différentes classes sociales. La bourgeoisie a montré un intérêt prudent pour les soins du nourrisson, comme en témoigne la transition progressive vers l'allaitement maternel.

La problématique est plus complexe pour les couches sociales les plus humbles: l'intervention de l'Etat visait à limiter le phénomène d'exposition grâce à l'action de soutien offerte par les institutions sociales, comme les jardins d'enfance<sup>57</sup>. Le débat qui se pose sur l'importance de l'allaitement maternel est un signe de l'intention d'encourager la création d'un lien émotionnel.

---

<sup>56</sup> Giuseppe Noccioli sera directeur-fondateur de Di Cave Maternity pour les pauvres Israélites, de 1921 jusqu'à sa mort. Il avait eu une brillante carrière, travaillant comme assistant de Pasquali entre 1901 et 1902 à l'hôpital de Santo Spirito

<sup>57</sup> Franco CAMBI, Simonetta ULIVIERI, *Storia dell'infanzia nell'Italia liberale*, Scandicci, La nuova Italia, 1988.

Cette question revêt une importance particulière pour les enfants illégitimes pour qui le problème de l'attachement est crucial pour éviter l'abandon.<sup>58</sup>

L'histoire de la protection de la maternité a une étape fondamentale dans l'institution, avec la loi du 10 décembre 1925 n. 2277, de l'ONMI Opera nazionale maternità e infanzia e, considéré comme le premier maillon de la chaîne pour résoudre le problème démographique<sup>59</sup>.

L'intervention de l'ONMI en faveur de l'institution est de la moindre importance: les signes de la crise économique commencent à émerger en 1937. La dernière phase de la crise économique de l'institution se répercute lors des réunions de '38, à partir de celle de 21 février<sup>60</sup>, suivi de deux autres. Les minutes deviennent plus concises et sèches. Les mêmes problèmes sont détectés même face à une nouvelle augmentation du nombre de femmes qui accouchent, qui atteint 140 en décembre 1938.

L'institution continuera à fonctionner tout au long de 1939 grâce à l'engagement constant de ses membres, comme le trésorier Pontecorvo qui, avant de démissionner, renonce à son dépôt de garantie. Tout semble se dérouler au milieu de difficultés continues, bien qu'il y ait peu de traces de celles-ci dans la documentation. Au-delà de l'écart dans le procès-verbal de l'année 1940, pour les années suivantes, le conseil d'administration renouvelle et continue la gestion administrative, qui se déroule normalement jusqu'à l'approbation du budget pour les années 1941-1943. Pendant ces années, une limite est introduite sur le nombre de femmes enceintes acceptées, la sélection se fait par tirage au sort. Il convient de noter que, malgré les énormes difficultés de cette phase, il y a eu une augmentation des revenus provenant des offres privées, signe d'une grande solidarité du monde juif romain.

---

<sup>58</sup> Sur l'Opera Nazionale Maternità e Infanzia, voir: Domenica LA BANCA, *Welfare in transizione: l'esperienza dell'ONMI: (1943-1950)*, Napoli-Roma, Edizioni scientifiche italiane, 2013. OPERA NAZIONALE PER LA PROTEZIONE DELLA MATERNITÀ E DELL'INFANZIA, *Relazione sullo sviluppo della attività dell'Opera nazionale per la protezione della maternità e infanzia (1926-1930)*, Roma, Garroni, 1931; *Raccolta delle leggi sull'O.N.M.I.*, Roma, O.N.M.I., 1967; *Leggi e regolamenti per la protezione e l'assistenza della maternità e dell'infanzia*, Roma, Riccardo Garroni, 1931; Michela MINESSE, *Stato e infanzia nell'Italia contemporanea: origini, sviluppo e fine dell'Onmi, 1925-1975*, Bologna, Il mulino, 2007, OPERA NAZIONALE PER LA PROTEZIONE DELLA MATERNITÀ E DELL'INFANZIA, *Norme sull'ordinamento delle scuole professionali per assistenti visitatrici di igiene materna e infantile, vigilatrici scolastiche e vigilatrici dell'infanzia*, Roma, Garroni, 1929; Id., *Origine e sviluppi dell'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia: 1926-1935*, Roma, Colombo, 1936; Id., *Regolamento dei corsi di puericoltura e di assistenza all'infanzia per levatrici*, Roma, Garroni, Roma, 1928.

<sup>59</sup> CAMBI, ULIVIERI, *Storia dell'infanzia nell'Italia liberale* cit.

<sup>60</sup> Ivi, 21 febbraio 1938, c. 57.

Comme on le sait, le grand tournant pour le judaïsme romain a été le 16 octobre 1943. L'activité de l'association ne s'est pas arrêtée pendant les neuf mois de l'occupation et en effet, comme le rapporte Alessandra Fiumi: «Grazie alla direttrice e alle infermiere che indicavano alla polizia in ispezione le gestanti ariane ricoverate, dimostrando l'impossibilità di chiudere la casa di cura per la benefica attività svolta in favore delle donne di religione cattolica ed ottenevano sempre nuove proroghe. In realtà, come si può immaginare, le gestanti erano per maggioranza ebrees, anche se effettivamente era presente anche un ristretto numero di donne cattoliche»<sup>61</sup> (Grace au directeur et aux infirmières qui ont indiqué les femmes enceintes aryennes hospitalisées à la police pour inspection, démontrant l'impossibilité de fermer la maison de retraite pour l'activité bénéfique menée en faveur des femmes de religion catholique et elles ont toujours obtenu de nouvelles extensions. En réalité, comme vous pouvez l'imaginer, les femmes enceintes étaient majoritairement juives, même si un petit nombre de femmes catholiques étaient effectivement présentes).

Le 11 novembre 1945, la première assemblée de Maternità Di Cave s'est tenue dans une Italie libérée du fascisme. L'élection d'une femme au conseil d'administration est proposée, l'assistance étant entièrement destinée aux femmes et donc l'organisme lui-même peut profiter d'une telle collaboration.

### **Le premier jardin d'enfants en Italie: la confrérie Ez-Chaim**

La garde des enfants, en particulier pour les filles, avait été l'une des priorités de l'Université hébraïque romaine, comme en témoigne la fondation de la confrérie Ez Chaim, dont les origines remontent à 1745<sup>62</sup>. Les archives de la communauté juive de Rome, dans sa section moderne, comprennent la fondation de l'entreprise qui se compose de deux dossiers, un registre et quatre fichiers. Cette documentation est très

---

<sup>61</sup> Alessandra FIUMI, *Gli infermieri nella Seconda Guerra Mondiale*, dans *La storia del nursing in Italia e nel contesto internazionale*, présenté par Gennaro Rocco, Costantino Cipolla e Alessandro Stievano, Milano, Angeli, 2015, p. 324.

<sup>62</sup> Depuis 1602, l'autre société Talmud Torah exerce, également dédiée à l'hospitalisation et à l'éducation des enfants israélites pauvres. voir *Le confraternite ebraiche: Talmud Torà e Ghemiluth Chasadim*, Il centro di ricerca, Roma, 2011, p. 27. En 1864, elle a fondé une école maternelle pour hommes; c'est ainsi que la fonction didactique commence à prévaloir sur la seule fonction sociale. La même chose est arrivée à Ez Chaim en 1861. Voir *Asili infantile par* CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE DEGLI ASILI INFANTILI ISRAELITICI, [S.l. : s.n.], 1949.

pauvre et ne permet pas de retracer l'histoire de l'institution. Pour compléter cette rareté, les sources présentées ici sont extraites de l'essai d'Attilio Milano<sup>63</sup>, de la documentation des archives des jardins d'enfants juifs de Rome et de la presse juive. Comme le dit Milan, Ez Chaim a été fondée par douze pères de la famille, réunis à la Scola Catalana, qui ont ressenti le besoin de retirer les pauvres filles de la rue. La fonction de l'éducation religieuse émerge également de la composition hébraïque écrite en l'honneur de la création de la confrérie<sup>64</sup>.

Le conseil communautaire approuva son règlement en 1746 et établit que l'entretien économique devait être confié au système de mendicité.

Un article publié dans «*Educatore Israelita*» fournit de précieuses informations sur l'évolution des activités de la Société. Depuis 1864, trois ans après la création des jardins d'enfants pour femmes, il était plus important de renforcer, parallèlement à la fonction traditionnelle d'assistance et de soins aux filles pauvres, celle d'éducation, domaine dans lequel le rabbin Fornari a personnellement prêté service<sup>65</sup>. Il a été reconnu pour avoir apporté des changements importants à la formation.

Cependant, la dissolution d'Ez Chaim s'est produite tardivement et la réunion du 15 mai 1907 a marqué sa fin. Tous les biens ont été donnés aux jardins d'enfants hébreux qui ont maintenu la fonction éducative<sup>66</sup>.

Le matériel documentaire des jardins d'enfants juifs romains a été examiné par la Surintendance du patrimoine archivistique et littéraire du Latium en 2007, dans le cadre

---

<sup>63</sup> Attilio MILANO, *Le confraternite pie del ghetto di Roma*, Città di Castello, Tipografia Unione arti grafiche, 1958.

<sup>64</sup> On se souvient de l'heureux événement de la fondation avec une composition occasionnelle en hébreu traduit, veda Nello PAVONCELLO, *Una poesia ebraica in onore della fondazione della Confraternita "Ez Chayim" in Roma*, dans la revue «La Rassegna Mensile di Israel», 38, octobre 1972, pp. 514-527.

<sup>65</sup> «Educatore israelita», 11 ottobre 1863; un chapitre sur l'allocation des budgets est destiné à la rémunération du Fornari «maître», voir Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITA EBRAICA, *Ez Chaim*, fasc. 1, di cc. non num.

<sup>66</sup> *Ibidem*. La question de l'utilité de poursuivre l'activité de la confrérie après la fusion avec les jardins d'enfants était déjà posée depuis longtemps dans «Vessillo israelitico», 13, juin 1875, p. 185: «Senonchè, tolto a Èz haim, l'Asilo, che cosa ne rimane? Quasi nulla: una lezione settimanale che *dovrebbe farsi* [il corsivo è suo] per turno in casa d'un confratello, ed un'annua commemorazione. – Ma vale la spesa di mantenere per questo una speciale amministrazione, mentre le rendite sono tutte destinate agli asili, che hanno poi d'uopo d'una amministrazione a parte?» (Donc, si on enlève Èz haim, l'asile, que reste-t-il? Presque rien: une leçon hebdomadaire qui devrait avoir lieu [en italique] à tour au domicile d'un confrère, et une commémoration annuelle. - Mais cela vaut-il la peine de maintenir une administration spéciale pour cela, alors que les revenus sont tous destinés aux jardins d'enfants, qui ont par contre une administration séparée?).

d'un projet de récupération des archives des œuvres de bienfaisance et caritatives. La valeur de ces cartes doit être mise en relation avec la possibilité qu'elles offrent d'effectuer une étude plus approfondie des orientations pédagogiques et éducatives de la communauté juive romaine à partir de l'âge de la deuxième émancipation. Les horizons de la recherche sont beaucoup plus larges compte tenu de la physionomie spécifique de la philanthropie juive romaine; sa structure réticulaire, qui établit une relation étroite entre confréries et institutions, fait des archives de cet institut un extraordinaire réservoir d'information. Les débuts de l'activité des jardins d'enfants juifs actuels, issus de la fusion de la section masculine avec la section féminine des anciennes confréries, sont marqués par des difficultés économiques considérables. Seule l'initiative privée et la mairie ont contribué à sa pérennité. Cette dernière avait déjà apporté une contribution depuis 1973, mais seulement après des négociations longues et ardues<sup>67</sup>. Ce don avait conduit à l'extension de la surveillance municipale aux crèches juives, comme cela était déjà le cas avec d'autres écoles romaines pour enfants. La possibilité de survie économique du jardin d'enfants dépend à ce stade de la charité privée<sup>68</sup>. À partir de l'examen des listes de membres de la même année, il est possible de reconstituer le cercle de l'élite juive réunie autour des principales associations caritatives romaines<sup>69</sup>. Les mêmes noms apparaissent en tant que membres, à divers titres, d'autres institutions et figurent sur la liste des contribuables de l'Université<sup>70</sup>. Ces

---

<sup>67</sup> Edoardo ARBIB, *Sommario degli atti del Consiglio comunale di Roma dall'anno 1870 al 1895*, Roma, Firenze, Fratelli Bencini, 1895. Le Conseil examine la possibilité d'octroyer à la maternelle juive une subvention pour le consentement à la survie économique. La junte a noté qu'elle avait de nombreuses raisons de réclamer ce concours. La Mairie accorde déjà une subvention proportionnelle aux autres jardins d'enfants, elle propose de faire de même pour ces Israélites. Ruspoli estime qu'il est nécessaire d'identifier le bon montant de la contribution sur la base de la proportion de la population juive par rapport à la population romaine restante. Le Président nous rappelle qu'il ne s'agit pas de fonder de nouvelles écoles maternelles, mais d'apporter un soutien et des écoles déjà existantes. S'il existe la possibilité d'éliminer les différences entre les jardins d'enfants chrétiens et juifs et de passer de loin ces derniers sous contrôle municipal. Le conseiller Silenzi note que la population juive correspond à un sixième et que, pour des raisons de raison, la subvention devrait correspondre à 500 lire. Ruspoli soutient que l'histoire du don doit être mise à profit et ne peut pas être financée par des institutions qui admettent des chrétiens ou des israélites organisés. Le chiffre de 2000 lois est proposé pour chaque jardin d'enfants (100 enfants par institution), un pacte qui est admis par un délégué municipal au Conseil et l'autre que la religion religieuse est faite pour les personnes admises. La proposition du conseiller Gatti d'accorder une somme plus importante est mise aux voix et rejetée par le conseil d'administration.

<sup>68</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, bilancio 1875.

<sup>69</sup> Mirella SCARDOZZI, *La filantropia come politica : la Società delle Signore per gli asili infantili di carità di Livorno* in «Nuovi studi livornesi», (2011) , pp. 201-226.

<sup>70</sup> La liste des membres pour trouver une publication réalisée pour les prix de fin d'année: ASILI INFANTILI ISRAELITICI DI ROMA, *Premiazione del 31 ottobre 1875*, Giuseppe Civelli, Roma, 1875

listes renvoient une image exacte de «l'anatomie» du judaïsme romain, caractérisée par un niveau élevé d'inégalité sociale<sup>71</sup>.

Si les adhérents sont tous membres de la communauté romaine, on ne peut pas en dire autant des oblateurs. Ceci est lié à un aspect particulier de l'initiative caritative de la période post-Risorgimento, caractérisé par une participation collective intense au sort des autres, quelle que soit la foi professée.

Au début, la formation des enseignants était sévèrement limitée par l'impossibilité de s'inscrire dans les écoles romaines, la seule voie à suivre était de sortir des États pontificaux<sup>72</sup>. Cela a limité l'accès à des niveaux d'éducation élevés à la partie riche et uniquement à la composante masculine<sup>73</sup>. Le flux migratoire entrant était presque nul compte tenu de la situation juridique de la population juive romaine et pour cette raison, il n'aurait pas été possible de recourir à du personnel scolaire extérieur.

Des ouvertures générales ont eu lieu avec l'ascension au trône papal de Giovanni Maria Mastai Ferretti<sup>74</sup>; l'inclination à la tempérance, qui a caractérisé la première phase du gouvernement de Pie IX, a guidé les relations avec la minorité juive, conduisant à une amélioration considérable du niveau de vie. Les choix pontificaux s'inscrivent dans un cadre national et international modifié qui place la question juive au centre du débat entre les différentes forces politiques sur le terrain<sup>75</sup>.

L'acte décisif d'égalisation des Juifs romains a conduit à une phase de crise pour les jardins d'enfants romains et à la fusion des deux sections. La rédaction de la première

---

<sup>71</sup> L'utilisation de ce terme suit celle de Sergio DELLA PERGOLA, *Anatomia dell'ebraismo italiano: caratteristiche demografiche, economiche, sociali, religiose e politiche di una minoranza*, Assisi, Roma, Carucci, 1976.

<sup>72</sup> L'inscription à un programme d'études à l'archiginnasio romain reste interdite jusqu'en 1867. Vd. Elio TOAFF, *1870: la breccia del ghetto, evoluzione degli ebrei di Roma*, Roma, Barulli, 1971

<sup>73</sup> Un fait intéressant concerne la présence d'un pourcentage élevé de femmes juives inscrites à partir de l'année scolaire 1885-1886 à l'école technique Marianna Dionigi, fondée l'année précédente et dirigée par Eugenia Ravà, ancienne présidente des jardins d'enfants. Pour cela, voir Eugenia RAVÀ, *La scuola tecnica femminile quale istituto educativo e di pratica utilità*, Vercelli, Coppo, 1903. Rien que à quinze ans de l'émancipation, le nombre de juives qui fréquentaient un parcours d'éducation supérieur était très élevé.

<sup>74</sup> Le changement de situation a des origines plus lointaines et remonte au pontificat de Grégoire XVI, dont cependant Ascarelli n'avait pas d'expérience directe. Pour cela, voir Bruno DI PORTO, *Gli ebrei di Roma dai Papi all'Italia*, in *1870 La breccia del ghetto evoluzione degli ebrei di Roma*, Barulli, Roma, 1971; Frank J. COPPA, *Pio Nono and Jews: from reform to reaction, 1846-1878*, in *The Papacy, the Jews, and the Holocaust*, Catholic University of American Press, 2006, pp. 77-106.

<sup>75</sup> Dans l'essai précité de Bruno Di Porto, les manifestations de fraternité du côté démocratique sont évoquées.

version du statut remonte à 1876 et comprend 16 articles<sup>76</sup>. La mise en place de l'institution en tant qu'entité morale oblige le Conseil à procéder à certaines modifications qui trouveront l'approbation officielle dans l'A.R. du 21 août 1884. Dans le nouveau document, l'article 1 précise que l'institution "est régie par les lois en vigueur", que la reconnaissance de la personnalité juridique de l'association implique la surveillance par l'autorité scolaire gouvernementale de l'enseignement laïque et du grand rabbin, du religieux (art.6). Les interventions de l'État sur les jardins d'enfants, nées au XIXe siècle de la volonté des particuliers ou de l'Église, ont été assez tardives et les premières initiatives se sont limitées à garantir l'octroi de subventions pour la création des jardins d'enfants municipaux<sup>77</sup>. Ce n'est qu'à partir des vingt années qui ont suivi l'unification de l'Italie qu'il y a eu plus d'ingérence également en ce qui concerne l'orientation pédagogique.

Une circulaire ministérielle du 27 avril 1889 a souligné l'importance de l'orientation pédagogique en tant que complément fondamental nécessaire de l'enseignement élémentaire et comme le premier moment d'une formation unitaire et harmonieuse de l'individu. Cette circulaire a poussé vers l'adoption de la méthode Pestalozzi et celle de Froebel<sup>78</sup>.

En raison de leur double nature d'institutions caritatives et de lieux de formation, les jardins d'enfants étaient placés sous la tutelle du Ministère de l'intérieur et de celui de l'éducation publique. Ce n'est pas un hasard si les critiques adressées au projet de loi étaient axées sur le manque d'ambiguïté de l'orientation réglementaire et sur l'ingérence des deux ministères.

Sur le plan réglementaire, il s'est concrétisé ce qui se passait dans la société civile et les cercles intellectuels depuis cinquante ans. La poussée vers l'unification nationale s'est orientée vers une large réflexion sur les conditions nécessaires à la création d'un État. Le problème de la formation provient de la nécessité d'entamer une régénération des

---

<sup>76</sup> SOCIETÀ DEGLI ASILI INFANTILI ISRAELITICI, *Statuto organico della Società degli asili infantili israelitici di Roma*, Roma, Stabilimento Civelli, 1876.

<sup>77</sup> Legge 6 dicembre 1971, n. 1044

<sup>78</sup> Giuseppe SAREDO, *Codice della pubblica istruzione ordinato 1832-1902*, Torino, 1899, pp. 915-941.

classes humbles. L'éducation était considérée comme le moyen le plus puissant de mettre en œuvre la réforme sociale.

La définition d'une conception unitaire de l'éducation des enfants remonte au prêtre Ferrante Aporti<sup>79</sup>, qui en février 1831 avait fondé des jardins d'enfants à Crémone, qui sont cependant considérés à tort comme les premiers de la péninsule. Cette figure plutôt isolée s'oppose au cercle intellectuel toscan extrêmement vivant d'un point de vue culturel et politique. Le cabinet Vieusseux et l'Accademia dei Georgofili en sont des exemples significatifs. Raffaello Lambruschini, érudit et théoricien des sciences de l'éducation, fait partie de ce monde<sup>80</sup>. Il est considéré comme le fondateur de la pédagogie italienne moderne, dans une phase où aucune attention n'a été accordée aux aspects pratiques de l'action éducative. Selon Lambruschini, la formation naît «du berceau» et, dans l'enfance, commence d'une observation attentive de l'éducatrice; il est basé sur les lois de continuité et de "gradualité"<sup>81</sup>. L'éducation indirecte<sup>82</sup> est à privilégier car, en posant les conditions propices au développement et en supprimant ses obstacles, elle serait mieux adaptée à la nature de l'élève.

La situation change à la suite de la naissance des premiers jardins d'enfants italiens où la méthode froebélienne est introduite. Le système de Froebel<sup>83</sup>, dont les principes

---

<sup>79</sup> Aldo AGAZZI, Franco DELLA PERUTA, Cristina SIDERI, *Ferrante Aporti e San Martino dall'Argine*, Milano, Franco Angeli, 1985; Cristina SIDERI, *Ferrante Aporti. Sacerdote, italiano, educatore*, Milano, Franco Angeli, 1999; Benvenuta AGOSTA, *Memorie storiche riguardanti San Martino dall'Argine, libro di Ferrante Aporti*, Mantova, Arcari, 2004; Maurizio PISERI, *Ferrante Aporti nella tradizione educativa lombarda ed europea*, Brescia, La Scuola, 2008; Simonetta POLENGHI, *Aportiana*, in *History of Education & Children's Literature*, 2009, 2, pp. 387–396; FRANCESCO BARONE, Giuseppe CRISTOFARO, Dolores PRENCIPE, *Educare al nido*, Roma, Edizioni Interculturali Uno Srl, 2010; Maria Luisa BETRI, Monica FERRARI, Cristina SIDERI (a cura di), *Ferrante Aporti tra Chiesa, Stato e società civile: questioni e influenze di lungo periodo*, Milano, Franco Angeli, 2014; Maurizio PISERI, *Ferrante Aporti, Lettere a diverse cospicue persone 1843-1848*, Milano, Franco Angeli, 2016.

<sup>80</sup> Mario CASOTTI, *Raffaello Lambruschini e la pedagogia italiana dell'Ottocento*, Brescia, La Scuola, 1964, Gianni SOFRI, *Ricerche sulla formazione religiosa e culturale di R. Lambruschini*, in «Annali della Scuola Normale Superiore di Pisa», 29, (1960), pp. 150–189; Antonio CARRANNANTE, *La posizione linguistica di Raffaello Lambruschini*, in «Lingua nostra», marzo 1982, pp. 16–20; Antonio CARRANNANTE, *Le idee pedagogiche di Raffaello Lambruschini*, ne «I Problemi della pedagogia», 1988, 4-5, pp. 483–489; Angelo GAUDIO, *La «Guida dell'Educatore» di Raffaello Lambruschini*, in *Scuola e stampa nel Risorgimento. Giornali e riviste per l'educazione prima dell'Unità*, a cura di Giorgio CHIOSSO, Milano, Franco Angeli, 1989, pp. 119–145, Angelo GAUDIO, voce *Lambruschini Raffaello*, in *Dizionario di scienze dell'educazione*, Leumann-Torino, Elledici, 1997, 591-592; *Raffaello Lambruschini pedagogista della libertà*, a cura di Franco CAMBI, Firenze, FirenzeLibri, 2003; Antonio DI MAURO, *Libertà e riforma religiosa in Raffaello Lambruschini*, Milano, Franco Angeli Editore, 2004.

<sup>81</sup> Terme utilisé pour indiquer la progression graduelle des apprentissages.

<sup>82</sup> Se distingue de l'éducation directe qui se sert des primes et punitions; normalement elle est déconseillée, sauf en certains cas.

<sup>83</sup> Froebel, voir Herbert BOWEN COURTHOP, *Froebel and education by self-activity*, New York, Charles scribener's son, 1893; William Heard KILPATRICK, *Froebels Kindergarten Principles*, [s. l.], McMillan company, 1916; Gabriel COMPAYRE, *Froebel et les jardins d'enfants*, Paris, Delaplane, stampa 1912; Friedrich FRÖBEL, *L'educazione*

fondamentaux de sa pédagogie sont contenus dans l'œuvre « L'éducation de l'homme », complexe et à certains égards obscure, est opposé aux systèmes éducatifs traditionnels pour son accent sur le « naturel » de la expérience d'enfance opposée à l'artificialité, au développement harmonieux de l'esprit et du corps en opposition à une dégradation de la dimension physique. Si l'ancienne pédagogie de l'enfant était pédante et conventionnelle, la nouvelle avait renforcé l'authenticité de l'expérience. L'élaboration théorique des étapes du développement de l'enfant est à l'origine de choix méthodologiques très précis. Par exemple, la reconnaissance de la présence d'«instincts» a conduit la pratique éducative dans le choix des activités les plus appropriées pour le développement harmonieux de l'enfant. Le travail fait également allusion à la présence d'un "instinct agricole", qui devait être soutenu par la réalisation d'activités de soins des petits parterres de fleurs. Pour cette raison, la direction des jardins d'enfants romains accordait une importance extraordinaire à la recherche d'un endroit doté d'une cour intérieure pour pratiquer des activités de plein air.

Dans une première phase, il n'était pas possible d'appliquer concrètement la nouvelle méthodologie à toutes les classes, étant donné que l'établissement manquait de locaux et de personnel adéquatement formé. Cependant, une phase d'expérimentation a été lancée avec les classes féminines d'éducation inférieure dans le but de l'élargir à d'autres années. Dans les années suivantes, un travail intense se dégage des papiers d'archives pour définir les objectifs de l'institut, élaborer la programmation et le tableau horaire. Du tableau horaire, nous apprenons que l'année scolaire a été divisée en deux semestres qui ont commencé le premier jour d'octobre et le premier avril, le nombre d'heures par semaine augmentait dans la deuxième partie de l'année, passant de 47 heures par semaine à 59.

La formation des hommes et des femmes ne se distinguait que par la présence des travaux de couture réalisés par les filles.

Les jardins d'enfants accordent une attention particulière à l'éducation, puisque la conclusion du parcours de l'enfance, coïncidait souvent avec l'entrée dans les écoles municipales et donc avec la fin de l'éducation juive. Le Conseil demande à la Communauté d'établir un cours l'après-midi qui se tiendra le dimanche et le jeudi; ce

---

*dell'uomo e altri scritti*, Firenze, La Nuova Italia, 1967; *L' universo del bambino: metodo Fröebel*, présenté par Centro stampa, Napoli, Volpicelli, 1991.

n'est qu'en 1880 qu'un cours élémentaire de langue hébraïque et d'histoire sacrée est institué à l'initiative privée. Perlina Segre, veuve Scazzocchio, a accueilli un petit groupe de filles chez elle. Dans un article, cependant, la femme se plaint de la très faible participation, limitée à sept filles<sup>84</sup>. Déjà lors de la réunion du 10 mars 1878, il fut décidé de prévoir la mise en place d'un cours pour les enseignants "autour de la méthode d'enseignement de la langue hébraïque". Le problème de la formation ne concerne plus uniquement la catéchèse, mais est devenu un problème général.

Les problèmes concernaient alors l'absence de mise à jour des méthodes éducatives modernes; même si un enseignant présente de bonnes qualités, il lui manque souvent des connaissances pédagogiques de pointe. Il a fallu une décennie pour l'application complète de la méthode pédagogique fribourgeoise et Vittore Ravà a joué un rôle de premier plan à cet égard.

Une comparaison entre les exigences requises des enseignants dans les premières années de la vie de l'établissement et celles de la phase de pleine activité des jardins d'enfants, permet de mesurer l'amélioration cohérente du parcours de formation effectué par ces femmes à certaines étapes.

Le débat sur l'éducation des femmes a eu une place centrale dans le déroulement des discours publics qui ont trouvé leur propre écho dans la presse. Il convient de noter en particulier le livret d'Eugenia Ravà, première directrice des jardins d'enfants juifs romains, qui propose à un public plus large les paroles qu'elle a prononcées lors de deux conférences<sup>85</sup>. Ravà se prononce en faveur d'une émancipation "juste": celle qui ne côtoie pas la femme au gynécée, mais qui l'introduit dans le monde du travail. Le domaine de l'emploi est toujours sélectionné sur la base de ses qualités "naturelles". A ce stade, l'éducation est loin d'être un moyen d'émancipation directe. Ce n'est qu'en vertu du fait que l'éducation crée les conditions d'accès au monde du travail, à travers lequel les femmes vivent une condition d'indépendance. Les besoins accrus et les contraintes économiques pressantes ont rendu nécessaire l'emploi des femmes dans

---

<sup>84</sup> «Vessillo Israelitico», settembre 1880, p.296

<sup>85</sup> Eugenia RAVÀ, *Il femminismo e l'educazione della donna nell'epoca presente*, Roma, Dante Alighieri, 1900. I seminari si erano svolti a Torino, in occasione del Congresso Pedagogico italiano, e a Roma a beneficio dell'educatorio Guido Baccelli. La formazione delle maestre risentiva probabilmente di questo modello; i loro fascicoli personali, conservati all'archivio degli Asili israelitici romani, consentono di ripercorre le tappe del percorso lavorativo e di studio e, talvolta, forniscono preziose informazioni di carattere biografico.

le monde du travail. C'est justement ça, ce qui oriente vers une éducation qui réaffirme les valeurs traditionnelles.

L'histoire des jardins d'enfants des cinq dernières années du siècle se reconstitue plus facilement grâce au registre complet des procès-verbaux du conseil d'administration.<sup>86</sup> Au début de 1896, de nombreuses demandes d'exemption du paiement de la cotisation annuelle arrivent. Les lettres examinées par la Commission proviennent de familles en situation de difficulté grave. Dans la plupart des cas, les demandes sont acceptées. Plusieurs facteurs contribuent au maintien de l'institut, par exemple le 20 décembre 1896 arrive la nouvelle d'un don testamentaire de 500 livres par Nassim Lattes. Cette phase est marquée par une plus grande attention portée à la prévention des maladies infectieuses,

Comme l'a déjà souligné Scardozzi<sup>87</sup>, les soins de santé sont un aspect pour lequel les jardins d'enfants étaient au premier plan. Une grande attention a été accordée à l'hygiène et à la nutrition. La possibilité d'offrir un repas quotidien a été le résultat d'une intense mobilisation de l'administration et, plus généralement, de la communauté.

Les listes de produits alimentaires achetés donnent l'indication de repas plutôt frugaux, la liste comprend: pâtes, riz, haricots C'était un régime pauvre mais nutritif <sup>88</sup>. Une importance extrême est attribuée à la distribution d'une ration de viande, un apport précieux en protéines.

Les fichiers de la décennie suivante qui collectent les demandes des enfants non payants contiennent des lettres décrivant la situation familiale, particulièrement importantes pour comprendre la situation du prolétariat romain. L'égalité civile était pour la grande majorité de la population encore éloignée. L'accueil dépendait également des informations que l'Université avait pu recueillir sur le nom de la famille d'origine de l'enfant<sup>89</sup>.

---

<sup>86</sup> Si tratta di un registro già indicato alla nota 133.

<sup>87</sup> Mirella SCARDOZZI, *La filantropia come politica: la Società delle Signore per gli asili infantili di carità di Livorno*, dans «Nuovi studi livornesi», (2011) , pp. 201-226.

<sup>88</sup> Dans une première phase, le jardin d'enfants est alimenté par Alberto Furnaro, épicier et expert de sauces Casher; la possibilité de recourir à divers fournisseurs a été envisagée puis exclue. Les ordres de paiement de 1900 nous informent du changement de fournisseur. Le destinataire des paiements est Ines, indiquée comme veuve Lapin; il est probable que la femme a géré de façon indépendante un magasin que son mari lui avait laissé en héritage (3979). Les listes de produits alimentaires sont une indication de repas plutôt frugaux (pâtes, riz, haricots, huile et savon). Il est possible d'obtenir des fournitures auprès d'un seul fournisseur.

<sup>89</sup> Dans cette phase, il s'est posé le problème de l'accueil de deux filles nées du mariage entre des femmes juives et des hommes catholiques: le Conseil a donné son approbations sans réserves.

Les quinze premières années des années 1900 sont marquées par le défaut de sources adéquates: le nombre d'extraits des procès-verbaux des assemblées générales, de documents comptables et de lettres adressées par le personnel scolaire à l'administration centrale conservé est plutôt limité. Même la presse juive semble moins intéressée à raconter l'histoire des jardins d'enfants, à l'exception d'un article commémoratif qui rappelle des récompenses ou des célébrations festives. En l'absence de sources, il n'est pas possible de dresser un tableau précis de la situation, mais il est possible d'affirmer que la situation économique n'a pas changé et qu'il n'y a pas eu de transformations institutionnelles ou juridiques particulières, comme on peut le déduire de la documentation de la phase suivante. On peut supposer qu'au cours de cette période, il y a eu une consolidation générale des pratiques pédagogiques et que la vie de l'institution s'est déroulée dans un cadre plus défini.

L'attention de l'administration s'est tournée ces dernières années vers la construction de nouveaux locaux. Il y a une correspondance serrée <sup>90</sup>avec l'entreprise chargée des travaux de construction<sup>91</sup>, qui se sont terminés par la livraison officielle le 23 janvier 1913 en présence d'Ottolenghi et Milani.

Pendant les années de la Grande Guerre, on peut remarquer la tendance du Conseil à faire front commun face aux situations de crise<sup>92</sup>. Les initiatives qui faisaient normalement partie de la vie scolaire des jardins d'enfants se de façon plus adaptée à la situation de crise et les somptueuses célébrations ouvertes au public sont réduites en de courts moments caractérisés par une atmosphère sobre et réservée. Au contraire, une grande importance était attachée aux manifestations publiques: les enfants étaient amenés à l'autel de la patrie pour être imprégnés d'un fort sentiment de participation au sort des soldats en guerre<sup>93</sup>.

---

<sup>90</sup> La correspondance est contenue dans un livret et couvre la période entre 1911 et mai 1913.

<sup>91</sup> L'entreprise s'appelait Orlandi Panni, qui a participé également à la réalisation des jardins d'enfants commandés par la famille Savoia.

<sup>92</sup> Ils sont signalés comme des indices significatifs de cela: l'augmentation du nombre de membres et l'augmentation du nombre de participants lors des réunions.

<sup>93</sup> Le livret du rapport publié à l'occasion de la fête des enfants de 1917 contient le discours du président fortement empreint de ferveur patriotique. Le monde civilisé s'était mobilisé pour soutenir les soldats sur le front; les jardins d'enfants s'alignent sur les dispositions données par le ministre Ruffini: ils s'occupent, en particulier des enfants de ceux qui ont besoin d'un soutien matériel et de confort; leur sentiment

Depuis la fin de la guerre, il y a eu une amélioration générale des conditions des enseignants comme une indemnisation pour le coût de la vie, une réduction du temps scolaire, motivée par la nécessité d'améliorer leur qualité de vie<sup>94</sup>. En feuilletant les procès-verbaux des minutes des années 1920<sup>95</sup>, nous constatons la présence d'un problème qui a tendance à se répéter dans les discussions: la faible fréquentation des enfants est très préoccupante. La baisse des inscriptions était associée à une participation limitée à la vie scolaire. La participation s'est affaiblie au début de l'année '23, lorsqu'un droit de 10 liras par mois a été introduit dans les écoles municipales et les enfants n'étaient plus admis gratuitement. L'année suivante, il y a eu 62 nouvelles inscriptions, parmi lesquelles il y avait 4 enfants catholiques qui s'ajoutaient aux deux déjà inscrits<sup>96</sup>. Les inscriptions du '24 se sont suffisamment développées pour permettre la création de cinq classes.

L'augmentation du nombre d'inscriptions peut être considérée comme un effet direct de la réforme de Giovanni Gentile. C'est le président lui-même qui fait allusion au nouveau système scolaire et remarque l'importance de la formation religieuse; cet aspect concernait les écoles maternelles dans une moindre mesure, mais était responsable de l'amélioration de l'enseignement catholique et mettait fin à une vision laïque de l'éducation qui avait été l'une des réalisations les plus importantes des gouvernements libéraux.

Cette époque est caractérisée par l'attention, presque obsessionnelle, à l'hygiène; cet aspect n'est pas une nouveauté absolue, mais appartient à l'histoire de l'établissement depuis ses débuts, comme en témoigne la présence d'une structure d'assistance médicale attentive à la prévention des pathologies. Dans cette phase, cependant, un système de surveillance complexe se met en place qui utilise les inspecteurs pour effectuer des visites à domicile. L'intervention pédagogique s'est également faite à travers l'organisation de rencontres sur le thème de l'hygiène, réalisées avec un accompagnement médical jugé indispensable pour l'adoption d'une méthode rationnelle

---

d'appartenance à la nation est revigoré. . La propagande avec les mères avait été menée par Guglielmina Ronconi.

<sup>94</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, "Estratto verbale", 18 aprile del 1919

<sup>95</sup> Il s'agit du registre du conseil d'administration qui couvre la période chronologique entre le 13 novembre 1921 et le 26 octobre 1924. Le registre ne fait pas partie de la série de la liste établie par la Surintendance.

<sup>96</sup> Si, d'une part, cette augmentation des enregistrements était un aspect positif, d'autre part, les coûts encourus avaient considérablement augmenté; Lors de la réunion du 4 février 1923, il fut proposé d'augmenter la redevance mensuelle, qui était jusque-là de 3 liras. Le coût des repas scolaires pour chaque enfant était de 45 à 50 cents par jour.

de garde d'enfants. L'éducation a également suivi une voie informelle: dans un paragraphe d'une relation, on lit que les femmes sont invitées à envoyer un message de soins et d'attention également aux mères les moins scrupuleuses. Une attitude similaire est exigée des enseignantes : «devono esercitare la massima abnegazione per abitarli bene, togliendoli dai pericoli della strada e dall'insalubrità delle vecchie case»<sup>97</sup> (elles doivent faire preuve de la plus grande abnégation pour leur donner de bonnes habitudes, les soustraire de dangers de la rue e de l'insalubrité des vieilles maisons ). Si, d'une part, la «mission» des enseignantes est de la plus grande importance, , d'autre part, leurs conditions contractuelles et économiques restent très modestes au cours de ces années , bien qu'on essaie de les motiver et de reconnaître leurs mérites.

La question a été débattue le 22 novembre de la même année; tout en reconnaissant la précarité de la situation économique des enseignantes qui, au fil des ans, avaient exercé des pressions pour obtenir des augmentations, cependant, les salaires étaient trop fluctuants, car ils dépendaient de dons privés et de subventions publiques qui tardaient souvent à arriver<sup>98</sup>.

Il y a une pénurie de sources pour la période entre 1930 et 1933, à la seule exception du rapport des reviseurs comptables en 1932.

La documentation complète est à nouveau disponible du mois d'octobre du '34 jusqu'à la fin de 1940<sup>99</sup>. Derrière l'apparente régularité de la vie de l'institut, les premiers signes de la crise commencent à apparaître, qui atteindront leur comble en '39. Parmi les documents archivés figurent les rapports de fin d'année des enseignantes, particulièrement importants ceux rédigés dans les années qui ont immédiatement suivi '38. Bien que les images soient souvent utilisées dans des relations qui surprennent par l'adoption de lois raciales, en fait, des contributions plus ou moins récentes se sont concentrées sur les signes qui anticipaient le virage antisémite du régime<sup>100</sup>. Ces relations sont imprégnées d'un malaise mal dissimulé; dans certains cas, les descriptions

---

<sup>97</sup> *Ibidem.*

<sup>98</sup> *Ibidem*

<sup>99</sup> Il s'agit du registre des résolutions du Conseil des gouverneurs qui couvre la période chronologique d'octobre 1934 au 13 décembre 1940; il est en bon état de conservation et les pages ne sont pas numérotées. Il n'est pas présent dans la liste officielle de la documentation enregistrée.

<sup>100</sup> Bruno DI PORTO, *Gli ebrei italiani di fronte al 1938*, Firenze, Giuntina, 2007 et les plus récentes contributions de Michele SARFATTI.

sont très concises, dans d'autres plus analytiques et entrecoupées de brèves réflexions personnelles. Un sentiment de désolation émerge qui, dans de nombreux cas, est mis en relation étroite avec l'absence d'enfants; les classes sont désertes et un sentiment de vide émerge. Sans éducation, l'éducateur perd sa fonction et est submergé par un fort sentiment de désorientation. Le sort des jardins d'enfants pendant les années d'occupation nous est connu grâce à une lettre envoyée à la Communauté par le président. L'institut est resté fermé pendant les neuf mois de l'occupation allemande de Rome; elle a subi de graves ravages et il y a eu la déportation de nombreux conseillers. La réouverture a été possible grâce à l'aide financière de l'American Joint Distribution Committee et à l'intervention du rabbin David Prato.

### **La communion de Turin**

La possibilité d'interroger les sources documentaires produites par la communauté juive de Turin au tournant des XIXe et XXe siècles est fortement compromise par les événements bien connus de ses archives, détruites par un bombardement en 1942<sup>101</sup>. Le matériel documentaire qui subsiste n'est pas suffisant pour esquisser un cadre organique pour la durée chronologique identifiée (1850-1922)<sup>102</sup>.

La presse juive est l'un des rares outils disponibles pour connaître l'histoire des institutions<sup>103</sup>. Les travaux les plus récents la utilisent abondamment pour tenter de décrire le processus complexe et précoce de l'émancipation de Turin. Cette contribution comprend parmi ses principales sources de référence *L'educatore israelita* et *Vessillo israelitico*, largement prises en compte pour recueillir des informations sur les modèles caritatifs et sur la participation de la composante féminine à l'activité philanthropique, y compris le thème de la formation.

---

<sup>101</sup> C. PILOCANE, L. SACERDOTE, *Archivio storico del fondo di Torino 1849-1985. Versamento 2006*, [datt.] 2008.

<sup>102</sup> La scelta della periodizzazione è forzata dalla presenza di periodici che coprono unicamente questo arco cronologico; per una ricognizione generale sul Vessillo voir Bruno DI PORTO, *Il giornalismo ebraico in Italia. "L'Educatore Israelita" (1853-1874)*, in «Materia Giudaica», 5, 2000, pp. 60-90, ID., *Il giornalismo ebraico in Italia. Un primo sguardo d'insieme al 'Vessillo Israelitico'*, in «Materia Giudaica», 6, 2001, pp. 104-109, ID., *Il 'Vessillo Israelitico'. Un Vessillo ai venti di un'epoca tra Otto e Novecento*, in «Materia Giudaica» 7, 2002, pp. 349-383.

<sup>103</sup> Di Porto ha rivisto la valutazione negativa data da Attilio Milano alla stampa ebraica di questo periodo, in *Il giornalismo ebraico in Italia. Un primo sguardo* cit. consentendone l'impiego come fonte da parte di insigni studiosi come A. M. Canepa, A. Cavaglion, M. Toscano, G. Luzzatto Voghera.

L'objet de l'enquête rend la recherche encore plus complexe en raison de la marginalité de la femme et de l'espace limité qui est également accordé dans les revues périodiques. Les limites de cette reconstruction générale sont donc bien évidentes puisque, tout en couvrant une période de temps assez longue, les sources font défaut. Néanmoins, des traces dans lesquelles la présence de femmes est perceptible subsistent dans les événements des nombreux instituts, organes ou confréries. Sans doute, par rapport à l'Université romaine, la communauté subalpine réserve plus de place aux femmes: ici, les femmes sont bénéficiaires d'une intervention pédagogique systématique et sont les protagonistes autonomes de l'intervention philanthropique, comme en témoigne l'histoire de la Pious Feminine Society Nina Prêtre Fubini.

### **La Société des femmes pieuses de Turin "Nina Sacerdote Fubini" entre le XIX<sup>ème</sup> et le XX<sup>ème</sup> siècle**

Les archives Benvenuto et Alessandro Terracini de Turin conservent le petit mais précieux fond de la Pia Società Nina Sacerdote Fubini qui comprend onze unités d'archives, y compris des registres, des enveloppes et des papiers en vrac<sup>104</sup>. Son histoire s'étend sur la période de soixante ans de 1909 à 1969, au cours de laquelle l'Université de Turin a statué, d'abord sur la loi Rattazzi et, à partir de 1930, sur la loi Falco<sup>105</sup>. La difficulté de reconstituer l'histoire du producteur dépend du manque de séries complètes, en raison de l'attentat à la bombe qui a frappé le siège de la Communauté en 1942, entraînant la perte d'une grande partie du patrimoine documentaire<sup>106</sup>.

Des informations antérieures sur l'activité de la confrérie peuvent être obtenues à partir d'un article publié en 1932 dans "La Rassegna Mensile di Israel", dans lequel Benvenuto

---

<sup>104</sup> C. PILOCANE, L. SACERDOTE, *Archivio storico del fondo di Torino 1849-1985. Versamento 2006*, [datt.] 2008.

<sup>105</sup> C. GHISALBERTI, *Sulla condizione giuridica degli ebrei in Italia dall'emancipazione alla persecuzione: spunti per una riconsiderazione* in *Gli ebrei nell'Italia unita, 1870-1945*: atti del 4. Convegno internazionale, Siena 12-16 giugno 1989, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, Ufficio centrale per i beni archivistici, 1993;

<sup>106</sup> C. PILOCANE, L. SACERDOTE, *Archivio storico del fondo di Torino 1849-1985. Versamento 2006*, [datt.] 2008.

Terracini commémore le centenaire de la naissance de l'association, reconstituant minutieusement son histoire<sup>107</sup>.

La possibilité d'une étude plus analytique de l'histoire de l'association dépend de la présence de trois statuts dont la rédaction remonte à certaines étapes fondamentales de l'histoire de l'institution. L'histoire de la Compagnie se déroule sur un siècle et demi, période durant laquelle, à partir de la seule et première fonction de soutien à la maternité, elle définit celle de soutien à la formation des femmes. Les confréries féminines ne devaient pas être particulièrement répandues, et encore moins connues, même si un savant illustre comme Benvenuto Terracini prétend qu'elle représente un *unicum* dans le panorama italien, au point de s'inspirer au modèle transalpin<sup>108</sup>. Comme on le sait, le judaïsme subalpin a connu une première émancipation lorsque les Français ont établi, entre décembre 1798 et janvier 1799, un gouvernement provisoire dans le royaume de Sardaigne garantissant la reconnaissance des droits civils et politiques de tous les citoyens, indépendamment par la foi religieuse. L'émancipation a été achevée et finalisée par le Statut Albertin en 1948<sup>109</sup>.

Au début, l'initiative des sœurs se déroule au milieu de nombreuses difficultés économiques et se limite à la distribution de linge, draps et quelques vêtements. En

---

<sup>107</sup> B. TERRACINI, *Il centenario della Pia società femminile israelitica di Torino 1832-1932*, «La Rassegna Mensile di Israel», vol. II, n. 3 (1932), pp. 93-109.

<sup>108</sup> En réalité, l'expérience de Turin n'est pas la seule à témoigner d'une fraternité caritative féminine. Terracini n'aurait pas pu connaître le cas du *Ẓevrat* modénais d'origines beaucoup plus anciennes. Ce dernier a été fondé en 1735 et est resté opérationnel jusqu'en 1903. Pour plus d'informations, veuillez vous référer à L. MODENA, *Note a margine della vita delle donne ebreo modenesi all'epoca del ghetto in Le comunità ebraiche a Modena e a Carpi: dal Medioevo all'età contemporanea*, présenté par Franco Bonilauri e Vincenza Maugeri, Firenze, Giuntina, 1999.

Pour un aperçu général sur la charité de cette phase, voir F. SERVI, *Gli israeliti d'Europa nella civiltà: memorie storiche, biografiche e statistiche dal 1789 al 1870*, Torino, Tipografia e litografia Foa, 1871.

En annexe, l'auteur fournit quelques informations sur les confréries juives de son temps, même si les informations sont plutôt incomplètes; il ne mentionne ni la société de Turin ni le *Ẓevrat* de Modène. Cette source montre la présence d'entreprises qui ont pour fonction de fournir une dot aux femmes non mariées à Mantova, Venezia, Livorno, Pitigliano et Asti; Il y a des races d'écoles privées et publiques pour filles à Mantova, Padova, Verona, Vercelli, Reggio Emilia et Pisa. Cependant, il n'est pas possible de déterminer si les confréries avaient une "direction" féminine.

<sup>109</sup> B. MAIDA, *Dal ghetto alla città: gli ebrei torinesi nel secondo Ottocento*, S. Zamorani, Torino, 2001, pp. 87-88; A. RACHELI, *Ebrei a Torino: ricerche per il centenario della sinagoga: 1884-1984*, Allemandi, Torino, 1984; F. LEVI, D. MURACA, C. ZUCCARO, *Un secolo, due primavere: gli ebrei piemontesi nella società contemporanea, 1848-1948*, Torino, Archivio Ebraico B. e A. Terracini, 2008; A. CAVAGLION, *Gli Ebrei in Piemonte*, Torino, Amicizia Ebraico-Cristiana, 2002; B. MAIDA, *Gli ebrei a Torino nella seconda metà dell'Ottocento in Minoranze religiose e diritti: percorsi in cento anni di storia degli ebrei e dei valdesi, 1848-1948*, Atti delle Giornate di studio tenute a Torre Pellice e Torino nel 1998, Milano, F. Angeli, 2001.

1850, le premier règlement a été atteint, sur lequel seules de rares nouvelles peuvent être obtenues à partir de l'article cité. Benvenuto Terracini saisit son caractère novateur, révélant comment il avait représenté un modèle structurel pour d'autres confréries, comme pour la « Società d'Incoraggiamento nell'apprendimento di arti e mestieri »<sup>110</sup>. A partir de la rédaction du règlement, on retrouve une claire distinction entre le Conseil et l'Assemblée des membres et la fonction de la confrérie étendue à l'éducation des femmes. En étroite collaboration avec le Colonna and Finzi College<sup>111</sup>, qui avait déjà introduit l'éducation élémentaire des femmes, il a été décidé de créer une école pour filles de trois à six ans, dans l'attente de la possibilité de fonder une véritable crèche pour les femmes. Le but de la formation est définitivement mis en œuvre et renforcé dans les années suivantes, à tel point qu'il n'y aura plus de changements dans les statuts ultérieurs.

Une comparaison entre la réglementation dont nous disposons et les informations fournies par Terracini nous permet de saisir les différences concernant la structure d'origine: «La confraternita era retta da cinque consigliatrici fra le quali due Direttrici: una con mansioni prevalentemente amministrative, l'altra con funzione di guardarobiera»<sup>112</sup> (La confrérie était dirigée par cinq conseillères, dont deux directrices: l'une ayant principalement des fonctions administratives, l'autre ayant la fonction de préposée au vestiaire). Dans les statuts ultérieurs, les fonctions des figures individuelles se détachent et s'articulent<sup>113</sup>. Dans sa définition, la confrérie avait probablement comme modèle de référence celui de l'administration caritative juive, défini par le règlement de 1817.

La confrérie a une structure pivotée sur les figures de la présidente et de la femme préposée à la récolte des aumônes, plus les six femmes qui complètent le Conseil, dont l'une remplit la fonction de secrétaire. L'assemblée est composée d'un nombre variable

---

<sup>110</sup> B. TERRACINI, *Il centenario della Pia società femminile israelitica di Torino 1832-1932*, «La Rassegna Mensile di Israel», vol. II, n. 3 (1932), pp. 93-109. Voir également «L'educatore israelita: giornale mensile per la storia e lo spirito del giudaismo», A. 1, n. 1, (Vercelli), 1853, pp.183-184

<sup>111</sup> L'œuvre juive pieuse Colonna Finzi a été érigée en corps moral avec R.D 30-12-1894 et s'est occupée de donner une formation élémentaire aux enfants des deux sexes. Voir *Statuto organico dell'Opera Pia colonna e Finzi di Torino: approvato con R. Decreto 30 dicembre 1894*, Torino, Tip. Foa e Comp, 1894

<sup>112</sup> B. Terracini, *Il centenario della Pia società femminile israelitica di Torino 1832-1932*, «La Rassegna Mensile di Israel», vol. II, n. 3 (1932), p. 93.

<sup>113</sup> Une comparaison a été faite entre deux institutions: Pia società femminile israelitica, *Statuto e regolamento Pia società femminile israelitica in Torino*, Tip. G. Sacerdote, Torino, 1899; Pia società femminile israelitica, *Statuto e regolamento della Pia società femminile israelitica in Torino*, Torino, Tip. G. Tarizzo e figlio, 1887.

de sœurs: les premières données sont à nouveau celles fournies par Terracini qui signale la présence de 31 associées<sup>114</sup>. Il y a une tendance à une croissance progressive des participations au cours des vingt premières années du XXe siècle, élément qui suggère une forte cohésion entre les femmes de l'assemblée<sup>115</sup>. Cet aspect prend une plus grande importance après avoir quitté le ghetto et dénote un sentiment de forte appartenance féminine à la communauté. Il n'est pas rare que la démolition du cloître entraîne un assouplissement des relations communautaires, également dû au changement de résidence. La forte participation aux assemblées constitue un témoignage important de la solidité du lien entre les sœurs.

En ce qui concerne les fonctions attribuées, il existe une forte disproportion des responsabilités et des pouvoirs entre les cadres supérieurs et les administratrices ou simples associées.

Le Conseil reste en fonction pendant trois ans et une réélection de ses membres est possible. Souvent, les femmes qui en font partie sont unies par des liens interparentaux, comme le montre le cas non rare de transmission de fonctions de génération en génération qui complique le système de sélection des candidates par élection. Il suffit de rappeler le cas de la présidente Perlina Treves, à laquelle sa fille a succédé à la demande explicite du Conseil<sup>116</sup>. Cet aspect doit être corrélé à la dynamique typique du système d'association des femmes, caractérisée par la transition progressive d'une socialité informelle à un système hautement organisé, au sein duquel subsistent cependant des éléments originaux<sup>117</sup>. Les bureaux du Conseil et ceux de l'Assemblée ne sont définis que dans le deuxième statut, le premier étant beaucoup plus vague à ce sujet.

La nécessité de rédiger la version du Statut de 1989 dépend de l'érection de la confrérie en tant que corps moral, ce qui place l'institut de bienfaisance sous le contrôle du

---

<sup>114</sup> On se réfère aux premières années d'activité, qui remontent à 1832. B. Terracini, *Il centenario della Pia società femminile israelitica di Torino 1832-1932*, «La Rassegna Mensile di Israel», vol. II, n. 3 (1932), p. 94.

<sup>115</sup> Les données numériques relatives à la présence des membres lors des assemblées générales ont été examinées à l'aide du procès-verbal de la période chronologique entre 1909 et 1942.

<sup>116</sup> Session du 18 Novembre de 1929 en Archivio ebraico Benvenuto e Alessandro Terracini, *Pia Società femminile israelitica Nina Sacerdote Fubini (1909-1969), Registro verbali del Consiglio (1919- 1942)*, b. 490, c. 33.

<sup>117</sup> F. TARICONE, *Per uno studio sull'associazionismo femminile italiano tra otto e novecento*, Edizioni Scientifiche Italiane, Napoli, 1988; F. TARICONE, *Teoria e prassi dell'associazionismo italiano nel XIX e nel XX secolo*, Università di Cassino, Cassino, 2008

ministère de l'Intérieur. La loi 753/1862 a jeté les bases de la définition de la nature de l'institut de bienfaisance en utilisant deux critères: celui de la personnalité juridique ou morale et celui de la finalité de l'entité<sup>118</sup>. La reconnaissance par l'État italien entraînait sa subordination à l'Etat conformément à l'art. 2 de la loi 753/1862 et, par conséquent, a imposé une surveillance gouvernementale<sup>119</sup>. La détermination de la finalité institutionnelle est à l'origine de la distinction entre confréries de culte, de charité et mixtes uniquement et, par conséquent, la soumission aux différents organes compétents qui sont respectivement: Ministère de la Grâce et de la Justice et des Cultes, Ministère de l'Intérieur et les deux, dans ce dernier cas.

L'association, à travers la reconnaissance de sa fonction caritative par l'autorité civile, acquiert ainsi la personnalité juridique. La partie qui a subi le moins de changements est celle de la réglementation actuelle, qui contient des dispositions indiquant le type d'intervention, les destinataires, les occasions et les modalités de donation de l'entité. L'aide consistait en des sommes d'argent ou en la fourniture de linge. Les prestations ont été versées en trois moments: « 20 lires tout de suite après l'accouchement , 15 le huitième jour et enfin 15 lires après le seizième jour ».<sup>120</sup> Le décalage temporel avec lequel les reliefs sont répartis suit celui des confréries ayant la même fonction, à cet égard la confrérie romaine "Mechasse ieladim"<sup>121</sup> dont les origines remontent à la première moitié du XVIIIe siècle peut être rappelée<sup>122</sup>. L'entreprise était en charge de la distribution du nécessaire pour le bébé le huitième jour après la naissance

---

<sup>118</sup> Pour définir quelles confréries avaient la personnalité juridique, l'histoire de l'institution a été prise en compte, ne la reconnaissant que dans les cas où ses origines ont sombré dans une phase pré-unitaire. C. SCHANZER, *La trasformazione delle confraternite nel diritto pubblico italiano*, Roma, Capaccini, 1899.

<sup>119</sup> Les aspects concernant la législation ont été examinés à partir de C. SCHANZER, *La trasformazione delle confraternite nel diritto pubblico italiano*, Roma, Capaccini, 1899; D. SCHIAPPOLI, *La condizione giuridica delle confraternite ecclesiastiche*, Torino, 1900; G. FERROGLIO, *La condizione giuridica delle confraternite*, Torino 1931.

<sup>120</sup> PIA SOCIETÀ FEMMINILE ISRAELITICA, *Statuto e regolamento Pia società femminile israelitica in Torino*, Tip. G. Sacerdote, Torino, 1899, p. 13.

<sup>121</sup> Le titre hébreu מְחַסֵּה ילדים est rendu selon la manière de le translitérer à l'époque et signifie littéralement "Couvrir les enfants".

<sup>122</sup> in S.H. ANTONUCCI, G.Y. FRANZONE, C. PROCACCIA, *Le Confraternite nella società ebraica a Roma in Età moderna e contemporanea (secoli XVI-XX)*, in L. BERTOLDI LENOCI, *Solidarietà. Le confraternite ebraiche, cristiane e mussulmane a confronto*, Atti del Convegno, Cortina d'Ampezzo, 25 agosto 2014, Tipi Edizioni, Belluno 2015, pp. 3-27; MILANO, *Le confraternite pie del ghetto di Roma*, in «La Rassegna mensile di Israel» XXIV (1958), 3-4, pp. 107-120, 166-180.

Par règlement, il est établi que le service de nourrice pour les pauvres correspond à 14 lires par mois, le chiffre est payé même si c'est la mère qui allaite<sup>123</sup>. Il est probable que cela s'est produit dans la plupart des cas et que, rarement, une autre infirmière a été utilisée. Si cette dernière situation devait se produire, la recherche de l'infirmière serait confiée à la mère. Il est probable que les femmes ont utilisé leur réseau de connaissances personnelles pour choisir qui aller s'occuper du nouveau-né<sup>124</sup>. Lorsque l'argent n'est pas dépensé pour la nourrice, il peut être utilisé pour assurer une nutrition équilibrée à la mère, d'autant plus importante en termes d'allaitement maternel et pour les autres besoins de l'enfant. Une intention éducative envers la mère ne transparait jamais de la documentation, elle se limite à une observation de son état d'indigence et au don de subventions qui en résulte.

A partir de cette fonction principale, la formation des jeunes femmes a été définie en 1850. À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'attention portée à l'éducation des femmes a été au centre d'un débat important, qui avait eu son canal de diffusion dans les revues périodiques<sup>125</sup>; ce thème a été traité: Samuel David Luzzatto, Lelio Della Torre, David Graziadio Viterbi, Lelio Cantoni<sup>126</sup>. Différents modèles éducatifs sont définis en fonction de l'appartenance à la classe des apprenantes. La réalité turinoise agit également conformément à cette vision. L'institut de bienfaisance accorde des subventions surtout pour l'activité d'apprentis couturiers et modistes. Nous avons quelques informations sur les contributions données pour la préparation des travailleuses, la première intervention remonte à 1856 et consiste en l'attribution d'un prix de 100 lires pour les jeunes juives avec mention, qui fréquentent l'Institut des Arts Utiles.

---

<sup>123</sup> Pia società femminile israelitica, *Statuto e regolamento Pia società femminile israelitica in Torino*, Tip. G. Sacerdote, Torino, 1899, p. 14

<sup>124</sup> Les pages de «Il Vessillo Israelitico» remercient fréquemment la sage-femme turinoise Ottavia Ventura Zargani qui sert gratuitement au nom de l'Opéra Pia; à titre d'exemple, la section qui lui est consacrée dans «Il Vessillo Israelitico», 59 (juin 1911), p. 16

<sup>125</sup> M. DEL BIANCO COTROZZI, *Ebraismo italiano dell'Ottocento: "La educazione della donna" di David Graziadio Viterbi*, in *Donne nella storia degli ebrei d'Italia*, atti del 9. convegno internazionale Italia Judaica: Lucca, 6-9 juin 2005 présenté par Michele Luzzati e Cristina Galasso, Firenze, Giuntina, 2007; M. DEL BIANCO COTROZZI, *Il Collegio rabbinico di Padova: un'istituzione religiosa dell'ebraismo sulla via dell'emancipazione*, Firenze : L. S. Olschki, 1995; M. DEL BIANCO COTROZZI, *Il collegio rabbinico di Padova: la sua istituzione ed il suo influsso sulla cultura ebraica*, «Rassegna mensile di Israel», 1991, pp. 359-380

<sup>126</sup> La question de la formation des femmes doit être posée par rapport au grand débat impliquant le monde juif sur les modalités d'émancipation à encourager. Pour cet aspect, voir aussi: M. MINIATI, *Tra emancipazione ebraica ed emancipazione femminile: il dibattito della stampa ebraica dall'Unità alla grande guerra* in «Storia contemporanea», a. 20, n. 1 feb. 1989.

M. MINIATI, *Le emancipate : le donne ebre in Italia nel 19. e 20. secolo*, Viella, 2008.

L'exigence de loin la plus ressentie est celle de former des sages-femmes pour répondre au besoin des femmes juives d'être assistées pendant l'accouchement par des coreligionnaires. Le but, cependant, ne se concrétise pas. Pourtant, à partir d'un rapport de 1920, le sentiment de continuité qui sous-tend l'acte philanthropique du corps émerge. On lit:

«Al neonato si provvede il corredo ed alla madre la biancheria, inoltre le si dà pure un soccorso in denaro all'epoca del parto: sia che il bambino venga affidato ad una nutrice, sia che la madre stessa lo allatti, si concede il sussidio baliatico; [...] Finito l'allattamento, viene continuata l'assistenza ai bimbi, e soprattutto alle bambine, sotto parecchie forme: si elargisce annualmente una somma all'asilo infantile israelitico ed all'educatorio "Enrichetta Sacerdote", che ne curano la prima istruzione; quando le ragazze sono in età da imparare un mestiere le si aiutano con un sussidio, che alla fine del loro tirocinio permetterà loro di procurarsi gli utensili del mestiere; si aiutano le vedove con prole e i bimbi abbandonati» (Le bébé est fourni avec le trousseau et la mère avec le linge, en plus on lui donne aussi de l'aide en espèces au moment de l'accouchement: que le bébé soit confié à une infirmière, ou que la mère l'allaitte elle-même, il lui est accordé l'aide de nourrice ; [...] Après l'allaitement maternel, l'aide aux garçons et surtout aux filles se poursuit sous plusieurs formes: une somme est versée annuellement à la crèche juive et à l'éducatrice "Enrichetta Sacerdote", qui s'occupe de la première éducation ; lorsque les filles sont en âge d'apprendre un métier, elles les aident avec une subvention qui, à la fin de leur stage, leur permettra de se procurer les outils du métier; les veuves avec progéniture et enfants abandonnés sont aidées).<sup>127</sup>

Cette relation est particulièrement importante pour comprendre comment l'organisme de bienfaisance a été divisé en un continuum, de manière à suivre l'histoire du sujet subventionné depuis sa naissance, grâce au soutien apporté à la mère, jusqu'à la fin de sa formation, c'est-à-dire la réalisation d'une autonomie. Cette vision suppose une idée des

---

<sup>127</sup> Archivio ebraico Benvenuto e Alessandro Terracini, Pia Società femminile israelitica Nina Sacerdote Fubini (1909-1969), *Registro della corrispondenza (1909-1942)*, b. 499, c.c 157-158.

relations qui existent entre les différentes institutions qui agissent en réseau. À cet égard, il est nécessaire de citer un passage de l'éloge funèbre en l'honneur de Graziadio Viterbi prononcé par Lelio Cantoni, à la tête de l'institut féminin de bienfaisance depuis sa création :

«La beneficenza, o Signori, la carità, la elemosina dev'essere regolata, dev'essere governata con senno, con giustizia, con rettitudine. Gittare il pane al famelico e l'obolo all'indigente non è virtù, è piuttosto lo sgravamento d'un penoso fastidio, che l'opulento vuol trarre da sè, per viver più tranquillo, senza noia nelle agiatezze sue. La beneficenza va ordinata e secondo i principii della vera scienza economica, e secondo i dettami della ragione e della coscienza; i soccorsi o pecuniari od in natura secondo i bisogni, le elargizioni o pubbliche o private, denno avere in mira più che a riparare la soprastante miseria, a prevenirla, promovendo le arti, i mestieri, l'industria onesta ai minaccianti disastri nelle fortune»<sup>128</sup> (La bienfaisance, messieurs, la charité, l'aumône doivent être réglementées, elles doivent être gouvernées avec bon sens, justice, droiture. Jeter du pain aux affamés et offrir aux pauvres n'est pas une vertu, c'est plutôt le soulagement d'une gêne douloureuse, que l'opulent veut tirer de lui-même, pour vivre plus calmement, sans s'ennuyer dans son confort. La charité doit être organisée aussi bien selon les principes de la véritable science économique que selon les préceptes de la raison et de la conscience; les aides doivent être pécuniaires ou en nature selon les besoins, les dons ou publics ou privés, tout ça doit avoir pour but plus que de réparer la misère ci-dessus, de la prévenir, de promouvoir les arts, l'artisanat, l'industrie honnête).

La prière du rabbin semble suivre une trajectoire inhabituelle en s'attardant sur la question de la charité. Le passage constitue un point de départ important pour examiner la perspective sous-jacente au geste philanthropique. Le rythme du texte permet d'avoir, transparence, un aperçu des discours produits par les sciences sociales et économiques en, conserve un lexique et un cadre dont l'origine est cependant attribuée à un système de pensée juive. La question du paupérisme est abordée, à partir de l'époque contemporaine et en particulier à la suite du processus d'industrialisation, en

---

<sup>128</sup> L. CANTONI, *Orazione funebre di Sabato Graziadio Treves, Rabbino maggiore di Trieste, in occasione del solenne funerale eseguitosi nell'Oratorio Maggiore in Torino il dì 27 luglio 1856*, Torino, Zecchi e Bona, 1856.

abandonnant les catégories d'analyse précédentes pour employer celles des sciences sociales<sup>129</sup>. L'importance attribuée au travail doit être considérée en relation avec son rôle d'antidote contre le laxisme social. À cet égard, nous pouvons citer ce qui s'est développé lors d'une réunion du 10 octobre 1909<sup>130</sup>. Cette session examine la situation d'un homme qui a une famille très nombreuse et qui, depuis plusieurs années, a bénéficié du soutien de l'institution. Les sœurs décident de réduire la somme, sur la base du principe qu'un accompagnement prolongé est logique dans la mesure où il crée les conditions pour transformer la vie des clientes. Dans ce contexte, dans lequel les enfants ont grandi et sont désormais en mesure de subvenir à leurs besoins, il est nécessaire que le choix du Conseil aboutisse à une indépendance à travers un travail autonome. Les paroles de Cantoni suggèrent que la planification de l'aide implique la nécessité de s'occuper d'abord de l'éducation des couches les plus humbles de la population<sup>131</sup>. Le discours du rabbin rappelle le modèle maïmonidien des huit degrés de charité mentionnés par Valerio Marchetti dans l'essai *Les principes fondamentaux de la philanthropie juive*: «*La scala maimonidea pone al primo gradino la carità offerta a una persona che mostra ostensibilmente il suo risentimento al donatore perché quello che riceve non gli serve a nulla o quasi. In altri termini: la somma messa a disposizione dell'elargizione* »<sup>132</sup> (L'échelle maïmonidienne place la charité offerte à une personne sur le premier échelon qui montre ostensiblement son ressentiment au donateur parce que ce qu'il reçoit ne l'aide pas ou presque rien. En d'autres termes: la somme correspondante à l'aide.

À l'échelon supérieur, il y a plutôt un organisme de bienfaisance qui intervient pour changer le sort de celui qui est secouru. Les associations acquièrent et s'approprient de ce point de vue, il s'ensuit que l'intervention caritative se caractérise par certains éléments qui guident les choix; les interventions à long terme qui modifient

---

<sup>129</sup> B. GEREMEK, *La pietà e la forza: storia della miseria e della carità in Europa*, Milano, CDE spa, 1989.

<sup>130</sup> Archivio ebraico Benvenuto e Alessandro Terracini, Pia Società femminile israelitica Nina Sacerdote Fubini (1909-1969), *Registro della corrispondenza (1909-1942)*, b. 499, c. 7

<sup>131</sup> Si veda anche M. MINIATI, *L'insostituibile pesantezza del povero. La beneficenza ebraica tra tradizione e modernizzazione* in «*La Rassegna mensile di Israel*» XXIV (2010), VOL. LXXVI, N. 1-2; R. BONFIL, *La struttura associativa e la cultura della solidarietà*, in N. Berger-D. Di Castro (curr.), *Italia ebraica. Oltre duemila anni di incontro tra la cultura italiana e l'ebraismo*, Umberto Alemandi, Roma 2007, pp. 84-94;

<sup>132</sup> V. MARCHETTI, *The fundamental Principles of Jewish Philanthropy* in *Religions and Philanthropy. Global Issues in Historical Perspective*, edited by Giuliana Gemelli, Baskerville, Bologna, 2007, pp. 47-65, p. 54

radicalement la situation de départ du client sont privilégiées, donc l'aide qui ne vise qu'à maintenir un statu quo n'est pas prolongée.

Dans le système traditionnel, la femme célibataire, donc la veuve et l'orpheline, était la seule bénéficiaire de la charité, tandis que la femme mariée n'aurait pas dû recourir au soutien communautaire, car le mari prend en charge ses besoins. La visite à la femme qui accouche s'inscrit dans le cadre plus large des secours accordés à ceux qui sont dans un état de maladie ou d'inconfort. Dans les temps modernes, la situation de pauvreté a entraîné une augmentation du nombre de personnes secourues. Les subventions accordées aux mères peuvent être considérées à juste titre comme un effet de cette extension des ayants droit". Cette extension se produit probablement par analogie: la situation des femmes qui accouchent est assimilée à celle des malades. Pour preuve, on pourrait envisager l'unification des deux catégories de femmes malades et enceintes, qui intervient dans les chapitres dédiés au budget de l'institut de bienfaisance <sup>133</sup>.

Dans les communautés juives de la diaspora, cependant, il y a une adaptation du système traditionnel des associations caritatives, en relation avec les changements profonds des conditions de vie et en raison de l'influence des sociétés d'accueil. Une discussion séparée peut être développée sur les subventions accordées aux femmes non mariées à des juifs. La question des mariages mixtes devient plus difficile dans la phase de sortie du ghetto, caractérisée par une multiplication des opportunités de rencontre entre juifs et non juifs<sup>134</sup>. Il est intéressant de noter comment la question est traitée par la confrérie et comment elle est soumise à une pression extérieure.

Le problème s'était déjà posé lors de la réunion du conseil du 10 mai 1909<sup>135</sup>. Nous illustrons le cas d'une femme veuve lors du séisme de Messine qui a besoin d'un soutien financier, étant mère de deux enfants. Elle a reçu l'allocation de naissance postnatale et l'aide de nourrice "pour mariage mixte". Cette dernière clarification est nécessaire car, comme récite le procès-verbal, le chiffre accordé pour l'aide de nourrice est la moitié. Il

---

<sup>133</sup> Cette consolidation est présente dans tous les états financiers joints au procès-verbal du Conseil (1919-1942).

<sup>134</sup> C. Foà, *Gli ebrei e i matrimoni misti: l'esogamia nella comunità torinese (1866-1898)*, Torino, Zamorani, 2001; C. Foà, *I matrimoni degli ebrei a Torino dopo l'emancipazione: la questione dei matrimoni misti*, tesi di laurea in Storia contemporanea, [datt.] 1997.

<sup>135</sup> Archivio ebraico Benvenuto e Alessandro Terracini, Pia Società femminile israelitica Nina Sacerdote Fubini (1909-1969), *Registro della corrispondenza (1909-1942)*, b. 499, c.c 7-8.

n'y a pas de partie spécifique du règlement où la question est abordée, donc le choix de diminuer le chiffre est interne à l'assemblée et remonte probablement aux origines de la Confrérie. La particularité de cette affaire est liée à l'addition des deux subventions qui, en règle générale, n'avait pas lieu. On suppose donc que c'était une manière par laquelle les femmes contournaient, dans ce cas précis, les règles qu'elles s'étaient elles-mêmes imposées. Quelques années plus tard, le problème réapparaît et se présente de différentes manières. Au cours d'une session le 19 mai 1913, il a été décidé d'accorder une subvention pour soutenir une jeune femme dans son apprentissage de couturière, bien que sa mère ne soit pas israélite<sup>136</sup>. Dans ce cas, les femmes en visite se demandent cependant si l'éducation des enfants se déroule selon la religion du père. En dehors de ce cas, il n'y a aucune ingérence dans la "gestion familiale". L'utilisation de cette stratégie de visite à domicile ne débouchera jamais sur un système de surveillance, qui a plutôt caractérisé le modèle philanthropique bourgeois<sup>137</sup>. Nous ne sommes pas confrontés à un système paternaliste, qui vise à corriger des comportements jugés inadaptés et qui, au contraire, imprègne l'histoire de nombreuses associations dans cette phase historique. La seule préoccupation de l'institution de bienfaisance féminine est que l'argent n'est pas dépensé à d'autres fins, donc les jeunes apprenties sont tenues de documenter leurs activités, par exemple en recourant à la certification par le propriétaire du magasin.

Après un long moment, le problème se pose à nouveau, mais soulève plus de perplexités. Le 30 juin 1932, en effet, la question est à nouveau abordée<sup>138</sup>. Les positions sont très différentes au sein de l'assemblée et, pour donner une orientation à la discussion, on utilise le statut qui, cependant, ne couvre pas spécifiquement le cas; le problème n'est pas résolu même en consultant un rapport de '23 où il n'est que vaguement mentionné. Le rabbin Bolaffio intervient dans le débat par une lettre du 8 septembre 1932<sup>139</sup>. Il fait valoir que le règlement est restrictif, en raison de la référence spécifique au fait que

---

<sup>136</sup> Archivio ebraico Benvenuto e Alessandro Terracini, Pia Società femminile israelitica Nina Sacerdote Fubini (1909-1969), *Registro verbali del Consiglio (1919-1942)*, b. 490, c.c. 40-41

<sup>137</sup> Une description est faite du *modus operandi* des plusieurs associations entre le XIX et le XX siècle. Le modèle philanthropique allemand aurait introduit le rôle des femmes qui rendent visites aux pauvres. Voir à ce sujet C. DAUPHIN, A. FARGE, G. FRAISSE, C. KLAPISCH-ZUBER, R.M. LAGRAVE, M. PERROT, P. PEZERAT, Y. RIPA, P. SCHMITT-PANTELL, D. VOLDMAN, *Cultura e potere delle donne: saggio di storiografia*, in «DWF», 30 (1986), pp. 229-265.

<sup>138</sup> Archivio ebraico Benvenuto e Alessandro Terracini, Pia Società femminile israelitica Nina Sacerdote Fubini (1909-1969), *Registro verbali del Consiglio (1919-1942)*, b. 490, c. 44.

<sup>139</sup> Archivio ebraico Benvenuto e Alessandro Terracini, Pia Società femminile israelitica Nina Sacerdote Fubini (1909-1969), *Corrispondenza (1912; 1926-1938)*, b. 500.

l'aide est destinée aux "femmes israélites qui ont récemment accouché"<sup>140</sup>; dans la pratique, les femmes ont toujours fourni des formes de subvention, quoique dans une moindre mesure et en considérant cas par cas quelle décision prendre. Il formule ensuite son opinion personnelle sur les choix opérés dans le passé par le Corps.

«È mia convinzione che l'abuso nel sussidiare le puerpere non israelite è stato iniziato in tempo di decadenza spirituale israelitica quando la tendenza predominante del nostro popolo era quella di fondersi con gli altri concittadini» (Je crois que les irrégularités dans le subventionnement des femmes non israélites qui avaient récemment accouché ont commencé à une époque de décadence spirituelle juive lorsque la tendance prédominante de notre peuple était de se mêler avec d'autres concitoyens).

Bolaffio continue avec des références légales en arguant que le monde juif ne reconnaît pas de telles unions, les considérant comme le concubinage. Une légère ouverture se produit là où la possibilité est prévue de donner des aides en main propre directement au conjoint israélite.

Il est à noter que cette intervention s'inscrit pleinement dans un cadre caractérisé par une vive polémique autour du mariage mixte, à l'égard duquel l'association ne prend pas ouvertement parti, mais en même temps ne refuse pas les subventions aux femmes qui n'ont pas épousé les juifs. Pour le reconfirmer, nous avons une lettre signée par le président de la communauté, datée du 9 juillet 1946, qui fait office de certification à usage privé et qui certifie le don d'argent à Ancône Jole par l'institut de bienfaisance <sup>141</sup>. La femme précise qu'elle a reçu un soutien, malgré le fait que son mari et ses enfants étaient de confession catholique.<sup>142</sup>

Cette phase est caractérisé par une forte impulsion vers la redéfinition des limites, à travers des mariages entre personnes de la même classe sociale et le rétablissement de

---

<sup>140</sup> Pia società femminile israelitica, *Statuto e regolamento Pia società femminile israelitica in Torino*, Tip. G. Sacerdote, Torino, 1899, p. 1.

<sup>141</sup> Archivio ebraico Benvenuto e Alessandro Terracini, Schede anagrafiche (1857-1985), Schede delle "Opere pie israelitiche" (nés entre 1904-1907), b. 34, papiers non numérotés

<sup>142</sup> Archivio ebraico Benvenuto e Alessandro Terracini, Schede anagrafiche (1857-1985), Schede delle "Opere pie israelitiche" (nati 1904-1907), b. 34, papiers non numérotés.

la culture et de la religion comme des éléments garantissant la cohésion interne. La charité s'inscrit également dans ce cadre dans la mesure où elle se présente comme un système qui consolide les liens entre coreligionnaires par l'assistance. Il est clair que la communauté s'était toujours chargée de la pauvreté, mais dans la phase post-émancipation les enjeux sont plus importants: la valeur de l'union doit être protégée. Cette action de soutien est d'autant plus incisive, dans la mesure où elle prend en charge l'individu dans les phases de transition comme la naissance, la maladie, la mort. A côté des subventions ordinaires qui répondent spécifiquement aux objectifs de la confrérie, on ne doit pas oublier les subventions occasionnelles qui, prévues par le règlement, sont principalement associées à des "urgences historiques". Au fil du temps, des fonds "spéciaux" ont été créés pour soutenir les familles des soldats sur le front et pour les réfugiés, d'abord polonais, puis allemands. Dans ces cas, l'acte philanthropique consolide le lien de solidarité universelle entre coreligionnaires et intègre l'idée d'une caritas indépendante des liens personnels de connaissance avec le client.

La capacité de répondre adéquatement à tous les besoins dépend de la disponibilité d'un patrimoine qui, au fil du temps, s'est accru grâce aux oblations et aux héritages testamentaires. La tendance économique reflète les conditions prospères de la ville de Turin, dans laquelle un véritable prolétariat urbain était pratiquement absent. L'analyse des bilans finaux de l'entité donne une vision précise de sa situation financière. Il n'y a pas de moments particuliers de crise, pas même à proximité d'événements historiques perturbateurs tels que les guerres.

En 1934, la Pia Società Fubini reçut la nouvelle du don testamentaire d'Anselmo Sacerdote d'un domaine comprenant plusieurs fermes, dont la gestion fut confiée au trésorier Alfredo Piazza<sup>143</sup>. La possibilité de recevoir le légat par l'institut de bienfaisance est liée par l'obligation de d'intituler la propriété à Nina Sacerdote Fubini qui était présidente depuis longtemps<sup>144</sup>. Il est fort probable que la possession de ces

---

<sup>143</sup> *Idem*.

<sup>144</sup> Le père de Nina était Sabbato Graziadio Fubini, un banquier turinois né à l'époque napoléonienne. En 1830, il épousa Ester Levi qui a donné naissance à sept enfants. Environ trois ans plus tard, Sabbato Graziadio Fubini est marié à Rachele Olivetti, fille des bijoutiers d'origine éporédienne. En 1855, Rachele, déjà âgée, donne naissance à Bella Ester Nina Fubini. D'après le premier recensement de Savoie, Nina apparaît comme l'un des nombreux fils d'Ester Levi et de Sabbato Graziadio Fubini. L'une de ces filles, Zefora, alors âgée de douze ans, se mariera dix ans plus tard et les noms des deux parents figurent toujours sur le certificat de mariage. Cela

terrains ait constitué un parachute important dans des situations de crise économique généralisée, permettant à l'institut d'exercer ses fonctions avec continuité.

La montée du parti fasciste laisse initialement peu de traces dans la documentation de l'institut de bienfaisance. Comme déjà mentionné, il n'y a aucune référence à la politique démographique du régime dans le projet de protection de la maternité, ni l'idée de la fonction sociale de la maternité prend forme.

La transformation cruciale se produit plutôt avec la modification du statut: cette nouvelle version constitue l'un des grands tournants de l'histoire institutionnelle de l'institution<sup>145</sup>. Les transformations ont profondément affecté sa structure et entraîné une perte de son autonomie. Il y a eu une réduction du nombre d'administratrices qui est passé de 9 à 5, dont certaines ont été nommées par l'Assemblée, faisant partie du président de la Communauté; au lieu de cela, la nomination de la présidente appartenait au préfet. Le lexique du nouveau statut porte les traces d'un processus de "normalisation": différents critères de sélection sont introduits pour les bénéficiaires de la donation. Le principe du privilège accordé à ceux qui ont des mérites patriotiques est établi.

La Société a cessé ses activités en 1942, le reste du matériel documentaire est inclus dans le procès-verbal et dans les délibérations du préfet<sup>146</sup>. La lettre du 9 mai 1946 décrit la condition de pauvreté des institutions caritatives juives. La situation est telle que le président de la communauté juive demande l'union de toutes les institutions.

L'unification ne se fera qu'en 1956 avec un D.P.R. qui a autorisé le regroupement de tous les institutions de Turin sous une seule administration et a approuvé le nouveau règlement organique. Les différentes institutions, tout en conservant leur personnalité

---

suggère qu'Ester Levi n'était pas mort, mais avait été répudié ou qu'il y avait toujours un divorce. Les époux sont enterrés dans la tombe familiale, il décède en 1974, elle décède en 1982; Nina fait partie des fondatrices de la Pious Women's Society, elle est engagée depuis de nombreuses années en tant que présidente ou vice-présidente. Il avait épousé Anselmo Sacerdote, né à Florence dans une riche famille de Fossano, dont il n'avait pas d'enfants; la femme est décédée le 18 août 1894, l'année suivante, son mari Anselmo Sacerdote s'est marié avec Maria Margherita Rabbione qui lui a donné en 1906 son fils Arrigo Semaria Sacerdote, décédé en 1917 dans la zone de guerre. Anselmo est décédé le 19 octobre 1934 et a ordonné que sa femme soit enterrée et enterrée à côté de lui dans le sixième compartiment juif. Je remercie sincèrement Marco Luzzatti, expert des familles juives italiennes et généalogiste, pour les nouvelles qui m'ont été fournies sur la famille de Nina Fubini.

<sup>145</sup> Archivio ebraico Terracini, *Pratica raggruppamento opere pie* (1873-1956), b. 590.

<sup>146</sup> Archivio ebraico Terracini, *Verballi di deliberazione del commissario prefettizio* (1946-1953), b. 489, papiers non numérotés.

juridique et leur patrimoine, sont placées sous le contrôle du conseil d'administration; la documentation de cette phase est très maigre et uniquement de type comptable et ne permet pas d'avoir un aperçu de l'ampleur réelle du travail effectué après la guerre. Les documents d'archives restants témoignent de l'histoire d'une institution dont la fonction était essentielle, non seulement d'un point de vue "matériel", mais aussi pour la préservation du lien fort entre les femmes qui gravitaient autour d'elle.

## Conclusions

L'exclusion des femmes perpétuée par la tradition n'a pas empêché la réorganisation progressive de la séparation traditionnelle des rôles pendant la phase d'émancipation des minorités religieuses. Cet aspect est lié au besoin souvent ressenti de contribuer au soutien économique de la famille. L'augmentation de la pauvreté a également été le moteur de l'initiative des femmes bourgeoises de plus en plus impliquées dans des activités philanthropiques, c'est pourquoi la dimension travail et les activités caritatives sont les voies privilégiées à partir desquelles les femmes entrent dans la dimension sociale.

Le chemin a été lent, mais il a eu pour débouché la reconnaissance formelle de leur activité après la Seconde Guerre mondiale. La valeur de l'œuvre est déjà reconnue au début du XX<sup>eme</sup> siècle par Eugenia Ravà: «É inutile venirci a decantare il famoso *visse in casa, filò la lana*; oggi il tipo classico della madre di famiglia, che non attende se non alle faccende domestiche, si va facendo sempre più raro. La signora soltanto può concedersi tale lusso; le condizioni economiche sono tali che non solo le donne del popolo, ma anche quelle del cosiddetto medio ceto per buona parte debbono lavorare! Il lavoro poi che rende più sereno l'animo, lo dico per esperienza, è quello che procura conforto e comodità alle persone che ci sono attorno. Lavoriamo dunque anche noi donne, concorriamo anche noi ai pesi sempre più gravi della famiglia» (Il est inutile de rappeler le connu dit-on « elle a vécu à la maison, en filant la laine; aujourd'hui le type classique de la mère de famille, qui ne s'occupe que des tâches ménagères, devient de plus en plus rare. La dame seule peut se livrer à un tel luxe; les conditions économiques sont telles que non seulement les femmes du peuple, mais aussi celles de la soi-disant classe moyenne pour la plupart doivent travailler! Le travail qui rend l'âme plus sereine, je le dis par expérience, c'est celui qui apporte confort et réconfort aux gens qui nous

entourent. Donc, nous les femmes, nous travaillons aussi, nous partageons aussi les poids de plus en plus graves de la famille<sup>147</sup>.

Si à cette époque l'emploi féminin était presque exclusivement limité à la sphère éducative et sociale, il permettait en tout cas une plus grande participation à la vie sociale et constituait la première expérience d'autonomie. Ce n'est pas un hasard si beaucoup d'entre les femmes qui avaient un emploi ont associé la charité à des activités politiques ou militantes au sein d'organisations en faveur des droits des femmes: c'est le cas, par exemple, d'Amalia Goldmann Besso.

L'union entre la vie sociale et l'expérience philanthropique a permis d'expérimenter la participation à la dimension collective, comme l'affirme Käppeli: «Militer signifie également exister: exister individuellement, être le sujet de sa propre histoire, et exister collectivement, rompre l'isolement, devenir une force, partager les révoltes et les espoirs - choses que les femmes ont rarement dans la vie quotidienne »<sup>148</sup>.

Le passage rappelle la définition d'Annarita Buttafuoco<sup>149</sup> de la philanthropie politique, pour laquelle l'intervention en faveur des femmes marginalisées répond à l'intention précise de fournir les outils et les opportunités pour prendre conscience de la valeur de son existence et de son rôle dans la vie sociale.

La réalité romaine a connu ce bouillonnement d'idées comme en témoigne la fondation du CNDI et d'un très large éventail d'associations. Si au début la dimension communautaire est apparue étrangère et concentrée sur la résolution d'autres questions plus urgentes, elle a en fait ressenti son influence, comme en témoigne la naissance d'entités soutenant les pauvres et éduquant les populations; Ces entités ne fonctionnaient pas de manière isolée, mais une tentative a été faite, sous l'égide de la Députation centrale de la charité, de créer un réseau afin que les interventions caritatives changent le sort des personnes aidées par l'éducation.

---

<sup>147</sup> Eugenia RAVÀ, *Il femminismo e l'educazione della donna nell'epoca presente*, Società Editrice Dante Alighieri, Roma, 1900, p. 17.

<sup>148</sup> Anne Marie KÄPPELI, *Sublime crociate; éthique et politique du féminisme protestant 1875-1928*, Edition Zoé, Ginevra 1990, p. 25.

<sup>149</sup> Annarita BUTTAFUOCO, *Una "filantropa politica". Profilo di Nina Rignano Sullam*, in «Il Risorgimento», 2, giugno 1989.

Cet aspect concernait plus largement les femmes venues se former au «métier de mère». C'est l'une des fonctions du foyer d'hospitalisation pour mères pauvres qui, à travers sa clinique, a fourni des notions médicales sur la prise en charge du nouveau-né et, plus généralement, sur la prise en charge de l'enfant<sup>150</sup>. La fondation de l'institution est allée combler un vide institutionnel qui a laissé les femmes seules au début de la vie de leurs enfants. Les jardins d'enfants ne représentaient, avec la naissance de Maternità Di Cave, qu'une suite de cette intervention de l'action éducative des mères.

Dans le présent ouvrage, j'ai essayé de décrire comment les jardins d'enfants romains hébreux avaient la fonction non seulement d'une agence éducative pour les enfants, mais aussi pour les familles des enfants qui les fréquentaient. L'institut a mis en place plusieurs stratégies pour réaliser une formation aussi efficace que possible: des visites à domicile, visant à vérifier les conditions de vie des enfants et scrupuleusement décrites dans les rapports, lors des conférences, jusqu'aux modalités plus informelles qui consistaient à solliciter de "bonnes" à donner des conseils aux autres. La formation au rôle parental allait de pair avec la construction scrupuleuse d'un environnement juif qui devait encourager les familles qui s'éloignaient du judaïsme vers une «teshuvà»; dans la phase post-émancipation, l'enfance a été le canal privilégié pour la transmission d'une identité juive qui allait de pair avec celle du bon italien.

Ce dernier aspect est devenu d'importance secondaire suite à la propagation des mouvements sionistes et la naissance de la section romaine de l'ADI qui, bien que traitant uniquement de manière informelle de l'éducation des enfants, a joué un rôle uniforme, essayant de revitaliser le concept de culture juive et de transmettre son sens pour les nouvelles générations. La participation des Juifs romains à l'association n'a été étudiée que superficiellement et il faudrait combler cette lacune, compte tenu de l'importance que lui accorde également Monica Miniati: «Les femmes pouvaient trouver ici un espace de réflexion idéal, des moyens privilégiés pour définir leur propre judaïsme et leur devoirs juifs, égaux en degré à ceux de l'homme mais différents par leur contenu».

Il faudrait explorer les papiers d'archives de la section romaine de l'ADEI afin de retracer leur histoire qui ne ressort pas des rapports de partenariat épistolaire tenus

---

<sup>150</sup> Enrico MODIGLIANI, *Alle madri: Norme per l'allevamento del loro bambino*, Arti Grafiche Lazzeri, Siena, 1919.

avec le siège de Milan. Cet événement souvent négligé pourrait retourner des traces intéressantes sur le fonctionnement de l'entité.

La présence des femmes dans le monde des soins a profondément influencé l'action des différentes institutions, contribuant à esquisser un modèle de philanthropie qui prenait en charge le bénéficiaire des soins en sa totalité: de la naissance à sa formation. La logique de l'aumône a ainsi été remplacée par l'idée de justice sociale. Cela se reflète dans la définition de liens étroits entre les différents organes et confréries qui avaient pour objectif commun de garantir une formation qui, s'adaptant au milieu social des pauvres, pourrait créer les conditions propices à leur entrée dans le monde du travail. Parallèlement aux motivations laïques qui ont poussé l'élite juive à s'engager à garantir la promotion des classes humbles, il convient également d'attacher une pertinence à une pensée religieuse qui continue d'agir dans le cadre des initiatives promues au sein de la communauté.

Bien que la *tzedakah* indique l'acte juridique de redistribution des ressources dans les sociétés anciennes, il ne semblera pas tout à fait erroné, à la lumière de ce qui a été dit, d'utiliser ce terme dans son sens d'acte de justice qui vise à restaurer la dignité de l'individu par le travail.

Il convient de noter, cependant, que pour les classes modestes, la formation des femmes continue d'être fortement associée à la sphère domestique, bien que les femmes romaines puissent compter sur la présence de l'"Educatario Ascarelli", fondée par Ester Ascarelli, qui avait pour tâche de fournir une formation continue et professionnelle pour les jeunes.

Une tentative a également été faite pour fournir un aperçu général de la situation de travail des enseignantes des jardins d'enfants juifs romains, en essayant, dans la mesure du possible, d'identifier le contexte d'origine des femmes, voir le cas de Gioconda Soria, orphelin de père qui grâce à son travail a rejoint l'émancipation économique. Les jardins d'enfants ont été particulièrement réceptifs aux demandes de la classe moyenne, accueillant parfois aussi du personnel scolaire d'origine non juive. C'est le cas de l'enseignante Stella Panzarasa qui, en quête d'emploi, se consacre à l'apprentissage de l'hébreu afin d'être engagée par l'institut.

C'est comme ça que Vessillo rappelle ce cas particulier: «Tra queste – caso forse unico in tutti gli Asili israelitici – ce n'è una cristiana anzi cattolica, la signorina Stella Panzarasa, la quale avendo fatto tirocinio pel sistema froebeliano in quegli asili, ebbe tal forza di volontà da apprendere da sé la lingua ebraica (ch'essa pronuncia assai bene) e le preghiere che si sogliono insegnare ai bambini israeliti e così concorse e fu eletta e vi fa buona prova. Non vogliamo qui giudicare il fatto veramente anormale; sappiamo che quell'egregia direzione e i genitori sono soddisfatti in tutto e per tutto di lei e basta» (Parmi celles-ci - peut-être un cas unique dans toutes les écoles maternelles juives - il y a une chrétienne, ou plutôt catholique, Mlle Stella Panzarasa, qui, ayant pratiqué pour le système Froebelian dans ces jardins d'enfants, avait une telle volonté qu'elle a appris la langue hébraïque elle-même (qu'elle prononce très bien) et les prières qui sont généralement enseignées aux enfants d'Israël et donc elle a concouru et a été élue et son travail est très satisfaisant. Nous ne voulons pas juger ici le fait vraiment anormal; nous savons que cette direction et les parents sont satisfaits à tous égards avec elle ).<sup>151</sup>L'histoire de l'école maternelle de Turin, manquant de sources, n'a été esquissée qu'à travers ses étapes fondamentales, en utilisant l'histoire des jardins d'enfants romains comme banque comparative. La comparaison en continu entre la réalité romaine et celle de Turin nous a permis de nous concentrer sur les particularités locales, les analogies des modèles caritatifs adoptés et les éléments de diversité. La littérature pour enfants juifs, bien qu'une partie des anthologies de Giulia Artom Cassuto y ait été consacrée, mérite une plus grande attention en tant que source de grande valeur pour comprendre quels étaient les modèles culturels dominants.

Le modèle d'association turinois se distingue du modèle romain par l'espace autonome d'intervention accordée aux femmes de l'institut caritatif Nina Sacerdote Fubini qui permet le maintien des réseaux sociaux même après la fin de l'ère du ghetto. Les femmes de l'institution ont eu l'occasion de vivre la dimension collective et la liberté de décision qui leur étaient probablement inconnues au sein du foyer. Des problèmes sans précédent se posent, comme celui de la concession de l'aide de nourrice ou des subventions aux femmes juives mariées à des hommes catholiques; elles ont abordé cette question en procédant à une évaluation au cas par cas, mais en conservant normalement une position de grande ouverture. Il faudrait vérifier si le contexte turinois

---

<sup>151</sup> «Vessillo Israelitico», février 1900.

a influencé la naissance de telles confréries et s'il y a un correspondant chrétien. L'immensité du sujet a empêché une analyse exhaustive de certaines questions qui nécessiteraient une étude plus approfondie.

Néanmoins, il est apparu que l'émancipation des femmes juives suivait des voies et des trajectoires différentes et avait ses canaux privilégiés dans les organisations caritatives et dans le travail. Par conséquent, au-delà de l'émancipation «imaginée», traçable par exemple dans les discours produits par la presse, il existe de profondes différences entre une réalité et une autre, imputables à d'autres facteurs et étroitement liées aux contextes de départ.

Alma Mater Studiorum – Università di Bologna  
in cotutela con École Pratique des Hautes Études di Parigi  
DOTTORATO DI RICERCA IN  
STUDI EBRAICI  
Ciclo XXXI

**Settore Concorsuale: 11/A03- Storia contemporanea**

**Settore Scientifico Disciplinare: M-STO/04 Storia contemporanea**

MODELLI FEMMINILI DI BENEFICENZA A CONFRONTO NELL'ETÀ  
DELL'EMANCIPAZIONE EBRAICA: LE OPERE PIE DI ROMA E DI TORINO

Presentata da:  
Maria Cadelo

**Coordinatore Dottorato:**  
Prof. Saverio Campanini

**Supervisore**  
Prof.ssa Antonella Salomoni

**Supervisore**  
Prof.ssa Judith Olszowy-  
Schlanger

Esame finale anno 2020

|   |        |
|---|--------|
| <b>Introduzione: note di metodo e nuovi sentieri di ricerca</b>   | p. 5   |
| <b>1. L'Università romana nella fase dell'emancipazione</b>   |        |
| 1.1. La condizione delle ebreo del ghetto   | p. 12  |
| 1.2. <i>Le Hevrot</i> : il femminile tra inclusione e esclusione  | p. 19  |
| 1.3. Vita associativa della Comunità romana nel primo dopoguerra  | p. 25  |
| <b>2. La Casa di ricovero per puerpere povere israelite Di Cave di Roma</b>   |        |
| 2.1. Annotazioni preliminari sulla maternità nel mondo ebraico  | p. 27  |
| 2.2. L'archivio e la storia della Casa di ricovero: la maternità tra tutela e medicalizzazione                          | p. 31  |
| 2.3. Patronesse e levatrici   | p. 37  |
| 2.4. Politica demografica del regime e gli ebrei nell'età fascista  | p. 42  |
| <b>3. La formazione infantile e il ruolo delle donne</b>  |        |
| 3.1. Il primo asilo in Italia: la confraternita עץ חיים   | p. 57  |
| 3.2. L'archivio degli Asili israelitici romani: il "giardino segreto" di carta  | p. 61  |
| 3.3. La nascita dell'istituto   | p. 63  |
| 3.4. Gli statuti  | p. 70  |
| 3.5. Linee pedagogiche: il dibattito contemporaneo e le scelte dell'istituto  | p. 72  |
| 3.6. Le maestre giardiniere   | p. 91  |
| 3.7. Storia di un'ispettrice: Amalia Besso  | p. 100 |
| 3.8. Storia dell'istituto dal 1896 agli anni Venti  | p. 111 |
| 3.9. «Ricordatevi che l'individuo non pulito è pericoloso, trasmette agli altri i propri malanni»                       | p. 123 |
| 3.10. La persecuzione dei diritti   | p. 132 |
| <b>4. Le donne dell'A.D.E.I. – Associazione Donne Ebreo d'Italia. Sezione di Roma e il loro ruolo nella beneficenza</b> |        |
| 4.1. Le vicende storiche della sezione e il supporto alle associazioni caritatevoli locali                              | p. 138 |
| 4.2. Il ruolo delle donne nella trasmissione del rituale  | p. 147 |
| 4.3. La letteratura ebraica per l'infanzia: Giulia Artom Cassuto e le varianti d'autrice                                | p. 149 |
| <b>5. La Comunità torinese e il processo di emancipazione</b>   |        |
| 5.1. L'archivio negato: tracce di storie femminili  | p. 154 |
| 5.2. La parificazione delle minoranze e la situazione giuridica della Comunità torinese                                 | p. 155 |
| 5.3. Il valore dell'istruzione  | p. 161 |
| <b>6. Voci di donne: la Pia Società Nina Sacerdote Fubini di Torino</b>   |        |
| 6.1. Fonti per la storia della Pia Società israelitica in Torino  | p. 180 |
| 6.2. Da confraternita a ente morale: statuto e regolamento  | p. 184 |
| 6.3. La formazione femminile secondo la visione rabbinica   | p. 196 |
| 6.4. La beneficenza secondo il modello ebraico  | p. 198 |

|      |  |        |
|------|--|--------|
| 6.5. | Principi e pratiche filantropiche                                      | p. 209 |
| 6.6. | Sussidi straordinari ed “emergenze storiche”                           | p. 212 |
| 6.7. | La questione dei profughi tedeschi                                     | p. 215 |
| 6.8. | L’avvento del fascismo e la pia società                                | p. 217 |
| 6.9. | La formazione dell’infanzia presso l’asilo israelitico Colonna e Finzi | p. 222 |

|                    |  |        |
|--------------------|--|--------|
| <b>Conclusioni</b> |  | p. 228 |
|--------------------|--|--------|

|              |  |        |
|--------------|--|--------|
| Bibliografia |  | p. 233 |
|--------------|--|--------|

|   |  |        |
|---|--|--------|
| Appendice documentaria degli Asili israelitici romani |  | p. 258 |
|---|--|--------|

|      |   |
|------|---|
| 1    | Progetto di programmi per gli Asili israelitici di Roma, s. d.  |
| 2    | Osservazioni dell’ispettore capo Ravà al Progetto di programmi per gli Asili israelitici di Roma, Roma, 8 giugno 1875.  |
| 3    | Registro della maestra Gattegna Rebecca, a.s. 1877/1878.  |
| 4    | Registro delle frequenze e assenze della maestra Giuditta Bondi, a.s. 1877/1878.  |
| 5    | Fascicolo personale della maestra Sara Abbina Di Capua.   |
| 6    | Lettera dal fascicolo personale della maestra Corinna Mendes circa la richiesta di un aumento di stipendio in quanto i propri familiari sono in guerra, 1917.                       |
| 7    | Diploma professionale rilasciato a Elvira Campagnano, 1879.   |
| 8    | Lettera di Talmud Torah agli Asili israelitici romani con richiesta di potenziare l’insegnamento della lingua ebraica, 24 ottobre 1874.   |
| 9    | Verbale dell’assemblea dei soci in cui si prosegue la discussione sulla necessità di potenziare l’insegnamento della lingua ebraica come richiesto da Talmud Torah, 27 giugno 1880. |
| 10   | Inventario degli oggetti mobili degli Asili israelitici di Roma, 1879.  |
| 11.1 | Relazione finale dell’anno scolastico 1938-1939, classe 1 <sup>^</sup> .  |
| 11.2 | Relazione finale dell’anno scolastico 1938-1939, classe 1 <sup>^</sup> .  |

*Ringrazio gli archivi, gli istituti, le biblioteche, le comunità e coloro che mi hanno assistito durante le mie ricerche, e in particolare:*

- Centro Bibliografico "Tullia Zevi" dell'UCEI e la dott.ssa Gisèle Lévy
- Centro di Documentazione ebraica contemporanea di Milano
- Archivio storico della Comunità ebraica di Roma e il dott. Claudio Procaccia
- Archivio Centrale dello Stato
- Asili infantili israelitici di Roma e il presidente Gino Moscati
- Archivio e Biblioteca Benvenuto Terracini di Torino e la dott.ssa Anna Tedesco
- Biblioteca Emanuele Artom di Torino
- Biblioteca Estense di Modena e la dott.ssa Gallina Franca
- Biblioteca Comunità ebraica di Modena
- Archivio *Pro Infantia* di Roma e la prof.ssa Antonia M. Stocco Cantuti Castelvetri
- Fondazione Marco Besso di Roma

## **Introduzione: note di metodo e nuovi sentieri di ricerca**

Il presente lavoro trae origine dall'indagine condotta nell'ambito dell'assistenza e della beneficenza, riferita in particolare al ruolo delle donne ebraiche di Roma e Torino, a partire dall'età dell'emancipazione delle minoranze. L'obiettivo che mi sono posta è stato quello di comprendere in che misura la loro partecipazione sia stata determinante nel creare nuovi spazi di intervento, sia all'interno della comunità ebraica, sia nella più vasta realtà sociale.

Il filone di ricerca della *gender history* ha avuto in Italia un avvio piuttosto tardivo in seno agli studi ebraici, trovando la sua più significativa tappa nel convegno "Donne delle minoranze: Ebraismo e Riforma/Women from the Minorities: the Jewesses and Protestants of Italy", promosso dal Centre for Italian Women's Studies dell'Università di Reading nel 1998<sup>1</sup>. Il saggio di Anna Foa, contenuto negli atti di quel convegno, faceva il punto sugli studi di genere<sup>2</sup>. Dopo aver preso atto della generale arretratezza della ricerca sulla condizione femminile ebraica, Foa segnalava che tale lacuna era ancora maggiore per la fase della post-emancipazione, nonostante l'importante sforzo di Monica Miniati teso a colmare tale vuoto storiografico<sup>3</sup>. Il convegno consentì dunque di prendere consapevolezza della necessità di colmare i "buchi neri" e di aprire nuovi itinerari di ricerca.

A poca anni di distanza dalla conferenza dell'Università di Reading venne organizzato il convegno internazionale "Donna nella storia degli ebrei d'Italia" sotto il patrocinio di «Italia Judaica», con l'intento esplicito di «offrire uno spazio di incontro e di discussione tra quanti si occupano di storia delle donne ebraiche e di storia dell'ebraismo italiano»<sup>4</sup>. Gli atti di quel convegno hanno raccolto contributi eterogenei da un punto di vista cronologico e geografico, ma accomunati dal porre al centro la condizione femminile. Le principali questioni affrontate, tenendo conto

---

<sup>1</sup> Gli atti del Convegno (Reading, 5-7 aprile 1998) sono raccolti in *Le donne delle minoranze le ebraiche e le protestanti*, a cura di Claire E. HONESS e Verina R. JONES, Torino, Claudiana, 1999.

<sup>2</sup> Anna FOA, *Le donne nella storia degli ebrei in Italia*, in *ivi*, pp. 11-29.

<sup>3</sup> Monica MINIATI, *Le "emancipate": le ebraiche italiane fra Ottocento e Novecento*, *ivi*, p. 243-254 e, in precedenza, EAD., *Tra emancipazione ebraica ed emancipazione femminile, il dibattito della stampa ebraica dall'Unità alla grande guerra*, in «Storia contemporanea», 20, 1989, pp. 45-78.

<sup>4</sup> *Donne nella storia degli ebrei d'Italia*, a cura di Michele LUZZATI e Cristina GALASSO, atti del IX Convegno internazionale Italia Judaica (Lucca, 6-9 giugno 2005), Firenze, Giuntina, 2007, (Testi e studi, Associazione italiana per lo studio del giudaismo, 21), p. 7.

della peculiare posizione della donna nel mondo ebraico, furono quelle del matrimonio e della relazione coniugale, della vita comunitaria, della conversione dei rapporti con la società cristiana e dell'esperienza femminile durante le persecuzioni e la Shoà. L'intervento femminile nel settore della beneficenza non venne invece trattato e bisognerà attendere un intervento di Monica Miniati per richiamarne l'importanza: «La storiografia sull'ebraismo italiano ha finora riservato scarsa attenzione all'assistenza e alla beneficenza. Quest'ultima, sulla scia degli studi condotti in ambito tedesco e inglese, costituisce invece un osservatorio prezioso per indagare il rapporto tra emancipazione e integrazione»<sup>5</sup>.

Uno studio sull'emancipazione ebraica femminile presuppone l'assunzione di due punti di vista. Da un lato, occorre valutare la prospettiva della storia evenemenziale, che tiene conto di atti con valenza giuridica segnanti un passaggio netto ad una condizione di parificazione. Presso altre comunità, il tentativo di includere le donne all'interno degli organi comunitari era già stato avviato all'inizio del Novecento. Basti ricordare il caso di Firenze, dove si svolse un *referendum*, nel dicembre del 1911, vinto dagli emancipazionisti, ma annullato per il gran numero di schede bianche. Un decennio più tardi, a Venezia, fu eletta consigliere Emma Cavalieri Padova, mentre a Trieste, nel 1922, un gruppo di candidate raccolse un assenso unanime alle elezioni comunitarie. La legge Falco arrestò tale processo stabilendo che l'elettorato attivo doveva essere composto da soli uomini<sup>6</sup>.

Dall'altro lato, occorre assumere una prospettiva diacronica tesa a ricostruire i processi che hanno condotto all'emancipazione; bisogna prestare attenzione a lievi trasformazioni della condizione femminile che avvengono secondo tempi che si pongono in relazione con un più lento "prendere coscienza", da parte delle donne, dell'importanza del proprio ruolo.

Questo secondo punto di vista è quello privilegiato dal presente lavoro, poiché l'emancipazione femminile segue, in molti casi, strade più defilate e meno

---

<sup>5</sup> Monica MINIATI, *L'insostituibile pesantezza del povero. La beneficenza ebraica fra tradizione e modernizzazione*, in RMI, LXXVI, 1-2, 2010, pp. 275-297.

<sup>6</sup> Michele SARFATTI, *Gli ebrei nell'Italia fascista, vicende identità persecuzione*, Einaudi, Torino, 2007, p. 21.

appariscenti<sup>7</sup>, come ha sottolineato Laura Graziani Secchieri: «I segni della porzione femminile sono da cercare con ancor maggiore attenzione in quanto le fonti analizzabili sono istituzionalizzate nella forma e “maschili” nel contenuto, per cui spesso si possono leggere solo in filigrana i ristretti spazi, prevalentemente, ma non solo domestici in cui si è mossa in passato la figura femminile»<sup>8</sup>.

Se, da un lato, i discorsi prodotti sulla stampa ebraica dalle stesse donne intorno al tema emancipatorio sono apparsi spesso all’ombra di una dominante discorsiva maschile, per contro le donne sono riuscite, pur lentamente, ad inserirsi in ambiti in cui il loro intervento era essenziale, anche se rimaneva sottotraccia<sup>9</sup>. Si pensi, ad esempio, al ruolo educativo delle maestre negli asili israelitici romani<sup>10</sup>, le quali, pur non avendo piena consapevolezza della propria importanza, improntarono l’attività dell’ente. È dunque vero che gran parte delle donne rimasero “custodi” della casa, confinate nelle mura domestiche, come si segnalava nel citato convegno ferrarese<sup>11</sup>. Ma il lavoro nella formazione dell’infanzia, il coinvolgimento negli enti di beneficenza e l’attività di assistenza costituirono un laboratorio attraverso cui fare esperienza d’indipendenza e manifestare spirito d’iniziativa.

L’oggetto della presente ricerca è circoscritto, dal punto di vista geografico, alle realtà di Roma e Torino, che costituiscono l’una il polo opposto dell’altra sia per il diverso contesto culturale che per i processi storici che condussero all’emancipazione. Si tratta nondimeno delle due maggiori Comunità per consistenza demografica, che condivisero la sorte di situarsi, in fasi storiche diverse, in città capitale.

L’alternante vicinanza e lontananza dal centro del potere ebbe effetti e ricadute differenti sulle comunità torinese e romana. Durante la fase dei governi liberali, il

---

<sup>7</sup> Paula E. HYMAN, *Gender and assimilation in modern jewish history: the roles and representation of women*, Washintong, University of Washintong Press, 1995, pp. 3-9.

<sup>8</sup> Laura GRAZIANI SECCHIERI, *Introduzione agli atti*, in *Vicino al focolare e oltre: spazi pubblici e privati, fisici e virtuali della donna ebrea in Italia (secc. 15.-20.)*, a cura di EAD., atti del Convegno internazionale di studi organizzato dal Museo nazionale dell'ebraismo italiano e della Shoah, in collaborazione con Archivio di Stato di Ferrara, Ferrara, 18-19 novembre 2014, Firenze, Giuntina, 2015, p. 11 (Atti della Fondazione Museo nazionale dell'ebraismo italiano e della shoah, 3).

<sup>9</sup> Per quanto concerne il dibattito prodotto sulla stampa, si veda il capitale lavoro di Monica Miniati già citato alla nota 3.

<sup>10</sup> Cfr. relativo capitolo 3

<sup>11</sup> *Vicino al focolare e oltre* cit.

processo di affrancamento delle minoranze risultò anticipato di oltre un ventennio nella Torino capitale, rispetto a quello della comunità romana, sottoposta alle misure vessatorie dello Stato Pontificio. All'epoca del regime fascista, l'Università romana ne assorbì più profondamente modelli culturali e di comportamento. Torino, ormai collocata alla periferia del potere, rimase più isolata e, nella fase successiva, essa seppe sviluppare, anche per questo, maggiori anticorpi di fronte al fascismo.

Nella scelta di ricostruire due delle tante storie possibili, siamo stati guidati dalle parole di Luzzatto Voghera che, dopo aver messo in evidenza le lacune ancora presenti negli studi storici, ha affermato: «Deve apparire chiaro che il tentativo di tracciare una storia complessiva della minoranza ebraica in Italia nella prima metà del secolo XIX è un'operazione insidiosa e forse non del tutto giustificabile. Si tratterebbe in effetti di ridurre ad un disegno unico numerose "storie" comunitarie assai differenti, rischiando d'altra parte di perdere di vista le complesse realtà locali per descrivere ed analizzare una vicenda che non si mosse quasi mai secondo linee unitarie»<sup>12</sup>. Ci è parso che questa riflessione fosse applicabile anche al periodo che prenderemo in esame in questo lavoro.

Il tentativo è stato dunque quello di individuare alcuni modelli di beneficenza ed indagare la partecipazione delle donne nella loro elaborazione. Le figure femminili, seppure emergano a fatica dalle carte d'archivio, agiscono nel proprio contesto di riferimento che è determinante nell'accordare loro possibilità di essere rappresentate all'interno di Consigli di amministrazione o semplicemente di far sentire la propria voce. Lo spazio di autonomia rimane molto spesso limitato e pesantemente condizionato dall'estrazione sociale. Le donne della buona borghesia torinese si spendono in ambito comunitario sia nel quadro della beneficenza, muovendosi in tal caso in modo pressoché autonomo, sia come componente del mondo ebraico che spinge per un ritorno alla tradizione, trovando allora il modo di partecipare alla formazione religiosa.

Le donne della borghesia romana, componente sociale minoritaria in una realtà molto più povera, risultano invece meno coinvolte nelle attività filantropiche

---

<sup>12</sup> Gadi LUZZATTO VOGHERA, *Il prezzo dell'eguaglianza: il dibattito sull'emancipazione degli ebrei in Italia, 1781-1848*, Milano, F. Angeli, 1998, p. 19.

comunitarie, che sono quasi tutte gestite e organizzate dal maschile. In ruolo delle donne si limita perlopiù all'assistenza materiale e al reperimento dei fondi che consentì la sopravvivenza degli enti morali. L'esigenza di un maggiore coinvolgimento in ambito sociale trova rispondenza nelle attività caritatevoli laiche all'interno della quali molte sono implicate. Bisognerà però attendere la fondazione dell'Associazione donne ebreo d'Italia perché il loro intervento sia maggiore.

L'interesse nei confronti del femminile si esprime principalmente a Roma, attraverso un intenso lavoro di tutela della maternità che – come avremo modo di sottolineare – si configura come riconferma del ruolo tradizionale. Ci soffermeremo in particolare sul caso della Casa di ricovero o Maternità Di Cave per puerpere indigenti, fondata nel 1915 in seguito alla devoluzione di metà asse patrimoniale di Angelo Di Cave. L'istituto offriva assistenza durante il parto a donne ebreo che versavano in condizioni di indigenza e preferivano essere accolte da un'istituzione che garantisse loro il rispetto delle norme di culto. Il Consiglio di amministrazione dell'ente fu interamente composto da uomini fino al 1945. Le sue condizioni economiche dipesero però quasi esclusivamente dall'intervento di raccolta fondi svolto dalle patronesse. Tra i consiglieri più autorevoli vi fu Enrico Modigliani che, assieme alla moglie Olga Flaschel, si impegnò tutta la vita per portare soccorso alle madri e all'infanzia abbandonata. Flaschel, benché impegnata in prima linea all'interno della beneficenza "laica", scelse di non prestarsi attivamente a sostegno dell'istituto. Questo aspetto accomuna molte donne ebreo, come ha rilevato Luisa Levi D'Ancona, e può forse spiegarsi con i limiti imposti al ruolo femminile in ambito comunitario: «*Between 1870 and 1938, a small but visible minority of a Jewish women were very active in secular philanthropy in Italy. Excluded from the institutional Jewish community, which refuse to recognize their changing roles, a few well- educated Jewish women became leaders, promoters an major donors in non-Jewish philanthropic projects specifically devoted to education and women's welfare*»<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> Luisa Levi D'ANCONA MODENA, *Jewish Women in Non-Jewish Philanthropy in Italy (1870–1938)*, in «Nashim», 20, 2010, pp. 9-33.

Il supporto alla maternità venne dato precocemente dalle socie torinesi della Pia Società Nina Sacerdote Fubini, altro caso sul quale soffermeremo la nostra attenzione. La storia della Società corre lungo il periodo che va dal 1853 al 1969, fase durante la quale la confraternita, poi divenuta ente nel 1889, diede sostegno alle madri procurando loro il baliatico e orientandole nella scelta delle levatrici. Le donne del Consiglio, dotato di una struttura complessa e articolata, operarono in modo pressoché autonomo.

La storia delle donne romane sarà indagata anche attraverso le inedite testimonianze delle maestre, il cui lavoro è occasione d'indipendenza economica e decisionale. La formazione infantile costituì infatti una priorità dell'Università romana: gli asili divennero luoghi di trasmissione di una identità ebraica che andava via via definendosi a contatto con il mondo circostante; luoghi in cui la costruzione di "un'atmosfera ebraica" rispondeva al bisogno di acculturazione delle nuove generazioni, i futuri mediatori della memoria collettiva<sup>14</sup>. Alla base di tale attenzione si può forse scorgere il tentativo di rimodellare, in una forma inedita, il tradizionale concetto di identità ebraica, ormai messa in discussione con la fine dell'età del ghetto.

Lo studio finora piuttosto trascurato dei modelli pedagogici, fatti propri dalle istituzioni educative, consente di cogliere le difficoltà incontrate nel processo di integrazione. Le aule degli istituti infantili divennero spazi di significazione privilegiata. La difficoltà di trovare un equilibrio tra le diverse componenti identitarie diventò un problema scenico nelle celebrazioni pubbliche. Le festività tradizionali si riempiono di "oggetti" che non avevano nulla di tradizionale, ma che diventavano vettori di significati inediti; testimonianza del tentativo di accogliere le istanze della modernità e di rendere evidente il senso di gratitudine nei confronti di un Paese che finalmente acconsentiva alla parificazione. A titolo esemplificativo possono qui essere ricordati i festeggiamenti di Purim, connotati da un forte ibridismo culturale, visto che fecero ad esempio la comparsa i burattini di Rogantino e Pulcinella accanto ai "segni" rituali consueti. La mescolanza non era percepita come caos perché il significato profondo della festa era conservato. Tutto

---

<sup>14</sup> Jan ASSMANN, *La memoria culturale: scrittura, ricordo e identità politica nelle grandi civiltà antiche*, Torino, Einaudi, 1997.

fu insomma sottoposto ad un processo di attualizzazione che non comportava uno smarrimento dei confini, né una perdita di ciò che era *traditio*, nel senso profondo del termine. L'equilibrio era però precario e richiese continui riposizionamenti. Laddove i confini fisici venivano abbattuti con lo smantellamento del ghetto, si modellavano dei confini culturali. Si tratta in ogni caso di un limite poroso che non impediva il transito di idee dall'una all'altra semiosfera<sup>15</sup>.

La ristrettezza o carenza di fonti storico-documentarie ha impedito di compiere, riguardo all'impegno femminile nella formazione, un'analisi altrettanto puntuale per il contesto torinese. È superfluo ricordare che l'archivio comunitario Benvenuto Terracini fu distrutto in seguito a bombardamenti nel 1942<sup>16</sup>. La stampa reca solo una traccia dell'impegno costantemente profuso dalla comunità locale per garantire alle bambine un'adeguata educazione. Lo spoglio dei periodici ha permesso di ricavare poche informazioni, sufficienti però a individuare una sostanziale omogeneità negli orientamenti pedagogici tra le due realtà romana e torinese. Ci è parso inoltre di ravvisare da parte della stampa una minore attenzione nei confronti degli asili torinesi rispetto a quelli romani; un aspetto che potrebbe essere posto in rapporto con la presenza a Torino delle Scuole elementari Colonna Finzi, alle quali era affidata la formazione femminile.

La complessità dell'ebraismo italiano postemancipatorio ha inoltre imposto di volgere lo sguardo anche ad alcune figure che sono parse emblematiche di un processo di integrazione "a singhiozzo". Per questo si è tentato, laddove possibile, di ricostruire il profilo biografico di alcune donne particolarmente rappresentative delle realtà locali.

La vastità del tema e le molteplicità della tipologia delle fonti, nonché la distribuzione del materiale in numerosi archivi, ha prodotto una ricerca che non ha la pretesa di essere esaustiva, ma vuole solo essere un primo passo per lo studio della partecipazione femminile al sistema della beneficenza.

---

<sup>15</sup> Per il concetto di "semiosfera", vd. Jurij Mihajlovi LOTMAN, *La semiosfera: l'asimmetria e il dialogo nelle strutture pensanti*, Venezia, Marsilio, 1985.

<sup>16</sup> Bruno MAIDA, *Dal ghetto alla città: gli ebrei torinesi nel secondo Ottocento*, Torino, Zamorani, 2001, p. IX.

## 1. L'Università romana nella fase dell'emancipazione

### 1.1. La condizione delle ebreo dentro e fuori del ghetto

La condizione delle donne ebreo romane nella fase immediatamente precedente all'emancipazione non è mai stata oggetto di un'indagine specifica, sebbene si abbia a disposizione un cospicuo numero di contributi che tengono conto della componente femminile<sup>17</sup>. La difficoltà di reperire fonti costituisce il primo ostacolo per una ricerca che voglia avere questo come *focus*. La possibilità di ricostruzione di una storia, che si ponga solo come esigua traccia di una vita, dipende dalla presenza di testimonianze scritte. L'estraneità delle donne alla dimensione politica, fino a tempi recentissimi, rende il lavoro di ricerca più complesso perché impone il ricorso a fonti che possono risultare insolite. Inoltre si pone la necessità di compiere un continuo passaggio di sguardo dalla storia collettiva a quella individuale senza mai incorrere nell'errore di considerare l'una come paradigma dell'altra.

Una fonte di estrema rilevanza è rappresentata dall'opera *Il ghetto romano* di Ettore Natali, all'interno della quale viene dedicato un intero capitolo alla descrizione della situazione delle donne<sup>18</sup>. Questa parte spezza la catena temporale della narrazione per fornire un bozzetto fuori dal tempo. L'andamento diegetico, che ha seguito fino a qui una traiettoria lineare, si interrompe per lasciare spazio ad una descrizione della donna del ghetto. Natali impiega sapienti artifici retorici per veicolare il suo messaggio politico: «Vorrei possedere lo stile, dai colori smaglianti col quale Edmondo de Amicis descrisse i paesi da lui visitati in oriente, perché ora mi propongo di parlare della donna ebrea<sup>19</sup>».

---

<sup>17</sup> A questo proposito occorre citare Michele MANNUCCI, *Gli israeliti in Roma: dalla loro origine fino ai nostri tempi*, Torino, Ferrero e Franco, 1852; Abraham BERLINER, *Storia degli ebrei di Roma: dall'antichità allo smantellamento del ghetto*, Milano, Bompiani, 2000; Attilio MILANO, *Il ghetto di Roma: illustrazioni storiche*, Roma, Staderini, 1964; *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione: 1814-1914*, a cura di Claudio PROCACCIA, Roma, Gangemi, 2013.

<sup>18</sup> Ettore NATALI, *Il ghetto di Roma*, Roma, Tip. della tribuna, 1899. La descrizione della miseria della popolazione ricorda quella di Ferdinand Gregorovius, medievista tedesco, che rimane profondamente colpito dalle condizioni del ghetto; si veda Ferdinand GREGOROVIVUS, *Il ghetto e gli ebrei di Roma, 1853: tratto da Passeggiate per l'Italia*, Napoli, Intra moenia, 2016.

<sup>19</sup> Ivi, p. 133.

La dichiarazione stilistica viene smentita nella riga successiva a seguito di un ridimensionamento dell'oggetto d'interesse: il suo riferirsi unicamente alle donne del ghetto, rende i suoi "arnesi del mestiere" perfettamente idonei allo scopo. Il discorso viene modulandosi attraverso il ricorso alla figura retorica dell'antitesi che immette nel testo un forte grado di ironia: «Non si tratta qui di quella poetica e voluttuosa visione dinnanzi alla quale siamo rimasti ammirati leggendo i canti di Salomone non di quelle donne che furono cantate da tutti i poeti dai tempi più remoti fino ai giorni nostri<sup>20</sup>».

Queste considerazioni preliminari rendono la descrizione della donna ancora più vivida e realistica: «Ben presto la bellezza delle nostre giovani ebraiche si avvizziva in una decrepitezza precoce, il bianco della pelle si faceva giallognolo, i capelli si arruffavano e dal fisico apparivano evidenti i segni dell'avvilimento morale cagionato dall'oppressione e dal comune disprezzo<sup>21</sup>».

Il corpo femminile è il luogo simbolico entro cui si misura l'iniquità della condizione ebraica e l'inadeguatezza della soluzione del *claustrum*. È possibile che in questo caso Natali non si avvalga di particolari fonti storiche ma si presenti come testimone diretto. Sono trascorsi poco meno di vent'anni dalla demolizione del "serraglio", è dunque ragionevole ipotizzare che si conservasse un nitido ricordo delle condizioni in cui si viveva. In questa descrizione non compaiono riferimenti cronologici e questo aspetto non può apparire casuale: dal punto di vista dell'autore la condizione delle donne del ghetto rimane sempre identica, dunque non richiede particolari contestualizzazioni.

La bellezza costituisce una rarità e la similitudine impiegata conferisce un senso di precarietà all'eccezione: «È vero che anche nel Ghetto romano veniva fatto alcune volte di dover ammirare qualche vaga fanciulla dai lineamenti soavi e rassegnati, dal volto bianco, dai capelli folti, neri ricciuti, dagli occhi pieni di voluttà e dolcezza. Ma era una eccezione, quasi una stonatura; era come un fiore fresco e odoroso germogliante su putrido pantano[...] <sup>22</sup>».

---

<sup>20</sup> *Ibidem*.

<sup>21</sup> *Ivi*, p. 134.

<sup>22</sup> *Ibidem*.

Nella parte che segue vengono passate in rassegna le cause della degenerazione che sono poste in connessione con la precocità dei matrimoni, «ristretti tra un numero assai limitato di persone, anzi di parenti <sup>23</sup>». Questa affermazione risente di una clima risorgimentale contraddistinto da un'idea di emancipazione intesa come assimilazione. L'insalubrità del ghetto, la mancanza d'aria e il sovraffollamento sono ulteriori motivi del deperimento fisico. La descrizione ricalca quella ben più nota inclusa nell'opuscolo di Massimo d'Azeglio, *Sull'emancipazione degli israeliti* <sup>24</sup>. Questa condizione di degrado è superata con l'uscita dal ghetto, che si configura anche come possibilità di ritorno all'antico splendore della storia ebraica delle origini: «Ora che le donne ebraiche, alla stessa guisa di tutte le altre, sono e figlie e spose e madri rispettabili e rispettate, l'igiene e l'operosità, l'uguaglianza dei diritti, faranno riapparire anche nel fisico i segni della vigoria e della grazia di lor razza antichissima <sup>25</sup>».

Nella terza parte Natali si sofferma a riflettere sulle ragioni "interne" al decadimento morale delle donne ebraiche. La responsabilità viene attribuita alla scarsa attenzione che in passato è stata assegnata al lavoro fisico e alla modesta considerazione di cui godrebbe la donna nel mondo ebraico <sup>26</sup>. Questi aspetti sarebbero causa della tendenza femminile ad abbandonarsi al mestiere di meretrice. L'autore ricorre a questo punto ad una serie di fonti di parte cristiana per dimostrare quanto fossero diffusi comportamenti "sconvenienti" tra le donne ebraiche. Si ha un *excursus* sulla normativa pontificia tesa a contrastare una condotta giudicata immorale, ad esempio riferendo la pratica diffusa tra le ebraiche di uscire nottetempo e di intrattenersi con i cristiani nelle osterie. Nell'ultima parte Natali accenna alle norme suntuarie e completa il suo racconto con note di colore folklorico sulla pratica di impiego delle parrucche e sulla straordinaria capacità di rammendo delle donne ebraiche, tali da spingere il Vaticano a chiedere il loro aiuto nel caso in cui occorressero particolari competenze di sartoria.

---

<sup>23</sup> Ivi, p. 135.

<sup>24</sup> Massimo D'AZEGLIO, *Dell'emancipazione civile degli israeliti*, Firenze, Le Monnier, 1848.

<sup>25</sup> E. NATALI, *Il ghetto di Roma*, Tipografia della tribuna, Roma, 1899, p. 137.

<sup>26</sup> Per questo di prenda in considerazione anche Flaminio SERVI, *La donna israelita nella società*, Casale, Pane, 1897. Questa posizione doveva essere piuttosto diffusa se l'anno precedente anche Flaminio Servi aveva dato alle stampe un'opera in cui difende il mondo ebraico dall'accusa di tenere le donne in una condizione di soggezione. In questo breve opuscolo emerge la questione dell'emancipazione femminile.

Quest'ultimo aspetto introduce l'importante questione dei mestieri svolti dal femminile <sup>27</sup>. Il censimento interno del 1868 che registra la situazione economica della Comunità ebraica a poca distanza dall'emancipazione, fornisce preziose indicazioni sulle occupazioni femminili: la quasi totalità di loro figura come cucitrice (87,93%), la parte restante è costituita da serve (8,61%), maestre (2,48%) e copertare (0,98%).

Claudio Procaccia mette in luce la presenza di forti differenze esistenti nella distribuzione femminile all'interno dei diversi settori economici nell'arco cronologico compreso tra il censimento del 1827 e quello del 1868. Nel primo vi è un cospicuo numero di donne che risultano titolari di esercizi commerciali di varia natura; il dato, se confrontato con la percentuale di donne cristiane, si presenta molto alto in alcuni rioni. Le discrepanze, secondo l'autore, sarebbero da leggersi in rapporto «ad un possibile ripiegamento delle donne del ghetto nei settori tradizionali, oppure alla diversa rilevazione dei dati che comunque fu realizzata con criteri molto diversi nel caso della fonte del 1868 rispetto a quella del 1827» <sup>28</sup>.

Nella selezione degli ambiti occupazionali aveva giocato un ruolo di primo piano la condizione di soggezione e la lunga fase di segregazione a cui il popolo ebraico era stato costretto. La graduale abrogazione della legislazione discriminatoria nei confronti delle minoranze religiose fu all'origine della spinta verso altri settori. A questo proposito, il Censimento del 1911 costituisce il punto di partenza per un esame della situazione romana a soli trent'anni di distanza dalla apertura del ghetto.

Altro fenomeno di grande rilevanza riguarda l'aumento demografico, dovuto alla presenza di un considerevole flusso migratorio in entrata che determinò una

---

<sup>27</sup> I censimenti sono stati oggetto dell'indagine sistematica svolta da Stefano CAVIGLIA, *Vita economica e sociale degli ebrei romani dall'emancipazione (1870) agli inizi del XX secolo*, in «Rassegna mensile di Israel», LII, 1986, pp. 117-136. L'analisi è ripresa da Claudio PROCACCIA, *Storia economica e sociale degli Ebrei a Roma (1814-1914). Tra retaggio e metamorfosi*, in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione (1814-1914)*, Roma, Gangemi, 2013. Si veda anche Amedeo OSTI GUERRAZZI, *Professioni e radicamento sul territorio degli ebrei di Roma dall'emancipazione alla Prima guerra mondiale* in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione (1814-1914)*, Roma, Gangemi, 2013, pp. 37-71, e Marina CAFFIERO, *Botteghe ebraiche e organizzazione rionale in un censimento del 1827* in *Popolazione e società dal Medioevo all'età contemporanea*, pp. 799-822.

<sup>28</sup> PROCACCIA, *Storia economica e sociale* cit., pp. 50-51.

profonda trasformazione della composizione sociale dell'*universitas* romana. La città, divenuta capitale dopo la breccia di Porta Pia, seppe attrarre un gran numero di famiglie che volevano sfruttare da un punto di vista economico la posizione di prestigio acquisita dall'Urbe<sup>29</sup>.

L'emancipazione giuridica degli ebrei ebbe nel tempo anche risvolti negativi, associati perlopiù alla demolizione del ghetto e dunque all'allentamento dei rapporti. Di particolare interesse è l'articolo di Laudadio Fano, scritto a distanza di quasi vent'anni dall'affrancamento ebraico. L'autore si sofferma sulla descrizione dello spettacolo desolante seguito alla distruzione dell'antico serraglio che lascia poi il posto alla rammemorazione della dissoluzione dei vincoli parentali. Nel discorso il ghetto è luogo del ricordo dei soprusi: «Quei sassi furono testimoni dei più crudeli rapimenti, quelle rovine furono più volte bagnate dal pianto di madre orbate. Se si dubitava di qualche ratto, allora sfidando pericoli gravissimi, eludendo la vigilanza dei più esperti segugi, si mettevano in salvo i minacciati. Grande era la costernazione, l'angoscia dei poveri genitori, trepidanti per i loro figli. Chi non li aveva in casa, correva a rintracciarli nelle viuzze del quartiere, correva la madre tutta in disordine trascurando le esigenze della verecondia e del pudore<sup>30</sup>».

La memoria dei rapimenti dei bambini è ancora molto viva. Di seguito si racconta la vicenda di una donna che venne portata con i suoi figli presso la casa dei Catecumeni. L'autore propone qui un modello femminile eroico raccontando le sofferenze della madre durate quaranta giorni. La donna, nonostante le seduzioni, gli artifici e le preghiere dei figli già convertiti, resse alla prova, tanto fu che «il sentimento materno, la potenza degli affetti, non conquistarono il coraggio di quella eroina della fede»<sup>31</sup>. Dopo essere stata privata dei suoi figli, trovò riparo e conforto presso la casa di Samuele Alatri<sup>32</sup>.

---

<sup>29</sup> Sergio DELLA PERGOLA, *Riflessioni globali sulla demografia degli ebrei* in *Ebrei: demografia e storia*, Firenze, Giuntina, 2004; *Popolazione e società a Roma dal Medioevo all'età contemporanea* a cura di Eugenio SONNINO, Roma, Il calamo, 1998.

<sup>30</sup> «Corriere israelitico», 1, 1889-1890, pp. 109-111.

<sup>31</sup> *Ivi*, p. 110.

<sup>32</sup> Su di lui vd. G. BLUSTEIN, *Storia degli ebrei in Roma*, Roma, 1921, pp. 244-250; Amedeo TAGLIACCOZZO, *Samuele Alatri figura dominante nell'Ebraismo romano del secolo scorso*, in «La Rassegna Mensile di Israel», III s., 39, 5 (Maggio 1973), pp. 278-296.

Agli esempi di passato eroismo si contrappongono gli antimodelli del presente: «Con una disinvoltura fenomenale certe nostre donne cominciano con il matrimonio misto, e quando non sanno come sbarcare il lunario della fame se ne vanno a cambiare religione con i figli, i quali con tutta premura sono allevati in uno dei tanti convitti religiosi, e la madre quando ha terminato il tirocinio dei neofiti, ritorna in seno alla famiglia paterna, e la si vede unita con le altre correligionari come se nulla fosse stato. Amorfismo strano questo, che sotto le forme della tolleranza nasconde l'idolatria del vitello d'oro»<sup>33</sup>.

Si denuncia la confusione di confini, la tendenza degli ebrei a lasciarsi sedurre dalla possibilità di piccoli guadagni. Il rabbino attribuisce questo stato di cose all'ignoranza e alla condizione sociale di queste donne. Se il problema è complesso, occorre adottare soluzioni che tengano conto di tutti gli aspetti e, prima di tutto, potenziare la carità. Fa riscontro la lettera non datata di Fortunata Livoti che interpella il rabbino per ottenere un sostegno: «Una povera disgraziata che fin dall'età di 26 anni trovasi come una pecora smarrita nel campo, ed è ora giunta all'età di anni 50, disgraziata che sono. Io non sono mai stata intesa dall'Università israelitica, dopo aver fatto tante suppliche e non ho mai ricevuto sussidio. Tutto quello che percepisce mi danno solo sette libbre di pane azzimo una volta all'anno, e mezza lira di pane dopo che c'è qualche lascito, dopo tante raccomandazioni bisogna che si dica per avere realmente. Quando poi sono le feste di Pasqua o di Capodanno a forza di preghiere mi viene dato soldi trenta oppure una lira<sup>34</sup>».

La donna prosegue descrivendo il suo continuo elemosinare per ottenere beni di prima necessità. Nella chiusa della lettera chiede nuovamente soccorso e si dichiara pronta a convertirsi nel caso in cui questo non le venisse offerto: «Signore! Se io vedo che non vien data risposta, e non vedo qualche cosa sono costretta di supplicare a sua Maestà e fare conoscere come sono stata trattata e

---

<sup>33</sup> «Corriere israelitico», 1, 1889-1890, p. 110.

<sup>34</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Carteggio Consiglio Direttivo*, fasc. 1, di cc. non num.

se le speranze mie non vengono a luce allora io rifiuto questa poca elemosina, abbandono tutto e mi farò cristiana<sup>35</sup>».

Il problema della organizzazione di un sistema filantropico efficiente è essenziale per la sopravvivenza della comunità. Nel 1869 viene pubblicata sul Vessillo Israelitico una lettera a firma di Angelo Levi, nella quale viene descritta la situazione dell'Università romana. Il tono si presenta fortemente polemico e assume i contorni di una denuncia della negligenza dell'élite romana. L'autore ritiene che, vista la condizione d'indigenza in cui versa la popolazione, vi sia la necessità di istituire una "Società di mutuo soccorso" con l'iniziale funzione di sostegno agli ammalati; auspicava poi che in una seconda fase il suo intervento si potesse estendere anche a favore di disoccupati, anziani, vedove ed orfani <sup>36</sup>.

Levi rileva la presenza di una miseria profonda che si sarebbe potuta "estirpare" solo mediante un attento progetto educativo destinato alle classi sociali più umili: «Per porre ad essa un freno, miglior mezzo non si presenta che di abituare quella gente ad uno spirito di risparmio e di previdenza. Questo mezzo così potente, questo mezzo sanzionato dalla scienza, come uno dei mezzi più efficaci per togliere la piaga sociale del pauperismo, apporterebbe i suoi frutti benefici <sup>37</sup>».

Si ha solo un breve accenno agli asili infantili, il cui funzionamento si presenta regolare. La sua attenzione si concentra invece sull'insegnamento secondario che egli ritiene essere di pessima qualità, perché privo di una differenziazione della formazione sulla base dell'appartenenza di classe, per l'esigenza che i più poveri avrebbero di una preparazione professionalizzante. Alla luce di questo risulterebbe completamente inutile la lettura e lo studio integrale della Bibbia per coloro che un giorno diventeranno artigiani e operai<sup>38</sup>. Si critica persino il metodo di studio, definito pedante e poco adatto a stimolare la curiosità e l'intelligenza. Si dedicherebbe pochissima importanza all'educazione delle giovani. L'istituzione di

---

<sup>35</sup>*Ibidem.*

<sup>36</sup> È evidente che Angelo Levi ha in mente il passaggio da un sistema di carità ad un sistema di tipo assistenziale che si faccia completamente carico dell'individuo in condizione di disagio. Le confraternite romane si limitavano a rispondere a bisogni specifici.

<sup>37</sup> Angelo SCAZZOCCHIO, *Osservazioni di S. di A. Scazzocchio sopra una lettera intorno agli israeliti di Roma pubblicata nel Corriere Israelitico di Trieste*, Pisa, Nistri, 1869.

<sup>38</sup> *Ivi*, p. 38.

scuole di arti e mestieri avrebbe dovuto includere la fondazione di un insegnamento dei lavori femminili.

L'articolo contiene inoltre informazioni di notevole interesse sulle donne del ghetto, di cui si ricorda la rara partecipazione alle celebrazioni religiose e la consuetudine di celebrare matrimoni molto precoci e frutto di soli accordi giuridici. Nella chiusa trova spazio una critica al "copertoio", termine con il quale veniva designato lo spazio protetto del matroneo e che, dall'autore, viene considerato antiquato.

La risposta di Angelo Scazzocchio non tarda a giungere ed è attraversata da eguale carica polemica; interi passi di Levi vengono ripresi e confutati sulla base dell'idea che la condizione giuridica degli ebrei non consentiva loro di godere delle stesse libertà. La situazione ebraica è da sola sufficiente a spiegare le condizioni in cui versava la Comunità e rendeva pertanto insensata qualunque tipo di critica. Rispetto alla questione femminile, Scazzocchio si presenta d'accordo su molti punti, anche se ritiene che la scarsa partecipazione alla vita religiosa sia compensata dall'attento rispetto dei doveri di cura della famiglia<sup>39</sup>.

## 1.2. Le *Hevrot*: il femminile tra inclusione e esclusione

Il materiale documentario che rispecchia le attività del sistema confraternale romano, all'interno del quale occorre sin da ora avvertire che la presenza femminile risulta ridotta, si presenta frammentario e lacunoso<sup>40</sup>. Inoltre la consistenza dei fondi è rappresentata in molti casi da pochi fascicoli che sono testimonianza di un sistema assistenziale complesso che provvedeva da lungo tempo sia alle esigenze di culto in senso stretto, sia a quelle connesse alla carità<sup>41</sup>.

---

<sup>39</sup> Ivi, p. 16.

<sup>40</sup> Silvia HAIA ANTONUCCI, Claudio PROCACCIA, *Le confraternite: le fonti conservate nell'Archivio Storico della Comunità ebraica di Roma (ASCER)*, in *Le Confraternite ebraiche Talmud Torà e Ghemilut Chasadim premesse storiche e attività agli inizi dell'età contemporanea*, Roma, Centro di ricerca, 2011, pp. 13-28.

<sup>41</sup> Per una ricognizione generale sul sistema confraternale romano si veda Attilio MILANO, *Le confraternite pie del ghetto di Roma*, Città di Castello, Arti grafiche, 1958 e Silvia HANTONUCCI e Claudio PROCACCIA, *Le Compagnie: le fonti conservate all'Archivio Storico della Comunità ebraica di Roma (ASCER)*, in *Le Confraternite ebraiche Talmud Torà e Ghemilut Chasadim*, a cura del CENTRO DI RICERCA PERGAMENE MEDIEVALI E PROTOCOLLI NOTARILI, Roma, 2011. Le confraternite sono menzionate anche in

Nell'inventario del 1929 si ha un elenco redatto da Attilio Milano che testimonia la presenza di un numero maggiore di confraternite della cui documentazione non si è conservata traccia<sup>42</sup>.

Dalle scarse informazioni che complessivamente possiamo trarre, risulta che la partecipazione attiva delle donne all'interno delle diverse compagnie fosse decisamente limitata, benché il femminile sia in molti casi lo specifico destinatario dell'intervento di sostegno. Si pensi, ad esempio, alla Confraternita delle *Betulot* il cui compito era quello di elargire doti alle donne in condizioni di grave povertà. L'unico registro che si è conservato contiene gli *instrumenta* dotali che coprono il periodo che intercorre tra 1683 e il 1698<sup>43</sup>. La consuetudine di fornire doti alle indigenti è attestata anche per la fase successiva, come si apprende dal bollettino della Comunità, in cui si fa menzione del sistema di sorteggio impiegato per la scelta delle destinatarie delle somme di denaro <sup>44</sup>. Tra le altre confraternite con funzioni di soccorso anche alle donne ricordiamo *Lev Almanot Arniim* e *Neve Shalom* che si occupavano della distribuzione di camicie, rispettivamente a vedove povere e più genericamente alle donne indigenti e *Mechassè Ieladim* che dal 1726 distribuiva corredini alle madri povere.

La parificazione degli ebrei romani, sancita dall'estensione dello Statuto Albertino ebbe impatto molto forte sull'intero ordinamento giuridico comunitario e dunque anche sulla struttura del sistema assistenziale. Fino all'emancipazione l'Università romana si era retta sui capitoli di Daniel di Pisa che in questa fase non paiono più adatti a regolamentare la vita comunitaria in forza del mutato contesto politico.

---

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO, *Piemonte, Liguria, Lombardia, Veneto, Emilia, Toscana, Marche, Umbria e Lazio*, Tip. nazionale di G. Bertero, Roma 1892.

<sup>42</sup> L'elenco di Milano è riportato in *Le confraternite pie del ghetto di Roma*, Città di Castello, Tipografia Unione arti grafiche, 1958. Si riferisce qui della presenza della confraternita *Nashim* che, fondata nel 1617, che si occupava principalmente dei bagni rituali (*Mikveh*) e più genericamente dei bisogni delle donne.

<sup>43</sup> A questo proposito si veda Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, Archivio Medievale e Moderno, Compagnia *Betulot*. Anche la Confraternite *Eliaù ha- Navi* (1860-1915) destinava parte delle proprie entrate alle doti.

<sup>44</sup> Vd. Filomena DEL REGNO, *Gli ebrei a Roma tra le due guerre mondiali: fonti e problemi di ricerca*, in «Storia contemporanea», 1, 1991, pp. 5-67. Da notare che il sistema della "ballottazione" era in uso anche presso altre confraternite con la medesima funzione. In «Israel», 16, 20 aprile 1925, si ha notizia della dotazione di fanciulle da parte dell'Ape.

Nel 1877 venne proposto un nuovo statuto che doveva rispondere ad una situazione di crisi finanziaria di considerevoli proporzioni e alle mutate condizioni storiche dovute al processo di emancipazione. L'anno successivo il progetto era stato respinto dalla Prefettura e dal Consiglio di Stato in ragione della necessità di prevedere organizzazioni separate per Comunità e Opere Pie. Nel primo caso, le sue funzioni religiose facevano sì che la sorveglianza della sua attività ricadesse sotto il controllo del Ministero di Grazia e Giustizia e del Culto, mentre le istituzioni caritatevoli dovevano uniformarsi alla normativa vigente <sup>45</sup>.

In via preliminare, una commissione mista di ebrei romani e nuovi residenti si occupò della redazione di un testo che stabiliva i principi fondamentali che avrebbero dovuto orientare l'attività della comunità in questa fase transitoria. Oggetto di decisione da parte dell'Assemblea furono i seguenti aspetti: gestione finanziaria e formazione di un consiglio straordinario che doveva occuparsi di redigere uno statuto organico, di formare le liste elettorali, e di convocare le elezioni per la nomina di un Consiglio ordinario.

Lo stesso testo venne votato da un'assemblea generale straordinaria composta dai maschi maggiorenni. Gli statuti dell'Università israelitica di Roma furono approvati dal Consiglio straordinario il 12 luglio del 1882 e riconosciuti giuridicamente con R.D. 27 settembre 1883: la comunità romana si presentava come libera associazione i cui aderenti erano obbligati a versare un contributo minimo di 12 lire annue, era retta da un Consiglio che rimaneva in carica tre anni ma si rinnovava di un terzo ogni anno ed era eletto da un'Assemblea di contribuenti. Il Rabbino maggiore, in carica per la stessa durata, veniva nominato da tale assemblea su proposta del Consiglio, coadiuvato da una consulta rabbinica. Il Presidente del Consiglio era legale rappresentante della Comunità.

Lo statuto sulle opere di beneficenza, benché già approvato dal Consiglio straordinario il 12 luglio del 1882, venne reso esecutivo con R.D. del 26 febbraio

---

<sup>45</sup> Gabriella YEAL FRANZONE, *Considerazioni per una storia politica e istituzionale della comunità ebraica di Roma*, in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione (1814-1914)*, Roma, Gangemi, 2011; Guido FUBINI, *La condizione giuridica dell'ebraismo italiano dal Risorgimento ad oggi*, Torino, Rosenberg & Sellier, 1998; Stefano CAVIGLIA, *L'identità salvata: gli ebrei di Roma tra fede e nazione, 1870-1938*, Laterza, Roma, 1996. Vd. anche per le confraternite cristiane, Filippo PINTO, *Archivi di confraternite nella provincia ecclesiastica di Pesaro-Urbino-Fano: censimento 2006-2008*, tesi di dottorato di ricerca dell'Università degli studi di Udine, tutor Roberto Navarrini; co-tutor Laura Giambastiani.

nel 1885. Nello stesso anno venne creata la Deputazione centrale di carità, già prevista dal nuovo statuto dell'università <sup>46</sup> e che cominciò ad essere operativa solo a partire dal 1888<sup>47</sup>. L'istituto svolse un ruolo di controllo anche degli enti che nacquero nella fase successiva e funse da intermediario tra le diverse compagnie.

La sua funzione è espressa chiaramente dall'art. 2 del predetto statuto: «Amministrare direttamente le opere di beneficenza già esercitate dall'Amministrazione primaria dell'Università e da istituti autonomi da questa delegati, nonché dai singoli Oratorii pubblici della medesima <sup>48</sup>». L'art. 3 fornisce ulteriori delucidazioni: «La Deputazione assume le attribuzioni degli istituti di Ozzer Dallim, Ghemilut Kasadim[sic], Mosciav Zechenim e Sciomer Emunim... relativamente a tutte le rispettive proprietà, diritti, ragioni e oneri <sup>49</sup>».

Il Consiglio generale dell'Università assumeva il controllo di *Talmud Torah* e la gestione del cimitero e del servizio delle tumulazioni precedentemente svolto da *Ghemilut Chassadim*. La Deputazione ottenne inoltre la giurisdizione su *Ozzer Dallim* e *Mosciav Zechenim* <sup>50</sup>.

La Deputazione non ebbe solo una funzione legata al mantenimento del vecchio sistema assistenziale, ma si fece promotrice di iniziative connesse alle specifiche esigenze del momento. Filomena Del Regno ricorda la nomina di una commissione che, assieme alla Deputazione, si era data specifici compiti di educazione del proletariato romano <sup>51</sup>.

Il vero sconvolgimento del sistema confraternale romano dipese dagli effetti prodotti dalla L. 17 Luglio 1890, n 6972 che si poneva come scopo quello di

---

<sup>46</sup> *Statuti dell' Università Israelitica di Roma e delle sue Opere di beneficenza*, Roma, Tipografia Cecchini, 1882. Si veda anche Gabriella Yael Franzone, *Considerazione per una storia politica e istituzionale della Comunità ebraica di Roma*, in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione*, a cura di Claudio Procaccia, Roma, Gangemi, 2013.

<sup>47</sup> Sulla Deputazione, vd. *Deputazione ebraica di assistenza e servizio sociale, 100 anni di storia : estratto dai verbali di consiglio dell'ente*, a cura di Carla Di Nepi e Anna Palagi, Roma, Deputazione ebraica di assistenza e servizio sociale, 1980.

<sup>48</sup> *Statuti dell' Università israelitica di Roma* cit., p. 3.

<sup>49</sup> *Ibidem*.

<sup>50</sup> Giancarlo Spizzichino, *La Gemilut Cahsadim: assistenza ordinaria e gestione delle crisi igienico-sanitarie* in *Le Confraternite ebraiche Talmud Torah e Ghemilut Chasadim premesse storiche e attività agli inizi dell'età contemporanea*, Roma, 2011.

<sup>51</sup> Filomena Del Regno, *Gli ebrei a Roma tra le due guerre mondiali: fonti e problemi di ricerca*, «Storia contemporanea», XXIII (1992), n. 1, pp. 5-69.

impiegare a favore della pubblica beneficenza, tutte le risorse destinate all'adempimento di finalità religiose avente carattere non necessario. Già durante le discussioni parlamentari che avevano anticipato l'approvazione delle disposizioni sulla mendicizia e sul mantenimento degli indigenti inabili al lavoro (R.D. n. 6854 del 12 gennaio 1890) era emerso l'intento di indemanimento e non si era posta alcuna distinzione tra confraternite semplici e a scopo misto.<sup>52</sup> Dunque anche tutte le compagnie ebraiche in cui coesistevano fini di culto e fini caritatevoli sarebbero rientrate nel novero delle confraternite colpite dalla legge. La controversia giudiziaria che vide opporsi Demanio e Università si protrasse per circa un decennio, al termine del quale sopravvissero solo cinque confraternite e metà delle loro rendite che erano state congelate durante la fase transitoria.

La prospettiva dell'indemanimento diede luogo ad un acceso dibattito che si protrasse a lungo e che fece emergere diversi aspetti della questione; prima tra tutte la profonda divergenza di pensiero in merito al nesso tra culto e carità. Se per il mondo cattolico non vi era un legame profondo tra i due ambiti, al contrario nel mondo ebraico questi non potevano separati. È chiaro che lo Stato liberale, pur affermando con forza il principio di tutela della libertà di culto, non era capace di farsi carico delle profonde differenze che contraddistinguevano le minoranze, a maggior ragione quando queste collimavano con i suoi specifici interessi economici. La *querelle* tra Deputazione israelitica di Carità e Tribunale fu all'origine della pubblicazione dell'opera di David Castelli sul tema della beneficenza. L'autore, come dichiara in apertura, era stato invitato da Flaminio Anau a svolgere una trattazione che fosse la dimostrazione del legame profondo tra osservanza religiosa e carità<sup>53</sup>. Castelli ricorre a fonti tradizionali di cui cita brani per esteso nella loro traduzione latina, se si tratta di Torah, o francese, quando fa riferimento a parti del Talmud. Indica alcuni altri autori le cui parole hanno valore normativo: Alfasi, Maimonide, Mosè di Coucy, Jacob Ashen, Josef Caro. Il fatto che la società arcaica fosse prevalentemente agricola aveva definito il

---

<sup>52</sup> Giuseppe FERROGLIO, *La condizione giuridica delle confraternite*, Torino, Istituto giuridico R. Università, 1931.

<sup>53</sup> David CASTELLI, *Le opere di carità e beneficenza nell'ebraismo: memoria*, Firenze, Niccolai, 1893.

tipo di intervento di supporto: le eccedenze alimentari venivano destinate ai poveri sia durante particolari ricorrenze (Esodo 23, 10-11), sia nella prassi ordinaria (Levitico 19, 9-10). Le citazioni talmudiche confermano quanto già espresso; come notato dall'autore e da analisi ben più recenti, il mondo rabbinico aveva trasformato la normativa religiosa introducendo il concetto di intenzionalità del donare: beneficenza richiede benevolenza; l'atto non si configura solo come dovere religiosa ma richiede una compartecipazione alle sorti del prossimo. Il popolo ebraico in diaspora modifica la pratica dell'elargizione e l'oggetto dell'elargizione, ma non ne snatura il principio. La protezione e il sostentamento dei poveri continua ad essere percepito come un dovere religioso.

La profonda unità che esisteva tra culto e prassi caritatevole si rifletteva per l'Università romana nell'esistenza di un unico statuto, quello originario di Daniel Da Pisa. La legge del 1862 sulle opere pie aveva obbligato il Consiglio a redigere due statuti differenti<sup>54</sup>. Il fatto che vi fossero due amministrazioni divise non aveva impedito, afferma Castelli, che fossero percepiti come corpo unico. Le confraternite erano massima espressione di questo profondo legame tra culto e beneficenza, dal momento che svolgevano sempre funzione "doppia" e, anche qualora si limitassero in apparenza a svolgere funzioni caritatevoli, in realtà il loro intervento era specificamente connesso ad una norma di culto.

Per tale ragione le Congregazioni di carità cristiane non avrebbero mai saputo rispondere in modo adeguato ai bisogni della popolazione povera romana per la quale le donazioni erano sempre legate ad occasioni sacre.

Si venne così sgretolando il sistema tradizionale che venne soppiantato da una pluralità di associazioni che ne prese il posto e che rispondeva a bisogni specifici<sup>55</sup>.

---

<sup>54</sup> Per questo si veda nota 45.

<sup>55</sup> Per questo si veda Mario TOSCANO, *Le trombe della libertà gli ebrei di Roma dal ghetto all'Italia (1870-1915)* in *Il Tempio Maggiore di Roma: nel centenario dell'inaugurazione della sinagoga 1904-2004*, a cura di Gianni ASCARELLI, Roma, Comunità ebraica di Roma, pp. 17-26.

### 1.3. Vita associativa della Comunità romana nel Primo dopoguerra

Si assistette ad una ripresa al termine del primo conflitto e ad una ridefinizione delle attività comunitarie di stampo associativo. Caviglia individua una contraddizione tra l'idea apparentemente diffusa del senso di appartenenza alla comune patria italiana e l'emergere di un forte fermento culturale contraddistinto dalla nascita dei primi movimenti sionisti<sup>56</sup>. La Dichiarazione di Balfour ebbe senz'altro un peso notevole nell'alimentare nuove speranze e nel plasmare nuovi ideali.

In questa fase il problema della formazione venne avvertito con particolare urgenza e assunse rilievo, anche in ragione della "fisionomia" sociale dell'ebraismo romano contraddistinto dalla presenza di una ceto proletario che ne costituiva la percentuale più alta<sup>57</sup>. Per tale ragione si ebbe un recupero e una valorizzazione dell'istituzione scolastica ebraica nel tentativo di arginare il processo di assimilazione. La formazione a qualunque livello doveva rispondere a questa esigenza.

Il panorama associativo romano si presentava piuttosto variegato<sup>58</sup>. Va segnalata l'attività dei gruppi Avodah (Lavoro), il cui nerbo era costituito da intellettuali come Dante Lattes, Mosè Belinson ed Enzo Sereni, convinti assertori della necessità di ritornare ad un legame con la terra d'origine mediante il lavoro agricolo. L'attività dell'associazione era differenziata a seconda dei destinatari: per l'élite comportava un impegno nelle riunioni settimanali, un apprendimento dell'ebraico moderno e una formazione sulla letteratura ebraica; per gli strati più marginalizzati comportava l'adesione ad un programma di recupero e formazione lavorativa.

Nel 1922 nacque l'APE – Associazione Popolare Ebraica, che di fatto si era già costituita l'anno precedente con il nome provvisorio di Associazione per la difesa

---

<sup>56</sup> Stefano CAVIGLIA, *L'identità salvata: gli ebrei di Roma tra fede e nazione, 1870-1938*, Roma, Laterza 1996.

<sup>57</sup> Filomena DEL REGNO, *Gli ebrei a Roma tra le due guerre mondiali: fonti e problemi di ricerca*, «Storia contemporanea», XXIII (1992), n. 1, p. 5-69.

<sup>58</sup> *Ivi*, p. 12.

del culto ebraico a Roma. Il primo problema che si pose fu quello del “risanamento morale” e igienico del vecchio quartiere ebraico.

L’ente si proponeva inoltre di educare i figli del popolo e di preservare incontaminato il rito. Il 18 marzo del ’20 su Israel si proclama con grande solennità il risveglio romano dell’opera scolastica <sup>59</sup>. L’anno precedente era stato avviato un doposcuola, voluto da Angelo Sacerdote e il cui finanziamento fu possibile grazie a Ester Ascarelli. L’Educatario “Dario Ascarelli” era sorto per provvedere al completamento della formazione elementare nelle ore pomeridiane, cui si associavano funzioni connesse più all’accudimento, come l’elargizione di vitto e indumenti. Funzione educativa e assistenziale si uniscono per far fronte alle esigenze di famiglie completamente assorbite dal lavoro <sup>60</sup>.

Il Doposcuola era retto da un consiglio direttivo di cui facevano parte eccezionalmente anche due donne: Evelina Alatri ed Ermelinda Sereni. Si componeva inoltre di soci effettivi, onorari e benemeriti e le sue entrate provenivano dall’elargizioni di enti morali e dalle oblazioni private <sup>61</sup>.

Nel settembre del 1931 venne istituita, sempre dalla Ascarelli, una scuola femminile annessa alle scuole elementari “Polacco”. L’intento della benefattrice fu di fornire alle donne più povere una formazione il più possibile completa. Le discipline insegnate erano italiano e matematica, francese, igiene, nozioni di soccorso e di infermeria, disegno e lavori femminili. Le materie insegnate informano sulle funzioni assegnate al femminile; si tratta di un sapere tradizionale associato all’assistenza, alla cura domestica e dei figli. Tuttavia si era già accordata una discreta importanza ad una formazione più generale che includeva discipline non strettamente connesse al ruolo femminile.

---

<sup>59</sup> «Israel», 11, 18 marzo 1920.

<sup>60</sup> L’opuscolo commemorativo ricorda i numeri degli assistiti: «Ben 425 sono oggi gli assistiti: 200 fanciulle e, 225 maschi», *Educatario dopo scuola Dario Ascarelli nel 16. anniversario della fondazione, dicembre 1918-dicembre 1934*, Roma, Società anonima tipografica Sabbadini, 1934.

<sup>61</sup> La stampa ebraica fa spesso menzione del Doposcuola, ricordandone l’attività e le iniziative, in particolar modo legate alla partecipazione alle festività religiose celebrate pubblicamente. Riferimenti a questo si possono trovare in: «Israel», 43, 1 novembre 1923; «Israel», 23, 18 febbraio 1927; «Israel», 27, 31 marzo 1931; «Israel», 26, 20 aprile 1933; «Israel», 33, 15 giugno 1933; «Israel», 34, 16 giugno 1938.

## 2. La Casa di ricovero per puerpere povere israelite Di Cave di Roma

### 2.1. Annotazioni preliminari sulla maternità nel mondo ebraico

La storia dell'ente si lega indissolubilmente al nome del suo fondatore e ai suoi intenti. Poche sono le informazioni di cui disponiamo, alcune delle quali possono essere ricavate dal suo necrologio<sup>62</sup>. Angelo Di Cave fu consigliere della comunità e di molte istituzioni religiose per le quali si spese con grande assiduità. Fu uomo religioso al punto tale da rendere una delle stanze della sua casa un piccolo tempio. Così è descritta la sua condotta: «Visse sempre religioso, onesto senza ostentazione e sinceramente caritatevole»<sup>63</sup>

Il processo di secolarizzazione era ad uno stadio arretrato in Italia e dunque la maggior parte degli istituti ospedalieri erano gestiti da personale ecclesiastico. Frequenti erano stati i casi nei quali vi erano tentativi di conversione di pazienti che si trovano in particolari situazioni di vulnerabilità fisica e psicologica<sup>64</sup>. È dunque possibile ritenere che nelle intenzioni del fondatore vi fosse la volontà di creare uno spazio protetto per le madri all'interno del quale potessero vivere il parto in modo sicuro. Non può considerarsi casuale il fatto che l'ente, unico in Italia, sia sorto proprio a Roma dove il problema delle conversioni forzate era ancora così vivo nel ricordo degli ebrei del ghetto <sup>65</sup>.

L'attenzione per la funzione naturale del femminile è forte. La casa di ricovero è spazio nel quale si afferma l'identità ebraica della donna. In particolar modo di

---

<sup>62</sup> «Vessillo Israelitico», 47, marzo 1899, p. 92.

<sup>63</sup> *Ibidem*.

<sup>64</sup> Il caso più noto è quello di Edgardo Mortara ma ve ne sono tanti altri più tardivi menzionati dalla stampa. Per una bibliografia più ampia si veda: Gemma VOLLI, *Il caso Mortara*, «La Rassegna Mensile di Israel», 26, 1/2 (1960), pp. 29-30; Raphael LANGHAM, *The reaction in England to the kidnapping of Edgardo Mortara*, in «Jewish Historical Studies», 39 (2004), pp. 79-101. In generale sulle conversioni forzate in età moderna si veda Marina CAFFIERO, *Tra repressione e conversioni: la "restaurazione" degli ebrei in Roma fra la Restaurazione e l'elezione di Pio IX: amministrazione, economia, società e cultura*, a cura di Anna Lia BONELLA, Augusto POMPEO, Manola Ida VENZO, convegno tenuto a Roma dal 30 novembre al 2 dicembre 1995, Roma, Freiburg, Wien, Herder, 1997, pp. 373-395; Marina CAFFIERO, *Battesimi forzati: storie di ebrei, cristiani e convertiti nella Roma dei papi*, Roma, Viella, 2004; Marina CAFFIERO, *Le conversioni: modelli, strategie, pratiche* in Luigi Fiorani storico di Roma religiosa e dei Caetani di Sermoneta, a cura di Caterina FIORANI e Domenico ROCCIOLO, Roma, Edizioni di storia e letteratura, 2013, pp. 193-204.

<sup>65</sup> Si veda quanto riportato dall'articolo del rabbino Laudadio Fano, «Corriere israelitico», 1, 1889-1890, p. 110.

quella povera che, come già riferito, era più attratta da una carità cristiana che poteva garantirle un migliore tenore di vita<sup>66</sup>.

Influisce su questo il tentativo di incrementare il numero delle nascite ebraiche, dato l'assunto fondamentale secondo il quale la scomparsa di un popolo coincide con la fine biologica dei suoi individui.

La donna è destinatario di una politica comunitaria tesa a rafforzare i ruoli tradizionali e che si preoccupa di garantire condizioni migliori per le madri. Lo spazio protetto del ricovero per puerpere indigenti è spazio ebraico, ossia luogo nel quale vi è un rispetto del regime alimentare della *Casherut*, frequentato dai rabbini che verificano che si effettui la *milah* e contraddistinto da immagini e oggetti della tradizione (*Shaddai, Maghen David*).

L'obbligo di procreazione ha precise radici scritturali e ha valore per entrambi i coniugi, ma assegna solo alla donna il ruolo di accudimento dei figli. L'esenzione da un alto numero di *mitzvot* "positive" rende tanto più necessario uno scrupoloso rispetto della normativa halakhica riguardante la purezza del corpo. La condizione della donna è contraddistinta da una complessa alternanza tra stato di purezza e di impurità connesso al bioritmo femminile<sup>67</sup>. La condizione di *niddah* si protrae dall'inizio del ciclo mestruale fino all'atto di purificazione che prevede l'immersione nel *mikveh* a distanza di sette giorni dalla fine del sanguinamento<sup>68</sup>. L'abluzione viene compiuta anche al termine del periodo di impurità che fa seguito al parto e la cui estensione può variare da un minimo di sette giorni, se il neonato è maschio, ad un massimo di quattordici, se è femmina.

La questione della purezza è oggetto di un trattato specifico della Mishnah e della Toseftà, costruiti ad esegesi ed ampliamento dei capitoli 11-16 del Levitico e di Deuteronomio 14, 1-21. La normativa si preoccupa di distinguere tra i due poli di puro e impuro, quest'ultimo connesso a particolari momenti di transizione come la vita e la morte. L'ortoprassia ebraica si radica in un sistema che pone

---

<sup>66</sup> Si veda la parte in cui si fa riferimento alla lettera di Fortunata, p. 18.

<sup>67</sup> Maddalena DEL BIANCO COTROZZI, *Precetti e riti di purezza femminile nelle tre grandi religioni monoteiste*, Udine, Forum, 2004.

<sup>68</sup> Il termine *niddah* (נדדה) indica propriamente le mestruazioni ma per estensione l'impurità. Il termine tecnico che indica l'impurità rituale è *tumah* (טמאה), il cui antonimo è *tahara* (טהרה).

distinzioni e individua opposizioni che evitano un mescolamento di piani. I rituali consentono di ripristinare la condizione di purità<sup>69</sup>.

La sacralizzazione del popolo, resa possibile dal rispetto dei divieti e dei comandamenti, ha valore identitario<sup>70</sup>. Nel caso specifico della donna, il sistema prescrittivo si pone in stretta connessione con la dimensione del corpo, per tale ragione Milka Avanzinelli ha fatto ricorso al sintagma “sacerdozio della corporeità” per indicare questo ambito come «zona elettiva della religiosità femminile»<sup>71</sup>.

In età contemporanea la maternità è investita da un processo di medicalizzazione che interviene anche nel mondo ebraico a modificare la complessa trama di significati connessi a questa fase del ciclo vitale<sup>72</sup>.

Il sistema di conoscenze femminili era stato gradualmente spazzato via nella fase illuminista dal processo di smascheramento delle superstizioni<sup>73</sup>. La contestazione di alcune pratiche è in molti casi interna al mondo ebraico, da segnalarsi la critica all’uso di amuleti per scongiurare i rischi del parto. Non si può escludere però che, specie tra le classi sociali più umili, vi sia stata una più lenta scomparsa di questi riti e credenze.

La tendenza femminile ad avere un proprio patrimonio culturale associato a questa sfera fu forse oggetto di un processo di normalizzazione da parte del

---

<sup>69</sup> Sul tema del binomio purità-impurità si veda anche l’ormai classico Mary DOUGLAS, *Purity and danger: an analysis of concepts of pollution and taboo*, London, Routledge and Kegan Paul, 1969.

<sup>70</sup> Per il discorso posto nei suoi termini generali si veda Jan ASSMANN, *La memoria culturale: scrittura, ricordo e identità politica nelle grandi civiltà antiche*, Torino, Einaudi, 1997.

<sup>71</sup> Il termine viene impiegato da Milka Avanzinelli in riferimento al fatto che è quella legata all’ asse puro-impuro (pag. 508) connesso alla sfera corporea.

<sup>72</sup> Gli studi recenti si sono avvalsi di testimonianze orali per cercare di comprendere se qualcosa fosse rimasto fuori dal processo di medicalizzazione a questo proposito può essere citato il contributo di Susan STARR SERED, *Childbirth as a Religious Experience? Voices from an Israeli Hospital*, in «Journal of feminist studies in religion», 2 (1991), pp. 7-18. Milka Avanzinelli fa ricorso a testimonianze orali per comprendere quanto del patrimonio religioso connesso a quello che lei chiama sacerdozio del corpo “si sia conservato in età contemporanea”, vd. Milka VENTURA AVANZINELLI, *Gravidanza, parto, allattamento: testimonianze di donne ebraiche fiorentine del '900*, in *Donne nella storia degli ebrei d'Italia*, a cura di Michele LUZZATI e Cristina GALASSO, atti del IX. convegno internazionale di Italia Judaica (Lucca, 6-9 giugno 2005), Firenze, Giuntina, 2007.

<sup>73</sup> Anna FOA, *Gender e «superstizione». Donne ebraiche e cristiane nel dibattito sulla superstizione*, in *Le donne delle minoranze: le ebraiche e le protestanti d'Italia*, a cura di Claire E. HONESS e Verina R. JONES, Torino, Claudiana, 1999.

mondo rabbinico. Questo spiegherebbe la produzione tardiva di raccolte di *tefillim* destinate nello specifico alla partoriente o alla levatrice<sup>74</sup>.

Il contributo di Avanzinelli sul tema dell'educazione del corpo in età contemporanea consente di avere una maggiore comprensione dei fenomeni di ridefinizione del sistema simbolico tradizionale. L'autrice ritiene che vi sia stata già in antichità un'espropriazione da parte del maschile di queste conoscenze di pertinenza delle donne e tale ingerenza proseguirebbe fino al XIX secolo, quando la questione dell'educazione corporea della donna viene affrontata con una certa reticenza, come dimostrano i "catechismi" che spesso sorvolano sulla questione dei mestruai e del parto. Si riscontra inoltre la tendenza ad elaborare una interpretazione razionalistica dell'antico sistema dei precetti. Anche la stampa ebraica assume questa prospettiva e a tale riguardo si può citare l'articolo di Samuel David Luzzatto che, dopo un *excursus* sul significato simbolico connesso alla perdita involontaria di sangue, fornisce una spiegazione sul senso delle preghiere che accompagnano la condizione di impurità della donna<sup>75</sup>. Esse non servirebbero a ripristinare la purità e dunque ad interrompere la catarsi mestruale, o ad impedire il concepimento, ma ad evitare che una condizione naturale degeneri in patologia.

L'autore ricorda che i precetti hanno valore primariamente religioso e solo secondariamente funzione igienica. Fornisce poi una singolare spiegazione della ragione della lunghezza doppia del periodo di impurità nel caso della nascita di una bambina: «Ragionevole o non ragionevole, un fatto egli è che più gradita suol riuscire la nascita d'un individuo del sesso più forte; e che alcuni mariti sono tanto deboli, da lasciare, nel caso della nascita d'una figlia, sentire alla moglie il loro dispiacere. La legge ha quindi sapientemente provveduto alla pace coniugale, tenendo la madre d'una fanciulla separata dal marito per un doppio periodo di giorni. La protratta separazione calma nel marito l'irragionevole ira, e ne reintegra l'amore <sup>76</sup>».

---

<sup>74</sup> Vd. Milka VENTURA AVANZINELLI, *Gravidanza, parto, allattamento cit.*, pp. 507-509.

<sup>75</sup> «Educatore Israelita», novembre 1853, pp. 321-324.

<sup>76</sup> *Ivi*, p. 323.

A prediligere una lettura medico-scientifica è il dott. Ugo Passigli che attribuisce grande rilevanza alla funzione igienica dei rituali. La fama del medico si lega anche alla costante presenza delle sue opere tra quelle consigliate dal bollettino bibliografico del Vessillo<sup>77</sup>. Nell'ultimo capitolo della sua opera, passando in rassegna le ragioni della sopravvivenza del popolo ebraico, pone sullo stesso piano quelle di ordine "materiale" e quelle morali<sup>78</sup>. A suo parere il sistema igienico avrebbe scongiurato il diffondersi di malattie epidemiche, quale la tubercolosi. Si ha qui un interessante slittamento: quello che era solo l'effetto secondario prodotto dal rispetto attento dei rituali, ossia la diffusione di una prassi igienica, diviene l'aspetto essenziale.

A Roma non vi sono notizie di un'attenzione particolare riservata alle partorienti fino al testamento di Angelo di Cave del 1899<sup>79</sup>. È possibile che in precedenza il parto fosse considerato un "affare" di esclusiva pertinenza femminile e dunque la partorientente fosse supportata da donne più esperte e probabilmente appartenenti alla cerchia familiare. Solo nel 1915 con la fondazione della Casa di ricovero per puerpere indigenti, si offrì al problema una soluzione medica.

## 2.2. L'archivio e la storia della Casa di ricovero: la maternità tra tutela e medicalizzazione

Il fondo della Casa di Ricovero di Cave è conservato presso l'Archivio della Comunità ebraica di Roma e non è inventariato; esiste un sommario elenco delle unità archivistiche che fornisce perlomeno un orientamento di massima sulla documentazione sedimentatasi nel corso dell'attività del soggetto produttore. L'assenza di uno strumento di corredo adeguato è da porsi in rapporto sia con la complessa vicenda del riordino dell'archivio comunitario, sul quale le attività sono state avviate dal 2002, sia con il versamento recente di tale materiale<sup>80</sup>.

---

<sup>77</sup> Tal proposito vd. «Vessillo israelitico», settembre 1896, febbraio 1899, ottobre 1899, settembre 1900, ottobre 1902, novembre 1902.

<sup>78</sup> Ugo PASSIGLI, *Un po' d'igiene del passato: la nettezza del corpo e delle vestimenta presso gli Ebrei*, Forlì, Tip. lit. democratica, 1898.

<sup>79</sup> Roma, ARCHIVIO CAPITOLINO, not. Francesco Guidi, 25 febbraio del 1899.

<sup>80</sup> Per la questione relativa agli archivi si veda Micaela PROCACCIA, *Gli archivi delle istituzioni ebraiche in Le fonti documentarie*, Roma, Ministero per i beni e le attività culturali, 2006; EAD, *I beni archivistici*, in *La*

Il fondo è composto da una decina di unità archivistiche, condizionate in buste di grande formato comunque di agevole consultazione benché siano sprovviste di cartellinatura<sup>81</sup>. Gli estremi cronologici principali della documentazione, composta in prevalenza da registri delle adunanze, coprono il periodo compreso tra 1915 e 1954; si segnalano carte sciolte di datazione posteriore. Per la ricostruzione della storia dell'ente ci si è avvalsi principalmente dei registri e di altro materiale presente nella sezione moderna dell'ASCER: il carteggio tra la Comunità e l'ente e materiale a stampa. In taluni casi si sono ritrovati riferimenti a particolari attività di sostegno alla Maternità Di Cave anche all'interno della sezione "Cronache romane" di periodici consultati.

La fondazione dell'ente dipese dalla cessione da parte di Angelo di Cave di metà del proprio asse ereditario per tale scopo, il 24 aprile 1897. Il legato testamentario rese possibile la creazione e il sostentamento dell'associazione nei primi anni. Le donazioni di tale consistenza non erano infrequenti e costituiscono

---

*tutela dei beni culturali ebraici in Italia in attuazione dell'intesa fra lo stato italiano e l'Unione delle Comunità Ebraiche*, a cura di Franco BONILAURI e Vincenza MAUGERI, atti del convegno, Bologna, 9 marzo 1994. Bologna, IBC, 1996. Il primo inventario delle documentazione conservata presso l'Archivio storico della Comunità ebraica di Roma risale al 1929 e segue il criterio di suddivisione per materie, il riordino compiuto nel 1963 da Daniele Carpi ha portato alla creazione di due sezioni: quella relativa alla sezione medievale-moderna e quella contemporanea il cui termine *ante quem* è definito dalla breccia di Porta Pia. Solo di recente si è compiuto un nuovo lavoro di riordino ad opera di Silvia Haia Antonucci, Claudio Procaccia, G. Spizzichino, coordinato dai responsabili della Soprintendenza dei Beni archivistici per il Lazio. Questo intervento si inserisce nel quadro di maggior consapevolezza del valore culturale degli archivi comunitari, frutto di un processo, ben delineato da Micaela Procaccia, che ha seguito specifiche tappe normative. In via preliminare occorre porre l'attenzione sulla difficoltà del mondo ebraico ad accettare il concetto stesso di bene culturale, inteso come qualunque "oggetto" il cui valore è indipendente dal suo impiego e dalla sua funzionalità ma è intrinseco in quanto testimonianza di civiltà. La tradizione impone che, nel caso di estinzione di una Comunità, si faccia dono dei suoi beni ad un'altra perché questi possano farne uso. A gravare sulla scarsa attenzione assegnata al patrimonio ebraico vi fu anche il clima di generale diffidenza nei confronti dello Stato italiano che contraddistinse la fase del dopoguerra.

Il mutamento di rotta dipese dall'approvazione nel 1987 dell'Intesa fra lo Stato italiano e l'Unione delle Comunità ebraiche che, oltre ad introdurre un nuovo statuto dell'ebraismo italiano, che aboliva le aberrazioni della legge Falco, costituiva il punto di partenza per un'inedita collaborazione nella conservazione del patrimonio. Mentre l'articolo 7 sancisce definitivamente questa corresponsabilità nella tutela e nella valorizzazione dei beni archivistici e librari, l'articolo 37 precisa compiti e funzioni specifiche delle parti. La possibilità di ottenere contributi statali necessari a garantire la consultabilità è stato necessario per operare in modo efficace nell'ambito della valorizzazione.

<sup>81</sup> Alcune notizie vengono riportate da Silvia HAIA ANTONUCCI, *Indagine sulle carte conservate presso l'archivio storico della Comunità ebraica di Roma (1814-1914) spunti e riflessioni in Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione* a cura di Claudio PROCACCIA, Roma, Gangemi, 2013.

un dato interessante per riproporre in termini nuovi la questione del contributo dell'alta borghesia nel processo di sopravvivenza comunitaria <sup>82</sup>.

Lo statuto venne presentato durante la prima adunanza del 17 ottobre del 1915. L'opera pia aveva come proprio fine quello di fornire aiuto alle gestanti israelite che necessitavano di un luogo di degenza idoneo e degli oggetti indispensabili alla prima fase di accudimento del neonato.<sup>83</sup>

Il sostentamento economico dell'ente morale dipendeva da offerte di altri enti e da contribuzioni di privati o da ogni altro introito destinato alle esigenze dell'ente e non finalizzato alla crescita del proprio patrimonio. Nel '25 viene avanzata la proposta di introdurre l'obbligo per i soci di un contributo annuale fisso. La proposta viene scartata e la ragione del rifiuto è che questo impegnerebbe un gran numero di oblatori con risultati scarsi.

Benché l'attività del Consiglio sia cominciata nell'ottobre del 1915, occorrerà attendere l'autunno del 1921 perché il ricovero per le gestanti israelite diventi effettivo<sup>84</sup>. Gli anni del conflitto mondiale sono contraddistinti da grandi difficoltà economiche e da una scarsa partecipazione alla vita comunitaria come dimostra la scelta compiuta dal Consiglio di non rinnovare i propri membri, in deroga a quanto stabilito dall'articolo 7 dello Statuto<sup>85</sup>.

Nel corso di questi anni il patrimonio venne investito in titoli del Tesoro che al termine della guerra portarono ad un aumento del capitale posseduto.

La disponibilità economica dell'ente si presenta in questa fase piuttosto limitata anche in ragione della crescita del costo degli affitti. Nel corso di questi primi anni l'attività del Consiglio fu indirizzata ad una raccolta fondi e alla predisposizione degli spazi per accogliere le degenti; questo aveva incluso

---

<sup>82</sup> La questione è stata riproposta da Stefano CAVIGLIA, *L'identità salvata: gli ebrei di Roma tra fede e nazione, 1870-1938*, Laterza, Roma, 1996. In rapporto all'impostazione tradizionale secondo la quale i ceti più umili sono stati meno coinvolti dal processo di assimilazione.

<sup>83</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di ricovero Di Cave*, registro delibere, 1915-1934, 17 ottobre 1915.

<sup>84</sup> Ivi, 16 novembre 1921.

<sup>85</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di ricovero Di Cave*, Statuto Casa di ricovero per puerpere israelite di Roma, Roma, 1915.

l'acquisto degli oggetti di allestimento per la sala parto e per tutti gli altri ambienti <sup>86</sup>.

Nel febbraio del 1917 vi fu il reinvestimento delle risorse in cartelle del nuovo prestito nazionale consolidato al 5%<sup>87</sup>. Nel marzo del 1920 si ebbe la creazione di comitati d'onore di donne per la realizzazione di attività di beneficenza e per il recupero di oggetti da corredo e di denaro<sup>88</sup>.

Non è l'unico caso nel quale, durante gli anni iniziali, la confraternita non si presenta effettivamente operativa: da segnalarsi il caso analogo, di molto antecedente, dello Stabilimento veneziano Hanau.

Elia Hanau aveva destinato una somma di denaro per la realizzazione di un istituto sul modello di quello mantovano di Trabotti, il cui fine era quello del miglioramento della condizione dei correligionari<sup>89</sup>. Aveva deciso che l'associazione avrebbe dovuto cominciare ad essere operativa dopo cinque anni perché nella prima fase si preoccupasse solo di incrementare il proprio capitale in modo tale da poter perseguire il proprio scopo in modo più proficuo.

Di fatto l'associazione svolse la propria attività solo a partire dal 1861. Tra gli scopi che si prefigge vi sono quelli di dotare le giovani o le vedove, di educare i giovani alle scienze, alla pedagogia, all'agricoltura e alla nautica. Sono previsti anche soccorsi in caso di malattia, infortuni e puerperio.

Il Consiglio di Amministrazione della Maternità è eletto dal Consiglio d'amministrazione della Deputazione Centrale di carità che interviene durante le sedute mediante un suo rappresentante. Se da un punto di vista formale l'ente dipende ed è subordinato a questa istituzione, di fatto si presenta autonomo nel suo agire. La casa di ricovero era retta da sette membri, tra i quali era designato un presidente che rimaneva in carica quattro anni ed era rieleggibile (art. 7); il

---

<sup>86</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, adunanza del 19 maggio 1916, cc. 15-22. È presente una lista degli " utensili " acquistati dall' associazione (letti da parto, barelle a ruota, banchetti per medicature, strumenti vari, armadi per riporre strumenti, recipienti per medicinali, autoclave. La liste contiene oltre agli utensili medici, tutto l' indispensabile all'arredamento delle sale, alla cura del neonato e all'allestimento delle cucine.

<sup>87</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, adunanza del 26 febbraio 1917, c. 22.

<sup>88</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, adunanza del 22 marzo 1929, cc. 43-44.

<sup>89</sup> «Educatore Israelita» a. 20, marzo 1872.

mandato degli altri membri aveva la stessa durata, ma metà di loro si rinnovava al termine del biennio. Era presente un vicepresidente e due revisori dei conti e non era prevista alcuna remunerazione per chi svolgesse tale funzione.

Vigeva l'obbligo di partecipazione alle sedute, in caso di assenza prolungata era prevista la decadenza dalla carica. In una prima fase questo aspetto si presenta come marginale, tanto è vero che, il consigliere Modigliani non perse la propria carica benché si fosse assentato per un periodo piuttosto lungo.

Le adunanze ordinarie si svolgevano nei mesi di maggio per l'approvazione del bilancio consuntivo dell'anno precedente, ad inizio anno per l'elaborazione del bilancio preventivo e a novembre per l'elezione delle cariche. Le sedute straordinarie erano richieste dal Presidente oppure da almeno due membri in forma scritta o da altre autorità governative.

La ricerca di locali idonei rappresentò fin dalle origini una questione di primaria importanza<sup>90</sup>. Due ordini di fattori si imposero nella fase di ricerca: da un lato, occorreva tener conto dell'ubicazione, che non doveva essere troppo distante dall'area dell'antico "serraglio", dall'altro si poneva la necessità di un rigoroso rispetto della normativa igienico-sanitaria.<sup>91</sup> L'attenzione per questo aspetto costituisce un problema costante del Consiglio d'amministrazione ed è da porsi in stretta correlazione con il processo di "medicalizzazione" della gestazione e del parto.<sup>92</sup>

L'iniziativa dell'ente fu fortemente orientata da Enrico Modigliani, che fu parte del Consiglio dalle origini fino alla sua morte. La sua esperienza, maturata assieme alla moglie Olga Flaschel all'interno dell'Opera nazionale di assistenza alla Maternità e all'Infanzia illegittima, ente da lui fondato, costituì il perno dell'attività di assistenza e ne definì le modalità.

---

<sup>90</sup> Per i problemi legati alla trasformazione urbanistica di Roma si veda Sara CAVA – Sergio Amedeo TERRACINA, *Trasformazione urbanistica edilizia*, in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione: 1814-1914*, a cura di Claudio PROCACCIA, Roma, Gangemi, 2013.

<sup>91</sup> Il problema viene affrontato fino all'apertura vera e propria del centro il 28 marzo del '21(c.52), si trova un riferimento alla ricerca di un luogo idoneo in tutte le delibere che precedono quel momento si veda Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, cc. 1-52.

<sup>92</sup> Di particolare importanza Franco CAMBI, Simonetta ULIVIERI, *Storia dell'infanzia nell'Italia liberale*, Scandicci, La nuova Italia, 1988.3

Durante la adunanza del Marzo del '16 il Presidente diede notizia della trattativa in corso con il Consiglio amministrativo degli Ospedali israelitici per la cessione di locali posti all'interno dello stesso. Il medico provinciale aveva espresso parere positivo, pur imponendo che non vi fosse contatto tra le due aree per evitare ogni possibilità di contagio<sup>93</sup>.

La soluzione proposta non venne però accettata dalla Deputazione in ragione del fatto che tale coabitazione avrebbe comportato una perdita di autonomia dello stesso ente, pertanto si suggerì di affittare altri locali che fossero però facilmente raggiungibili dalle madri israelite.

Varie sono le proposte presentate al Consiglio dai suoi membri: nel febbraio del 1920 si visitò il padiglione, sito sull'Aventino e di proprietà dell'università.<sup>94</sup> I locali non sembrarono adeguati per l'insufficienza di spazio, inoltre la cifra necessaria all'acquisto risultava troppo elevata. Si propose un appartamento in Lungotevere Pierleoni con il beneplacito del medico provinciale.

A metà degli anni '20 anche altri istituti avevano avuto grandi difficoltà nella ricerca di locali idonei, dovute all'aumento della pigione d'affitto e alla mancanza di alloggi vuoti. È il caso dell'Orfanotrofio israelitico<sup>95</sup>. Ed è proprio con l'orfanotrofio che l'ente Di Cave aveva avviato trattative per la cessione di spazi collocati in Lungotevere Ripa<sup>96</sup>.

La negoziazione tra le due parti si arrestò e la casa di ricovero si orientò verso la scelta di un appartamento in una casa popolare già in Lungotevere Sanzio. Nel '29 vengono presi in affitto dei locali a pianterreno, i lavori di allestimento dei locali possono questa volta contare sul supporto economico dell'ONMI che erogò un contributo di 2000 lire a cui sia aggiungono 1000 della famiglia Modigliani.

---

<sup>93</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, 3 marzo 1916, c. 5.

<sup>94</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, 14 febbraio 1920, cc.39-41

<sup>95</sup> La vicenda del cambio di sede dell'orfanotrofio Pitigliani è descritta Angelina PROCACCIA, Ambra TEDESCHI, Sandra TERRACINA, *Una storia nel secolo breve: l'Orfanotrofio israelitico italiano Giuseppe e Violante Pitigliani (Roma 1902-1972)*, Firenze, Giuntina, 2017.

<sup>96</sup>Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, Si vedano sedute 28 Maggio 1927, cc.193-194.

### 2.3. Patronesse e levatrici

Le attività delle patronesse si esplica di norma attraverso diverse modalità che principalmente riguardano la raccolta di finanziamenti e il ruolo di supervisione e di sorveglianza del buon andamento dell'istituto.

Le medesime funzioni vennero assegnate alle donne che formano il Comitato della Maternità Di Cave, che, il 16 aprile del 1920, realizzarono insieme ad operatori tecnici un sopraluogo dei nuovi locali<sup>97</sup>. Si tratta di compiti tradizionalmente affidati al femminile: l'attenzione all'ordine e la cura degli spazi. L'intervento delle patronesse, che copre tutta la storia della istituzione, ha proprio questo come scopo: quello di sorveglianza degli spazi e di tutela delle degenti. Il loro intervento rese possibile la sopravvivenza dell'ente e fu occasione per loro di uscita dalle mura domestiche. La gestione e l'organizzazione degli eventi di beneficenza permise loro di incontrarsi e di vivere la dimensione del collettivo. Fu per alcune di loro palestra che anticipò la militanza nell'ADEI – Associazione Donne Ebrei d'Italia<sup>98</sup>.

La loro presenza nelle associazioni è molto frequente, ma spesso non prevista da statuto. È una figura, quella della patronessa, che, pur non occupando quasi mai un posto nel consiglio, di fatto svolge una funzione essenziale<sup>99</sup>. Probabilmente laddove la struttura associativa si presentava meno articolata, perché formata da un ristretto numero di consiglieri, il comitato delle patronesse era affiancato al consiglio senza essere previsto dal regolamento.

L'aspetto rilevante riguarda per la Maternità Di Cave la tendenza ad incrementare il loro numero in particolari situazioni di difficoltà economica, ulteriore prova dell'importanza del loro ruolo, sebbene non formalmente riconosciuto. Per tale ragione, l'11 dicembre 1932 vennero elette, all'unanimità, quali patronesse, Eleonora Modigliani, Clelia Bachi, Olimpia Baudì, Piera Veneziani, Gina Sacerdoti, Emma Fano, Enrica Castelnuovo, Gabriella

---

<sup>97</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, c. 75

<sup>98</sup> Per Eleonora Modigliani e di Emma Fano si veda capitolo 4.

<sup>99</sup> Laura SAVELLI, *La filantropia politica e la lotta per i diritti delle donne. Le reti internazionali*, in «Percorsi Storici», 4 (2016).

Castelnuovo, Bice Pisa, Emma Baroccio, Baronessa Montel, Matilde Caro e Nella Piperno<sup>100</sup>.

Il riconoscimento della gravidanza come “questione femminile” orientò verso la nomina di una direttrice-levatrice, le cui funzioni non sono definite da statuto generale ma probabilmente da regolamento interno a noi non pervenuto. Tale scelta risulta piuttosto singolare se confrontata con la realtà istituzionale delle case di ricovero del contesto romano, dove la scelta ricadeva su figure maschili. Nella selezione del personale si esprime come unico requisito quello dell'appartenenza alla religione israelitica, requisito che in un primo tempo sembra non possa essere soddisfatto per l'assenza di donne ebraiche atte a ricoprire questo ruolo<sup>101</sup>.

Venne individuata infine Anna Maria Curti che manterrà l'incarico di direttrice-levatrice fino al 1925, sarà sostituita poi da Emma Tommasi<sup>102</sup>, ma continuerà a collaborare con l'istituzione come semplice levatrice e affiancherà l'ostetrico Noccioli fino alla fine della guerra.

A partire dalla fine del XVIII secolo la figura della levatrice divenne oggetto di grande interesse, come dimostra l'enorme quantità di testi prodotti sull'argomento<sup>103</sup>. L'attenzione suscitata da questa figura si lega ad uno screditamento del suo ruolo e ad un processo di ridefinizione dei compiti. Gradualmente il parto, che era affare di sola pertinenza femminile, viene ospedalizzato e gestito sempre di più da personale specializzato. Questo processo, che ha sviluppi precoci in Francia, trova sbocco anche in Italia. Poco dopo l'unificazione il quadro normativo italiano dà la misura dei tentativi fatti per sottrarre il puerperio ad una gestione domestica<sup>104</sup>.

Il mondo ebraico aveva probabilmente operato con le stesse modalità; si può ipotizzare che la gestione di questo momento fosse perlopiù affidata a donne

---

<sup>100</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, 4 dicembre, cc. 156-158.

<sup>101</sup> Ivi, 10 aprile 1925, c. 97.

<sup>102</sup> Anna Maria Curti figura tra le levatrici in *Guida sanitaria di Roma e provincia*, Roma-Napoli, Mancini e Figli, 1934.

<sup>103</sup> Alexis DELACOUX, *Biographie des sages-femmes, célèbres anciennes, modernes et contemporaines*, Parigi, 1834 ; F. DE RIBIER, *Le sages-femmes en France: ce qu'elles ont été, ce qu'elles sont et ce qu'elles devraient être*, Paris, Delmar, 1897.

<sup>104</sup> Vd. *infra*.

mature che avevano già compiuto l'esperienza del mettere alla luce un figlio. L'opera di Passigli, *Le levatrici e l'arte ostetrica nei tempi biblici*, non ci fornisce informazioni specifiche, ma costituisce in ogni caso un contributo interessante per comprendere quale fosse la visione sulla questione<sup>105</sup>. L'opera si presenta come un breve trattato scientifico, il cui fine è quello di dimostrare la perizia delle levatrici ebraiche ricorrendo ad *exempla* biblici. Al di là dell'impiego delle fonti scritturali come fonti storiche, occorre estrapolare alcune informazioni significative.

Le donne ebraiche non seguivano un percorso di formazione istituzionalizzato ma avevano a disposizione un patrimonio di conoscenze trasmesse di generazione in generazione. Per questo, esperienza e saggezza erano qualità considerate essenziali per una levatrice.

In termini generali va tuttavia segnalato che già a partire dal XVI secolo erano presenti docenti che si occupavano nello specifico di malattie femminili presso l'Archiginnasio romano<sup>106</sup>. Occorrerà però attendere l'editto di Pio VI perché venga imposta alle levatrici cristiane l'acquisizione di qualche nozione ostetrica di base<sup>107</sup>. Il pontefice istituì nello stesso anno una cattedra di ostetricia, affidata a Francesco Asdrubali, che era stato finanziato per compiere un periodo di formazione a Parigi. Quasi contemporaneamente, per volontà di Benedetto XIV, venne istituito un insegnamento di ostetricia nell'Ospedale di S. Spirito. Un'altra cattedra venne creata nel 1865, presso l'ospedale di s. Giovanni Laterano e trasferita dopo due anni nell'ospedale di S. Rocco.

Nella fase immediatamente posteriore all'Unità d'Italia si ebbe un tentativo di disciplinare il mestiere della levatrice che fino a quel momento era stato contraddistinto da un'autonomia gestionale delle singole scuole ed istituti di formazione.

---

<sup>105</sup> Ugo PASSIGLI, *Le levatrici e l'arte ostetrica nei tempi biblici: reminiscenze di ostetricia archeologica*, Tip. Gamberini e Parmeggiani, Bologna, 1898.

<sup>106</sup> Arturo GUZZONI DEGLI ANCARANI, *L'Italia ostetrica*, Catania, Mattei, 1902. Viene Citato Girolamo Mercuriale che era stato chiamato da Pio IV.

<sup>107</sup> La figura di Asdrubali sembra rivestire un ruolo primario, anche in ragione della sua formazione, avvenuta sotto l'egida di Alfonso Leroy. L'attività dell'ostetrico si svolse per quarant'anni, essendo stato particolarmente longevo.

Il Decreto Lamarmora del 12 novembre 1870 istituì diverse cattedre della disciplina e sancì la fondazione della Clinica ostetrica. Il R. D. luog. 10 febbraio del 1876 approvava il “Regolamento delle Scuole di Ostetricia per levatrici”, o Regolamento Bonghi, elevando a due anni il periodo di formazione necessario all’ottenimento del titolo <sup>108</sup>. È possibile che a partire dall’emancipazione, alcune donne ebreo abbiano seguito questo percorso formativo.

Alla fine del XIX secolo sono presenti in Italia 27 scuole di ostetricia, in parte isolate, in parte annesse ad altre istituti superiori <sup>109</sup>.

Il corso di ostetricia aveva la durata di due anni e veniva impartito dal professore della clinica ginecologica, supportato dal primo assistente e dalla levatrice-maestra<sup>110</sup>.

La clinica ostetrico-ginecologica di Roma si componeva di due sezioni: una ginecologica dipendente dall’Università e l’altra ostetrica costituita dalla Maternità di S. Giovanni, dipendente dall’amministrazione degli Ospedali riuniti di Roma. Nella sezione ginecologica vi erano dieci posti letto, il doppio in quella ostetrica della Maternità di S. Giovanni <sup>111</sup>.

Il sistema assistenziale romano, oltre alla già menzionata Maternità di S. Giovanni, diretta dal prof. Pasquali, includeva un cospicuo numero di case di ricovero, alcune delle quali dotate di ambulatorio<sup>112</sup>. Arturo Guzzoni degli

---

<sup>108</sup> Su questo tema si veda: Giovanna VICARELLI, *Alle radici della politica sanitaria in Italia: società e salute da Crispi al Fascismo*, Bologna, Il Mulino, 1997; Alessandra GISSI, *Le segrete manovre delle donne. Levatrici in Italia dall’Unità al fascismo*, Roma, Biblink, 2006; Angelica VITIELLO, *Il tempo delle ostetriche condotte: formazione e autonomia professionale. Un percorso di ricerca tra carte d’archivio e racconti*, in Elena FASANO GUARINI, Annamaria GALOPPINI, Alessandra PERETTI, *Fuori dall’ombra: studi di storia delle donne nella provincia di Pisa*, Pisa, Ed. Plus, 2006; Barbara DUDEN, *I geni in testa e il feto nel grembo. Sguardo storico sul corpo delle donne*, Torino, Bollati Boringhieri, 2006; Miriam GUANA, [et. al.], *La disciplina ostetrica. Teoria, pratica e organizzazione della professione*, Milano, McGraw-Hill, 1985.

<sup>109</sup> Si veda Alfonso CORRADI, *Dell’ostetricia in Italia dalla meta del secolo scorso fino al presente: saggio storico*, Bologna, Gamberini e Parmeggiani, 1872, p. 22. Al termine del primo anno e del biennio del corso, le cui lezioni si svolgevano tre volte alla settimana e il costo complessivo ammontava a 89 lire, vi era un esame conclusivo.

<sup>110</sup> Poco indagata è ancora la provenienza sociale delle donne che avevano deciso di svolgere questo mestiere, per questo si veda Daniela FRANCHETTI, *La scuola ostetrica pavese tra Otto e Novecento*, Cisalpino, Milano, 2012.

<sup>111</sup> Arturo GUZZONI DEGLI ANCARANI, *L’Italia ostetrica*, Catania, Cav. S. di Mattei & C, 1902.

<sup>112</sup> Alfonso CORRADI, *Dell’ostetricia in Italia dalla meta dello scorso secolo fino al presente commentario di Alfonso Corradi in risposta al programma di concorso della Società medico-chirurgica di Bologna per l’anno 1871*, Bologna, Gamberini e Parmeggiani, 1874.

Ancarani ne segnala diverse: Maternità Savetti, Panunzi e Asdrubali <sup>113</sup>. È ragionevole ritenere, sulla base dei dati a nostra disposizione, che la conduzione di questi istituti fosse per certi versi simile a quella della Casa di ricovero Di Cave per puerpere indigenti israelite.

Le soprammenzionate istituzioni erano amministrate dalla Congregazione di Carità e aprirono le porte a partire dal 1887. La fondazione degli istituti anticipò di pochi anni la decisione di Angelo Di cave di devolvere una somma di denaro per la creazione dell'ente israelitico. La presenza della "Maternità Savetti" in zona Trastevere avrebbe potuto sopperire, almeno in parte, ai bisogni della popolazione dell'ex-ghetto. È dunque probabile che il benefattore, precorrendo i tempi, si ponesse il problema di far sì che alle donne povere fosse garantita un'assistenza in ambiente ebraico.

La questione venne posta diversi anni dopo in un articolo di Anselmo Colombo pubblicato sul Vessillo Israelitico (1914); l'assenza di levatrici e di medici ebrei è ritenuta all'origine di circoncisioni tardive. Secondo l'autore, il parere di specialisti non ebrei avrebbe spinto a procrastinare il *Berit Milah* con giustificazioni legate all'eccessiva debolezza del neonato. Il non adempimento della *mitzvah* costituiva un aspetto del problema a cui se ne associa un altro di maggiore portata. Si legge: «E frattanto sorgono complicazioni; il bambino si ammala per davvero, qualche volta purtroppo muore ed allora si va a sofisticare se si può fare la circoncisione ai morti, almeno fino a 13 anni di età. Perché in questi tristi casi viene fuori la questione del seppellimento. Si può fare nel cimitero ebraico? E perché no? Fino a 13 anni l'ebreo non è di età maggiore e non è quindi responsabile se i genitori non gli hanno fatta fare la circoncisione»<sup>114</sup>.

Il valore simbolico della circoncisione è noto e chiama in causa questioni identitarie. Colombo pone i termini della questione nell'incipit della sua trattazione: «Ma domandiamo: il rispetto che dobbiamo al *patto* [il corsivo è il suo] di fedeltà fatto dai nostri padri alle patrie istituzioni e la sincera devozione

---

<sup>113</sup> Maternità Savetti (Trastevere): ha a disposizione 15 letti e nel 1901 ha ricoverato 381 donne, è retta da un direttore coadiuvato da un assistente e da una levatrice; Maternità Panunzi (centro): ha a disposizione 14 letti e nello stesso anno ha seguito 380 parti, è retta da un direttore coadiuvato da un assistente e da una levatrice. Maternità Asdrubali (Esquilino): ha a disposizione 12 letti, stesso anno ha seguito 472 parti, è retta da un direttore coadiuvato da un assistente e da una levatrice

<sup>114</sup> «Vessillo Israelitico» 42, 1914, 31 dicembre, pp. 677-678.

all'augusto Capo dello Stato, che noi appunto perché ebrei dobbiamo sentire (lo sappiano gli ebrei repubblicani della mia Comunità), deve impedire l'osservanza del patto con la nostra patria originaria e del nostro primo padre Abramo, capo della nostra stirpe, da cui traggiamo la vita e il pensiero, la mente e il cuore, e quella solidarietà di razza che mai ci divise perché insita nelle nostre carni, nel nostro sangue? <sup>115</sup>».

La chiosa di Colombo si presenta provocatoria: «Ed ora una domanda alle Università. Avete voi provveduto ad avere levatrici e medici ebrei, impiegati della Comunità o delle opere pie dipendenti, e avete constatato se essi hanno figli incirconcisi? <sup>116</sup>».

La Maternità di Cave costituisce probabilmente un *unicum* in Italia, ma altrove le partorienti erano accolte negli ospizi o era previsto un sistema di assistenza domiciliare <sup>117</sup>. Si voleva comunque garantire che il puerperio fosse posto sotto l'occhio vigile e attento della comunità.

A riguardo di ciò si cita il caso della seduta del 15 marzo del '37 durante la quale il presidente comunica al Consiglio l'avvenuta visita presso il centro da parte del rabbino David Prato. In questa sede si riferisce anche la sua richiesta di essere personalmente informato sulla nascita di ogni bambino perché si compia la circoncisione come prescritto<sup>118</sup>.

#### 2.4. Politica demografica del regime e gli ebrei nell'età fascista

La politica pro-natalista è di norma associata al discorso dell'Ascensione pronunciato da Mussolini il 26 maggio del 1927 di fronte ad una piazza gremita<sup>119</sup>. Gli interventi di supporto all'infanzia e alla maternità della fase successiva trovano la propria ragion d'essere nella politica demografica a sostegno della razza. Non è possibile fornire una lettura univoca delle ragioni che hanno orientato in tale direzione, né giova prendere in esame la letteratura

---

<sup>115</sup> *Ibidem*.

<sup>116</sup> *Ibidem*.

<sup>117</sup> Alcune notizie si trovano in appendice al volume Flaminio SERVI, *Gli israeliti d'Europa nella civiltà: memorie storiche, biografiche e statistiche dal 1789 al 1870*, Torino, Tipografia e litografia Foa, 1871.

<sup>118</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro (1934), 15 marzo 1937, c. 32.

<sup>119</sup> Giovanni SABBATUCCI, Vittorio VIDOTTO, *Storia contemporanea*, Roma, Bari, Laterza, 2018-2019.

fascista della fase posteriore perché la lettura dei fenomeni risulta viziata a priori; si riscontra la tendenza ad una rimozione della fase dinamica del definirsi di un'idea, dal momento che la propaganda con il suo potere uniformante cancella la storia di una ideologia e ne amplifica la portata radicandola nel passato. Questo aspetto risulta tanto più chiaro riguardo al concetto di razza che, lungi dal definirsi come qualcosa di specifico, è in una prima fase qualcosa di vago.

Tuttavia, se si esamina quanto detto da Enzo Leoni in *Mistica del razzismo fascista*, si avrà la sensazione che il termine avesse già una sua specifica accezione alle origini del Fascismo. Questa posizione è sostenuta dall'autore in ragione della linea difensiva adottata da Mussolini contro chi lo accusava di essersi uniformato alla politica antisemita dell'alleato<sup>120</sup>.

La razza viene definita come un concetto scientifico al servizio di una idealità politica, «la razza dà concretezza e base reale all'astratto concetto di nazione»<sup>121</sup>. Questa visione non trova una rispondenza reale con quanto affermato dal Regime in una prima fase. Ancora alla fine degli anni '20 il "miglioramento della razza" si dispiegava attraverso una serie di iniziative a carattere perlopiù sanitario. La stessa *universitas* romana si impegna in una campagna antitubercolare che ha questo come obiettivo<sup>122</sup>. Per tale ragione non deve stupire che la Comunità si allinei da questo punto di vista con il regime.

La preoccupazione per il calo demografico, *trend* che caratterizzerà tutta la penisola italiana, è una costante di questa fase. Benché Roma si distinguesse dalle altre realtà comunitarie per una maggiore crescita, la dirigenza avvertì l'esigenza di far emergere il problema in molteplici occasioni<sup>123</sup>.

Inoltre a riprova di ciò si ha un costante monitoraggio delle nascite che devono essere comunicate tempestivamente al Consiglio. Nel 1932 il bollettino riporta

---

<sup>120</sup> Enzo LEONI, *Mistica del razzismo fascista: monografia vincitrice del Concorso bandito dalla Scuola di mistica fascista*, La Tipografica Varese, Varese, 1941.

<sup>121</sup> Ivi, p. 20.

<sup>122</sup> Filomena DEL REGNO, *Gli ebrei a Roma tra le due guerre mondiali: fonti e problemi di ricerca: «Storia contemporanea»*, 13, 1 (1992), pp. 5-69.

<sup>123</sup> Vd. per gli ebrei di Roma, Franco Eitan SABATELLO, *Il controllo delle nascite tra gli ebrei di Roma*, «Genus», 29, 1/2 (1973), pp. 135-153, Eugenio SONNINO, Giancarlo SPIZZICHINO, *La demografia degli ebrei di Roma*, in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione (1814-1914)*, a cura di Claudio PROCACCIA, Roma, Gangemi, 2013, pp. 95-115.

con grande dovizia i dati che vengono forniti dalla Casa di Ricovero Di Cave, si sofferma sull'analisi della situazione romana e si interroga se la politica demografica del regime avesse sortito un effetto positivo anche tra gli ebrei romani <sup>124</sup>.

Il controllo delle nascite era un fenomeno che coinvolgeva principalmente le aree urbane del nord, a fronte di un Mezzogiorno italiano con tassi di natalità ancora piuttosto alti <sup>125</sup>. La presenza di un doppio regime di fertilità sarebbe all'origine, secondo Victoria De Grazia, della politica demografica; a questa ragione se ne assocerebbe un'altra connessa all'esigenza di definire una volta per tutte il ruolo materno del femminile. L'autrice scrive: «Le politiche pro-nataliste non solo presupponevano la restaurazione dell'ordine nei rapporti tra i sessi, messo a soqquadro dalla guerra e dalle turbolenze sociali del dopoguerra, ma divenivano esse stesse lo strumento principale per ricostruirlo <sup>126</sup>».

Nei verbali della Maternità Da Cave, delle adunanze a partire dal 1932 gli interventi volti ad un miglioramento del servizio offerto dalla casa di ricovero, sono giustificati alla luce delle politiche del regime di sostegno alla razza. Nella seduta del dicembre del 1934, a commento dell'aumento del numero di degenti (75, in luogo delle preventivate 40), si afferma che l'amministrazione «si è uniformata alle direttive della politica demografica. Ha fatto di tutto per migliorare l'assistenza al fine di migliorare la razza<sup>127</sup>».

È evidente che il Consiglio ritiene che tale miglioramento sia da intendersi come protezione alla salute delle fasce sociali più deboli della popolazione. La stessa considerazione viene fatta negli anni successivi, fino al '35. Le radici della politica natalista fin qui tratteggiata della Maternità Di Cave affondano negli anni precedenti.

In concomitanza con l'apertura della casa di ricovero, si allestì un ambulatorio per la profilassi in gravidanza. Le informazioni che si possono ricavare dalle

---

<sup>124</sup>«La Comunità Israelitica. Organo della comunità israelitica di Roma», dicembre 1932, pp. 21-22.

<sup>125</sup> Franco Eitan SABATELLO, *Il controllo delle nascite tra gli ebrei di Roma* cit., pp. 140-141.

<sup>126</sup> Victoria DE GRAZIA, *Le donne nel regime fascista*, Venezia, Marsilio, 1993, p. 71.

<sup>127</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, 30 dicembre 1934, c. 187.

delibere sono assai scarse<sup>128</sup>. La gestione del centro venne affidata a Giuseppe Noccioli<sup>129</sup> e ad Anna Maria Curti che seppero garantire all'ambulatorio una apertura domenicale.

Le visite mediche condotte durante la gestazione costituiscono un segno importante dell'attenzione posta nei confronti della gravidanza in tutti i suoi stadi.

Vista la penuria di fonti sull'ambulatorio della Maternità, possiamo comunque ricavarne notizia dalla *Relazione morale sul primo quinquennio di funzionamento dell'Assistenza materna*, ricordando che Enrico Modigliani, che ne fu fondatore, fu anche consigliere della Casa di ricovero Di Cave, dalla sua fondazione alla propria morte, avvenuta nel 1932. È quindi molto probabile che proprio in quegli anni avesse contribuito ad orientarne l'attività a partire dalla sua esperienza presso l'associazione Assistenza materna.

L'ente disponeva anche di un consultorio settimanale destinato all'infanzia. È probabile che l'ambulatorio fornisse informazioni generali sulla fase di gestazione.

Il consultorio settimanale, come l'ambulatorio della Maternità Di Cave rimaneva aperto la domenica. Modigliani descrive così gli esordi dell'attività: «Sorse così gradualmente, quasi inavvertitamente, fin dal febbraio 1918, una consultazione settimanale che io tenevo presso il mio domicilio la domenica al mattino, nel giorno cioè in cui le donne erano libere dal lavoro. La frequenza a queste consultazioni domenicali divenne presto molto numerosa. Di modo che, con l'aumento degli assistiti sorse la necessità di impiantare un regolare consultorio<sup>130</sup>». L'esigenza di una formazione delle classi più umili su gestazione e maternità è avvertita con grande urgenza.

---

<sup>128</sup> Enrico MODIGLIANI, *Relazione morale sul primo quinquennio di funzionamento (1918-1922) [dell'Assistenza materna, Opera Nazionale di assistenza alla maternità ed all'infanzia illegittima e bisognosa], con uno studio sui fattori sociali della maternità illegittima*, Roma, G. Scotti, 1924, pag. 83-84.

<sup>129</sup> Giuseppe Noccioli sarà Direttore-Fondatore della *Maternità Di Cave* per povere israelite, dal 1921 fino alla morte. Aveva avuto una brillante carriera, lavorando come assistente di Pasquali tra 1901 e 1902 presso l'ospedale del Santo spirito. Si veda Arturo GUZZONI DEGLI ANCARANI, *L'Italia ostetrica*, Catania, Cav. S. Mattei &c, 1902. Viene Citato Girolamo Mercuriale che era stato chiamato da Pio IV, p. 318.

<sup>130</sup> Enrico MODIGLIANI, *Relazione morale sul primo quinquennio di funzionamento (1918-1922)* cit., pp. 83-84.

Per quanto concerne la Maternità di Cave gli unici altri dati in nostro possesso, ricavati da un articolo di «Israel», si riferiscono al numero di visite effettuate dalla creazione dell'ambulatorio fino al 1937. Si tratta di 3.345 donne, di cui 2.050 cattoliche e solo 1.295 israelite <sup>131</sup>.

A partire dal 1922 si consentì alle donne di condizione economica modesta di ricevere assistenza dall'ente, dietro compenso di una esigua somma di denaro, impiegata per le "spese vive" dell'associazione. L'esigenza di partorire in questa struttura è motivata dal rispetto delle norme culturali. Durante l'adunanza si fa riferimento all'inadeguatezza delle strutture ospedaliere private, giudicate troppo costose e quelle pubbliche probabilmente inaffidabili<sup>132</sup>.

Nel 1925 una donna chiese insistentemente di essere accolta dall'istituto e si dichiarò pronta a versare un ingente somma, il rifiuto del Consiglio dipese dalla mancanza di spazio sufficiente e dalla necessità di rispettare norme igieniche fondamentali. Tale richiesta viene reiterata da un'altra donna l'anno seguente e anche in quel caso venne opposto un netto rifiuto; la donna avrebbe ceduto la somma di 500 lire, si trattava di una cifra assai cospicua, corrispondente a metà della cifra versata tramite offerte durante tutto l'anno <sup>133</sup>.

Nei primi dieci anni di funzionamento dell'ente, l'andamento dei ricoveri crebbe enormemente. Nel 1923 erano pervenute venticinque domande da parte di puerpere, diciassette delle quali ricevettero assistenza gratuita<sup>134</sup>. Le donne rimanevano in ospedale per circa otto giorni. A partire dal 1929 la regia Prefettura intervenne per determinare il numero massimo di ricoverate, sulla base di una valutazione delle risorse disponibili.

La gratuità dell'intervento di sostegno dipendeva dall'elevata mortalità infantile che spinse ad una compatta mobilitazione della corporazione medica in favore della maternità e dell'infanzia e gettò le basi per una trasformazione del rapporto

---

<sup>131</sup>. A partire da 1932 Il servizio di assistenza medica era offerto a tutte donne indigenti senza che fosse posta alcuna distinzione inerente all' appartenenza religiosa.

<sup>132</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, 21 novembre 1925, c.93.

<sup>133</sup>Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, 10 aprile 1926, c. 97.

<sup>134</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, 26 gennaio 1923, c. 64.

madre-bambino. Fenomeni come l'infanticidio e l'esposizione, che contraddistinguevano gli strati sociali più umili e, dall'altro lato, il disinteresse nei confronti dell'accudimento e il conseguente ricorso massiccio al balatico, sono espressione di un atteggiamento di indifferenza nei confronti del mondo infantile<sup>135</sup>. Questi aspetti divengono oggetto di grande interesse degli Stati nel momento in cui la componente demografica cominciò ad avere rilievo per definire la potenza di una nazione.

La normativa a tutela di questi due soggetti contribuisce a porre l'accento sulla necessità di consolidare il legame genitoriale. Si segnala una diversità dei percorsi seguiti dalle differenti classi sociali. La borghesia manifestò un cauto interessamento nei confronti della cura dell'infante, come dimostra il graduale passaggio ad un allattamento al seno materno.

La questione si presenta più complessa per gli strati sociali più umili: l'intervento statale mirò a limitare il fenomeno dell'esposizione grazie all'azione di supporto offerta da istituti assistenziali, come gli asili infantili. Il dibattito che sorge sull'importanza dell'allattamento da parte della madre è segno dell'intento di favorire la creazione di un legame affettivo. La questione ha particolare rilievo per i figli illegittimi per i quali il problema dell'attaccamento si presenta cruciale per evitare l'abbandono <sup>136</sup>.

La storia della tutela della maternità ha una tappa fondamentale nell'istituzione, con la legge 10 dicembre 1925 n. 2277, dell'ONMI – Opera nazionale maternità e infanzia, considerata il primo anello della catena per risolvere il problema

---

<sup>135</sup> Franco CAMBI, Simonetta ULIVIERI, *Storia dell'infanzia nell'Italia liberale*, Scandicci, La nuova Italia, 1988.

<sup>136</sup> Sull'Opera Nazionale Maternità e Infanzia si veda: Domenica LA BANCA, *Welfare in transizione: l'esperienza dell'ONMI: (1943-1950)*, Napoli-Roma, Edizioni scientifiche italiane, 2013. OPERA NAZIONALE PER LA PROTEZIONE DELLA MATERNITÀ E DELL'INFANZIA, *Relazione sullo sviluppo della attività dell'Opera nazionale per la protezione della maternità e infanzia (1926-1930)*, Roma, Garroni, 1931; *Raccolta delle leggi sull'O.N.M.I.*, Roma, O.N.M.I., 1967; *Leggi e regolamenti per la protezione e l'assistenza della maternità e dell'infanzia*, Roma, Riccardo Garroni, 1931; Michela MINESO, *Stato e infanzia nell'Italia contemporanea: origini, sviluppo e fine dell'Onmi, 1925-1975*, Bologna, Il mulino, 2007, OPERA NAZIONALE PER LA PROTEZIONE DELLA MATERNITÀ E DELL'INFANZIA, *Norme sull'ordinamento delle scuole professionali per assistenti visitatrici di igiene materna e infantile, vigilatrici scolastiche e vigilatrici dell'infanzia*, Roma, Garroni, 1929; ID., *Origine e sviluppi dell'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia: 1926-1935*, Roma, Colombo, 1936; ID., *Regolamento dei corsi di puericoltura e di assistenza all'infanzia per levatrici*, Roma, Garroni, Roma, 1928.

demografico<sup>137</sup>. La protezione della madre e del bambino costituirono già in epoca liberale una questione di primaria rilevanza, ma gli interventi erano rimasti sporadici e poco incisivi. Da un punto di vista normativo occorre ricordare che l'art. 79 della legge 17 luglio 1890 n. 6972 si occupava di regolamentare l'accoglienza delle donne prive di abitazione e in procinto di partorire; la legge 10 novembre n. 818 riguardava il lavoro di donne e fanciulli e, infine, il Testo unico delle leggi sanitarie 1 agosto 1907, n.636 forniva disposizioni generali sull'assistenza.

Com'è noto la protezione dell'infanzia era affidata nello specifico all'art. 8 della legge 17 luglio 1890, n. 6972. L'intervento dello Stato era reso possibile in base all'articolo 88 della stessa legge e prevedeva la collocazione negli ospizi dei minori di anni 12, qualora fosse necessario per tutelarli. Di fatto l'azione d'intervento dipendeva dagli enti di beneficenza, dei quali erano individuati forti limiti connessi alla loro tendenza ad operare per scopi individualistici raggiungendo risultati spesso dispersivi e poco incisivi.

La legge del 1925 fa parte di un disegno unitario a cui fa da premessa la propaganda a favore del matrimonio e della procreazione "legittima". In questa ottica l'ONMI avrebbe avuto il compito di coordinare tutti gli interventi di assistenza morale e materiale data alla gestante, alla puerpera e al neonato dei quali garantire uno sviluppo equilibrato secondo un progetto unitario che investisse tutti gli aspetti del mondo infantile.

Durante la discussione del progetto in Senato vi furono alcuni importanti interventi che meritano di essere riferiti per comprendere dalla portata del disegno di legge il quadro storico-sociale del tempo <sup>138</sup>. L'on. Loria pose l'accento sulla necessità di una tutela dell'infanzia rispetto ai maltrattamenti domestici; l'on. Ravà - ispettore capo degli Asili israelitici romani - focalizzò la sua attenzione sull'importanza di aumentare il numero dei giardini di infanzia; l'on. Pestalozza propose la creazione di ambulatori per il sostegno della donna durante la gravidanza.

---

<sup>137</sup> CAMBI, ULIVIERI, *Storia dell'infanzia nell'Italia liberale* cit.

<sup>138</sup> Viene data notizia del dibattito parlamentare, in Nicolò GIANI, *Lineamenti su l'ordinamento sociale dello stato fascista*, Giuffrè, Milano, 1934.

L'ideologia di sostegno alla razza – interpretata ancora in questa fase come buona condizione di salute fisica e morale della popolazione – impronta anche il tipo di intervento che è indirizzato solo verso i soggetti socialmente “utili”.

L'efficacia del piano politici viene tradotta dall'OMNI mediante la sua capillare ramificazione a livello locale, dal momento che è presente in ogni provincia una federazione con sede in ogni comune capoluogo di provincia e rappresenta tutte le istituzioni che si occupano di maternità.

La sua azione è riconducibile a tre settori di intervento: integrazione e coordinamento dei compiti svolti da enti privati; vigilanza su altri istituti che si occupano di assistenza; propaganda e vigilanza sull'applicazione delle leggi.

Come specificato dall'articolo 6 della legge istitutiva 13 aprile 1933 n. 298: «Nell'esplicazione dei suoi compiti integrativi l'Opera nazionale ha la facoltà: a) di fondare istituzioni di assistenza materna, casse di maternità, opere ausiliarie dei brefotrofi per la tutela delle madri bisognose o abbandonate che allattano la loro prole, ed altre istituzioni a favore della maternità e dell'infanzia, là dove l'assistenza risulti deficiente, o di promuoverne la fondazione; b) di sovvenzionare le istituzioni che dispongono di inadeguate risorse patrimoniali, anche sottoforma di concorso nel pagamento delle rette agli assistiti; c) di provvedere al coordinamento di tutte le istituzioni pubbliche e private per l'assistenza della maternità e dell'infanzia indirizzandone le attività secondo i più urgenti bisogni della popolazione locale e promuovendo all'uopo la revisione dei relativi statuti e regolamenti e, nei riguardi delle istituzioni pubbliche di assistenza e beneficenza, ogni altra riforma consentita dalle leggi in vigore <sup>139</sup>».

Nella vigilanza sugli altri istituti che si occupano di assistenza, come sancito dall'art. 5: «ha la facoltà di provocare dalle competenti autorità governative i provvedimenti d'ufficio eventualmente necessari e di promuovere sospensione e scioglimenti delle amministrazioni delle istituzioni pubbliche e la chiusura di istituti pubblici e privati».

L'art. 4 completa infine il quadro sulle funzioni dell'Opera nazionale: «2) favorisce la diffusione delle norme e dei metodi scientifici di igiene prenatale e

---

<sup>139</sup> *Raccolta delle leggi sull'O.N.M.I cit., passim.*

infantile nelle famiglie e negli istituti, anche mediante l'istituzione di ambulatori per la sorveglianza e la cura delle donne gestanti; di scuole teorico-pratica di puericultura e corsi popolari di igiene materna e infantile; 3) organizza, d'accordo con l'amministrazione delle province, con i consorzi antitubercolari, con le altre istituzioni menzionate nei RR. DD. 30 dicembre 1923, n. 2839 e 2889, nonché con gli ufficiali sanitari dei singoli comuni e con le autorità scolastiche, l'Opera di profilassi antitubercolari dell'infanzia e la lotta contro le altre malattie infantili; 4) invigila l'applicazione delle disposizioni legislativi e regolamentari in vigore per la protezione della maternità e dell'infanzia e promuove, per il miglioramento fisico e morale dei fanciulli e degli adolescenti, quando ne ravvisi l'opportunità, la riforma di tali disposizioni <sup>140</sup>».

In ragione delle competenze sopra definite l'ONMI poté esplicare un ruolo di supporto economico anche nei confronti delle associazioni ebraiche di assistenza alla, ivi compresa la Maternità Di Cave.

In questi anni fu maturato il progetto di trasferire la sede. Ciò avvenne l'8 marzo del 1931 quando si affittarono i nuovi locali in via Gustavo Bianchi, nella area rionale del Testaccio, quartiere particolarmente povero. La cerimonia si svolse secondo le modalità tipiche, in presenza delle autorità della comunità e di quelle locali<sup>141</sup>.

Alla benedizione con il "*Chinnuch habbaith*" seguì il discorso di Angelo Sacerdoti sulle origini dell'istituto e sull'importanza della sua funzione. Il rabbino, oltre a ricordare l'enorme importanza conferita alla maternità da parte del mondo ebraico, dichiarò di provare grande soddisfazione per le misure adottate dal regime nei confronti di madre e bambino, riferendosi all'attività di coordinamento già avviata dall'ONMI. Apprendiamo che la soddisfazione fu reciproca, vista l'importanza conferitagli dal duce, che si recò personalmente presso la Maternità Di Cave, di cui aveva constatato l'adesione alle direttive ministeriali.

L'autore dell'articolo, dopo aver ringraziato gli oblatori e gli operatori della Casa di ricovero ne descrive gli ambienti: «Le camere sono linde, nette, munite di un

---

<sup>140</sup> *Ibidem*.

<sup>141</sup> «Israel», 27, 31 marzo 1931, pag. 13.

discreto comfort, ad uno o a due letti, una piccola sala operatoria con il necessario, bagni e ritirate, biancheria, luce e pulizia. Vi sono dieci posti che, nel caso, potrebbero essere anche aumentati. Ogni letto ha accanto la sua culla per il bimbo; la camera d'isolamento, l'ambulatorio, la cucina <sup>142</sup>».

In questa stessa occasione viene espresso da parte del presidente Zevì il desiderio che vi fosse l'apertura dell'ambulatorio a tutti, senza alcuna distinzione di appartenenza religiosa. Il proposito si concretizzerà il 4 dicembre del '32. Questa non costituisce l'unica novità di quell'anno, durante il quale molti istituti furono coinvolti da un generale processo di riorganizzazione. Ma questo aspetto costituisce uno dei più visibili della riforma comunitaria dovuta all'approvazione della Legge del 30 ottobre 1930 n. 1731.

Durante il periodo commissariale, Pio Tagliacozzo sollecitò la Deputazione Centrale ad un rinnovamento della sfera assistenziale. Per quanto concerne l'ente in questione vi fu l'introduzione degli Stati di presenza di cui doveva essere presente una copia per il segretario. Per ogni corrispondente ordinativo la direttrice doveva poi rilasciare un buono di consegna. Si definirono gli aspetti più propriamente amministrativi e organizzativi: introduzione di inventari, del regolamento amministrativo e sanitario, il sistema esazione e offerte, le quote ambulatori e il protocollo delle richieste delle ricoverate.

Aspetto per noi più interessante è che si cominciarono a redigere diete per puerpere. Questo fatto è da porsi in rapporto, da un lato, con esigenze pratiche ma dall'altro con la tendenza sempre più accentuata della corporazione medica di intervenire su tutti gli aspetti della gestazione, ivi compreso il regime alimentare. Questo spiega anche la presenza di opuscoli con indicazioni pratiche operative, come *Alle Madri*, libretto scritto proprio da Enrico Modigliani<sup>143</sup>.

I dati del dicembre del '34 informano di un aumento considerevole delle ricoverate<sup>144</sup>. Questa tendenza alla crescita contraddistinguerà tutta la fase successiva e sarà causa del bisogno cronico di risorse. A questo si farà fronte tramite i legati testamentari, che costituiscono la principale fonte di

---

<sup>142</sup> *Ibidem*.

<sup>143</sup> Enrico MODIGLIANI, *Alle madri: norme per l'allevamento del loro bambino*, Siena, Lazzeri, 1919.

<sup>144</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, 30 dicembre 1934, c. 187.

sostentamento. Da ricordare quello di Moisè Tommaso Montefiore, insigne benefattore.

Ma le iniziative di raccolta fondi fruttavano spesso anche introiti molto modesti in ragione delle generali difficoltà economiche. Il comitato delle patronesse si presentava tuttavia molto sollecito nell'organizzare eventi e nel fare proposte per raccogliere risorse.

L'apporto economico della Comunità, che alla fine del '34 è ancora forte, andrà riducendosi nel tempo fino a creare i presupposti per un conflitto latente che si manifesterà in uno scambio di lettere dai toni piuttosto sostenuti .

La seduta del 6 marzo del 1935 viene tolta in segno di lutto per la morte, il mese precedente, del rabbino Sacerdote, cui verrà dedicata una lapide commemorativa a testimonianza del suo impegno e della sua dedizione nei confronti dell'ente<sup>145</sup>.

Da questo momento si apre la complessa fase della successione di Sacerdoti che comporterà importanti conseguenze anche per il mondo della beneficenza. Il disinteresse nei confronti dell'istituzione costituisce il riflesso di un complesso problema di avvicendamento che avrà ripercussioni su tutta la vicenda della comunità di quegli anni.

A questo si aggiunse un evento di portata nazionale, la guerra etiopica. L'impresa coloniale ebbe pieno sostegno da parte del mondo ebraico e condusse ad un avvicinamento alla comunità dei Falascià. Il 9 Maggio del '35 il consigliere Paolo Fano, chiamato alle armi, è costretto alle dimissioni<sup>146</sup>. L'esigenza di dare adeguato sostegno alle madri fu avvertita maggiormente in ragione del numero consistente di uomini impegnati nel conflitto<sup>147</sup>. L'aumento del numero di ricoverate pose nuovamente il problema della carenza di risorse; la situazione era resa più complicata dal caro-viveri. Alle entrate proveniente dalle offerte dei privati si aggiunse un contributo di 3.000 lire da parte del Governatorato<sup>148</sup>. Le patronesse continuavano con difficoltà la propria attività, spesso scoraggiate dal fallimento delle iniziative di beneficenza, tra le quali si ricorda il concerto

---

<sup>145</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere, 6 marzo 1935, c. 189.

<sup>146</sup> Ivi, 9 maggio 1935, c. 194.

<sup>147</sup> Ivi, 22 maggio 1935, c. 196.

<sup>148</sup> Alcuni privati elargivano anche somme importanti come Pia Rosselli che donò 1000 lire.

beneficenza della Falk Opera di Berlino.

A dicembre il numero delle ricoverate era salito a 94, il Consiglio ribadì che la loro accoglienza era atto dovuto perché in piena sintonia con la politica demografica<sup>149</sup>, ma la situazione economica stava diventando insostenibile in ragione dell'alto numero di degenze. Anche altre istituzioni, infatti, si trovavano nelle medesime condizioni di ristrettezza economica e per tale ragione è compiuto un tentativo di unirsi per dare voce ad un disagio collettivo che prende corpo il 28 maggio, quando alla seduta consiliare della Maternità Di Cave, si aggiunsero il vice rabbino Aldo Lattes, Angelo di Nola, presidente degli ospedali israelitici e Giuseppe Recanati, presidente della Comunità.

Il bilancio è in deficit. l'attività dell'ente è a rischio: le entrate ammontavano a 9.436 lire, mentre le uscite oltrepassavano le 46.000 lire. La spesa è concentrata tutta nei costi della beneficenza, a fronte di una unica entrata certa, quella del Governatorato, e pertanto viene richiesto a più riprese quello della Comunità. L'inatteso aumento delle offerte private rende comunque possibile la sopravvivenza della Casa di ricovero.

Il 4 marzo del '37 David Prato visita il centro. Il rabbino si complimenta per il rispetto delle norme igieniche e per la grande cura e attenzione riservata alle donne<sup>150</sup>. Viene compiuto anche un sopralluogo dell'ambulatorio ostetrico. L'articolo ne ricorda per sommi capi la storia soffermandosi sui dati numerici relativi ai ricoveri. Questa visita non rimane un episodio isolato, e negli anni successivi Prato mostrerà grande interesse nei confronti delle sorti dell'ente.

Il rabbino suggerisce una modalità nella raccolta fondi "porta a porta" sul modello da lui sperimentato ad Alessandria d'Egitto; propone infatti la formazione di un sottocomitato di patronesse con il compito di visitare quelle donne che avevano appena partorito per portare un ricordo dell'Istituzione e per ricevere una donazione (250 lire)<sup>151</sup>.

Le patronesse, a quel tempo Eleonora Modigliani, Emma Baroccio, Nella Piperno,

---

<sup>149</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere (II), 27 dicembre del 1935 c. 11.

<sup>150</sup> «Israel», 22, 4 marzo 1937.

<sup>151</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, *Casa di Ricovero Di Cave*, registro delibere (II), 8 luglio 1937, c. 39.

Enrica Castelnuovo e Pia Sonnino, pur mostrando una grande disponibilità ad accogliere il progetto, ne evidenzieranno le criticità. È probabile che qualcuna di loro avesse espresso perplessità in merito alle modalità di intervento, e questo spiegherebbe il seguente chiarimento del rabbino. Non si sarebbe trattato di chiedere l'elemosina quanto piuttosto di offrire uno *Shaddai* d'argento, presentando poi il libro dell'ente nel quale sarebbe stata annotata l'offerta della famiglia.

Il 9 giugno del '37 si ebbe l'insediamento del nuovo consiglio, di cui Guido Zevi venne nominato presidente e Riccardo Citone vice. L'allargamento nel gruppo delle patronesse, tra i cui nomi figurano quelli di Talia Cohen, Livia Lolli Fano, Livia D'Oria, Bianca Pontecorvo, Emma e Pia Sonnino, Lea Bises, Flora Musatti, ha l'obbiettivo, come già indicato, di potenziare la raccolta fondi<sup>152</sup>.

La situazione di difficoltà aveva già spinto l'ente a rivolgersi al Ministero dell'Interno e all'ONMI; il nuovo consiglio seguirà questa stessa linea. Permanevano le difficoltà economiche, per giunta peggiorate da una controversia giudiziaria, aperta da Anna Maria Curti e dovuta al mancato pagamento degli stipendi arretrati e dell'indennità di licenziamento. La questione venne risolta mediante una negoziazione tra le parti che condusse alla rateizzazione del debito<sup>153</sup>.

Il 15 settembre del '37 giunse la notizia della presenza di un legato testamentario di 100.000 lire, lasciato da Guido Diena. Cominciano così le trattative con la comunità per ottenerlo, trattative che si concluderanno solo nel '45.<sup>154</sup>

L'ultima fase della crisi economica dell'ente si riverbera nelle adunanze del '38, a partire da quella del 21 febbraio<sup>155</sup>, cui ne seguiranno altre due. I verbali si fanno più concisi e asciutti. Vengono rilevati i medesimi problemi a fronte anche di un ulteriore aumento del numero delle partorienti, arrivate a 140 nel dicembre del 1938. Alla fine dell'anno Citone si dimise<sup>156</sup>. Nell'ultima seduta una parte del Consiglio spinse verso la chiusura dell'istituzione; si levarono voci contrarie e si

---

<sup>152</sup> Ivi, 9 giugno 1937, c. 37.

<sup>153</sup> Ivi, 26 ottobre 1937, c. 48.

<sup>154</sup> Ivi, 16 settembre 1937, c. 45.

<sup>155</sup> Ivi, 21 febbraio 1938, c. 57.

<sup>156</sup> Ivi, c. 25 dicembre 1938, c. 65.

sottolineò l'importanza che questa aveva per la popolazione povera. Si suggerì di accogliere un numero maggiore di donne che potessero sostenere da sé gli oneri della propria degenza<sup>157</sup>.

L'istituzione continuerà a funzionare per tutto il 1939 grazie all'impegno costante dei suoi membri, come ad esempio del tesoriere Pontecorvo che, prima di dimettersi, cederà il proprio deposito cauzionale. Tutto sembra procedere tra continue difficoltà, sebbene di queste vi siano poche tracce nella documentazione. Al di là della lacuna nei verbali del 1940, per gli anni seguenti il consiglio di rinnova e continua la gestione amministrativa, che procede ordinariamente fino alla approvazione del bilancio preventivo per gli anni 1941-1943.

Durante questi anni si introduce un limite al numero delle partorienti accolte, la cui selezione avviene mediante sorteggio. Da rilevare che, nonostante le enormi difficoltà di questa fase, si ebbe un aumento delle entrate provenienti dalle offerte dei privati, segno di una grande solidarietà del mondo ebraico romano.

Nella relazione morale di fine anno si esprime grande soddisfazione per l'attività svolta: enorme è l'affluenza presso l'ambulatorio e, fatta eccezione per un caso, tutti i parti avevano dato esito positivo. L'aumento del costo dei medicinali aveva reso necessario un incremento del costo della visita ambulatoriale, portato da 5 a 10 lire.

Come è noto, il grande spartiacque per l'ebraismo romano fu il 16 ottobre del 1943. L'attività della associazione non si interruppe durante i nove mesi dell'occupazione ed anzi, come riferisce Alessandra Fiumi: «Grazie alla direttrice e alle infermiere che indicavano alla polizia in ispezione le gestanti ariane ricoverate, si dimostrò l'impossibilità di chiudere la casa di cura per la benefica attività svolta in favore delle donne di religione cattolica e si ottenevano sempre nuove proroghe. In realtà, come si può immaginare, le gestanti erano in

---

<sup>157</sup> Si chiede un'offerta di 400 lire per un tempo di degenza regolare, 800 per un periodo più lungo.

maggioranza ebree, anche se effettivamente era presente anche un ristretto numero di donne cattoliche<sup>158</sup>».

L'11 novembre del 1945 si ha la prima assemblea della Maternità Di Cave in un'Italia liberata dal fascismo. In apertura viene rivolto un pensiero ad Augusto Efrati, deportato dai tedeschi. Si propone l'elezione di una donna nel Consiglio di amministrazione, essendo l'assistenza completamente destinata al femminile e potendo quindi l'ente stesso trarre vantaggio da una tale collaborazione.

La deportazione di Efrati e la razzia dei documenti da parte dei tedeschi avevano reso difficile la ricostruzione del quadro economico e patrimoniale dell'ente, compito di cui viene incaricato il segretario Ariccia della Deputazione Israelitica.

Dal giugno del 1944 la possibilità di sopravvivenza dell'ente dipese dagli aiuti alleati tramite l'*American Joint Distribution Committee*<sup>159</sup>. Oltre agli aiuti economici ai profughi occorre tenere conto dell'importante profusione di energie dell'organizzazione americana per favorire il ritorno ad una condizione di normalità.

---

<sup>158</sup> Vd. Alessandra FIUMI, *Gli infermieri nella Seconda Guerra Mondiale*, in *La storia del nursing in Italia e nel contesto internazionale*, a cura di Gennaro Rocco, Costantino Cipolla e Alessandro Stievano, Milano, Angeli, 2015, p. 324.

<sup>159</sup> A questo proposito si veda il caso dell'orfanotrofio Pittigliani, la cui vicenda è stata ricostruita da Angelina PROCACCIA, Ambra TEDESCHI, Sandra TERRACINA, *Una storia nel secolo breve: l'Orfanotrofio israelitico italiano Giuseppe e Violante Pitigliani (Roma 1902-1972)*, Firenze, Giuntina, 2017.

### 3. La formazione infantile e il ruolo delle donne

#### 3.1. Il primo asilo in Italia: la confraternita עץ חיים

La cura dell'infanzia ed in particolare delle bambine aveva costituito una delle priorità dell'Università ebraica romana, come dimostra la fondazione della confraternita *Ez Chaim*, le cui origini rimontano al 1745 <sup>160</sup>.

L'archivio della Comunità ebraica di Roma, nella sua sezione moderna, include il fondo della compagnia che si compone di due faldoni, un registro e quattro fascicoli. Questa documentazione è assai povera e non consente di tracciare la storia dell'istituzione.

Ad integrazione della documentazione vengono qui presentate notizie tratte dal saggio di Attilio Milano <sup>161</sup>, dall'archivio degli Asili israelitici di Roma e dalla stampa ebraica.

Come racconta Milano, la fondazione di *Ez Chaim* avvenne ad opera di dodici padri di famiglia, riuniti presso la Scuola Catalana, che avvertirono l'esigenza di sottrarre le bambine povere dalla strada. La funzione di educazione religiosa affiora anche dal componimento ebraico scritto in onore della creazione della confraternita <sup>162</sup>. Il consiglio comunitario ne approvò il regolamento nel 1746 e stabilì che il mantenimento economico venisse affidato al sistema della questua.

Gli anni successivi rimangono nell'ombra rispetto all'attività dell'ente, conservandosi solo istrumenti notarili che consentono di conoscere in parte quale fosse la situazione patrimoniale della confraternita. Il primo documento risale al

---

<sup>160</sup> Sin dal 1602 era operante l'altra compagnia *Talmud Torà*, anch'essa dedicata al ricovero e alla educazione dei bambini poveri israeliti, vd. *Le confraternite ebraiche: Talmud Torà e Ghemiluth Chasadim*, Il centro di ricerca, Roma, 2011, p. 27. Questa nel 1864 fonda un asilo maschile; in questo modo la funzione didattica iniziò a prevalere su quella meramente assistenziale. Lo stesso accadde era accaduto per *Ez Chaim* nel 1861, vd. *Asili infantili israelitici di Roma: 1874-1949 celebrazione del settantacinquennio dalla fondazione*, a cura del CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE DEGLI ASILI INFANTILI ISRAELITICI, [S.l. : s.n.], 1949.

<sup>161</sup> Attilio MILANO, *Le confraternite pie del ghetto di Roma*, Città di Castello, Tipografia Unione arti grafiche, 1958.

<sup>162</sup> Il lieto evento della fondazione viene ricordato con un componimento d'occasione in ebraico tradotto, si veda Nello PAVONCELLO, *Una poesia ebraica in onore della fondazione della Confraternita "Ez Chayim" in Roma*, in «La Rassegna Mensile di Israel», 38, ottobre 1972, pp. 514-527.

1773 ed è un atto di locazione in favore della Compagnia, che affitta in vicolo Stufa, un locale della Confraternita della Santissima Annunziata<sup>163</sup>.

Nel 1793 emerse una disputa tra *Ez Chaim* e Jacob Tedeschi il quale dichiarò di aver ottenuto in regime di *ius gazagà* lo stesso complesso di case. L'atto di acquisizione, avvenuta in società con Abram Abbina e i fratelli Zarfatti era stato stipulato nel 1750 con la Curia romana. Era avvenuto che Abbina, essendo moroso, si era fatto espellere dalla società con gli altri due e aveva ceduto lo *ius gazagà* ad *Ez Chaim* la quale aveva versato metà della somma richiesta<sup>164</sup>; Abbina, avendo in seguito saldato il debito, nei confronti della compagnia, chiese di rientrare in possesso della metà dell'immobile.

In assenza di documenti ufficiali che comprovassero l'avvenuto passaggio, Abram si rivolse all'Accademia rabbinica che invitò la Compagnia a venire a patti con lui. La ricomposizione del conflitto si ebbe solo dopo la morte di Jacob Tedeschi, quando i suoi figli Israel, Isach, Abram e il fratello del defunto ottennero dalla confraternita la cessione dello *ius gazagà*, in cambio di 250 scudi romani.

Nell'ottobre del 1786<sup>165</sup> la compagnia aveva acquistato da Vito e Sabato Alatri una bottega in via delle Centomole o della Fiumara, nei pressi della Scuola Nuova <sup>166</sup>.

Tra le documentazione vi è un altro atto notarile del 1835. Le parti in causa sono la confraternita, rappresentata da Benedetto Pontecorvo, che aveva svolto la funzione di suo presidente dal 1879 e la Prefettura generale delle Acque e Strade<sup>167</sup>. La prefettura cedette l'usufrutto di una casa abbandonata *in claustrum*. L'abitazione doveva essere resa agibile a spese della Compagnia. Venne stipulato un contratto enfiteutico il cui canone annuale era rappresentato dal versamento di una somma corrispondente a due libbre di cera<sup>168</sup>. Inoltre, vi si aggiungeva

---

<sup>163</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, *Ez Chaim*, fasc. 1, di cc. non num.

<sup>164</sup> *Ibidem*.

<sup>165</sup> *Ibidem*.

<sup>166</sup> Quest'area era stata ceduta già da Sisto V nel 1589 e affidata a Domenico Fontana perché ne curasse la suddivisione in lotti e la cessione enfiteutica, vd. Mario BEVILACQUA, *I beni romani di Domenico Fontana architetto di Sisto V: da borgo Felice a via Sista*, in *Studi sui Fontana: una dinastia di architetti ticinesi a Roma tra Manierismo e Barocco*, a cura di Marcello FAGIOLO e Giuseppe BONACCORSO, Roma, Gangemi, 2008, pp. 321-326.

<sup>167</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, *Ez Chaim*, fasc. 1, di cc. non num.

<sup>168</sup> Il canone deve essere franco, immune da ogni altra tassa. È quindi comprensiva della cosiddetta *rata commodi*. La prefettura percepisce solo tale canone, nulla viene aggiunto. Allo stesso modo la compagnia non può chiedere bonifico in nessun caso "pensato o non pensato", si elencano alcuni

l'imposizione della tassa della manomorta, corrispondente a quattro libbre di cera da pagarsi ogni quattro anni. Per tale imposizione fiscale sorse un contenzioso tra la confraternita e la sezione del Demanio statale, di cui si dispone di un breve carteggio, a partire dal quale si ricavano informazioni sulla vicenda storica dell'istituzione.

Come si evince dalle carte, la confraternita in passato non aveva versato la manomorta in ragione del riconoscimento del suo ruolo di beneficenza. Nel 1895 il ricorso venne respinto e ci fu l'aggiuntiva richiesta di inviare copia degli statuti che fino a quel momento non erano pervenuti all'ufficio ministeriale.

Secondo quanto afferma Pontecorvo: «L'esibizione delle tavole, che risalgono al 1745, non è mai avvenuta per le dimensioni dell'atto e perché scritte in ebraico. Si trovano queste presso la segreteria dell'Università israelitica». Il presidente fa inoltre riferimento ad una circolare del 6 giugno 1894, nella quale la comunità spiegava le funzioni dell'ente e la sua importanza in virtù del suo essere primo asilo italiano <sup>169</sup>.

Nelle documenti *Ez Chaim* è definita come il "primo ricovero italiano per bambine dai tre anni e mezzo agli otto" e la serie di lettere di Pontecorvo, scritte tra gennaio 1895 e il luglio del 1896, tentano di provarne il ruolo educativo dell'associazione, il cui futuro, qualora il pagamento della manomorta fosse entrato in vigore, sarebbe stata messo a repentaglio <sup>170</sup>.

Un articolo apparso sull'«*Educatore Israelita*» fornisce alcune preziose indicazioni sull'evoluzione delle attività della Compagnia. Dal 1864, dopo tre anni dalla istituzione degli asili femminili, si avvertì maggiormente l'esigenza di potenziare,

---

avvenimenti (fame, peste, alluvione, incendi, terremoti). Se il canone non veniva versato dalla compagnia per due anni consecutivi era libertà della prefettura, senza alcun decreto o mandato del giudice, vizio di mandato, nullità, accettare la devoluzione e consolidare l'utile. La confraternita si impegnavo entro quaranta giorni a renderla abitabile, attuando dei lavori. Nel caso in cui ciò non accadesse la Prefettura poteva disporre la devoluzione oppure, per vie legali, costringere la confraternita al rispetto dei patti. Entro dieci giorni la confraternita è chiamata a presentare il progetto di riedificazione e di sottoporlo all'approvazione del prefetto. Nel caso in cui durante gli scavi si trovassero oggetti di qualunque tipo, questi saranno considerarsi di proprietà della prefettura e la compagnia non potrà rivendicare per sé nulla. La Prefettura poteva in qualunque momento inviare architetti o esperti per verificare le condizioni dello stabile e nessuna opposizione potrà venire dalla confraternita. Una volta terminata la casa, doveva essere apposta una targa indicante il distretto dominico della prefettura.

<sup>169</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, *Ez Chaim*, fasc. 1, di cc. non num.

<sup>170</sup> *Ibidem*.

accanto alla tradizionale funzione di assistenza e cura delle bambine povere, quella dell'istruzione, campo in cui si spese personalmente il rabbino Fornari. A lui fu riconosciuto il merito di avere apportato importanti trasformazioni nella formazione<sup>171</sup>.

Vi si racconta lo svolgimento della cerimonia di *Succot* che costituì un'occasione per dare prova dei risultati ottenuti: il coro delle bambine venne chiamato alla recitazione del *Baruch Aba* e del Salmo 22. Si fa riferimento anche alla presenza di una maestra che però probabilmente offriva il suo servizio a titolo gratuito.

L'indemania di fine secolo comportò la soppressione della maggior parte delle Confraternite romane. Lo scioglimento di *Ez Chaim* si ebbe tardivamente il 15 maggio 1907<sup>172</sup>. Queste le parole di Pontecorvo: «Il patrimonio della confraternita constava di una cartella di rendita al 4 e mezzo %, netto di 1999 lire. Da molti anni la somma di 1000 lire era stata erogata a favore degli asili e 900 lire a favore di *Talmud Torah*. Ciò in ossequio agli scopi perseguiti dalla confraternita, dal momento che gli asili hanno il compito di impartire un'educazione religiosa all'infanzia (fino ai sei anni) e *Talmud Torah* si occupa dell'educazione di entrambi i sessi oltre i sei anni. La restante somma di 99 lire veniva erogata a favore della Pia associazione della Misericordia (per assicurare la sepoltura ai fratelli poveri, pagamento della tassa della manomorta e di spese di amministrazione) »<sup>173</sup>.

I membri della confraternita erano ormai quasi tutti deceduti e le occasioni per portar supporto si erano ridotte a causa anche dell'allentamento dei rapporti tra i correligionari. Per tale ragione si decise di sciogliere la confraternita e di cedere i beni ad un ente regolarmente istituito, gli asili israelitici romani, che potesse comunque proseguire gli uffici della vecchia confraternita. Il presidente

---

<sup>171</sup> «Educatore israelita», 11 ottobre 1863; un capitolo spesa dei bilanci è destinato all'emolumento per il "maestro" Fornari si veda Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, *Ez Chaim*, fasc. 1, di cc. non num.

<sup>172</sup> *Ibidem*. Già da lungo tempo era stata sollevata la questione sull'utilità di proseguire l'attività della confraternita dopo la fusione con gli asili, in «Vessillo israelitico», 13, giugno 1875 giugno, p. 185 si legge: «Senonchè, tolto a *Èz haim*, l'Asilo, che cosa ne rimane? Quasi nulla:una lezione settimanale che *dovrebbe farsi* [il corsivo è suo] per turno in casa d'un confratello, ed un'annua commemorazione. – Ma vale la spesa di mantenere per questo una speciale amministrazione, mentre le rendite sono tutte destinate agli asili, che hanno poi d'uopo d'una amministrazione a parte?».

<sup>173</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, *Ez Chaim*, fasc. 1, di cc. non num.

Pontecorvo si era confrontato con il presidente dell'Università israelitica, il quale, a sua volta, si era espresso a favore di tale risoluzione.

### 3.2. L'archivio degli Asili israelitici romani: il "giardino segreto" di carta

Il materiale documentario degli Asili israelitici romani è stato censito dalla Soprintendenza per i beni archivistici e librari del Lazio, nel 2007, nell'ambito di un progetto di recupero di archivi di enti e associazioni di beneficenza. La scheda, pubblicata sul portale SIUSA, costituisce l'unico sussidio alla consultazione del fondo, di cui vengono fornite indicazioni sommarie riguardo a consistenza, tipologie archivistiche, indicazione delle serie e arco cronologico di riferimento. La documentazione copre un arco cronologico che va dall'apertura dell'istituto, avvenuta nel 1874, fino ai giorni nostri, in quanto il soggetto produttore risulta ancora attivo<sup>174</sup>.

Il valore di queste carte è da porsi in rapporto alla possibilità che offre di compiere uno studio più attento degli orientamenti pedagogici ed educativi della comunità ebraica romana dall'età della seconda emancipazione in poi. Gli orizzonti di ricerca si presentano ben più ampi in considerazione della specifica fisionomia della filantropia ebraica romana; la sua struttura reticolare, che pone in rapporto stretto confraternite ed enti, rende l'archivio di questo istituto uno straordinario giacimento di informazioni.

In anni recenti il materiale documentario ha subito gravi danni a causa dell'allagamento dei locali in cui era posto. L'attuale ubicazione delle carte ne limita fortemente la consultabilità ed è pertanto auspicabile che vi sia una maggior valorizzazione del fondo e una sua adeguata descrizione, in considerazione

---

<sup>174</sup> Vengono indicate le seguenti serie: Bilanci e mandati, 1891-1969 (8 bb. e 10 pacchi); personale. Amministrazione. Domande di assunzione. Pratiche INPS e INAIL, 1960-1970 (7 bb.); attività didattica. Registri delle iscrizioni, 1890-1970 (30 regg. e 2 bb.); consiglio di amministrazione. Verbali, 1905 (1 reg.); consiglio di Amministrazione. Verbali, 1961-1962 (1 reg.); consiglio di Amministrazione. Elargizioni e mandati, 1929-1943 (1 fasc.); costruzioni. Fornitori e manutenzione. Planimetrie, 1950-1960 (3 bb.); materiale a stampa. Attività didattica. pubblicazioni, 1950-1970 (2 pacchi); asilo in Via Balbo. Amministrazione materiali didattici, 1959-1960 (1 b.); quote sociali. Rubrica soci, 1971-1975 (7 regg.), vd. <http://siusa.archivi.beniculturali.it/cgi-bin/pagina.pl?TipoPag=comparc&Chiave=143682>.

dell'ampio ventaglio di fonti e del loro valore come testimonianza dell'attività dell'ente nell'esercizio delle proprie funzioni.

La problematicità di accesso ha dato luogo ad una tempestiva mobilitazione del Consiglio amministrativo degli Asili con lo scopo di reperire finanziamenti per attuare un trasferimento delle carte negli archivi di deposito della Comunità ebraica di Roma<sup>175</sup>. Si pone la necessità di una più attenta ricognizione sul materiale documentario per verificare se vi siano gli estremi per giungere alla formalizzazione di un provvedimento dichiarativo di interesse storico <sup>176</sup>. Se così fosse, si perverrebbe ad un'adeguata tutela di questo patrimonio<sup>177</sup>.

Il materiale è conservato negli involucri originali sui quali sono indicati arco cronologico e tipologia di fonti. Nel visionare le buste<sup>178</sup> si è rilevata una scarsa corrispondenza tra segnatura e materiale effettivamente presente. L'incongruenza riguarda, non solo il dato cronologico, ma anche la tipologia documentaria. Le carte recano traccia dei vecchi numeri di protocollo e delle antiche segnature. In alcuni casi è presente l'unità di condizionamento, fascicoli o camice, in altri il materiale è costituito da carte sciolte prive di ordine. Non sempre la documentazione presenta un buono stato di conservazione, si è rilevata la presenza di muffe e di macchie di umidità. Questo stato di cose ha notevolmente complicato il sistema citazionale dei pezzi archivistici consultati.

---

<sup>175</sup> Ringrazio il Consiglio di amministrazione degli asili e in particolare Gino Moscati che ha reso possibile la riproduzione fotografica di gran parte del materiale documentario, oggetto di questa ricerca .

<sup>176</sup> D.p.r. 26 nov. 2007, n. 233, art. 17 come modificato da D.p.r. 2 lug. 2009, n. 9.

<sup>177</sup> Come sancisce l'articolo 30, comma 3 del Codice: «I privati proprietari, possessori o detentori di beni culturali sono tenuti a garantirne la conservazione», Inoltre: «hanno l'obbligo di conservare i propri archivi nella loro organicità e di ordinarli, nonché di inventariare i propri archivi storici, costituiti dai documenti relativi agli affari esauriti da oltre quaranta anni». Si deve permetterne la consultazione agli studiosi che ne facciano richiesta, tramite il Soprintendente archivistico, ai sensi e nei modi previsti dall'articolo 127. Il privato è tenuto a chiedere alle Soprintendenze archivistiche, ai sensi dell'articolo 21 del Codice, l'autorizzazione per lo spostamento, il trasferimento ad altre persone giuridiche e lo scarto, nonché per l'esecuzione di qualunque intervento su di essi. Sono da annoverarsi tra questi interventi il riordinamento, l'inventariazione, il restauro, iniziative di valorizzazione (ad es. mostre documentarie) e la riproduzione degli archivi. Secondo quanto sancito da degli articoli 34 e 35 del Codice, Il privato proprietario, possessore o detentore dell'archivio dichiarato di interesse storico particolarmente importante che abbia effettuato interventi conservativi sul proprio archivio può essere ammesso a ricevere contributi statali e può usufruire delle agevolazioni tributarie previste all'articolo 31.

<sup>178</sup> Si impiega il termine "busta" per indicare le unità di condizionamento originali; il termine viene impiegato in modo improprio non essendovi stata un'inventariazione del materiale e mancando all'archivio una struttura.

### 3.3. La nascita dell'istituto

Gli esordi dell'attività degli attuali asili israelitici, sorti dall'accorpamento della sezione maschile con quella femminile delle antiche confraternite, sono segnati da considerevoli difficoltà economiche. Già a partire dal 1874 si ebbe un fitto carteggio con la prefettura e con altre istituzioni allo scopo di ottenere qualche forma di sussidio<sup>179</sup>. Il grande bisogno di denaro spinse il Consiglio ad intessere relazioni continuative con gli altri istituti filantropici cittadini.

Nel luglio del 1874, in una lettera indirizzata al "Comitato distribuzione sussidi Istruzione primaria e popolare" <sup>180</sup> si descriveva la difficile situazione economica in cui versava l'istituzione. Al suo sostentamento contribuivano solo l'iniziativa privata e il Municipio. Quest'ultimo aveva accordato un contributo già a partire dal '73, ma solo dopo lunghe e faticose negoziazioni<sup>181</sup>. Tale elargizione aveva comportato l'estensione della sorveglianza comunale anche agli asili israelitici, come già accadeva per le altre scuole infantili romane. A questo assoggettamento corrispose l'obbligo per gli asili di accogliere le domande di tutte le famiglie senza distinzione di culto.

A quel tempo gli asili israelitici erano frequentati da poche bambine<sup>182</sup>, ma il trasferimento da via Monte Cenci a via Rua, dove era collocata la sezione maschile,

---

<sup>179</sup>Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. "Corrispondenza", Tranquillo Ascarelli alla Prefettura di Roma, 23 luglio 1874.

<sup>180</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. "Corrispondenza", Tranquillo Ascarelli al Comitato distribuzione sussidi Istruzione primaria e popolare, 24 luglio 1874.

<sup>181</sup> Edoardo ARBIB, *Sommario degli atti del Consiglio comunale di Roma dall'anno 1870 al 1895*, Roma, Firenze, Fratelli Bencini, 1895. Il Consiglio discute sulla possibilità di concedere agli asili israelitici un sussidio per consentirne la sopravvivenza economica. La Giunta ha constatato che hanno molti titoli di ragione di reclamare quel concorso. Il Municipio concede già un sussidio proporzionato alle altre scuole dell'infanzia, si propone di fare lo stesso per quelli israelitici. Il consigliere Ruspoli ritiene che sia necessario individuare la giusta entità del contributo sulla base della proporzione della popolazione israelitica rispetto alla restante popolazione romana. Il Presidente ricorda che non si tratta di fondare nuovi asili, ma di dare un sostegno ad un ente già esistente. Si avanza la possibilità di eliminare le differenze tra asili cristiani ed israelitici e di far passare questi ultimi sotto il controllo comunale. Il Consigliere Silenzi rileva che la popolazione ebraica corrisponde ad un sesto e che per tale ragione il sussidio dovrebbe corrispondere a 500 lire. Ruspoli sostiene che se si deve trarre vantaggio da tale elargizione e non possono essere finanziati istituti che ammettano esclusivamente cristiani o israeliti. Viene proposta la cifra di 2000 lire per ciascun asilo (100 bambini per istituto), a patto che venga ammesso un delegato comunale nel Consiglio e raccomanda che non venga fatta discriminazione religiosa per chi viene ammessi. La proposta del Consigliere Gatti di elargire una somma maggiore viene messa ai voti e respinta dalla Giunta.

<sup>182</sup> Si trattava di tre classi affidate ad altrettante maestre.

istituita nel 1864, aveva richiesto un'ingente somma di denaro <sup>183</sup>. Come si evince dal capitolo delle entrate di bilancio del 1875, la possibilità di sopravvivenza economica dell'asilo era dipesa in quella fase dalla carità privata<sup>184</sup>.

Dalla disamina delle liste dei soci dello stesso anno è possibile ricostruire la cerchia dell'élite ebraica raccolta attorno alle principali associazioni caritatevoli romane<sup>185</sup>. Gli stessi nominativi figurano come membri, a diverso titolo, di altri enti e compaiono nella lista dei contribuenti dell'Università<sup>186</sup>. Questi elenchi restituiscono un'immagine esatta della "anatomia" dell'ebraismo romano, contraddistinto da alto livello di sperequazione sociale <sup>187</sup>.

Se gli aderenti sono tutti membri della Comunità romana, non può dirsi lo stesso degli oblatori. Questo si lega ad un peculiare aspetto dell'iniziativa caritatevole del periodo post-risorgimentale, contraddistinto da un'intensa partecipazione collettiva alla sorte del prossimo, indipendentemente dalla fede professata. In questa prima fase saranno soprattutto le istituzioni a proporre questo modello, fatto proprio in seguito anche dai singoli<sup>188</sup>.

La fine dell'anno scolastico del 1875 venne celebrata con la premiazione dei bambini. Il discorso del presidente Tranquillo Ascarelli consente di comprendere il clima culturale dell'epoca: «Della quale festa, tuttochè modesta, debbono rallegrarsi, come d'ogni festa scolastica, gli amici del progresso; e più lo debbono ancora pel fatto che in Roma, dopo la sua benaugurata restituzione all'Italia e alla libertà, è questa la prima occasione di vedere pubblicamente le autorità dello Stato

---

<sup>183</sup> In Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, *Ez Chaim*, fasc. 1, di cc. non num., è contenuto l'atto notarile del 20 aprile 1870 con cui i membri della Confraternita nominano Salvador Tagliacozzo e David Del Monte come rappresentanti nella stipula dell'istrumento con cui Allegra Piperno ed Angelo Piperno cedono e trasferiscono a favore della comunità l'assoluta proprietà della bottega in Via Rua 217. Lo ius Gazagà fu venduto dai bisnonni materni di Piperno con istrumento del Febbraio 1803.

<sup>184</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, bilancio 1875.

<sup>185</sup> Sul significato dell'adesione formale ad un ente di beneficenza si veda Mirella SCARDOZZI, *La filantropia come politica : la Società delle Signore per gli asili infantili di carità di Livorno* in «Nuovi studi livornesi», (2011) , pp. 201-226.

<sup>186</sup> Le liste dei soci si trovano in una pubblicazione fatta stampare in occasione delle premiazioni di fine anno: ASILI INFANTILI ISRAELITICI DI ROMA, *Premiazione del 31 ottobre 1875*, Giuseppe Civelli, Roma, 1875.

<sup>187</sup> L'impiego di questo termine ricalca quello di Sergio DELLA PERGOLA, *Anatomia dell'ebraismo italiano: caratteristiche demografiche, economiche, sociali, religiose e politiche di una minoranza*, Assisi, Roma, Carucci, 1976.

<sup>188</sup> Nella lista delle offerte occasionali troviamo quelle di organi istituzionali, come Ministero della Pubblica istruzione, istituti di credito come la Banca Romana e la Banca Nazionale e un certo numero di oblatori; singolare la presenza di un anonimo che viene identificato solo come "un massone".

e della Città, raccolte insieme ai direttori di un istituto israelitico, attestare il dovere comune di cooperare alla prosperità dell'istituto medesimo, posto ormai sotto la protezione delle patrie leggi, ispirate, la Dio mercé, ai grandi principi della libertà di coscienza e dell'eguaglianza di tutti i cittadini»<sup>189</sup>.

La partecipazione delle autorità costituisce un segno tangibile del comune interesse nei confronti dell'educazione e, ancora prima, dell'avvio del processo di integrazione. Tra gli intervenuti alla manifestazione vengono ricordati il duca di Fiano, senatore e presidente della Società degli asili d'Infanzia; alcuni assessori municipali; Biagio Placidi, presidente della Lega per l'istruzione del popolo; Erminia Fuà Fusinato,<sup>190</sup> direttrice della Scuola superiore femminile, e Bartolomeo Pignetti, capo dell'ufficio municipale d'istruzione.

Molti esponenti del mondo politico avevano declinato l'invito adducendo motivazioni personali, ma furono presenti in altre circostanze a testimonianza del rinnovato valore attribuito alla formazione infantile. Questo momento celebrativo, reiterato negli anni a seguire, costituì un'importante occasione pubblica per far conoscere l'istituzione. Il presidente ne ripercorre la storia, ricordando gli ostacoli incontrati nei primi anni: «Io ricordo ancora che negli anni di mia adolescenza, in un'epoca in cui le nuove discipline educative predicate dall'Aperti e dal Lambruschini incominciavano a diffondersi ed applicarsi in Italia, ed era ancora remota nella nostra città la fondazione dei primi asili che v'istituì la benemerita Società degli Asili d'infanzia, m'accadeva di vedere i direttori operosissimi di uno di quegli istituti, in mezzo alle mille cure che l'esteso compito di quell'istituto reclamava, fare oggetto di studio speciale la possibile istituzione di uno o più asili fra gli Israeliti di Roma; e parmi ancora di vedere il Capo di quei direttori, cui mi lega affetto di figlio, adoperavisi, con peculiare e indefesso zelo ed occuparsi dei

---

<sup>189</sup> ASILI INFANTILI ISRAELITICI DI ROMA, *Premiazione del 31 ottobre 1875*, Roma, Civelli, Roma, 1875, p. 4.

<sup>190</sup> Erminia Fuà Fusinato si trasferisce a Roma da sola nel 1871, nel '73 le viene affidato il ruolo di dare vita all'Istituto Superiore Femminile che viene da lei diretto fino all'anno della sua morte 1876. Nelle sue memorie l'autrice ricorda così la visita agli asili: «L'altro ieri ho assistito alla premiazione degli asili infantili israelitici – cerimonia sempre cara, ma che trattandosi di israeliti, e qui in Roma, pareva quasi strana – oh! L tolleranza, la vera fratellanza, l'amore comune alla comune istruzione, che cosa santa e bella! E si voleva far credere che Iddio, il padre di tutti, potesse condannare chi l'adorasse in un dato modo, benché buono di cuore, benché santo nelle opere!... oh quanto questa età è più felice delle passate!». Si veda *Erminia Fuà-Fusinato e i suoi ricordi*, raccolti e pubblicati da P. G. MOLMENTI, Milano, Treves, 1877, pp. 158-159.

particolari de' novelli metodi, richiedere autorevoli consigli, invocare sussidi per raggiungere l'intento agognato»<sup>191</sup>.

Pur non nominando mai Benedetto Pontecorvo, si può ipotizzare che il rabbino avesse preso parte a questi primi tentativi di organizzare la formazione infantile. La diffusione del metodo aportiano e delle teorie di Raffaello Lambruschini costituirono l'esplicito riconoscimento della necessità di prendersi cura dell'infanzia in un'accezione più ampia, che comprendeva un'attenzione per lo sviluppo intellettuale del bambino. Non si trattava più di un accudimento limitato al soddisfacimento dei bisogni primari, ma occorreva mettere in atto un programma pedagogico. Alle naturali difficoltà di applicazione di un metodo all'avanguardia, si aggiungevano quelle specificamente connesse alla condizione degli ebrei romani, ancora sottoposti alla restrittiva normativa pontificia: «Rimaneva insormontabile quella mancanza di maestre adatte, poiché fra le donne della nostra comunione non potevano trovarsi già di idonee, né v'era mezzo per educarle, ed impossibile d'altronde riuscire a indurre chi fosse nata sotto il cielo più benigno a venire qui sotto il regime delle leggi che, tra innumerevoli vessazioni, negavano ai seguaci dell'ebraica religione i diritti ai cittadini e amareggiavano profondamente gli affetti di famiglia»<sup>192</sup>.

La formazione era fortemente limitata dall'impossibilità di iscrizione alle scuole romane, l'unica strada perseguibile era quella di recarsi fuori dallo Stato pontificio<sup>193</sup>. Questo limitò l'accesso agli alti gradi di istruzione alla parte benestante e da principio, alla sola componente maschile<sup>194</sup>. Il flusso migratorio in entrata era pressoché nullo data la situazione giuridica della popolazione ebraica romana e per tale ragione non sarebbe stato possibile far ricorso a personale scolastico proveniente da fuori.

---

<sup>191</sup> ASILI INFANTILI ISRAELITICI DI ROMA, *Premiazione del 31 ottobre 1875*, Roma, Giuseppe Civelli, Roma, 1875, p. 5.

<sup>192</sup> *Ibidem*.

<sup>193</sup> L'iscrizione ad un corso di studi presso l'archiginnasio romano rimase interdotta fino al 1867. Vd. Elio TOAFF, *1870: la breccia del ghetto, evoluzione degli ebrei di Roma*, Roma, Barulli, 1971.

<sup>194</sup> Un dato interessante riguarda la presenza di un'alta percentuale di donne ebre iscritte a partire dall'anno scolastico 1885-1886 presso la scuola tecnica Marianna Dionigi, fondata l'anno precedente e diretta da Eugenia Ravà, ex presidentessa degli asili. Per questo si veda Eugenia RAVÀ, *La scuola tecnica femminile quale istituto educativo e di pratica utilità*, Vercelli, Coppo, 1903. A soli quindici anni di distanza dall'emancipazione il numero di ebreche che seguivano un percorso di formazione superiore era molto alto.

Generali aperture si ebbero con l'ascesa al soglio pontificio di Giovanni Maria Mastai Ferretti<sup>195</sup>; l'inclinazione alla temperanza, che contraddistinse la prima fase del governo di Pio IX, orientò i rapporti con la minoranza ebraica determinandone un considerevole miglioramento del tenore di vita. Atto simbolico di grande risonanza fu l'abolizione, nel 1847, dell'omaggio tradizionale tributato dagli ebrei al senatore di Roma durante il carnevale e di lì a breve si pose fine anche alle prediche coatte.

Al di là di questi gesti, vi furono ben più concreti spiragli di apertura, tra i quali vi fu la possibilità accordata ad una esigua componente ebraica benestante di prendere alloggio fuori dall'antico serraglio. Le scelte pontificie si inserivano in un mutato quadro nazionale e internazionale che poneva la questione ebraica al centro del dibattito tra le varie forze politiche in campo<sup>196</sup>.

Questa fase viene ricordata da Ascarelli per le possibilità che furono accordate alle aspiranti maestre di poter avere una formazione: «La situazione sembra migliorare negli anni a seguire: l'azione benefica del tempo rendeva più tollerabili i rapporti degli israeliti cogli altri cittadini, sebbene rimanessero non abrogate le leggi d'eccezione, onde le difficoltà cominciarono a divenire minori e insuperabili; [...] si raccolsero oblazioni ed elemosine; si poté trarre profitto dalla cortesia di maestre e ispettori della Società degli Asili d'Infanzia<sup>197</sup>, per mandare in questi le nostre maestre ad osservare praticamente i metodi<sup>198</sup>».

A conclusione dell'*excursus* storico viene ricordato con toni solenni l'atto decisivo di parificazione degli ebrei romani a cui non seguì però un adeguato sviluppo degli asili. Infatti, è sempre Ascarelli a scrivere: «Con le rinnovate sorti di Roma, ed in specie degli israeliti, pel fausto avvenimento del 20 settembre 1870, incominciava

---

<sup>195</sup> Il mutamento della situazione ha origini più remote e risale al pontificato di Gregorio XVI, di cui però Ascarelli non ha fatto esperienza diretta. Per questo si veda Bruno DI PORTO, *Gli ebrei di Roma dai Papi all'Italia*, in *1870 La breccia del ghetto evoluzione degli ebrei di Roma*, Barulli, Roma, 1971; Frank J. COPPA, *Pio Nono and Jews: from reform to reaction, 1846-1878*, in *The Papacy, the Jews, and the Holocaust*, Catholic University of American Press, 2006, pp. 77-106.

<sup>196</sup> Nel citato saggio di Bruno Di Porto si ricordano le manifestazioni di fratellanza compiute dalla parte democratica.

<sup>197</sup> Risulta di notevole interesse questo scambio per il suo porsi come esempio della trasformazione in corso nei rapporti tra una parte del clero e minoranza ebraica. Per informazioni sull'ente vd. SOCIETÀ PER GLI ASILI INFANTILI ROMA, *Statuti per la Società degli asili d'infanzia della città di Roma*, Roma, 1847.

<sup>198</sup> ASILI INFANTILI ISRAELITICI DI ROMA, *Premiazione del 31 ottobre 1875*, Roma, Giuseppe Civelli, Roma, 1875, p 5.

per gli Asili, un periodo di crisi. È accaduto allora fra gl'israeliti di Roma ciò che accade in tutti i repentini mutamenti, che cioè i vecchi ordinamenti sono abbattuti più presto di quanto occorra per istituirvi i nuovi, reclamati dalle condizioni cangiate»<sup>199</sup>.

A questo punto la fusione delle due sezioni femminile e maschile si era resa necessaria<sup>200</sup> e le condizioni economiche migliorarono anche grazie ad elargizioni pubbliche. Nella chiusa si elencano gli aspetti su cui occorreva perfezionarsi, tra questi si ricorda la necessità di introdurre scuole d'istruzione religiosa per i bambini che, dopo gli asili, avessero frequentato le scuole elementari municipali.

La funzione degli asili si esplica con grande chiarezza: «Questa popolazione sa che, se fra i diseredati d'ieri esistono tuttavia gravi miserie, esse sono le vestigia non ancora scomparse della passata oppressione; e che le miserie cagionate da colpa altrui, vogliono essere efficacemente soccorse, non derise: essa sa pure che gl'israeliti non hanno alcun triste privilegio d'inferiorità, e quanto ogni altro ordine di cittadini possono mostrarsi capaci d'ogni professione, d'ogni ufficio, d'ogni carriera, d'ogni manifestazione dell'attività cittadina. L'influenza benigna di siffatto ambiente, sarà di validissimo incoraggiamento all'azione costante e laboriosa della commissione e delle maestre di questi Asili, onde la educazione che vi s'impartisce corrisponda alle esigenze del progresso, svolga di buon'ora nelle teneri menti dei fanciulli il retto sentimento de' doveri di famiglia e di patria, e le disponga a quella fratellanza che più tardi si stringerà fra essi e gli altri compagni delle scuole comuni cittadine»<sup>201</sup>

L'obiettivo comune della rigenerazione morale dei ceti più umili lega indissolubilmente la filantropia alla prassi educativa e spiega le ragioni del legame

---

<sup>199</sup> Ivi, p. 6.

<sup>200</sup> Ivi, p.11. L'accorpamento dei due istituti viene motivato con ragioni di natura economica e amministrativa, ma trova giustificazione anche pedagogica. «Trovammo un Asilo maschile e uno femminile; e tosto ci venne in pensiero sarebbe stato assai meglio averne uni, o più, di promiscui. Non solo non è lecito, a parer nostro, il sospettare germi di corruzione laddove havvi solo innocenza, e la più pura innocenza; ma è opportuni che fanciulli e fanciulle s'abituino nella prima età all'affetto e alla stima reciproca; è utile che la gentilezza delle bambine ingentilisca i bambini; la vivacità di questi faccia quelle più vivaci».

<sup>201</sup> ASILI INFANTILI ISRAELITICI DI ROMA, *Premiazione del 31 ottobre 1875* cit., p. 9.

tra enti che apparentemente hanno funzioni differenti<sup>202</sup>. Questa prospettiva unitaria determina scambi, crea ponti e consolida rapporti. Non si può dimenticare che la ragione di questi nessi tra istituzioni è da porsi in stretto collegamento con la presenza di una ridotta parte della popolazione ebraica benestante che può farsi carico della restante massa di indigenti; questo fa sì che le cariche occupate nelle diverse istituzioni caritatevoli venissero ricoperte, a turno, sempre dalle stesse figure. Ne è un esempio Vittore Ravà che, divenuto ispettore capo degli asili, aveva fondato nello stesso anno la “Società di fratellanza per il progresso civile degli israeliti poveri di Roma”<sup>203</sup>. Tale associazione aveva tra i suoi scopi quello di migliorare la condizione degli ebrei indigenti, il fine viene così espresso: «Perderanno ogni traccia di quella miseria e di quelle caratteristiche dovute all’opera di secoli di degradazione e servitù che finora li avevano resi una classe separata, priva del rispetto e della considerazione a cui ha diritto ogni onesto cittadino<sup>204</sup>».

Nella serie del carteggio ritroviamo traccia di uno scambio avvenuto anche tra le due istituzioni. Nella lettera del 10 novembre 1876, la Società di Fratellanza risponde negativamente alla richiesta di un sussidio fisso da parte degli asili in ragione delle grandi difficoltà pecuniarie che deve affrontare; esprime però solidarietà e compiacimento per l’attività svolta e auspica che si possano accogliere un numero sempre maggiore di bambini.

La richiesta di supporto alla società di fratellanza viene reiterata nel 1878 e il presidente, spiegando le ragioni di tali esigenze, ricorda il ruolo pedagogico degli asili nei confronti dei figli del popolo, definendo la propria opera come «vantaggiosa al civile progresso di tante povere famiglie»<sup>205</sup>. Pur non contribuendo

---

<sup>202</sup> Sul tema della rigenerazione si veda Andrew CANEPA, *Considerazioni sulla seconda emancipazione e le sue conseguenze*, in «La Rassegna Mensile di Israel», 47, 1/6 (1981), pp. 45-89; Andrew CANEPA, *L’atteggiamento degli ebrei italiani davanti alla loro seconda emancipazione: premesse e analisi*, in «La Rassegna Mensile di Israel», 43, 9 (1977), pp. 419-436.

<sup>203</sup> *Statuto organico della Società di Fratellanza per il progresso civile degli israeliti poveri di Roma*, in «Vessillo israelitico», 2, febbraio 1880.

<sup>204</sup> «Vessillo israelitico», 25, maggio 1877, p. 147.

<sup>205</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. “Corrispondenza”, 2 febbraio 1878.

mai in misura fissa, il nome della Società del Progresso, figurerà sempre negli elenchi delle oblazioni occasionali <sup>206</sup>.

### 3.4. Gli statuti

La prima versione dello statuto risale al 1876 e si compone di 16 articoli<sup>207</sup>. L'erezione dell'istituto a ente morale obbliga il Consiglio ad apportare alcune modifiche che troveranno approvazione ufficiale nel R. D. del 21 Agosto 1884. Nel nuovo documento, all'articolo 1 si afferma che l'istituzione «è governata dalle leggi in vigore», che il riconoscimento della personalità giuridica dell'associazione comporta la sorveglianza da parte dell'autorità scolastica governativa per l'insegnamento civile e del rabbino maggiore, per quella religiosa (art.6). Si precisa che è interdotta la presenza nella Commissione direttiva di ascendenti, discendenti, fratelli, del suocero e del genero ( art.11). In questa seconda versione viene introdotta la figura del tesoriere per il quale è prevista un emolumento.

Nella ristampa del 1923 è accluso il regolamento generale, assente nei testi di legge precedenti<sup>208</sup>. Non si riscontra la presenza di trasformazioni sostanziali per quanto concerne lo statuto organico. A partire dal 1938 <sup>209</sup> si trova traccia nelle delibere di un progetto di variazione degli articoli che ha lo scopo di uniformarne la struttura secondo il modello proposto dal regime.

Le informazioni desunte da questa tipologia di fonte consentono di comprendere il funzionamento dell'istituzione e le modalità con le quali esso si autogoverna, per altro non dissimili da altre analoghe istituzioni. L'art. 1 ricorda le origini derivanti dalla fusione dell'Asilo muliebre *Ez Chaim* e di quello maschile *Talmud Torah*, i

---

<sup>206</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, rendiconti, liste degli oblatori, fine sec. XIX.

<sup>207</sup> SOCIETÀ DEGLI ASILI INFANTILI ISRAELITICI, *Statuto organico della Società degli asili infantili israelitici di Roma*, Roma, Stabilimento Civelli, 1876.

<sup>208</sup> Questa versione è in Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, e contiene annotazioni, cancellature e correzioni a matita; di frequente le correzioni hanno a che fare con il lessico; l'espressione Università è corretta con la variante linguista Comunità; questo lascia ipotizzare che si tratti di un intervento tardivo.

<sup>209</sup> Tali modifiche non diedero luogo ad una pubblicazione; se ne conserva traccia nell'Archivio degli asili dove si è conservato un "progetto di modifiche allo statuto e al Regolamento degli asili infantili israelitici" nel fascicolo del 1938.

quali sono tenuti a versare un contributo annuale in denaro, rispettivamente di 1.000 e di 1.500 lire (art.2)<sup>210</sup>.

Facevano parte dell' istituto anche altre associazioni o corpi morali che si impegnano al pagamento di un contributo annuale di almeno duecento lire (art. 3); i soci a vita e i soci temporanei versavano una lira al mese per almeno un anno. Tra i corpi morali che concorrevano nel 1875 al mantenimento degli asili mediante un contributo annuale fisso vi erano, oltre alle due confraternite precedentemente indicate, anche *Malbish Arumim* e *Ozèr Dallim*<sup>211</sup>, il che costituisce un'importante testimonianza del sistema a rete della beneficenza ebraica romana. Sono presenti anche il Municipio di Roma e gli oratori israelitici.

La vita economica degli asili dipendeva anche da sussidi ottenuti da Comune, Provincia e Governo, ma le oblazioni dei privati concorrevano in misura davvero consistente<sup>212</sup> e a questo si aggiunse più tardi la rendita del patrimonio dell'ente (art. 7). Il patrimonio veniva convertito in rendita pubblica del Regno d'Italia iscritta nominalmente a favore degli asili.

Il Consiglio generale e la Commissione direttiva costituivano gli organi istituzionali. Il primo si presenta formato da un delegato del Municipio di Roma, da uno della rappresentanza primaria dell'Università israelitica di Roma, da quattro delegati di *Talmud Torah*, altrettanti di *Ez Chaim*, da uno o due rappresentanti per ogni corpo morale<sup>213</sup> e da dodici membri eletti dai soci<sup>214</sup>. La carica durava due anni, ma era possibile la rielezione. La metà dei membri si rinnova ogni anno mediante sorteggio (artt. 9, 10).

Le funzioni del Consiglio concernevano la nomina delle più importanti cariche della Commissione direttiva (presidente e vice, ispettore capo, segretario, economo e assessori); l'approvazione dei bilanci, la definizione del ruolo organico di tutto il

---

<sup>210</sup> *Statuto organico e regolamento speciale per i premi di fondazione*, Roma, Tipografia G. Bolognesi, 1884.

<sup>211</sup> ASILI INFANTILI ISRAELITICI DI ROMA, *Premiazioni del 31 ottobre 1875* cit.

<sup>212</sup> Il confronto tra i nomi dei soci agli esordi dell'attività degli asili e la lista dei contribuenti dell'Università, mostra una sostanziale corrispondenza. Si segnala inoltre un sorprendente incremento delle elargizioni in concomitanza di un aumento dei bisogni dell'istituzione; a titolo esemplificativo si cita la straordinaria somma versata per la realizzazione del nuovo edificio nel 1916.

<sup>213</sup> Se il contributo annuale non superava le 600 lire avevano diritto ad un solo rappresentante, se la cifra era maggiore avevano diritto a due delegati.

<sup>214</sup> Anche in questo caso il loro numero è variabile: sono 12, quando sono meno di 60, in caso contrario il loro numero corrisponderà a 1/5 dei soci.

personale stipendiato e la determinazione dell'emolumento annesso a ciascun ufficio; inoltre, l'approvazione, la nomina e il licenziamento del personale sulla base della proposta fatta dalla Commissione direttiva.

Il Consiglio deliberava anche in merito all'accettazione di legati e donazioni e sull'alienazione di titoli di rendita e di acquisto, vendita e ipoteca di immobili, sottoposta però ad approvazione da parte della Deputazione provinciale amministrativa. I membri potevano avanzare proposte per eventuali modifiche dello statuto e del regolamento.

La Commissione direttiva era formata dal presidente, un vice, un ispettore capo, un segretario, un economo e quattro assessori; di questi fanno necessariamente parte un delegato di *Talmud Torah* e di *Ez Chaim*. Tutti i membri rimanevano in carica per un anno ed erano rileggibili.

Le funzioni della Commissione sono definite dall'art. 12 e riguardano gestione economica, elezione di ispettori e medici, nomine di tesoriere e personale stipendiato, di cui si decide anche in merito a sospensione e licenziamento.

Per la nomina dei membri del Consiglio, le assemblee erano valide indipendentemente dal numero; per le altre deliberazioni, in prima convocazione, era necessaria la presenza della metà dei soci, mentre in seconda convocazione non era fissato il *quorum*. Lo stesso vale per il Consiglio amministrazione. È necessaria la presenza di due terzi dei membri per proposte di modifica dello Statuto. L'esercizio delle funzioni dei membri era gratuito, fatta eccezione per quella del tesoriere.

### 3.5. Linee pedagogiche: il dibattito contemporaneo e le scelte dell'istituto

Gli interventi statali sugli asili infantili, sorti agli anni del XIX secolo per volontà di privati o della Chiesa, furono piuttosto tardivi e le prime iniziative si limitarono a garantire l'erogazione di sussidi per l'istituzione di asili comunali<sup>215</sup>. Solo a partire dal ventennio successivo all'Unità d'Italia vi fu maggiore ingerenza anche rispetto all'orientamento pedagogico. Una circolare ministeriale del 27 aprile del 1889 ne

---

<sup>215</sup> Legge 6 dicembre 1971, n. 1044

evidenziava l'utilità quale necessario compendio della formazione elementare e come primo momento di una formazione unitaria e armonica dell'individuo. Si spingeva verso l'adozione del metodo Pestalozzi e di quello di Froebel<sup>216</sup>.

Il dibattito che si svolse nel febbraio del 1888, durante una seduta parlamentare, offre uno spaccato su quale fosse la situazione delle scuole italiane di infanzia al volgere del secolo. La loro sopravvivenza dipendeva dall'elargizioni private e da parte statale, pur riservando uno specifico fondo di 50.000 lire per le scuole dell'infanzia, tali somme non venivano erogate per mancanza di richieste.

Per la loro doppia natura di istituti di beneficenza e di luoghi di formazione, erano posti sotto la vigilanza sia del Ministero dell'Interno sia di quello della Pubblica Istruzione. Non a caso le critiche al progetto di legge si appuntavano sulla mancanza di univocità dell'orientamento normativo e sulla ingerenza dei due ministeri. La definizione degli asili come istituti filantropici avrebbe fatto propendere verso il controllo da parte del Ministero dell'Interno<sup>217</sup>.

Si chiedeva che il riconoscimento degli istituti da parte dello Stato dipendesse dal rispetto di alcuni standard normativi riguardanti il numero di ambienti, l'igiene e le pratiche didattiche<sup>218</sup>. Si proponeva che venissero istituite Scuole Normali che preparassero all'insegnamento e che fossero richiesti sei mesi di pratica presso un istituto riconosciuto e idoneo a rilasciare una "patente".

Il personale scolastico era ammesso al beneficio del Monte delle pensioni; i piani orari e i programmi delle scuole elementari dovevano essere modificati perché tenessero conto di quelli della scuola dell'infanzia. Per quanto concerne la richiesta di prestiti, gli istituti dovevano rivolgersi al Comune di riferimento il quale avrebbe garantito le quote rateali di ammortamento del mutuo richiesto.

Si levarono voci contrarie all'eccessivo intervento statale. Alcuni senatori temevano che questo potesse essere all'origine di una diminuzione delle sorgenti della carità privata, che identificava come massima manifestazione della tradizione

---

<sup>216</sup> Giuseppe SAREDO, *Codice della pubblica istruzione ordinato 1832-1902*, Torino, 1899, pp. 915-941.

<sup>217</sup> Vd. PINTO, *Archivi di confraternite* cit. p. 448; si è fatto inoltre riferimento al *Codice scolastico del regno d'Italia: raccolta completa di leggi, regolamenti, circolari concernenti università, istituti superiori, licci, ginnasi, scuole ed istituti tecnici e nautici, scuole normali ed elementari, e ogni altro istituto d'istruzione, con commenti, note, raffronti giurisprudenza del Consiglio superiore*, Firenze, Barbera, 1892.

<sup>218</sup> SAREDO, *Codice della pubblica istruzione ordinato* cit.

civile e patriottica italiana<sup>219</sup>. Altri motivi di dissenso si rintracciavano nella questione dell'indirizzo pedagogico: alcuni senatori ritenevano che l'orientamento froebelliano non fosse il più indicato perché inadatto a formare i figli del popolo.

Significativa la posizione di Samuele Alatri che, superando l'idea di asilo come luogo di accudimento, si espresse apertamente a favore del passaggio delle scuole dell'infanzia sotto il controllo del Ministero della Pubblica Istruzione. Non si trattava più solo di sottrarre i bambini alla strada, ma anche di fornire loro i mezzi per uscire da una condizione di miseria materiale e morale.

A livello normativo prese corpo quello che da ormai cinquanta anni si andava tramando nella società civile e nei circoli intellettuali. La spinta verso l'unificazione nazionale aveva orientato verso una riflessione di ampio respiro sulle condizioni necessarie alla creazione di uno Stato. La questione dell'educazione del popolo aveva acquisito ampio spazio nel dibattito e veniva considerata come condizione necessaria per la "liberazione dallo straniero". Le idee maturate all'interno dell'ambito pedagogico non hanno carattere autonomo ma si inseriscono in un discorso che trascende i limiti della disciplina; occorre tenere conto di questo aspetto per comprenderne la portata e per coglierne a pieno le ragioni sottese.

Il problema della formazione trae origine dal bisogno di avviare una rigenerazione delle classi umili che, asservite da lungo tempo all'autorità, languivano nell'indolenza e nel torpore. L'educazione era vista come il mezzo più potente per attuare una riforma sociale. Nello svolgersi dei discorsi è possibile tirare tutti i fili, il linguaggio non è mai oscuro e allusivo, il fine dell'intervento educativo si definisce in modo netto: occorre generare docile forza lavoro che abbia piena consapevolezza del proprio ruolo e che conduca una vita moralmente accettabile. I destinatari per eccellenza dell'azione educativa erano gli agricoltori per i quali si ha un'intensa mobilitazione, in ragione del fatto che si riteneva che la forza economica del Paese risiedesse nel suo sviluppo agricolo.

La definizione di un disegno unitario sulla formazione infantile viene fatta risalire al sacerdote Ferrante Aporti<sup>220</sup>, che nel febbraio del 1831 aveva fondato gli asili a

---

<sup>219</sup> A Napoli le elargizioni di Vittorio Emanuele in prossimità dell'unificazione avevano fatto sorgere i cosiddetti asili- nave, asili galleggianti.

Cremona, che sono tuttavia erroneamente considerati i primi della penisola. Dalle fonti dell'epoca Aporti viene ricordato come fervente patriota con una visione lungimirante sul ruolo da assegnarsi ai governi come "educatori del popolo". La vera sapienza di governo si esplica nella capacità di garantire la prosperità fisica e morale del popolo. Oltre a riconoscere agli asili la loro primaria funzione caritatevole di soccorso ai poveri, ne individua la base dell'istruzione pubblica.

A questa figura tutto sommato isolata, si contrappone la cerchia intellettuale toscana estremamente vivace da un punto di vista culturale e politico. Il governo di Ferdinando II aveva lasciato ampi margini di autonomia e questo aveva dato grande impulso alla creazione di spazi destinati allo scambio di idee. Il gabinetto di Vieusseux e l'Accademia dei Georgofili ne costituiscono significativi esempi. Fa parte di questo mondo Raffaello Lambruschini, studioso e teorico della scienza dell'educazione<sup>221</sup>.

Questi è considerato il fondatore della moderna pedagogia italiana, in una fase nella quale mancava una attenzione agli aspetti pratici dell'agire educativo. Se nella restante Europa si attribuiva grande importanza a questa disciplina, l'Italia si presentava da questo punto di vista piuttosto arretrata. Alla scarsa preparazione degli educatori e delle famiglie faceva riscontro un pressoché assente investimento pubblico nella scuola.

---

<sup>220</sup> Aldo AGAZZI, Franco DELLA PERUTA, Cristina SIDERI, *Ferrante Aporti e San Martino dall'Argine*, Milano, Franco Angeli, 1985; Cristina SIDERI, *Ferrante Aporti. Sacerdote, italiano, educatore*, Milano, Franco Angeli, 1999; Benvenuta AGOSTA, *Memorie storiche riguardanti San Martino dall'Argine, libro di Ferrante Aporti*, Mantova, Arcari, 2004; Maurizio PISERI, *Ferrante Aporti nella tradizione educativa lombarda ed europea*, Brescia, La Scuola, 2008; Simonetta POLENGHI, *Aportiana*, in *History of Education & Children's Literature*, 2009, 2, pp. 387–396; Francesco BARONE, Giuseppe CRISTOFARO, Dolores PRENCIPE, *Educare al nido*, Roma, Edizioni Interculturali Uno Srl, 2010; Maria Luisa BETRI, Monica FERRARI, Cristina SIDERI (a cura di), *Ferrante Aporti tra Chiesa, Stato e società civile: questioni e influenze di lungo periodo*, Milano, FrancoAngeli, 2014; Maurizio PISERI, *Ferrante Aporti, Lettere a diverse cospicue persone 1843-1848*, Milano, Franco Angeli, 2016.

<sup>221</sup> Mario CASOTTI, *Raffaello Lambruschini e la pedagogia italiana dell'Ottocento*, Brescia, La Scuola, 1964; Gianni SOFRI, *Ricerche sulla formazione religiosa e culturale di R. Lambruschini*, in «Annali della Scuola Normale Superiore di Pisa», 29, (1960), pp. 150–189; Antonio CARRANNANTE, *La posizione linguistica di Raffaello Lambruschini*, in «Lingua nostra», marzo 1982, pp. 16–20; Antonio CARRANNANTE, *Le idee pedagogiche di Raffaello Lambruschini*, in «I Problemi della pedagogia», 1988, 4-5, pp. 483–489; Angelo GAUDIO, *La «Guida dell'Educatore» di Raffaello Lambruschini*, in *Scuola e stampa nel Risorgimento. Giornali e riviste per l'educazione prima dell'Unità*, a cura di Giorgio CHIOSSO, Milano, Franco Angeli, 1989, pp. 119–145; Angelo GAUDIO, voce *Lambruschini Raffaello*, in *Dizionario di scienze dell'educazione*, Leumann-Torino, Elledici, 1997, 591-592; *Raffaello Lambruschini pedagogista della libertà*, a cura di Franco CAMBI, Firenze, FirenzLibri, 2003; Antonio DI MAURO, *Libertà e riforma religiosa in Raffaello Lambruschini*, Milano, Franco Angeli Editore, 2004.

La mancanza di una cultura pedagogica diffusa orientò Lambruschini nella scelta del genere letterario a cui affidare l'espressione del proprio pensiero; egli è autore di una *Guida dell'Educatore*, pubblicata nel 1836, e dell'opera-dialogo *Dell'Istruzione*, edita nel 1871. L'intento dell'autore è quello di fornire delle linee guida destinate a chi svolge la funzione di educatore, per tale ragione la teoria non è mai disgiunta dalla prassi. Anche la scelta del lessico è funzionale alla necessità di raggiungere un pubblico vasto<sup>222</sup>. È da rilevare che nel frattempo molte figure, note per il proprio impegno politico, si erano accostate con interesse ai problemi dell'educazione, ritenendo che vi fosse un forte legame tra i due ambiti.

La formazione ha origine, secondo Lambruschini, "fin dalla culla" e, in età infantile, prende le mosse dall'attenta osservazione dell'educando; essa si basa sulle leggi della continuità e della "gradazione"<sup>223</sup>. L'educazione indiretta<sup>224</sup> è da privilegiarsi perché, ponendo le condizioni propizie allo sviluppo e rimuovendone gli ostacoli, meglio si adatterebbe all'indole dell'alunno. In termini concreti, questo principio che costituisce il perno fondante del pensiero del pedagogista, determina uno spostamento dell'attenzione dall'educando all'educatore. A quest'ultimo è richiesta una condotta irreprensibile per poter essere elevato a esempio morale. La predisposizione del contesto dell'agire educativo include la definizione di spazi, tempi, occasioni, attività.

Quell'educazione indiretta che "non si vede", arriva così ad abbracciare tutti gli aspetti della vita. Grande attenzione viene riservata allo sviluppo armonico del corpo e, per favorirlo, l'intervento educativo pianifica con dovizia tutti i momenti della quotidianità.

Secondo l'autore, i vantaggi derivanti dalla fondazione degli asili infantili erano legati al miglioramento morale degli individui, ma anche fisico. L'incremento della salute del popolo avrebbe determinato la prosperità delle nazioni e l'aumento del benessere generale. Gli asili offrivano la possibilità, da un lato di gettare le basi per

---

<sup>222</sup> Si segnala a questo proposito che l'autore era autore del «Giornale Agrario», il cui obiettivo era quello di diffondere conoscenze scientifiche tra gli agricoltori. Aveva maturato dunque una grande esperienza sulle scelte linguistiche più idonee alla comunicazione con gli strati sociali più umili.

<sup>223</sup> Termine che viene impiegato per indicare la progressione graduale degli apprendimenti.

<sup>224</sup> Si contrappone a quella diretta che si avvale dei cosiddetti "rinforzi", ossia di premi e punizioni; questa è di norma scoraggiata salvo in specifici casi.

uno sviluppo adeguato dell'individuo, dall'altro di risolvere i problemi del tempo presente, lasciando liberi i genitori di lavorare e dunque prevenendo la mendicizia. La cura con cui è predisposta l'azione educativa si spiega in rapporto con gli obiettivi che vengono fissati: se da un lato si riconosce, in un'ottica cristiana la presenza del libero arbitrio, dall'altro l'individuo è assoggettato all'autorità della famiglia, della società e della Chiesa<sup>225</sup>.

L'educazione viene "tagliata" a misura di ciascuno per rispondere a questo intento. L'ammaestramento del popolo prevedeva che questo giungesse ad essere consapevole della propria condizione e la accettasse, che si procurasse il pane con il proprio lavoro, che fosse formato alle virtù civili e religiose. L'istituzione di scuole per l'infanzia, di casse di risparmio e di scuole di reciproco insegnamento nasce da questo obiettivo.

Questo tipo di intervento genera confusione tra i due ambiti: quello della carità e quello dell'educazione; si spiega così il frequente ricorso al sintagma "carità educatrice". A molti anni distanza la separazione tra le due sfere non è ancora netta come dimostra l'assoggettamento degli asili ad entrambi i Ministeri.

Nella fase precedente alla fusione degli Asili israelitici romani si riscontrano difficoltà nel definire in modo coerente l'impronta pedagogica sullo sfondo del dibattito in corso. Secondo il presidente dell'istituto il metodo aportiano era stato appreso in modo superficiale, «per le condizioni politiche nelle quali trovansi nei tempi scorsi l'Italia»<sup>226</sup>.

La situazione si modifica a seguito della nascita dei primi asili italiani in cui viene introdotto il metodo froebeliano che si ritiene particolarmente valido, pur riconoscendo la necessità di qualche modifica in rapporto «ai luoghi e alle condizioni sociali dei bambini»<sup>227</sup>. Il sistema di Froebel, i cui principi fondamentali della sua pedagogia sono contenuti nell'opera, complessa e per certi versi oscura, *L'educazione dell'uomo*<sup>228</sup>, si contrappone ai sistemi educativi tradizionali per il suo

---

<sup>225</sup> Maria D'ANDREA, *Le idee pedagogiche di Raffaello Lambruschini*, Noci, E. Cressati, 1905, p. 193.

<sup>226</sup> Asili infantili israelitici di Roma, premiazione del 31 ottobre 1875, stampa mento Giuseppe Civelli, Roma, 1875, p. 10.

<sup>227</sup> *Ibidem*.

<sup>228</sup> Su Froebel, vd. Herbert BOWEN COURTHOP, *Froebel and education by self-activity*, New York, Charles scribener's son, 1893; William Heard KILPATRICK, *Froebels Kindergarten Principles*, [s. l.], McMillan company, 1916; Gabriel COMPAYRÉ, *Froebel et les jardins d'enfants*, Paris, Delaplane, stampa 1912;

porre al centro la “naturalzza” dell’esperienza infantile contrapposta all’artificiosità, l’armonioso sviluppo di mente e corpo in opposizione ad uno svilimento della dimensione fisica. La vecchia pedagogia del bambino risultava pedante e convenzionale, la nuova aveva valorizzato l’autenticità dell’esperienza. L’elaborazione teorica in merito agli stadi dello sviluppo infantile si pone all’origine di scelte metodologiche ben precise. Ad esempio, il riconoscimento della presenza di “istinti”, orientava la prassi educativa nella scelta delle attività più consone per lo sviluppo armonico del bambino. L’esigenza motoria trova soddisfazione in esercizi ginnici che consentono una equilibrata crescita corporea. Nell’opera si allude anche alla presenza di un “istinto agricolo”, che doveva essere assecondato mediante la realizzazione di piccole attività di cura delle aiuole. Per tale ragione la direzione degli asili romani attribuì straordinaria rilevanza alla ricerca di un luogo che avesse un’area cortiliva in cui poter svolgere attività all’aperto.

In una prima fase non vi fu la possibilità di dare concreta applicazione alla nuova metodologia per tutte le classi, dato che all’istituto mancavano locali e personale adeguatamente formato. Venne tuttavia avviata una fase di sperimentazione con le classi inferiori femminili con l’intento di estenderla anche agli altri anni. La maestra Giuditta Bondi viene menzionata nei documenti come l’artefice della sostituzione del vecchio sistema d’insegnamento, che si basava su domande e risposte obbligate, con quello centrato sulla libera conversazione<sup>229</sup>.

Già nel resoconto presentato al termine del ’75 sono indicate altre importanti novità didattiche: l’introduzione del disegno froebeliano, degli esercizi e canti ginnici secondo il metodo Obermann. Scrittura e lettura vengono insegnati mediante il sistema fonetico-imitativo che sostituisce quello sillabico.

L’ammaestramento religioso rinuncia a quella parte eccessivamente dogmatica e di difficile comprensione: si respinge l’idea che le preghiere debbano essere apprese “macchinalmente”; la catechesi si riduce così alla selezione di aneddoti biblici che fungono da *exempla* morali per i più piccoli.

---

Friedrich FRÖBEL, *L’educazione dell’uomo e altri scritti*, Firenze, La Nuova Italia, 1967; *L’universo del bambino: metodo Fröebel*, a cura del Centro stampa, Napoli, Volpicelli, 1991.

<sup>229</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. “Ispettore capo”, di cc. non num.

Questo modello, che si pone in stretto rapporto con il generale processo di secolarizzazione, accomuna cattolicesimo, protestantesimo ed ebraismo<sup>230</sup>.

Negli anni successivi affiora dalle carte d'archivio un intenso lavoro di definizione degli obiettivi dell'istituto, di elaborazione della programmazione e della scansione oraria.

In un'adunanza dell'11 luglio 1876 si affronta il problema relativo a quale assetto stabile dare agli asili <sup>231</sup>. Vengono proposti due modelli: il primo prevede un ciclo unico di formazione dai tre ai sei anni, il secondo propone una suddivisione in una prima fase, dai tre ai sei anni, e in una seconda, dove si separano i maschi dalle femmine, dai sei agli otto anni. In questo ultimo momento sarebbe dovuto prevalere lo studio "naturalmente sempre connesso al lavoro"<sup>232</sup>. Durante l'assemblea aveva preso la parola l'ispettore Colombo che si era presentato come sostenitore di questa seconda possibilità. Il maggior dispendio economico, richiesto per l'attuazione di questa seconda opzione, spinse però il Consiglio ad approvare la prima soluzione. Nella delibera del 1874, destinata all'ispettorato, si era già stabilita una sommaria scansione della giornata scolastica che prevedeva una rigida articolazione del tempo scuola<sup>233</sup>.

La formulazione definitiva dei programmi è anticipata da una fase di dibattito che trova espressione nelle adunanze generali, durante le quali a più riprese emerge la richiesta di una maggiore formazione delle maestre in ambito religioso e in particolar modo per quanto concerne la lingua<sup>234</sup>.

Nei programmi del 1877<sup>235</sup> vengono individuate le materie portanti: catechismo e storia sacra, lettura ebraica, lingua italiana, nomenclatura e lezioni di cose, aritmetica, bastoncini – anelli – disegni, doni e lavori froebeliani, canto, ginnastica e giochi organizzati. Conoscenze, abilità e competenze seguono il principio della progressione della difficoltà degli insegnamenti.

---

<sup>230</sup> Si veda Giulia DI BELLO, Silvia Guetta SADUN, Andrea MANNUCCI, *Modelli e progetti educativi nell'Italia liberale*, Firenze, Centro editoriale toscano, 1998, *passim*.

<sup>231</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, estratto di verbale, 11 luglio 1876.

<sup>232</sup> *Ibidem*.

<sup>233</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, estratto di verbale, 3 Novembre 1874.

<sup>234</sup> Durante la seduta del 29 dicembre del 1878 si propone di ridurre le ore destinate alle esercitazioni froebeliane per aumentare il monte ore di lingua ebraica in Roma, ASILI ISRAELITICI, estratto di verbale, 29 dicembre 1878.

<sup>235</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, "Progetto di programmi" a firma dell'ispettore capo Vittore Ravà, s. d.

Dal piano orario si apprende che l'anno scolastico era suddiviso in due semestri che cominciavano il primo giorno del mese di ottobre e il primo di aprile, il monte ore settimanale andava aumentando nella seconda parte dell'anno, passando da 47 ore settimanali a 59. La formazione maschile e quella femminile si distinguevano solo per la presenza dei lavori di cucito realizzati dalle bambine. All'istruzione religiosa era riservata una sola ora settimanale che viene portata a due il terzo anno. Viceversa nell'ultimo anno diminuivano le ore di lingua che da quattro diventavano tre. Per l'insegnamento di lingua ebraica si cominciò, a partire dagli anni '80, a far uso di un manuale realizzato dal rabbino Ottolenghi. Lo studio linguistico, che costituiva un aspetto assai significativo della formazione infantile ed era oggetto di una attenta riflessione, aveva coinvolto in passato non solo l'istituzione scolastica, ma anche la famiglia<sup>236</sup>.

L'insegnamento prevedeva lunghe ore di ripetizione e lo svolgimento assiduo di esercizi. In questa fase si avverte l'esigenza di rendere più agevole l'accostamento dei bambini all'alfabeto, mettendo in atto strategie pedagogiche che si basavano sul concetto di gradualità degli apprendimenti. Il manuale si apre con l'insegnamento delle vocali che accosta alla lettera "*alef*" e di seguito a "*eh*"; si tratta di gutturali, ma che, per il fatto di richiedere una semplice aspirazione, non presentano particolari difficoltà di pronuncia, essendo simili ai suoni italiani.

Ciascuna parte teorica si presenta corredata dal proprio esercizio e da una parte di lessico. Nella prefazione al testo, Ottolenghi spiega di aver preso a modello quello dei sillabari italiani.

Nello stesso periodo si definiscono rigidamente le norme che devono essere seguite per l'assegnazione dei bambini alle diverse classi e per gli esami che si svolgono al termine dell'anno. La valutazione dell'alunno veniva compiuta da una Commissione esaminatrice che risultava formata dall'ispettore capo degli asili, da due ispettrici e da altrettanti ispettori<sup>237</sup> ai quali venne affidato anche il compito di

---

<sup>236</sup> La riflessione sull'apprendimento della lingua è molto diffusa anche negli anni successivi, come dimostra la pubblicazione di grammatiche semplificate per i bambini. Vittorio Castiglioni fu autore di un avviamento allo studio della lingua ebraica recensito, in «Corriere Israelitico», 29, 1890-1891, pp. 181-182.

<sup>237</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, "Norme per la classificazione degli alunni e per gli esami" s. d.

compiere una sorveglianza settimanale sull'attività compiuta all'interno dell'istituto<sup>238</sup>.

Le fonti recano traccia anche delle difficoltà riscontrate dalle maestre nel svolgere la loro professione. A questo proposito si ricorda il caso di Bondi e Ottolenghi. Le due insegnanti fanno richiesta esplicita al Consiglio di potersi sostituire reciprocamente nelle ore di insegnamento di lingua ebraica, e in quella dedicata al metodo froebeliano<sup>239</sup>. La proposta viene però respinta con la motivazione che ciascuna di loro deve essere in grado di attendere all'insegnamento di tutte le discipline in tutte le classi. Non sono però infrequenti sostituzioni di classi per far fronte alla scarsa esperienza di alcune maestre<sup>240</sup>.

Di particolare rilievo è la missiva datata 26 ottobre 1874 indirizzata al presidente degli asili, nella quale si segnala che i bambini sottoposti all'esame per l'ammissione alle scuole elementari *Talmud Torah* non sono risultati idonei perché incapaci di leggere. La confraternita, per non gettar discredito sull'intero istituto, aveva provveduto a costituire una classe per colmare tali lacune<sup>241</sup>.

Gli asili mostrano particolare attenzione per l'istruzione religiosa delle bambine, per le quali la conclusione del percorso infantile coincideva spesso con l'ingresso nelle scuole municipale e dunque con la fine della loro formazione ebraica. Il Consiglio fa richiesta alla Comunità di istituire un corso pomeridiano da tenersi la domenica e il giovedì; solo nel 1880 venne a costituirsi, per iniziativa privata, un corso elementare di lingua ebraica e storia sacra. Perlina Segre, vedova Scazzocchio, ospitava presso la sua abitazione un piccolo gruppo di bambine. In un articolo la donna lamenta però la scarsissima partecipazione, limitata a sette fanciulle<sup>242</sup>.

---

<sup>238</sup> Il sistema di turnazione viene definito in una lettera del 15 maggio 1876 di Vittore Ravà che riporta quanto stabilito durante l'adunanza svoltasi durante la giornata precedente. Nel scansione settimanale compaiono durante la prima settimana: Alatri Rosa, Ascarelli Regina e Tagliacozzo Angelo. La definizione dei turni copre sei settimane; da segnalarsi la presenza di figure femminili di spicco quali Virignia Nathan, Virginia Alatri, Scazzocchio Perlina.

<sup>239</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, estratto di verbale, 16 dicembre 1877,

<sup>240</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, estratto di verbale, 20 giugno 1878. Durante questa adunanza si decide di non assegnare a Costanza Piperno la classe superiore perché considerata di scarsa esperienza.

<sup>241</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, lettera dell'Amministratore del Pio Istituto Talmud Torà al Presidenti degli Asili di Roma, 26 ottobre 1874.

<sup>242</sup> «Vessillo Israelitico», settembre 1880, p.296. Gli incontri si tenevano il giovedì e la domenica e avevano un costo di 2 lire mensili; la Segre vuole incoraggiare la partecipazione anche degli strati sociali

A diversi anni di distanza il problema della preparazione inadeguata degli allievi si ripropose <sup>243</sup>. Nel corso dell'Assemblea generale del 27 giugno 1880 si ebbe un dibattito su tale questione. Il socio Levy chiedeva delucidazioni in merito ad un recente incontro avvenuto con i rappresentanti di *Talmud Torah* che da qualche anno lamentavano l'insufficiente preparazione religiosa dei bambini degli asili; questa situazione aveva spinto la confraternita ad avviare dei corsi che servissero da raccordo nel passaggio tra i due cicli scolastici. Levy riconosceva che vi fosse stato un miglioramento dal '79, ma riteneva fosse necessario lavorare ancora più assiduamente. Fa seguito la richiesta di avere nel Consiglio un maggior numero di rappresentanti di *Talmud Torah* e viene fissato come obiettivo minimo quello della lettura corretta dell'ebraico. In sordina al suo discorso vi è una critica al metodo intuitivo che costituiva il perno del metodo froebelliano. Nelle pagine successive del verbale prende corpo un interessante confronto su come sia da intendersi l'insegnamento religioso.

Secondo Pacifico si faceva confusione tra l'insegnamento della lingua e l'insegnamento religioso. L'istruzione avrebbe dovuto formare "cuori israeliti" e trasmettere i precetti morali, per questo occorreva conoscere il catechismo e le regole della religione<sup>244</sup>. La conoscenza linguistica si sarebbe dovuta porre in secondo piano. Alatri si domanda se sia possibile per gli asili ottenere gli stessi risultati, non essendovi più maestre adibite al solo insegnamento religioso; il giudizio positivo dei rabbini Sereni, Fornari e Di Capua in merito alla formazione religiosa degli asili rassicura i consiglieri.

Era chiaro anche alla Comunità che il problema della formazione dei bambini era da porsi in stretto collegamento con quello dell'istruzione femminile. Questo spiega la grande attenzione nei confronti del grado di istruzione delle donne. A questo proposito può citarsi un articolo coevo pubblicato sul «Corriere Israelitico» nel quale, presentando un resoconto delle condizioni della beneficenza romana,

---

più umili. Si ricorda che la donna aveva avviato anche un corso di formazione superiore, al quale aderivano sia cattolici che ebrei.

<sup>243</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, estratto del verbale dell'assemblea generale, 27 giugno 1880.

<sup>244</sup> L'utilizzo di questo termine è giustificato dalla presenza di "catechismi" vedi Giulia DI BELLO, Andrea MANNUCCI, Silvia GUETTA, *A scuola non solo i crocifissi. Il contributo all'educazione della stampa periodica ebraica*, in *Modelli e progetti educativi nell'Italia liberale*, Firenze, Centro editoriale toscano, 1998.

l'autore ebbe a dire: «bisogna ben educare i bambini ma per educarli, convien prima educare e istruire la donna»<sup>245</sup>.

Già nell'adunanza del 10 marzo del 1878 si era deliberato di provvedere all'istituzione di un corso per maestre "intorno al metodo d'insegnamento di lingua ebraica". Il problema della formazione non riguardava più solo la catechesi, ma era diventato un problema generale.

Le relazioni con le proposte di nomine redatte dall'ispettore Vittore Ravà costituiscono una testimonianza del difficile tentativo compiuto dall'amministrazione di selezionare personale il più possibile preparato<sup>246</sup>. Nel giugno del 1875 venne fornito un resoconto dell'esame a cui venne sottoposto il personale scolastico. È Ravà a parlare «Dal primo esame reputo in generale zelo sufficiente nelle maestre; disposizione ad accogliere consigli ed avvertimenti, un'incertezza nel seguirli per troppo limitata coltura. L'elemento buono è disgraziatamente molto scarso in confronto del mediocre e del non buono: vi è quindi necessità assoluta di rafforzare l'insieme perché gli iniziati miglioramenti non si arrestino ma possano ben più innanzi progredire»<sup>247</sup>.

I problemi riguardavano allora la mancanza di un aggiornamento sui moderni metodi educativi; anche qualora un'insegnante presentasse buone qualità, spesso difettava di quelle conoscenze pedagogiche all'avanguardia. In molti casi la preparazione era talmente limitata da non permettere nemmeno di presentarsi ai concorsi con tutti i titoli richiesti.

Le domande pervenute nel settembre 1875 furono solo quattro, due delle quali per maestra di 1<sup>a</sup> categoria, una per maestra assistente e la restante per entrambe;<sup>248</sup>

---

<sup>245</sup> «Corriere israelitico», 3, 1864-1865, p.222.

<sup>246</sup> Le sue funzioni, come definite da statuto, prevedono: la verifica del regolare andamento degli asili sotto il profilo pedagogico e disciplinare; la deliberazione di provvedimenti d'ordine interno in casi di urgenza; ogni anno riferiva dell'andamento disciplinare del corpo docente. L'espletamento delle sue funzioni avviene mediante frequenti visite all'istituto. Si veda SOCIETÀ DEGLI ASILI INFANTILI ISRAELITICI, *Statuto organico della Società degli asili infantili israelitici di Roma*, Roma, Civelli, 1876.

<sup>247</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, relazione dell'ispettore Ravà, 15 giugno 1875.

<sup>248</sup> I criteri di scelta erano stati fissati dall'art. 83 del Regolamento: era richiesta un'età compresa tra i diciotto e i trent'anni, patente magistrale inferiore o esame di passaggio dalla seconda alla terza classe di scuola Normale; si tiene in considerazione l'aver svolto attività presso asili governati secondo i sistemi più moderni; attitudine all'insegnamento del canto e della ginnastica infantile. Si erano presentate Ottolenghi Orsolina, Pace Elvira, Esterina Della Seta, Costanza Piperno. È presente una lettera dell'ispettore Vittore Ravà in cui si esprime un commento negativo sul basso livello di preparazione delle candidate in, Roma, ASILI ISRAELITICI, lettera a "ill.mo. presidente", Roma 8 giugno 1875.

l'esclusione della domanda di una candidata per superamento del limite d'età restrinse ulteriormente il cerchio. Pace Elvira, oltre alla patente magistrale, era munita di attestati comprovanti studi di ginnastica infantile, un tirocinio presso l'asilo delle Zoccolette<sup>249</sup> e una buona conoscenza della lingua francese; Esterina della Seta poteva vantare una esperienza di tirocinio presso gli asili stessi in sostituzione della sorella; Piperno Costanza non presenta titoli aggiuntivi rispetto alla patente magistrale richiesta. Viene scelta Pace Elvira come maestra di prima categoria e Esterina della Seta come assistente<sup>250</sup>. Nessuna delle candidate era formata sul metodo froebeliano.

A qualche anno di distanza la situazione appare già mutata. Nel settembre del 1877 Piperno Costanza e Orsolina Ottolenghi si presentarono munite della regolare patente magistrale e di certificato attestante l'avvenuto tirocinio in istituti che praticavano il metodo froebeliano<sup>251</sup>.

Occorse un decennio per la completa applicazione del metodo del pedagista friburghese e un ruolo di guida in questo fu svolto proprio da Vittore Ravà<sup>252</sup>. L'ispettore si era accostato a queste teorie con un approccio sperimentale: «Partii da Bologna il dì sette maggio, dirigendomi a Venezia. Venezia che fu l'iniziatrice del sistema Fröebel in Italia: Venezia ove quattro anni or sono avevo sentito parlare per la prima volta di questo sistema, ove fino da allora mi prese vaghezza di studiarlo nella sua parte speculativa, nelle sue pratiche applicazioni»<sup>253</sup>. La sua pubblicazione può considerarsi come una sorta di ricognizione generale sulla situazione delle scuole dell'infanzia nel nord Italia, ricostruita a partire da visite agli istituti condotte dallo stesso autore. Il fine apertamente dichiarato era quello di ideare un tipo di scuola che rispondesse ai bisogni del popolo. Le scuole

---

<sup>249</sup> È un asilo sito in via delle zoccolette come indicato dalla *Guida Monaci* cit.

<sup>250</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, relazione dell'ispettore Vittore Ravà, 22 settembre 1875.

<sup>251</sup> Ivi, estratto di verbale, settembre 1877.

<sup>252</sup> Si segnala la presenza a Roma del rabbino capo Vittorio Castiglioni noto per il suo impegno nell'ambito della formazione e per il suo orientamento pedagogico vicino al metodo froebeliano. Si veda per questo Antonella Castelnuovo, *Vittorio Castiglioni, pedagista ebreo*, La Rassegna Mensile di Israel Vol. 79, No. 1/3, Rabbini di Roma nel Novecento: Vittorio Castiglioni, Angelo Sacerdoti, David Prato (GENNAIO-DICEMBRE 2013), pp. 25-43.

<sup>253</sup> Vittore Ravà, *Sui principali istituti d'educazione infantile dell'Italia superiore*, Zanichelli, Bologna, 1873.

descritte avevano orientamenti pedagogici differenti: vi erano scuole froebeliane, altre che si ispiravano a principi elaborate da Colomiatti ed istituti privi di una linea didattica definita.

Il Giardinetto Vittorino da Feltre, diretto da Adolfo Pik a Venezia, occupa uno spazio di rilievo nell'opera e, per le sue qualità, finisce per diventare il modello di riferimento. Agli esordi l'istituto contava un esiguo numero di iscritti che andarono aumentando negli anni a seguire. A contraddistinguerlo, l'accorta strutturazione degli spazi e la scelta degli oggetti che concorrevano alla realizzazione del processo formativo: «Stanno in una sola grande sala terrena, a forma di rettangolo molto allungato, la quale misura circa 120 metri quadrati. È selciata in legno, convenientemente illuminata da due finestre e tre lanterne, che servono anche da ventilatoi, fornita di stufa, orologio, termometro ed ogni altro necessario arredo. I fanciulli seggono cinque per cinque, sopra comode panchine, cui stanno innanzi a altrettante tavole, il tutto di conveniente altezza. Ogni tavola porta cinque scacchiere, alternati a colori rosso e bruno, le quali servono di guida nelle esercitazioni coi cubi, mattoni e stecchini»<sup>254</sup>.

Non è infrequente rintracciare nelle descrizioni riferimenti alla luce e all'adeguata areazione dell'edificio, aspetti che vengono naturalmente associati al benessere psico-fisico dell'infanzia. La predisposizione dell'ambiente diventa un tutt'uno con le scelte educative tese al raggiungimento di un fine che non tarda ad affiorare dal testo: «In un'altra vetrina si conservano i materiali per i giuochi e lavori froebeliani ed altrettante eleganti buste di cartone quanti sono gli allievi, le quali buste costituiscono un vero portafoglio dell'operaio. All'ora fissata per le esercitazioni, il bambinello estrae dalla sua busta ora il quaderno di carta reticolata per il disegno, ora il cartoncino e l'ago per il traforo e ultimato il suo compito, ripone il tutto regolarmente nella busta, ivi conserva i lavori ultimato; e così in fine d'anno può constatare di per se stesso i progressi fatti. Tutte queste minuziose pratiche, le quali a taluno sembrano accessorie o soverchie, sono invece tra le più essenziali, come quelle che rendono veramente educative le pratiche froebeliane, facendole

---

<sup>254</sup> *Ibidem*, p. 7.

concorrere a foggare il carattere del fanciullo; ad informare le abitudini all'ordine, alla precisione alla nettezza: a fargli sentire la dignità dell'uomo»<sup>255</sup>.

Il tempo scuola si modella sul tempo lavorativo e include già i momenti che dovrebbero caratterizzare la vita dell'operaio; tutto viene predisposto affinché l'impressione prodotta dall'osservatore sia quella di "ordine nella libertà". Il canto non ha valore in quanto modalità espressiva del bambino, ma accompagna il gesto lavorativo e per tale ragione non deve essere disgiunto dall'azione; lo stesso può dirsi per gli esercizi ginnici la cui funzione è quella di forgiare un corpo sano.

Altro istituto froebeliano degno di grande considerazione è quello di Adele Levi Della Vida<sup>256</sup> di cui si descrivono le attività volte ad accostare spontaneamente i bambini alla conoscenza<sup>257</sup>.

Nel passare in rassegna le altre realtà locali, Ravà si sofferma sugli aspetti positivi dei singoli istituti e sulle criticità che sono da porsi in rapporto con la mancanza di uno svecchiamento delle metodologie didattiche. Si giudica negativamente l'apprendimento mnemonico e quello che non segue le naturali tappe dello sviluppo infantile, talvolta le critiche si appuntano su aspetti apparentemente singolari, come ad esempio l'impiego del dialetto da parte delle maestre.

La critica a metodologie troppo "scolastiche" viene sostenuta a partire dal principio secondo il quale nella prima fase il magistero deve modellarsi su quello materno. Il modello del pedagogo tedesco risulta di gran lunga preferito agli altri, seppur in taluni casi sia evidenziata dall'autore una comprensione non esatta dei suoi principi<sup>258</sup>.

---

<sup>255</sup> *Ibidem*.

<sup>256</sup> Adele Levi Della Vida, figlia di Samuele della Vida e Regina Pincherle, crebbe in un ambiente veneziano ricco di stimoli e intriso di valori risorgimentali. La donna fu impegnata per tutta la vita in attività filantropiche. A Venezia contribuì alla diffusione del metodo froebelliano con l'istituzione di un Giardino per l'infanzia; Lasciò Venezia nel 1888 per recarsi a Firenze dove fondò una sezione femminile per classi lavoratrici presso lo Stabilimento Pietro Dazzi. A Roma dal 1910 fondò e diresse la Scuola di economia domestica e Agraria. Su Adele Levi Della Vida si veda: Gina LOMBROSO, *Adele della Vida-Levi, una benefattrice dell'infanzia*, Torino, Poligrafica Ed. Subalpina, 1911; Jole CECCON, Luisa LEVI D'ANCONA, *Jewish women in non-jewish philanthropy in Italy (1870-1938)*, in «Naschim», 20 (2010), pp. 9-33.

<sup>257</sup> Si respinge l'insegnamento diretto, che passa attraverso un apprendimento mnemonico dei saperi.

<sup>258</sup> La critica è indirizzata soprattutto ai Giardini d'infanzia veronesi; gli asili che seguono il modello Colamiatti fanno ricorso ad un metodo ancora troppo scolastico ed individualista.

La difficoltà di tracciare una storia generale degli asili israelitici in Italia dipende dalla scarsa quantità di contributi dedicati al tema<sup>259</sup>. Il saggio di Silvia Guetta Sadun costituisce un'importante presenza<sup>260</sup>. Indicazioni sparse si ritrovano poi su interventi di carattere generale riguardanti le istituzioni ebraiche di beneficenza sorte tra fine XIX e inizio del XX secolo. La situazione degli asili israelitici italiani può essere ricostruita solo sommariamente a partire dalla stampa ebraica che celebra la loro fondazione, ne ricorda anniversari o tesse elogi per speciali meriti.<sup>261</sup> Ci si limiterà a fare un breve accenno agli enti più importanti e più menzionati dai periodici: Ferrara, Mantova, Vercelli, Firenze, Livorno, Torino, Reggio Emilia, tra gli altri.

Uno dei primi istituti di tutela dell'infanzia sorto in Emilia fu quello ferrarese, fondato nel 1848 e basato sul modello aportiano. In un articolo del *Vessillo* se ne ricordano le origini umili e modeste, la cui sopravvivenza dipendeva dalle elargizioni dei privati. Nel 1854 fu possibile il trasferimento in locali più ampi: venne edificato un palazzo destinato ad ospitare gli asili in una propria ala. L'inaugurazione avvenne nell'aprile del '74 alla presenza di tutte le autorità. Il sostentamento economico fu possibile anche in questo caso grazie al contributo dato da Municipio e Governo. Compare un riferimento alla necessità di occuparsi con particolare attenzione delle fanciulle. Anche in questo istituto, così come in altri, si introdusse in seguito il modello froebeliano<sup>262</sup>.

A Reggio Emilia, nella sezione del giornale, dedicata alla corrispondenza, si trova un cenno alla trasformazione di un asilo israelitico in asilo froebeliano. Le maestre si sarebbero recate a Bologna per poter apprendere il metodo<sup>263</sup>.

A Mantova, la ristrutturazione del sistema assistenziale fece seguito alla fase della prima emancipazione e rispose in prima istanza all'esigenza di rinsaldare i vincoli di coesione.

---

<sup>259</sup> Si fa notare che gli asili menzionati da Ravà, i quali comunque hanno costituito un importante termine di raffronto, sono o di fondazione privata o comunale, ma non israelitica.

<sup>260</sup> Silvia GUETTA SADUN, *Sulle istituzioni ebraiche per l'infanzia a Firenze*, in «La Rassegna Mensile di Israel», s. 3, 56, 1/2 (1990), pp. 113-129.

<sup>261</sup> Le informazioni sono ricavate da uno spoglio dei seguenti periodici «Vessillo israelitico», «Educatore israelita», «Corriere Israelitico».

<sup>262</sup> «Vessillo Israelitico», 24, maggio 1876.

<sup>263</sup> «Vessillo Israelitico», 23, settembre 1875.

La situazione socio economica della Comunità mantovana fu sempre contraddistinta dalla predominanza di una ristretta cerchia di famiglie, a fronte della restante popolazione che versava in condizioni di povertà. Le complesse vicende interne, descritte da Colorni<sup>264</sup>, non comportarono mai l'allargamento della partecipazione alla vita comunitaria anche alla base. Alla soppressione delle confraternite, avvenuta in età napoleonica, seguì la fondazione di istituti, poi divenuti enti morali. Ad esempio, le Pie Case israelitiche, fondate nel 1825, presero a funzionare come scuole e come ospizi. Qualche anno più tardi, nel 1834, venne fondato l'Istituto Trambotti. Luzzatto Voghera pone l'accento sulla funzione della carità come forma di autopromozione della classe dirigente, sminuendone l'autenticità dello spirito filantropico.

Nella fase successiva si assiste al rilancio della formazione scolastica. Un asilo venne istituito solo nel 1870 ed ebbe sede nel fabbricato della casa israelitica<sup>265</sup>. Garantiva ai bambini poveri un pasto completo giornaliero. Attendevano alla cura dei bambini due maestre, vi erano dodici ispettrici che, a turno, si occupavano della sorveglianza degli stessi. La direzione era formata da un presidente, da un vice, da un segretario e da un consigliere di sorveglianza<sup>266</sup>. Non si dispone di più specifiche informazioni sull'orientamento pedagogico adottato.

Il Piemonte si presenta maggiormente arretrato rispetto alla Emilia circa la questione dell'assistenza infantile: in un articolo si lamenta la mancanza a Vercelli di scuole pubbliche femminili e di asili d'infanzia<sup>267</sup>. La situazione si presenta differenziata per quanto riguarda Cuneo, il cui stabilimento, eretto a corpo morale con R. D. 9 giugno 1861, era conosciuto come il secondo per importanza dopo Torino. Accoglieva complessivamente 40 bambini dai tre ai sei anni. Il personale scolastico era formato dalla direttrice Anna Levi da Torino e dalla maestra Margherita Viglione. Il Consiglio amministrativo era composto da una

---

<sup>264</sup> Emanuele COLORNI, *Breve storia degli ebrei a Mantova: compendio tratto da "History of the Jews in the Duchy of Mantua" di Shlomo Simonsohn Gerusalemme 1977*, Mantova, Mantova ebraica, 2006, ID., *La comunità ebraica mantovana: appunti di storia*, Mantova, Mantova ebraica, 2000; Vittore COLORNI, *Fatti e figure di storia ebraica mantovana*, Città di Castello: Unione arti grafiche, 1934.

<sup>265</sup> Sulle istituzioni di beneficenza si veda Francesca CAVAROCCHI, *La comunità ebraica di Mantova fra prima emancipazione e unità d'Italia*, Firenze, Giuntina, 2002.

<sup>266</sup> «Vessillo Israelitico», 24, giugno 1876.

<sup>267</sup> *Ibidem*.

rappresentanza esclusivamente maschile: il Rabbino Levi, direttore morale e presidente onorario, Isacco Cassin, presidente effettivo, Beniamino Colombo, Gabriel Lattes, il tesoriere Leon Lattes e il segretario Salomone Montel. L'ammissione era gratuita per le famiglie povere, invece per le ricche il contributo variava da un minimo di 2,50 lire ad un massimo di 6. Il Consiglio provinciale e quello comunale elargivano un sussidio annuale, come anche la Banca Nazionale.

La Toscana può vantare un gran numero di istituti: a Firenze l'attenzione per l'infanzia è testimoniata dalla presenza di tante forme di carità e di assistenza. Già dal 1830 sorsero sale di custodia per bambini di famiglie disagiate che divennero nel corso di qualche anno veri e propri asili infantili secondo il modello aportiano e, in seguito, quello froebeliano. La formazione era indirizzata all'inizio verso la trasmissione di rudimentali precetti di nettezza, ordine e morale<sup>268</sup>. Era presente inoltre una scuola femminile di insegnamento elementare, religioso e di lavori domestici, frequentato da una trentina di giovani donne. Si menziona anche l'istituto privato femminile diretto da Olimpia Paggi.

A Livorno la scuola d'infanzia accoglieva le bambine di un'età compresa tra i 4 e i 6 anni. L'istituto, fondato nel 1834, seguiva pedissequamente i dettami della moderna pedagogia. Grande rilievo era attribuito all'educazione fisica che, assieme al vitto adeguato, aveva contribuito nel breve giro di pochi anno a migliorare notevolmente le condizioni fisiche delle alunne<sup>269</sup>. Gli insegnamenti morali, come indicato dalla relazione di Lambruschini, miravano a trasmettere senso del dovere, desiderio per ordine e pulizia, il senso di dipendenza dei figli dai genitori e dalle maestre, il valore del lavoro come fonte di sostentamento. Quanto all'istruzione, le materie inserite nel curriculum erano: lettura ebraica, lettura italiana e cucito.

A Venezia venne inaugurata la nuova sede degli asili intitolato a Moses Montefiore il 15 novembre del 1885<sup>270</sup>. L'edificio scelto era di grandi dimensioni e adeguatamente arieggiato per offrire ai bambini le migliori condizioni di benessere. Anche in questo caso ci si propone, sulla scorta delle indicazioni

---

<sup>268</sup> Silvia GUETA SADUN, *Le istituzioni ebraiche per l'infanzia a Firenze*, in «La Rassegna mensile di Israel», s. 3, 56, 1/2 (1990), pp. 113-129.

<sup>269</sup> Mirella SCARDOZZI, *La filantropia come politica : la Società delle Signore per gli asili infantili di carità di Livorno* in «Nuovi studi livornesi», (2011) , pp.201-226.

<sup>270</sup> «Corriere israelitico», 1885-1886, pp.277-279.

ministeriali, di adottare il metodo froebeliano. Quattro anni dopo venne aperto il primo asilo infantile notturno.

L'introduzione del metodo froebeliano negli asili israelitici romani richiese tempi molto lunghi, a fare difficoltà erano le scarse risorse necessarie all'allestimento dei locali, all'acquisto del materiale didattico e alla formazione delle insegnanti. A poco meno di un decennio dall'istituzione dei giardini d'infanzia, mancava ancora una matura conoscenza didattica; a dimostrazione di questo si può citare il contenuto di un breve scambio di lettere avvenuto tra il presidente Alatri e la direttrice Pastermann dell'istituto froebeliano di Napoli<sup>271</sup>. La donna offre la possibilità di riservare un posto ad una maestra degli asili romani per formarsi presso l'istituto.

Le condizioni si presentavano piuttosto favorevoli, data la disponibilità della scuola napoletana di garantire la gratuità di vitto e alloggio e del materiale di studio. Nella seconda lettera la direttrice rassicura inoltre sul trattamento di riguardo che avrebbe riservato alla maestra, rispettandone le festività sacre e gli altri rituali. La donna informa della presenza delle famiglie Tagliacozzo e Sonnino, i cui figli già frequentavano le scuole e che sarebbero stati disponibili ad accogliere la maestra durante le celebrazioni festive. Le condizioni poste per l'accettazione sono solo che l'insegnante sia italiana, munita di diploma elementare e con buona disposizione all'apprendimento. Nessuna delle maestre accetta la proposta per timore di eccessivi oneri economici o per ragioni familiari, eppure la situazione degli asili viene descritta positivamente in un articolo di Caterina Pigorini che viene riportato sul Vessillo<sup>272</sup>.

L'autrice apre l'articolo con un'esplicita critica nei confronti del Congresso pedagogico che, tenutosi in quei giorni, non aveva rivolto sufficiente attenzione alla realtà locale; ci si era limitati a formulare principi "alti"<sup>273</sup>, dando poco spazio a ciò che veniva emergendo nei diversi istituti. Si sofferma sull'ubicazione scelta: «Situato in via Rua, nel cuore dell'antico Ghetto, fra le malsane casucce e i botteghini misteriosi della vecchia razza orientale, il locale degli asili ha un'apparenza al di fuori triste e melanconica, come tutto il quartiere destinato a

---

<sup>271</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, "Corrispondenza", 1887.

<sup>272</sup> «Vessillo Israelitico», 1880 novembre.

<sup>273</sup> Si è già accennato all'esclusione delle materie religiose tra quelle obbligatorie; a questo si aggiunse una mozione a favore di un aumento degli stipendi delle maestre delle elementari.

quella parte infelice di popolazione che non figlia ancora del nuovo riscatto aveva nella comune servitù, perduto quasi il sentimento del viver libero e civile»<sup>274</sup>.

La descrizione prosegue mettendo a confronto lo squallore dell'esterno con l'atmosfera serena e festosa delle sale. La preparazione dei bambini diviene manifestazione del valore della formazione froebeliana. La scrittrice rimane colpita dalla educazione patriottica impartita ai bambini<sup>275</sup>. Si fa cenno all'utilizzo del testo dell'abate Matteo Trenta, segno dell'estrema liberalità degli asili. In calce i curatori del Vessillo ci tengono a precisare che il testo non contiene nulla che sia contrario alla fede israelitica. La descrizione offre uno spaccato di notevole interesse perché proviene da chi non ha mai vissuto all'interno del contesto comunitario.

### 3.6. Le maestre giardiniere

Un confronto tra i requisiti richiesti alle insegnanti nei primi anni di vita dell'ente e quelli della fase di piena attività, consente di misurare a passi certi il percorso formativo compiuto da queste donne.

Il dibattito sull'educazione della donna aveva un posto centrale nel dipanarsi dei discorsi pubblici che trovavano una propria eco nella stampa.

Di particolare rilievo è l'opuscolo di Eugenia Ravà, prima direttrice degli Asili israelitici romani, che ripropone ad un pubblico più vasto le parole da lei pronunciate in occasione di due conferenze <sup>276</sup>. La relatrice indica i propri modelli teorici di riferimento, situandosi così in un preciso orizzonte di pensiero che convenzionalmente è indicato con l'espressione "femminismo pragmatico". In apertura ci si sofferma su come sia da intendersi l'emancipazione: «Io non mai avuto simpatia per le utopie emancipatrici di coloro che vorrebbero uguagliare ad

---

<sup>274</sup> «Vessillo Israelitico», 1880 novembre, pp. 181-183.

<sup>275</sup> Rimane positivamente stupita dalla decisione di insegnare loro la canzone "il coscritto"; negli Stati Pontifici non vi era stata coscrizione obbligatoria, si era poco avvezzi dunque al servizio militare obbligatorio. Viene salutato questo come segno della fedeltà alla causa nazionale.

<sup>276</sup> Eugenia RAVÀ, *Il femminismo e l'educazione della donna nell'epoca presente*, Roma, Dante Alighieri, 1900. I seminari si erano svolti a Torino, in occasione del Congresso Pedagogico italiano, e a Roma a beneficio dell'educatorio Guido Baccelli.

ogni costo la condizione dei due sessi, e cacciare la donna, resa uomo, nel tumultuoso agitarsi della vita maschile»<sup>277</sup>.

Si prosegue circoscrivendo l'ambito di intervento del femminile che non avrebbe dovuto riguardare né la politica, né le arti liberali. Nell'atto stesso di teorizzarne la libertà, l'autrice circoscrive i confini e riconferma i tradizionali rapporti di forza. Alcune caratteristiche, tradizionalmente associate al maschile, come forza e vigore fisico vengono ritenute indispensabili per compiere un vastissimo numero di azioni; questo esclude dalla portata dell'intervento femminile anche lo studio<sup>278</sup>.

La costituzione fisica definisce doveri naturali: «La donna emancipata non è donna saccente e politicante è donna sapiente nella scienza della vita»<sup>279</sup>. Questo relega il femminile a ciò che direttamente o indirettamente ha a che fare con la sua funzione materna. Il paradosso del suo pensiero è che da un lato afferma la naturalezza di alcune attitudini che costituirebbero l'essenza del femminile, dall'altro sostiene la necessità di trasmettere queste qualità mediante l'insegnamento.

Ravà si pronuncia a favore di un'emancipazione "giusta": quella che non confina la donna nel gineceo, ma che la immette nel mondo del lavoro. L'ambito occupazionale viene ancora selezionato sulla base delle sue qualità "naturali". Vi è un esplicito riferimento al fatto che prolungati tempi di studio generano eccessivo affaticamento di un corpo che non possiede sufficiente vigore; ne deriverebbero pericolose patologie fisiche e psicologiche<sup>280</sup>.

In questa fase l'educazione è tutt'altro che mezzo di emancipazione diretta. Lo è solo in virtù del fatto che crea i presupposti per avere accesso al mondo del lavoro, attraverso il quale le donne fanno esperienza di una condizione di indipendenza. Gli accresciuti bisogni e le impellenti esigenze economiche avevano reso necessario un impiego femminile nel mondo del lavoro. È proprio questo che orienta verso un'educazione che è riaffermazione dei valori tradizionali.

---

<sup>277</sup> RAVÀ, *Il femminismo e l'educazione della donna* cit., p. 5.

<sup>278</sup> A questo proposito si veda Eugenia RAVÀ, *La donna e la nevrastenia: conferenza tenuta nell'aula magna del collegio romano a beneficio delle Colonie Alpine e Appennine*, Roma, Dante Alighieri, 1910.

<sup>279</sup> RAVÀ, *Il femminismo e l'educazione della donna* cit., p. 6.

<sup>280</sup> *Ibidem*.

Ravà sostiene che i programmi delle scuole tecniche non rispondono ancora alle esigenze di una patria unita: «l'Italia non ha ancora la sua donna tipo»<sup>281</sup>. Occorre ribadire con forza alcuni valori tradizionali proprio nel momento in cui potrebbero entrare in crisi.

L'inedita attenzione per le forme e i modi dell'educazione femminile si pone in rapporto con la necessità di neutralizzare eventuali spinte devianti. L'autrice entra nel merito del problema in un testo informativo, apparentemente "neutrale", esponendo le linee programmatiche e le metodologie didattiche dell'Istituto tecnico Marianna Dionigi, di cui divenne direttrice dopo aver lasciato lo stesso incarico ricoperto presso gli asili. In questa scuola i professori erano stati sostituiti da educatrici che erano chiamate a compiere un'osservazione continua delle allieve. L'educazione della volontà e dei sentimenti si doveva svolgere in ogni momento e per fare ciò "le donne devono educare le donne"; occorre offrire alla vista un modello che deve essere emulato, dal momento che l'educazione deve abbracciare tutte le componenti<sup>282</sup>.

È educazione del cuore, della mente e dell'immaginazione <sup>283</sup>: «Compito difficile ma indispensabile per rendere efficace l'educazione delle giovinette è quello di studiare l'indole delle alunne affidate alle nostre cure. Infatti in una raccolta assai numerosa vari si incontrano i caratteri, e perciò conviene conoscerli ben bene per poterli giustamente apprezzare. Se si ha la sorte di indovinare le diverse inclinazioni ci si porge agevol mezzo di dominarle»<sup>284</sup>.

È sufficientemente chiaro all'autrice il risultato che si vuole produrre: «Bisogna tener mira sempre di formare caratteri forti, energiche lavoratrici che sappiano rendere più produttive un'ora, di quel che non possa essere allo svogliato un'intera giornata. E tutto ciò conviene ottenere senza prediche, presto dimenticate, ma con

---

<sup>281</sup> Ivi, p. 27.

<sup>282</sup> A proposito dell'educazione femminile occorre citare anche Caterina Franceschi Ferrucci che avviò un'attenta riflessione sul problema dell'educazione femminile. Si veda a questo proposito Caterina Franceschi Ferrucci, *Della educazione morale della donna italiana*, Torino, Giuseppe Pomba e comp., 1847.

<sup>283</sup> Da notare quest'ultima importante distinzione: l'immaginazione è oggetto d'interesse a sé stante. Si riconosce implicitamente la potenza della vis immaginativa che deve essere imbrigliata. La selezione dei libri che possono essere letti costituirebbe un interessante dato di analisi. Le biblioteche circolanti sono sottoposte ad un rigido controllo.

<sup>284</sup> Eugenia RAVÀ, *La scuola tecnica femminile quale istituto educativo e di pratica utilità*, Coppo, Vercelli, 1903, p.13.

le abitudini contratte a poco a poco per volta, e quasi insensibilmente. In tal guisa le care e plasmabili giovinette che frequentano la scuola secondaria che mira ad istruire, e deve mirare ad educare, quella principale parte delle nostre popolazioni, la quale costituisce, dirò così il nerbo della nazione, debbono apprendere il rispetto alle autorità, l'obbedienza alla legge, l'amore allo studio e alla fatica, la dignità del vivere pubblico e privato, il sentimento delle libertà, l'orgoglio per la gloria e l'indipendenza della patria, la schiettezza, la concordia, l'imparzialità, l'ingiustizia»<sup>285</sup>.

La formazione delle maestre risentiva probabilmente di questo modello; i loro fascicoli personali, conservati all'archivio degli Asili israelitici romani, consentono di ripercorre le tappe del percorso lavorativo e di studio e, talvolta, forniscono preziose informazioni di carattere biografico. La documentazione ivi contenuta si presenta eterogenea e include atti di nascita, attestati conseguiti al termine di percorsi formativi, certificati medici e lettere indirizzate all'amministrazione. Il registro del personale consente di ricostruire il rapporto che ciascuna insegnante intrattenne con l'amministrazione in termini di condizioni contrattuali<sup>286</sup>. Queste stesse donne presero servizio presso i giardini d'infanzia e figurano nei bilanci anche come socie che partecipavano alle adunanze generali<sup>287</sup>.

Le maestre dell'asilo ai suoi esordi erano: Sara Pittigliano, nata a Roma nel 1811 e scelta nel 1864 per l'asilo femminile; Giuditta Bondi<sup>288</sup>, anche lei romana, ma di trent'anni più giovane, assegnata allo stesso asilo; Olimpia Zevi, nata nel 1838 a Roma e selezionata nel 1864 come maestra degli asili maschili<sup>289</sup>; Rebecca Gattegna, maestra degli asili maschili dal 1868<sup>290</sup>; Adelaide Della Seta<sup>291</sup> scelta nello stesso anno per la sezione maschile<sup>292</sup>.

---

<sup>285</sup> *Ibidem*.

<sup>286</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, registro personale (1890-1942), di cc. non num.

<sup>287</sup> Gli estratti dei verbali delle assemblee informano della importante presenza femminile; ne è un esempio l'adunanza generale Aprile 1876, tra le intervenute: Virginia Nathan, Alatri Rosa, Alatri Virginia, Cave Angelica, Piazza Anna, Pontecorvo Ester, Segre Rosina.

<sup>288</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. personale "Giuditta Bondi", di cc. non num.

<sup>289</sup> Zevi Olimpia non viene ritenuta idonea a svolgere la mansione di insegnante e sarà costretta a rassegnare le dimissioni.

<sup>290</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. personale "Rebecca Gattegna", di cc. non num.

<sup>291</sup> *Ibidem*.

<sup>292</sup> *Ibidem*.

Dagli anni '80 si assiste ad un ricambio generazionale piuttosto evidente, dovuto solo in parte al pensionamento del corpo insegnante e voluto dal Consiglio per favorire lo svecchiamento della didattica. È il caso di Gioconda Sorani, assunta agli asili nel 1883. Il Consiglio aveva bandito un concorso pubblico per titoli il 12 aprile 1882, la valutazione delle candidate era stata compiuta dalla Deputazione israelitica e dalla Commissione direttiva. La donna poteva vantare una buona formazione e una buona attitudine all'insegnamento. Per questa ragione, al termine dell'anno «di esperimento», la Sorani risulta idonea al conferimento dell'incarico come maestra di prima categoria, per tre anni e con uno stipendio annuale di 840 lire.

Come si apprende da una lettera del 15 giugno dell'83, la maestra è costretta ad assentarsi da Roma per malattia. La missiva viene inviata dalla madre della donna, vedova Sorani; tale informazione dà motivo di ritenere che, in assenza della figura paterna, ci fosse stato un investimento nella formazione femminile in ragione probabilmente della necessità di garantirsi un'entrata economica<sup>293</sup>.

Nell'ottobre del 1884 alla Sorani venne affidato il compito di sostituire la direttrice, ma questo incarico non le consente di avere comunque una condizione economica soddisfacente, come dimostra la richiesta di un sussidio al Ministero<sup>294</sup>. La donna dà voce al suo disagio in una lettera nella quale lamenta il mancato riconoscimento economico per l'attività svolta<sup>295</sup>.

La Sorani è già in servizio da molti anni ma le sue condizioni economiche non avevano conosciuto un deciso miglioramento, benché nell'anno 1887-88 le fosse affidato l'incarico ufficiale di direttrice. Questo la spinse a prendere la decisione radicale di abbandonare gli asili, dal momento che il Ministero dell'istruzione le aveva assegnato l'incarico di direttrice del giardino d'infanzia di Milano, annesso alla Scuola nazionale femminile. Gioconda decise di lasciare gli asili romani motivando così la sua scelta: «[...] Poi ho risolto di accettare sentendo il dovere

---

<sup>293</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. personale "Gioconda Sorani", 15 giugno 1883, di cc. non num.

<sup>294</sup> *Ibidem*. Il fascicolo contiene una lettera del 1885 della Prefettura, in cui si comunica che le viene concesso un sussidio di 50 lire a seguito delle notizie positive pervenute dagli asili e dal Ministero.

<sup>295</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. personale "Gioconda Sorani", 28 novembre 1890, di cc. non num.

verso me stessa e verso mia madre di provvedere nel miglior modo al mio avvenire»<sup>296</sup>.

La donna riteneva che questa scelta avrebbe comportato un miglioramento consistente della sua condizione economica. Il suo necrologio ci consente di ricostruire in modo sintetico l'attività della donna a Milano: «Direttrice dell'asilo infantile annesso alla R. Scuola normale femminile Carlo Tenca introdusse per prima nella nostra città l'insegnamento del lavoro manuale. Aprì e diresse parecchi corsi di questa disciplina ai maestri e alle maestre della Provincia e del Regno [...] Nella scuola israelitica di Milano ella da lungo tempo infondeva alle giovani allieve, con paziente opera, l'amore alla lingua, alla storia, alla letteratura ebraiche; e cedendo alle pressioni delle signore ispettrici e dei consiglieri aveva accettato la direzione didattica dell'asilo infantile israelitico e si proponeva di riordinarne e completarne i programmi»<sup>297</sup>.

La questione della disparità di trattamento economico tra asili israelitici e scuole comunali è destinata a riproporsi con grande frequenza, ma a non trovare soluzione; benché gli asili potessero vantare discrete condizioni finanziarie, non saranno mai in grado di concedere consistenti aumenti; si farà ricorso a riconoscimenti in denaro per particolari meriti, ma limitati a specifiche situazioni.

Il fascicolo di Marianna Piazza presenta una quantità minore di documenti<sup>298</sup>. La sua lettera di presentazione è datata Ancona, 24 agosto 1884. La donna illustra il proprio percorso formativo: dopo aver conseguito la patente normale superiore nella regia Scuola di Ancona <sup>299</sup>, aveva svolto quattro anni di tirocinio in un istituto di educazione froebeliano. A questa attestazione si aggiunge la certificazione di idoneità, rilasciata dal rabbino maggiore, nell'insegnamento della religione e della lingua ebraica.

Il 20 luglio dell'85 le viene comunicata la nomina a maestra di prima categoria e al termine dell'anno di prova le è confermato l'incarico per il successivo triennio.

---

<sup>296</sup> *Ibidem*. Sono presenti due lettere nel fascicolo del carteggio una datata, l'altra priva di datazione (la prima è del 28 novembre del 1890)

<sup>297</sup> «Corriere israelitico», 43, 1904-1905, p. 231.

<sup>298</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. personale "Marianna Piazza".

<sup>299</sup> «Vessillo Israelitico», XXVIII settembre, 1880

La sua attività presso gli asili copre cinque anni. Da una lettera del 9 luglio 1889 si apprende che la donna aveva rivolto specifica richiesta al Ministero per gli Affari esteri di essere ammessa come maestra in una scuola italiana all'estero; la richiesta le è accolta e la donna è nominata direttrice dell'asilo d'infanzia di Alessandria d'Egitto<sup>300</sup>.

Anche Elena Volterra è originaria di Ancona e la comune provenienza dipende dallo stretto legame che intercorre tra le due città. Con la trasformazione di Roma in capitale, molte famiglie ebraiche vi si trasferirono per sfruttare al meglio le nuove opportunità economiche offerte dall'Urbe. La maestra giunse agli asili nel 1882 e nel luglio dell'anno successivo le venne confermato l'incarico per il triennio seguente. Fu inquadrata come assistente, in mancanza dei titoli di qualifica necessari a ricoprire un ruolo di maggior responsabilità. Intraprese contemporaneamente un percorso di formazione, grazie anche alla concessione di forme di congedo straordinarie per motivi di studio<sup>301</sup> e, nel settembre del 1889, dopo aver conseguito la patente di maestra superiore, la donna fece richiesta di essere ammessa a ricoprire tale ruolo per poter essere di "sollievo alla sua famiglia"<sup>302</sup>.

Nel marzo del 1880 la commissione direttiva comunicò ad Elvira Compagnano<sup>303</sup> che la sua domanda non poteva essere accolta immediatamente perché la donna non aveva ancora compiuto 16 anni, età minima richiesta allo svolgimento di tale incarico. Si concedeva tuttavia che ella continuasse a collaborare con gli asili "come esperimento". Fu nominata assistente di seconda categoria nel 1881, ma il 15 luglio 1885 la maestra presentò le sue dimissioni perché in procinto di maritarsi<sup>304</sup>.

Lo stesso problema si pose con Sara Abbina che, dopo essere stata considerata idonea all'insegnamento nel marzo del 1886, decise di sposarsi. In una lettera

---

<sup>300</sup> Sulle comunità italiane ad Alessandria vd. Cristoforo NEGRI, *La grandezza italiana: studi confronti e desideri*, Torino, Paravia, 1864.

<sup>301</sup> Già nel 1882 chiede di poter assistere ad alcune lezioni sul metodo froebelliano.

<sup>302</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. personale "Elena Volterra", 21 settembre 1889.

<sup>303</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. personale "Elvira Compagnano", 15 luglio 1885

<sup>304</sup> Nel fascicolo datato 18 Agosto 1880 troviamo allegata la seguente documentazione certificazione di conoscenza elementare della lingua e della religione ebraica sottoscritta da Laudadio Fano (maestro nel '67) e una dichiarazione del dottor Toscano sulle buone condizioni di salute della donna ("sana costituzione, eccellente fibra e buon temperamento").

dell'aprile 1887 fece esplicita richiesta di poter continuare a lavorare presso gli asili<sup>305</sup>. La commissione direttiva diede il proprio parere favorevole a patto che continuasse a svolgere le proprie mansioni con eguale zelo. Pochi mesi dopo è la stessa donna a rassegnare le dimissioni per la necessità di prestare maggiori cure alla propria famiglia.

Il registro della Commissione direttiva che copre il periodo dal 1896 al 1900 presenta molti casi analoghi a questo<sup>306</sup>. La questione di come regolarsi in caso di matrimonio del personale scolastico genera frequenti dibattiti tra i consiglieri. La linea di condotta generale prevede un rinnovamento temporaneo dell'incarico, a cui di norma segue una recessione dal contratto.

Il caso di Abbina Eleonora si presenta particolarmente significativo. La donna fa richiesta di poter rimanere in servizio, nonostante sia in procinto di sposarsi. L'ispettore Ravà si pronuncia a favore di un mantenimento dell'incarico fino alla conclusione dell'anno scolastico<sup>307</sup>. La questione si ripropone durante la seduta del 20 ottobre dell'anno successivo e dà luogo a dibattito. Abbina avrebbe dovuto rimanere fino alla fine del mese di settembre, dichiara però di aver avuto un aborto e chiede di poter mantenere l'ufficio. Il consigliere Sonnino si mostra perplesso nell'accogliere l'istanza di licenziamento della commissione direttiva in ragione delle qualità dell'insegnante e del lungo servizio da lei prestato presso l'istituto. L'ispettore Ravà obietta che tale decisione fosse stata presa non per la gravidanza, ma per il suo imminente matrimonio. Sonnino, pur riconoscendo la coerenza formale del ragionamento dell'ispettore, chiede che la questione venga posta ai voti. La proroga per tre anni le viene concessa con la presenza di un solo voto contrario.

Lo stesso problema si ripropone in occasione delle nozze della maestra Adalgisa Abbina. Benché Ravà ricordi che la condizione del nubilato sia necessaria per poter assolvere adeguatamente agli obblighi scolastici e coniugali, gran parte del Consiglio si oppone al licenziamento della donna; le ragioni addotte sono legate alle competenze musicali della maestra. I casi delle due Abbina dimostrano come,

---

<sup>305</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. personale "Sara Abbina" 3 marzo 1886

<sup>306</sup> Si segnala che il registro contenente le delibere del Consiglio direttivo (1896-1900) non è presente nell'elenco ufficiale della documentazione censita.

<sup>307</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, delibere del Consiglio direttivo (1896-1900), 20 ottobre 1897, di cc. non num.

in presenza di competenze specifiche, sia facilmente ammessa una deroga al regolamento ordinario.

La valorizzazione del merito e della formazione è alla base anche del ridimensionamento del numero delle tirocinanti. Si era infatti constatata la tendenza ad assumere come maestre assistenti giovani donne che avevano compiuto un periodo di tirocinio presso l'istituto. Questo, però, senza che poi venisse richiesto alcun titolo di studio.

Il potenziamento dell'istruzione è uno degli obiettivi primari di questa fase come dimostra la concessione di congedi straordinari, naturalmente qualora questi non avessero compromesso il buon andamento dell'istituto e non fossero eccessivamente penalizzanti per le classi. Ciò si inserisce nel contesto di generale riconoscimento pubblico accordato al mestiere dell'insegnante: ad esempio, la maestra Della Seta viene insignita di una medaglia al valore per il contributo da lei dato all'istruzione popolare.

Altra questione fondamentale è rappresentata dalla provenienza geografica delle maestre dell'istituto romano; il consigliere Ascarelli lamentava che nella selezione non si desse sufficiente importanza alle origini delle candidate<sup>308</sup>. Ottolenghi obiettava che i criteri di scelta non lo prevedevano.

Nella vita scolastica un ruolo essenziale è riservato alle direttrici, la cui condotta era disciplinata dal II paragrafo del Regolamento. Le loro funzioni riguardavano principalmente la vigilanza sull'andamento disciplinare e pedagogico dell'asilo. Per tale motivo rivolgevano la loro attenzione sia alle maestre che ai bambini. Verificavano che le maestre compissero con cura il proprio mestiere e, nelle esercitazioni collettive, si occupavano personalmente di "ammaestrare" gli allievi. Rientrava nella loro sfera di competenza anche il controllo dell'impiego corretto dei locali e dei materiali didattici.

---

<sup>308</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, registro delle delibere del Consiglio direttivo (1896-1900), adunanza 22 novembre 1899, di cc. non num. A titolo esemplificativo si cita Olga Finzi Contini che è triestina. La donna, benché colta, verrà respinta dopo un periodo di prova. Si riteneva non fosse in possesso delle qualità necessarie allo svolgimento della professione. Tra le qualità maggiormente valorizzate vi è la dolcezza.

Eugenia Ravà venne designata per questo ruolo nel dicembre del '78<sup>309</sup>; questo comportò le dimissioni del marito e ispettore Vittore Ravà <sup>310</sup>. La donna viene ricordata dalla stampa per le sue doti di educatrice e per i suoi meriti nel divulgare teorie pedagogiche all'avanguardia. Ebbe un ruolo di primaria importanza anche come relatrice in numerosi convegni dedicati al ruolo della donna nel mondo contemporaneo e dell'infanzia<sup>311</sup>. La sua nomina decadde quando fu eletta presidentessa della Scuola tecnica femminile Marianna Dionigi.

Prese allora il suo posto Ida Finzi, figlia del rabbino di Ferrara Lionello Finzi. Anche lei ebbe un ruolo attivo nella formazione pedagogica delle maestre come dimostra il suo ruolo di conferenziera presso Camerino e Alessandria.

Dal necrologio del padre, apprendiamo che la Finzi aveva una sorella che era stata inviata dal Ministero dell'Istruzione a Salonico come maestra di una scuola italiana <sup>312</sup>.

### 3.7. Storia di un'ispettrice: Amalia Besso

Le informazioni biografiche che ci restituiscono una visione tutt'altro che esaustiva di questa figura così complessa, sono state ricavate da una serie di lettere appartenenti a brevissimi carteggi e, in gran parte, da un opuscolo commemorativo pubblicato *post mortem* nel 1929<sup>313</sup>. In tale libretto non si fa menzione delle origini ebraiche di Amalia Besso. Siamo probabilmente in una fase nella quale non occorre ometterle per ragioni strettamente connesse all'esaltazione della razza, piuttosto l'informazione non si dà come rilevante in relazione all'appartenenza universale di questa donna alla patria italiana.

---

<sup>309</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, estratto di verbale, 6 dicembre 1878.

<sup>310</sup> Il regolamento vieta a persone con uno stretto grado di parentela di ricoprire incarichi presso l'istituto nello stesso periodo (art. 9).

<sup>311</sup> Molteplici le sue pubblicazioni: Eugenia RAVÀ, *Monografia per il XXV anniversario dell'inaugurazione della scuola*, Roma, Sabucchi, 1909; EAD., *La scuola tecnica femminile quale istituto educativo e di pratica utilità*, Vercelli, Coppo, 1903; EAD., *Relazione per la Esposizione Universale di Parigi dell'anno 1900*, Roma, Civelli, 1900; EAD., *Il femminismo e l'educazione della donna nell'epoca presente*, Roma, Dante Alighieri, 1900; EAD., *La donna e la nevrastenia: conferenza tenuta nell'aula magna del collegio romano a beneficio delle Colonie Alpine e Appennine*, Roma, Dante Alighieri, 1910.

<sup>312</sup> «Vessillo Israelitico», 38, luglio 1890, p.240.

<sup>313</sup> FRANCESCO ORESTANO, *Amalia Besso (1856-1929): commemorazione al Lyceum Romano (14 dicembre 1929-VIII)*, Roma, L'Universale, 1930, p. 3.

Il tono commemorativo dell'opuscolo restituisce una figura poco autentica che risente dei *topoi* che contraddistinguono le biografie delle donne virtuose dell'epoca.

Ricorrono con frequenza richiami all'operosità, alla bellezza, alla generosità. Per tratteggiare in modo realistico la figura femminile, l'autore riferisce di un motto pronunciato dalla donna: «Vado, faccio, do»<sup>314</sup>. La *percursio*, che ben si adatta allo stile dell'epoca, sottende un atteggiarsi del pensiero. La concisione tipica del comando si rovescia qui in una retorica dell'obbedienza e in una propensione al servizio.

La biografia della Besso è costruita mettendo in luce due momenti che caratterizzerebbero la sua vita: quello della "soggezione" e quello della "libera espansione", la quale ultima rimanda alla libera manifestazione delle qualità artistiche della donna. Lo spartiacque della sua vita è rappresentato dalla perdita del marito che le impone la ridefinizione della propria esperienza in rapporto ad un vuoto.

L'andamento dell'opuscolo segue alcune linee di fondo, l'attenzione è rivolta alla sfera artistica<sup>315</sup>, all'attività di beneficenza e politica il cui valore si definisce in rapporto ad una fede nel partito fascista e all'obbedienza ad esso. Si omette, dato alquanto significativo, l'espulsione della Besso dal movimento dei Fasci femminili di cui si farà cenno in seguito.

Poche sono le notizie che abbiamo sulla sua infanzia<sup>316</sup>, alcune delle quali fornite dalla stessa Amalia che nel 1922, a proposito della sua attività artistica, scrive: «Sin da bimba nella natia Trieste sempre desideravo pittrice: invano però ché vi ostarono le idee dei tempi e le vicende della mia famiglia»<sup>317</sup>.

---

<sup>314</sup> *Ibidem*.

<sup>315</sup> La parte sulla attività artistica della donna, sebbene di grande rilevanza è stata tralasciata. Per questo si veda Si è ritenuto opportuno dare maggior rilievo agli aspetti più propriamente connessi all'attività filantropica e politica della donna.

<sup>316</sup> Amalia Goldmann, nacque nel 1856 a Trieste è figlia di Enrico e Carolina Norsa, vd. Stefania VASTANO, voce «Goldmann Besso Amalia», in *Dizionario Biografico degli italiani*, 57, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, 2001.

<sup>317</sup> Francesco Orestano, *Amalia Besso (1856-1929): commemorazione al Lyceum Romano (14 dicembre 1929-VIII)*, Roma, L'Universale, 1930, p. 8.

Il trasferimento a Roma risale al 1883, anno del matrimonio con Beniamino Besso fratello del più noto Marco. Amalia come la restante famiglia non risulta iscritta all'Università romana, ma figura nel censimento del 1909.

È probabile che la sua visione del rapporto con il mondo comunitario risentisse dell'influenza esercitata dalla famiglia del marito<sup>318</sup>. Pur non essendovi dunque un legame diretto con l'Università romana, è da segnalarsi il suo impegno nell'ambito della carità e in particolare a vantaggio degli asili israelitici romani.

Questo aspetto è di particolare rilievo perché dimostra come le élite borghesi che paiono più assimilate, conservino invece un rapporto complesso con le propria identità e le proprie origini. Sebbene non vi sia partecipazione alla vita religiosa comunitaria, tuttavia la donna continua ad intrattenere relazioni con i suoi membri e le sue istituzioni<sup>319</sup>.

Ve n'è traccia nei libretti delle ricevute degli asili in cui compaiono diverse donazioni sia di cifre modeste, sia di somme maggiori da destinarsi a libretti di risparmio<sup>320</sup>. La stessa munificenza caratterizza i fratelli Beniamino e Marco<sup>321</sup>.

La sua attività presso gli asili non si limita alle mere elargizioni in denaro, ma a partire dal 1889 si assunse anche il ruolo di patronessa e in seguito di ispettrice. Svolse quest'ultimo compito fino al 1899, anno delle sue dimissioni<sup>322</sup>.

Come stabilito da statuto ad ispettori ed ispettrici, scelti di norma tra i soci, spettava la vigilanza sull'andamento disciplinare ed educativo dell'istituto; sono chiamati inoltre ad osservare la vita scolastica alternandosi nei turni e dovendo poi riferirne in occasione della seduta convocata nel mese di giugno dall'ispettore capo.

Questo incarico è da inserirsi nella cornice più ampia dell'impegno filantropico a favore dell'infanzia abbandonata che vede la partecipazione della Besso alle

---

<sup>318</sup> Si veda a questo proposito Alberto CARACCILO, *Una diaspora da Trieste: i Besso nell'Ottocento*, in «Quaderni storici» 18 (1983), pp. 897-912 dove si prende in considerazione il carteggio da cui emerge l'idea di identità ebraica da intendersi come legame tra gli afferenti ad una minoranza. L'aspetto religioso, seppur con importanti differenze tra i diversi fratelli passa in secondo piano. La partecipazione ai rituali è vista come possibilità di perpetuare la memoria della "Nazione" ebraica.

<sup>319</sup> La tradizionale dicotomia che oppone gli assimilati a coloro che conservano la propria identità ebraica viene meno e lascia il posto a situazioni più sfumate.

<sup>320</sup> Nei libretti delle Ricevute del 1890 ne compaiono varie ricevute a suo nome.

<sup>321</sup> A nome loro compaiono altre elargizioni nei libretti delle ricevute sempre nello stesso anno.

<sup>322</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, registro Commissione direttiva (1896-1900), adunanza 28 settembre 1899.

iniziative della *Pro Infantia*. Questa società ebbe origine dal 1893 per iniziativa di privati, si diede nel corso di pochi anni un'organizzazione nazionale, valorizzando la propria presenza con comitati su tutto il territorio nazionale. Nel febbraio del 1897 si formò la sezione romana del cui Consiglio direttivo faceva parte la Besso. Presso l'archivio dell'ente si conservano pochi documenti: si tratta perlopiù di materiale a stampa che informa sulle iniziative dell'associazione<sup>323</sup>.

Il programma operativo della *Pro Infantia*, probabilmente redatto all'inizio del '900 – mentre la fondazione del comitato risale al 2 febbraio del 1918 – giustifica l'intervento filantropico in ragione del degrado e dello «spettacolo di abbandono morale e materiale in cui giacciono tanti fanciulli»<sup>324</sup>. Si denuncia lo scarso intervento delle istituzioni statali e la negligenza con la quale i brefotrofi si occupano dei bambini che hanno in custodia.

Il dato dell'aumento della percentuale di mortalità tra i bambini che vengono affidati alle nutrici di campagna toglieva autorevolezza all'istituzione orfanatrofio. La polemica, molto accesa contro i brefotrofi, condurrà negli anni seguenti ad una riforma che tenterà di mettere ordine nella gestione dei casi di abbandono e di fornire principi guida tali da improntare in modo omogeneo la conduzione degli istituti<sup>325</sup>.

L'ente pubblicava un bollettino mensile sulle iniziative svolte. Il primo numero conservato è del gennaio 1901. I pochi numeri sopravvissuti sono testimoni della creazione di una rete di beneficenza romana che guardava con grande interesse alla tutela dell'infanzia. Gli interventi di sostegno economico-assistenziale sono sempre accompagnati da iniziative di formazione<sup>326</sup>. I tentativi di dare visibilità

---

<sup>323</sup> Il materiale documentario è stato censito dalla Soprintendenza nel 2005. L'archivio non è stato oggetto di interventi di riordino e talvolta mancano le unità di condizionamento. Non sempre è presente il materiale indicato dalle serie e, viceversa i bollettini non figurano nell'elenco prodotto. Per informazioni generali sul fondo vd. <https://suisa.archivi.beniculturali.it/cgi-bin/suisa/pagina.pl?TipoPag=comparc&Chiave=211604>

<sup>324</sup> Roma, ARCHIVIO PRO INFANTIA, Bollettino "Pro infantia", maggio 1901.

<sup>325</sup> Sulla condizione dei brefotrofi si fornisce un quadro generale in Enrico MODIGLIANI, *Per la Riforma dei brefotrofi*, Roma, La Speranza, 1917; ID., *Il nuovo regolamento generale per il servizio di assistenza degli esposti*, Roma, Ipas, 1923; ID., *L'assistenza alla prima infanzia illegittima*, Torino, Del Signore, 1920.

<sup>326</sup> A questo proposito compare un dettagliato programma di conferenze sul tema dell'igiene; gli incontri con gli esperti si svolgevano presso le scuole perché vi fosse una maggiore adesione

all'istituzione sono evidenti: la Besso scrive una lettera ad Olga Lodi per chiederle espressamente di realizzare un articolo di presentazione dell'associazione<sup>327</sup>.

Tra le strutture che afferiscono alla *Pro Infantia* vi è la *Casa della Provvidenza*, fondata dal consigliere Whitmee dell'associazione; la struttura era collocata sulla strada di Porta Salaria, lontana dalla città. Oltre alla funzione di accoglienza dei bambini poveri e maltrattati vi era quella educativa: si voleva fare dei bambini, degli agricoltori e delle femmine, delle bambinaie. Si superava dunque la logica elemosiniera perché ci si poneva il problema di fornire i mezzi per superare una volta per tutte la condizione di indigenza degli assistiti. Tra le iniziative vi sono anche quelle meno incisive come le cure termali presso Salsomaggiore, per le quali Amalia Besso si spende, conducendo personalmente i bambini presso lo stabilimento.

Grazie al suo intervento illustri esponenti della comunità ebraica romana divengono soci dell'ente <sup>328</sup>. Tra questi Settimio Piperno, facente parte stabilmente del consiglio della Maternità Di Cave<sup>329</sup>. La suddivisione dei consiglieri all'interno delle commissioni rende l'intervento dell'ente più razionale e mirato<sup>330</sup>.

La Besso è presidente della Commissione per il ricovero dell'infanzia abbandonata che si occupa del collocamento in istituto dei bambini di famiglia che versano con condizioni di vita difficili. Il comitato si riunisce di frequente e, non si limita a fornire un'assistenza materiale, ma promuove interventi rieducativi delle madri. Dal carteggio<sup>331</sup> con il nipote Salvatore Besso emergono notizie sugli impegni della donna presso l'associazione, il Lyceum romano e la Donna italiana<sup>332</sup>. Dalle missive affiora anche il suo pensiero sugli eventi a lei contemporanei; si esprime a favore

---

<sup>327</sup> Si veda *Caro Olgogigi: lettere ad Olga e Luigi Lodi : dalla Roma bizantina all'Italia fascista, 1881-1933*, a cura di Ferdinando CORDOVA, Milano, Franco Angeli, 1999, p 307.

<sup>328</sup> Una intera pagina del bollettino è dedicata ai nuovi soci accanto ai quali è indicato il nome dei "proponenti".

<sup>329</sup> Tra gli oblatori vi sono anche Lidia Usigli Giulia Luzzatto, a riprova del forte intreccio esistente tra enti diversi e dell'enorme partecipazione degli ebrei romani al mondo laico della beneficenza.

<sup>330</sup> È indicata la condizione dei bambini di cui l'ente si prende cura, si ha una breve descrizione del "caso".

<sup>331</sup> Si tratta di 9 lettere scritte su fogli di piccolo formato che recano sul margine destro l'intestazione Grand Hotel de Russie, Rome) sono conservate presso la Fondazione Marco Besso.

<sup>332</sup> Da una lettera del 7 aprile 1912, conservata alla Fondazione Besso, apprendiamo che era stata inaugurata una nuova sede della "Pro infantia" e all'evento aveva preso parte anche la "tribù" dei Nathan.

della guerra in Tripolitania, ritiene che possa scuotere un “Paese sonnecchiante” e bisognoso di patriottismo. I soldati italiani possono così farsi onore e lottare contro le “barbarie dei turchi e degli arabi”<sup>333</sup>.

Negli stessi anni si costituisce la Federazione Romana femminile e il Consiglio Nazionale delle Donne Italiane, la prima associazione di chiara impronta femminista, seppur portatrice di idee moderate. La fondatrice, la contessa Rasponi, potrà sempre avvalersi dell’appoggio della Besso come vice presidente.

Orestano chiarisce che Amalia si faceva portatrice di una idea della donna «come fattore di equilibrio sociale e politico, contro ogni sovversivismo»<sup>334</sup>. Difficile tuttavia ricostruire la sua partecipazione, dato che l’archivio del CNDI – Consiglio nazionale delle Donne italiane si compone principalmente di materiale a stampa.

Amalia Besso figura come membro dell’alleanza cooperativa femminile per le città adriatiche redente; il gruppo era stato voluto dal Consiglio Nazionale delle Donne Italiane per stringere relazioni con le donne dell’altra sponda dell’Adriatico ed offriva aiuti materiali, in particolare generi di prima necessità<sup>335</sup>. Il suo contributo durante il primo conflitto fu intenso; prese parte alla Commissione femminile per l’integrazione dei servizi pubblici, sia con il servizio di volontariato civile, sia con la sostituzione delle donne agli uomini sotto le armi. Dopo Caporetto fu tra le promotrici della formazione dei Fasci femminili. Il manifesto programmatico della Federazione venne inviato a tutte le città in cui fosse presente un comitato del CNDI da cui questo si staccò<sup>336</sup>; la frattura dipese dal fatto che quest’ultimo aveva come scopo quello di occuparsi di politica. Così si giustifica il distacco: «Consce del grave momento che attraversa il nostro paese, il FNF riprende la sua attività e inizia un’opera di propaganda patriottica ogni classe sociale, elevare l’amore per la patria al più alto grado mediante la propaganda, illustrare ed esaltare le ricorrenze storiche che sono onore e vanto della patria, attuare opere di convincimento presso le donne lavoratrici di ogni categoria di astenersi dal partecipare a quelli

---

<sup>333</sup> Roma, FODAZIONE BESSO, *Carteggio*, Amalia Goldman Besso a Salvatore Besso, 9 dicembre 1911.

<sup>334</sup> FRANCESCO ORESTANO, *Amalia Besso (1856-1929): commemorazione al Lyceum Romano (14 dicembre 1929-VIII)*, Roma, L’Universale, 1930, p. 7.

<sup>335</sup> Roma, ARCHIVIO CENTRALE DELLO STATO, Consiglio nazionale donne italiane, b. 4, fasc. 17

<sup>336</sup> Reggio Emilia, ARCHIVIO DI STATO, Comitato assistenza civile, *Corrispondenza*, 1917-1918, varie 2.

scioperi che si manifestano inconsulti e ingiusti, partecipare direttamente o indirettamente ad azioni patriottiche e politiche del Paese<sup>337</sup>.

La sua idea sul volontariato civile è compiutamente espressa in un articolo pubblicato su «Assistenza civile». Ella ritiene che tra gli scopi del volontariato vi sia quello di creare rapporti di solidarietà politica e civile con tutte le donne d'Italia staccatesi dal CNDI <sup>338</sup>.

Il volontariato civile è da lei considerato la massima esplicazione della unità di una Nazione; l'autrice si sofferma sul dato numerico di coloro che non lavoravano, escludendo naturalmente dal conteggio la classe aristocratica, le donne di condizione agiata, ma anche i vagabondi. La guerra con il suo arruolamento obbligatorio aveva eliminato tale problema. Si sofferma sull'elemento femminile che viene coinvolto dalla situazione bellica e viene spinto a trovare il lavoro più consono alle proprie possibilità e alle proprie attitudini. La sua riflessione chiama in causa soprattutto le donne borghesi che, a differenza di quelle proletarie, non sono molto spesso impiegate nel mondo del lavoro. Ritiene che la borghesia abdichi «volentieri il suo ufficio in casa senza averne ancora assunto altro fuori di essa». È contraria al sussidio in denaro al bisognoso, poiché occorre che si collabori affinché anche lui venga impiegato proficuamente a sostegno alla nazione.

Il sacrificio delle donne assume anche un'altra forma, come la Besso ricorda in una lettera di condoglianza inviata ad Amelia Rosselli. La morte del figlio è «strazio infinito, ma la morte gloriosa deve esserle di conforto»<sup>339</sup>. È una madre privilegiata perché ha sacrificato alla patria quanto aveva di più caro.

Nel dopoguerra fece parte di una commissione che si occupò di redigere una relazione sull'opera della donna nell'assistenza civile. All'Archivio di Stato di Reggio Emilia si trova traccia di questa indagine che confluì in una relazione finale. Nella lettera del 29 aprile 1918 la Besso afferma che vi era stata una forte riduzione nella produzione della seta. La sua mobilitazione aveva il fine di ottenere un contributo a favore delle industrie. Il problema della bassa manodopera fu

---

<sup>337</sup> Tra le firmatarie, oltre ad Amalia anche Angelica Valli Picaroli, Ida Magliocchetti cassiera, Maria Trompea segretaria, e la baronessa Montblanc.

<sup>338</sup> «Assistenza Civile», aprile 1918, n. 4, pp. 176-178.

<sup>339</sup> Firenze, ARCHIVIO ROSSELLI, *Corrispondenza*, Amalia Besso ad Amelia Rosselli a Firenze, Roma 10 aprile 1916, c. 943.

risolto mediante il concorso di donne e fanciulli. L'iniziativa femminile doveva essere rivolta anche alla realizzazione della massima propaganda<sup>340</sup>.

La federazione del CNDI di Reggio Emilia, attraverso la sua rappresentante Virginia Fiastrì, risponde che è a conoscenza di casi nei quali le donne hanno sostituito gli uomini, in particolare ricorda una donna che, in assenza dell'indennità militare del marito, si era occupata personalmente della ditta familiare<sup>341</sup>.

Esprime poi il proprio rammarico perché il comitato reggiano non aveva aderito al Fascio Nazionale ma aveva fondato un altro movimento, la Lega Pro Italia, che aveva le stesse finalità<sup>342</sup>. L'unità costituisce secondo lei l'unico modo per potenziare il movimento.

Nel 1918 si recò a Trieste dove assieme ad un comitato di donne portò il tricolore. Orestano le attribuisce il merito di avere fondato i Fasci femminili in dieci centri tra Istria e Dalmazia e per questo atto venne insignita della croce di guerra. La sua permanenza in questi luoghi è confermata dalla redazione di una inchiesta sui crimini di guerra compiuti in queste terre <sup>343</sup>: «Andai a Pola il 10 dicembre ultimo scorso e mi trattenni colà tre mesi. Ebbi così occasione di vedere molti borghesi tornati dai campi di concentramento e constatai coi miei occhi che avevano evidenti le tracce delle percosse»<sup>344</sup>.

La vicenda politica di Amalia come segretaria dei Fasci femminili è di breve durata, risalendo al solo biennio del '22-'23 e può essere ricostruita attraverso un ridotto carteggio conservato all'Archivio centrale dello Stato. Si tratta di poche lettere da lei inviate ad Alessandro Chiavolini e allo stesso Mussolini.

La lettera più significativa è del 29 Aprile del '23; qui la segretaria chiarisce le ragioni della richiesta di un'udienza e nel contempo denuncia le criticità del movimento fascista femminile. Manca, a suo avviso, un coordinamento generale e

---

<sup>340</sup> Reggio Emilia, ARCHIVIO DI STATO, Comitato assistenza civile, *Corrispondenza*, 1917-1918, varie 2.

<sup>341</sup> In una lettera del 27 luglio 1918 si chiede di conoscere le istituzioni sorte per iniziativa del Consiglio dei comitati di Alleanza. Ci si preoccupa in particolare della tutela della donna e dei fanciulli). Di ciascuna si chiede statuto, regolamenti, patrimonio, persone. Queste informazioni dovevano essere inviate alle commissioni centrali per il servizio di volontariato civile, Reggio Emilia, ARCHIVIO DI STATO, Comitato assistenza civile, *Corrispondenza*, 1917-1918, varie 2.

<sup>342</sup> Reggio Emilia, ARCHIVIO DI STATO, Comitato assistenza civile, *Corrispondenza*, 1917-1918, varie 2, 5 ottobre 1918.

<sup>343</sup> *Delle genti e delle norme di guerra e sul trattamento dei prigionieri di guerra*, Roma, Camera dei deputati, 1919.

<sup>344</sup> Ivi, pp. 150-151.

un'idea definita di cosa debba essere la "donna fascista". Tale situazione è all'origine di inconvenienti: «Le donne romane sembrano voler mantenere lo stesso ruolo che avevano durante il periodo bellico, in questo senso *vogliono continuare ad indossare la camicia nera*».

Nella visione della segretaria occorrerebbe invece distinguere la funzione femminile in tempo di pace e in tempo di guerra. Esistono campi di intervento femminili che non includono l'uso della forza: «che non sia necessario continuare a vedere la donna e la ragazza con la rivoltella e con il bastone»<sup>345</sup>.

Sono forti le divisioni nel movimento romano: l'intervento della Besso spinge all'introduzione di donne di cultura e dedite ad attività sociali di beneficenza, ma la componente squadrista si oppone duramente.

Riferisce poi di una iniziativa da lei presa di introdurre il gruppo delle piccole fasciste (9-14 anni), che è piena manifestazione del valore da lei accordato all'educazione e alla importanza di una propaganda rivolta alle fasce di età più giovane.

Si esprime favorevolmente rispetto all'impiego della divisa e propone l'introduzione di un servizio obbligatorio femminile di assistenza sociale, d'insegnamento o sanitario, per donne d'età compresa tra i 18 e i 20 anni.

Non fa distinzione di classe e vede in questo la possibilità di mettere a disposizione della patria una certa quantità del proprio tempo, ritenendo che il proprio esempio possa essere una strada anche per trasmettere un senso di disciplina.

L'ultima lettera, indirizzata a Mussolini il 24 novembre del '23, si configura come una Relazione sull'operato dei Fasci femminili. Riferisce della propria iscrizione ai Fasci, avvenuta nel gennaio del 1922, e della sua nomina come segretaria del gruppo femminile<sup>346</sup>.

La sua esperienza venne segnata dall'incontro con Mussolini, descritto con lo stile retorico del tempo che fa dell'adesione al partito una sorta di adesione ad una fede.

---

<sup>345</sup> *Ibidem*.

<sup>346</sup> Per una ricognizione generale sulla partecipazione degli ebrei al movimento fascista si veda Michele Sarfatti, *Italy's Fascist Jews: insight on Unusual Scenario*, Quest. Issues in contemporary Jewish history, Journal of Fondation CDEC, Issues n.II, October 2017.

Il primo atto è quello di costituzione dell'ufficio amministrativo dei fasci che avviene grazie al supporto di Clara Travaglia, cassiera del gruppo romano.

L'attività femminile aveva portato vantaggio anche a quella maschile, come dimostra il versamento di una consistente quota di denaro. Tuttavia la Besso ritiene che questa disponibilità non sia contraccambiata dal gruppo maschile, tant'è che la segretaria denuncia la mancanza completa di sostegno sia materiale che morale. Fin dalle sue origini il movimento femminile venne frenato nelle proprie attività e questo non permise di maturare una adeguata consapevolezza del ruolo svolto dal femminile.

Si evidenzia la tendenza a ridurre l'intervento a ristrettissimi compiti: raccolta di indumenti in occasione delle festività o celebrazioni pubbliche (viene ricordata quella dell'albero al Teatro Adriano). Altri progetti e iniziative proposte dal femminile non vengono prese in considerazione, tra queste il Gruppo sportivo, un corso per infermiere, le lezioni di pronto soccorso. Viene ricordato anche il tentativo di fondare una colonia marina ad Ostia, anch'esso naufragato, nonostante il terreno gratuitamente offerto dall'ingegnere Orlando. Riferisce inoltre delle divisioni interne e del comportamento irrispettoso della componente squadrista.

Ricorda poi l'intervento dei Fasci a sostegno della propaganda e in favore dei più bisognosi per i quali si svolse un'azione di mediazione con i ministeri, tesa ad ottenere sussidi. L'intervento di sostegno alle mogli di veterani fascisti ci ricorda come il movimento abbia compiuto un'opera di mitizzazione delle proprie origini. È chiaro che il supporto ai martiri del fascismo sia da annoverarsi come gesto che consacra il movimento e i suoi sacrifici dalle origini (celebre è il caso della vedova Magrini).

Apprendiamo dalla lettera che ebbe un ruolo importante nell'azione di propaganda sul ruolo politico delle donne nel mondo fascista e tenne diverse conferenze sull'argomento. La necessità di una preparazione e di una maggior consapevolezza del femminile viene posta in rapporto con la riforma sul voto amministrativo concesso alle donne e visto come imminente. La Besso si era allineata alle idee espresse dall'associazione *Pro Suffragio* che aveva al suo interno posizioni molto

differenziate, ma accomunate dalla convinzione dell'importanza della concessione del diritto di voto alle donne<sup>347</sup>.

Anche questa attività però non ebbe grande successo, mentre ebbero molto peso gli incontri quindicinali tenuti con il gruppo femminile per discutere su varie tematiche. Emerge un quadro molto più mosso e variegato sul fascismo delle origini. La Besso ricorda i conflitti interni al partito maschile, parlando di lotte che lo avevano travagliato.

Da ultimo aveva tentato di creare un gruppo di visitatrici a sostegno dei degenti, per i quali si era già messa in contatto con i medici del Policlinico che avevano confermato la propria disponibilità.

Tuttavia l'attività della Besso era malvista al punto tale che Gaetano Polverelli, tra gli altri coordinatori del partito, sciolse inaspettatamente il gruppo romano e lo riformò con donne tra loro sconosciute ed escludendo la Besso, la quale non rinnegherà la sua adesione al partito, come confermato da una lettera allo stesso Mussolini, al quale esprime gratitudine per il fatto di aver accettato la cittadinanza triestina<sup>348</sup>.

L'attività politica della donna non si esaurì quindi, ma seguirà altre strade più defilate. Nel 1925 collaborò con l'associazione *Anima Italica*, il cui compito era quello di occuparsi della diffusione dell'educazione, dell'igiene, della cultura e della moralità tra il popolo<sup>349</sup>.

Nel novembre dello stesso anno rilasciò un'intervista all'*American Hebrew* nella quale si era definita fascista prima che lo fosse Mussolini; difende poi il partito dall'accusa di antisemitismo, sostenendo che non è l'ideologia fascista a farsene portatrice, ma i singoli individui. Il fatto poi che Mussolini si fosse circondato di un così gran numero di collaboratori di origini ebraiche costituiva la prova di questo.

---

<sup>347</sup> A questo proposito si veda Sara FALLOCCIO, *Conversando di femminismo «La donna italiana»*, in *La corporazione delle donne: ricerche e studi sui modelli femminili nel ventennio fascista*, a cura di Marina ADDIS SABA, Firenze, Vallecchi, 1988, pp. 171-225. Il saggio ripropone il dibattito che si svolse sul periodico «La donna italiana» e sintetizza le principali posizioni delle interlocutrici. Le divisioni riguardano principalmente il significato da assegnarsi al voto: vi è chi lo considera come giusta ricompensa degli sforzi femminili nell'ambito sociale, vi è chi, come Giovanna Canuti si attesta su posizioni più estreme ritenendo che tale diritto si configuri come il riconoscimento delle donne come cittadine; le parziali concessioni del diritto di voto amministrativo ad un esigua parte dell'elettorato femminile, vennero spazzate via dalla riforma podestarile.

<sup>348</sup> ROMA, ARCHIVIO CENTRALE DELLO STATO, Ministero dell'Interno, *Carteggio*, 21 maggio del 1924.

<sup>349</sup> Roma, ARCHIVIO GIOVANNI GENTILE, lettera di Amalia Besso a Luigi Luzzatto, b. 14/611.

Negli ultimi anni della sua vita attribuisce grande importanza alla propaganda, come dimostra la lettera a Giovanni Gentile invitato a compiere una “conferenza fascista” al Circolo romano<sup>350</sup>.

La figura di Amalia Goldmann Besso è emblematica di una modalità complessa di intervento nell’ambito comunitario che supera la tradizionale dicotomia tra assimilati e non. Il modello weberiano, impiegato da Meghnagi che descrive i modi dell’agire sociale riflette compiutamente la complessità del rapporto individuo-realtà circostante<sup>351</sup>: se da un lato, l’agire sociale è determinato da scelte razionali, dall’altro sono presenti legami ed emozioni che guidano nel compiere delle scelte. È solo facendo ricorso a questo paradigma che possiamo comprendere le ragioni per le quali molti ebrei conservano un rapporto non lineare con la Comunità. È difficile spezzare definitivamente il filo sottile che li lega ad una tradizione che include anche i ricordi familiari e che dunque rimanda alla sfera affettiva<sup>352</sup>.

### 3.8. Storia dell’istituto dal 1896 agli anni Venti

La storia degli asili dell’ultimo quinquennio del secolo può essere ricostruita più agevolmente grazie al registro completo dei verbali della Commissione direttiva<sup>353</sup>. Al principio del 1896 giungono numerose le richieste di esenzione dal pagamento del contributo annuale. Le lettere esaminate dalla Commissione provengono da famiglie in gravi situazioni di difficoltà. Nella maggioranza di casi le richieste vengono accolte.

Molteplici legati concorrono al mantenimento dell’istituto, ad esempio il 20 dicembre 1896 pervenne la notizia di donazione testamentaria di 500 lire da parte di Nassim Lattes. Nel corso degli anni successivi vennero lasciate in eredità altre

---

<sup>350</sup> Ivi, lettera di Amalia Besso a Giovanni Gentile, b. 14/611.

<sup>351</sup> Saul MEGHNAGI, *Modelli educativi e forme di acculturazione* in «La Rassegna mensile di Israel», Vol. 76, 1-2 (2010).

<sup>352</sup> Questo spiega l’esigenza maturata negli anni precedenti all’emanazione della cosiddetta legge Falco di discernere in modo netto tra chi fa parte della Università e chi decide di recidere definitivamente ogni rapporto.

<sup>353</sup> Si tratta di un registro già indicato alla nota 133.

somme: quella di Angelo Di Cave, che ammonta a 250 lire<sup>354</sup>, e una cifra più modesta viene devoluta dall'ex socio Di Porto. I contributi pubblici elargiti, tra cui quello della Provincia, comportano una sorveglianza sull'istituto che si esplica attraverso diverse modalità *ex lege*.

Nel 1896 l'elargizione provinciale venne però ridotta a tutti gli istituti per l'infanzia. Venne meno anche il contributo della Banca romana, divenuta Banca d'Italia, che in una lettera del marzo 1898 dichiara di non finanziare più attività di beneficenza <sup>355</sup>. In questa fase la situazione economica dell'ente non è rassicurante<sup>356</sup>.

Nello stesso periodo si pose la questione dell'acquisto dei locali in Piazza d'Italia che già da anni ospitavano alcune classi<sup>357</sup>. L'istituto pagava una pigione mensile, ma ad un certo punto si ritenne che fosse più vantaggioso giungere ad accordi con il Comune per divenire proprietari effettivi; nell'ottobre dell'anno successivo alcuni delegati comunali furono inviati per un sopralluogo nei locali per verificare l'eventuale possibilità di utilizzo di aule dismesse a vantaggio di altri asili<sup>358</sup>.

La carenza di immobili disponibili per tale impiego era all'origine di una politica comunale che scoraggiava la vendita. La negoziazione si protrasse a lungo e non produsse gli effetti sperati, poiché il 25 di ottobre del 1900 venne rinnovato l'affitto dei locali in via Farini, ma la pigione aumentò da 100 a 105 lire. Nel dicembre dello stesso anno i delegati comunali inviati ad accertarsi delle condizioni dello stabile scoprirono che una parte dei locali, quella destinata all'acquisto, risultava avvallata.

---

<sup>354</sup> Il testamento di Angelo Di Cave, consigliere della Comunità, fu rogato dal notaio il 25 febbraio del 1899, vd. «Vessillo Israelitico», 47, marzo 1899.

<sup>355</sup> Com'è noto La banca Romana era stata al centro di uno scandalo di proporzioni colossali nel Gennaio del 1893 si veda Nadia CIANI, *Da Mazzini al Campidoglio: vita di Ernesto Nathan*, Roma, Ediesse, 2007, pp. 175-192.

<sup>356</sup> Vengono organizzate diverse feste di beneficenza per colmare il deficit di bilancio si veda: 35 «Corriere israelitico», 35, 1896-1897, pp. 69-70.

<sup>357</sup> Il locale in Piazza D'Italia è l'ex convento di Sant Agata in cui erano ancora ospitati i frati. La notizia viene data in un articolo che fa un resoconto della situazione dell'istituto «Corriere israelitico», 33, 1894-1895, pp. 94-95.

<sup>358</sup> Il R. d. del 1 settembre 1886 regolamentava il ruolo del Comune nel dare supporto all'edificazione di nuovi immobili scolastici o al reperimento di locali idonei si veda Pietro COGLIOLO, Angelo MAJORANA, *Codice scolastico del regno d'Italia: raccolta completa di leggi, regolamenti, circolari concernenti università, istituti superiori, licci, ginnasi, scuole ed istituti tecnici e nautici, scuole normali ed elementari, e ogni altro istituto d'istruzione, con commenti, note, raffronti giurisprudenza del Consiglio superiore*, Firenze, Barbera, 1892.

Questa fase è segnata da una maggior attenzione alla prevenzione delle malattie infettive, si temono in particolare quelle cutanee per le quali si introduce un medico specialista, Gaetano Canocchi, già ispettore dell'ospedale di San Gallicano, che venne chiamato a compiere ispezioni quindicinali<sup>359</sup>.

La vigilanza medica era già prevista da Regolamento interno, la Commissione direttiva stabiliva il numero di medici sulla base dell'occorrenza. Il più anziano tra loro poteva convocare gli altri nel caso in cui fosse necessario affrontare questioni specifiche e la commissione direttiva avrebbe poi potuto richiederne la presenza durante le adunanze, qualora si discutesse di questioni di loro pertinenza.

Era prevista la possibilità di allontanare bambini che fossero potenzialmente contagiosi ed effettuare visite a domicilio anche al personale dell'istituto. Come già evidenziato da Scardozzi<sup>360</sup>, la cura sanitaria costituisce un aspetto per il quale gli asili si ponevano all'avanguardia. Grande attenzione veniva data ad igiene e ad alimentazione. La possibilità di offrire un pasto giornaliero era stata frutto di un intenso lavoro di mobilitazione dell'amministrazione e, più in generale, della Comunità.

Le liste di beni alimentari acquistati sono indizio di pasti piuttosto frugali, in elenco troviamo: pasta, riso, fagioli. Si trattava di un regime alimentare povero, ma nutriente<sup>361</sup>. Si attribuisce estrema rilevanza alla distribuzione di una razione di carne, raro apporto proteico. È proprio la possibilità di avere una razione quotidiana che fa sì che, nonostante la frequenza dei bambini non sia mai troppo alta, non si scenda mai sotto una certa soglia di presenze. In questa fase non si riscontra la tendenza ad incoraggiare la presenza dei bambini. In generale la

---

<sup>359</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, registro delibere 1896-1900, adunanza 20 aprile 1897, di cc. non num.

<sup>360</sup> Mirella SCARDOZZI, *La filantropia come politica: la Società delle Signore per gli asili infantili di carità di Livorno*, in «Nuovi studi livornesi», (2011), pp. 201-226.

<sup>361</sup> In una prima fase l'asilo si rifornisce di generi alimentari da Alberto Furnaro, droghiere e salsamentario *Casher*; era stata presa in considerazione e, in seguito esclusa, la possibilità di far ricorso a diversi fornitori. I mandati di pagamento del 1900 ci informano del cambiamento del fornitore. La destinataria dei pagamenti risulta Ines, indicata come vedova Coniglio; è probabile che la donna gestisse in autonomia una bottega lasciatale dal marito in eredità (3979). Le liste di beni alimentari sono indizio di pasti piuttosto frugali (pasta, riso, fagioli, olio e sapone). Si pone la possibilità di rifornirsi presso un solo rifornitore. Queste informazioni si evincono dal registro delle delibere 1896-1900 e da un elenco di beni alimentari rinvenuto tra le carte.

maggior parte di loro non risulta pagante; le domande di esenzione venivano da principio dalla Congregazione israelitica di carità<sup>362</sup>.

I fascicoli del decennio seguente che raccolgono le domande dei bambini non paganti contengono un elenco della documentazione richiesta: certificato di nascita rilasciato dal Municipio, attestato dell' eseguita vaccinazione, certificato di sana costituzione e attestato di povertà.

Talvolta si trovano in allegato alla richiesta, lettere in cui si descrive la situazione familiare, di particolare rilievo per comprendere la situazione del proletariato romano. Di norma venivano accettati preferibilmente bambini poveri appartenenti a famiglie romane<sup>363</sup>, il cui numero dipendeva dai mezzi che l'istituzione aveva a disposizione (art.5). Vi sono casi eccezionali per i quali vengono accolti bambini privi di certificazione e che hanno superato l'età richiesta: è il caso di Cesare Di Cave, orfano da poco trasferitosi a Roma<sup>364</sup>.

Le domande continuano a giungere numerose a prova del fatto che la condizione economica della popolazione romana non sembra migliorare nel corso del tempo. La parificazione civile era per la stragrande maggioranza della popolazione ancora lontana. L'accoglienza dipendeva anche dalle informazioni che l'Università aveva cura di raccogliere sul conto della famiglia di origine del bambino<sup>365</sup>.

In questo lasso di tempo si assiste ad un generale miglioramento del livello formativo dell'istituto e dell'organizzazione interna. Prova ne è la frequente presenza di visitatori che esprimono giudizi positivi sull'andamento degli asili<sup>366</sup>. Un fattore determinante di tale qualificazione è rappresentato dalla valorizzazione delle competenze specifiche del corpo insegnante, per tale motivo il Consiglio

---

<sup>362</sup> RomA, ASILI ISRAELITICI, registro delle delibere, seduta 8 novembre 1896.

<sup>363</sup> SOCIETÀ DEGLI ASILI INFANTILI ISRAELITICI, *Statuto organico della Società degli asili infantili israelitici di Roma*, Roma, Civelli, 1876, art. 4.

<sup>364</sup> L'ammissione dei bambini era di norma stabilita da Presidente e Vice presidente, si ricorreva all'intera commissione qualora vi fossero situazioni particolari. Viene stabilito durante la seduta 16 ottobre 1898.

<sup>365</sup> In questa fase fu posto anche il problema dell'accoglienza di due bambine figlie di donne israelite sposate a cattolici: il Consiglio diede la sua approvazione senza che vi fosse alcuna discussione.

<sup>366</sup> Un noto filantropo, si reca presso l'istituzione e si dichiara colpito dal livello raggiunto. Viene ricordato come l'ideatore di ricreatori dedicati a lavoratori manuali e agricoli e come fondatore dell'orfanatrofio di Firenze. Egli avrebbe manifestato l'intenzione di dare vita anche a Roma ad un istituzione che orienti gli strati più umili verso l'agricoltura. Va segnalata anche la visita, nel Gennaio del 1899, da parte del presidente della Comunità ebraica di Amburgo, Iberman Gumpertz, che fa una donazione di 20 lire.

d'amministrazione sceglie le maestre con un più alto grado di preparazione. Anche questa fase è caratterizzata però da un frequente ricambio del personale dovuto principalmente al suo bisogno di migliorare le proprie condizioni economiche che lo spinge ad accettare incarichi presso gli istituti comunali. Tuttavia il numero di candidate presentatesi ai concorsi indetti dagli asili romani aumentò notevolmente e fu possibile una selezione più accurata<sup>367</sup>.

In caso di assenza di un'insegnante, il Consiglio ricorreva a supplenti temporanee che pagava a giornata<sup>368</sup>. La disponibilità a svolgere supplenze brevi è chiaro segno della presenza di situazioni economiche di grande precarietà.

Dal maggio del 1899 cominciarono i preparativi per organizzare la celebrazione ufficiale per il venticinquesimo anno di fondazione degli asili. I momenti pubblici avevano costituito fin dagli esordi un'importante occasione di incontro con la cittadinanza; il pubblico si presentava variegato e le descrizioni ne riproducono l'atmosfera festosa. Così i Vessillo ricorda l'evento: «Pispigliavano i bambini degli asili israelitici, aspettando l'ora della premiazione. La sala zeppa: almeno per metà di popolani e popolane, dagli scialli neri e dalle trecce nere. Domina il tipo bruno. Anche fra questi trecento bambini vi è una grande maggioranza di occhi brillanti come carbonchio e di riccioli neri che piovono sulle guance rosse rosse dal piacere e dal caldo. Poi in una poltrona verso il fondo, si profila a lama di coltello la testa del duca di Fiano, presidente degli altri asili: dietro di lui, un grande cappello rosso, un profilo di cammeo, uno sguardo nero nero. Mi dicono che sia la signora Petroni».<sup>369</sup> Tante altre occasioni fecero seguito a questa, gran parte delle quali ricordate dalla stampa ebraica nella sezione dedicata alla cronaca locale.

Per l'anniversario della fondazione gli scrupoli furono ancora maggiori, anche se infine prevalse la posizione di chi nel Consiglio respingeva eccessivi fasti per portare l'attenzione sui bambini e sulle famiglie. Si accrebbe la visibilità dell'istituzione con la sua partecipazione all'Esposizione universale di Parigi, per la quale vennero inviati lavori di cucito e disegni realizzati dai bambini.

---

<sup>367</sup> Si ricorda un caso di controversia sorto per l'esclusione di due candidate che vide l'intervento della prefettura, la questione si pose a seguito in missiva pervenuta nel marzo del 1898 e segnalata dai verbali del registro della commissione direttiva.

<sup>368</sup> Dal 19 dicembre 1893, la maestra Spizzichino svolge una supplenza di 11 giorni e viene retribuita due lire al giorno.

<sup>369</sup> «Corriere israelitico», 21, 1882-1883, p. 158.

Nel gennaio del 1900 pervennero anche finanziamenti pubblici a sostegno di questa iniziativa. Si riscontra un interesse internazionale nei confronti della formazione tecnica<sup>370</sup>. A questo proposito occorre ricordare che la formazione delle classi più povere si articola in un *continuum*: dall'infanzia alla giovinezza si prevedeva che vi fosse un'educazione al lavoro di cui sono espressione i lavori femminili svolti con l'ago in tenerissima età.

Quasi al termine del quinquennio vi furono le dimissioni del presidente Tagliacozzo che prestava servizio agli asili dal 1889, carica assunta in seguito alla morte di Giacomo Alatri. Il 15 giugno del 1898 Tagliacozzo annunciò la volontà di lasciare l'incarico. La difficoltà a sostituirlo spinse il Consiglio a domandare che la decisione fosse posticipata alla conclusione del mandato di tutti i membri<sup>371</sup>. Nel 1900 diviene presidente Samuele Ottolenghi, al cui nome si lega la costruzione del nuovo edificio negli anni a seguire.

Per quanto invece concerne il primo quindicennio del '900 fa difetto la mancanza di una adeguata disponibilità di fonti: si conservano pochi estratti dei verbali delle assemblee generali, documentazione contabile e alcune lettere inviate dal personale scolastico all'amministrazione centrale. Anche la stampa ebraica sembra meno interessata a raccontare le vicende degli asili, fatta eccezione per qualche articolo commemorativo che ricorda premiazioni o celebrazioni festive. In mancanza di fonti non è possibile tracciare un quadro preciso della situazione, tuttavia è possibile affermare che la condizione economica non si presenta mutata e che non vi furono particolari trasformazioni di carattere istituzionale o giuridico, come desumibile dalla documentazione della fase successiva. Si può ipotizzare che in questo periodo vi fosse stato un generale consolidamento delle pratiche d'insegnamento e che la vita dell'istituzione procedesse entro una cornice più definita.

---

<sup>370</sup> A livello nazionale si riscontra una generale tendenza a porre in collegamento enti ed istituzioni. In una seduta del 16 ottobre del 1898, il sindaco di Roma invita gli asili a prendere parte al congresso delle Opere Pie che si sarebbe svolto a Torino. Nel maggio dello stesso anno si richiede l'invio dello statuto per realizzare un archivio delle Opere Pie.

<sup>371</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, registro delle delibere del Consiglio direttivo (1896-1900), 15 giugno 1898, di cc. non num.

L'attenzione dell'amministrazione è rivolta in questi anni alla realizzazione dei nuovi locali. È presente un fitto carteggio<sup>372</sup> con la ditta appaltatrice dei lavori<sup>373</sup>, che si conclusero con la consegna ufficiale il 23 Gennaio del 1913 in presenza di Ottolenghi e Milani. In seguito venne nominato architetto onorario degli asili Dario Tagliacozzo, addetto al collaudo. Il costo complessivo era di 130.000 lire, versate a cadenza bimestrale fino al pagamento della somma di 100.000 lire; le restanti furono versate dopo il collaudo nel marzo dello stesso anno dell'inaugurazione.

La presenza di diverse planimetrie tra la documentazione conservatasi consente di conoscere l'originaria distribuzione degli locali<sup>374</sup>. L'edificio si presenta di grandi dimensioni. È riservato molto spazio all'ambulatorio e al ricreatorio; le due aule risultano di più modeste dimensioni, come il giardino. L'edificio presenta due zone per i lavabi e due sale d'aspetto. È inclusa la "Casetta" del portiere che si pone all'angolo tra via Ruaccia e via Bertolomeo Filipperi.

Negli anni della Grande Guerra si riscontra la tendenza del Consiglio a far corpo unico di fronte a situazioni di crisi<sup>375</sup>. L'istituzione perse nel luglio del 1915 il presidente Samuele Ottolenghi che aveva contribuito fin dalle origini alla sapiente gestione degli asili. Già dal giugno del 1914 venne sostituito dal vice presidente Daniele Sonnino che gli sarebbe poi succeduto. La difficoltà maggiore ebbe a che fare con la mancanza di personale; a seguito della dimissione di alcune maestre, era stato indetto un concorso a cui non si era però presentata nessuna donna ebrea. Vennero assunte due maestre di fede cattolica che rimasero in servizio per un biennio<sup>376</sup>.

Al contrario le condizioni economiche dell'ente erano tutt'altro che negative come dimostrano i bilanci di quegli anni. Tale aspetto appare ancora più singolare se si tiene conto delle spese a cui l'amministrazione era andata incontro per provvedere alla realizzazione del nuovo edificio in via Lungo Tevere Sanzio<sup>377</sup>. Le elargizioni

---

<sup>372</sup> Il carteggio è contenuto in un fascicolo e copre l'arco cronologico che va dal 1911 al maggio del 1913.

<sup>373</sup> La ditta era la Orlandi Panni che si presentò all'appalto anche per la realizzazione degli asili Savoia.

<sup>374</sup> Roma, ARCHIVIO ASILI ISRAELITICI, fasc. "Planimetrie".

<sup>375</sup> Si segnalano come indizi significativi di questo: l'aumento del numero dei soci e l'incremento del numero degli intervenuti durante le assemblee.

<sup>376</sup> Le difficoltà sono presentate anche in «Vessillo Israelitico», novembre 1917.

<sup>377</sup> Le passività dei costruttori e dei fornitori sono state pagate, sono state invece rateizzate quelle nei confronti dell'Università la cui restituzione è prevista nei successivi dieci anni.

private furono prova della straordinaria munificenza delle famiglie ebraiche romane. Vennero istituiti i premi Segre e Canobbio da destinarsi a due bambini uscenti dagli asili che si fossero distinti per esimie qualità<sup>378</sup>. A questo si aggiunse, durante il periodo della conflagrazione, la distribuzione di calzature<sup>379</sup>.

I numerosi Comitati civili di assistenza intrapresero un'intensa propaganda perché tutti gli istituti dessero il proprio contributo al sostegno dei soldati al fronte<sup>380</sup>. Gli asili israelitici romani accolsero, a titolo gratuito, quaranta bambini figli di richiamati<sup>381</sup>.

Le iniziative che di norma facevano parte della vita scolastica degli asili, seguirono modalità più consone alla situazione di crisi e le fastose celebrazioni pubbliche si risolsero in brevi momenti caratterizzati da un clima sobrio e raccolto. Al contrario si attribuì grande rilevanza alle manifestazioni pubbliche: i bambini vennero condotti all'altare della Patria perché venisse loro infuso un forte senso di partecipazione alle sorti dei soldati in guerra<sup>382</sup>. La propaganda presso le madri era stata svolta da Guglielmina Ronconi<sup>383</sup>.

Risale al maggio del 1918 la formazione di una commissione per la revisione del regolamento riguardo a programmi, orari ed esperimenti finali; nello stesso anno

---

<sup>378</sup> Vennero istituiti speciali regolamenti per la distribuzione dei premi, Roma, ASILI ISRAELITICI, "Regolamento premi Segre e Canobbio".

<sup>379</sup> Fu un gesto compiuto da Canobbio e reiterato dal figlio l'anno dopo la morte del padre; la famiglia Canobbio non era ebreo. Il filantropo venne ricordato da una targa commemorativa. Si veda opuscolo a stampa pubblicato in occasione del settanta cinquennio della fondazione contenuto in Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, fasc. "Asili", b. 19.

<sup>380</sup> Sorsero numerose iniziative ampiamente descritte da «Assistenza civile».

<sup>381</sup> L'ammissione di bambini di altra confessione religiosa fu possibile fin dal 1874 e costituì la precondizione per ottenere il contributo municipale; la loro presenza risulta tuttavia piuttosto scarsa. Lo stesso statuto precisa che è data preferenza a bambini di culto israeliti. La legge sulla pubblica beneficenza del 1890 aveva previsto la possibilità di ammissione senza distinzione in scuole confessionali in particolari circostanze.

<sup>382</sup> Il Libretto del rendiconto pubblicato in occasione della festa infantile del 1917 contiene il discorso del presidente fortemente intriso di fervore patriottico. Il mondo civile si era mobilitato per dare sostegno ai soldati al fronte; gli asili si allineano alle disposizioni date dal ministro Ruffini: si prendono cura, con particolare riguardo dei figli dei richiamati che necessitano di sostegno materiale e di conforto; viene rinvigorito il loro senso di appartenenza alla nazione.

<sup>383</sup> La donna costituì un personaggio di spicco di quella fase. È nota per il suo impegno nell'assistenza sociale, in particolar modo femminile. Fondò per prima l'Opera delle culle, asilo per i figli delle donne carcerate. Durante la guerra ebbe un ruolo di primo piano nella propaganda nazionalista destinata al popolo, vd. Daniela ROSSINI, *La propaganda americana in Italia durante la Grande guerra: Guglielmina Ronconi*, in «Contemporanea», 8, 2 (aprile 2005), pp. 299-310.

fu indetto un concorso per sole maestre israelite a cui si presentò una sola candidata proveniente da Urbino.

I mutamenti vengono minuziosamente descritti in verbale redatto il 18 aprile del 1919<sup>384</sup>. Dopo aver ricordato le numerose perdite di guerra, il presidente si sofferma sulle innovazioni introdotte a scopo di migliorare le condizioni contrattuali del personale docente. Già nel 1918 era stata prevista un'indennità di caroviveri che aveva portato ad un implemento degli stipendi<sup>385</sup>. Anche la riduzione del tempo scuola venne motivato con la necessità migliorare la qualità di vita delle insegnanti garantendo loro un maggior riposo.

Complessivamente si ha la riduzione di un'ora giornaliera posticipando l'ingresso e anticipando l'uscita. Si stabilì anche un sistema di turni che diede la possibilità alle insegnanti di avere un pomeriggio libero, si prolungarono le vacanze estive che passarono da trenta giorni a cinque settimane e si stabilì la riduzione delle ore scolastiche durante le festività scolastiche e la chiusura degli asili la vigilia di *Kippur* e per *Simchat Torah*.

Un ultimo aspetto che caratterizza il miglioramento delle condizioni contrattuali è rappresentato dal riconoscimento del diritto ad una indennità per la collocazione a riposo; questa non costituisce una novità vera e propria, dal momento che di frequente il consiglio accordava un assegno di quiescenza. Si trattava però di un atto compiuto a discrezione del Comitato e che ora viene riconosciuto come diritto. Il caso di Corinna Mendes è di particolare rilievo per comprendere quale fosse la condizione economica del personale scolastico in tempo di guerra<sup>386</sup>. La donna era stata assunta con un contratto di coadiutrice provvisoria per il 1915 che le viene rinnovato anche per il biennio seguente. Nel maggio del 1917 la donna invia una lettera al Presidente in cui formula precise richieste alla luce della sua personale situazione: «Quest'anno in mancanza della maestra giardiniera titolare, fu affidata

---

<sup>384</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, "Estratto verbale", 18 aprile del 1919.

<sup>385</sup> *Ibidem*. Lo stipendio della direttrice era stato portato da 125 lire mensili a 200, quello delle maestre da 85 lire a 140 e quello delle coadiutrici da 60 lire a 100.

<sup>386</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. personale "Corinna Mendes". La Mendes era nata nel 1875. Nel suo fascicolo sono presenti la patente di maestra e il diploma di abilitazione all'insegnamento della lingua ebraica. L'esame della candidata si era svolto su dettatura ebraica, traduzione *ex abrupto*, lettura ebraica, traduzione, grammatica, storia e catechismo. La commissione era formata dal Rabbino maggiore Samuele Colombo, Cesare Fano, Alfredo Toaff.

a me la sezione dei più piccoli, incarico dato sempre ad una maestra effettiva. Speravo, dopo una così lunga pratica in un asilo modello, qual è questo, di poter facilmente ottenere il titolo di maestra giardiniera, ma mi fu risposto che lo vietavano i regolamenti vigenti. Se dunque non mi può esser concesso cotesto titolo sarei almeno a pregarla di farmi avere lo stipendio che spetta di diritto a chi copre questo posto, tenendo presente che quest'anno, essendo molto spesso assente qualche maestra per malattia e altre ragioni, dovetti quasi sempre tener l'intera classe dei piccini, senza nemmeno l'aiuto della coadiutrice, e che dovrò certo tenerli ancora da sola, per lo meno qualche ora nel dopopranzo. Spero, per la benevolenza che mi hanno sempre dimostrato tutti i miei superiori, non mi sarà negata questa giusta richiesta. Sono spinta a farla anche per le condizioni generali del difficile momento che tutti attraversiamo e per quelle particolari della mia famiglia, poiché ho quattro fratelli sotto le armi»<sup>387</sup>.

Sfogliando le carte del registro dei verbali<sup>388</sup> degli anni '20, non si può non constatare la presenza di una problema che tende a riproporsi ripetutamente nelle discussioni: emerge una forte preoccupazione nei confronti della scarsa frequenza dei bambini. Al calo delle iscrizioni si associava una limitata partecipazione alla vita scolastica. Già nella seduta del 13 Novembre del '21 Il Consiglio si propone di fare pressioni sulla Deputazione israelitica di carità affinché si ponesse come intermediaria con le famiglie.<sup>389</sup> Si studiano provvedimenti interni come il doppio turno delle maestre per garantire un servizio diurno completo e qualcuno avanza la proposta di istituire un servizio di accompagnamento a "domicilio". Le scarse risorse economiche resero inattuabili questi propositi. Questo aspetto fa la sua comparsa anche nei discorsi pronunciati dalle ispettrici in occasione delle premiazioni dei bambini<sup>390</sup>. Nelle motivazioni addotte per la selezione dei vincitori

---

<sup>387</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. personale "Corinna Mendes", Lettera 30 maggio 1917.

<sup>388</sup> Si tratta del Registro della Commissione direttiva che copre l'arco cronologico compreso tra il 13 Novembre del 1921 e il 26 ottobre del 1924. Il registro non figura nelle serie dell'elenco redatto dalla Soprintendenza.

<sup>389</sup> I nuovi iscritti per l'anno scolastico 1921-1922 erano 43 contro i 50 dell'anno precedente.

<sup>390</sup> Venne aggiunto il premio Aldo Padoa. L'istituzione di questo premio si pone in quella linea commemorativa che aveva caratterizzato la Comunità ebraica romana all'indomani dal Conflitto. Ai caduti in guerra vennero riservate solenni celebrazioni, prima tra tutte l'inaugurazione di una lapide al tempio. La partecipazione degli ebrei alla Guerra rappresentava, agli occhi della Comunità, un segno tangibile dell'alto livello a cui era giunto il processo d'integrazione.

del premio Padoa si legge: «Sono realmente dei bravi bimbi perché frequentano la scuola con assiduità (ciò che è tanto importante perché si presentano sempre puliti (a questo teniamo moltissimo) e infine perché sono sempre stati rispettosi verso l'Istituzione e verso gli insegnanti, cosa assolutamente doverosa»<sup>391</sup>.

La frequenza assidua è condizione necessaria perché vi sia un proficuo intervento educativo. Nella gerarchia dei "valori" l'igiene acquista un posto di primo piano: «Vi ho seguiti con amore, rattristata quando scorgevo qualche faccina pallida o qualche visetto sudicio, e contenta quando vi vedevo puliti, volenterosi e allegri, tutti compresi della bellezza di questo ambiente che vi dà tanta salute»<sup>392</sup>.

L'aspetto esteriore del bambino è un tutt'uno con la buona disposizione d'animo. L'igiene non è solo categoria medica, termine con uno specifico richiamo alla cura del corpo, ma ha uno spettro semantico ben più ampio che si accompagna all'idea di benessere e di salute, non solo fisica ma anche morale.

L'anno successivo il Consiglio può avvalersi anche della collaborazione del rabbino per "fare propaganda" tra le famiglie<sup>393</sup>. La diminuzione del numero dei bambini fu oggetto di attenta analisi. Una parte dei consiglieri riteneva che questo dipendesse da un generale miglioramento delle condizioni economiche delle famiglie romane, causa di un calo del contingente di bambini. L'assessore Sonnino faceva però notare che, sebbene il fenomeno avesse portata generale e riguardasse anche altri istituti, risultava più contenuto per le scuole comunali capaci di fornire il doppio turno.

La concorrenza si attenuò al principio del '23, quando nelle scuole comunali venne introdotta una retta di 10 lire mensili e non vennero più accolti bambini gratuitamente. L'anno successivo vi furono 62 nuove iscrizioni, tra questi vi erano 4 bambini cattolici che si sommavano ai due già iscritti<sup>394</sup>. Le iscrizioni del '24 crebbero ulteriormente tanto da consentire la creazione di cinque classi. Furono

---

<sup>391</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, Relazioni delle ispettrici per l'assegnazione, 1920, (materiale non presente in elenco).

<sup>392</sup> *Ibidem*.

<sup>393</sup> Nella seduta del 12 febbraio del 1922 la frequenza dei bambini era passata da 80 a 70.

<sup>394</sup> Se da un lato quest'aumento delle iscrizioni costituiva un aspetto positivo, dall'altro i costi sostenuti erano aumentati considerevolmente; Durante l'adunanza del 4 febbraio del 1923 si propose di aumentare la retta mensile, che fino a quel momento era stata di 3 lire. I costi per la refezione di ciascun bambino erano di 45- 50 centesimi al giorno.

ammessi tre bambini non israeliti, che dimoravano vicino alla sede degli asili. L'accettazione dei figli da matrimoni misti doveva da questo momento in poi essere autorizzata dalla Deputazione<sup>395</sup>.

L'incremento del numero delle iscrizioni può essere visto come effetto diretto della riforma Gentile. È lo stesso presidente ad accennare al nuovo ordinamento scolastico e a rilevare l'importanza della formazione religiosa; questo aspetto riguardò in misura minore le scuole dell'infanzia, ma fu responsabile della valorizzazione dell'insegnamento cattolico e pose fine ad una visione laica della formazione che era stato uno dei portati più significativi dei governi liberali.

La religione era considerata come il mezzo di una «restaurazione morale dello spirito italiano» scrive Giovanni Gentile<sup>396</sup>. Com'è noto, il cattolicesimo era considerato dal ministro come la religione che «più e meglio d'ogni altra prepara l'animo ad una salda concezione religiosa della vita, perché con l'universalità del suo contenuto, dà, a chi la segue, l'idea di limite»<sup>397</sup>.

È evidente che questa chiusura nei confronti delle minoranze spinse le diverse comunità italiane a investire energie e risorse economiche nella formazione. Già da lungo tempo il pericolo della mescolanza dei bambini ebrei con i bambini cattolici era stato oggetto di attenzione anche da parte ebraica e aveva procurato allarme negli ambienti più conservatori. A titolo esemplificativo si cita l'articolo *Dell'Istruzione* apparso sul "Corriere Israelitico" più di trent'anni prima. Il rabbino Isaia Levi mette in guardia dal rischio di iscrivere i bambini agli asili cattolici: «I più dei bimbi fanno così a perfezione precisi e pratiche cristiane, a cui assistono, se non partecipano, in classe, giornalmente, mentre non conoscono un "ette" d'ebraico, il catechismo nostri, dei nostri principi religiosi. Ciò costituisce già serio pericolo, il quale aggrava viepiù, dacché, ritornando dalla scuola in famiglia, i giovanetti trovansi, fatte poche eccezioni, in ambienti poco religiosi, vale a dire, dove viene trasandato quanto riguarda fede e culto. Le impressioni dei primi anni

---

<sup>395</sup> Questo aspetto è da porsi anche in relazione alla necessità di compiere una maggiore selezione a causa dell'incremento dei costi.

<sup>396</sup> Giovanni GENTILE, *La riforma della scuola in Italia*, Milano-Roma, Treves-Treccani-Tumminelli, 1932, p.31.

<sup>397</sup> *Ibidem*.

sono quelle, che meglio sviluppano nell'uomo ed improntandosi a sentir profano, i nostri figli crescono israeliti di nome ma non di fatto»<sup>398</sup>.

3.9. «Ricordatevi che l'individuo non pulito è pericoloso, trasmette agli altri i propri malanni»<sup>399</sup>

Un riflesso dell'epoca può scorgersi anche nell'attenzione, quasi ossessiva, nei confronti dell'igiene; tale aspetto non costituisce una novità assoluta, ma appartiene alla storia dell'istituzione fin dal principio, come attestato dalla presenza di una struttura di assistenza medica attenta alla prevenzione delle patologie. In questa fase ha origine però un complesso sistema di sorveglianza che si avvale delle ispettrici per compiere visite a domicilio. Tra la documentazione, è presente una rubrica dove sono stati annotati da un'unica mano le condizioni di vita della maggior parte dei bambini degli asili. Il quaderno costituiva uno strumento essenziale per l'assegnazione dei premi. Accanto al nome, compare il luogo di residenza e le osservazioni dell'ispettrice; tra quelle svolte dall'ispettrice Soria si legge: «Di Castro Davide di Adolfo. Via della Consolazione 21. Visitato Dalla Signora. Soria. Bambino dall'aspetto macilento. Prolungata assenza per malattia. La madre si propone di mandarlo quanto prima all'asilo, raccomandando che gli venga somministrato il Sodarolo»<sup>400</sup>

In un'altra:

«Zarfati Vera di Giovanni. Poco assidua. Impressione disastrosa per indolenza e poca pulizia, il padre, malato di leucemia, da raccomandarsi alla Congregazione israelitica di carità per cura oculistica ( visitata anche in Gennaio)»<sup>401</sup>.

Non di rado le ispettrici rimangono soddisfatte: molti bambini sono giudicati idonei al conferimento di premi. È evidente che l'asilo si propone come agenzia

---

<sup>398</sup> «Corriere Israelitico», 28, 1889-1890, pp. 81-82.

<sup>399</sup> Il titolo è una citazione tratta dalla Relazione delle ispettrici per l'assegnazione di premi del 30 giugno del 1921 (Roma, ARCHIVIO ASILI ISRAELITICI).

<sup>400</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, "Rubrica", 1924-1925.

<sup>401</sup> *Ibidem*.

educativa delle famiglie. La formazione dei bambini poveri è considerata la modalità privilegiata per la trasmissione di valori borghesi al popolo.

L'educazione al risparmio del denaro rappresenta uno dei principi fondamentali che si tenta di trasmettere attraverso la donazione di libretti di risparmio. Durante la seduta dell'8 luglio del '23, l'avvocato Sonnino chiese che tale denaro venisse vincolato fino al raggiungimento della maggior età del bambino<sup>402</sup>; la proposta non poté essere accolta dal momento che si trattava di piccole somme che venivano impiegate dalle famiglie per soddisfare bisogni immediati. Da regolamento i premi venivano conferiti sulla base di criteri economici, oltre che di merito<sup>403</sup>. Di norma non potevano risultarne destinatari i bambini di famiglie agiate e i figli di matrimoni misti<sup>404</sup>. Questo aspetto è di particolare importanza per comprendere quale fosse la funzione educativa del premio e della celebrazione pubblica dei meriti.

I discorsi pronunciati dalle ispettrici in queste occasioni rivestono un ruolo essenziale per comprendere quale fosse la gerarchia dei valori. Dalla relazione del '25 apprendiamo che si era verificato un mutamento: le conoscenze acquisite in precedenza sulle condizioni familiari avevano reso meno necessarie le visite domestiche. L'iniziativa si era dunque fatta più mirata e l'aiuto fornito esulava dai compiti tradizionali assegnati ad un'istituzione come quella degli asili; si cominciò a distribuire latte gratuito, assistenza ad un malato o a offrire cure marittime presso stabilimenti balneari.

In quell'anno vennero introdotte le "tabelle d'onore" che venivano compilate ogni mese, affinché l'analisi della situazione delle famiglie fosse più scrupolosa e attenta. Le visite non venivano più concordate e l'ispezione divenne più accurata; di frequente si distribuiva tutto l'occorrente per l'igiene del corpo (asciugamani, sapone ecc). L'intervento educativo si esplicava anche attraverso organizzazione di incontri sul tema dell'igiene, svolti con supporto medico che era ritenuto essenziale per l'adozione di un metodo razionale di cura dell'infanzia. Nei casi di

---

<sup>402</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, registro della Commissione direttiva (1921-1924), 25 giugno 1922, di cc. non num.

<sup>403</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, "Regolamento premi Segre e Canobbio".

<sup>404</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, registro della Commissione direttiva (1921-1924), 25 giugno del 1922, di cc. non num.

malnutrizione si distribuivano integratori a base di fosfato. L'educazione seguiva un tracciato anche informale: in un passaggio di una relazione si chiede alle donne di trasmettere un messaggio di cura e attenzione anche alle madri meno scrupolose: «Voi che siete le meglio procurate di dar qualche buon consiglio alle madri che tengono male i propri figli. Voi tutte di queste ne dovete conoscere e se, l'amorevolmente, nello stare talvolta a chiacchiera con loro, coglieste l'occasione per indurle a seguire il vostro esempio, fareste un'opera santa»<sup>405</sup>.

Si suggerisce di impiegare il massimo tatto e di trattare le altre donne come sorelle, poiché molte si trascurano per ignoranza. Alla pulizia viene attribuita un'importanza che va oltre l'aspetto strettamente medico sanitario:

«Pulizia vuol dire minor numero di mali, maggior rispetto di se stessi e... pare impossibile, anche maggior fortuna nella vita. Il bambino sudicio non attrae, la persona sporca dà subito un senso di disgusto e allontana da sé la gente, ora dovete convenire che molta della nostra fortuna deriva dalla simpatia che sappiamo conquistarci nel mondo»<sup>406</sup>.

La relazione prosegue con consigli pratici dati alle madri sulla dieta e sui capi di vestiario più adatti. Le donne delle campagne costituiscono un esempio:

«Osservate come fanno bene le contadine; esse durante l'estate preparano calzette di lana e gli scarponcelli di panno per i loro bimbi. E non hanno certo più tempo di voi, esse fanno questo nelle ore perse, a lavori compiuti, mentre se ne stanno sedute davanti alla porta di casa»<sup>407</sup>.

Nei passaggi successivi della relazione, il ruolo materno viene paragonato ad un mestiere che presuppone sacrificio ed abnegazione. I genitori devono costituire un esempio, modelli positivi da contrapporsi alla «madre sciatta che sta tutto il giorno a ciarlare fuori dalla porta» e al «padre che va all'osteria e torna ubriaco»<sup>408</sup>. Analogo sacrificio è richiesto alle insegnanti: «devono esercitare la massima abnegazione per abituarli bene, togliendoli dai pericoli della strada e dall'insalubrità delle vecchie case»<sup>409</sup>.

---

<sup>405</sup>Roma, ASILI ISRAELITICI, registro della Commissione direttiva (1921-1924), anno 1927.

<sup>406</sup> *Ibidem*.

<sup>407</sup> *Ibidem*.

<sup>408</sup> *Ibidem*.

<sup>409</sup> *Ibidem*.

Se da un lato la “missione” delle maestre è così rilevante, dall’altro le sue condizioni contrattuali ed economiche rimangono in questi anni molto modeste, nonostante vi sia un tentativo di motivarle e di riconoscerne i meriti. Le richieste esaminate dalla commissione direttiva sono prova delle difficoltà finanziarie del corpo insegnante; le maestre Lazzari e Mendes domandarono nel Novembre del ’23 di potere ottenere un’indennità per coprire le spese di spostamento dal proprio domicilio alla scuola<sup>410</sup>. Elda Anguillara aveva in quello stesso periodo rassegnato le proprie dimissioni per un impiego meglio remunerato e più stabile presso gli asili comunali.

Se da un lato rimane costante l’avvicendamento del personale, dall’altro si segnala il caso di maestre come Terracina che arriva a maturare più di trent’anni di servizio. La donna venne riconfermata anche per il biennio 1925-1927, pur avendo già raggiunto l’età per il collocamento a riposo. La necessità di farsi carico economicamente di una figlia malata spinse la donna a procrastinare il pensionamento.

Durante il 1926 venne concesso al personale un sussidio straordinario per far fronte ad un consistente aumento del costo della vita; il Consiglio volle inoltre ricompensare adeguatamente le maestre che svolgevano un turno più lungo dovuto all’aumento delle iscrizioni. Nel maggio del 1927 si propose di conservare l’indennità straordinaria per tentare di disincentivare il passaggio delle insegnanti alle scuole pubbliche<sup>411</sup>.

La questione fu oggetto di dibattito il 22 novembre dello stesso anno; pur riconoscendo la precarietà della situazione economica delle insegnanti, che nel corso degli anni avevano fatto pressione per ottenere aumenti, le entrate erano però troppo fluttuanti, perché dipendenti da oblazioni private e da sussidi pubblici che spesso tardavano ad arrivare<sup>412</sup>. Il presidente sostenne inoltre che il mantenimento dello stipendio, senza che vi fossero state riduzioni, rappresentava già di per sé un miglioramento; la rivalutazione della lira aveva prodotto un

---

<sup>410</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, registro della Commissione direttiva (1921-1924), 21 novembre 1923, di cc. non num.

<sup>411</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, registro della Commissione direttiva (1929-1931), 1 maggio 1927, di cc. non num. Le delibere coprono l’arco cronologico compreso tra il 1° maggio 1929 e il 13 dicembre 1931; tale registro non è presente nell’elenco della documentazione censita dalla Soprintendenza.

<sup>412</sup> *Ibidem*.

miglioramento de “l’indice del conto generale della vita”. Il peggioramento delle condizioni contrattuali era dipeso da un decreto che aveva fatto seguito e che aveva comportato una riduzione dell’indennità di caroviveri. Così descrive la situazione Recanati: «A tale riduzione reagiva il personale, quello inserviente rifiutava lo stipendio, quello insegnante lo accettava in ossequio a quello spirito di disciplina che uniforma tutta la massa dipendente e da enti privati e da enti pubblici; ma contemporaneamente presentava memoriali diretti a provare che non è possibile affrontare le esigenze economiche della vita con stipendi così ridotti»<sup>413</sup>.

La risoluzione presa dalla Commissione per il personale teneva conto delle esigenze di sopravvivenza dell’istituto stesso e tentava di salvaguardare il più possibile il suo personale: «(Il Consiglio) ritiene la necessità di proporre un nuovo organico che, consolidando nello stipendio dell’ indennità fino ad ora corrisposta, con lieve riduzione, desse al personale il minimo indispensabile alla vita»<sup>414</sup>.

La relazione dei revisori dei conti attesta un peggioramento della situazione nei mesi seguenti. Il deficit di bilancio era dovuto ad una forte diminuzione delle oblazioni e al ritardo dei finanziamenti ministeriali<sup>415</sup>. Questo spinse i consiglieri a fare prestiti personali per poter pagare gli stipendi del personale.

Nella seduta successiva<sup>416</sup> il Presidente, dopo aver letto le diverse voci del bilancio preventivo, motiva la diminuzione del capitolo delle entrate “offerte da enti diversi”: «I vari enti concentrano le loro offerte sull’Opera Nazionale la quale a sua volta le ripartisce tra gli Istituti di Beneficenza. In conseguenza di tale nuovo sistema di instradamento della pubblica beneficenza, alla diminuzione dello stanziamento per sussidi di enti diversi ha dovuto corrispondere l’aumento dello stanziamento relativo al sussidio dell’Opera Nazionale»<sup>417</sup>.

Alla fine del’29 la Prefettura invita le Opere Pie ad adeguarsi alle disposizioni di legge che prevedono una riduzione degli assegni al personale del 12%. In questa

---

<sup>413</sup> *Ibidem*.

<sup>414</sup> *Ibidem*.

<sup>415</sup> Come già ricordato i sussidi venivano dal Ministero della Pubblica istruzione e dal Ministero dell’Interno.

<sup>416</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, Registro della Commissione direttiva (1929-1931), 2 ottobre 1928, , di cc. non num.

<sup>417</sup> *Ibidem*.

seduta si fa notare che per il personale che percepisce uno stipendio di 350 lire mensili, il provvedimento non potrebbe essere applicato perché quella cifra costituisce il limite entro il quale, presso gli enti privati, la legge non ha valore. Nonostante le molte difficoltà economiche le iniziative degli asili si moltiplicarono: di estrema importanza la nascita del doposcuola Dario Ascarelli, a cui si è già fatto riferimento<sup>418</sup>.

Per la fase successiva si rileva l'assenza di documentazione per l'arco cronologico compreso tra il 1930 e il 1933, con la sola eccezione della relazione dai revisori dei conti del 1932.

Si dispone nuovamente di documentazione completa a partire dall'ottobre del '34 fino alla fine del 1940<sup>419</sup>. Dietro l'apparente regolarità della vita dell'istituto, cominciano a manifestarsi i primi segni della crisi che toccherà il suo acme nel '39. L'irreggimentazione fascista ebbe i suoi effetti anche nelle scelte operate dal Consiglio. Si consolidò la pratica di concedere gratificazioni al personale durante specifiche occasioni; talvolta questi contributi straordinari costituiranno la modalità impiegata dal Consiglio per dare risposta alle pressanti richieste del corpo insegnante il cui potere d'acquisto era sensibilmente diminuito. Fin dal '34 venne elargito un contributo per la cura del sole a maestre e inservienti e, a partire dallo stesso anno, venne imposta loro la divisa ufficiale.

Fra le carte dell'archivio della Comunità si conserva traccia di uno scontro che vide protagonisti la maestra Elvira Servadei e Il Consiglio degli asili. L'insegnante venne accusata di aver pubblicato un articolo su "La voce delle maestre " all'interno del quale sembrava esservi un attacco nei confronti dell'istituzione. La donna si era scagliata contro alcuni asili privati che riteneva non fossero idonei alla formazione dell'infanzia. All'interno del discorso compare un'interessante riflessione sulla diversità dei bambini della sua epoca: «Non riporto agli occhi dei lettori, e quindi dei miei critici, un bambino tipo 800; no poiché nella nostra epoca ogni creatura, appena venuta alla luce, sembra abbia già l'intuizione di quello che è la vita dell'Era Fascista: forza, volontà, azione. Quindi niente bimbi meccanizzati, niente pupi

---

<sup>418</sup> Per tutto il 1930 era venuto a mancare anche il contributo dell'ONMI.

<sup>419</sup> Si tratta del registro delle delibere del Consiglio direttivo che copre l'arco cronologico compreso tra il ottobre del 1934 e il 13 dicembre del '40; si presenta in buono stato di conservazione e le pagine non sono numerate. Non è presente nell'elenco ufficiale della documentazione censita.

sornioni o imbambolati dalla perseverante ed acre sorveglianza di persone di ottusa mentalità, che non sanno e non possono capire l'animo del fanciullo! Hanno una vitalità ben decisa un qualche cosa che si potrebbe definire l'impronta dell'epoca. Dunque niente paura che il bimbo dei nostri giorni (salvo qualche caso anormale) diventi un pupattolo addormentato; ma: basta questo per la tranquillità della nostra coscienza?»<sup>420</sup>.

Nel discorso della Servadei emerge l'idea di un apprendimento che anticipa l'esperienza e che avviene nella matrice; il ventre materno sembra trasparente, permettendo così al feto di immergersi nel sistema culturale dell'epoca prima ancora della nascita. La formazione andrebbe a definire e a consolidare una predisposizione innata. La scuola, anche per le fasce d'età così basse, è investita di una "missione" cui deve rispondere adeguatamente. Alcune scuole private non sarebbero, secondo l'autrice all'altezza. In apertura scriveva:

«se non che , rovistando tra le mie mature esperienze personali, mi balza dinnanzi, nitido nella sua meschinità, il quadro di queste scuolette ancora esistenti che non hanno il coraggio di morire e, agonizzano, ostinate, sotto la mascheratura di un programma dei nostri tempi»<sup>421</sup>.

La questione viene messa a fuoco nel finale e tocca uno degli aspetti più rilevanti della condizione del corpo insegnante delle scuole private:

«Si vedono istituti ove la sola nota armoniosa viene portata dal sorriso dei bambini; unico conforto, unica luce in quel grigiore che tiene sepolta, per tutta la lunghissima giornata, una povera insegnante male retribuita; una creatura che esce a sera con l'anima appesantita perché la fatica è stata tanta e lunga; perché lo stipendio - oltre a non soddisfare le sue necessità- la umilia quasi, tanto è esiguo, perché mai, una di quelle persone che sono i suoi superiori, ha sentito il dovere di elogiare la sua opera, di apprezzarla- soprattutto - come va apprezzata ogni fatica che è frutto di passione e sacrificio»<sup>422</sup>.

Il 24 novembre del 1935 si svolse una adunanza straordinaria della Commissione direttiva; Racanati, in qualità di presidente della comunità, riferisce le parole della

---

<sup>420</sup> «La voce delle maestre d'asilo», 3, 20 ottobre 1935, pp. 10-11.

<sup>421</sup> *Ibidem*.

<sup>422</sup> *Ibidem*.

Servadei che dichiara di non aver voluto colpire la scuola presso cui presta servizio, ma «voleva promuovere la polemica, eventuale, con chi ritenendosi in difetto avesse ritenuto di replicare»<sup>423</sup>. La donna tuttavia aggiunge che l'articolo «intanto può riferirsi all'istituto presso il quale è dipendente in quanto vorrebbe che: fosse equilibrato fatica e compenso»<sup>424</sup>.

La commissione ricorda alla maestra che, pur non essendo interdetta al personale scolastico la collaborazione con periodici, tuttavia eventuali rimostranze non potevano trovare questa modalità espressiva.

Il conflitto non ebbe un seguito, ma costituisce un chiaro segnale delle condizioni di disagio delle insegnanti. Gli scatti di anzianità venivano riconosciuti solo dopo cinque anni di servizio continuativo e comportavano un aumento inconsistente dello stipendio.

Compare inoltre la figura dell'assistente giornaliera che compie un tirocinio non retribuito della durata di alcuni anni. È il caso Di Lea Pavoncello che fu supplente giornaliera dal 1934 fino al 1937, anno in cui divenne "effettiva". Il R. D 27 giugno 1937 n. 1033 aveva previsto un aumento per il personale dell'8%. La normativa non trovò concretizzazione a causa dell'ormai irrecuperabile situazione dell'istituto.

Sono da segnalarsi però importanti conquiste: dal dicembre del '36 si riconobbe il diritto alle donne coniugate di poter continuare ad esercitare la propria professione. Il licenziamento in caso di matrimonio, sebbene previsto da regolamento, venne considerato come "contrario allo spirito dei tempi"<sup>425</sup>. L'annosa questione trova qui risoluzione definitiva; in passato il Consiglio aveva sempre concesso delle deroghe senza mettere mai in discussione quanto stabilito da regolamento. Nella scelta deve essere stata determinante la politica natalista del regime che valorizzava al massimo matrimonio e maternità.

Nel '37 la richiesta di dimissioni per imminente matrimonio giunge da parte di Pace Castelli<sup>426</sup>; il consigliere dichiara di aver celebrato le nozze con una donna cattolica e dunque di non considerare più compatibile la sua carica con la scelta

---

<sup>423</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, fasc. "Asili", b. 19.

<sup>424</sup> *Ibidem*.

<sup>425</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, Registro delibere, 1934-1940, seduta 27 dicembre 1936, di cc. non num.

<sup>426</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, Registro delibere, 1934-1940, seduta 4 febbraio 1937, di cc. non num.

compiuta. Le dimissioni vengono respinte dal Consiglio con una duplice motivazione: da un lato non si vuole favorire un suo ulteriore allontanamento dalla Comunità, dall'altro il momento di crisi che l'istituzione sta attraversando richiede la collaborazione di tutti.

La situazione economica dell'ente aveva conosciuto un graduale peggioramento, come emerge dalle relazioni annuali. I revisori segnalano che le entrate sono soggette a variazioni consistenti, dovute alla scarsa presenza di contributi pubblici che avrebbero garantito una situazione di sicurezza<sup>427</sup>. Il contributo dell'ONMI e quello del Ministero dell'Interno giungono spesso con grande ritardo, quelli previsti per il '34 vennero erogati solo nel marzo del '35. Il sussidio dell'ONMI fu negato all'istituzione per un biennio, ma a partire dal '36 sembra vi siano nuovamente condizioni adeguate per un ottenimento del contributo. In una lettera inviata al presidente della Comunità, il Consiglio denuncia però il verificarsi di alcuni inconvenienti. Gli asili avevano ceduto alcune aule alle Scuole elementari Polacco<sup>428</sup>. Durante le ispezioni svolte nel dicembre di quell'anno, erano state segnalate all'amministrazione le pessime condizioni degli spazi e del materiale didattico e una generale situazione di insicurezza dovuta al fatto che di frequente veniva lasciata aperta la porta con il rischio di uscita dei bambini. L'ispettrice invita l'istituto a compiere pulizie più accurate dei luoghi di passaggio e degli spazi comuni. Si pone inoltre il problema di compiere maggiore sorveglianza durante il doposcuola, frequentato da un alto numero di bambini la cui assistenza era affidata a poche insegnanti<sup>429</sup>.

Il sostentamento degli asili si basa in gran parte sulle elargizioni private, donazioni e legati testamentari, tra i quali molto alta è la percentuale di quelli provenienti da donne. Le feste di beneficenza cominciano ad avere grande rilevanza, si riconosce il merito alle patronesse di racimolare somme consistenti. Le socie dell'Adei furono protagoniste indiscusse di questa fase<sup>430</sup>. Il legato di Guido Diena consentì di

---

<sup>427</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, Relazione dei revisori dei conti, 1937, (materiale non presente in elenco).

<sup>428</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, fasc. "Asili", lettera 16 dicembre 1936, b. 19.

<sup>429</sup> *Ibidem*.

<sup>430</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, fasc. ADEI, di cc. non num.

ridurre il disavanzo. L'uomo aveva lasciato tutte le sue sostanze all'Università israelitica romana, di quel patrimonio centomila lire vennero destinate agli asili.

La prima adunanza del '38 è del 4 aprile e si aprì con l'elezione di nuovi consiglieri. Il presidente informa che il comando regionale fascista aveva fatto richiesta esplicita che i figli della lupa degli asili venissero mandati alle adunate del sabato. Vengono date dunque disposizioni perché sia comunicato alle madri, essendo le scuole chiuse.

La situazione finanziaria di quest'anno è talmente critica da spingere la Commissione a rivolgersi alla Comunità, alla Deputazione e a *Malbish Arumim*<sup>431</sup> per avere un contributo. Si forma un comitato di signore per garantire la refezione ai bambini. Da questo momento in poi le sottoscrizioni vengono impiegate per far fronte ad esigenze primarie.

Alla riduzione delle entrate si accompagna anche un significativo ridimensionamento degli spazi: una parte delle aule era già stata cedute alle scuole elementari Polacco e, a seguito dell'emanazione delle leggi razziali, anche alle nascenti scuole medie<sup>432</sup>.

Nel Gennaio del 1939 tutto il Consiglio si dimise, rimase operativa solo una commissione per il disbrigo delle attività ordinarie.

### 3.10. La persecuzione dei diritti <sup>433</sup>

Tra le carte d'archivio si conservano le relazioni annuali delle maestre, di particolare rilievo quelle redatte negli anni immediatamente successivi al 1938. Sebbene anche in tali relazioni vengano impiegate immagini che rendono il senso di sorpresa per la emanazione delle leggi razziali, di fatto contributi più o meno recenti si sono soffermati sui segni che anticiparono la svolta antisemita del

---

<sup>431</sup> La confraternita non versava il contributo ormai da tre anni.

<sup>432</sup> Si veda Silvia Haia ANTONUCCI, Giuliana PIPERNO BEER, *Sapere ed essere nella Roma razzista : gli ebrei nelle scuole e nell'università (1938-1943)*, Roma, Gangemi, 2015.

<sup>433</sup> Il titolo trae origine dalla nota periodizzazione proposta da Michele Sarafatti che individua tre fasi: quella della persecuzione della parità, dei diritti e delle vite. Si veda Michele SARFATTI, *Gli ebrei nell'Italia fascista : vicende, identità, persecuzione*, Torino, Einaudi, 2018.

regime<sup>434</sup>. La logica totalitaria, che premeva per un'assimilazione e per una soppressione delle identità minoritarie, era già di per sé, fonte di preoccupazione presso gli ebrei. La parte più chiassosa della stampa romana, non perdeva occasione per compiere qualche tirata contro gli ebrei bolscevichi o contro il movimento sionista, prova tangibile dell'infedeltà ebraica alla causa nazionale. Benché l'ebraismo avesse manifestato in più circostanze la propria lealtà, vi furono ripetute situazioni di scontro. La fondazione de "La nostra Bandiera" nel 1934 e, due anni dopo, del Comitato degli italiani di religione ebraica, non mise al riparo gli ebrei dalla virata razzista del regime; la questione è stata tradizionalmente posta in rapporto con l'impresa coloniale etiopica che rese cruciale il problema del meticciato. Come mostra la puntuale analisi di Sarfatti non si trattò di una svolta: il fascismo prese uno dei tanti sentieri che aveva già da lungo tempo tracciato. L'asse Roma - Berlino non costituì la spiegazione della "nuova " linea del partito. Le oscillazioni mussoliniane in merito alla questione ebraica, ben registrate dalla stampa estera, sono tutt'al più dimostrazione della mancanza di una unica prospettiva condivisa all'interno del regime.

Nell'archivio degli asili si conservano le relazioni di fine anno redatte dalle maestre<sup>435</sup>; l'eccezionalità di tale documentazione dipende da due ordini di fattori: da un lato occorre rilevare il loro valore "intrinseco" di testimonianza delle reazioni alle leggi razziali, dall'altra costituiscono una testimonianza molto rara nel panorama delle fonti di mano femminile.

La documentazione è pervasa da un malcelato senso di malessere; in taluni casi le descrizioni si presentano molto sintetiche, in altri più analitiche e intervallate da brevi riflessioni personali. Affiora un senso di desolazione che in molti casi viene posto in stretto rapporto con l'assenza dei bambini; le classi si presentano deserte ed emerge un senso di vuoto. L'educatore senza educando perde la propria funzione ed è vinto da un senso di forte spaesamento:

«Ebbi così la gioia di veder rigurgitare nella mia bella e luminosa aula, una numerosa schiera di piccoli ospiti infinitamente graziosi e indicibilmente birichini,

---

<sup>434434</sup> Tra questi possiamo citare quello ormai classico di Bruno DI PORTO, *Gli ebrei italiani di fronte al 1938*, Firenze, Giuntina, 2007 e i contributi più recenti di Michele SARFATTI.

<sup>435</sup> Le relazioni non sono state indicate dall'elenco della Sovrintendenza.

ma ben presto la frequenza cominciò a decrescere, a tal punto da stupirmi dolorosamente. Infatti, fino ad oggi, chiusura dell'anno scolastico, tale fenomeno (frequenza scarsissima) ha continuato a manifestarsi ed io, mi domando quali possano essere state le cause di una tale diserzione in massa, di una scolaresca così bisognosa di cure materiali e morali quale è quella di un Giardino d'Infanzia. So che una percentuale di assenti, come tutti gli anni, causata da malattie infettive: tosse convulsa, morbillo, varicella, sfoghi cutanei..ecc, ma non mi spiego la... sparizione ingiustificata di un altro gran numero di allievi»<sup>436</sup>.

In alcuni casi le descrizioni si fanno più lucide, mettono a fuoco, seppur nella penombra, le ragioni della crisi. Anche in questi casi agisce una potente spinta autocensura che fa assumere alla scrivente un linguaggio allusivo dai toni cupi:

«È giunto il momento in cui debbo deporre le redini, ma nel farlo, provo del malessere, poiché tutto lo stato di cose dell'anno in corso, mi ha profondamente turbata. Da un lato, la materia prima è venuta a mancare e dall'altro momenti critici attraversati dall'istituto hanno dolorosamente riecheggiato nei nostri spiriti di insegnanti, rendendoci meste ed apprensive. Speriamo che tutto ciò possa essere considerato negli anni venturi come una chiusa parentesi e che risorga lo spirito di una volta sia da parte dei superiori con la loro assidua vigilanza ed amorosa assistenza materiale e morale, sia da parte nostra comunque maggior dose di gaiezza ed entusiasmo»<sup>437</sup>.

La riduzione dei locali e la mancanza di materiale costituiscono un elemento ricorrente delle descrizioni:

«Tanto più che, oltre a tutto, venivano a mancare le cose che hanno sempre caratterizzato il nostro magnifico asilo e cioè: visite mediche e distribuzione di medicinali, cura del sole, seconda refezione, e poi l'ampiezza dei locali»<sup>438</sup>.

Le aule sono state cedute per la realizzazione di due classi delle scuole medie e superiori<sup>439</sup>. L'atteggiamento di disponibilità delle maestre viene però bilanciata dal disagio di vedersi ridotti gli spazi.

---

<sup>436</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, "Relazione Adele Efrati" 15 giugno 1939.

<sup>437</sup> *Ibidem*.

<sup>438</sup> *Ibidem*.

<sup>439</sup> *Ibidem*.

«Non dovrei, ma mi sia permesso far rilevare qui il nostro spirito di sacrificio: soltanto chi come noi vive o ha vissuto per otto ore consecutive del giorno in un asilo popolare, sa cosa voglia dire non avere uno sfogo per la ricreazione, e noi quattro insegnanti dell'asilo, abbiamo serenamente adempiuto il grave compito che ci veniva imposto, pensando di contribuire così anche noi al miglioramento della situazione»<sup>440</sup>.

Emerge in alcune relazioni il tentativo di dare una certa continuità agli insegnamenti proposti:

«Cercai per quanto mi fu possibile di risvegliare nei bimbi l'ardente e inestinguibile amore per la nostra Patria: parlai loro del re, della regina, del Duce e non vi fu ricorrenza patriottica che facessi passare inosservata. Volli insomma che i miei piccoli sapessero maggiormente oggi di essere italiani»<sup>441</sup>.

La relazione di Lea Pavoncello mostra aspetti di notevole interesse. In incipit emergono sotto traccia riferimenti agli accadimenti storici. Si legge:

«Nella serena atmosfera di tranquilla coscienza, con cui ogni insegnante si indugia a riguardare gli eventi dell'anno, che è scorso, c'è più di una nube questa volta. Infatti troppe difficoltà, tutte derivate da eccezionali momenti critici, si sono addensate all'esterno sulla vita dell'operoso Istituto, che raccoglie ed educa i bimbi israeliti»<sup>442</sup>.

Fa cenno alle difficoltà materiali e alla scarsa presenza dei bambini, a questo fa seguito una riflessione sul senso profondo della sua attività di educatrice:

«Si capisce facilmente come tutto questo cumulo di circostanze abbia influito e alterato tutto e tutti. Ma si potrà facilmente capire come io abbia cercato di mettere un tenace muro divisorio tra la realtà troppo dura e i bimbi»<sup>443</sup>. Ho cercato di fare in modo che nel sacrario della scuola cure né preoccupazioni esterne:

---

<sup>440</sup> *Ibidem*.

<sup>441</sup> *Ibidem*

<sup>442</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, Relazione di Lea Pavoncello, 15 giugno 1939.

<sup>443</sup> Sulla modalità di gestione del mondo infantile dopo l'emanazione delle leggi razziali si veda Bruno Di PORTO, *Gli ebrei italiani di fronte al 1938*, in «La Rassegna mensile di Israel», 73, 2 (2007), Numero speciale in occasione del 70° anniversario dell'emanazione della legislazione antiebraica fascista), pp. 249-276; Renzo DE FELICE, *Storia degli ebrei italiani sotto il fascismo*, Torino, Einaudi, 1997, pp. 344-433; Michele SARFATTI, *Gli ebrei nell'Italia fascista: vicende, identità, persecuzione*, Torino, Einaudi, 2007.

l'insegnamento è alta spiritualità non doversi tingere in bruno di fronte alla materialità»<sup>444</sup>.

La maestra passa poi a trattare degli insegnamenti trasmessi durante l'anno:

«Per realizzare questo mi son servita di un programma, in cui ho cercato di concretare l'antica massima dell'utile e del dilettevole; le nozioni varie che più servono allo scopo sono state integrate dal disegno e da pratici lavorini[...] Ma mi sono anche preoccupata di gettare nei bimbi il seme, da cui dovrà nascere l'orgoglio e la responsabilità di se stessi»<sup>445</sup>.

Manca qualsiasi riferimento ai principi tradizionali, il lessico muta e scompaiono parole come "patria" e "morale".

Altre relazioni, pur mantenendo toni più neutrali, cedono nel finale: «È stato questo (purtroppo) un anno triste pieno di angosciosa trepidazione, soltanto a fine anno si è potuto formare il nuovo Consiglio di amministrazione»<sup>446</sup>.

Le dimissioni di tutto il Consiglio d'amministrazione, pose il problema di sostituire i consiglieri in una fase così difficile. In un fascicolo che raccoglie il carteggio del 1939 sono presenti in ordine sparso le minute delle lettere inviate a possibili candidati e le relative risposte; le proposte di nomina vengono quasi sempre respinte e le ragioni addotte sono riconducibili a motivazione personali o familiari, alla sedicente inadeguatezza del candidato e a momentanei allontanamenti da Roma<sup>447</sup>. Tra le lettere è presente quella a Luigia Toscano, di particolare rilievo dal momento che per la prima volta viene invitata una donna a ricoprire il ruolo di consigliera. La Toscano declinò l'invito, ma si spese enormemente come ispettrice per attivare scuole elementari e medie che potessero garantire alla popolazione ebraica romana la possibilità di non interrompere il proprio percorso di studi<sup>448</sup>.

Nel '40 si procedette a una riduzione del personale per poter sopravvivere economicamente; venne licenziato il portiere e, a fine dell'anno, anche la maestra

---

<sup>444</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, Relazione di Lea Pavoncello, 15 giugno 1939.

<sup>445</sup> *Ibidem*

<sup>446</sup> Roma, ASILI ISRAELITICI, Relazione di Letizia Efrati Tagliacozzo, 15 giugno 1939.

<sup>447</sup> I nominati sono: Luigia Toscano, Ugo Ottolenghi, Giorgio Soria, Ettore Ziffer, Adamo Caviglia, Ugo Foa, Giorgio Zevi. Luigia Toscano e Ziffer dichiarano che sono in procinto di allontanarsi dalla città, vd. Roma, ASILI ISRAELITICI, fasc. "Corrispondenza 1938-1939".

<sup>448</sup> Silvia Haia ANTONUCCI, Giuliana Piperno Beer, *Sapere ed essere nella Roma razzista : gli ebrei nelle scuole e nell'università (1938-1943)*, Gangemi, Roma, 2015.

Efrati; la scelta ricadde su di lei perché unica insegnante non ebrea e di religione cattolica. Le notizie scarseggiano per la fase immediatamente successiva, è presente nel fondo degli asili della comunità una lettera di dimissioni di Aldo Ascoli indirizzata a Ugo Piperno vicepresidente degli asili che si presenta come resoconto del suo operato:

«Assunsi tale oneroso incarico nel periodo più critico e delicato per la Comunità di Roma e per l'ebraismo, dopo la programmazione e durante l'emanazione e l'applicazione delle leggi restrittive e imitatrici delle attività degli israeliti italiani; e l'assunsi con fermezza e buon volere coadiuvato poi da tutti i cari e attivi colleghi che fino ad oggi mi hanno sostenuto nell'amministrare gli asili, cercando anzitutto di salvarne la esistenza, minacciata di esaurimento per ragioni finanziarie e per motivi morali, poi di rianimarla, di consolidarla, di restituirla, compatibilmente con la gravità degli eventi a dignità di istituto educativo assistenziale quale fu nella mente dei fondatori e dei suoi dirigenti»<sup>449</sup>.

Le sorti degli asili negli anni dell'occupazione ci sono note grazie ad una lettera inviata alla Comunità da parte del presidente. L'istituto rimase chiuso nei nove mesi dell'occupazione tedesca di Roma; subì pesanti devastazioni e vi fu la deportazione del consigliere onorario Lionello Alatri e della moglie Evelina Chimichi, del consigliere e segretario Dante Calò, della maestra Lidia Di Castro Fornari, della custode Celeste Salomoni; Giorgio Fano venne trucidato alle fosse Ardeatine<sup>450</sup>. L'asilo rimase chiuso ancora per un anno, una lettera del 21 dicembre del '44 indirizzata alla suora della "Casa della Provvidenza infanzia abbandonata", offre un resoconto puntuale di quali fossero le condizioni degli asili. Occorreva denaro per il ripristino dei locali e per riacquistare il materiale didattico che era stato sottratto durante il periodo di abbandono. Erano stati privati di tutto e le elargizioni private non erano sufficienti a far fronte ai bisogni<sup>451</sup>.

La riapertura fu possibile grazie agli aiuti economici dell'*American Joint distribution committee* e all'intervento del rabbino David Prato.

---

<sup>449</sup>Roma, ASILI ISRAELITICI, lettera 31 gennaio del 1941.

<sup>450</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA,, fasc. Asili, Memoria sulla storia dell'istituzione, di cc. non num.

<sup>451</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, fasc. Asili, di cc. non num.

Attilio Perugia venne nominato commissario prefettizio dell'Istituzione con r.d.8 del giugno del'45. Qualche anno dopo fu rielaborato un nuovo statuto che venne approvato da r.d del 28 agosto del '47;

#### **4. Le donne dell'A.D.E.I. – Associazione donne ebreo d'Italia e il loro ruolo nella beneficenza**

##### 4.1. Le vicende storiche della sezione romana

A partire dagli anni '30 l'ADEI si inserì nelle attività di beneficenza del contesto romano, dapprima limitandosi a fornire un supporto materiale, in seguito tentando di improntare tutte le iniziative in senso formativo. L'associazione costituì un ponte tra tutti i diversi enti, promuovendo interventi a favore della Maternità Di Cave e degli asili israelitici. Già nel '27 Vera Weizmann aveva fondato a Roma un gruppo femminile sionistico, due anni più tardi Emma Fano diede vita alla sezione romana<sup>452</sup>. Le fonti impiegate per la redazione di questa parte si presentano eterogenee e frammentarie, ma costituiscono un punto di partenza per lo studio di una storia rimasta ancora parzialmente inesplorata<sup>453</sup>.

L'Adei presenta già in questa fase una organizzazione centralizzata con sede a Milano, dove nacque nel 1927 per volontà di Berta Bernstein Cammeo. Le sue diverse ramificazioni contribuirono a rendere la sua azione più incisiva. Come indicato da statuto gli scopi perseguiti sono: collaborare con istituzioni ebraiche locali che forniscono assistenza, supportare le donne ebreo che avevano intenzione di dedicarsi ad un lavoro in Palestina e diffondere la cultura e lo spirito ebraico per

---

<sup>452</sup> Evelina Polacco, *Associazione donne ebreo d'Italia dalla nascita ai giorni nostri: breve storia della Federazione Italiana della Wizo*, Venezia, A.D.E.I., 1971, pp. 26.

<sup>453</sup> Sono utilizzate fonti provenienti dall'Archivio della Comunità ebraica di Roma, il carteggio con la sede milanese centrale conservato in CEDEC – Centro documentazione ebraica contemporanea di Milano, materiale conservato presso l'Archivio Centrale dello Stato di Roma e la stampa periodica. Sulla storia dell'Adei, vd. *Dalla nascita ai giorni nostri: breve storia della Federazione italiana della Wizo*, Milano, Adei, 1971, e *Associazione donne ebreo d'Italia dalla nascita ai giorni nostri: breve storia della Federazione Italiana della Wizo*, con scritti di Evelina Polacco, Venezia, ADEI, 1971.

partecipare al movimento di rinascita dell'ebraismo<sup>454</sup>. La concretizzazione di tali obiettivi assunse caratteristiche differenti a seconda del contesto di riferimento. La possibilità stessa di dare vita a sezioni locali era vincolata a quanto stabilito dall'articolo 38 che imponeva il numero minimo di venti socie perché si potesse formare un Consiglio, il cui comitato direttivo doveva essere costituito da almeno tre persone.

La sezione romana presenta peculiarità connesse alla specificità della situazione socio-economica in cui opera. Le carte dell'archivio milanese forniscono uno spaccato della situazione generale poiché la necessità di rendere conto alla associazione centrale spinse le presidentesse ad uno sguardo analitico e quasi critico nei confronti dell'attività svolta<sup>455</sup>. In più di una lettera Emma Fano<sup>456</sup>, presidentessa della sezione romana, lamentava la presenza di difficoltà economiche generali che necessariamente limitavano la portata dell'azione dell'ente. Per tale ragione venivano privilegiate iniziative tese a dare sostegno materiale immediato ad associazioni benefiche già esistenti sul territorio.

La relazione inviata a conclusione del primo anno di attività consente di conoscere l'operato della sezione. La raccolta fondi per Tripoli aveva dato ben pochi frutti dal momento che si giunse solo all'ottenimento della modesta cifra di 100 lire e alla raccolta di una cassa di medicinali<sup>457</sup>. Per quanto concerne la formazione era stato istituito un corso di lingua ebraica inferiore e superiore, inoltre venne attribuita grande rilevanza alle celebrazioni delle festività. La missiva offre un resoconto delle principali feste organizzate: *Purim*, *Rosh Ascianah* e *Pesach*<sup>458</sup>. La celebrazione di quest'ultima diede luogo ad un contrasto per l'ottenimento della sala del Convegno di Studi ebraici. I suoi membri, in quanto dichiaratamente antisionisti, ne avevano osteggiato la cessione. A questo proposito la Fano aggiunge: «Devo

---

<sup>454</sup> Gli statuti sono conservati in Roma, ARCHIVIO CENTRALE DELLO STATO, Ministero interno, Direzione generale pubblica sicurezza, divisione affari generali e riservati, *Associazioni*, G1.

<sup>455</sup> Il rapporto tra Centro e comitati locali è imposto da statuto, si veda articolo 18.

<sup>456</sup> La donna, di origini veneziane, sposò David Fano e si trasferì a Roma per seguire il marito nei suoi affari. Fu nota autrice di testi per l'infanzia, tra cui si ricorda: Emma FANO, *Piccolo artista*, Milano, Vallardi, 1917; EAD., *Briciolino*, Milano, Vallardi, 1902. Per le informazioni su Emma Fano ringrazio l'esperto di famiglie ebraiche, Marco Luzzatto, nonché pronipote della presidentessa che mi ha concesso una breve intervista.

<sup>457</sup> I risultati della raccolta fondi pro Tripoli vengono ricordati in «Israël», 23, 13 marzo 1930, p. 5.

<sup>458</sup> La celebrazione viene ricordata in «Israël», 29, 25 aprile 1930, p. 12.

ripetere che pure tra le socie dell'ADEI la propaganda sionista deve essere fatta in maniera troppo limitata per le finalità della nostra Associazione; ma, per ora, almeno, non è possibile fare di più»<sup>459</sup>.

La lettera del 15 dicembre 1930 costituisce il punto di partenza per comprendere la situazione della sezione romana<sup>460</sup>. La presidentessa descrive la fase di ripresa delle attività con accenti pessimistici. La prima riunione del 21 ottobre si era caratterizzata per l'assenza quasi totale delle socie: delle quaranta dell'anno precedente solo sei si erano presentate, un numero altrettanto esiguo aveva giustificato la propria assenza.

La descrizione prosegue con la messa in evidenza delle criticità e degli ostacoli allo svolgimento delle diverse iniziative. Allo scarso impegno delle affiliate, testimoniato anche dal numero irrisorio delle nuove iscrizioni<sup>461</sup>, si aggiunge l'opposizione delle autorità locali. Venne respinta la proposta della presidentessa di introdurre l'insegnamento di ebraico nelle scuole medie pubbliche. Il rabbino maggiore considerava l'intervento "intempestivo"<sup>462</sup>. Anche l'iniziativa di istituire una segretariato per i poveri del ghetto non ebbe concretizzazione per il mancato consenso del presidente della Deputazione israelitica. Non vennero adottate motivazioni sulle ragioni di tale rifiuto, ma si può ipotizzare che vi fosse la tendenza da parte delle autorità locali a muoversi con molta cautela, data la complessa relazione della comunità romana con il regime. Per tale ragione anche le iniziative culturali trovavano un terreno poco fertile e il progetto di realizzare seminari condotti dal prof. Lattes stentava a concretizzarsi.

In questa fase l'impegno delle socie dell'Adei ben si inserì invece nelle iniziative di beneficenza già avviate, dove il contributo femminile si limitava alla raccolta di finanziamenti o di beni di prima necessità. Si è già parlato altrove della assidua collaborazione alle iniziative della Maternità Di Cave. Nella missiva già citata del 15

---

<sup>459</sup> Milano, CENTRO EBRAICO DOCUMENTAZIONE CONTEMPORANEA, *ADEI*, relazione della Presidente, Roma, 10 luglio 1930.

<sup>460</sup> Milano, CENTRO EBRAICO DOCUMENTAZIONE CONTEMPORANEA, *ADEI*, Emma Fano a "egregia signora" (Vittoria Cantoni Pisa), Roma, 15 dicembre 1930.

<sup>461</sup> Il numero delle iscrizioni è di particolare rilevanza perché come stabilito dall'art. 3 dello Statuto, l'associazione si sostiene sulle quote delle socie, su le oblazioni e sul ricavato di eventi di beneficenza.

<sup>462</sup> Milano, CENTRO EBRAICO DOCUMENTAZIONE CONTEMPORANEA, *ADEI*, Emma Fano a "egregia signora" (Vittoria Cantoni Pisa), Roma, 15 dicembre 1930.

dicembre 1930 si faceva riferimento all'offerta di mantelli con cappuccio e vestiti di lana per i bambini delle Scuole elementari Polacco e per la Maternità. Di seguito troviamo una lucida analisi delle situazione romana: «Le socie, salvo poche eccezione, non sono conscie della importanza delle questioni generali ebraiche e comprendono solamente i troppi bisogni locali per i quali ci sono già speciali comitati di signore. Così per gli aiuti a Tripoli non ebbi nessun risultato soddisfacente pur avendo trattato l'argomento con le Autorità».

Vi è un disinteresse dunque nei confronti delle grandi "questioni ebraiche" da parte di una collettività che, a sessanta'anni dall'uscita dal ghetto, si trovava ancora invischiata in enormi problemi economici. Merita considerazione l'accento ai comitati delle patronesse. Anzitutto è bene rilevare che talvolta le signore dei comitati locali sono le stesse che aderiscono all'Adei. Si può citare il caso di Eleonora Modigliani indefessa patrona della Maternità Di Cave e, in seguito, vicepresidente dell'associazione delle donne ebreo d'Italia. L'analisi della Fano prosegue fornendo interessanti informazioni: «Dato l'ambiente assolutamente antisionista non ho neppure tentata la collaborazione con il Keren Kajemeth<sup>463</sup>. Avrei non solo avuto esito negativo, ma probabilmente avrei compromesso anche le sorti della sezione. Per lo stesso motivo non è mai stato possibile indire alcuna festa a profitto speciale della società. Nella riunione del 21 ottobre però venne deciso che in ogni manifestazione di beneficenza promossa dall'Adei si prelevi una percentuale per l'associazione». La lettera si conclude con una dichiarazione di totale insoddisfazione e con la proposta di rassegnare le proprie dimissioni.

Nel giugno del 1931 apprendiamo da una cartolina che una parte degli utili ricavati dalla festa pro Maternità Di Cave vengono versati per il Keren Kajemeth<sup>464</sup> e che contemporaneamente Ermelinda Sereni, socia dell'Adei, aveva realizzato una raccolta fondi per la Wizo<sup>465</sup>. La decisione di impiegare parte degli utili delle feste

---

<sup>463</sup> L'ambiente romano dichiaratamente antisionista spinse la sezione a una prudente raccolta fondi per il Keren Kajemeth; non è un caso, infatti, che essa non figura nelle liste dei donatori pubblicate sulla stampa («Israel»); l'elenco per la città di Roma è composto da pochi singoli nomi, vd. «Israel», 38, 30 giugno 1930, p. 5.

<sup>464</sup> Milano, CENTRO EBRAICO DOCUMENTAZIONE CONTEMPORANEA, *ADEI*, Emma Fano a "gentile signorina" (Vittoria Cantoni Pisa), Roma, 8 giugno 1931 (la percentuale versata è del 10% della festa).

<sup>465</sup> Milano, CENTRO EBRAICO DOCUMENTAZIONE CONTEMPORANEA, *ADEI*, Ermelinda Sereni a Vittoria Cantoni Pisa, Roma, 18 giugno 1931.

per finanziare organizzazioni sioniste, costituì il modo attraverso il quale le donne dell'ADEI perseguirono gli scopi dell'associazione in un contesto avverso, nel quale il sionismo aveva faticato ad attecchire. Le attività promosse dall'ente negli anni successivi resero possibili lievi aperture delle autorità locali<sup>466</sup>.

L'attenzione nei confronti della formazione si intensificò in quegli anni: nell'ottobre del '31 vi fu la riapertura di corsi di lingua e cultura ebraica distinti per fascia d'età; sebbene la partecipazione non fosse assidua si formarono cinque gruppi, alcuni affidati ad Aldo Lattes, altri a Teresa Marino. Quest'ultima partecipò al dibattito allora in corso sulla formazione scolastica dei bambini ebrei, esprimendo la sua opinione in un articolo pubblicato nel marzo di quell'anno sulla *Rassegna israelitica*<sup>467</sup>. La donna invitava le famiglie ad iscrivere i propri figli alle scuole ebraiche, ritenendo che non sarebbe stato sufficiente né l'insegnamento materno, né dispensare il bambino dall'ora di religione. L'idea sottesa è che sia necessario un "ambiente ebraico" perché il bambino sviluppi appieno la propria identità<sup>468</sup>.

Nel '32 la sezione romana ottenne la sede presso l'Unione delle Comunità, ma il numero delle socie non crebbe e le attività promosse nei primi anni non ebbero nessuna risonanza sui periodici<sup>469</sup>. Dall'anno successivo prendono corpo una serie di iniziative occasionali come la conferenza di Maja Rosenberg, che venne accolta calorosamente e per la quale si aprì una sottoscrizione in supporto alla creazione di Giardini d'Infanzia a Tel Aviv<sup>470</sup>, o quella di Lea Cassuto su Israel Zangwill, noto per il suo incessante impegno a favore della causa sionista<sup>471</sup>.

Nel frattempo si era formata anche una biblioteca circolante<sup>472</sup>, con lo scopo di potenziare la diffusione della cultura ebraica per le donne che si riunivano il giovedì per "l'ora intellettuale".

---

<sup>466</sup> Saul MEGHAGI, *Modelli educativi e forme di acculturazione* cit.

<sup>467</sup> «Israel», 27, 31 marzo 1931, p. 12.

<sup>468</sup> «Israel», 8, 14 novembre 1930, p.7.

<sup>469</sup> Per i primi '30 anni Israel si disinteressa quasi completamente dell'Adei romana.

<sup>470</sup> Alcune notizie sulla filantropia vengono fornite da «Israel», 4, 26 ottobre 1933, p. 8.

<sup>471</sup> Fu leader e membro dell'Organizzazione sionista, che lasciò nel 1905 per fondare l'Organizzazione territorialista, avente l'obiettivo di creare uno stato ebraico al di fuori della Palestina.

<sup>472</sup> Milano, CENTRO EBRAICO DOCUMENTAZIONE CONTEMPORANEA, *ADEI*, Emma Fano a "gentile signora" (Vittoria Cantoni Pisa), Roma, 9 aprile 1931.

Ad inizio d'anno si era arricchita l'offerta formativa con l'apertura di due corsi di lingua ebraica, uno per ragazzi di età inferiore a 12 anni, affidato a Lina Lattes, l'altro assegnato al Collegio rabbinico. A questo si aggiunse un corso di ebraico scritto e parlato e un corso di storia ebraica. Questi aspetti confermano quanto asserito da Anna Foa: «Il sionismo italiano aveva radici molto più profonde complesse, era stato un progetto di restaurazione di un ebraismo integrale, che dal sionismo traeva soprattutto la spinta ad un recupero identitario»<sup>473</sup>.

L'attenzione per le donne dimostrata dal gruppo ADEI può far pensare al tentativo di favorire una sorta di "recupero" del processo formativo per tutte coloro che vi avevano dedicato poco tempo durante la loro gioventù<sup>474</sup>. L'attenzione per la scolarizzazione femminile risente di un processo di definizione del concetto di "cultura" in atto in quella fase. Il sionismo istituì un potente legame tra cultura e terra d'origine. Le comunità in diaspora rappresentavano i diversi volti dell'ebraismo ed erano inevitabilmente molto dissimili l'una dall'altra. Per tale ragione il ricorso all'espressione "spirito ebraico" indica qualcosa di confuso e incerto che può trovare concretezza solo nell'impiego della lingua ebraica come vincolo di unione<sup>475</sup>.

Le difficoltà a preservare il numero delle socie rimane una costante della sezione; a riprova di questo è la lettera della segretaria milanese che fa il punto sull'andamento delle iscrizioni: nove donne risultano regolarmente iscritte, cinque devono ancora versare il contributo, quattro sono dimissionarie, una si è trasferita ad Ancona e una di loro dichiara di non essere in grado di pagare la quota<sup>476</sup>.

Emma Fano richiede la disponibilità dei locali del Convegno studi ebraici a Giuseppe Recanati, il quale le risponde di prendere accordi con lui per la «vigilanza da esercitarsi da parte della Comunità sull'attività della sezione»<sup>477</sup>. La stessa lettera viene inviata anche alla sede centrale a Vittoria Cantoni Pisa che intercede

---

<sup>473</sup> Anna Foa, *Rimodellare la cittadinanza spunti per una riflessione* in «La Rassegna israelitica»

<sup>474</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, fasc. ADEI,

<sup>475</sup> *Ebraismo, sionismo e antisemitismo nella stampa socialista italiana: dalla fine dell'Ottocento agli anni sessanta*, a cura di Mario TOSCANO, Venezia, Marsilio, 2007.

<sup>476</sup> Milano, CENTRO EBRAICO DOCUMENTAZIONE CONTEMPORANEA, ADEI, Emma Fano a ADEI di Milano, 15 luglio 1935.

<sup>477</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, fasc. ADEI, lettera del 20 dicembre del 1935.

per conto della sezione romana. Si fa inoltre accenno al recente accordo con le comunità israelitiche italiane con le quali si sono rinsaldati i rapporti. L'anno si chiude con la celebrazione di *Hanuccà* durante la quale Giulia Artom, sorella di Lea Cassuto, interviene per spiegare il significato della festa.

Uno sguardo del bilancio di quell'anno consente di ottenere indicazioni interessanti: non venivano versati contributi da parte della comunità, quelli delle socie e degli allievi ammontavano a 5.755 lire e le offerte dei privati a 617 lire. Tra queste è da annoverarsi la donazione 500 lire da parte di Ermelinda Pontecorvo Sereni in memoria del marito Angelo. Le uscite erano di gran lunga superiori.

Il 1937 fu un anno probabilmente complesso, come si evince da un documento di qualche anno dopo: «Dal 1937 questa associazione fu osteggiata dalle amministrazioni delle istituzioni israelitiche dirigenti romane improntate a schietti principi fascisti, ma alla fine del 1939, sopravvenuta alla direzione della Unione delle comunità israelitiche italiane, persone del vecchio sistema, la A.D.E.I prese vigore e fu anzi ospitata gratuitamente nei locali della detta Unione al Lungo Tevere Sanzio 5p.t. Le componenti dell'associazione si riuniscono periodicamente per organizzare tè di beneficenza e promuovere al tempo stesso conferenze di indole politica sionista in aperto contrasto con le direttive del regime. Si aggiunge che la stessa Unione cura lo svolgimento di un comitato assistenziale per ebrei stranieri che il governo ha inviato al confine o ai campi di concentramento»<sup>478</sup>.

Né la documentazione conservata presso la comunità, né il carteggio con la sezione milanese recano traccia di questo conflitto interno e la vita della sezione sembra scorrere regolarmente senza che vi siano particolari novità. In un articolo del giugno del '37 abbiamo il resoconto delle attività dell'associazione. Per la prima volta si fa cenno alla collaborazione con le istituzioni ebraiche. David Prato mostra particolare interesse per le attività delle donne e tiene un incontro sul tema della pedagogia talmudica, dichiarando le sue intenzioni di aprire una scuola ebraica a Roma. Si fa menzione anche delle attività del Segretariato per i poveri che collaborava con la Deputazione di carità da cui riceveva un contributo in denaro per la distribuzione di latte, pane, pasta, materassi, biancheria. L'istituzione del

---

<sup>478</sup> Roma, ARCHIVIO CENTRALE DELLO STATO, *Ministero dell'Interno*, G1, Associazioni, Roma, 23 maggio 1941.

segretariato, affidato alla direzione di Gina Sacerdote, con la funzione di occuparsi dei poveri, era avvenuta, come già detto, l'anno precedente<sup>479</sup>.

Nel '37 si svolsero i consueti tè benefici che vedevano la partecipazione del rabbino e della moglie, vengono organizzate conferenze su tematiche varie e si celebrano in sezione le festività religiose. Le stesse informazioni si ricavano nella relazione finale della sezione milanese.

L'anno dopo è soprattutto la stampa, invece, nella sezione della cronaca romana, a ricordare le attività svolte rispetto alle quali non si riscontrano sostanziali novità<sup>480</sup>. Il rabbino Prato valorizzò enormemente il lavoro femminile esprimendo in più circostanze il proprio compiacimento per i risultati formativi raggiunti. Il fascicolo dell'Adei conservato presso la Comunità include poche notizie sulla sua storia degli anni successivi.

Vi è traccia solo di un attrito che si ebbe nel '40 tra il presidente della comunità Ascoli e il comitato romano. Egli vorrebbe fare una donazione, ma Emma Fano la respinge, affermando che l'Adei, essendo un'istituzione nazionale, non può essere sottoposta alla vigilanza della Comunità<sup>481</sup>.

Nel Febbraio del 1940 Ascoli scrisse anche a Mario Falco per avere delucidazioni in merito. La risposta non tardò a giungere: la Fano si sottraeva così dalla vigilanza prevista dall'art. 1 del R.D. 30 ottobre 1930 e all'applicazione dell'art. 88 del R.D. 9 novembre 1931, non volendo rientrare all'interno della categoria delle associazioni sussidiate.

In quegli anni la vigilanza governativa è a maglie strette. L'associazione centrale milanese era già stata sottoposta a sorveglianza a partire dal 1932. La prefettura di Milano aveva inviato al Ministero degli interni notizie sull'ente. Il prefetto dopo averne descritti gli scopi che si prefigge aggiunge: «Trattandosi quindi di Associazione dipendente da personalità giuridica, la cui attività si svolge nell'ambito del territorio dello Stato, questo ufficio ritiene che dalla medesima

---

<sup>479</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, fasc. Adei, lettera datata 3 febbraio del 1936.

<sup>480</sup> «Israel», 13 gennaio 1938, p. 7, 28, 14 aprile 1938, p. 6, 33, 9 giugno 1938, p. 7.

<sup>481</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, CONTEMPORANEO, fasc. Adei, lettera datata 3 marzo del 1940.

esuli qualsiasi carattere internazionale»<sup>482</sup>. Vengono inviati gli statuti e gli elenchi delle dirigenti che risultano tutte di regolare condotta morale e politica.

La sorveglianza sull'attività della sezione romana si avrà solo a partire dal 1937. In un promemoria non datato si legge: «A Viale Giulio Cesare n.15 abita la sedicente Emma Sora identificata per Fano Emma fu Samuele nata a Venezia il 27/11/1876 la quale è coniugata a Fano Davide fu Emanuele, nato a Venezia il 22/07/1876. Detti coniugi vivono agiatamente ed hanno 5 figli dei quali, Emanuele, di anni 36, risiede a Buenos Ayres e Anita, di anni 24, coniugata con l'avv. Fano, risiede ad Oxford. I coniugi Fano conducono vita ritirata e non risulta che stiano a capo di una associazione di assistenza alle donne ebreë. Saltuariamente però qualche loro correligionaria richiede aiuti e appoggi»<sup>483</sup>.

In un altro documento datato 23 maggio 1941 si descrive così la sezione romana: «Esiste in Roma da parecchi anni la sezione romana dell'Associazione Donne ebreë Italiane (A.D.E.I) la cui sede principale è a Milano. Questa consociazione si propone palesemente la raccolta di oblazioni sottoforma anche di quote sociali, e si propone segretamente la propaganda del sionismo, il noto movimento di indole politica, antinazionalista, antifascista, e probabilmente internazionalista per la ricostruzione in Palestina di uno stato ebraico sotto la sovranità dell'Inghilterra. Le componenti del consiglio di questa associazione sono tutte antifasciste come la presidentessa Emma Fano, consorte di un comm. Fano, mai iscritto al P.N.F e fervente sionista. I fondi raccolti fino a poco tempo fa erano destinati per metà a scopo di beneficenza fra i poveri israeliti romani e per metà in Palestina per incrementare il movimento»<sup>484</sup>.

Il fatto che l'Adei desse supporto ai profughi trova riscontro nella lettera del 6 aprile 1939, nella quale il Comitato assistenza per gli ebrei in Italia si è rivolto alla sezione Adei romana per ottenere un rifornimento di indumenti e in particolare di corredi per gli ebrei stranieri che dovevano lasciare l'Italia per compiere la traversata <sup>485</sup>.

---

<sup>482</sup> Roma, ARCHIVIO CENTRALE DELLO STATO, *Ministero dell'Interno*, G1, Associazioni, 1932.

<sup>483</sup> *Ibidem*.

<sup>484</sup> *Ibidem*.

<sup>485</sup> Roma, ARCHIVIO STORICO DELLA COMUNITÀ EBRAICA, fasc. Adei, lettera 6 Aprile 1939.

Come afferma Monica Miniati, l'associazione ebbe un ruolo essenziale nella riorganizzazione della vita sociale della Comunità all'indomani della liberazione, ma non fu questa l'unica funzione dell'ADEI: « Nonostante l'imponente mole di lavoro, l'Adei riuscì ugualmente a ricrearsi uno spazio autonomo e a portare avanti il proprio programma, partecipando a pieno titolo al processo evolutivo della condizione femminile occidentale, ebraica e non ebraica, che caratterizzava il ritorno ai tempi di pace»<sup>486</sup>.

#### 4.2. Il ruolo delle donne nella trasmissione del rituale

L'Adei proponeva un ruolo tradizionale per il femminile, ma nell'atto stesso di realizzare quel ritorno alla tradizione, le sue componenti si assumevano incarichi inediti e i loro saperi venivano valorizzati. L'associazionismo femminile ebraico si inseriva in un più vasto contesto nazionale, all'interno del quale l'impegno filantropico delle donne si esprimeva attraverso un'intensa partecipazione a comitati ed enti. A livello normativo tale esigenza fu recepita già a partire dalla legge sulle Opere pie del 1890 che ne consentiva la partecipazione delle donne alle congregazioni di carità, previa autorizzazione maritale. Le questioni poste in essere dalle diverse associazioni differivano enormemente a seconda dell'orientamento politico e della estrazione sociale delle sue componenti. Fiorenza Taricone distingue tra un orientamento moderato i cui obiettivi programmatici tendevano a riproporre i modelli tradizionali femminile e una componente socialmente "innovativa" che portava l'attenzione sulla condizione di disuguaglianza sociale, di marginalità e di sfruttamento<sup>487</sup>. Note sono le battaglie, sostenute anche dal CNDI, contro la tratta delle bianche e a favore di una tutela della maternità che si concretizzava attraverso interventi di ricerca della paternità e di prevenzione del fenomeno della nascita di figli illegittimi.

L'intreccio tra enti dipendeva dalla presenza di figure che militavano all'interno di più associazioni. Famoso è il caso della fondatrice dell'Adei milanese Berta Berstein

---

<sup>486</sup> Monica MINIATI, " Non dimenticare" il ruolo formativo e culturale dell'Adei dal dopoguerra a oggi in *Presto apprendere tardi dimenticare: l'educazione ebraica nell'Italia contemporanea*, a cura di Anna Maria PIUSSI, Milano, Franco Angeli, 1998, p. 171.

<sup>487</sup> Fiorenza TARICONE, *La FILDIS ( Federazione Nazionale Laureate e Diplomate) e l'associazionismo femminile (1920-1935)* in *La corporazione delle donne. Ricerche e studi sui modelli femminili nel ventennio*, a cura di Marina Addis Saba, Vallecchi, Firenze, 1988, pp. 127-169.

Cammeo<sup>488</sup> e della figlia Marta Navarra che furono impegnate in numerose attività di promozione sociale e di emancipazione femminile.

La sezione romana dell'Adei, in forza del clima apertamente antisionista, dava un sostegno marginale a Wizo e ciò crea i presupposti per la definizione di un campo d'intervento locale, in stretta connessione con le associazioni a gestione maschile già esistenti. Si scorge un tentativo di dare ufficialità all'azione femminile che precede la costituzione dell'Adei e che forse in una prima fase seguiva strade informali.

Ad una attenta analisi non sfugge che vi sia in questo un tentativo di accogliere le istanze di una borghesia che si riconosceva in queste forme filantropiche a sostegno dei più poveri. Influisce nel modello di definizione dell'associazione quello dell'emancipazione femminile borghese che fa dei salotti e della carità una forma di autodefinizione del sé. Nella sua forma ebraica la formazione culturale del femminile assume tratti peculiari connessi alla definizione di una identità in bilico. La peculiarità del ruolo di queste donne si esprime nel guidare l'infanzia e dunque le famiglie nell'osservanza delle festività religiose; lungi dal rappresentare qualcosa di ordinario, la celebrazione dei rituali diviene uno degli aspetti più significativi di questa fase per il suo rimarcare in modo visibile l'appartenenza ad una cultura comune. L'allentamento dei rapporti, la disaffezione nei confronti delle tradizioni rende necessario un processo di riacculturazione e di trasmissione del significato profondo delle feste. Queste donne si fanno portavoce di un inedito e più complesso concetto di cultura. Non di rado le pagine del bollettino romano ospitano riflessioni generali sul senso del rituale e ancora più spesso articolate trattazioni sulle sue origini storiche e sulle modalità di celebrazione. In un articolo del 1933 del periodico «La voce della Comunità» si ritiene che la complessità dei rituali sia ciò che allontana gli ebrei, perché questi sono “numerosissimi e

---

<sup>488</sup> Si ricorda anche il suo impegno per la fondazione dell' asilo della Mariuccine si veda Annarita BUTTAFUOCO, *Le Mariuccine. Storia di un'istituzione laica l'asilo Mariuccia*, Franco Angeli, Milano, 1985, pp.36-37.

gravosi”<sup>489</sup>. Nel selezionare tra tutti i possibili significati assunti dal rito, l’autore individua quello che a parer suo risulta più significativo: è vincolo d’unione nel contesto diasporico; viene definito come il corpo di una religione, la forma tangibile di ciò che vi è di più astratto come morale e metafisica che invece ne costituiscono l’anima. Per tale ragione diviene nodo problematico il favorirne la modernizzazione come aveva fatto Il movimento riformato per il quale, però, il rituale era stato un ingombro che doveva «essere tolto di mezzo»<sup>490</sup>.

Secondo l’autore, dove si era conservato l’ebraismo nella sua forma tradizionale, vi era stata una maggiore capacità di resistenza perché si manteneva intatto il simbolo della memoria nella sua forma concreta. Si sostiene quindi la necessità di tenere assieme corpo ed anima e si suggerisce l’immagine di due poli – rituale e morale – costituenti un’unica forma di vita.

Nel Bollettino del marzo del 1933, la Pasqua è vista come il momento nel quale il popolo ebraico nasce come autonomo, con una propria fisionomia. Si cerca così di individuare il significato universale di quell’evento che secondo l’autore coincide con la nascita del “popolo di giustizia”. Il ricordare, anche attraverso il gesto simbolico del rito comporta un attualizzazione: «Ogni ebreo deve sentirsi come se personalmente fosse uscito dall’Egitto». Il patrimonio deve essere trasmesso di generazione in generazione, per questo compare la critica al fatto che si stia spezzando la catena, perché la famiglia non assolve più alla propria funzione che per questo deve essere svolta dalla scuola<sup>491</sup>.

---

<sup>489</sup> «La Comunità Israelitica» 2, dicembre 1933.

<sup>490</sup> *Ivi*, p. 7.

<sup>491</sup> *Ibidem*.

#### 4.3. La letteratura ebraica per l'infanzia: Giulia Artom Cassuto e le varianti d'autrice

Ancora all'inizio degli anni '30 sono poche le opere destinate alla formazione scolastica dei bambini ebrei. L'insoddisfazione si avverte sulle pagine di *Israel* che, tuttavia nel bollettino bibliografico, indica qualche manuale di riferimento. In un articolo si legge: «A questa difficoltà generale di scelta, si aggiunge una difficoltà speciale per il padre e per la madre ebrei. Essi avrebbero bisogno di trovare dei libri che fossero non solo sani, non solo intelligenti, non solo divertenti ma anche non intonati ad uno spirito religioso radicalmente differente da quello nel quale è giusto e doveroso che i genitori ebrei vogliano allevare i loro figlioli»<sup>492</sup>.

La questione era già stata posta nel 1917 nella prefazione della sua antologia *Fanciulli ebrei* da parte di Giulia Artom Cassuto, che successivamente farà parte della sezione romana dell'ADEI<sup>493</sup>. Qui l'autrice aveva rilevato la mancanza di un valido strumento di lettura per le scuole ebraiche, dal momento che i consueti libri, a suo avviso, potevano infondere principi morali giusti, ma non potevano in alcun modo «avviare alla specifica morale ebraica, né servire a plasmare ebraicamente le coscienze»<sup>494</sup>. L'interesse suscitato da quest'opera dipende dall'intento didascalico esplicitamente asserito dalla Cassuto. Il suo fine lo rende un potente "concentrato" di valori e di modelli culturali, alcuni dei quali affiorano dal testo in modo esplicito, altri in modo più velato.

Il valore dell'opera come fonte è accresciuto dalla presenza di una seconda edizione uscita a quindici anni di distanza e contenente questa premessa: «Il libro che io oggi presento, e che ho preparato con l'amore di una mamma che si rivolge ai suoi bambini, vuol dare ai nostri piccoli lettori, l'idea di Israele che vive di vita sua, sparso nel mondo, memore della sua storia, fiducioso nel suo avvenire e nei

---

<sup>492</sup> «Israel», 18, 14 gen. 1932, p. 19.

<sup>493</sup> Giulia CASSUTO ARTOM, *Fanciulli ebrei: libro di lettura uso della terza classe elementare con illustrazioni originali e con una carta della Palestina fuori testo*, Firenze, Galletti & Cassuto, 1917.

<sup>494</sup> Ivi, pref.

suoi destini; vuol mostrare quanto sia dolce, intima e soave la vita ebraica vissuta completamente e integralmente: vuole avviare i bimbi nostri attraverso parole, leggende, racconti, alla conoscenza della morale di Israele così semplice e sublime: vuole compenetrare le loro tenere anime dello spirito ebraico così profondo e sottile»<sup>495</sup>.

Quella che doveva essere semplicemente una seconda edizione corretta e rivista dell'altra opera finisce per essere profondamente mutata, tanto da recare un titolo differente: *Primavera ebraica*.

Le varianti d'autore consentono di comprendere le trasformazioni in atto nell'immaginario collettivo. L'impiego delle fonti letterarie per lo studio della storia presuppone una profonda modificazione della concezione dell'opera letteraria e consente di impiegare tali antologie per tracciare la storia delle idee che permeano le due opere. La comprensione dei fenomeni storici, quando sono in gioco il carattere, l'interpretazione, la direzione o la tendenza dell'esperienza culturale, rende limitante la suddivisione dei campi di specializzazione<sup>496</sup>.

Si pone dunque la necessità di una esegesi che mira a cogliere ciò che è implicito nel testo. L'assunto di base è che un'opera si rivolge ad un destinatario con cui lo scrivente condivide un sistema di "valori". Nelle opere in questione, l'individuazione del destinatario fornisce precise indicazioni sulla visione identitaria dell'autrice.

Una lettura comparativa dei due volumi suggerisce che in un arco di tempo così breve, si è verificato un complesso mutamento nelle aspettative dei lettori e nei messaggi che l'autrice vuole veicolare. Nell'analisi si è posta distinzione tra varianti d'autore con valore principalmente stilistico e varianti che incidono più o meno profondamente sul contenuto e dunque sul messaggio.

Entrambi i testi sono contraddistinti da molteplici livelli narrativi. Si ha: una cornice, racconti di stampo *midrashico* e digressioni storiche. Le diverse parti che formano la struttura, si presentano meglio armonizzate nella seconda edizione e la lettura risulta più fluida.

---

<sup>495</sup> Giulia CASSUTO ARTOM, *Primavera ebraica*, Firenze, Israel, 1931.

<sup>496</sup> Edward SAID, *Cultura ed imperialismo: letteratura e consenso nel progetto coloniale dell'Occidente*, Gaberetti, Roma, 1998.

La vicenda che lega i diversi livelli diegetici e che dunque fa da *frame* è quella di una famiglia ebraica della piccola borghesia, composta dai genitori, da tre figli e dallo zio materno a cui in seguito si affiancheranno altri personaggi. I luoghi sono tipicamente associati alla vita familiare: l'ambiente domestico, il giardino, la scuola e il luogo di villeggiatura. Ricorrenze, *Shabbat* e altre feste annuali scandiscono la narrazione.

In questa parte del presente lavoro non si ha la pretesa di fornire un'analisi esaustiva, quanto piuttosto di dare qualche spunto, in vista di una lettura più attenta e analitica. Per tale ragione si è tenuto conto solo degli aspetti macroscopici che differenziano la prima dalla seconda edizione.

Tra gli aspetti più evidenti di modifica nella seconda antologia vi è l'eliminazione delle parti dedicate alle bellezze delle città italiane. Nella prima opera la digressione si inseriva come racconto di viaggio dello zio David che si era recato a trovare la famiglia. Venezia, Milano, Torino venivano descritte nei loro aspetti più caratteristici come se il personaggio narrante assumesse per un momento il ruolo di guida turistica<sup>497</sup>. Compagno notizie generali sulle città, unica menzione fatta alla storia ebraica riguarda la città di Torino e i finanziamenti per il tempio, divenuto in seguito Mole Antonelliana. Il riferimento al luogo in cui sono sepolti i principi della casa Savoia e il ricordo di Carlo Alberto riflettono ancora il clima patriottico risorgimentale riaffiorante in tempo di guerra<sup>498</sup>. Non parrà infatti casuale che nell'edizione del 1931 qualsiasi riferimento alle città italiane sarà eliminato e sostituito, invece, da costanti richiami agli insediamenti che stavano consolidandosi in quel momento, in Israele.

Nel capitolo "Amore per lo studio" della prima edizione viene tracciata la figura di Ludovico Muratori. Il suo percorso dalla povertà alla notorietà, ottenuta grazie alla dedizione e all'impegno, è posto in correlazione con quello di Hillel. Così facendo, l'autrice istituisce rapporti di somiglianza e implicitamente sostiene la possibilità di coniugare le due anime: quella di israelita e di italiano. Nella seconda edizione si

---

<sup>497</sup> Giulia CASSUTO ARTOM, *Fanciulli ebrei: libro di lettura uso della terza classe elementare con illustrazioni originali e con una carta della Palestina fuori testo*, Firenze, Galletti & Cassuto, 1917, pp. 9-13.

<sup>498</sup> È presente solo nella prima edizione un'ulteriore descrizione dell'Italia da un punto di vista geografico con un riferimento alle conquiste africane di Tripolitania, Cirenaica, Eritrea e Somalia, vd. *ivi*, pp. 95-100.

ha ad esempio la cancellazione della parte su Muratori per dare ampio spazio alla figura di Hillel.

Tra le parti emendate vi è quella sullo Statuto albertino: mentre nella prima edizione viene dedicato un intero paragrafo a questo tema, nella seconda non viene neppure menzionato. Facendo solo un cenno generale all'ottenuta libertà da parte dei correligionari a metà del secolo precedente, l'attenzione invece è posta sul *claustr*o e sulle sue condizioni di vita malsane. Ne deriva che da una edizione all'altra, seppure alcuni passi all'interno del paragrafo restino del tutto identici, ci siano equilibri testuali mutati. Ad esempio, l'encomio dell'emancipazione delle minoranze, presente nella prima edizione, scompare del tutto per trattare in modo più analitico le condizioni di cattività, per cui dal titolo "Lo Statuto"<sup>499</sup> si passa a "Il Ghetto"<sup>500</sup>.

La cancellazione di queste parti risulta particolarmente significativa perché espressione della crescita delle speranze di una rinascita dell'ebraismo, aspetto che si pone in collegamento diretto con la diffusione dell'ideologia sionista.

Si è inoltre tentato di fornire una classificazione degli ampliamenti successivi di cui si sono individuate le seguenti categorie: digressioni sulla storia di Israele, sulla "storia sacra", riferimenti biblici, episodi narrativi che si configurano come "soluzioni" ideali a problemi emergenti come quello dell'assimilazione.

Ciò che balza agli occhi immediatamente è l'impiego della lingua ebraica per i titoli dei capitoli che indicano festività religiose o per parti che trattano nello specifico aspetti della tradizione (*mitzvot*, Torah ecc.)<sup>501</sup>. L'insistenza sulla necessità di apprendere la lingua ebraica è da riferirsi alla potente influenza sionista che modellava nel profondo la cultura ebraica di questa fase. La lingua ebraica costituisce un potente vincolo di unione per le comunità in diaspora.

Nella seconda edizione la storia sacra fa la sua comparsa grazie all'introduzione di parti che, nella finzione narrativa, sarebbero state tratte dal quaderno della figlia Noemi. Viene così ripercorsa la storia del popolo di Israele dall'uscita dall'Egitto fino alla caduta del secondo Tempio.

---

<sup>499</sup> Ivi, pp. 139-141.

<sup>500</sup> Giulia CASSUTO ARTOM, *Primavera ebraica*, Firenze, Israel, 1931, pp.221-222.

<sup>501</sup> Per l'impiego dell'ebraico come lingua parlata si veda GUETTA, *Il contributo ebraico in Modelli e progetti educativi nell'Italia liberale* cit.

Nel quaderno di Emanuele troviamo invece brani tratti da Torah, dei Comandamenti di Dio al popolo ( decalogo, festività).

Risulta di particolare rilievo la figura di Ada che in entrambi i testi diviene sposa dello zio materno; se però nella prima versione viene presentata come fidanzata, nella seconda David fa la sua conoscenza tramite la sorella Dina. Ada e assieme al giovane fratello è orfana di entrambi i genitori questo è causa dell'allontanamento dalla fede e dalla tradizione. L'incontro con Dina è all'origine di una nuova conversione e dal suo rientro in seno alla Comunità. È evidente che questo aspetto è da porsi in rapporto alla questione dei matrimoni misti che incutevano grande timore in quanto causa spesso della mancata formazione ebraica dei figli.

In generale la prima opera di Giulia Cassuto presenta un concetto di unità nazionale nel quale è contemplata l'idea che possano esservi delle identità specifiche. L'opera si presenta sì come antologia per bambini ebrei, ma vi affiora un forte senso di appartenenza alla nazione comune. Nella seconda edizione la nazione è diventata Israele; non è un caso che nella seconda antologia il bambino ospitato dalle scuole di Emanuele non sia più il profugo russo della prima edizione, ma un giovane ebreo proveniente dalla Palestina che descrive la bellezza e la grandezza di questa "Terra ritrovata".

La prima edizione ha un importante precedente rappresentato dall'opera di Guglielmo Lattes, *Cuore di Israele*,<sup>502</sup> che costituisce una sorta di versione ebraica del più noto *Cuore* di Edmondo De Amicis. Come messo ben in evidenza da Voghera, il testo di Lattes rivelava quali dovessero essere le pietre angolari per i giovani ebrei che si affacciavano al mondo: attaccamento alla tradizione dei padri e lealtà nei confronti della propria madrepatria<sup>503</sup>. Tutti gli aspetti che ineriscono la trama della prima edizione sono strettamente connessi a questa identità doppia.

In entrambe le opere grande spazio era dedicato al significato delle festività. Il *focus* è posto sulla modalità di celebrazione, sui momenti che la contraddistinguono, sui ruoli assegnati e sulla liturgia e rivela come queste costituiscano una modalità di recupero della tradizione.

---

<sup>502</sup> Guglielmo LATTES, *Cuore d'Israele: libro per ragazzi israeliti*, Casale Monferrato, Rossi e Lavagno, 1908.

<sup>503</sup> Gadi LUZZATTO VOGHERA, *Piedmont Judaism after Emancipation*, in *Ebrei Piemontesi: The Jews of Piedmont*, New York, Yeshiva University Museum 2008, pp. 23-30.

## 5. La Comunità torinese e il processo di emancipazione

### 5.1. L'archivio negato: tracce di storie femminili

La possibilità di interrogare le fonti documentarie che la Comunità ebraica di Torino ha prodotto a cavallo tra '800 e '900 risulta pesantemente compromessa dalle note vicende del suo archivio, distrutto da un bombardamento nel 1942<sup>504</sup>. Il materiale documentario sopravvissuto non è sufficiente a delineare un quadro organico per l'arco cronologico individuato (1850-1922)<sup>505</sup>.

La stampa ebraica costituisce uno dei pochi strumenti che si ha a disposizione per conoscerne la storia delle istituzioni<sup>506</sup>. Le opere più recenti se ne servono copiosamente per tentare di delineare il complesso e precoce processo di emancipazione torinese. Il presente contributo annovera tra le sue fonti di riferimento primarie *L'educatore israelita* e il *Vessillo israelitico*, presi in considerazione in modo estensivo per desumere notizie sui modelli di beneficenza e sulla partecipazione della componente femminile all'attività filantropica, ivi compreso il tema della formazione.

L'oggetto d'indagine rende la ricerca ancora più complessa in ragione della marginalità del femminile e dello scarso spazio che anche sui periodici le viene accordato. Evidenti sono dunque i limiti di questa ricostruzione generale che, pur comprendendo un arco temporale piuttosto ampio, difetta di fonti. Ciò nonostante

---

<sup>504</sup> Luciano Allegra arriva a definire «quasi paralizzante» la scarsità di fonti per quanti si accingono alla ricostruzione delle vicende della comunità ebraica di Torino relativamente a questa fase, cfr. Id., *La comunità ebraica di Torino attraverso gli archivi di famiglia*, in *Ebrei a Torino: ricerche per il centenario della sinagoga: 1884-1984*, a cura della COMUNITÀ EBRAICA DI TORINO, Torino, Allemandi, 2010, pp. 31-36.

<sup>505</sup> La scelta della periodizzazione è forzata dalla presenza di periodici che coprono unicamente questo arco cronologico; per una ricognizione generale sul *Vessillo* si vd. Bruno Di PORTO, *Il giornalismo ebraico in Italia. "L'Educatore Israelita" (1853-1874)*, in «Materia Giudaica», 5, 2000, pp. 60-90, Id., *Il giornalismo ebraico in Italia. Un primo sguardo d'insieme al "Vessillo Israelitico"*, in «Materia Giudaica», 6, 2001, pp. 104-109, Id., *Il "Vessillo Israelitico". Un Vessillo ai venti di un'epoca tra Otto e Novecento*, in «Materia Giudaica» 7, 2002, pp. 349-383.

<sup>506</sup> Di Porto ha rivisto la valutazione negativa data da Attilio Milano alla stampa ebraica di questo periodo, in *Il giornalismo ebraico in Italia. Un primo sguardo* cit. consentendone l'impiego come fonte da parte di insigni studiosi come A. M. Canepa, A. Cavaglioni, M. Toscano, G. Luzzatto Voghera.

si conservano nelle vicende dei molti istituti, enti o confraternite, delle tracce in cui la presenza di donne è avvertibile.

È indubbio che rispetto all'Università romana, la Comunità subalpina sembri riservare al femminile uno spazio maggiore: qui, le donne sono destinatarie di un intervento educativo sistematico e sono protagoniste in modo autonomo dell'intervento filantropico, come dimostra la vicenda della Pia Società Femminile Nina Sacerdote Fubini, l'analisi del cui piccolo, ma prezioso fondo d'archivio, conservato a Torino presso l'Archivio Ebraico Benvenuto e Alessandro Terracini, sarà oggetto della seconda parte del lavoro<sup>507</sup>.

## 5.2. La parificazione delle minoranze e la situazione giuridica della Comunità torinese

Le memorie di Brofferio restituiscono un'immagine del ghetto torinese che ricalca quella di altre città: il brulicare del popolo minuto colto nel suo affaccendarsi per sopravvivere in condizioni di grande povertà<sup>508</sup>: «Non avete mai veduto quell'umano formicaio in cui i legislatori del Nuovo Testamento avevano inchiodato il Testamento vecchio? Un cortile oscuro, umido, sporco, dove si arrabattano venti o trenta individui mal vestiti»<sup>509</sup>.

Altrove l'autore descrive il suo vagheggiamento per una donna ebrea e il tentativo di avvicinarla presso la bottega del padre. La donna, già però in compagnia di un giovane cristiano, lo respinge. Questo particolare conferma il frequente mescolamento tra gli ebrei e i cristiani, soprattutto a ridosso dell'emancipazione. Frequente inoltre deve essere stato lo scambio commerciale con quegli ebrei stipati nell'isolato del Beato Amedeo nel ghetto, dove Brofferio, come dimostra anche l'episodio sopracitato, si reca in modo pretestuoso dal padre della fanciulla desiderata.

---

<sup>507</sup> Chiara PILOCANE, LUISA SACERDOTE, *Archivio storico del fondo di Torino 1849-1985. Versamento 2006*, [datt.] 2008.

<sup>508</sup> Rarissime sono le descrizioni del ghetto realizzate dai suoi abitanti, ma vd. Giorgina ARIAN LEVI, *Tutto un secolo: due donne ebree del '900 si raccontano*, Firenze, Giuntina, 2005.

<sup>509</sup> Angelo BROFFERIO, *I miei tempi*, vol. 3, Torino, Biancardi, 1859, pp. 135-146.

Per le comunità subalpine la cosiddetta prima emancipazione ( 1798-1799) fu una boccata d'ossigeno di breve durata che però infuse speranza nella popolazione del ghetto, in particolare presso i piccoli commercianti, per i quali le interdizioni erano forte ostacolo allo sviluppo della propria attività<sup>510</sup>.

La Restaurazione non valse ad eliminare completamente i diritti acquisiti; benché già nel maggio del '14 fossero state ripristinate le Regie Costituzioni del 1770, le Patenti regie mitigarono, due anni dopo, la durezza delle restrizioni. Alla base di questi ultimi provvedimenti vi era la consapevolezza che la completa applicazione delle norme emanate da Carlo Emanuele II avrebbero danneggiato l'economia locale e, con tali cautele, si mossero anche i regnanti successivi. A titolo esemplificativo si fa riferimento alla proroga di Carlo Alberto circa la vendita forzosa degli immobili acquistati precedentemente la Restaurazione. Questo costituì da principio uno dei pochi elementi di apertura della politica sabauda che, in generale, si attestò su posizioni conservatrici, di fatto neganti quanto costituiva il portato della Rivoluzione francese<sup>511</sup>.

Il fermento politico fu all'origine di una serie di riforme reclamate a gran voce e da più parti; il movimento che premeva per l'emancipazione delle minoranze era formato da intellettuali con posizioni molto diversificate, ma compatte nell'ottenimento del fine prefissato<sup>512</sup>. Tra i principali promotori dell'equiparazione statale delle minoranze religiose vi furono Roberto e Massimo D'Azeglio, autori solerti di appelli, comunicati, articoli e petizioni.

L'impegno politico di Roberto fu più intenso nel 1847 e si espresse attraverso l'organizzazione di cortei e manifestazioni di piazza che furono cassa di risonanza

---

<sup>510</sup> I dati riferiti ai primi quarant'anni del XIX secolo informano sulle attività economiche svolte dagli ebrei torinesi, che in numero cospicuo erano impiegati nella oreficeria, nella produzione dei cosiddetti "dorini". Le condizioni generali della popolazione erano di estrema povertà. Cenni generali vengono riportati in Benvenuto TERRACINI, *L'emancipazione degli Ebrei piemontesi* in «La Rassegna mensile di Israel», s. III, 15/2 (1949), pp. 62-77. Per una ricostruzione generale Luigi VIGNA, *Della condizione attuale degli ebrei in Piemonte: estratto dal dizionario di diritto amministrativo*, Torino, Favale, 1848.

<sup>511</sup> Arturo Carlo JEMOLO, *Gli ebrei piemontesi ed il ghetto intorno al 1835-40*, in «Memorie della Accademia delle scienze di Torino», s. III, t. 1. (112), 1952, pp. 1-35; Christian SATTO, «Per religioso convincimento»: il ruolo di Roberto d'Azeglio nell'emancipazione dei «dissidenti» subalpini, in «Annali della Scuola Normale Superiore di Pisa», s. V, 5/1, 2013, pp. 49-89; Alberto CAVAGLION, *Gli ebrei in Piemonte*, Acqui Terme, Impressioni Grafiche, 2016.

<sup>512</sup> Al riguardo vd. Gadi LUZZATTO VOGHERA, *Il prezzo dell'uguaglianza: il dibattito sulla emancipazione degli ebrei in Italia (1781-1848)*, Milano, Franco Angeli, 2007<sup>7</sup>, che ricostruisce con straordinaria perizia il dibattito che anticipò la parificazione, in part. pp. 37-89.

potentissima del messaggio di uguaglianza promosso dal movimento. Il mondo rabbinico piemontese fu ampiamente coinvolto nelle lotte per la parificazione. Lelio Cantoni fu affianco del pastore Amedeo Bert e a Roberto D'Azeglio quando questi inviò una lettera circolante ai vescovi del Regno di Sardegna per conoscere la loro posizione in merito all'affrancamento delle minoranze<sup>513</sup>. Nel gennaio del 1848 il rabbino consegnò a Carlo Alberto una lettera nella quale cercava di rassicurare il sovrano sulla fedeltà degli israeliti alla corona sabauda<sup>514</sup>.

Nel notissimo opuscolo *Dell'emancipazione degli israeliti*, Massimo D'Azeglio faceva propria la posizione cristiana alla base della parificazione come atto dovuto: «E lasciando molti altri casi che non fanno alla questione che intendo trattare, ho trovato, a cagion d'esempio, che sul fatto degli israeliti la civiltà cristiana faceva questo strano sillogismo. La fede cristiana mi ordina di amare senza distinzione tutti gli uomini. Gli ebrei sono uomini. Dunque io li odio, li perseguito e li tormento»<sup>515</sup>.

Il fine che si propone l'autore è quello di ristabilire una logica spezzata, che a ben vedere corrisponde al ripristino di un sacro ordine di giustizia.

La matrice di pensiero sottesa è quella neoguelfa, che ebbe in Vincenzo Gioberti il suo massimo rappresentante nel sostenere la necessità di una autentica applicazione dei principi cristiani.

Il destinatario dell'opera è Pio IX, da cui ci si attendeva una lungimirante riforma in linea con il mutamento dei tempi. Dalle parole di D'Azeglio emerge un'idea di rigenerazione "parallela" che deve riguardare tutti gli italiani: «La causa della rigenerazione israelitica è strettamente unita con quella della rigenerazione italiana, perché la giustizia è una sola ed è la medesima per tutti ed è forte ed invincibile soltanto quando è imparzialmente domandata a chi ci sta sopra ed è più potente di noi, come imparzialmente fatta a chi si trova nella nostra indipendenza»<sup>516</sup>.

---

<sup>513</sup> SATTO, «*Per religioso convincimento*» cit., p. 74.

<sup>514</sup> Dal necrologio di Cantoni si viene a sapere che nel 1845 egli aveva fondato una commissione per il miglioramento delle condizioni degli ebrei piemontesi in «*L'educatore israelita*», V, febbraio 1857.

<sup>515</sup> D'AZEGLIO, *Dell'emancipazione civile* cit., p. 6.

<sup>516</sup> Ivi, p. 12.

Il discorso è permeato da una logica nazionale di affratellamento delle genti, così che il traguardo dell'unificazione italiana non sarà disgiunto dalle garanzie di tutela offerte alle minoranze. Com'è noto l'effettiva parità giuridica fu effetto di un *iter* normativo definito da diverse fasi. Le disposizioni legislative del 4 marzo non ebbero alcuna positiva ricaduta per gli ebrei del Regno, ma fu solo con quanto disposto dallo Statuto Albertino del 23 marzo che si ottenne l'obiettivo tanto agognato<sup>517</sup>. Tuttavia, questa documento concedeva in modo esplicito solo i diritti civili mostrandosi invece opaco per quanto riguarda la concessione di quelli politici, accordati già ai Valdesi con decreto del 17 febbraio dello stesso anno<sup>518</sup>.

Se il quadro normativo venne precisandosi gradualmente, questo dipese dal fatto che il movimento di riscatto in favore delle minoranze aveva fatto appello a principi etici superiori, senza calarli in una articolato sistema normativo che offrisse garanzie e tutele per gli aderenti ad altre confessioni religiose<sup>519</sup>. Fu soltanto la legge 735/1848 (Legge Sineo) che colmò la lacuna, concedendo piena parificazione. Fecero seguito decreti che sostanziarono in tutti gli ambiti il principio di uguaglianza<sup>520</sup>. L'ottenimento delle parificazione fu un atto di svolta per le comunità subalpine e il discorso pronunciato all'oratorio di Torino da Lelio Cantoni il 24 marzo del '50 consente di cogliere la complessa stratificazione di significati assunti da questo evento. Il discorso del rabbino istituisce un parallelismo tra l'affrancamento degli ebrei sciolti dalla tirannide egiziana e quello della sua epoca.

---

<sup>517</sup> La legge si situa in un particolare contesto storico contraddistinto dal conflitto tra casa regnate e alti prelati; Carlo Alberto aveva emanato disposizioni mal tollerate dal clero (libertà di stampa, editto sull'amministrazione delle province e dei comuni che negava la partecipazione politica del clero) e benché cattolico osservante e dunque in linea dal punto di vista ideologico con le posizioni espresse antigudaiche espresse dai vescovi sabaudi, ne prese le distanze; la questione non fu posta come questione religiosa, ma politica, vd. SATTO, «*Per religioso convincimento*» cit., pp. 49-89.

<sup>518</sup> Carlo GHISALBERTI, *Sulla condizione giuridica degli ebrei in Italia dall'emancipazione alla persecuzione: spunti per una riconsiderazione*, in *Italia judaica: gli ebrei nell'Italia unita (1870-1945)*, atti del IV Convegno internazionale, Siena, 12-16 giugno 1989, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, 1993, pp. 19-31, pone l'accento sul fatto che, benché lo statuto rappresentasse la cessazione delle discriminazioni caratterizzanti la fase precedente, il suo approccio giuridico non era in linea con l'ideologia liberale né con gli schemi separatistici destinati ad affermarsi nel corso del Risorgimento.

<sup>519</sup> Ivi, p. 23.

<sup>520</sup> Ester CAPUZZO, *Sull'ordinamento delle comunità ebraiche dal Risorgimento al Fascismo*, in *Italia judaica: gli ebrei nell'Italia unita* cit., pp. 186-205; Ebrei, minoranze, Risorgimento: storia, cultura, letteratura, a cura di Marina BEER e Anna FOA, Roma, Viella, 2013; vd. anche l'ormai celebre Salvatore FOÀ, *Gli ebrei nel Risorgimento italiano*, Assisi-Roma, Carucci, 1978.

La liberazione è atto di quel Dio che «nell'eterna sua giustizia saldo, trae dal fango il mendico, dalla polvere il meschino, recide dal piè col ferro i più folti alberi della Selva, ed il Libano stesso cade per la mano del Potente»<sup>521</sup>.

L'emancipazione sembra inserirsi nella tipica visione provvidenzialistica degli intellettuali ottocenteschi e definita da Facchini "razionalismo utopico"<sup>522</sup>. Il discorso prosegue con un riferimento a Mosè, non solo quale liberatore di un popolo, ma anche come portatore della Legge: «Egli vi aggiunse la istruzione e le leggi. Se a rendere la libertà agli schiavi è opera santa, educarli a virtù, a pietà è opera divina»<sup>523</sup>.

La libertà è considerata come qualcosa di rischioso perché può generare smarrimento, il deserto diviene nelle parole del rabbino sia immagine d'indipendenza del popolo liberato, sia luogo di fatica nel quale si mettono alla prova le sue virtù. L'istruzione è il baluardo contro la dissoluzione dei confini identitari: «Ecco come Mosè, accoppiando alla libertà l'educazione, mirava a creare una gente nuova, che tenace nella fede e nel culto degli avi, sfidasse i colpi dell'avversa fortuna e non abusasse delle blandizie cananee»<sup>524</sup>.

L'educazione, intesa come trasmissione della tradizione alle generazioni successive, e le feste del ricordo collettivo, fanno della religione la memoria culturale di un popolo<sup>525</sup>. Nella chiusa Cantoni rammenta i doveri nei confronti della patria, giusta contropartita per i diritti ottenuti.

L'anniversario dello Statuto venne scrupolosamente celebrato dalla Comunità anche a distanza di molti anni. La sezione dell'*Educatore israelita*, dedicata agli avvenimenti torinesi, ricorda spesso le manifestazioni di giubilo popolare e le dimostrazioni di solidarietà dei cittadini torinesi.

La storiografia recente tende, però, a porre l'accento su come il processo di integrazione sia stato tutt'altro che lineare e immediato, come dimostra anche il caso di Lazzaro Levi. La sua mancata ammissione all'Accademia militare di Torino

---

<sup>521</sup> Lelio CANTONI, *Anniversario della emancipazione israelitica: discorso*, Torino, Cassone, 1850, p. 4.

<sup>522</sup> Vd. Cristiana FACCHINI, *David Castelli: ebraismo e scienze delle religioni tra Otto e Novecento*, Brescia, Morcelliana, 2005, p. 121.

<sup>523</sup> CANTONI, *Anniversario della emancipazione* cit., p. 5.

<sup>524</sup> Ivi, p. 6.

<sup>525</sup> Jan ASSMANN, *La memoria culturale: scrittura, ricordo e identità politica nelle grandi civiltà antiche*, Torino, Einaudi, 1997, pp. 160-188.

è stata interpretata come segno di un'integrazione che non era proceduta senza contraccolpi, nonostante i toni encomiastici spesso assunti dalla stampa ebraica<sup>526</sup>. Nella rubrica "Notizie diverse piemontesi" dell'*Educatore* del 1853, dopo la solenne ricorrenza della concessione dello statuto appare un brano della Gazzetta ufficiale sulla questione dell'ordinamento comunitario<sup>527</sup>. In quei mesi era stata presentata un'interpellanza parlamentare dell'onorevole Saracco<sup>528</sup>, il quale chiedeva spiegazioni al ministro degli Interni in merito allo stato di elaborazione in cui versava il progetto di legge riguardante le comunità israelitiche. Lo statuto non aveva risolto il problema dell'integrazione delle minoranze, perché aveva sollevato quello ben più complesso della definizione dei rapporti tra Stato e Comunità.

La risoluzione, preceduta da diversi progetti, sempre respinti, venne soltanto con la promulgazione della Legge Rattazzi del 4 luglio del 1857<sup>529</sup>.

L'*Educatore* seguì attentamente il dibattito parlamentare precedente alla legge e ci consente di comprendere le difficoltà avute nell'elaborazione di un disegno legislativo che fosse in una espressione dello spirito liberale del tempo e dell'esigenza di riconoscimento istituzionale delle Comunità<sup>530</sup>, le quali, di fatto, erano già considerate corpi morali, dunque dotate di personalità giuridica. La legge Rattazzi, applicata alle sole Comunità del Regno di Sardegna, equiparandole ai Comuni, le trattava come corporazioni autonome che provvedevano ai bisogni dei propri iscritti; questi erano d'obbligo tutti coloro che erano domiciliati in quel determinato territorio da almeno un anno. Le comunità risultavano formate da

---

<sup>526</sup> Andrew CANEPA, *Considerazioni sulla seconda emancipazione e le sue conseguenze*, in «La Rassegna mensile di Israel», 47, 1/6, pp. 45-89.

<sup>527</sup> «L'Educatore israelita», aprile 1853, p.125.

<sup>528</sup> *Giuseppe Saracco: l'uomo e lo statista nell'Italia post-risorgimentale*, a cura di Alberto PIRNI, Milano, Giuffrè, 2009, pp. 33-41.

<sup>529</sup> Già a partire dal 1848 il governo istituì una commissione con il compito di ideare un progetto d'ordinamento amministrativo alle diverse comunità. L'assunzione del modello concistoriale francese di fatto prevedeva un accentramento a favore della università di Torino, che sarebbe diventato concistoro centrale del quale avrebbero fatto parte anche due membri laici; questi aspetti furono all'origine di una forte ostilità. Il nuovo progetto venne ripresentato nel '54. Vd. Attilio MILANO, *Storia degli ebrei in Italia*, Torino, Einaudi, 1963; Guido FUBINI, *La condizione giuridica dell'ebraismo italiano: dal periodo napoleonico alla Repubblica*, Firenze, La nuova Italia, 1974; CANEPA, *Considerazioni sulla seconda emancipazione* cit., *passim*; CAPUZZO, *Sull'ordinamento delle comunità ebraiche* cit., pp. 186-205; infine vd. anche «L'Educatore israelita», gennaio 1854, pp. 27-28.

<sup>530</sup> «L'Educatore israelita», aprile 1885.

organi elettivi e riscuotevano un contributo fisso dagli iscritti in base al loro reddito e ai beni immobili posseduti dal nucleo familiare <sup>531</sup>.

L'aspetto che desta maggiore interesse dal nostro punto di vista è l'idea che questo disegno di legge intendesse, attraverso il contributo obbligatorio, dare sostegno ad aspetti essenziali della vita comunitaria come l'intervento filantropico e l'istruzione: la mancanza di entrate fisse avrebbe avuto ricadute economiche pesanti sui bilanci delle comunità, dal momento che gli enti di beneficenza avrebbero dovuto basare il proprio intervento sulle oblazioni private. Giuseppe Saracco afferma: «Non trovando nelle pubbliche scuole onde provvedere la propria figliolanza della istruzione religiosa, se domandano i mezzi sufficienti onde provvedere a tale educazione, non si può negar loro questo legale sussidio»<sup>532</sup>.

### 5.3. Il valore dell'istruzione

Non vi furono celebrazioni più consone allo spirito dell'epoca di quelle del 29 marzo del 1853, che videro la fondazione di una Scuola d'incoraggiamento alle arti e ai mestieri<sup>533</sup>. Non si trattava di un vero e proprio istituto di formazione, ma piuttosto di borse di studio e premi offerti a coloro che si dedicassero ad un mestiere e che mostrassero in questo particolare perizia. La storiografia tende a portare l'attenzione sull'idea di rigenerazione come motore delle azioni filantropiche dell'élite, il cui obiettivo sarebbe stato quello di favorire la promozione sociale delle masse indigenti per produrre un'immagine positiva del mondo ebraico appena uscito dal ghetto<sup>534</sup>. Questo aspetto è indubbiamente essenziale nel generare azioni virtuose, tuttavia il pensiero religioso ha ancora forte influenza.

In linea con questa visione si situa il pensiero del fiorentino Angelo Paggi che distingue tra carità e elemosina, atto, quest'ultimo, privo di benevolenza per cui

---

<sup>531</sup> CAPUZZO, *Sull'ordinamento delle comunità ebraiche* cit., pp. 191-192.

<sup>532</sup> «L'Educatore israelita», aprile 1857, p. 109.

<sup>533</sup> La nascita di associazioni di questo tipo è molto diffusa e di norma fa seguito al processo di emancipazione. Si veda CANEPA, *Considerazioni sulla seconda emancipazione* cit., *passim*.

<sup>534</sup> Gadi LUZZATTO VOGHERA, *Il prezzo dell'eguaglianza* cit., *passim*.

non occorre pianificazione<sup>535</sup>. Nel suo articolo, mentre ne ricostruisce la storia, egli ricorda che la beneficenza ebraica costituisce un comandamento divino e che le società arcaiche definirono un complesso sistema di redistribuzione delle ricchezze per attenuare il problema della povertà; infine, che gli ebrei in diaspora, non praticando più i mestieri tradizionali (allevamento e pastorizia), avevano continuato secondo altre modalità a farsi carico della massa di indigenti.

Da ultimo, in forza del fatto che le possibilità di ricevere assistenza pubblica erano limitate al momento in cui egli scrive, si suggerisce di farsi carico di tali situazioni di difficoltà; le motivazioni addotte sembrano essere di natura religiosa. Infatti, «È pure certo che gli israeliti per motivi che derivano dalla fede religiosa, non possono interamente profittare dei pubblici stabilimenti a tale scopo destinati, come non posso profittare di quelli di beneficenza, quali sono gli ospedali, gli orfanotrofi, case di lavoro ecc. ecc. fino a che sono come di presente costituiti e ciò specialmente nei luoghi nei quali non godono di tutti i diritti civili; per cui ci sembra indispensabile, che ogni comune Israelitica la quale sia veramente penetrata dell'amore del prossimo e che voglia esercitare la carità nel suo legittimo significato, debba far senno e tosto al fine di adottare con le sole sue risorse i provvedimenti necessari ad istituire un ordinamento di educazione civile, morale e religiosa tendente a prevenire lo squallore della miseria»<sup>536</sup>.

In quegli anni lo stesso Cantoni si fece promotore degli interventi più rilevanti in ambito caritatevole, fu infatti lui a dare avvio ad un vasto programma di acculturazione che ebbe tra i propri destinatari anche le donne: la fondazione di un asilo misto<sup>537</sup>, una confraternita a sostegno delle puerpere indigenti, l'istituto femminile che porta il suo nome, fondato ad opera della sua consorte<sup>538</sup>.

Era forte l'idea che la parificazione confessionale, dal punto di vista della condizione giuridica, dovesse procedere di pari passo con l'ottenimento di una condizione di uguaglianza economica. L'istruzione, anche religiosa, era il tronco sul quale il processo di formazione cui si innestava.

---

<sup>535</sup> Lo studioso fu attivo, assieme alla moglie Benvenuta Bemporat, nella fondazione di istituti d'istruzione a Firenze, vd. Maria Jole MINICUCCI, *Una libreria del Risorgimento*, Firenze, Giunti, 1975.

<sup>536</sup> «L'Educatore israelita», dicembre 1853, pp. 356-359.

<sup>537</sup> Apprendiamo dal necrologio che scrisse anche una grammatica per l'infanzia, vd. «L'Educatore israelita», febbraio 1857.

<sup>538</sup> «L'Educatore israelita», agosto 1864.

Nel 1853 venne aperta la Scuola femminile annessa all'Istituto Colonna Finzi <sup>539</sup>; le lezioni giornaliere duravano due ore, eccezion fatta per il sabato. Non si hanno notizie dettagliate sui programmi, ma chiaro intento era quello di trasmettere una conoscenza religiosa. A chiosa dell'articolo l'autore, ricordando la fondazione, scrive: «Portiamo l'istruzione fra noi al grado della civiltà e del progresso dei tempi; ma, per quanto si può, e fino a una certa età, questa istruzione sia data nelle nostre scuole, se non si vuole che la nuova generazione, defraudata d'ogni istruzione religiosa, venga a crescere né israelita, né cattolica, ma atea».

Si sostiene che il progresso non comporti l'abbandono della propria cultura di appartenenza, ma il rafforzamento della propria identità. Questo istituto è prova di un precoce coinvolgimento nel processo di acculturazione religiosa dell'elemento femminile, per la cui formazione non si era mai mostrato prima di allora grande interesse, se non nella visione tradizionale dell'acquisizione dei primi rudimenti scolastici<sup>540</sup>.

Nel discorso al Collegio Colonna Finzi del 1852, Cantoni aveva delineato le linee programmatiche dell'istituto in merito all'istruzione. In via preliminare l'autore definisce così l'oggetto del suo discorso: «Per educazione intendo non la sola istruzione la quale ha per oggetto la conoscenza del vero e i singoli doveri dell'uomo, ma la pratica loro applicazione nel commercio della vita pubblica o privata: quella insomma che informa ed anima simultaneamente e la vita contemplativa e la operativa della umanità, le accoppia assieme per trarne quel miglior vantaggio che bramar si possa»<sup>541</sup>. Il progredire dei tempi richiede necessariamente un adeguamento dell'insegnamento, per cui «lo credo poter asserire con qualche fondamento di ragione che ciò sia per avvenire ove si ponga mente, e colla maggiore accuratezza si studi di modellare ed estendere cotesta educazione primordiale in conformità dei tempi che corrono, e secondo le condizioni della nostra società civile e politica: ciò essere base e fondamento di

---

<sup>539</sup> Si hanno poche notizie storiche sull'istituto, vd. Bruno MAIDA, *Dal ghetto alla città: gli ebrei torinesi nel secondo Ottocento*, Torino, Zamorani, 2001, pp. 86-89.

<sup>540</sup> Silvia GUETTA SADUN, *Il contributo ebraico*, in Giulia DI BELLO, Silvia GUETTA SADUN, Andrea MANNUCCI, *Modelli e progetti educativi nell'Italia liberale*, Firenze, Centro editoriale toscano, 1998, pp. 149-240.

<sup>541</sup> Lelio CANTONI, *Della educazione della gioventù israelitica in ordine alle esigenze dei tempi presenti*, discorso letto il 6 novembre 1852 in occasione della distribuzione dei premi agli alunni ed alunne del Collegio Colonna e Finzi di Torino, Torino, Ferrero e Franco, 1852, p. 4.

tutto l'edificio educativo; e che ove fosse o monca od antiquata riuscir debba garrula e non sostanziale, leggera, una mera vernice, nei suoi effetti sterile, smunta e fors'ancora dannosa»<sup>542</sup>.

Nella seconda parte del suo discorso il rabbino spiega quale sia la specificità della educazione israelitica, dal momento che per quanto riguarda gli insegnamenti impartiti al buon cittadino, non vi sono differenze: «Accomodata pertanto ai tempi debb'essere anche di presente cotale educazione sia che riguardi la forma sia che si contempi l'estensione, giacché in quanto alla materia i dogmi, i principi e le dottrine sono immutabili»<sup>543</sup>.

Nella parte successiva si riflette su come vi siano grandi difficoltà nell'offrire una formazione linguistica di livello adeguato. La conoscenza della lingua ebraica richiede una lunga pratica e per tale ragione difficilmente si coniuga con le esigenze lavorative delle classi più umili, dunque la presentazione di brani in traduzione avrebbe rappresentato una valida alternativa: «Ora noi otterremo l'intento bramato, quando provvederemo i nostri giovani di ottimi testi religiosi voltati in lingua italiana, onde apprendano da essi quanto è loro impedito di conoscere sugli originali. A ciò mirabilmente servirebbe un compendio precettivo, attinto dai libri sacri, e dagli scritti dei nostri moralisti e filosofi che offerisse gli articoli di fede, la serie dei doveri sociali e della moralità religiosa. Un manuale dei doveri rituali sia pel culto domestico che per quello pubblico tratti dalle autorevoli fonti dei Rabbini e dei teologi in cui esposta tutta la parte cerimoniale del nostro culto con la spirituale significazione ed allusione. Un'antologia che contenga in prosa ed in versi il più bel fiore dell'eloquenza e della poesia dei nostri chiarissimi autori di tutte le età infine una storia nazionale, letteraria che gli faccia conoscere non solamente l'origine e le vicende dei nostri antenati e di noi, ma eziando esprima vivissimamente il sentimento che domina in quei fatti a misura delle varie

---

<sup>542</sup> Il termine "progredire" viene qui impiegato con il solo significato etimologico di *progredior*, ossia avanzare; in seguito Cantoni dichiarerà che questo processo deve essere supportato da un miglioramento morale. I due aspetti vengono dunque distinti, cfr. CANTONI, *Della educazione della gioventù* cit., p. 4.

<sup>543</sup> Ivi, p. 11.

epoche»<sup>544</sup>. Questo spinge Cantoni a promuovere la formazione di una Commissione a livello nazionale per la diffusione di libri di pubblica utilità.

La logica che sembra permeare il discorso è quella della necessità di modificare per conservare; benché la riforma tedesca non abbia preso piede è innegabile che i suoi principi abbiano, ad un certo punto, avuto un'influenza sul pensiero di chi tentò di introdurre caute modifiche al rituale<sup>545</sup>.

I principi innovatori che guidarono il rabbino in ambito educativo, tesi a realizzare una conciliazione tra tradizione e esigenze della modernità, trovarono anche altre manifestazioni<sup>546</sup>. Ad esempio, durante la celebrazione di *Pesach* a Torino del 1855 si annunciò l'abolizione della "*mitzvoth*": ci si riferisce alla pratica, in uso presso molte comunità, di realizzare un'asta per decidere chi avrebbe compiuto la lettura a *Sefer*, i cui proventi venivano poi devoluti in beneficenza. Questa tradizione non venne considerata più consona ai tempi, poiché spesso diveniva occasione per famiglie più abbienti di dare sfoggio della propria larga disponibilità economica. Il significato della festa, intesa come celebrazione dell'istruzione, emerge chiaramente: «Quest'anno gli ebrei torinesi vollero consacrare la loro festa pasquale in più specialmente al progresso del culto esterno e all'incremento della pubblica istruzione (...) ed eccone il come: nel primo giorno si distribuirono nel Collegio Colonna e Finzi le medaglie ed alti attestati di merito agli alunni e alle alunne che meglio si distinsero negli esami semestrali». La giornata includeva anche un momento in cui gli alunni davano prova delle competenze acquisite in un saggio attorno alla lingua italiana, gli allievi erano chiamati a dettare le lettere che componevano una proposizione, o in aritmetica, a dire le cifre che componevano i numeri dati <sup>547</sup>.

---

<sup>544</sup> Ivi, p. 12.

<sup>545</sup> Sulla questione della riforma vd. Gadi LUZZATTO VOGHERA, *Cenni storici per una ricostruzione del dibattito sulla riforma religiosa nell'Italia ebraica dell'Ottocento*, in «La Rassegna mensile di Israel», 60, (1993), pp. 47-70; ID., *La riforma ebraica e le sue articolazioni tra Otto e Novecento*, in David BIDUSSA, *Le religioni nel mondo moderno, 2, Ebraismo*, Torino, Einaudi, 2008, pp. 125-144; Alberto CAVAGLION, *Qualche riflessione sulla mancata riforma*, in *Integrazione e identità: l'esperienza ebraica in Germania e Italia dall'illuminismo al fascismo*, a cura di Mario TOSCANO, Milano, F. Angeli, 1998, pp. 152-166.

<sup>546</sup> Emanuel MENACHEM ARTOM, *Tentativi di riforma in Italia nel secolo scorso e analisi del fenomeno nel presente*, «La Rassegna mensile di Israel», 42, 7/8, (1976), pp. 355-366.

<sup>547</sup> «L'Educatore israelita», maggio 1856, p. 145.

Per quanto concerne il culto esterno Cantoni rese facoltativa la rasatura della barba nei giorni intermedi di festa e spinse per la reintroduzione di alcuni cibi durante le festività.

Il necrologio del rabbino mette in evidenza questo aspetto: «Informato ai bisogni del tempo, egli forse aspirava a tentare una via di conciliazione, che senza staccarsi da una rigorosa ortodossia, fosse lontana ugualmente dalla cieca superstizione e dalla sfrenata licenza»<sup>548</sup>.

Dopo la morte di Cantoni, divenne rabbino Samuele Olper, noto per il forte coinvolgimento nelle vicende risorgimentali che lo avevano visto protagonista come deputato della Repubblica veneta del 1843<sup>549</sup>.

Il suo discorso, pronunciato in occasione dell'anniversario dell'emancipazione, all'epoca in cui era ancora rabbino a Casale, è di grande rilievo per comprendere la sua figura: «Quando il magnanimo Re, postergato ogni sentimento che italiano non fosse, cavò la spada dal fodero, e indisse la santa guerra, e i suoi popoli e i figli tutti d'Italia chiamò intorno a sé alla nazionale riscossa, quando l'ora suprema della battaglia suonò, a noi pure figli d'Israello, noi pare, la Dio santa mercé, alla generosa chiamata abbiamo di gran cuore risposto, noi pure scosse in tutte le fibre quel fremito sacrosanto, noi pure ci preparammo, esultanti ad ogni gran sacrificio per far libera questa Patria adorata»<sup>550</sup>.

Non è inusuale che nelle descrizioni la guerra contro gli austriaci assuma i contorni di una guerra santa<sup>551</sup>. La partecipazione alle guerre d'indipendenza è vista, infatti, come occasione di riscatto: «I nostri giovani assai onoratamente si sdebitarono del debito nostro in verso a questa Madre nostra comune, e del loro sangue, della loro

---

<sup>548</sup> Questa linea era supportata da diversi esponenti di spicco del mondo ebraico, tra questi Salvatore Anau che in *La Patria* in cui sostiene la necessità di una riforma moderata del culto. Non mancano elementi che si pongono sul sentiero già tracciato da Mendelson. Egli sostiene la necessità di introdurre la lingua parlata nella liturgia e l'organo e afferma che vi sia la necessità di consentire l'accesso delle donne alle Congregazioni. Si veda LUZZATTO VOGHERA, *Cenni storici per una ricostruzione* cit., p. 62.

<sup>549</sup> A. CANEPA, *L'atteggiamento degli ebrei italiani davanti alla loro seconda emancipazione: premesse ed analisi*, in «La Rassegna mensile di Israel», 43, (1977), 9, pp. 419 ss. ne ricorda il gesto di baciare pubblicamente un crocifisso durante un raduno a piazza San Marco.

<sup>550</sup> Salomone OLPER, *Orazione di S. Salomone Olper rabbino maggiore del Monferrato recitata nel tempio israelitico di Casale il giorno 29 marzo 1856*, Casale, Nani, 1856, p. 6.

<sup>551</sup> Anche Samuel David Luzzatto in una lettera a Isacco Pesaro Marugonato impiega un'immagine che ha i tratti della crociata contro lo straniero, vd. Gadi LUZZATTO VOGHERA, *Primavera dei popoli ed emancipazione ebraica: due lettere dell'aprile 1848*, in «La Rassegna mensile di Israel», s. III, 64/1, (1998), (Risorgimento e minoranze religiose. Testimonianze sulla Shoà), pp. 83-86.

vita, suggellarono il nuovo patto di cittadini che avevan giurato, e giacquero cadaveri insepolti, illacrimati, ignorati in quelle inospitali regioni, confortati solo dal grido che usciva loro di bocca morendo: viva l'Italia»<sup>552</sup>.

Carlo Alberto è indicato come angelo redentore ed è collocato sul trono dalla divina giustizia; segue una tirata contro i detrattori, coloro che ritengono che l'amore per il proprio paese non possa conciliarsi con quello per il divino, infine ricorda come la religione israelitica sia in piena sintonia con quanto ottenuto con l'emancipazione perché religione che consacra la libertà.

Sempre in ottica provvidenziale apostrofa poi gli astanti: «Or voi, o ricchi, fate di addimostrare colle opere vostre in che altissimo pregio per voi si tengono questi nuovi benefici ordinamenti; e soprattutto di quei mezzi ch'Egli pose in vostra mani giovatevi a procurare per modo l'educazione, il miglioramento di quei derelitti cui non arrise fortuna, e che pur, come voi, del nome d'Israello sono fregiati, a rilevarne l'animo ad altezza di cittadini, a dignità d'uomini, a rialzare pensieri e costumi»<sup>553</sup>.

Alla luce di questo si riscontra una certa continuità nel modo di intendere il rapporto con il culto esteriore e l'educazione intesa come mezzo d'integrazione. Anche Olper, come Cantoni, si fece promotore nel 1866 di un progetto di riforma del culto che prevedeva la riduzione dei giorni di lutto, da sette a tre, e la possibilità di tagliare la barba dopo che ne fossero trascorsi sette dalla morte del defunto. L'eliminazione di questi elementi distintivi rispondeva probabilmente alla necessità di favorire un'integrazione il più possibile veloce e duratura. In risposta a questo tentativo si levarono voci contrarie da tutto il mondo rabbinico.

La posizione che aveva maggior seguito era quella di chi riteneva che non si potesse mutare arbitrariamente un aspetto del rituale senza che la decisione venisse presa da un sinodo. Venne deplorata anche la modalità di presentazione della questione sui giornali, ad esempio il rabbino di Asti riteneva che fosse preferibile un confronto epistolare tra rabbini, come si faceva in passato<sup>554</sup>.

---

<sup>552</sup> OLPER, *Orazione di S. Salomone Olper rabbino maggiore del Monferrato recitata nel tempio israelitico* cit. pp. 6-7.

<sup>553</sup> Ivi, p. 13.

<sup>554</sup> Gadi LUZZATTO VOGHERA, *Cenni storici per una ricostruzione del dibattito* cit., pp. 47-70.

La risoluzione della questione torinese si ebbe nel dicembre del '73, quando i capi famiglia della comunione di Torino vennero chiamati a votare. La maggioranza si espresse a favore del mantenimento dello *status quo*. La scelta della modalità del plebiscito sollevò un polverone di polemiche all'interno del rabbinato italiano che ebbe forte eco sulla stampa ebraica.

Benché Olper fosse stato promotore di una riforma del culto, dimostrò di attribuire grande rilevanza all'educazione tradizionale religiosa dei giovani. Fu particolarmente scrupoloso nel passare al vaglio i contenuti trasmessi dai manuali scolastici; come membro della Commissione per la diffusione dei buoni libri ebbe a segnalare la presenza di contenuti dottrinari in contrasto con quelli ebraici all'interno delle *Prime letture*, libro destinato alle scuole d'infanzia e provvide a sostituirlo con un altro<sup>555</sup>. La sua premura nei confronti della formazione si espresse anche attraverso l'organizzazione di incontri di storia ebraica che si tenevano ogni sabato<sup>556</sup>.

Sotto la sorveglianza di Olper venne fondato nel 1867 l'Istituto femminile torinese, guidato da Clotilde Ierach e Adele Levi<sup>557</sup>, di cui si hanno pochissime notizie. Un articolo del rabbino Samuel Ghiron riporta alcune parole pronunciate dalla Levi in occasione della consegna degli attestati alle allieve: «Il discorso della signorina Levi è questo: o mie allieve, studiate, studiate: e più sopra: una giovine tanto è pregiata quanto sa e, se una volta la coltura delle donne era l'ultima dote che si richiedesse, ora invece è la prima e la più importante»<sup>558</sup>.

Tutt'altra, tuttavia, è la posizione dell'autore il quale afferma poco dopo e recisamente: «No, no: regno della donna, noi diciamo col Balbo, è la casa: la moda sta per trascinarci a fare delle sorelle e delle figlie nostre tante saccenti, aborti di letterate e scienziate [...]»<sup>559</sup>.

Il rabbino Ghiron lamenta le poche ore dedicate dalle scuole agli insegnamenti domestici: «Oh noi ci rivolgiamo alla Maestra Levi stessa e le chiediamo: che ora fino ai dodici ai quattordici anni frequentano scuole di perfezionamento, o

---

<sup>555</sup> «L'Educatore israelita», aprile 1866.

<sup>556</sup> «L'Educatore israelita», aprile 1868.

<sup>557</sup> «L'Educatore israelita», aprile 1867.

<sup>558</sup> «L'Educatore israelita», agosto 1868, pp. 250-253.

<sup>559</sup> *Ibidem*.

magistrali, degnandosi di dedicare un'ora al giorno (così basta al regolamento governativo) ai lavori donneschi, che sono poi un ricamo all'anno, queste figlie nostre non ci faranno rimpiangere le buone nostre madri, le eccellenti nostre avole meno letterate, ma più donne?»<sup>560</sup>.

Il rabbino ricorda poi le doti di massaie delle maestre dell'istituto, quasi a confermare la validità di quanto asserito e nella chiusa sembra voler modificare arbitrariamente il senso delle parole della Levi e moderarne gli "eccessi": «A darci ragione noi ci appelliamo alla Maestra Levi, alla signorina Levi stessa ed alla sua degnissima collega Iarach: noi abbiamo il bene di conoscerle da vicino e le sappiamo buone massaie, teoricamente e praticamente dotte nel governo della famiglia, e pertanto crediamo fermamente che quelle parole, siccome quasi improvvisate, esagerarono solo un concetto, che volemmo pur correggere, perché trattasi di troppo importante soggetto, ma quanto franchi nel nostro dire, altrettanto amanti della virtù, concludiamo quasi colle parole stesse di un illustre educatore in un caso poco dissimile: alle vostre parole potremmo diffidare della buona educazione delle vostre allieve, ma alla piena coscienza che abbiamo dei fatti vostri non esitiamo a raccomandare il vostro istituto a tutte quelle madri a cui sta a cuore un'assennata cultura delle loro bambine»<sup>561</sup>.

Le vicende successive dell'istituto, il quale portò avanti la propria linea educativa nonostante le divergenze di vedute, si perdono intorno agli anni '90, periodo al quale risalgono le ultime notizie certe.

Il livello dell'istruzione generale della gioventù ebraica torinese di quegli anni non sembra comunque soddisfare molti, come dimostrano due articoli di giornale, nel primo dei quali un corrispondente torinese si sofferma sulla scarsa conoscenza linguistica di coloro che partecipano alle funzioni religiose e sulla poca importanza attribuita alla formazione religiosa femminile; egli suggerisce che *Talmud Torah* avvii una classe per giovani donne e che, con il contributo delle più abbienti, si paghi la formazione alle più povere. Afferma inoltre che allo stato attuale delle cose la formazione delle giovani rimane limitata all'infanzia; benché l'informazione non corrisponda a verità, dal momento che esistevano una molteplicità di istituti

---

<sup>560</sup> *Ibidem.*

<sup>561</sup> *Ibidem.*

femminili, tuttavia nella risposta del rabbino De Benedetti non si trova alcuna rettifica. Quest'ultimo illustra un piano di formazione che tenta di coniugare le nuove esigenze delle famiglie<sup>562</sup>: da una parte, quella di compiere a balzi veloci l'istruzione per dedicarsi ad una attività commerciale, dall'altra, quella di garantire comunque una basilare conoscenza linguistica<sup>563</sup>.

Il secondo articolo costituisce un ulteriore intervento sul tema in risposta ad una lettera inviata alla redazione. L'uomo aveva spiegato in altri termini le cause dell'abbassamento del livello formativo del *Talmud Torah*, dal suo punto di vista dipendente dalla scarsa motivazione dei docenti mal retribuiti<sup>564</sup>.

Le ragioni di queste difficoltà economiche sono imputabili ad una complessa serie di fattori, primo tra tutti, le spese per la edificazione del nuovo tempio. Il progetto della mole Antonelliana richiese un enorme dispendio di denaro, dovuto al continuo incremento dei costi<sup>565</sup>. Le confraternite si videro così sottratte una grande quantità di risorse e sopravvissero grazie alle oblazioni dei privati. Questo aspetto emerge con forza in un articolo in difesa dei torinesi, di frequente accusati di avarizia e di indifferenza nei confronti della religione: «Però a chi accusa di grettezza e di avarizia gli Ebrei Torinesi, rispondete a nome del vero: o li conoscete e mentite sapendo di mentire, o no e vi dirò: in questi ultimi dodici anni gli israeliti di questa Comunione dopo avere soddisfatti i loro tributi quali cittadini, o in duemila individui, tra poveri e ricchi, pagate in media lire centomila annue di culto e beneficenza ed istruzione religiosa, sapete cosa fecero ancora? Oltre a mantenere in vita tutte le opere pie esistenti, eressero un nuovo pio istituto, l'ospizio pei malati e pei cronici, lo mantennero largamente»<sup>566</sup>.

Dopo la morte di Samuele Olper<sup>567</sup>, la comunità torinese attirò l'attenzione della stampa per la vicenda dell'*hazan* Daniele della Pergola che, nel maggio del '77,

---

<sup>562</sup> «L'Educatore israelita», dicembre 1868, p.381.

<sup>563</sup> «L'Educatore israelita», ottobre 1868.

<sup>564</sup> «L'Educatore israelita», novembre 1868.

<sup>565</sup> Nel corso degli anni i costi lievitano e infine l'amministrazione è costretta a cedere la struttura al Municipio ad un prezzo irrisorio. Per la storia complessiva del tempio, vd. «L'Educatore israelita», a. 18, febbraio 1870.

<sup>566</sup> «Il Vessillo israelitico», agosto 1876.

<sup>567</sup> Il necrologio, in «Il Vessillo israelitico», marzo 1877, è di grande interesse perché non vi trova cenno al noto tentativo di riforma di cui il rabbino era stato promotore.

diede alle stampe *Le riforme del Giudaismo*. Mantenne il suo ufficio fino all'87 ed espresse le sue posizioni fortemente rivoluzionarie in diversi *pamphlet*.

Qualche anno dopo, nel descrivere la città di Torino, Flaminio Servi, trovò occasione per fare un riferimento negativo alla vicenda: «Questa città che tante penne della mia più brillanti hanno descritto, racchiude una delle comunioni israelitiche più cospicue di Italia, in cui lo spirito di beneficenza è così viva, l'amor della fede è così forte che ha fatto in tempi difficili, e non molto lontani, veri miracoli di abnegazione [...] ha un ospedale assai ben ordinato, ha scuole fiorenti ha istituzioni antiche e nuove per sopperire a tutte le manifestazioni carità. Sarebbe una Comunione modello se certe pecche non la deturpassero, ma dove si trova la perfezione in questo mondo? Era ancor viva in molti l'indignazione suscitata dagli opuscoli-libelli, di certo impiegato il quale postergando ogni principio di religione vorrebbe farsene una a totale suo comodo»<sup>568</sup>.

Samuel Ghiron, che sostituirà Olper nel 1881, continuerà ad occuparsi di formazione<sup>569</sup>. Aveva già avviato nell'ottobre del 1878 un processo di riordinamento del *Talmud Torah* che prevedeva l'introduzione di corsi gratuiti, una scuola quotidiana per le fanciulle e l'incremento del numero degli insegnanti.

Il miglioramento delle scuole israelitiche viene visto come indispensabile alla luce dei molti difetti della scuola pubblica. Riguardo ad esse, nell'articolo intitolato *Nelle scuole israelitiche* si denunciano i limiti di una formazione preoccupata solo di istruire e inadatta ad educare. Le insegnanti, spinte dalla necessità di svolgere i programmi ministeriali e alle prese con scolaresche numerose, trascuravano, non certo per negligenza, di trasmettere valori morali.

Gli istituti ebraici ovviavano a questi inconvenienti: la religione ebraica consentiva di tramandare principi morali elevati che avrebbero reso il fanciullo un "buon italiano" e un "buon israelita". L'amore per l'Italia sarebbe poi scaturito da una

---

<sup>568</sup> «Il Vessillo israelitico», febbraio 1881.

<sup>569</sup> In quegli anni Della Pergola aveva proseguito a diffondere le proprie idee. Si ritiene che questo abbia limitato la possibilità per Torino di avere in tempi celeri un sostituto di Olper. Il bando del concorso, pubblicato nel gennaio del '82 fu prorogato per la mancanza di candidati; questa assenza venne interpretata in rapporto alle recenti vicende che avevano riguardato la comunione torinese, dal momento che a Reggio Emilia era accorso un gran numero di aspiranti rabbini, benché lo stipendio corrispondesse alla metà di quello offerto da Torino, vd. «Il Vessillo Israelitico», luglio 1887, pp.216-218.

conoscenza della storia ebraica delle sofferenze nel ghetto e della sua scomparsa con l'inizio di un'età novella.

Nell'ottobre del 1880 il collegio Colonna Finzi si dotò anche di scuole per aspiranti religiosi e di corsi per maestre. Negli anni successivi non si registrano particolari novità, eccezion fatta per l'inaugurazione del nuovo edificio Colonna Finzi che doveva rispondere all'esigenza di avere luoghi idonei all'insegnamento. Fu nel 1884 che si ebbe la nascita di scuole elementari femminili per volontà di Stella Fubini<sup>570</sup> ed anche in questo caso la confraternita si sosteneva con i redditi del legato testamentario, ma era previsto il concorso economico del Collegio Colonna e Finzi e si richiedeva un contributo, i cosiddetti "minervali", dalle alunne con maggiori possibilità economiche<sup>571</sup>.

Il Consiglio dell'ente era formato dal Comitato direttivo dell'opera pia Colonna e Finzi, dal rabbino maggiore, da un rappresentante della famiglia Fubini e dal presidente del Consiglio d'amministrazione. Presidente, tesoriere e segretario erano gli stessi per le due confraternite. Era previsto il mantenimento di almeno tre classi elementari a cui le fanciulle povere venivano ammesse gratuitamente. La formazione civile seguiva i programmi governativi, quella religiosa era posta sotto la sorveglianza rabbinica.

Non sono infrequenti elargizioni anonime destinate all'istituto e ad altri enti caritatevoli. Un esempio è rappresentato dalla cospicua somma devoluta per incentivare la formazione femminile nel marzo del 1884. Si trattava di undici libretti di 25 lire ciascuno, somma che può essere considerata come una borsa di studio. Le donazioni anonime vanno in parte a mettere in discussione l'idea che la beneficenza fosse strategia di autopromozione delle classi dirigenti. Agiva ancora

---

<sup>570</sup> L'Università romana non arriverà mai a fondarne una e la formazione femminile sarà limitata all'infanzia. Dopo aver frequentato gli asili israelitici le bambine si iscrivevano alle scuole municipali e, a discrezione delle famiglie, potevano proseguire la propria istruzione religiosa partecipando a corsi che si tenevano il giovedì e la domenica. Il testamento della donna risale al 1882 ed è contenuto nei minutari Cassinis (art.1), vd. *Statuti organici delle opere pie Colonna e Finzi e Abram e Stella Fubini coniugi Treves in Torino*, Torino, Foa e comp., 1894. Dal necrologio di Stella Fubini ricaviamo che dedicò tutta la sua vita alla carità ricoprendo anche il ruolo di presidentessa della Società di ricovero per puerpere israelite; Flaminio Servi ne descrive la sua capacità di osservazione della realtà e di giudizio: «Le sue azioni furono volte a colmare quelle lacune che aveva visto nella Società, dotandola di quelle istituzioni che avrebbero potuto migliorarla», vd «Il Vessillo israelitico», 31, settembre 1883.

<sup>571</sup> *Statuti organici delle opere pie Colonna e Finzi e Abram* cit., p. 11.

una sistema religioso teso a valorizzare il gesto disinteressato nei confronti del prossimo.

Dagli anni '90 è attivo anche il Convitto delle sorelle Levi. Le informazioni ricavabili sono poche, poiché nel corso degli anni lo spazio dedicato dal periodico a questo istituto è sempre più modesto, fino a limitarsi al solo inserto pubblicitario. Il convitto offriva cinque corsi elementari e tre superiori; era fortemente incentivato l'insegnamento linguistico sia di ebraico che delle lingue moderne inglese, francese e tedesco; parte delle attività prevedevano lavori domestici. Dal necrologio di Sofia Levi, una delle fondatrici, apprendiamo che il convitto era a conduzione familiare, gestito dalla madre di Sofia e dalle sorelle Rosina, Nina, Amalia ed Elena. Poche sono le informazioni negli anni a seguire, la stampa ricorda importanti risultati femminili e festività celebrate presso gli asili torinesi insieme a copiose elargizioni in denaro da parte di donne in favore delle confraternite torinesi<sup>572</sup>.

Di grande rilevanza è la testimonianza di un viaggiatore che rimase colpito dalla celebrazione di *Pesach*. La partecipazione alla liturgia pasquale viene ricordata in questo modo: «La folla è un miscuglio curioso di bimbi e di vecchi, di borghesi e di militari, di uomini e di donne. E qui mi si permetta, apro una parentesi. Ho notato con grande sorpresa, che nel tempio le signore erano in buon numero, e attiravano con la loro presenza gli sguardi... ma piano, non facciamo confessioni. Parmi che questo abuso dovrebbe assolutamente cessare... perché il perché è chiaro: o la galleria destinata alle signore serve a qualcosa e allora togliamo, senza alcuna eccezione le donne dagli sguardi... punto religiosi dei giovani o la galleria non serve a nulla e allora tant'è, poteva farsene a meno. E poi, questa benedetta miscela curiosa, che si vede solo a Torino, urta contro gli usi tradizionali dei nostri tempi e fors'anche – se non sbaglio – coi dogmi della fede»<sup>573</sup>.

---

<sup>572</sup> Ad esempio, Cattani Giuseppina che ha conseguito la libera docenza in patologia, vd. «Il Vessillo israelitico», maggio 1887; per la celebrazione si ricorda quella di *Purim* presso gli asili, in «Il Vessillo israelitico» marzo 1889; quanto alle elargizioni, vd. «Il Vessillo israelitico», Gennaio 1888, per Anna Fubini.

<sup>573</sup> «Il Vessillo israelitico», maggio 1891, pp. 153-154.

È probabile che mescolarsi fosse ormai prassi per la Comunità torinese. Solo dopo molti anni il rabbino Bolaffio riuscirà a ottenere che le donne occupassero un posto dietro la balaustra.

Nuovamente nel dicembre del 1899 vi fu un tentativo di riforma, avviato questa volta dal Consiglio israelitico di Torino che, in completa autonomia, votò un progetto di modifica del culto approvato a maggioranza. La proposta venne considerata come la “seconda edizione” di quella già presentata nel '73 che comportava la soppressione del secondo giorno di festività religiosa. La stampa diede grande rilievo all'evento, ritenuto scandaloso<sup>574</sup> in quanto il consiglio amministrativo si era pronunciato in completa autonomia senza consultare il rabbino Foa che, di fronte all'accaduto, si dimise; i consiglieri avevano inoltre considerato come positivo il parere degli astenuti. L'abuso del consiglio fu ritenuto inammissibile data la sua mancanza di competenze in materia rituale. La votazione negativa scongiurò il rischio di uno scisma già annunciato da una componente della comunità e reso possibile dall'art.16 della Legge Rattazzi<sup>575</sup>.

Di lì a poco venne fondata la confraternita *Oavè Torah* che si proponeva lo scopo di riportare il culto alla sua forma tradizionale<sup>576</sup>. L'associazione ebbe lunga vita, ma alternò fasi di prosperità a fasi di crisi. La confraternita sembra scomparire nell'ottobre del 1899 per le dimissioni del presidente, ma riprese vigore con l'ordinazione di Bolaffio, che comportò un irrigidimento dal punto di vista religioso; la sua posizione era fortemente conservatrice, tanto che intervenne nel campo dell'istruzione per avviare un processo di recupero della tradizione che negli anni precedenti era stata intaccata dai tentativi di riforma<sup>577</sup>.

Fu lui a sollecitare la partecipazione femminile alle iniziative promosse da *Oavè Torah*<sup>578</sup>. Dei duecento partecipanti, la metà erano donne e vennero sollecitate a svolgere conferenze: «Molti ingegni distinti accettarono di parlare e parleranno, ma in quanto al sesso femminile la cosa presentava qualche difficoltà. Era opinione quasi generale che nessuna delle nostre signore si sarebbe esposta al cimento di

---

<sup>574</sup> «Il Vessillo israelitico», dicembre 1899, pp. 406-409; gennaio 1900, pp. 3-5.

<sup>575</sup> «Il Vessillo israelitico», dicembre 1899, p. 435.

<sup>576</sup> «Il Vessillo israelitico», febbraio 1900, p. 70.

<sup>577</sup> «Il Vessillo israelitico», dicembre 1903, pp. 401-403.

<sup>578</sup> *Ibidem*.

parlare in pubblico oppure se alcuna avesse avuto tanta forza di carattere da sormontare l'ostacolo e di vincere l'innata ritrosia della donna israelita, abituata all'ambiente della famiglia, difficilmente avrebbe saputo elevarsi all'altezza di una conferenza. I fragorosi applausi le sincere lodi che irruperono spontanei dal numeroso e sceltissimo pubblico degli amici, i caldi baci, le strette di mano, gli abbracci espansivi delle molte amiche che ieri sera accorsero ad udire l'esimia signora Ester Verona Treves, provetta maestra al nostro Talmud Torà dissero a chiare note quanto può una donna quando fortemente vuole, quando veramente sa»<sup>579</sup>.

Nel discorso tenuto da Bolaffio ai confratelli e alle consorelle riunite emerge l'idea che la legge sia immutabile e perfetta al variare dei tempi e dei luoghi. Per potenziare l'attività della confraternita vennero introdotte due lezioni settimanali a cui si aggiunsero quelle del sabato. Per gli aderenti era previsto il contributo mensile di 50 lire che serviva a coprire le spese per gli incontri di studio e per supportare le ricorrenze liturgiche.

La partecipazione alla vita religiosa fu consacrata dalla tardiva iniziazione delle fanciulle a partire dall'ottobre del 1901; l'evento viene commentato da Giuseppina Artom Levi che, nella trattazione del tema del *bat mitzvah*, compie un'analisi di più ampio respiro. Secondo la Levi, l'atteggiamento "volterriano" che aveva caratterizzato la temperie culturale italiana fino al Risorgimento stava tramontando e si stava verificando un ritorno alla fede e ad un rapporto più forte con la religione. Questo voleva dire un rafforzamento del cattolicesimo e dunque un atteggiamento meno tollerante nei confronti delle altre fedi.

Per tale ragione occorre, secondo lei, chiamare a raccolta la donna: «Rivolgiamoci alla donna, diciamole che la legge ebraica non la conculca né la sprezza come inferiore all'uomo, additiamole il sublime compito di tener viva nel cuore dei figli la grande luce del vero, istruiamola e, senza farne una fanatica di dogmi incomprensibili, insegnamole la dignità della sua fede gloriosa... Ma perché questa cerimonia, sì semplice e commovente non degeneri in un'inutile parodia, è d'uopo che l'istruzione religiosa della fanciulla sia seria e accurata, che a questa

---

<sup>579</sup> *Ibidem*.

cerimonia si presentino tutte senza distinzione di condizione e di fortuna [...]»<sup>580</sup>. Dal 1902 si stabilì che la cerimonia si svolgesse il secondo giorno della Pentecoste<sup>581</sup>.

Oltre alla formazione delle giovani di estrazione sociale modesta, venne valorizzata quella di più alto livello, come dimostrano i frequenti riferimenti nei periodici ai risultati conseguiti dalle donne torinesi. A questo si aggiunge l'elevato numero di laureate come risulta dalla relazione annuale delle donne laureate compilata nel 1902 da Vittore Ravà<sup>582</sup>. Il numero costituisce quello più alto d'Italia, doppio rispetto a quello romano. Tra le 69 indicate, 16 hanno un cognome ebraico. Il dato risulta molto rilevante per comprendere come, soprattutto tra le famiglie benestanti, vi fosse un investimento importante nel percorso di studio delle giovani donne<sup>583</sup>.

Negli anni successivi si avvertì a livello nazionale l'esigenza di fare il punto sulle diverse situazioni locali; anche la beneficenza torinese aveva forti limiti come evidenziato da un articolo del 1903<sup>584</sup>. Il comunicato sottolineava i difetti di una beneficenza non centralizzata e denunciava l'elargizione irrazionale dei soccorsi senza che si tenesse conto di quelli già versati da altre confraternite. Già in precedenza si era sostenuta la necessità di creare una banca dati con i nomi degli assistiti, dal momento che la dispersione dovuta all'uscita dal ghetto aveva reso difficile portare loro aiuto<sup>585</sup>. Il tema fu cruciale e comportò importanti

---

<sup>580</sup> «Il Vessillo israelitico, novembre 1900, pp. 366-367.

<sup>581</sup> Nel corso degli anni successivi si riscontra un aumento del numero delle partecipanti alla cerimonia, toccando il culmine il 22 giugno 1909 con ventidue "iniziande", vd. «Il Vessillo israelitico», 57, giugno 1909. Significativo anche il discorso pronunciato da Bolaffio in occasione del loro *bat mitzvah*. Il rabbino parla «di confortante ritorno alla tradizione» ma la cerimonia rappresentava una significativa innovazione tutt'altro che parte della tradizione. Nel 1917 Bolaffio intervenne per definire compiutamente le condizioni entro le quali concedere l'iniziazione religiosa. I giovani dovevano essere in grado di leggere fluentemente; tradurre i passi più noti del Pentateuco e le preghiere più conosciute, conoscere principi fondamentali e doveri.

<sup>582</sup> Vittore RAVÀ, *Le laureate in Italia: notizie statistiche*, Roma, Cecchini, 1902, p. 5, 19-22.

<sup>583</sup> Per la formazione delle donne ebee piemontesi si veda anche Erika LUCIANO, «*illustrare la nazione col senno e colla mano, ebraismo e istruzione nel Piemonte risorgimentale* in *Dall'università di Torino all'Italia unita. Contributi dei docenti al risorgimento e all'unità*, a cura di Silvia Roero, Deputazione subalpina di storia patria, Torino, Palazzo Carignano, 2013, pp. 327-345

<sup>584</sup> «Il Vessillo israelitico», dicembre 1903.

<sup>585</sup> L'arretratezza della beneficenza venne messa in luce anche all'interno del IV convegno sionistico. Si riteneva che anche le opere pie israelitiche torinesi avessero fatto propria una logica elemosiniera. L'autore dell'articolo in risposta ad Amedeo Donati, la difende sostenendo che la sostituzione dei buoni al denaro è già di per sé segno di una trasformazione in atto, vd. «Il Vessillo israelitico», 52, aprile 1904.

aggiustamenti nelle modalità d'intervento, compresa la sostituzione del denaro con buoni alimentari. Nel marzo del 1910 nacque un economato che si occupava di distribuzione di beni di prima necessità grazie all'intervento di volontarie; esso era espressione della volontà di elargire in modo più efficace e razionale i contributi benefici<sup>586</sup>. Fu solo durante il secondo Convegno giovanile del 1912 che si fece il punto sulla situazione a livello nazionale.

Le questioni affrontate riguardavano: lo studio della lingua ebraica, l'organizzazione della gioventù, la Palestina, il rituale e le scuole. Da un'inchiesta emerse che la percentuale di ragazzi frequentanti scuole ebraiche risultava molto bassa, oscillando tra lo 0,6 e lo 0,7 %; inoltre essa era perlopiù limitata a giovani appartenenti a famiglie povere, spinte più dai vantaggi materiali che si potevano ottenere dalla frequentazione piuttosto che dal desiderio autentico di imparare.

Tuttavia Torino risultava all'avanguardia perché dotata, assieme a Livorno, di ben sei classi d'insegnamento e per il buon rapporto numerico docente-alunni. Difettava invece, come le altre città, di insegnanti che possano impartire lezioni sia di lingua italiana che di quella ebraica; quest'ultima, oggetto dell'intervento di Alfonso Pacifici durante la prima giornata del convegno, era conosciuta assai poco. Occorreva secondo lui una palingenesi della coscienza ebraica e, perché ciò avvenisse, era necessario favorire il recupero del significato vivente della tradizione e dunque anche della lingua. Pacifici propose per questo la fondazione di borse di studio per compiere un viaggio in Palestina con lo scopo di apprendere la lingua parlata. Ma, di lì a qualche anno, lo scoppio della guerra peggiorerà ulteriormente la situazione.

Le iniziative femminili durante questo periodo furono molteplici e costituirono il presupposto per ripensare in seguito al ruolo della donna nella dimensione sociale. Vennero istituite le "Stanze" per i bambini dei richiamati alla cui creazione collaborarono Ida Maestro, Nina Levi, Bettina Sacerdote e di cui fu presidentessa Elisa Levi Rignano. Importante fu anche l'azione di propaganda femminile affidata a Emilia Ascoli, *alias* Liana. Anche in ambito laico le donne ebraiche collaborarono a fianco delle altre per fornire assistenza.

---

<sup>586</sup> «Il Vessillo israelitico», marzo 1910, p. 20.

Gina Lombroso, nota intellettuale, dopo aver aderito al Comitato femminile torinese di preparazione, si dedicò all'infanzia, assieme alla sorella Paola<sup>587</sup>. Il "Dieci per uno" raccolse fondi attraverso la vendita di cartoline od opera di gruppi di dieci ragazze e ragazzi. Inoltre, la loro attività a sostegno dei bambini portò in seguito alla creazione di numerosi asili a Torino<sup>588</sup>. Amalia Levi Toscano verrà insignita della medaglia al valore per le attività di beneficenza in favore della Croce rossa. La sua capacità di raccogliere finanziamenti fu straordinaria, tanto che fu ricordata dalla stampa subalpina come patronessa del Banco di beneficenza.

La guerra è causa della crisi di alcune istituzioni, tra cui *Oavè Torah*; nel maggio del 1917 viene convocato il Consiglio per decidere in merito alla prosecuzione delle attività o allo scioglimento della confraternita; Elia Artom si dichiara disponibile a svolgere conferenze e questo suo intervento rende possibile che la attività prosegua, seppur fiaccamente, fino al termine del conflitto.

In questo periodo le funzioni religiose si svolsero per necessità nei locali degli asili, dal momento che non era possibile provvedere al riscaldamento dell'oratorio: «I posti anteriori sono riservati agli uomini, e quelli dietro le balaustre alle donne. Il provvedimento che, in altra circostanze, avrebbe certo sollevato vivaci discussioni, è stato ora accolto – se non con favore – con rassegnazione, perché agevolmente se ne comprendono le ragioni. I nostri correligionari hanno dato così esempio di una disciplina degno di encomio»<sup>589</sup>. La guerra rappresentò probabilmente anche un ritorno "all'ordine".

La situazione post-bellica delle confraternite si presentava molto critica a causa del rialzo dei prezzi. Molte di queste avevano investito il proprio patrimonio in titoli di rendita dello Stato dal valore drasticamente diminuito. La morte di numerosi uomini al fronte aveva reso necessaria la riapertura dell' orfanatrofio Enrichetta Sacerdote, di cui si ebbe ben presto anche una sezione femminile per ospitare le orfane dei soldati<sup>590</sup>. In una lettera Rosina Ghiron suggerisce come impartire loro

---

<sup>587</sup> Delfina DOLZA, *Essere figlie di Lombroso. Due donne intellettuali tra '800 e '900*, Franco Angeli, Milano, 1990, p. 175.

<sup>588</sup> Matteo PERISSINOTTO, *Gli ebrei di fronte alla Grande Guerra (1914-1919)*, tesi di dottorato, Trieste, Università degli studi, aa. 2014-2015, p. 203.

<sup>589</sup> «Il Vessillo israelitico», novembre 1917, p. 531.

<sup>590</sup> Pochi anni dopo cominciò a funzionare l'orfanatrofio regionale che affiancava quello locale intitolato a Enrichetta Sacerdote, generosa filantropa che aveva elargito una cospicua somma già nel 1886 per la

un'educazione utile: «Si dovrebbero scegliere fra le ragazze, quelle più meritevoli e più disgraziate per le loro condizioni, le più sane e le più robuste, che oltrepassassero i 12 anni e tenerle all'orfanatrofio soltanto fino all'età di 15, collocarle in qualche buona e seria famiglia israelita, ove esse col loro lavoro possano cercarsi una discreta posizione e trovarvi le cure e l'affetto delle famiglia e della patri perduta».<sup>591</sup>

Al termine della guerra sorse anche il primo comitato sionistico torinese, il cui consiglio direttivo fu eletto nell'aprile del '19; tra i consiglieri vi era Clelia Laudi Ovazza che, nello stesso mese dell'anno dopo, ne sarà vicepresidente e terrà una conferenza contro i matrimoni misti, intitolato "Vano incrociar le razze"<sup>592</sup>. Benché non si abbiano altre informazioni su di lei, risulta assai significativo il fatto che abbia ricoperto tale incarico, che, di norma, veniva affidato solo a uomini.

## **6. Voci di donne: La Pia Società Nina Fubini**

### **6.1. Fonti per la storia della Pia società israelitica in Torino**

L'archivio Terracini si presenta mutilo a causa del bombardamento che nel 1942 colpì, per errore, la sede dell'allora comunità israelitica. Il riordino del materiale documentario, il cui versamento risale al 2006, ha consentito la ricostruzione della storia comunitaria per l'arco cronologico compreso tra il 1849 e il 1985 <sup>593</sup>.

Il fondo della Pia Società Nina Sacerdote Fubini ivi conservato è composto da carte più recenti (1909-1969) e consta di undici unità archivistiche, tra registri e buste e carte sciolte. Si presenta articolato nelle seguenti serie: Verbali di deliberazione del commissario prefettizio (1946-1953), Registro dei verbali del Consiglio (1919-1942), Prospetti entrate e uscite (1951; 1955), Repertorio degli atti soggetti a tassa di registro (1946-1969), Oblazioni (1928), Mandati di pagamento (1943), Ricevute (1943), Contabilità varia (1945-1952) Fabbricati e

---

sua fondazione, «Il Vessillo israelitico», ottobre 1905, p. 543. L'inaugurazione ufficiale vi fu nel dicembre dello stesso anno.

<sup>591</sup> «Il Vessillo israelitico», febbraio 1921, p. 68.

<sup>592</sup> «Israel», 11, 18 marzo 1920, p. 6.

<sup>593</sup> PILOCANE, SACERDOTE, *Archivio storico* cit. Si veda anche MAIDA, *Dal ghetto alla città* cit., pp. 3-24, (introduzione).

terreni (s.d.), Registri stipendi (1930-1943), Registro della corrispondenza (1909-1942), Corrispondenza (1912; 1926-1938).

La difficoltà di ricostruire la storia del soggetto produttore dipende dalla mancanza di serie che coprono l'intero periodo di esistenza dell'ente e dal fatto che molte di esse si presentano lacunose. L'arco temporale dei verbali di seduta è più ampio rispetto a quanto descritto dai mezzi di corredo archivistici, dal momento che il registro della corrispondenza contiene anche le minute dei verbali a partire dal 1909. Imprecisa inoltre la nomenclatura degli stipendi, in quanto tali registri contengono, più che informazioni riguardanti gli emolumenti del personale, notizie sui contributi versati in favore di donne bisognose. Tutto il materiale, nonostante le vicissitudini storiche, si presenta in buono stato di conservazione.

Notizie anteriori sull'attività della confraternita si ricavano dall'articolo di Benvenuto Terracini, pubblicato nel 1932 sulla *Rassegna Israelitica*, in cui si commemora il centenario della nascita dell'associazione, ricostruendone minuziosamente la storia<sup>594</sup>. L'autore ha a disposizione materiale archivistico oggi non pervenuto e fornisce preziose informazioni che non potrebbero essere tratte dalle fonti in nostro possesso. Si tratta infatti di uno saggio di notevole pregio, perché fa riferimento alla tipologia di materiale documentario allora consultato dall'autore: quattro registri di verbali completi e uno ancora in corso, conservati presso la sede della Pia Società<sup>595</sup>.

La storia della Compagnia si snoda per un secolo e mezzo, tempo durante il quale si ebbe la redazione di diversi statuti, cambiò natura giuridica con l'erezione a ente morale nel 1889 e, nel 1934, mutò nome associando al proprio, quello di Nina Sacerdote Fubini<sup>596</sup>. Tale modificazione avvenne a seguito della cessione di un copioso legato la cui accettazione era vincolata alla intitolazione dell'ente alla donna che ne era stata a lungo presidentessa.

---

<sup>594</sup> B. TERRACINI, *Il centenario della pia società israelitica di Torino 1832-1932*, in «La Rassegna mensile di Israel», vol. 6, n. 3, 1932, pp. 93-109.

<sup>595</sup> *Ibidem*.

<sup>596</sup> La questione viene posta durante una seduta consigliare vedi Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, Verbali del Consiglio, 1919-1942, 27 settembre 1934, cc. 53 sgg., (b. 490).

Il progetto di redazione del saggio di Terracini prende avvio a partire dall'intenzione del Consiglio dell'ente di tracciare la vicenda dell'istituzione dalle origini fino al presente.

In una delibera del 22 ottobre del 1931 si ricorda che l'anno successivo ricorrerà l'anniversario e si prevede di commemorare adeguatamente questa data, assegnando all'illustre studioso il compito di raccontare la storia dell'associazione<sup>597</sup>. Emerge la precisa volontà da parte del Consiglio di marcare la propria identità dando testimonianza del lavoro svolto.

Benvenuto Terracini in apertura del suo articolo scrive: «Il 1° di Ellul del 5592, cioè la sera del 27 agosto 1832, un gruppo di signore torinesi, congregate in una casa privata del Ghetto, fondava una Confraternita a sollievo delle puerpere indigenti per distribuire alle partorienti bisognose un sussidio e provvederle di qualche lenzuolo e di indumenti per lattanti»<sup>598</sup>.

La nascita della confraternita venne fatta risalire con estrema precisione al primo giorno di Elul, entro cui prende avvio l'attività delle donne. Occorre sottolineare la rilevanza di questo mese, l'ultimo del calendario ebraico, che è infatti quello che precede *Rosh ha Shanà*<sup>599</sup>; è un periodo consacrato alla penitenza e all'astinenza. In alcune comunità è in uso svegliarsi prima del sorgere del sole per recitare le *selichot*, le preghiere del perdono. Lo *shofar* risuona per tutto il mese per invitare a *teshuvà*, al ritorno alla strada indicata dalla Torà. In questo periodo lo scambio tra uomo e Dio si fa più intenso ed è conosciuto dalla tradizione rabbinica come il mese della misericordia. La radice del termine misericordia è *rechem*, che significa utero. La relazione tra uomo e Dio assume i tratti di una relazione filiale. È il mese in cui si è chiamati a operare con giustizia, anche attraverso l'atto filantropico oltre che mediante la preghiera. Per quanto asserito

---

<sup>597</sup> La commemorazione, avvenuta nelle sale consiliari del Collegio Colonna e Finzi, è ricordata nell'articolo di «Israel», 45, 4 agosto 1932. L'autore, dopo essersi compiaciuto per la grande partecipazione all'iniziativa, si rammarica che non vi sia eguale affluenza in altre importanti occasioni, come durante gli incontri sionisti o le riunioni dell'Adei.

<sup>598</sup> B. TERRACINI, *Il centenario della Pia società femminile israelitica* cit., p. 93.

<sup>599</sup> Sulle festività ebraiche si veda: E. GUGENHEIM, *L'ebraismo nella vita quotidiana*, Firenze, Giuntina, 1997; Y. LEIBOWITZ, *Le feste ebraiche e il loro significato*, Milano, Jaca Book, 2010.

non può apparire casuale la collocazione cronologica dell'attività della confraternita in questa fase<sup>600</sup>.

L'autore precisa che la novità è costituita dal definirsi come associazione, poiché visitare le partorienti costituiva una pratica già assai diffusa. Tale unione così formalizzata viene considerata da Terracini un *unicum*, la prima nel quadro italiano ad avere un consiglio d'amministrazione interamente formato da donne. Per questo ipotizza che vi sia un'influenza del modello d'oltralpe, in particolare di quello francese, con cui Torino venne a contatto durante la cosiddetta prima emancipazione.

Benché la bibliografia sulle confraternite femminili si presenti molto scarna, oggi si ha notizia di compagnie ben più antiche e con funzioni analoghe. Si trovano alcuni cenni sulla presenza, presso le comunità di diverse città italiane di confraternite la cui funzione era di dotare donne ebraiche indigenti<sup>601</sup>.

Si tratta perlopiù di compagnie con una gestione maschile, fa eccezione quella modenese denominata *So'ed Holim*, che all'elargizione di doti univa una assistenza più generalizzata anche alle partorienti<sup>602</sup>. Alcune informazioni generiche possono essere desunte da un'opera di Flaminio Servi intitolata, *Ebrei d'Europa*; il testo è

---

<sup>600</sup> GUGENHEIM, *L'ebraismo nella vita quotidiana* cit.

<sup>601</sup> Per una ricognizione generale sulla beneficenza di quella fase si veda F. SERVI, *Gli israeliti d'Europa nella civiltà: memorie storiche, biografiche e statistiche dal 1789 al 1870*, Torino, Foa, 1871. In appendice l'autore fornisce alcune informazioni sulle confraternite ebraiche della sua epoca, anche se le notizie risultano piuttosto incomplete; non cita né la Compagnia torinese, né la *Hevrat* modenese. Da questa fonte risulta la presenza di Compagnie che hanno la funzione di dotare le zitelle presso Mantova, Venezia, Livorno, Pitigliano e Asti; Si ricordano scuole private e pubbliche per fanciulle a Mantova, Padova, Verona, Vercelli, a Reggio Emilia e a Pisa. Non si è però in grado di determinare se le confraternite avessero una "gestione" femminile. Nel Mantovano si segnala la presenza della compagnia *Mazal Bedulà*, per cui vd. Francesca CAVAROCCHI, *La comunità ebraica di Mantova fra prima emancipazione e unità d'Italia*, Firenze, Giuntina, 2002. L'*universitas* romana si avvale di una confraternita che aveva la medesima funzione e di cui si conserva però un solo registro di *instrumenta* notarili (1683-1698). La presenza del fondo viene segnalata da Silvia Haia ANTONUCCI, Gabriella Yael FRANZONE, *Le confraternite nella società ebraica a Roma in età moderna e contemporanea* in *Solidarietà: le confraternite ebraiche, cristiane e mussulmane a confronto*, a cura di Liana Bertoldi LENOCI, Bari, Centro studi storici e socio religiosi in Puglia, 2015.

<sup>602</sup> In realtà l'esperienza torinese non è l'unica che attesta una confraternita caritativa femminile. Terracini non poteva conoscere, in quanto non gli erano disponibili le fonti, il caso della *Hevrat* modenese di ben più antiche origini, fondata nel 1735 e rimasta operativa fino al 1903. Per ulteriori notizie si fa riferimento a L. MODENA, *Note a margine della vita delle donne ebraiche modenesi all'epoca del ghetto* in *Le comunità ebraiche a Modena e a Carpi: dal Medioevo all'età contemporanea*, a cura di Franco BONILAUDI e Vincenza MAUGERI, Firenze, Giuntina, 1999.

provvisto di un'appendice, nella quale si fa menzione, a titolo esemplificativo, di alcune opere pie presenti nelle diverse comunioni<sup>603</sup>.

Il resoconto si presenta parziale e approssimativo, l'autore dispone di poche informazioni che tuttavia ci sono utili per avere un'idea delle confraternite più note. Non vuole essere esaustivo, come dimostra il fatto che nella parte conclusiva del capitolo si presenti molto sbrigativo: fornisce un elenco di città e asserisce che sicuramente anch'esse hanno istituzioni a scopo benefico. Le informazioni che possiamo ricavare riguardano la presenza di Compagnie che hanno la funzione di dotare le zitelle presso Mantova, Venezia, Livorno, Pitigliano e Asti; scuole private e pubbliche per fanciulle a Mantova, Padova, Verona, Vercelli, Reggio Emilia e Pisa, quest'ultima provvista di un istituto in cui ci si occupava della formazione professionale delle donne.

Da principio la vicenda dell'ente procede tra numerose difficoltà economiche e limitandosi alla distribuzione di biancheria, lenzuola e qualche indumento. Nel 1850 si pervenne al primo statuto dal quale si possono ricavare solo scarse notizie dall'articolo. Benvenuto Terracini ne coglie la portata innovativa rivelando che esso funse da modello per la redazione di quello di altre confraternite, come ad esempio quello della Società d'incoraggiamento della gioventù israelitica torinese all'apprendimento di arti e mestieri<sup>604</sup>.

A partire da questo momento di redazione del regolamento si distinse in modo netto tra Consiglio e Assemblea delle Consorelle e soprattutto la funzione della confraternita si estese alla formazione femminile. In stretta collaborazione con il Collegio Colonna e Finzi si decise di avviare una scuola per bambine dai tre ai sei anni, in attesa che fosse possibile fondare un asilo femminile vero e proprio. Lo

---

<sup>603</sup> Flaminio SERVI, *Gli israeliti d'Europa nella civiltà: memorie storiche, biografiche e statistiche dal 1789 al 1870*, Torino, Foa, 1871, *passim*. L'opera ha partecipato ad un concorso indetto da una commissione fiorentina il cui scopo era quello di pubblicare testi divulgativi che raccontassero la storia ebraica inserendola nelle vicende dei paesi ospitanti. Nella prefazione all'opera, Flaminio Servi spiega la fatica di aver avuto pochi strumenti a disposizione; a p. 7, nt. 1, cita la «Rivista israelitica» quale primo "giornale" ebraico, pubblicato a Parma dal 1845 al 1848 sotto la direzione di Cesare Rovighi, e «L'Educatore israelita» di Vercelli, concludendo che "niun altro organo di stampa" si occupasse in quel tempo "di cose israelitiche in particolare".

<sup>604</sup> Benvenuto TERRACINI, *Il centenario della Pia società femminile israelitica* cit., pp. 93-109. Vd. anche «L'Educatore israelita», 1, 1853, pp. 183-184.

scopo formativo viene definitivamente recepito e potenziato negli anni a seguire, tanto che non vi sarà più alcuna modifica nei successivi statuti.

## 6.2. Da confraternita a ente morale: statuto e regolamento

Gli statuti costituiscono il punto di partenza per chi voglia conoscere lo scopo perseguito dalla confraternita e l'ordinamento legislativo con cui l'istituzione si regola<sup>605</sup>. La portata delle informazioni ricavabile da questa tipologia di fonti è straordinaria, tuttavia in quanto "prodotto finito" dell'azione dell'ente nel suo definirsi nel tempo, non registra i processi. La storia dell'istituzione può essere ricostruita solo a partire dal suo punto di approdo, rimane inintelligibile il percorso compiuto. Inoltre, in assenza di altro materiale documentario che completi il quadro, resta ignota la "sorgente" da cui l'istituzione si è originata e le ragioni che hanno prodotto eventuali cambiamenti nelle modalità operative dell'istituto.

Nel nostro caso la presenza di più statuti di diversi periodi consente di compiere un raffronto, pur nell'estrema incertezza in merito alle cause profonde che ne hanno generato la trasformazione.

È possibile fare ipotesi che godono di un certo grado di attendibilità. La redazione della versione del 1889 è concomitante all'erezione della Confraternita in ente morale. È ragionevole supporre che questa sia stata l'unica la motivazione che abbia imposto una trasformazione così radicale dello statuto. È probabile che la modificazioni che ineriscono al *modus scribendi* del documento siano da imputare all'esistenza di modelli redazionali che devono aver guidato nel processo di realizzazione dello statuto<sup>606</sup>.

---

<sup>605</sup> Sull'utilizzo degli statuti come strumento di ricerca si veda Luciano ORIOLI, *Per una rassegna bibliografica sulle confraternite medievali*, in *Le confraternite in Italia fra Medioevo e Rinascimento*, a cura di Gabriele DE ROSA, in «Ricerche di storia sociale e religiosa», 17-18 (1980), pp. 81-114 (atti del Convegno (Vicenza, 3-4 novembre 1979).

<sup>606</sup> L'esistenza di questi modelli che dovevano fornire un supporto per la compilazione è attestata ed essi erano spesso forniti dalla prefettura.

Per quanto concerne la versione del 1938 è evidente che le ragioni sono manifestazione di un potere dittatoriale coercitivo che si inserisce nella storia dell'istituzione attuando un intervento di normalizzazione e di controllo.

Il raffronto tra gli i regolamenti a nostra disposizione e le informazioni fornite da Terracini consente di misurare le differenze riguardanti la struttura originaria: «La confraternita era retta da cinque consigliatrici fra le quali due Direttrici: una con mansioni prevalentemente amministrative, l'altra con funzione di guardarobiera»<sup>607</sup>.

Negli statuti successivi, probabilmente già a partire dal 1850, vengono a distinguersi e ad articolarsi maggiormente le funzioni delle singole figure. Nel suo definirsi, la Confraternita ebbe probabilmente come suo modello di riferimento quello dell'amministrazione di beneficenza israelitica definito dal regolamento del 1817<sup>608</sup>.

La confraternita possiede una struttura che pone al centro le figure della presidentessa e dell'elemosiniera, altre sei donne completano il Consiglio, una delle quali svolge la funzione di segretaria. L'assemblea si compone di un numero variabile di consorelle, il primo dato è ancora una volta quello fornito da Terracini che riferisce della presenza di 31 socie. Si riscontra una tendenza alla crescita progressiva delle partecipazioni, elemento che lascia intravedere una forte coesione. Questo aspetto assume maggior rilievo dopo l'uscita dal ghetto e denota un senso di forte appartenenza del femminile alla Comunità. Non di rado la demolizione del *claustr* recava con sé l'allentamento dei rapporti comunitari dovuti anche al cambio di residenza. La grande affluenza alle assemblee costituisce una importante testimonianza della solidità del legame tra le consorelle.

Per quanto concerne le funzioni assegnate si riscontra una forte sproporzione di responsabilità e di poteri fra le dirigenti al livello più alto, a scapito delle restanti consigliere e delle semplice socie.

---

<sup>607</sup> Benvenuto TERRACINI, *Il centenario della Pia società femminile israelitica* cit., p. 93.

<sup>608</sup> Purtroppo non ha dato esito positivo la ricerca di documentazione di questa Amministrazione delle beneficenza israelitica, in particolare del suo statuto.

L'elemosiniera si occupava di distribuire soccorsi in denaro e in biancheria, aveva a disposizione una somma prestabilita che gestiva in autonomia e che poteva destinare ai «poveri verecondi»<sup>609</sup>, mentre per ogni altra distribuzione avrebbe dovuto rendere conto al Consiglio. Le spettava anche la custodia della biancheria e il compito di fare proposte di acquisto.

La presidentessa rappresentava l'Assemblea e il Consiglio di fronte all'autorità pubblica e a terzi. Lo Statuto del 1889 le affida, all'art. 4, il compito di convocazione degli organi collegiali e, all'art. 6, stabilisce che in caso di sua assenza la potessero sostituire la consigliera più anziana per elezione o per età ma non l'elemosiniera e la segretaria in carica. Si ravvisa in questa restrizione il tentativo di mantenere distinte le due funzioni più importanti. In generale vi è in questo statuto una razionalizzazione e una definizione puntuale dei compiti spettanti alle diverse cariche e una maggiore attenzione ad evitare una sovrapposizione dei ruoli.

Il Consiglio rimaneva in carica tre anni, ma era possibile una rielezione delle socie. Spesso le donne che lo formavano erano unite tra loro da trama interparentale, come si evince dal caso non infrequente di trasmissione delle cariche di generazione in generazione che va a complicare il sistema della selezione delle candidate mediante elezione. Basti ricordare il caso della presidentessa Perlina Treves, a cui subentrò la figlia su esplicita richiesta da parte del Consiglio<sup>610</sup>. Questo aspetto è da porsi in correlazione con le dinamiche tipiche del sistema associativo femminile contraddistinto dal passaggio da una socialità informale ad un sistema altamente organizzato, all'interno del quale permangono elementi originari<sup>611</sup>. Fiorenza Taricone individua come elemento che distingue l'associazionismo femminile la presenza di un complesso sistema di relazioni dove «accanto a una rete orizzontale, spesso però agì anche una rete

---

<sup>609</sup> Il termine è impiegato di frequente nei verbali dell'ente e nei testi coevi che affrontano la questione della beneficenza.

<sup>610</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, Verbali del Consiglio, (1919-1942), 18 Novembre 1929, c. 33, (b. 490).

<sup>611</sup> Fiorenza TARICONE, *Teoria e prassi dell'associazionismo italiano nel XIX e nel XX secolo*, Cassino, Università, 2008.

verticale con una trasmissione ideale portata avanti da più generazioni nella stessa famiglia»<sup>612</sup>.

L'introduzione dell'articolo 8 modificò parzialmente le regole sulla durata del mandato. Si prevedeva rinnovo di un terzo dei membri ogni anno per avere maggior ricambio del Consiglio. Quest'ultimo aveva le seguenti funzioni: deliberazione sull'opportunità della concessione dei soccorsi ordinari e misura dei soccorsi (non espressamente previsto dal Regolamento); preparazione del bilancio che doveva poi essere approvato dall'Assemblea; formazione annuale del "ruolo" delle consorelle; deliberazione su tutte le altre proposte<sup>613</sup>. Le sedute del Consiglio si svolgevano al domicilio della presidentessa, mancando un luogo idoneo. Il carattere "privato" e informale delle origini si mantiene forse in questo suo non disporre di una propria sede. Tale aspetto è da porre in correlazione con la tendenza dell'associazionismo femminile di questa fase storica a prediligere il salotto come luogo di incontro. Terracini intravede in questo il "carattere femminile" della confraternita<sup>614</sup>. A ben vedere questa tendenza a prediligere l'abitazione privata, può essere posta in connessione anche con una serie di vincoli giuridici. Fino alla riforma Sacchi emanata nel 1919, non era possibile per una donna affittare, comprare o vendere immobili senza l'autorizzazione maritale<sup>615</sup>. Nel 1934 comincia la ricerca di una sede, in concomitanza con l'ottenimento di un consistente legato.

Così come i compiti del Consiglio, anche quelli dell'assemblea, vennero definiti solo nel secondo statuto dal momento che il primo si presenta molto più vago. L'articolo 13 dello statuto del 1889 determinò le attribuzioni specifiche che consistevano nell'elezione generale o parziale del Consiglio d'amministrazione nell'approvazione dei bilanci e dei conti consuntivi annuali e nella concessione dei soccorsi straordinari.

---

<sup>612</sup> Fiorenza TARICONE, *Dal privato al politico: il salotto della contessa Spalletti Rasponi (1903-1931)*, <<http://www.provincia.fr.it>> (cons. 08/2019).

<sup>613</sup> PIA SOCIETÀ FEMMINILE ISRAELITICA, *Statuto e regolamento Pia società femminile israelitica in Torino*, G. Sacerdote, Torino, 1899.

<sup>614</sup> B. TERRACINI, *Il centenario della Pia società femminile israelitica* cit., p. 97.

<sup>615</sup> Il disegno di Legge Sacchi consentì l'emancipazione giuridica della donna, vd. *La corporazione delle donne: ricerche e studi sui modelli femminili nel ventennio fascista*, a cura di Marina ADDIS SABA, Firenze, Vallecchi, 1988, pp. 85 e sgg.

Le consorelle erano vincolate come socie per tre anni consecutivi, per la disdetta occorreva darne comunicazione con un preavviso di tre mesi alla presidentessa<sup>616</sup>.

Per quanto concerne le modifiche intervenute nella versione del 1889, queste possono essere raggruppate in diverse categorie. Si ebbe una razionalizzazione della forma come emerge dall'accorpamento di articoli che trattano del medesimo argomento (gli artt. 2 e del 3 articolo, entrambi riguardanti scopi e tipologia di intervento); ci fu un ampliamento con l'aggiunta di diversi articoli nel secondo statuto, laddove la precedente versione si presentava meno chiara. Ad esempio vennero introdotti specifici articoli sulle "attribuzioni" di Assemblea e Consiglio. Si ha inoltre una maggiore definizione delle circostanze che si possono presentare, come già riferito, l'articolo 5 definisce chi debba sostituire presidentessa in caso di assenza.

È presente un unico articolo aggiuntivo che impone una trasformazione del *modus operandi*: l'articolo 11 impone che le deliberazioni concernenti persone debbano prendersi a suffragio segreto. Si rileva un generale incremento del livello di formalità nello svolgimento delle attività.

Vale la pena di far menzione di due articoli che paiono discordanti rispetto ai fini dell'associazione. Il regolamento prevede la distribuzione di sussidi durante i giorni di *Rosh Hashanah* e *Pesach* (articolo 8); non si precisa per quale scopo, ma presso altre comunità, vi erano confraternite adibite all'elargizione di denaro durante le festività per favorire il rispetto dei rituali tra gli strati sociali più umili. È possibile che anche in questo caso i sussidi fossero erogati per incoraggiare il rispetto di un determinato regime alimentare. A questo proposito occasionalmente si fa riferimento a buoni consegnati dal rabbino per l'acquisto di carne<sup>617</sup>.

Il secondo caso di apparente dissonanza rispetto agli scopi dell'ente è rappresentato dall'articolo 16 che prevede un omaggio funebre per le consorelle

---

<sup>616</sup> Il disposto è presente nei Regolamenti di entrambi gli statuti (art. 14, 1887 e art. 15, 1889).

<sup>617</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, Verbali del Consiglio, (dal 1922), 30 aprile 1936, c. 83, (b. 490).

defunte: nel caso di decesso di una socia le spese per l'accensione dei lumi in oratorio erano a carico delle consorelle<sup>618</sup>.

Questi elementi mi paiono essere rappresentativi della natura ibrida delle confraternite ebraiche contraddistinte da una difficoltà a discriminare tra fine di beneficenza e fine religioso.

Il tentativo di assoggettamento delle confraternite da parte dello Stato fu complesso a causa della varia natura istituzionale che le contraddistingueva. Per tale ragione l'*iter* definitorio della normativa vigente fu costellato da una serie di tappe, a partire dalla generale ricognizione sugli enti già esistenti. Fu sempre difficile fornire una precisa definizione della loro personalità giuridica, a maggior ragione qualora si avesse voluto indagare l'origine storica dell'ente<sup>619</sup>.

L'art. 2 del r. d. 1007/1862 che approvava il regolamento per l'esecuzione della l. 753/1862 sulle opere pie consente di cogliere lo spessore del problema: il concetto di opera pia arriva ad includere 25 tipologie di enti<sup>620</sup>.

La prima statistica ministeriale era stata compilata l'anno precedente ed era stato un importante strumento conoscitivo per comprendere quale fosse la situazione italiana a ridosso dell'Unificazione<sup>621</sup>. I dati raccolti avevano fatto emergere l'esigenza di esercitare un controllo sull'attività delle confraternite. La legge 753/1862 pose i fondamenti per definire la natura dell'opera pia ricorrendo a due criteri: quello di personalità giuridica o morale dell'ente e il suo scopo<sup>622</sup>.

---

<sup>618</sup> Le informazioni seguenti mi sono state gentilmente fornite da Rav Alberto Moshe Somekh, che qui ringrazio: «L'abitudine di accendere lumi in memoria di un defunto nella Sinagoga è in realtà molto attestata nel mondo ebraico e così pure la prassi di lasciare come disposizione testamentaria legata a un lascito in denaro la richiesta di accendere lumi in memoria del donatore o benefattore nell'anniversario della sua dipartita. La fonte d'appoggio è Prov. 20,27 (l'anima dell'uomo è il lume del Signore) che collega il concetto di lume appunto all'anima. Il numero di lumi può essere variabile. Il 12 nel nostro caso simboleggia con ogni probabilità i dodici mesi dell'anno e quindi ha in sé l'idea di perpetuità, ovvero le dodici tribù d'Israele».

<sup>619</sup> La contestualizzazione della confraternita in una determinata fase storica rende la sua definizione giuridica quanto mai sfuggente. Il tentativo di uniformare la sfaccettata realtà pre-unitaria costituì il presupposto dell'azione legislativa. Si veda a tal proposito Domenico SCHIAPPOLI, *Condizione giuridica delle confraternite ecclesiastiche*, Torino, Unione tipografico-editrice, 1900.

<sup>620</sup> L'elenco delle Opere pie è in Maura PICCIALUTI CAPRIOLI, *Confraternite romane e beneficenza pubblica tra il 1870 e il 1890*, in «Ricerche per la storia religiosa di Roma», 5, 1984, pp. 315 e sgg.

<sup>621</sup> *Le opere pie nel 1861*, a cura della DIREZIONE GENERALE DELLA STATISTICA, 13 voll., Firenze, Le Monnier, 1868-1873; successivamente vd. MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO, *Statistica delle confraternite*, 2 voll., Roma, G. Bertero, 1892-1898.

<sup>622</sup> Nel definire quali confraternite avessero personalità giuridica si tenne conto della "storia" dell'istituzione, riconoscendola solo in quei casi in cui le origini della stessa affondassero in una fase

Il riconoscimento da parte dello Stato italiano ne comportava l'assoggettamento ai sensi del predetto art. 2 e dunque ne imponeva la sorveglianza governativa. La determinazione del fine istituzionale era all'origine della distinzione tra confraternite di solo culto, di beneficenza e miste ed era funzionale all'assoggettamento ai diversi organi competenti che erano rispettivamente il Ministero di Grazia e Giustizia e dei Culti, il Ministero degli Interni o entrambe, nell'ultimo caso.

L'approvazione dello Statuto della Pia società femminile, concomitante alla sua erezione a ente morale, avvenne ad opera del Ministero degli Interni che la pose sotto il suo controllo. L'associazione, mediante il riconoscimento della propria funzione di beneficenza da parte dell'autorità civile, acquisì la personalità giuridica. La prima fase della legislazione in materia assistenziale imponeva un "governo" sulle confraternite trasformate in enti morali che vennero sottoposti alla tutela amministrativa della Deputazione provinciale competente per il territorio<sup>623</sup>. La legge del 1862 costituì il primo testo unico che nasceva dall'intento di disciplinare l'intero settore.

Nella fase successiva si ebbe un ulteriore passaggio con l'istituzione della Giunta provinciale amministrativa (GPA), introdotta in ogni capoluogo di provincia dalla l. 5865/1888. La sua funzione era quella di approvare regolamenti d'amministrazione, conti consuntivi, acquisti o alienazioni di immobili, accettazioni o rifiuti di lasciti e deliberazioni comportanti una trasformazione del patrimonio.

Fu solo con la cosiddetta legge Crispi che si venne profilando l'ipotesi dell'indemanamento dei beni delle opere pie, pericolo che venne però scongiurato per l'intervento della Chiesa e il conseguente concordato. La l. 6972/1890 equiparò alle istituzioni di beneficenza a quelle pubbliche di assistenza. Lo Stato affermò in questa sede come sua prerogativa essenziale lo *ius vitae necisque* nei confronti dei corpi morali<sup>624</sup>. Nella forma più estrema questo comportava la soppressione, in una forma intermedia l'incameramento dei beni. Il controllo sui

---

preunitaria. Si veda Augusto SCHANZER, *La trasformazione delle confraternite nel diritto pubblico italiano*, Roma, Capaccini, 1899.

<sup>623</sup> La periodizzazione è quella suggerita da Aldo SANDULLI, *La letteratura in materia di assistenza e beneficenza: percorsi e tendenze*, in «Rivista trimestrale di diritto pubblico», 52, 1992, pp. 757-802.

<sup>624</sup> SCHANZER, *La trasformazione delle confraternite cit.*, *passim*.

patrimoni, che si sarebbe dovuto esercitare solo sugli enti che non avevano funzioni sociali comportò importanti trasformazioni nel sistema di gestione della beneficenza ebraica<sup>625</sup>.

La storia patrimoniale della Pia società rifletteva le condizioni economiche della comunità torinese che si presentavano molto diversificate a seconda delle fasi storiche. Nel periodo che precede di poco la cosiddetta seconda emancipazione, la situazione è più complessa. Eppure, come rileva Terracini, già qualche anno dopo la nascita, la confraternita si pose il problema di investire una piccola somma di denaro: «il primo investimento può parere a noi alquanto curioso: nel 1834 si arrischiò una lira e, più tardi, soldi 16 in polizze del lotto: anche per i poveri si doveva dunque tentare la fortuna. Ma presto si pensò a qualche sistema più solido: nel 1837 si affidarono al Sig. Giuseppe Levi L. 700 contro una cambiale di L.728 pagabile ad un anno»<sup>626</sup>. Aggiunge poi che già da lungo tempo era frequente l'affidamento di somme di denaro con scopi benefici a un banchiere. Si trova traccia di questa pratica anche più tardi nella storia di altri enti, in particolare quelli dell'università romana. Le somme donate venivano investite in certificati di debito pubblico, di cui erano a disposizione gli interessi annui.

L'andamento economico rifletteva le condizioni prospere della città di Torino, nella quale il tenore di vita si manteneva piuttosto alto. L'analisi dei bilanci consuntivi restituisce una visione puntuale sulla sua situazione finanziaria. Non si registrano particolari momenti di crisi, nemmeno a ridosso di eventi storici di portata dirompente quali le due guerre mondiali. Tra i pochi interventi compiuti per coprire un disavanzo si ha quello deciso durante la seduta del 2 giugno 1924 in cui si aumentò la quota sociale, portandola da 12 a 18 lire<sup>627</sup>. Questo incremento è motivato dalla difficoltà di fare i conti sulle oblazioni che risultano molto variabili; occorre invece disporre di un capitale maggiore per poter largheggiare nelle offerte alle puerpere ed in particolare per garantire il baliatico. Dopo un'accesa discussione la proposta venne accolta all'unanimità a patto che

---

<sup>625</sup> Questo aspetto è di particolare importanza per la realtà confraternale romana e fu causa di soppressioni e di accorpamento di patrimoni (vedi qui il caso di *Ez Chaim* nel relativo capitolo).

<sup>626</sup> TERRACINI, *Il centenario della Pia società femminile israelitica* cit., p. 94.

<sup>627</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, Verbali Consiglio (dal 1922), 2 giugno 1924, c. (b. 490).

fosse mantenuto inalterato il sussidio dato agli altri enti. Emerge la precisa volontà di ridurre i sussidi straordinari e di potenziare quelli che definiscono la finalità principale dell'ente<sup>628</sup>.

La Pia Società giunge nel corso del tempo a possedere un patrimonio consistente, fra i beni mobili si annoverano titoli di Stato. È necessario rilevare come non vi sia una distinzione netta tra patrimonio comunitario e quello delle opere pie, poiché di frequente l'amministratore era lo stesso e i beni venivano gestiti in modo congiunto<sup>629</sup>. È il regolamento (artt. 10/1887, 17/1899) che definisce i beni di cui la società dispone: accanto ai redditi patrimoniali sono da annoverarsi il contributo annuo delle consorelle e le elargizioni private<sup>630</sup>. La legge Falco del 1930 non prevedeva ancora che offerte e legati potessero figurare tra le entrate della comunità, ma dalle carte d'archivio emerge un sistema complesso e articolato di acquisizione delle donazioni private. Le occasioni che spingono alla donazione sono quelle consuete: celebrazione della maggiore età religiosa o l'elargizione di quote di eredità da parte dei familiari di una donna che era stata socia<sup>631</sup>.

Dal 1934 l'associazione disponeva anche delle rendite di una tenuta a Ruffia (CN) che comprendeva diverse cascine e la cui gestione era affidata al tesoriere Alfredo Piazza<sup>632</sup>. Questo momento segna l'inizio di un miglioramento consistente della situazione economica. Nell'adunanza del 27 settembre 1934 si dà lettura del testamento di Anselmo Sacerdote, la lettera del notaio è riportata integralmente nel registro<sup>633</sup>. A questa copiosa donazione si lega la richiesta però di aggiungere il nome della prima moglie Nina Sacerdote Fubini a quello

---

<sup>628</sup> Comincia qui ad emergere un contrasto interno, maturato già precedentemente che riguarda la specificità e dei fini dell'associazione che non deve perdersi nell'intervento in campi che non sono di sua pertinenza.

<sup>629</sup> PILOCANE, SACERDOTE, *Archivio storico* cit.

<sup>630</sup> PIA SOCIETÀ FEMMINILE ISRAELITICA, *Statuto e regolamento della Pia società femminile israelitica in Torino*, Torino, Tip. G. Tarizzo e figlio, 1887, e *Statuto e regolamento Pia società femminile israelitica in Torino*, Torino, Tip. G. Sacerdote, Torino, 1899.

<sup>631</sup> Si veda Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Ricevute* (1943), di cc. non num., (b. 495), e *Oblazioni* (1928), di cc. non num. (b. 493).

<sup>632</sup> La figura del tesoriere è sancita nel regolamento dalle disposizioni sulla gestione finanziaria.

<sup>633</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Verbali del Consiglio* (1919-1942), 27 settembre 1934, cc. 53-55, (b. 490).

dell'ente<sup>634</sup>. Sacerdote nomina come erede universale la sua seconda moglie che però risulta solo usufruttuaria dei beni. A lei si chiede di acquistare una parte della terra nel cimitero israelitico ove trasferire la salma della precedente moglie. La possibilità di ricezione del legato da parte dell'associazione è vincolato anche all'obbligo di procurarsi una sede e di farsi carico della manutenzione della tomba della famiglia dopo la morte della seconda moglie di Sacerdote. L'art. 6 del testamento dispone alla Pia società la cessione di cinque quintali di farina in favore della Congregazione di Ruffia come distribuzione ai poveri della frazione; da ultimo si prevede una donazione di indumenti e di biancheria agli asili infantili.

Disponiamo di un contratto di locazione tardivo, datato 24 marzo 1946, che fornisce preziose informazioni su quella che era la probabile consistenza delle rendite provenienti dalle cascine<sup>635</sup>. Si tratta di 48 ettari di terreno che fruttavano 70 kg di grano mercantile e la stessa quantità di granoturco. Il pagamento del canone d'affitto avviene, in questa fase, in due rate e la Società prediligeva il versamento in denaro<sup>636</sup>.

La scrittura privata informa anche su dettagli relativi alla modalità di coltivazione delle terre che doveva avvenire secondo «metodi razionali e all'avanguardia» e sulla gestione degli immobili. Seguono diritti e obblighi degli affittuari. È probabile che il possesso di queste tenute avesse costituito un importante

---

<sup>634</sup> Sabato Graziadio Fubini, banchiere di Torino, nato in epoca napoleonica da Giuseppe Anselmo Fubini, anch'egli banchiere mercante e proprietario, aveva sposato nel 1830 Ester Levi, che gli diede fino al 1847 sette figli. Tre anni dopo Sabato Graziadio Fubini risulta sposato con Rachele Olivetti, figlia dei gioiellieri di origine eporediese. Nel 1855 Rachele, già anziana, partorisce Bella Ester Nina Fubini. Dal primo censimento sabaudo Nina compare come una dei numerosi figli di Ester Levi e Sabato Graziadio Fubini. Una di queste figlie Zefora, a quel tempo dodicenne, si sposerà dieci anni dopo e nell'atto di matrimonio si trovano ancora i nomi di entrambi i genitori. Questo fa presumere che Ester Levi non fosse morta, ma fosse stata ripudiata o vi fosse comunque stato un divorzio. I coniugi vengono sepolti nella tomba di famiglia, lui muore nel 1874, lei nel 1882. Nina risulta tra le fondatrici della Pia Società femminile, impegnata per molti anni come presidentessa o come vice. Sposata ad Anselmo Sacerdote, nato a Firenze da una ricca famiglia di Fossano, da cui non aveva avuto figli, muore il 18 Agosto del 1894. L'anno successivo Anselmo sposa Maria Margherita Rabbione che nel 1896 gli darà il figlio Arrigo Semaria Sacerdote, morto nel 1917 in zona di guerra. Anselmo morirà il 19 ottobre del 1934 e disporrà che la moglie venga dissepellita e tumulata accanto a lui nel sesto comparto del cimitero israelitico di Torino.

<sup>635</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Verballi del Commissario prefettizio* (1946-1953), 24 marzo 1946, di cc. non num., (b. 489).

<sup>636</sup> La cifra viene stabilita sulla base del Bollettino del Consiglio provinciale dell'economia di Cuneo.

paracadute in situazioni di grave crisi economica, rendendo possibile per l'ente lo svolgimento delle sue funzioni senza importanti interruzioni.

La seconda parte dello Statuto è dedicata alle disposizioni che precisano il tipo di intervento, i destinatari, le occasioni e le modalità di elargizione da parte dell'ente.

Il soccorso consiste in somme in denaro o biancheria. Le somme in denaro vengono elargite in tre momenti, 20 lire subito dopo il parto, 15 l'ottavo giorno e le restanti 15, dopo il sedicesimo. La biancheria distribuita a seguito del parto consta di quattro lenzuola, due giubbetti e sei pannolini; si aggiungono sei pannolini, quattro involti e quattro fasce «se il bambino è particolarmente vivace»<sup>637</sup>.

La cadenza temporale con cui vengono distribuiti i soccorsi ricalca quella di confraternite con la medesima funzione; a tal proposito può essere ricordata quella romana *Mechasse ieladim* le cui origini risalgono alla prima metà del XVIII secolo<sup>638</sup>. La compagnia si occupava della distribuzione, l'ottavo giorno dopo la nascita, di corredi per neonati.

Da regolamento è stabilito che il baliatico per i poveri corrisponda a 14 lire mensili, la cifra è corrisposta anche se è la madre a compiere l'allattamento. È probabile che questo accadesse nella maggior parte dei casi e che, solo di rado, si ricorresse ad un'altra nutrice. Qualora si verificasse quest'ultima situazione, la ricerca spettava alla madre. È probabile che le donne sfruttassero la propria rete di conoscenze personali per scegliere a chi affidare la cura del neonato. Nel 1918 il d. luog. 1395 aveva introdotto un regolamento legislativo sul baliatico con lo scopo di potenziare la profilassi contro la sifilide e le altre malattie infettive. Cesare Bellocchio scrive: «Nel Comune dove esistesse un brefotrofo, la visita medica alla balia doveva essere fatta da uno dei medici dell'istituto; in ogni comune, l'ufficiale sanitario era tenuto a compilare un registro con l'elenco delle donne residenti autorizzate a esercitare il baliatico, da fornire anche a privati che

---

<sup>637</sup> I regolamenti statutari della Pia Società femminile israelitica in Torino si presentano identici in questa parte.

<sup>638</sup> Per notizie sulle confraternite romane vd. *Solidarietà: le confraternite ebraiche, cristiane e mussulmane a confronto*, a cura di Liana BERTOLDI LENOCI, atti del Convegno tenuto a Cortina d'Ampezzo nel 2014, Belluno, Tipi Edizioni, 2015.

ne facessero richiesta»<sup>639</sup>. Il dato si riferisce proprio alla città di Torino, è dunque piuttosto probabile che le madri ricorressero anche a questo canale.

Qualora il denaro non venisse speso per la nutrice, questo poteva essere impiegato per garantire alla madre un'alimentazione equilibrata, tanto più importante in funzione dell'allattamento. Non emerge mai dalla documentazione un intento educativo nei confronti della madre, ci si limita alla constatazione dello stato di indigenza e alla elargizione di sussidi. Questo costituisce un elemento che differenzia profondamente l'ente in questione da altre associazioni che pongono al centro la tutela della madre e del bambino. A questo proposito può essere ricordato l'opuscolo *Alle madri* di Enrico Modigliani che fornisce istruzioni dettagliate anche in merito al regime alimentare materno<sup>640</sup>.

Salvo rari casi di cui si farà menzione in seguito, trapela un forte rispetto per il "mestiere materno" rispetto al quale l'ingerenza della Compagnia è pressoché nulla. Invece, maggiore preoccupazione di questa era che il sussidio fosse sufficiente a coprire le spese. Per tale ragione la cifra iniziale verrà incrementata nel corso del tempo. Inoltre si prevede già dal regolamento che l'entità dei soccorsi possa essere modificata a seconda della gravità della situazione. Nella seduta consigliare del 24 dicembre 1924 venne proposto di estendere il baliatico oltre l'anno per cui era previsto, in rapporto al fatto che il mantenimento risultava in questa fase molto oneroso. Si predilige la forma del buono in sostituzione del denaro contante che si temeva potesse essere impiegato per altri scopi. Come da statuto, per l'ottenimento del sussidio occorreva presentare specifica certificazione, rilasciata dal rabbino della comunità: attestato di povertà, di residenza a Torino da almeno un anno e di nascita del bambino.

### 6.3. La formazione femminile secondo la visione rabbinica

Alla fine del XIX secolo l'attenzione per la formazione femminile era al centro di un importante dibattito che aveva avuto nei periodici il suo canale di diffusione.

---

<sup>639</sup> Cesare BELLOCCHIO BRAMBILLA, *Nascere senza venire alla luce: storia dell'Istituto per l'infanzia abbandonata della Provincia di Torino: 1867-1981*, Milano, Angeli, 2010, p. 150.

<sup>640</sup> Enrico MODIGLIANI, *Alle madri: norme per l'allevamento del loro bambino*, Siena, Arti Grafiche Lazzeri, 1919.

Maddalena del Bianco Cotrozzi intravede nel rabbinato di questa fase storica un interesse autentico nei confronti del miglioramento della condizione delle donne mediante l'istruzione<sup>641</sup>. Samuel David Luzzatto e Lelio Della Torre costituiscono i portavoce per eccellenza di una posizione moderata, ma tesa a conferire valore al ruolo femminile. Scorrendo la produzione di Della Torre si riscontra la presenza di numerosi testi dedicati alla donna, alcuni dei quali costituiranno il modello della produzione letteraria su tale argomento<sup>642</sup>. In questa fase storica venne precisandosi l'esigenza di assecondare le trasformazioni storiche in atto, pur non rinunciando alla specificità della propria identità. Nel difficile passaggio all'emancipazione il ruolo della donna è oggetto di discussione. L'omelia di David Graziadio Viterbi contenuta nel primo volume dei Sermoni e data alle stampe nel 1846, includeva anche il testo *La educazione della donna*, che definisce le linee programmatiche per una formazione adatta al suo ruolo di madre e di sposa.

Al femminile si richiede di non «eccedere in dottrina»<sup>643</sup> e di possedere le cognizioni generali necessarie per svolgere scrupolosamente il proprio ruolo. Una parte del sermone allude alla necessità di una "educazione del cuore", espressione con la quale si fa esplicito riferimento alla dimensione religiosa che riveste naturalmente un'enorme importanza. Nella sua conclusione il discorso prende in considerazione la questione della educazione delle giovani donne in condizione di povertà. Il sistema che viene a prefigurarsi distingue nettamente la tipologia di formazione sulla base dell'appartenenza di classe. Tale modello ha conosciuto una larga diffusione anche nella realtà torinese, come già indicato nel capitolo precedente.

Il modello filantropico borghese si fa portatore di un punto di vista poco sfumato riguardo alla formazione del proletariato che doveva necessariamente essere orientato verso il lavoro. Questo aspetto è all'origine della fondazione di istituti

---

<sup>641</sup> Maddalena DEL BIANCO COTROZZO, *Ebraismo italiano dell'Ottocento: La educazione della donna di David Graziadio Viterbi*, in *Donne nella storia degli ebrei d'Italia*, a cura di Michele LUZZATI e Cristina GALASSO, atti del IX Convegno internazionale di Italia Judaica, Lucca, 6-9 giugno 2005, Firenze, Giuntina, 2007.

<sup>642</sup> Lelio DELLA TORRE, *Nuovi studi sulla donna israelita*, Padova, A. Bianchi, 1864; Id., *La donna di virtù dell'ultimo de' proverbi*, 2. ed., Verona, Vicentini e Franchini, 1870.

<sup>643</sup> Per avere un quadro sul dibattito in corso sull'emancipazione femminile si vedano anche: Monica MINIATI, *Tra emancipazione ebraica ed emancipazione cit.*, e EAD., *Le emancipate cit.*

femminili soprattutto a cavallo tra '800 e '900.<sup>644</sup>, quando tuttavia il ventaglio dell'offerta formativa torinese destinato al femminile era piuttosto limitato. La *statistica del Regno d'Italia* indica due soli istituti destinati alla scolarizzazione delle giovani donne<sup>645</sup>.

L'orientamento alle professioni di norma prendeva in considerazione quei mestieri che maggiormente erano associati alla tradizionale divisione dei ruoli. Tra questi l'insegnamento elementare, con l'esclusione della formazione ai gradi superiori e l'attività sartoriale.

Ancora una volta Terracini fornisce indicazioni sulle prime iniziative della Pia Società a sostegno delle donne indigenti. L'autore scrive: «Fu certo l'antipatia verso il tradizionale mestiere del Ghetto quella che, in seno all'Assemblea del 1858, fece respingere una proposta di sussidio ad apprendiste sarte per la ragione che si tratta di lavori casalinghi il cui apprendimento non richiede spesa»<sup>646</sup>.

Nelle delibere possedute l'attività di apprendiste sarte e modiste costituisce invece la tipologia di formazione di gran lunga più sostenuta, segno di una rivalutazione successiva di quell'antico mestiere. Abbiamo qualche notizia sui contributi dati alla formazione di operaie, il primo intervento risale al 1856 e consiste nell'assegnazione di un premio di 100 lire per giovani ebrae meritevoli che frequentano l'Istituto di arti utili<sup>647</sup>. L'esigenza che si ripropone con maggiore frequenza e di cui dà notizia lo stesso Terracini, è quella di formare al mestiere di levatrice o di infermiera: «A Torino la scuola delle levatrici, annessa all'ospedale della Maternità, accettava soltanto allieve interne; pareva quindi impossibile al Consiglio mandarvi un'alunna ebrea: allora da una parte si pensò di inviare una torinese alla scuola di Vercelli, che aveva anche un esternato, dall'altra il 17

---

<sup>644</sup> La città di Milano fu all'avanguardia, si ricordi la fondazione dell'Università popolare ad opera di Ersilia Bronzino.

<sup>645</sup> *Statistica del Regno d'Italia: istruzione tecnica: Istituti industriali e professionali e Scuole militari e di Marina militare*, Firenze, Tofani, 1870. p. 57. Sono da segnalarsi come soli istituti disponibili all'accoglienza femminile, la Scuola di disegno e la Scuola di disegno professionale. Il primo è un corso di perfezionamento destinato alle maestre e organizzato dal Municipio a Palazzo Carignano, il secondo un percorso formativo per le giovani che, dopo le scuole elementari, «vogliono dedicarsi a qualche industria o mestiere».

<sup>646</sup> TERRACINI, *Il centenario della Pia società femminile israelitica* cit., p. 100.

<sup>647</sup> *Ibidem*.

gennaio 1859, si dirige una supplica al Ministero dell'Istruzione facendo presente le difficoltà in cui si trova un'Ebreo di usufruire della scuola di Torino e la impossibilità di provvedere privatamente ad un corso di ostetricia, aggiungendo che il dover ricorrere all'insegnamento privato si risolve in un'ingiustizia»<sup>648</sup>.

In diverse sedute consiliari emerge la proposta di trovare una soluzione al problema<sup>649</sup>. In particolare si fa leva sul desiderio diffuso delle madri di avere assistenza da correligionarie.

#### 7.4. La beneficenza secondo il modello ebraico

«La beneficenza, o Signori, la carità, la elemosina dev'essere regolata, dev'essere governata con senno, con giustizia, con rettitudine. Gittare il pane al famelico e l'obolo all'indigente non è virtù, è piuttosto lo sgravamento d'un penoso fastidio, che l'opulento vuol trarre da sè, per viver più tranquillo, senza noia nelle agiatezze sue. La beneficenza va ordinata e secondo i principii della vera scienza economica , e secondo i dettami della ragione e della coscienza; i soccorsi o pecuniari od in natura secondo i bisogni, le elargizioni o pubbliche o private, denno avere in mira più che a riparare la soprastante miseria, a prevenirla, promovendo le arti, i mestieri, l'industria onesta ai minaccianti disastri nelle fortune. Questo concetto della beneficenza non è un trovato moderno della scienza economica, ma è indicato, raccomandato in tutti i libri morali e teologici dei nostri Rabbini»<sup>650</sup>.

La scelta di cominciare da questo discorso si spiega anche in relazione all'importanza che ebbe la figura di Lelio Cantoni nell'orchestrare il lavoro della confraternita nei suoi primi anni di vita<sup>651</sup>.

---

<sup>648</sup> *Ibidem*.

<sup>649</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società Israelitica Nina Fubini*, registro della corrispondenza [in realtà minute di verbali], (1909-1942), 19 aprile 1920, cc. 153, (b. 499); verbali del Consiglio, (dal 1922), 2 giugno 1924, c. 10, 23 maggio 1929, c. 30, (b. 490).

<sup>650</sup> Lelio CANTONI, *Orazione funebre di Sabato Graziadio Treves, rabbino maggiore di Trieste, in occasione del solenne funerale eseguitosi nell'Oratorio Maggiore in Torino il dì 27 luglio 1856*, Torino, Zecchi e Bona, 1856.

<sup>651</sup> TERRACINI, *Il centenario della Pia società femminile israelitica* cit.

L'orazione funebre del rabbino sembra seguire un'insolita traiettoria nel soffermarsi sulla questione della beneficenza e costituisce pertanto un importante punto di partenza per prendere in esame la prospettiva sottesa al gesto filantropico. La trama del testo lascia intravedere in trasparenza i discorsi prodotti dalle scienze sociali ed economiche, ne trattiene un lessico e l'impostazione, la cui origine viene però attribuita ad un sistema di pensiero ebraico. Il tema del pauperismo viene affrontato a partire dall'età contemporanea e in particolare in seguito al processo di industrializzazione, abbandonando le precedenti categorie d'analisi per impiegare quelle delle scienze sociali<sup>652</sup>.

L'importanza attribuita al lavoro è da considerarsi in rapporto al suo essere antidoto contro il lassismo sociale. A riguardo si può citare quanto emerso nell'adunanza dell'11 Novembre 1909<sup>653</sup>. In questa sede si esamina la situazione di un uomo che aveva una famiglia molto numerosa e che per diversi anni aveva beneficiato del supporto dell'ente. Le consorelle decisero di ridurgli la somma, sulla base del principio che un sostegno prolungato ha senso nella misura in cui crea i presupposti per trasformare la vita degli assistiti. In questo contesto, in cui i figli erano cresciuti e in grado di provvedere al proprio sostentamento, era necessario che la scelta del Consiglio creasse i presupposti per un avviamento autonomo al lavoro.

La beneficenza deve promuovere lo sviluppo del singolo andando ad incidere profondamente sulle sue condizioni di vita. I sussidi, sia privati che pubblici, sono considerati negativi e controproducenti se non alimentano un processo di crescita dell'individuo e si limitano a rispondere nell'immediato ad un bisogno. La pianificazione dell'assistenza comporta la necessità di occuparsi prima di tutto dell'educazione degli strati più umili della popolazione.

Sono sempre le parole di Cantoni a richiamare poi alla memoria lo schema maimonideo degli otto gradi della carità illustrati da Valerio Marchetti in *The fundamental Principles of Jewish Philanthropy* : «Nella parte destinata al commento delle Leggi per donare ai poveri (Hilkhhot mattenot 'aniyyim 10.7-18)

---

<sup>652</sup> Bronisław GEREMEK, *La pietà e la forza, storia della miseria e della carità in Europa*, Milano, CDE spa, 1989.

<sup>653</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, Registro della corrispondenza [in realtà minute di verbali], (1909-1942), 11 novembre 1909, c. 10, (b. 499).

compare la famosa enumerazione degli otto gradi della carità, che sono classificati e definiti secondo il loro effetto sociale. La scala maimonidea pone al primo gradino la carità offerta a una persona che mostra ostensibilmente il suo risentimento al donatore perché quello che riceve non gli serve a nulla o quasi. In altri termini: la somma messa a disposizione dell'elargizione (ancorché corrispondente alla norma di 1/10 o 1/5 a seconda delle epoche) è suddivisa in parti talmente infime da non generare alcun effetto socialmente utile»<sup>654</sup>.

Al gradino più alto si ritrova invece una carità che interviene per modificare le sorti del soccorso. L'associazionismo, acquisendo e facendo proprio questo punto di vista, orienta il suo intervento di beneficenza seguendo principi propri e specifici, per cui si privilegiano gli interventi sul lungo periodo che modificano drasticamente la situazione di partenza dell'assistito rispetto a quelli di semplice mantenimento dello *status quo*. Fa eccezione il baliatico, che copre tutto il periodo dell'allattamento e che nella maggior parte dei casi viene prolungato per dar modo alla madre di provvedere alla cura del neonato. In tal caso prevale l'idea di tutela della condizione di vulnerabilità femminile ed infantile.

Questi stessi aspetti vengono presi in esame da Fanny Dessau in *Gli ebrei e l'assistenza sociale*, pubblicato sulla Rassegna di Israel nel 1932<sup>655</sup>. La sua posizione si avvicina a quella espressa da Cantoni, quasi un secolo prima.

Nella premessa al nucleo centrale del suo discorso la Dessau prende in esame le origini del sistema filantropico ebraico. A suo parere nell'antichità non esisteva l'idea di un soccorso alle persone in difficoltà e sarebbe stato merito dell'ebraismo l'aver introdotto questo principio che ha le proprie radici nell'idea messianica.

Il fine dell'atto di carità è attuazione della giustizia divina. Il povero può dunque esigere la soddisfazione del suo bisogno come servizio di Dio. L'uomo non può realizzare la giustizia assoluta ma deve sottomettersi a questo comando. Nella

---

<sup>654</sup>Valerio MARCHETTI, *The fundamental principles of jewish philanthropy*, in *The fundamental principles of jewish philanthropy*, Baskerville, Bologna, 2007, p. 7. Vd. anche Monica MINIATI, *L'insostituibile pesantezza del povero: la beneficenza ebraica fra tradizione e modernizzazione*, in «La Rassegna mensile di Israel», 76, 1/2, (2010), pp. 275-297.

<sup>655</sup>F. DESSAU, *Gli Ebrei e l'assistenza sociale : impressioni e spunti di una recente riunione internazionale* in «La Rassegna mensile di Israel», 7, 4-5 (1932), pp. 201-208.

parola *zedaqah*, secondo l'autrice, sarebbero riuniti spirito e azione dell'assoluto bene.

L'articolo prosegue con un *excursus* sulla situazione italiana. L'autrice ritiene che tra i più importanti riformatori del sistema filantropico vi siano stati uomini ebrei, anche se dimentichi delle proprie origini. Ha in mente in questa parte l'associazionismo laico a cui contrappone quello comunitario che vede come «arretrato, antiquato e gretto»<sup>656</sup>. Tuttavia individua nella sua epoca lo sviluppo di un sistema filantropico ebraico adeguato ai tempi che coniuga assistenza e rafforzamento dell'identità. Questo spiega la necessità di seguire l'assistito nel suo processo di acquisizione di un'indipendenza.

Oltre ad interventi che hanno effetti sul lungo periodo, si segnala la presenza di interventi occasionali per le ragioni più varie, ma questi vengono fin dal principio limitati. Il 7 aprile del '27 si discute sulla possibilità di dare un sussidio a una donna per favorirne il cambio di residenza; tale esigenza non corrispondeva ai principi dell'ente e generò per questo un'animata discussione<sup>657</sup>. Si concesse infine una certa somma da consegnarsi ad avvenuto trasloco. Qualche tempo dopo la stessa donna scrive all'ente dichiarando di essere in gravi condizioni di salute e di aver bisogno di cure. Il sussidio che le era stato precedentemente messo a disposizione per il trasloco viene impiegato per questo scopo.

Nell'inverno del 1930 si accenna alla possibilità di comperare combustibile ed altri beni di prima necessità. Si concede un sussidio in denaro, indumenti a povere dame bisognose e assistenza ad un'inferma. In questa seduta si prende in considerazione la possibilità di far richiesta della tessera di beneficenza perché i correligionari possano usufruire anche dei vantaggi offerti dalle istituzioni cittadine.

Il sistema confraternale ebraico di Torino, pur inserendosi in un ampio contesto locale, conserva le proprie peculiarità che verranno esaminate qui in seguito. Tuttavia tale sistema di beneficenza presenta alcuni elementi di analogia con le

---

<sup>656</sup> *Ibidem*.

<sup>657</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, Pia Società Nina Fubini, verbali del Consiglio (dal 1922), 7 aprile 1927, c. 21, (b. 490).

altre realtà operanti nell'ambito cittadino, se non altro per la grande presenza femminile al mondo associativo.

Le informazioni riportate a tal riguardo sono tratte da una fonte coeva alla nascita della Pia Società israelitica torinese, con il vantaggio di presentarsi come resoconto di un testimone venuto in contatto con i singoli enti benefici<sup>658</sup>. Defendente Sacchi, filosofo e scrittore, nel suo dispaccio sugli Istituti di beneficenza a Torino si propone di tracciare la storia delle istituzioni di carità torinesi, una parte dei quali identifica come "istituti femminili di beneficenza". Tra questi vi è la Compagnia delle Rosine la cui vicenda si situa a metà tra racconto agiografico e realtà. La sua storia affonda le radici nel XVIII secolo e prosegue per tutto il secolo seguente. L'associazione nacque dall'iniziativa di questa donna che, rimasta nubile, accoglieva nella sua abitazione giovani ragazze bisognose di protezione e disposte a dedicare la propria vita al lavoro. La casa di Rosa Govoni divenne ben presto un laboratorio di apprendiste lavoratrici che avevano reso il proprio mestiere di sarte una fonte di sostentamento.

Sono citate altre istituzioni, che non nascono da iniziativa femminile ma sono semplicemente a loro destinate. Tra queste: la regia opera della provvidenza, il conservatorio del rosario, il monastero delle povere orfane, la Confraternita del SS. Sudario, Opere pie delle vedove, Opera pia del Rifugio e Sorelle della carità. In tutti questi casi il gesto di carità include l'idea che le donne in condizioni d'indigenza debbano essere messe nella condizione di procurarsi i propri mezzi di sussistenza.

La vivacità del mondo Torinese rappresentò forse il terreno fecondo su cui si innestò la beneficenza ebraica femminile in una fase storica però molto complessa.

Terracini, fornendo un quadro storico, ricorda come l'emancipazione abbia comportato l'emergere di una serie di problemi, primo tra tutti il rischio di assimilazione<sup>659</sup>. Da un punto di vista economico l'autore rileva come si sia verificato un allargamento della forbice tra ebrei ricchi e poveri che aveva

---

<sup>658</sup> Defendente SACCHI, *Istituti di beneficenza a Torino: relazione*, Milano, Società degli editori degli Annali universali delle scienze e dell'industria, 1835.

<sup>659</sup> TERRACINI, *Il centenario della Pia società femminile israelitica* cit.

comportato l'esigenza di far fronte alle difficoltà degli strati sociali più umili. Nello stesso tempo si era posta poi la necessità di conservare enti ed istituti ebraici per l'esistenza di rituali che rendevano impossibile il ricorso a strutture statali o cattoliche. Emerge anche una riflessione sui destinatari dell'opera di beneficenza: «L'Amministrazione, certo secondo i dettami della Bibbia, assieme agli orfani pensava alle vedove; ma l'assistenza alla donna maritata era compresa assieme a quella del marito; le fanciulle poi avevano ben poca importanza sociale, data anche la tenera età in cui si solevano accasare»<sup>660</sup>.

Il discorso prosegue evidenziando gli effetti benefici della rivoluzione francese sulla storia piemontese che a suo avviso sarebbero stati recepiti dal regolamento dell'amministrazione. A questo proposito occorre sviluppare un discorso a parte su quali aspetti contraddistinguano nello specifico il sistema filantropico ebraico e a tale scopo mi avvalgo del contributo di Valerio Marchetti, già precedentemente citato.

L'impiego del termine *tzedaqah* impone una consapevolezza dello suo specifico significato. Il problema affiora nello sforzo della traduzione, dal momento che vi è una corrispondenza solo parziale tra questo, l'espressione latina *caritas* e quella greca di *filanthropia*. L'autore passando in rassegna il senso assunto dalla parola nel testo biblico rileva come ad esso sia associato uno spettro semantico specifico. *Tzedaqah* indica l'atto legale e pubblico di elargizione di denaro o di risorse (in una società agricola si trattava perlopiù di prodotti della terra). La povertà come fattore sistemico delle società antiche, richiedeva una redistribuzione delle ricchezze, dunque *tzedaqah* era da legarsi ad un sistema di tassazione che imponeva all'individuo di cedere parte delle proprie sostanze al bisognoso. L'elemosina costituiva un obbligo religioso e definiva la probità di condotta dell'uomo giusto.

Nella ricezione rabbinica il termine non copre più il ventaglio di significati associati al gesto della donazione e questo spiegherebbe la necessità di associare al termine l'espressione *gemilut chassadim* che incorporava l'idea di profonda

---

<sup>660</sup> *Ibidem*.

partecipazione dell'individuo alla condizione del prossimo, l'atto filantropico «ridonda sull'anima del donatore»<sup>661</sup>.

Questo passaggio dell'idea di elemosina da atto politico a quella di beneficenza, che richiede un atteggiamento di benevolenza nei confronti del prossimo, viene posta in correlazione con l'introduzione dell'idea di salvezza. Si è venuto definendo un sistema di relazioni che in ogni caso non disgiunge tra dimensione religiosa, etica e sociale. Questo aspetto contraddistingue, a mio avviso, anche le comunità ebraiche in diaspora per le quali si ha comunque un adattamento del sistema tradizionale della beneficenza in rapporto alle trasformazioni profonde delle condizioni di vita e per effetto anche dell'influenza delle società di accoglienza. In questo senso è possibile che la grande attenzione nei confronti della maternità e della sua tutela abbia funzionato come elemento di ulteriore spinta.

In età moderna la situazione di indigenza aveva comportato un'estensione del numero di persone soccorse. I sussidi forniti alle madri possono considerarsi pienamente un effetto di questo allargamento delle "casistiche". Tale estensione avvenne probabilmente per analogia: la situazione delle partorienti viene equiparata a quella dei malati. A riprova di ciò si potrebbe considerare l'accorpamento delle due categorie che si verifica nei capitoli di bilancio in cui figurano "partorienti, malattie e affini"<sup>662</sup>.

Nel sistema tradizionale la donna sola, dunque la vedova e l'orfana, erano le uniche destinatarie della carità, pertanto la donna sposata non avrebbe dovuto ricorrere al supporto della comunità dal momento il marito se ne sarebbe fatto carico. La visita alla partorientente rientrava nel più vasto ambito del soccorso portato a chi si trovava in una condizione di malattia o di disagio.

Un discorso a parte può essere sviluppato sui sussidi accordati a donne non sposate ad ebrei. La questione del matrimonio misto acquisì spessore di problema nella fase di uscita dal ghetto, caratterizzata da una moltiplicazione delle

---

<sup>661</sup> MARCHETTI, *The fundamental principles* cit., p. 2.

<sup>662</sup> Il termine ricorre fin dal principio in tutti i capitoli di spesa dei diversi bilanci annuali.

occasioni di incontro tra ebrei e non ebrei<sup>663</sup>. È interessante notare come la questione venga affrontata dalla confraternita e come essa subisca forti pressioni dall'esterno.

Nella documentazione posseduta il problema si presenta già nella seduta consigliare del 10 maggio 1909<sup>664</sup>. Si illustra il caso di una donna rimasta vedova durante il terremoto di Messina che necessita di un sostegno economico, essendo madre di due bambini. Le viene concesso il sussidio delle puerpere e il baliatico "per matrimonio misto". La precisazione è dovuta dal momento che la cifra del baliatico si presenta dimezzata.

La peculiarità di questo caso è legata al sommarsi dei due sussidi, che di regola non avveniva. Si ipotizza dunque che questa sia stata una modalità attraverso la quale le donne abbiano aggirato, per questo specifico caso, le norme che loro stesse si erano date. Qualche anno più tardi il problema si ripresentò e venne affrontato con modalità differenti. Durante la seduta del 19 maggio 1913 si decise di erogare un sussidio per sostenere una giovane donna nel suo apprendistato come sarta, nonostante la madre non fosse israelita<sup>665</sup>. Le visitatrici si erano informate però sull'allevamento dei figli secondo la religione del padre.

A distanza di molto tempo il problema si ripropone, ma suscita maggiori perplessità. Il 13 giugno 1932 si tentò di capire a chi concedere i sussidi ed emerse nuovamente la questione dei matrimoni misti<sup>666</sup>. Le posizioni erano molto differenziate all'interno dell'assemblea e per dare un orientamento alla discussione si fece ricorso alla statuto che però non contemplava il caso nello specifico; la vicenda non viene risolta nemmeno consultando un verbale del 23' dove si accennava ad essa soltanto in modo vago. Su consiglio del rabbino ci si rivolse ad un legale. La risposta del legale non ci è pervenuta, ma qualche mese più tardi lo stesso Bolaffio elabora la sua personale riflessione.

---

<sup>663</sup> Per la questione dei matrimoni misti si veda anche Chiara Foà, *Gli ebrei e i matrimoni misti: l'esogamia nella comunità torinese (1866-1898)*, Torino, Zamorani, 2001.

<sup>664</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, registro della corrispondenza [in realtà minute di verbali], (1909-1942), 10 maggio 1909, c. 3, (b. 499).

<sup>665</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, registro della corrispondenza [in realtà minute di verbali], (1919-1942), 19 maggio 1913, c. 39, (b. 490)

<sup>666</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, verbali del Consiglio, (dal 1922), 13 giugno 1932, c. 44, (b. 490).

La lettera dattiloscritta dell'8 settembre 1932 verte unicamente sulla questione dei matrimoni misti e sulla possibilità di concedere sussidi in questi particolari casi <sup>667</sup>. Il regolamento era restrittivo in virtù dello specifico riferimento al fatto che destinatari dei sussidi erano «puerpere israelite»<sup>668</sup>. Nella prassi le donne avevano sempre elargito forme di sussidio, seppur in misura più limitata e valutando in ciascun caso quale decisione prendere. Benché il rabbino presenti il suo punto di vista come soggettivo, non si esime dal ricorrere alla normativa per dimostrare la fondatezza della propria posizione; cita a questo proposito l'articolo 2 dello statuto dell'ente per fare specifico riferimento al fatto che l'appartenenza al culto israelitico costituisca un fattore discriminante. Formula poi un suo personale giudizio sulla scelta operata in passato dall'ente. «È mia convinzione che l'abuso nel sussidiare le puerpere non israelite è stato iniziato in tempo di decadenza spirituale israelitica quando la tendenza predominante del nostro popolo era quella di fondersi con gli altri concittadini»<sup>669</sup>.

Da notare che questo intervento si inserisce pienamente in un quadro contraddistinto da una polemica accesa nei confronti del matrimonio misto, rispetto al quale l'associazione non prende una posizione univoca, non rifiutando sussidi alle donne che non hanno sposato ebrei. A riconferma di questo abbiamo una lettera sottoscritta dal presidente della comunità, datata 9 luglio 1946, che funge da certificazione ad uso privato e che attesta l'elargizione di denaro ad Ancona Jole da parte della Pia Società. La donna precisa di aver ricevuto sostegno, nonostante marito e figli fossero di fede cattolica<sup>670</sup>.

Bolaffio prosegue il discorso, sostenendo che il mondo ebraico non riconosce tali unioni e le considera alla stregua del concubinato. Una lieve apertura si ha nella chiusa del responso, che ammette la possibilità di sporadiche donazioni consegnate a mano solo al coniuge israelita.

---

<sup>667</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, corrispondenza, (1912; 1926-1938), b. 500 di cc. non num.

<sup>668</sup> PIA SOCIETÀ FEMMINILE ISRAELITICA, *Statuto e regolamento* cit. (1899), p. 1.

<sup>669</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, corrispondenza, (1912; 1926-1938), b. 500 di cc. non num.

<sup>670</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, schede anagrafiche (1857-1985), Schede delle "Opere pie israelitiche" (nati 1904-1907), b. 34 di cc. non num.

Tra la fine del XIX e l'inizio del secolo successivo la questione diviene cruciale per il mondo rabbinico. La stampa costituì il canale di diffusione per eccellenza del dibattito. Bruno Maida individua la presenza di un corposo numero di articoli sia sull'*Educatore israelita* che sul *Vessillo* dedicati al tema, in molti dei quali gli autori si dichiarano sfavorevoli a tali unioni<sup>671</sup>. Anche *Israel* ospita una vivace discussione, si segnala la presenza di un breve intervento in cui un lettore della rivista propone di dar vita ad una lega contro i matrimoni misti. La ragione addotta è quella consueta: evitare l'assimilazione<sup>672</sup>.

Quanto detto da Barbara Armani per Firenze, ritengo possa essere considerato valido per la specifico per la realtà torinese<sup>673</sup>. Ad una adesione spesso solo formale del singolo alla comunità si associa una forte attenzione per i legami familiari. Dal suo punto di vista il matrimonio costituisce una strategia di conservazione della stirpe, di riproduzione identitaria. Si coglie, come caratteristica propria di questa fase, una forte spinta verso una riproposizione dei confini, attraverso matrimoni endogamici e attraverso il recupero della cultura e della religione come elementi che garantiscono una coesione interna. La Armani, seguendo la linea tracciata da Bourdieu, ritiene che vi sia un nesso forte tra strategie matrimoniali e strategie pedagogiche, ossia «l'insieme di strategie di riproduzione biologica, culturale e sociale che ogni gruppo attua per trasmettere alla generazione successiva – mantenuto o aumentato – il potere e i privilegi che il gruppo stesso ha ereditato»<sup>674</sup>.

Viene dunque a costituirsi un nesso tra beneficenza e matrimoni endogamici in virtù del loro porsi come modalità di conservazione dell'identità. È evidente che la comunità si è sempre fatta carico della povertà, soprattutto in situazioni nelle quali si manifestava come endemica, ma nella fase successiva all'emancipazione la posta in gioco è più alta, occorre mantenere forte il vincolo di unione. Questa azione di supporto è tanto più incisiva, nella misura in cui si la comunione si fa

---

<sup>671</sup> MAIDA, *Dal ghetto alla città* cit.

<sup>672</sup> «*Israel*», 31, 14 aprile 1927.

<sup>673</sup> Barbara ARMANI, *La sposa ebrea: dote, famiglia e status nell'élite ebraica fiorentina*, in *Donne nella storia degli ebrei d'Italia*, a cura di Michele LUZZATI e Cristina GALASSO, atti del IX Convegno internazionale di Italia Judaica, Lucca, 2005.

<sup>674</sup> Pierre BOURDIEU, *Le strategie matrimoniali nel sistema di riproduzione*, in *Famiglia e matrimonio nel capitalismo europeo*, a cura di Agopik MANOUKIAN, Bologna, Il mulino, 1975.

carico dell'individuo nelle fasi di transizione come nascita, malattia, morte. La modalità attraverso le quali la carità viene elargita tende a riproporre principi propri di un sistema culturale.

A questo proposito, durante la seduta del 23 Novembre 1941 si discusse sull'accettazione di un legato di 50.000 lire donato da Riccardo Ovazza, deceduto il 22 luglio di quell'anno<sup>675</sup>. La somma serviva ad istituire un premio intitolato alla moglie Orsolina De Benedetti e doveva essere consegnato ad una correligionaria che, raggiunta la maturità, avesse sposato un ebreo dalle spiccate qualità morali o, in alternativa, ad una donna che si fosse distinta nella vita familiare per bontà, virtù, assiduità nell'onesto lavoro. Il premio era da consegnarsi annualmente in data decisa dall'associazione e prevedeva la donazione di un portafogli per i meriti sopra indicati.

Al di là dello specifico caso dei sussidi per donne che avessero contratto matrimonio con uomini non ebrei, il sistema si presenta un certo grado di chiusura, come dimostra quanto discusso durante seduta del 3 Marzo del 1926. Il Comitato per la federazione degli istituti di beneficenza di Torino aveva chiesto all'ente di associarsi per portare assistenza ai minorenni poveri. Il rifiuto della società venne motivato dal fatto che i contributi erogati erano solo per i correligionari. Non si accetta dunque la possibilità di confederarsi, possibilità che in altri contesti consente di avere a disposizione informazioni più precise circa la situazione di povertà generale della popolazione.

## 6.5. Principi e pratiche filantropiche

La distribuzione dei soccorsi è preceduta dalla disamina delle richieste che di norma vengono rivolte direttamente all'ente o talvolta alla presidentessa. Sono discusse in consiglio e vengono elaborate delle proposte. In alcuni casi si ha il rinvio della decisione alla seduta successiva, in attesa di avere a disposizione informazioni più precise. Vengono annualmente designate dal consiglio due donne per compiere un sopralluogo al domicilio dei postulanti allo scopo di

---

<sup>675</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, verbali del Consiglio (dal 1922), 23 novembre 1941, c. 82, (b. 490).

accertarsi delle reali condizioni delle famiglie. L'impiego di questa strategia non si tradurrà mai in un sistema di sorveglianza che invece ha contraddistinto il modello filantropico borghese<sup>676</sup>. Non siamo di fronte ad un sistema paternalistico che mira a correggere comportamenti non idonei. Il confronto con la realtà associativa romana consente di misurarne la distanza. L'unica preoccupazione della Pia Società femminile è che il denaro non venga speso per altri scopi, dunque si richiede alle giovani apprendiste di documentare la propria attività, ad esempio ricorrendo ad una certificazione da parte del titolare di bottega. Per il resto ci si limita ad una ricognizione finalizzata alla scelta della persona più idonea, nel caso in cui si debbano erogare più sussidi e i fondi non siano sufficienti per tutti.

Altro aspetto di nota è rappresentato dalla questione dei poveri "verecondi". Tra i correligionari si distingue tra chi si rivolge direttamente alla Pia Società e chi lo fa in modo anonimo. Non di rado ci si trova di fronte a questa categoria di persone sussidiate. Nei verbali non ci sono che poche allusioni e anche la definizione fornita da Benvenuto Terracini si presenta piuttosto approssimativa: con tale terminologia si fa riferimento a coloro che non fanno richiesta diretta di sussidio all'ente, ma chiedono l'intercessione del rabbino che interviene in loro favore. Nei registro contenente l'elenco dei sussidiati, ricorre di frequente la voce "sussidi ai verecondi"<sup>677</sup>. Non compare alcun nome ma si trova la doppia NN ( *non nominatus*) accanto alla cifra corrisposta alla singola persona. La somma equivale nella maggioranza dei casi a quella elargita per il baliatico. Non ci sono ulteriori elementi per fare ipotesi che abbiano un reale fondamento. Ci si interroga se gli aiuti in denaro possano essere dati a sostegno a donne ebreiche che hanno avuto figli al di fuori del matrimonio. Questa situazione non sarebbe in altro modo contemplata dalla casistica. Dall'altra parte non vi sono elementi sufficienti che possano orientare in questa direzione. La vergogna può di fatto essere semplicemente associata ad una situazione di povertà che il singolo desidera

---

<sup>676</sup> Si veda a questo proposito Cécile DAUPHIN [et al.], *Cultura e potere delle donne*, in *Altre storie: la critica femminista alla storia*, a cura di Paola DI CORI, Bologna, CLUEB, 1996. Emerge una descrizione del *modus operandi* di molte associazioni a cavallo tra XIX e XX secolo; il modello tedesco ha introdotto il ruolo di "visitatrici dei poveri".

<sup>677</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, registro stipendi (1930-1943), di cc. non num. (b. 498)

rimanga nascosta. A conferma di questo si ricorda che il capitolo di spesa per poveri verecondi viene incrementato in fasi storiche contraddistinte da una crescita della povertà o a ridosso dell'inverno, periodo dell'anno durante il quale le spese di riscaldamento gravavano pesantemente sul reddito delle famiglie più povere.

Il 15 Novembre 1912 si ha una diminuzione del fondo per povere puerpere e la creazione di un fondo più consistente per povere vereconde<sup>678</sup>. Anche nel Novembre del 1916 le oblazioni per onorare i defunti della famiglia Artom furono versate per questa categoria di persone<sup>679</sup>.

Per comprendere meglio il problema della vergogna associata alla condizione dei sussidiati è possibile ancora una volta far ricorso a quanto scritto da Valerio Marchetti: «All'epoca della *tsedaqah*, la *tsedaqah* era un atto pubblico ed era associato al regime di tassazione. Non si ponevano quindi le questioni della riservatezza fino alla segretezza. La fine della concezione antica che faceva della *tsedaqah* un gesto che s'incorpora nella responsabilità politica (mantenimento della società nel suo complesso) fa emergere l'idea della povertà come qualcosa di cui il povero deve vergognarsi (sentimento improbabile in precedenza essendo la povertà parte integrante delle classi sociali e delle loro relazioni)»<sup>680</sup>.

La maggior parte dei sussidi per i verecondi rappresentano contributi straordinari e costituiscono per l'ente la parte che di norma incide meno sui bilanci. Tra le spese ordinarie vi sono, come già accennato quelle a sostegno del collegio Colonna Finzi. Di frequente vengono erogate somme anche per altri enti, come per l'ospizio israelitico. La documentazione lascia trasparire la presenza di un sistema a rete, all'interno del quale ciascuna associazione ha il proprio specifico compito ma nello stesso tempo è in rapporto di stretta interdipendenza con le altre.

La fine dell'età del ghetto è contraddistinta dal formarsi di enti di assistenza che in varia misura svolgono le funzioni delle tradizionali confraternite, alcune delle

---

<sup>678</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, registro della corrispondenza [in realtà minute di verbali], (1909-1942), 15 novembre 1912, c. 34, (b. 499).

<sup>679</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, registro della corrispondenza [in realtà minute di verbali], (1909-1942), 5 novembre 1916, c. 83, (b. 499).

<sup>680</sup> MARCHETTI, *The fundamental principles* cit., p. 8.

quali sopravvissute alle diverse soppressioni. La comunità torinese può contare sul supporto dell'Ospizio israelitico, della Confraternita israelitica di Beneficenza, della Confraternita israelitica di Misericordia funebre, dell'Opera pia israelitica Abramo e Stella Fubini Coniugi Treves, dell'Orfanotrofio ed Educatorio Israelitico Enrichetta Sacerdote<sup>681</sup>. Nonostante l'autonomia di cui godono, gli enti si strutturano in forte interrelazione l'uno con l'altro. Tale legame non si spiega solo in rapporto alla necessità di far fronte a problemi di natura pratica, ma in esso si può cogliere un disegno unitario. A riprova del fatto che si è in presenza di un sistema di beneficenza a cui è sotteso tale modelli, nella relazione datata 1920 si legge: «Al neonato si provvede il corredo ed alla madre la biancheria, inoltre le si dà pure un soccorso in denaro all'epoca del parto: sia che il bambino venga affidato ad una nutrice, sia che la madre stessa lo allatti, si concede il sussidio baliatico; [...] Finito l'allevamento, viene continuata l'assistenza ai bimbi, e soprattutto alle bambina, sotto parecchie forme: si elargisce annualmente una forma all'asilo infantile israelitico ed all'educatorio Enrichetta Sacerdote, che ne curano la prima istruzione; quando le ragazze sono in età da imparare un mestiere le si aiutano con un sussidio, che alla fine del loro tirocinio permetterà loro di procurarsi gli utensili del mestiere; si aiutano le vedove con prole e i bimbi abbandonati»<sup>682</sup>.

Questa relazione è di particolare importanza per comprendere come la beneficenza si articolasse in un *continuum*, in modo tale da seguire la vicenda del sussidiato dalla sua nascita, mediante supporto dato alla madre, fino al completamento della sua formazione, ossia al raggiungimento di una sua autonomia.

Le fonti che meglio restituiscono lo spessore delle relazioni tra enti e persone sono le lettere. La serie del carteggio risulta incompleta e lacunosa, la parte più corposa è costituita da lettere inviate tra il 1934 e il 1945. Si tratta di documentazione che si presenta abbastanza omogenea dal punto di vista del

---

<sup>681</sup> PILOCANE, SACERDOTE, *Archivio storico* cit. Fino al 1901 le opere pie furono rette in base alla Legge Rattazzi del 1857, poi il Consiglio di Stato, stabilì che venissero disciplinate in base alla legge 17 luglio 1890 n. 6972 sulle istituzioni pubbliche di beneficenza.

<sup>682</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, Registro della corrispondenza [in realtà minute di verbali], (1909-1942), relazione 10 maggio 1920, c. 157, (b. 499).

contenuto: le missive, quasi tutte indirizzate ad Annia Sacerdote Jona, presidentessa di quel periodo, sono in maggioranza lettere di ringraziamento per il lavoro svolto dalla Pia Società o affrontano questioni di natura amministrativa. Al di là dell'apparente monotonia del messaggio, il linguaggio confidenziale e il tono delle lettere restituisce un quadro dei legami intercorsi tra le donne dell'associazione.

Il gruppo di lettere più corposo è quello con la Società Colonna Finzi, da cui risulta evidente lo stretto rapporto tra i due enti. L'intervento di sostegno, come si è già detto, comprende soprattutto finanziamenti per la formazione femminile ma anche per interventi di manutenzione dell'edificio, oppure di fornitura di materiale necessario allo svolgimento delle attività scolastiche.

#### 6.6. Sussidi straordinari ed "emergenze storiche"

Seguire le vicende dell'ente nel suo dipanarsi nel tempo consente di rintracciare brandelli di una storia più ampia che di volta in volta si lega alle vicende italiane o a quella di ebrei provenienti da altre comunità. L'ente non si sottrae mai al suo ruolo di supporto nei confronti di chi versa in condizioni anche di temporanea indigenza. In alcuni casi i sussidi straordinari vengono impiegati per far fronte a situazioni di emergenza, è il caso dei "richiamati".

Nei verbali di questa fase non vi è traccia della retorica patriottica che di norma fa da corollario ai discorsi sulla guerra. Non si perde mai di vista la prospettiva di chi è privo di mezzi di sostentamento, specialmente a causa della partenza degli uomini per il fronte. La delibera del 28 maggio 1914 consente di comprendere l'estraneità di queste donne alla questione del conflitto<sup>683</sup>. Si fa un breve riferimento alla guerra e alla gravità della situazione, l'attenzione è subito portata sulla necessità di tranquillizzare i soldati nei riguardi della sorte delle loro famiglie che godranno del sostegno dell'associazione. Si decide di stanziare una certa somma per supportare le famiglie povere e si attende di definire l'entità della somma al momento in cui si saprà con esattezza il numero dei bisognosi, ma

---

<sup>683</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, registro della corrispondenza [in realtà minute di verbali], (1909-1942), 28 maggio 1914, (b. 499).

viene comunque inserito uno specifico capitolo di spesa. Ad un anno di distanza, il 28 ottobre del 1915, viene constatato che il numero di famiglie che hanno uomini al fronte è esiguo, è invece alto il numero di profughi per i quali si usa il denaro del fondo dei richiamati<sup>684</sup>.

L'impostazione storiografica tradizionale ha posto l'accento sull'adesione entusiastica degli ebrei all'intervento bellico italiano, sul senso di sacrificio e di appartenenza alla causa nazionale<sup>685</sup>. Il merito dell'approccio più recente è stato quello di aver assunto una posizione più sfumata, mettendo in evidenza gli aspetti di contraddizione: da un lato la Grande Guerra viene percepita dal singolo come occasione per dimostrare la propria fedeltà alla nazione, dall'altro si avverte un forte legame di solidarietà con gli ebrei di altre nazioni <sup>686</sup>.

Qui la macrostoria sfiora appena le carte, la preoccupazione è per chi resta a cui si deve dare sostegno materiale e conforto. L'identità ebraica, scavalcata da quella italiana, non è oggetto di riflessione, la si dà per scontata, è cementata dall'atto filantropico che rinsalda i legami comunitari. Il vincolo di solidarietà tra correligionari si fortifica nell'atto filantropico di sostegno ai profughi stranieri.

Nella seduta del 2 febbraio 1917 giunge notizia dell'iniziativa sostenuta dal Comitato femminile israelitico di Ferrara che invita le famiglie abbienti ad una raccolta fondi per gli ebrei polacchi<sup>687</sup>. Si chiede consiglio al presidente della comunità che però non sembra propenso ad aderire alle sottoscrizioni. Vengono addotte ragioni di carattere economico: le condizioni dell'opera pia ebraica locale non è feconda, tuttavia ci si preoccupa di divulgare la notizia con tutti i mezzi a disposizione. Si sostiene la necessità di mantenere saldi i vincoli che legano agli ebrei delle altre comunità. In un secondo momento le famiglie polacche a cui vengono erogati aiuti sono numerose.

---

<sup>684</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, registro della corrispondenza [in realtà minute di verbali], (1909-1942), 28 ottobre del 1915 (b. 499).

<sup>685</sup> MILANO, *Storia degli ebrei in Italia*, cit.

<sup>686</sup> Mario TOSCANO, *Gli ebrei italiani e la prima guerra mondiale (1915-1918): tra crisi religiosa e fremiti patriottici*, in *Gli ebrei nell'Italia unita, 1870-1945*, atti del IV Convegno internazionale, Siena 12-16 giugno 1989, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, Ufficio centrale per i beni archivistici, 1993, pp. 285-302. Vd. anche *Gli israeliti italiani nella guerra 1915-1918*, con pref. di Felice Tedeschi, Torino, F. Servi, 1921.

<sup>687</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, registro della corrispondenza [in realtà minute di verbali], (1909-1942), 2 febbraio 1917, c. 88, (b. 499).

L'Italia seguiva attentamente la cosiddetta "questione ebraica polacca" sui periodici. Un esame accurato del Corriere israelitico lungo il triennio 1916-1919 restituisce una visione d'insieme sulla situazione e fornisce qualche indicazione in merito all'interessamento italiano alla vicenda dei correligionari.

L'affluenza dei profughi polacchi in Italia si spiega in relazione al suo essere crocevia importante per coloro che prendevano la strada di Israele e degli Stati Uniti. La Pia Società dà protezione a famiglie di profughi, specie se comprendenti bambini piccoli. Le emigrazioni cominciano ad essere di proporzioni maggiori dopo la ritirata della Russia dalla Galizia che fu la causa della scomparsa di centinaia di villaggi ebraici e di enormi devastazioni. La situazione si aggravò a cause delle espulsioni forzate<sup>688</sup>.

Si istituì allora un fondo internazionale, a cui parteciparono gran parte dei paesi europei e, in misura considerevole, gli ebrei statunitensi. Il sistema di beneficenza comunitario allarga così il suo raggio d'azione, andando ad includere destinatari ignoti<sup>689</sup>.

La condizione dei numerosi ebrei polacchi è oggetto di analisi da parte dei periodici italiani. L'attenzione si appunta sulla negazione dei diritti che si esprime ad ogni livello: sul piano dei diritti della persona (i *pogromi* si susseguivano anno dopo anno), su quello civile con l'esclusione dai comitati, su quello dei diritti nazionali (diritto di un popolo a sentirsi una nazione dentro un'altra nazione) e sul piano economico con l'azione di boicottaggio (non possono vendere derrate municipalizzate di prima necessità)<sup>690</sup>. In una seconda fase, quando la situazione diventa insostenibile, l'intervento di beneficenza si presenta maggiormente associato alla propaganda sionista e finalizzato ad offrire la possibilità di emigrazione in Erez Israel.

L'accoglienza dei profughi, assieme alla raccolta di denaro da destinare in particolare a donne e a bambini costituisce una preoccupazione costante per l'ente.

---

<sup>688</sup> «Israel», 5, 17 febbraio 1916.

<sup>689</sup> «Israel», 5, 29 giugno 1916.

<sup>690</sup> La questione è trattata in modo esaustivo in «Israel», 12, 30 marzo 1916, e 45, 20 novembre 1916.

## 6.7. La questione dei profughi tedeschi

L'unione della Comunità israelitiche italiane aveva promosso il 20 aprile del 1933 una sottoscrizione per l'assistenza dei profughi di Germania, ma già da lungo tempo le singole comunità erano impegnate a fornire soccorsi. Da questo momento si tenta di coordinare tutte le diverse attività orientate principalmente alla raccolta fondi. Si distingue tra l'obiettivo minore del far fronte alle esigenze immediate e quello più ambizioso di favorire l'emigrazione in Israele. In questa occasione le diverse associazioni sioniste, quali Federazione sionistica, Keren Kajemeth, Keren Hajesod e Adei, lasciano all'Unione il compito di accentrare su di sé queste funzioni. L'assistenza ai profughi in Italia costituì il peso economico minore all'interno del progetto molto più ampio teso alla realizzazione di nuovi campi di lavoro in Israele per gli ebrei tedeschi<sup>691</sup>. L'Italia è nella maggioranza dei casi solo luogo di transito per coloro che vogliono raggiungere la Palestina<sup>692</sup>.

Il giorno successivo all'apertura della sottoscrizione, l'assemblea si apre con un discorso della presidentessa che esprime solidarietà verso gli ebrei perseguitati in Germania. La donna invita le socie a partecipare e ad avere un ruolo attivo nella divulgazione delle notizie<sup>693</sup>.

In prossimità della chiusura della raccolta per i profughi, Torino figura tra le prime città per entità della somma raccolta. Già prima dell'iniziativa dell'Unione, i gruppi sionisti locali avevano raccolto finanziamenti destinati alla fondazione di una colonia in Israele<sup>694</sup>. Parte delle somme erano state versate anche da altre associazioni torinesi con la clausola che servissero solo per supportare i profughi e non fossero inviate in *Erez Israel*. Nel fornire quest'ultimo particolare, l'autore dell'articolo esprime il proprio disappunto per quello che definisce «scarso spirito ebraico»<sup>695</sup>. Si dichiara certo però che il comitato locale, di cui fanno parte

---

<sup>691</sup> Si dà notizia della sottoscrizione dell'U.C.I.I in «Israel», 29, 18 maggio 1933.

<sup>692</sup> Vd. Federica Di PADOVA, *Rinascere in Italia. Matrimoni e nascite nei campi per Displaced Persons ebrei 1943-1948*, in «Deportate, esuli, profughe», 36, 1, 2018, pp. 1-19.

<sup>693</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, Verbali del Consiglio, 19 maggio 1933, c. 49, (b. 490).

<sup>694</sup> Resoconto della raccolta fondi in «Israel», 37, 13 luglio 1933.

<sup>695</sup> *Ibidem*.

diversi enti tra cui la Pia Società femminile, saranno in grado di agire seguendo la linea definita.

L'analisi dei dati mostra che la comunità torinese è intervenuta in modo soddisfacente: «La circolare inviata dal comitato agli oblatori porta infatti la lista delle offerte che variano da 3000 a 5 lire, e sommano a 114,000 lire, con circa ottocento nomi. Con le ultime offerte pervenute si calcola che circa mille persone abbiano contribuito e che si siano raggiunte le 130.000»<sup>696</sup>.

Gli istituti locali erano stati predisposti per dare ospitalità a profughi di passaggio. Alcune giovani donne vennero accolte dall'Ospizio israelita torinese, in attesa di essere impiegate come istitutrici ed erano stati creati dieci nuovi posti presso l'orfanatrofio.

L'accoglienza torinese era avvenuta su diversi livelli, come si evince da due articoli apparsi su *Israel* rispettivamente il 4 gennaio 1934 e il 13 settembre dello stesso anno<sup>697</sup>. Nel primo caso si racconta di una rappresentazione teatrale organizzata dal comitato giovani; l'iniziativa è stata diretta da due profughi tedeschi Jacob Adler e Lili Messery, direttori del *Jiddischer Theater* di Berlino. Nel secondo, si informa che l'Istituto Colonna e Finzi aveva predisposto una classe di avviamento industriale nella quale avevano trovato accoglienza sette giovani provenienti dalla Germania. I ragazzi erano stati affidati ad Alma Levi e per loro come per gli altri alunni erano stati predisposti servizi come il trasporto scolastico e la possibilità di consumare il pasto meridiano.

Anche l'anno successivo le iniziative di sostegno non mancarono, sebbene non vi fossero più riferimenti su *Israel*. A titolo esemplificativo si può citare il caso preso in esame durante la seduta del 1° luglio 1935 in cui si descrive la situazione di una famiglia profuga dalla Germania a cui venne corrisposta la cifra di 150 lire, di cui una parte in baliatico per il bambino più piccolo. Nel registro delle minute la relazione del novembre 1934 ricorda il caso di un giovane profugo dalla Germania che ha trovato rifugio e ospitalità presso l'orfanatrofio.

---

<sup>696</sup> *Ibidem*.

<sup>697</sup> «*Israel*», 14, 4 gennaio 1934 e 1, 13 settembre 1934.

Per la fase successiva mancano informazioni precise, tuttavia tra le ricevute ve n'è una, datata 14 aprile 1943, quale "sussidio erogato a favore dei correligionari poveri profughi"<sup>698</sup>.

#### 6.8. L'avvento del fascismo e la pia società

L'ascesa del fascismo lasciò poche tracce nella documentazione della Pia Società. Come si è già accennato non si riscontra nel progetto di tutela della maternità nessun richiamo alla politica demografica del regime. Nelle delibere manca qualsiasi riferimento a valori patriottici, tanto presenti nella documentazione degli enti romani.

Gli unici segni dell'influenza fascista si legano alla presenza, a partire dal verbale del 24 ottobre 1928, della doppia datazione nel protocollo e successivamente all'obbligo di tesseramento per le consigliere.

Nella seduta del 21 giugno 1933 si rende noto che mediante la circolare n. 25746 il Ministero dell'interno aveva esteso l'obbligo di iscrizione al PNF o ai fasci giovanili per tutto il personale degli enti di beneficenza. Per tale ragione la presidentessa dichiara che verrà inserito come requisito necessario per l'elezione anche presso la Pia Società e raccomanda l'iscrizione qualora ancora non sia stata fatta<sup>699</sup>.

Nel carteggio si trova una lettera priva di data e anonima ma che presumibilmente risale ad una fase già avviata delle persecuzioni. Si presenta particolarmente importante per comprendere il clima di diffidenza dell'epoca e i timori che gravano pesantemente sulla popolazione<sup>700</sup>.

L'autore della missiva si autodefinisce ariano ma afferma di ammirare gli ebrei. In particolare riconosce il grande merito avuto da questa associazione nel sostenere chi è in difficoltà. Il fine della lettera è quello di raccontare due aneddoti, opposti l'uno all'altro, che egli identifica come "caso 1" e "caso 2".

---

<sup>698</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, ricevute, (1943), b. 495 di cc. non num.

<sup>699</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, verbali del Consiglio (dal 1922), c. 50, (b. 490).

<sup>700</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, corrispondenza, (1912; 1926-1938), b. 500 di cc. non num.

Il primo è quello della signora Treves, chiamata dalle autorità per dichiarare lo stato civile del figlio. Ne nasce una discussione sugli ebrei e la donna difende strenuamente il figlio. Chi scrive la lettera dichiara di aver assistito alla scena da dietro la porta e afferma che la donna sarebbe stata degna di encomio, scusandosi di non averla sostenuta: «Con questa comprendo come debbano stare attenti gli ariani... Io L'ho ammirata e vi assicuro che se fosse stato possibile mi sarei congratolato; purtroppo tutti abbiamo il coltello alla gola, non soltanto gli ebrei!»<sup>701</sup>.

Il secondo caso identifica una situazione opposta: la vedova Giuseppina Verona, che per lungo tempo si è appoggiata all'Istituzione, manifesta sentimenti tutt'altro che di protezione nei confronti degli ebrei e approva i provvedimenti presi contro gli ebrei verso cui manifesta un forte odio. L'intento dello scrivente, al di là dell'atto di delazione, è quello di esprimere solidarietà nei confronti degli ebrei e di comunicare la propria riconoscenza nei confronti dell'operato dell'istituzione.

Nella restante documentazione non vi è traccia della temperie di questa fase storica, l'unico elemento degno di nota è rappresentato dalla relazione annuale del 1938 da cui emergono informazioni sulla modificazione dello statuto. L'attività si è svolta come di consueto, nonostante le difficoltà. Si fa riferimento al processo di modifica dello statuto che era stato lungo e difficoltoso, anche in ragione della perdita di documenti.

Il decreto di modifica statutaria impose una riduzione del numero delle consigliere, passate da nove a cinque, quattro di queste scelte dall'assemblea, l'altra, dal presidente della comunità. La carica era quadriennale, annullandosi così il sistema di "ricambio" che aveva contraddistinto la fase precedente.

Questa nuova versione costituisce uno degli spartiacque nella storia istituzionale dell'ente, poiché le modifiche incidono profondamente sulla sua struttura e sulla sua autonomia<sup>702</sup>.

---

<sup>701</sup> *Ibidem*.

<sup>702</sup> Lo statuto del 1938, in Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, Pratica raggruppamento opere pie (1873-1956), b. 590 di cc non num.

Il lessico reca tracce di un processo di “normalizzazione” di ciò che è estraneo, si introducono differenti criteri di scelta dei beneficiari dell’elargizione, ad esempio il principio del privilegio nell’accesso ai sussidi.

Nell’assegnazione dei sussidi ai correligionari è dovuta la preferenza “agli orfani di guerra, agli orfani e ai congiunti dei caduti per la causa Nazionale e alle operazioni in Africa Orientale o in servizio militare non isolato all’estero, ai fini dei mutilati ed invalidi di guerra per la causa Nazionale e nelle operazioni in Africa Orientale, a quelli appartenenti a famiglie numerose di religione israelitica e aventi domicilio nella comunità di Torino”. Questi criteri saranno alcuni di quelli previsti dall’art. 14 della l. 1728/1938 per essere “discriminati” dalle conseguenze prodotte dall’appartenenza ebraica; qui si distingue tra benemerienze semplici ed eccezionali<sup>703</sup>.

L’ultima delibera reca la data del 1942. Il restante materiale documentario è incluso nella serie dei verbali e delle deliberazioni<sup>704</sup>. Nell’unico fascicolo di questa serie si trova principalmente la corrispondenza tra Eugenio Norzi, presidente della Comunità, e il prefetto di Torino.

Nella lettera datata 9 maggio 1946 veniva descritta la condizione di miseria degli enti ebraici di beneficenza. La situazione è tale da spingere il presidente della comunità israelitica a richiedere un’unione di tutte le istituzioni. I redditi patrimoniali erano insufficienti a garantire un intervento adeguato, non era più possibile richiedere un contributo fisso agli aderenti e molte attività sopravvivevano solo grazie al supporto economico mensile dell’*American Joint Distribution Committee*.

Oltre alle difficoltà materiali viene segnalata quella di trovare persone disposte ad assumere ruoli istituzionali e incarichi; un’amministrazione centralizzata, a loro parere, avrebbe ovviato anche a questo problema. L’unificazione, voluta

---

<sup>703</sup> Maria Luisa SAN MARTINI BARROVECCHIO, *Documenti dell’Archivio di stato di Roma nel periodo della persecuzione fascista* in *Gli ebrei nell’Italia unita, 1870-1945*, atti del 4. Convegno internazionale, Siena 12-16 giugno 1989, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, 1993, pp. 152-166.

<sup>704</sup> Torino, ARCHIVIO EBRAICO TERRACINI, *Pia Società israelitica Nina Fubini*, verbali del Commissario prefettizio (1946-1953), 1942, di cc. non num., (b. 489).

dalla maggior parte dei contribuenti, richiese una modifica degli statuti dei singoli enti che dovevano «essere adeguati ai tempi»<sup>705</sup>.

La centralizzazione comporta l'assunzione degli oneri fiscali da parte della comunità per quanto concerne le spese strettamente connesse alla sfera amministrativa-gestionale, dal momento che il contributo statale continua a riguardare la sola sfera del culto in senso stretto.

Poco tempo dopo viene inviata un'ulteriore lettera che presenta un resoconto più analitico della situazione degli enti che fino al 1942 avevano continuato a funzionare autonomamente. Il fine è quello di corroborare quanto detto nella missiva precedente, i duemila ebrei superstiti non possono far fronte alle spese della complessa e articolata macchina della beneficenza esistente prima della guerra, occorre una ristrutturazione. Si ha una descrizione dettagliata delle funzioni e dei beni posseduti da ciascuna istituzione. Apprendiamo da tale resoconto che la Pia Società Nina Fubini possedeva ancora un discreto capitale dovuto agli ingenti redditi agrari dei terreni avuti in eredità.

La lettera prefettizia del marzo 1947 non vi è alcuna risposta alla richiesta del presidente, ma ricorda che da decreto n. 1989/1946 sono scaduti i termini per la cessazione della gestione straordinaria da parte dei commissari e si invita pertanto a ricostituire la normale amministrazione<sup>706</sup>.

Nuovamente il commissario Jona chiede che si tenga conto della situazione in cui versa la comunità e che per tale ragione sia concessa una proroga al commissariamento. Nel documento si legge: "La proposta era motivata dalla situazione precaria di tutte le Opere pie che, distrutte completamente nel loro archivio, con parte del personale deportato in Germania senza ritorno, colla insufficienza di redditi patrimoniali, non erano in grado di funzionare indipendentemente"<sup>707</sup>.

La possibilità di sopravvivenza della Comunità nel dopoguerra dipese anche dalle donazioni private che continuarono nonostante tutto ad affluire. Nell'assemblea del 1948, alla presenza del commissario prefettizio e del presidente della

---

<sup>705</sup> *Ibidem.*

<sup>706</sup> *Ibidem.*

<sup>707</sup> *Ibidem.*

comunità, si discusse della accettazione del legato di Ida Moscato, deceduta ad Auschwitz. La donna aveva nominato la comunità come erede universale, obbligandola a ripartire la somma tra le diverse associazioni. Anche nella storia della Pia Società Nina Fubini sono molto frequenti i lasciti testamentari femminili che hanno contribuito a rendere possibile l'intervento di soccorso ai bisognosi.

L'ultima fase della storia degli enti ebraici torinesi è segnata dalle enormi difficoltà della ricostruzione<sup>708</sup>. Mediante l'approvazione del nuovo regolamento delle Opere pie israelitiche di Torino il 15 luglio 1956 si giunse al raggruppamento di tutte le opere pie torinesi sotto un'unica amministrazione e ne fu approvato il regolamento organico<sup>709</sup>. Le diverse istituzioni, pur conservando la propria personalità giuridica e i propri patrimoni, vennero così poste sotto il controllo di un unico Consiglio di Amministrazione. La documentazione di questa fase si presenta molto scarna e unicamente di tipo contabile. Si rintracciano i prospetti delle entrate e delle uscite per l'esercizio 1951 (fino a settembre) e per l'esercizio 1955 e i documenti relativi alla gestione dei beni immobili.

Con l'entrata in vigore della legge di approvazione dell'intesa tra la Repubblica Italiana e l'Unione della Comunità Israelitiche Italiane, il 27 febbraio 1987, le "Opere pie israelitiche" di Torino furono soppresse.

Le carte dell'archivio restano a testimonianza della storia di un ente la cui funzione è stata essenziale, non solo da un punto di vista "materiale" per la conservazione e il rafforzamento del legame tra le donne che hanno gravitato attorno alla Pia Società israelitica Nina Fubini.

#### 6.9. La formazione dell'infanzia presso l'asilo israelitico Colonna e Finzi.

Sulla storia dell'ente torinese si possono desumere poche informazioni dalla stampa ebraica che resta ancora una volta la principale fonte di riferimento, considerato infatti le note vicende che hanno riguardato in generale la storia archivistica torinese nel periodo bellico e, in particolare, quella propria e specifica

---

<sup>708</sup> PILOCANE, SACERDOTE, *Archivio storico* cit.

<sup>709</sup> Ivi, p. 12.

della Comunità locale<sup>710</sup>. Per ricostruire la storia dell'istituto è stato compiuto un attento spoglio dei seguenti periodici: L'Educatore Israelita e il Vessillo israelitico, lungo l'arco cronologico compreso tra il 1853 e il 1920. I dati ricavati, parte dei quali già presentati da Maida nel suo volume, consentono di individuare alcune tappe che hanno definito il profilo storico istituzionale dell'ente. Va ribadito che il quadro resta comune frammentario e lacunoso, pur costituendo il primo tentativo di analisi storica della formazione infantile ebraica torinese, alla quale, fin dal suo principio, la Pia Società israelitica contribuì in modo determinante con la realizzazione, a favore dell'infanzia, di un provvisorio ricovero che divenne negli anni seguenti un asilo vero e proprio.

Torino rappresentava un terreno fertile poiché la città era tra le prime per numero di asili in rapporto alla densità demografica; già nel 1879 erano presenti 20 istituti su una popolazione complessiva di 20.000 abitanti<sup>711</sup>. Casimiro Danna riferisce la curiosa notizia della precocissima nascita nel 1825 dell'asilo fondato dal marchese Bartoli<sup>712</sup>. Nel 1839 nacque inoltre la Società per le scuole infantili che si attivò per favorire l'apertura di altri istituti.

Secondo Danna si trattava tuttavia di una realtà che dava sollievo alla metà appena dei bambini poveri di Torino<sup>713</sup>. Per quanto riguarda invece l'istruzione di questi programmi svolti si configuravano come propedeutici alle scuole elementari: infatti, venivano forniti i primi rudimenti di lettura, scrittura, nomenclatura e insegnate le orazioni più semplici. La mancanza di omogeneità di insegnamento aveva richiesto, a parere dell'autore, un intervento governativo che tuttavia e non avrebbe dovuto condurre ad attuare una sorveglianza.

Questi istituti hanno un valore immenso nella prospettiva della prevenzione del disagio delle classi sociali più umili. Da un punto di vista metodologico era ancora aperta la riflessione su quali dovessero essere le strategie educative da approntarsi, sulle quali la relazione di Danna offre alcuni spunti argomentativi.

---

<sup>710</sup> Dell'archivio dell'istituto Colonna Finzi indicato nell'inventario della Pilocane è molto tardivo: Verbali di deliberazione commissario prefettizio e atti per le convenzioni con il Provveditorato 1( 945-1985); Contabilità (1940-1969), Corrispondenza (1942-1968).

<sup>711</sup> Casimiro DANNA, *Intorno all'istituzione degli asili d'infanzia in Italia*, Torino, Vercellino, 1870, pp. 4-5.

<sup>712</sup> Tale informazione è rilevante perché si suole ritenere che il primo asilo sia quello di Aporti nel 1829.

<sup>713</sup> Oltre al fatto che il progetto di legge sugli asili infantili a cui aveva lavorato lo stesso Aporti non abbia trovato alcuna attuazione, Danna, *Intorno all'istituzione degli asili cit., ibidem*.

Secondo l'autore sarebbero occorsi più strumenti a sostegno della didattica come libri e oggetti di corredo; le maestre avrebbero dovuto essere formate all'interno delle aule e non essere "trapiantate" dalle elementari; si preferivano inoltre quelle laiche perché con la tenerezza temperavano la disciplina, atteggiamento tipico delle religiose in cui è forte il senso di abnegazione. Era ribadita la necessità di raggiungere una grande conoscenza delle attitudini del bambino affinché l'intervento educativo fosse mirato.

Dalla relazione si evincono alcune importanti informazioni storiche: emerge una indecisione rispetto all'approccio da privilegiare e ci si pone il problema di garantire un'assistenza continuativa che induca il bambino a non interrompere il processo di scolarizzazione. In quegli anni, va ricordato, la soglia di accesso alle elementari era stata abbassata da sette a sei anni, consentendo di eliminare la quarta classe a vantaggio di maggiori possibilità di accoglienza dei bambini più piccoli. Attorno alla questione della formazione infantile si era creato un grande fermento in tutta la penisola: il Comitato di Firenze aveva cercato di promuovere la nascita di Asili scuola simili a quelli torinesi da essere impiantati nelle aree rurali per consentire ai bambini dei contadini di giungere alla primaria alfabetizzazione<sup>714</sup>.

Le Comunioni israelitiche piemontesi, come le altre, attribuivano grande rilievo alla formazione dell'infanzia, come dimostra il caso di Saluzzo che, pur contando una piccola popolazione di 260 ebrei, aveva comunque un proprio asilo, com'è ricordato nelle memorie di Amadia Marco Levi<sup>715</sup>. La formazione linguistica era sicuramente molto curata come dimostra il fatto che Levi abbia dichiarato poco prima: «Io già all'asilo leggevo e scrivevo abbastanza bene in ebraico, a tre anni, ma non ebraico corsivo»<sup>716</sup>.

L'istituto israelitico Colonna Finzi aprì i battenti il 5 marzo del 1854<sup>717</sup>, anno durante il quale furono accolti 112 bambini, un numero d'esordio assai

---

<sup>714</sup> DANNA, *Intorno all'istituzione degli asili* cit., p. 12.

<sup>715</sup> ARIAN LEVI, *Tutto un secolo*, cit., pp. 7-8.

<sup>716</sup> *Ibidem*.

<sup>717</sup> «L'educatore israelita», marzo 1854, p. 93.

La notizia si presenta concisa, si aggiunge che era stata scelta come maestra principale Stella Sacerdote e come assistente Susanna Levi.

cospucuo<sup>718</sup>. Le classi risultavano numerose, per solo tre maestre. I contributi per la fondazione provenivano dal Collegio Colonna Finzi e da quello annuale della Società femminile per le puerpere indigenti (300 lire); anche il Comitato di beneficenza versò 300 lire e dal Municipio ne arrivarono 100<sup>719</sup>. La raccolta dei finanziamenti in questa fase si svolse attraverso altre iniziative di beneficenza spesso organizzate da comitati di signore<sup>720</sup>.

In quegli anni l'istituto era diretto da Salvador Malvano e da Abram Treves; supervisore della formazione religiosa era Lelio Cantoni. Dal settembre 1886 fu scelta come direttrice Rachele Pugliese. Qualche anno più tardi, nel 1889, le maestre verranno coinvolte nel ciclo di conferenze di Vittore Ravà sul metodo froebeliano<sup>721</sup>. Questa costituì la prima occasione per apprendere i principi fondamentali del modello pedagogico già applicato con successo dagli asili israelitici romani<sup>722</sup>.

Numerose notizie provengono da un articolo de «L'educatore israelita» pubblicato a due anni dalla fondazione<sup>723</sup>. Il numero dei bambini, ripartiti in tre classi, ammonta a più di un centinaio. La maggior parte di loro risulta non pagante, ma per gli altri è previsto un sistema di contribuzione sulla base della fascia di reddito. Oltre alle materie propedeutiche all'insegnamento elementare, si aggiunsero la ginnastica e il ballo (per i quale è prevista una somma aggiuntiva). Per far fronte all'incremento del numero dei bambini vi era stato anche un aumento anche del numero delle maestre, tra le quali ve n'è una cattolica<sup>724</sup>. Infine, le ispettrici garantiscono il buon funzionamento dell'istituto grazie ad un sistema di

---

<sup>718</sup> «L'educatore israelita», novembre 1854, p. 356.

<sup>719</sup> Nel 1876 si produsse un aumento nelle elargizioni municipali che passarono a 200 lire, vd. «Vessillo israelitico», 8 aprile 1876.

<sup>720</sup> Vd. «L'educatore israelita», giugno 1854.

<sup>721</sup> «Vessillo israelitico», luglio 1889, p. 245.

<sup>722</sup> Torino registra un certo ritardo e una lentezza nell'adozione di questo modello come dimostra anche un articolo nel quale Bettina Levi Artom, denuncia l'inadeguatezza un'adeguata preparazione delle maestre nel impiego di tale metodo, vd. «Vessillo israelitico», novembre 1903, pp. 363-365. La risposta dell'amministrazione degli asili Colonna e Finzi: i difetti dell'istituto vanno ricercati nell'aumento esponenziale del numero dei bambini accolti che renderebbe difficile l'applicazione costante del metodo froebeliano; la buona disposizione dell'istituto è però dimostrata dal suo incoraggiare la formazione maestre e dal acquisto di periodici sempre aggiornati sulla moderna pedagogia.

<sup>723</sup> «L'educatore israelita», marzo 1856, pp.78-79.

<sup>724</sup> Nel settembre dello stesso anno verrà sostituita da Amalia Levi si veda «L'educatore israelita», a. 4., settembre 1856.

sorveglianza organizzato in turni e un medico cattolico si occupava di prevenzione e più in generale della salute dei bambini e del corpo docente prestando il proprio servizio a titolo gratuito.

Adele Levi, già maestra presso gli asili conseguì in quegli anni il titolo di “maestra normale”. L’articolo ne tesse i meriti, ricordando però che le donne ebreë vengono limitate nello svolgimento della propria professione di insegnanti dall’essere costrette a dover insegnare anche la religione cattolica, motivo per il quale esse desistevano dall’assumere incarichi presso le scuole pubbliche, rimanendo spesso disoccupate<sup>725</sup>. Questo aspetto è di straordinaria rilevanza anche in ragione del fatto che la professione dell’insegnamento era privilegiata per le figlie delle famiglie ebraiche agiate<sup>726</sup>.

Benché si abbiano poche notizie, l’incremento delle iscrizioni fu forse dovuto alla generale crescita della popolazione ebraica torinese. Nel febbraio del 1879 il numero dei bambini arrivò a 200 unità, come è registrato dal resoconto della festa del 28 febbraio di quell’anno<sup>727</sup>.

La storia degli asili del periodo successivo rimane sconosciuta. L’istituto fu eretto in ente morale nel 1894 con uno statuto sostanzialmente uniforme a quello di altre istituti con la medesima funzione, salvo qualche eccezione dipendente dall’essere, il Collegio Colonna Finzi, oltre che asilo d’infanzia, anche scuola elementare.

Si segnala l’emergere di impellenti esigenze economiche che spinsero l’amministrazione ad emettere un certo numero di obbligazioni per raccogliere fondi allo scopo di acquistare un terreno dove edificare nuovi locali, essendo quelli attuali ritenuti inadatti ad accogliere i bambini<sup>728</sup>. La questione pare non essersi ancora risolta nel 1887, stando a quanto scrive il corrispondente del Vessillo che rimase particolarmente deluso dall’angustia degli spazi: «Diremo dunque francamente che ci spettavamo qualche cosa di meglio, non già per parte del personale insegnante che fa tutto il suo dovere quantunque meschinamente retribuito. Ma il locale è ben arredato? Il cortile di ricreazione con quattro fusti che

---

<sup>725</sup> «L’educatore israelita», settembre 1863, p. 286.

<sup>726</sup> «L’educatore israelita», gennaio 1867, p. 24.

<sup>727</sup> «Vessillo israelitico», marzo 1880, p. 98. Non mancarono i consueti inni patriottici ed encomiastici al grido di “Evviva il re!”.

<sup>728</sup> «Vessillo israelitico», gennaio 1883, p. 29.

vorrebbero essere alberi è vasto abbastanza? E le panche per quei poveri bambini che non hanno neppure ove appoggiare il dorso son forse secondo igiene? <sup>729</sup>»

Se tanti sono i difetti dell'edificio da un punto di vista degli spazi, dal quello didattico furono altrettanti gli sforzi per migliorare la situazione. In quegli anni fu introdotto per la formazione religiosa il *Catechismo israelitico ad uso dell'infanzia* di Giuseppe Raffaele Levi<sup>730</sup>. L'opuscolo, stampato nel 1887, si compone di poche pagine ed è strutturato sottoforma di quesiti cui vengono fornite delle semplici risposte per fornire una versione il più elementare possibile dei fondamenti della religione ebraica. Nella prima parte del catechismo emerge l'idea di Dio come creatore dell'universo e dell'uomo, anteposto a tutte le altre creature per la sua immortalità; nella seconda l'autore definisce le specificità della religione israelitica facendo riferimento ai patriarchi, ai profeti, nello specifico a Mosè e alla Bibbia, come fonte da cui apprendere come regolare la propria condotta. Segue una parte finale sullo Shabbat, sulle festività e sulle preghiere giornaliere. Per quel che riguarda i doveri morali è raccomandato l'amore nei confronti di tutti gli uomini. Il libro si chiude con il decalogo e i tredici precetti fondamentali dell'ebraismo.

Tra gli insegnamenti impartiti sin dalla fondazione dell'istituto l'attività ginnica dei bambini venne ulteriormente valorizzata nel prosieguo dei tempi. Da un lato questo si poneva in linea con quanto affermato dalle moderne teorie pedagogiche, dall'altro rispondeva anche all'esigenza di smentire un pregiudizio diffuso in merito all'inefficienza fisica degli ebrei. A questo proposito in un articolo del giugno del 1898 si legge: «Finalmente anche la leggenda che gli israeliti poco valgono fisicamente è sfatata; già lo aveva provato e lo prova il valore e la disciplina degli israeliti ufficiali e soldati dell'esercito italiano; ma lo provano anche gli entusiastici e prolungati applausi del numeroso e scelto pubblico raccolto domenica 5 giugno nel giardino della Cittadella indirizzati ad una squadra di bimbi israeliti che per la prima volta si presentarono al concorso nazionale per l'educazione fisica, lo prova l'affettuosa accoglienza e la sincera approvazione dei duemila studenti ginnasti convenuti da ogni parte d'Italia»<sup>731</sup>. La particolare cura

---

<sup>729</sup> «Vessillo israelitico», luglio 1887.

<sup>730</sup> Giuseppe Raffaele LEVI, *Il Catechismo israelitico ad uso dell'infanzia*, Vercelli, Tip. Dell'erra, 1887.

<sup>731</sup> «Vessillo israelitico», giugno 1898.

nei confronti delle condizioni fisiche dei bambini è dimostrata anche dalla fondazione, nello stesso anno, della Colonia Alpina ad opera di Perlina Treves<sup>732</sup>. Nel 1912 le ispezioni compiute dal provveditorato avevano dato esito positivo riscontando un generale miglioramento delle condizioni fisiche e “somatiche” dei bambini che vengono fatte dipendere dalle frequenti cure “climatiche” a cui sono sottoposti<sup>733</sup>. Infine, con lo scoppio della guerra, fu intenso il lavoro di mobilitazione femminile a favore dei bambini come già ricordato nel capitolo precedente.

---

<sup>732</sup> «Vessillo israelitico», aprile 1898, pp. 130-131.

<sup>733</sup> «Vessillo israelitico», marzo 1912, p. 147.

## Conclusioni

L'esclusione della donna sancita dalla tradizione, non ha impedito che durante la fase dell'emancipazione delle minoranze religiose, vi fosse una graduale ridimensionamento della tradizionale separazione dei ruoli. Questo aspetto è da porsi in rapporto con la necessità spesso avvertita di contribuire al sostentamento economico del nucleo familiare. L'incremento della povertà fu motore anche dell'iniziativa delle donne borghesi che vennero coinvolte sempre più frequentemente in attività filantropiche, pertanto dimensione lavorativa e attività di beneficenza furono i sentieri privilegiati a partire dai quali le donne fecero il proprio ingresso nella dimensione sociale.

Il percorso fu lento, ma ebbe come sbocco il riconoscimento formale della loro attività nel secondo dopoguerra. Il valore del lavoro è riconosciuto già al principio del '900, da Eugenia Ravà: «É inutile venirci a decantare il famoso *visse in casa, filò la lana*; oggi il tipo classico della madre di famiglia, che non attende se non alle faccende domestiche, si va facendo sempre più raro. La signora soltanto può concedersi tale lusso; le condizioni economiche sono tali che non solo le donne del popolo, ma anche quelle del cosiddetto medio ceto per buona parte debbono lavorare! Il lavoro poi che rende più sereno l'animo, lo dico per esperienza, è quello che procura conforto e comodità alle persone che ci sono attorno. Lavoriamo dunque anche noi donne, concorriamo anche noi ai pesi sempre più gravi della famiglia»<sup>734</sup>.

Benché a quel tempo l'impiego femminile fosse quasi esclusivamente circoscritto alla sfera educativa-assistenziale, in ogni caso permise una maggiore partecipazione alla vita sociale e costituì la prima esperienza di autonomia. Non a caso molte di loro coniugarono l'attività di beneficenza con l'attività politica o di militanza all'interno di organizzazioni a favore dei diritti femminili: è, come si è visto, il caso di Amalia Goldmann Besso.

L'unione tra vita sociale ed esperienza filantroopica consentirono di sperimentare la partecipazione alla dimensione collettiva, come asserito da Käppeli: «*Militer signifie également exister: exister individuellement, être le sujet de sa propre*

---

<sup>734</sup> Eugenia RAVÀ, *Il femminismo e l'educazione della donna nell'epoca presente*, Società Editrice Dante Alighieri, Roma, 1900, p. 17.

histoire, et exister collectivement, rompre l'isolement, devenir une force, partager les révoltes et les espoirs – choses que les femmes trouvent rarement dans la vie quotidienne»<sup>735</sup>.

Il passo richiama alla memoria la definizione di filantropia politica di Annarita Buttafuoco<sup>736</sup> per la quale l'intervento a favore delle donne emarginate risponde al preciso intento di fornire gli strumenti e le occasioni per rendersi consapevoli del valore della propria esistenza e del proprio ruolo nella vita sociale.

La realtà romana conobbe questo fermento di idee come dimostra la fondazione del CNDI e di un ventaglio assai ampio di associazioni. Se la dimensione comunitaria apparse da principio apparentemente estranea e presa dalla risoluzione di altre questioni più urgenti, di fatto ne avvertì l'influenza, come dimostra la nascita di enti a sostegno degli indigenti e di educazione del popolo; Queste ultime non operavano in maniera isolata, ma si tentò, sotto l'egida della Deputazione Centrale di Carità, di creare una rete affinché gli interventi caritatevoli mutassero la sorte degli assistiti attraverso l'educazione.

Questo aspetto riguardò in misura maggiore le donne che vennero e formate al "mestiere di madre". Questa fu una delle funzioni che ebbe la Casa di ricovero per puerpere indigenti che, attraverso il suo ambulatorio, forniva nozioni mediche sull'accudimento del neonato e, più in generale sulla cura del bambino<sup>737</sup>. La fondazione dell'ente andò a colmare un vuoto istituzionale che lasciava sole le donne nelle prime fasi di vita dei figli. Gli asili rappresentarono, con la nascita della Maternità Di Cave, solo una prosecuzione di quell'intervento dell'azione educativa delle madri.

Nel presente lavoro ho provato a delineare come gli asili israelitici romani abbiano avuto la funzione non solo di agenzia educativa per l'infanzia, ma anche per le famiglie dei bambini che li frequentavano. L'istituto mise in campo diverse strategie per attuare una formazione il più possibile efficace: dalle visite a domicilio, volte ad accertare le condizioni di vita dei bambini e scrupolosamente

---

<sup>735</sup> Anne Marie KÄPPELI, *Sublime croisade; éthique et politique du féminisme protestant 1875-1928*, Edition Zoé, Ginevra 1990, p. 25.

<sup>736</sup> Annarita BUTTAFUOCO, *Una "filantropia politica". Profilo di Nina Rignano Sullam*, in «Il Risorgimento», 2, giugno 1989.

<sup>737</sup> Enrico MODIGLIANI, *Alle madri: Norme per l'allevamento del loro bambino*, Arti Grafiche Lazzeri, Siena, 1919.

descritte nelle relazioni, alle conferenze, fino alle modalità più informali che consistevano nel sollecitare le “buone” madri a guidare le altre. La formazione al ruolo genitoriale andò di pari passo con la scrupolosa costruzione di un ambiente ebraico che doveva sollecitare quelle famiglie che si stavano allontanando dall'ebraismo ad una “teshuvà”; l'infanzia costituì nella fase della post-emancipazione il canale privilegiato della trasmissione di un'identità ebraica che andava ad affiancarsi a quella del buon italiano.

Quest'ultimo aspetto passò in secondo piano con la diffusione dei movimenti sionisti e la nascita della sezione romana dell'ADEI che, pur occupandosi solo informalmente dell'educazione infantile esercitò un ruolo uniformante, cercando di rivitalizzare il concetto di cultura ebraica e di trasmetterne il senso alle nuove generazioni. La partecipazione delle ebreo romane all'associazione è stata indagata solo superficialmente e occorrerebbe colmare tale vuoto, vista la rilevanza accordatale anche da Monica Miniati: «Le donne potevano trovare qui uno spazio di riflessione ideale, il mezzo privilegiato per definire il proprio ebraismo e i propri doveri ebraici, uguali di “grado” a quelli dell'uomo ma diversi nei contenuti»<sup>738</sup>.

Occorrerebbe esplorare le carte dell'archivio della sezione romana dell'ADEI per tracciarne la storia che non emerge dai rapporti epistolari di partenariato tenuti con la sede centrale di Milano. Questa vicenda, spesso trascurata, potrebbe restituire interessanti tracce sul modo di operare dell'ente.

La presenza del femminile nel mondo assistenziale ha improntato profondamente l'agire delle diverse istituzioni, contribuendo a delineare un modello di filantropia che si occupava globalmente dell'assistito: dalla nascita fino alla sua formazione. La logica elemosiniera venne così superata dall'idea di giustizia sociale. Questo trova riscontro nella definizione di legami stretti tra i diversi enti e confraternite che avevano il comune scopo di garantire una formazione che, adeguandosi all'estrazione sociale del povero, potesse creare i presupposti per favorirne un ingresso nel mondo del lavoro. Accanto alle motivazioni laiche che spinsero l'élite ebraica ad impegnarsi per garantire una promozione delle classi umili, si dovrà

---

<sup>738</sup>Anna Maria PIUSSI, *Presto apprendere, tardi dimenticare: l'educazione ebraica nell'Italia contemporanea*, Milano, Franco Angeli, 1998.

attribuire rilevanza anche ad un pensiero religioso che continua ad agire per le iniziative promosse all'interno del mondo comunitativo.

Sebbene *tzedaqah* indichi l'atto legale di redistribuzione delle risorse nelle società antiche, non parrà del tutto errato, alla luce di quanto detto, impiegare questo termine nel suo significato di atto di giustizia che mira a restituire una dignità all'individuo attraverso il lavoro.

È da rilevare tuttavia che per le classi umili la formazione femminile continuava ad essere ancora fortemente associata alla sfera domestica, sebbene le donne romane potessero contare sulla presenza de "l'Educatario Ascarelli", che fondato da Ester Ascarelli, aveva il compito di fornire una formazione allargata e professionalizzante alle giovani.

Si è inoltre tentato di fornire un quadro generale sulla situazione lavorativa delle maestre degli asili israelitici romani, cercando, quando possibile, di individuare il contesto di provenienza delle donne, si veda il caso di Gioconda Soria, che orfana di padre fece del suo lavoro il mezzo di un'emancipazione economica<sup>739</sup>. Gli asili si mostrarono particolarmente ricettivi nei confronti delle richieste del ceto medio, accogliendo occasionalmente anche personale scolastico di origine non ebraica. È il caso della maestra Stella Panzarasa che, necessitando di un impiego, si dedicò all'apprendimento della lingua ebraica, pur di essere assunta dall'istituto<sup>740</sup>.

Così ricorda questo peculiare caso il Vessillo: «Tra queste – caso forse unico in tutti gli Asili israelitici – ce n'è una cristiana anzi cattolica, la signorina Stella Panzarasa, la quale avendo fatto tirocinio pel sistema froebeliano in quegli asili, ebbe tal forza di volontà da apprendere da sé la lingua ebraica ( ch'essa pronuncia assai bene) e le preghiere che si sogliono insegnare ai bambini israeliti e così concorse e fu eletta e vi fa buona prova. Non vogliamo qui giudicare il fatto veramente anormale; sappiamo che quell'egregia direzione e i genitori sono soddisfatti in tutto e per tutto di lei e basta».

La storia dell'asilo infantile torinese, mancando le fonti, è stata delineata sono attraverso le sue tappe fondamentali, impiegando la storia degli asili romani come

---

<sup>739</sup> Questo aspetto fa parte in generale dell'esperienza comune delle maestre come dimostrato da Carmela COVATO, *Maestre d'Italia. Uno sguardo sull'età liberale*, Storia delle donne, 8 (2012), Firenze, pp.165-184.

<sup>740</sup> «Vessillo Israelitico», febbraio 1900.

sponda comparativa. Il continuo passaggio di sguardo dalla realtà romana a quella torinese ha permesso di mettere a fuoco le peculiarità locali, le analogie nell'assunzione dei modelli di beneficenza e gli elementi di diversità.

La letteratura per l'infanzia israelitica, nonostante sia stata dedicata una parte alle antologie di Giulia Artom Cassuto, meriterebbe un'attenzione maggiore in quanto fonte di grande pregio per comprendere quali fossero i modelli culturali dominanti.

La comunione torinese si distinse da quella romana per l'autonomo spazio di intervento concesso alle donne della Pia società israelitica Nina Sacerdote Fubini che consentì il mantenimento dei network sociali anche dopo la fine dell'età del ghetto. Le donne dell'ente ebbero modo di fare esperienza della dimensione collettiva e di una libertà decisionale che probabilmente era loro sconosciuta all'interno delle mura domestiche. Si posero problemi inediti come quello della concessione del baliatico o di sussidi a donne ebraiche sposate a uomini cattolici; affrontarono tale questione valutando caso per caso, ma mantenendo di norma una posizione di grande apertura. Occorrerebbe verificare se il contesto torinese abbia influito sulla nascita dei tale confraternite e se ne esista una corrispondente in ambito cristiano. La vastità dell'argomento ha impedito di compiere un'analisi esaustiva di alcune tematiche che richiederebbero un ulteriore approfondimento.

Ciononostante è emerso che l'emancipazione ebraica femminile ha seguito percorsi e traiettorie differenti e ha avuto nelle organizzazioni di beneficenza e nel lavoro i suoi canali privilegiati. Al di là dunque della emancipazione "immaginata", rintracciabile ad esempio nei discorsi prodotti dalla stampa, esistono profonde differenze tra una realtà e l'altra, imputabili ad altri fattori e strettamente legati ai contesti di partenza.

## BIBLIOGRAFIA DI RIFERIMENTO

ADDIS SABA, Marina (a cura di ),  
*La corporazione delle donne: ricerche e studi sui modelli femminili nel ventennio fascista*, Firenze, Vallecchi, 1988.

AGAZZI, Aldo – DELLA PERUTA, Franco – SIDERI, Cristina,  
*Ferrante Aporti e San Martino dall'Argine: tradizione e innovazione nelle scelte educative di un borgo rurale lombardo*, Milano, Franco Angeli, 1985.

AGOSTA, Benvenuta,  
*Memorie storiche riguardanti San Martino dall'Argine: libro di Ferrante Aporti*, Mantova, Gianluigi Arcari Editore, 2004.

ALFONSO, Corradi,  
*Dell'ostetricia in Italia dalla meta del secolo scorso fino al presente: saggio storico*, Bologna, Gamberini e Parmeggiani, 1872.

ALLEGRA, Luciano,  
*La comunità ebraica di Torino attraverso gli archivi di famiglia*, in *Ebrei a Torino: ricerche per il centenario della sinagoga: 1884-1984*, a cura della COMUNITÀ EBRAICA DI TORINO, Torino, Allemandi, 2010.

ANTONUCCI, Silvia Haia – FRANZONE, Gabriella Yael,  
*Le confraternite nella società ebraica a Roma in età moderna e contemporanea*, in *Solidarietà: le confraternite ebraiche, cristiane e musulmane a confronto*, a cura di Liana Bertoldi LENOCI, Bari, Centro studi storici e socio religiosi in Puglia 2015.

ANTONUCCI, Silvia Haia – PROCACCIA, Claudio,  
(2011)  
*Le Compagnie: le fonti conservate all'Archivio Storico della Comunità ebraica di Roma (ASCER)*, in *Le Confraternite ebraiche Talmud Torà e Ghemilut Chasadim*, Roma, Centro di ricerca Pergamene medievali e Protocolli notarili, Roma, 2011.

(2013)  
*Indagine sulle carte conservate presso l'archivio storico della Comunità ebraica di Roma ( 1814-1914) spunti e riflessioni*, in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione* a cura di Claudio PROCACCIA, Gangemi editore, Roma, 2013.

ANTONUCCI, Silvia Haia – PIPERNO BEER, Giuliana,  
*Sapere ed essere nella Roma razzista: gli ebrei nelle scuole e nell'università (1938-1943)*, Gangemi, Roma, 2015.

ARIAN LEVI, Giorgina,  
*Tutto un secolo: due donne ebreo del '900 si raccontano*, Firenze, Giuntina, 2005.

ARMANI, Barbara,  
(1999)  
*L'identità sfidata: gli ebrei fuori dal ghetto*, in «*Storica*», 15 (1999), pp. 69-103.

(2005)  
*La sposa ebrea: dote, famiglia e status nell'élite ebraica fiorentina*, in *Donne nella storia degli ebrei d'Italia*, a cura di Michele LUZZATI e Cristina GALASSO, atti del IX Convegno internazionale di «Italia Judaica», Lucca, 2005.

ARMANI, Barbara – SCHWARZ Guri (a cura di),  
*Ebrei borghesi. Identità familiare, solidarietà e affari nell'età dell'emancipazione*, numero 114 di «*Quaderni storici*», 3 (2003).

ASSMANN, Jan,  
*La memoria culturale: scrittura, ricordo e identità politica nelle grandi civiltà antiche*, Torino, Einaudi, 1997.

*Associazione donne ebreo d'Italia dalla nascita ai giorni nostri: breve storia della Federazione Italiana della Wizo*, Venezia, ADEI, 1971.

BANTI, Alberto,  
*La nazione del Risorgimento. Parentela, santità ed onore alle origini dell'Italia unita*, Torino, Einaudi, 2000.

BARONE, Francesco – CRISTOFARO, Giuseppe – PRENCIPE, Dolores,  
*Educare al nido*, Roma, Edizioni Interculturali Uno, 2010;

BARTOLONI, Stefania,  
*Italiane alla guerra. L'assistenza ai feriti (1915-1918)*, Venezia, Marsilio, 2003.

BEER Marina– FOA, Anna (a cura di),  
*Ebrei, minoranze, Risorgimento: storia, cultura, letteratura*, Roma, Viella, 2013.

BELLOCCHIO BRAMBILLA, Cesare,  
*Nascere senza venire alla luce: storia dell'Istituto per l'infanzia abbandonata della Provincia di Torino: 1867-1981*, Milano, Angeli, 2010.

BERLINER, Abraham,  
*Storia degli ebrei di Roma: dall'antichità allo smantellamento del ghetto*, Milano, Bompiani, 2000.

BERTOLDI LENOCI, Liana (a cura di),

*Solidarietà: le confraternite ebraiche, cristiane e musulmane a confronto*, atti del Convegno tenuto a Cortina d'Ampezzo nel 2014, Belluno, Tipi Edizioni, 2015.

BETRI, Maria Luisa – FERRARI, Monica – SIDERI, Cristina (a cura di),  
*Ferrante Aporti tra Chiesa, Stato e società civile: questioni e influenze di lungo periodo*, Milano, FrancoAngeli, 2014;

BEVILACQUA, Mario,  
*I beni romani di Domenico Fontana architetto di Sisto V: da borgo Felice a via Sista*, in *Studi sui Fontana: una dinastia di architetti ticinesi a Roma tra Manierismo e Barocco*, a cura di Marcello FAGIOLO e Giuseppe BONACCORSO, Roma, Gangemi, 2008, pp. 321-326

BIDUSSA, David, LUZZATTO Amos, LUZZATTO VOGHERA, Gadi,  
*Oltre il ghetto. Momenti e figure della cultura ebraica in Italia tra l'Unità e il Fascismo*, Brescia, Morcelliana, 1992.

BLUSTEIN, Giacomo,  
*Storia degli ebrei in Roma*, Roma, Maglione e Strini, 1921.

BONESCHI, Marta [et. al.],  
*Donne nella Grande Guerra*, Il Mulino, Bologna, 2014.

BOURDIEU, Pierre,  
*Le strategie matrimoniali nel sistema di riproduzione*, in *Famiglia e matrimonio nel capitalismo europeo*, a cura di Agopik MANOUKIAN, Bologna, Il mulino, 1975.

BOWEN COURTHOP, Herbert,  
*Froebel and education by self-activity*, New York, Charles scribener's son, 1893.

BROFFERIO, Angelo,  
*I miei tempi*», vol. 3, Torino, Biancardi, 1859.

BUTTAFUOCO, Annarita,  
(1989)  
*Una "filantropa politica". Profilo di Nina Rignano Sullam*, in «Il Risorgimento», 2, giugno 1989.

(1998)  
*Le mariuccine: storia di un'istituzione laica: l'Asilo Mariuccia*, Milano, Franco Angeli Storia, 1998.

CAFFIERO, Marina,  
(1997)

*Tra repressione e conversioni: la "restaurazione" degli ebrei in Roma fra la Restaurazione e l'elezione di Pio IX: amministrazione, economia, società e cultura*, a cura di Anna Lia BONELLA, Augusto POMPEO, Manola Ida VENZO, convegno tenuto a Roma, 30 novembre-2 dicembre 1995, Roma, Herder, 1997, pp. 373-395.

CAFFIERO, Marina,  
(1998)

*Botteghe ebraiche e organizzazione rionale in un censimento del 1827 in Popolazione e società dal Medioevo all'età contemporanea*, a cura di Eugenio SONNINO, Roma, Il calamo, 1998, pp. 799-822.

(2004)

*Battesimi forzati: storie di ebrei, cristiani e convertiti nella Roma dei papi*, Roma, Viella, 2004

CAFFIERO, Marina, (2013)

*Le conversioni: modelli, strategie, pratiche* in Luigi Fiorani storico di Roma religiosa e dei Caetani di Sermoneta, a cura di Caterina FIORANI e Domenico ROCCIOLO, Roma, Edizioni di storia e letteratura, 2013, pp. 193-204.

CAMBI, Franco (a cura di)

*Raffaello Lambruschini pedagogista della libertà*, Firenze, FirenzeLibri, 2003;

CAMBI, Franco – ULIVIERI, Simonetta,

*Storia dell'infanzia nell'Italia liberale*, Scandicci, La nuova Italia, 1988.

CANEPA, Andrew,  
(1977)

*L'atteggiamento degli ebrei italiani davanti alla loro seconda emancipazione: premesse ed analisi*, in «La Rassegna mensile di Israel», s. 3, 43, 9 (1977), pp. 419-436.

(1981)

*Considerazioni sulla seconda emancipazione e le sue conseguenze*, in «La Rassegna mensile di Israel», 47, 1/6 (1981), pp. 45-89.

CANTONI, Lelio,  
(1850)

*Anniversario della emancipazione israelitica: discorso*, Torino, Cassone, 1850.

(1852)

*Della educazione della gioventù israelitica in ordine alle esigenze dei tempi presenti*, discorso letto il 6 novembre 1852 in occasione della distribuzione dei premi agli alunni ed alunne del Collegio Colonna e Finzi di Torino, Torino, Ferrero e Franco, 1852.

(1856)

*Orazione funebre di Sabato Graziadio Treves, rabbino maggiore di Trieste, in occasione del solenne funerale eseguitosi nell'Oratorio Maggiore in Torino il dì 27 luglio 1856*, Torino, Zecchi e Bona, 1856.

CAPUZZO, Ester,

(1993)

*Sull'ordinamento delle comunità ebraiche dal Risorgimento al Fascismo*, in *Italia judaica: gli ebrei nell'Italia unita (1870-1945)*, atti del IV Convegno internazionale, Siena, 12-16 giugno 1989, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, 1993, pp. 186-205.

(1999)

*Gli ebrei nella società italiana. Comunità ed istituzioni tra Ottocento e Novecento*, Roma, Carocci, 1999.

(2004)

*Gli ebrei italiani dal Risorgimento alla scelta sionista*, Firenze, Le Monnier, 2004.

(2005)

*La famiglia Sereni e l'ambiente ebraico italiano*, in «Clio», Vol.41, fasc.3, 2005, pp. 469-484.

CARACCILO, Alberto,

*Una diaspora da Trieste: i Besso nell'Ottocento*, in «Quaderni storici», 18 (1983), pp. 897-912.

CARRANNANTE, Antonio,

(1982)

*La posizione linguistica di Raffaello Lambruschini*, in «Lingua nostra», marzo 1982, pp. 16-20.

(1988)

*Le idee pedagogiche di Raffaello Lambruschini*, in «I Problemi della Pedagogia», 4-5, 1988, pp. 483-489.

CASOTTI, Mario,

*Raffaello Lambruschini e la pedagogia italiana dell'Ottocento*, Brescia, La Scuola, 1964.

CASSUTO ARTOM, Giulia,  
(1917)

*Fanciulli ebrei: libro di lettura uso della terza classe elementare con illustrazioni originali e con una carta della Palestina fuori testo*, Firenze, Galletti & Cassuto, 1917.

(1931)

*Primavera ebraica*, Firenze, Israel, 1931.

CASTELLI, David,

*Le opere di carità e beneficenza nell'ebraismo: memoria*, Firenze, Niccolai, 1893.

CASTELNUOVO, Antonella

*Vittorio Castiglioni, pedagogista ebreo*, La Rassegna Mensile di Israel  
Vol. 79, No. 1/3, Rabbini di Roma nel Novecento: Vittorio Castiglioni, Angelo Sacerdoti, David Prato (GENNAIO-DICEMBRE 2013), pp. 25-43

CATALAN, Tullia,

*Les juifs italiens et le Risorgimento: un regard historiographique*, in «Reveu d'histoire du XIXe siècle», 44 (2012).

CAVA, Sara –TERRACINA, Sergio A., *Trasformazione urbanistica edilizia*, in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione: 1814-1914*, a cura di Claudio PROCACCIA, Roma, Gangemi, 2013.

CAVAGLION, Alberto,  
(1998)

*Qualche riflessione sulla mancata riforma*, in *Integrazione e identità: l'esperienza ebraica in Germania e Italia dall'illuminismo al fascismo*, a cura di Mario TOSCANO, Milano, F. Angeli, 1998, pp. 152-166.

(2001)

*Minoranze religiose e diritti. Percorsi in cento anni di storia degli ebrei e dei valdesi (1848-1948)*, Franco Angeli, Milano, 2001.

(2016)

*Gli ebrei in Piemonte*, Acqui Terme, Impressioni Grafiche, 2016.

CAVAROCCHI, Francesca,

*La comunità ebraica di Mantova fra prima emancipazione e unità d'Italia*, Firenze, Giuntina, 2002.

CAVIGLIA, Stefano,  
(1986)

*Vita economica e sociale degli ebrei romani dall'emancipazione (1870) agli inizi del XX secolo*, in «Rassegna mensile di Israel», LII, 1986, pp. 117-136

(1996)

*L'identità salvata. Gli ebrei a Roma tra fede e nazione (1870-1938)*, Bari, Laterza, 1996.

CECCON, Jole – LEVI D'ANCONA MODENA, Luisa,

*Jewish Women in Non-Jewish Philanthropy in Italy (1870–1938)*, in «Nashim», 20, 2010, pp. 9-33

CIANI, Nadia,

*Da Mazzini al Campidoglio: vita di Ernesto Nathan*, Roma, Ediesse, 2007.

*Codice scolastico del regno d'Italia: raccolta completa di leggi, regolamenti, circolari concernenti università, istituti superiori, licci, ginnasi, scuole ed istituti tecnici e nautici, scuole normali ed elementari, e ogni altro istituto d'istruzione, con commenti, note, raffronti giurisprudenza del Consiglio superiore*, Firenze, Barbera Editore, 1892.

COLORNI, Emanuele (a cura di), (2000)

*La comunità ebraica mantovana: appunti di storia*, Mantova, Mantova ebraica, 2000;

COLORNI, Emanuele,

*Breve storia degli ebrei a Mantova: compendio tratto da "History of the Jews in the Duchy of Mantua" di Shlomo Simonsohn Gerusalemme 1977*, Mantova, Mantova ebraica, 2006.

COLORNI, Vittore,

*Fatti e figure di storia ebraica mantovana*, Città di Castello, Unione arti grafiche, 1934.

COMPAYRE, Gabriel,

*Froebel et les jardins d'enfants*, Paris, P. Delaplane, 1912.

COPPA, Frank J.,

*Pio Nono and Jews: from reform to reaction, 1846-1878 in The Papacy, the Jews, and the Holocaust*, Washington, Catholic University of American Press, 2006, pp. 77-106.

CORDOVA, Ferdinando (a cura di),

*Caro Olgogigi: lettere ad Olga e Luigi Lodi : dalla Roma bizantina all'Italia fascista, 1881-1933*, Milano, Franco Angeli, 1999.

CORRADI, Alfonso,

*Dell'ostetricia in Italia dalla metà dello scorso secolo fino al presente commentario di Alfonso Corradi in risposta al programma di concorso della Società medico-chirurgica di Bologna per l'anno 1871*, Bologna, Gamberini e Parmeggiani, 1874.

COVATO, Carmela, *Maestre d'Italia. Uno sguardo sull'età liberale*, Storia delle donne , 8 (2012), Firenze, pp.165-184.

D'AZEGLIO, Massimo,  
*Dell'emancipazione civile degli israeliti*, Firenze, Le Monnier, 1848.  
*Dalla nascita ai giorni nostri: breve storia della Federazione italiana della Wizo*, Milano, Adei, 1971,

DANNA, Casimiro,  
*Intorno all'istituzione degli asili d'infanzia in Italia*, relazione letta dal cav. professore Casimiro Danna alla Società delle scuole infantili di Torino ed a quella di mutuo soccorso tra gli insegnanti, Torino, Vercellino, 1871.

DANZETTI Stefania,  
*L'autonomia delle comunità ebraiche italiane nel Novecento. Leggi, intesi, statuti, regolamenti*, Torino, Giappichelli, 2008.

DAUPHIN, Cécile [et al.],  
*Cultura e potere delle donne*, in *Altre storie: la critica femminista alla storia*, a cura di Paola Di Cori, Bologna, CLUEB, 1996.

DE FELICE, Renzo,  
*Storia degli ebrei italiani sotto il fascismo*, Torino, Einaudi, 1997.

DE GRAZIA, Victoria,  
*Le donne nel regime fascista*, Marsilio, Venezia, 1993.

DE RIBIER, F.,  
*Le sages- femmes en France: ce qu'elles ont été, ce qu'elles sont et ce qu'elles devraient être*, Paris, Delmar, 1897.

DEL BIANCO COTROZZI, Maddalena,  
(1995)  
*Il Collegio rabbinico di Padova: un'istituzione religiosa dell'ebraismo sulla via dell'emancipazione*, Firenze, Olschki, 1995.

(2004)  
*Precetti e riti di purità femminile nelle tre grandi religioni monoteiste*, Udine, Forum, 2004.

(2007)  
*Ebraismo italiano dell'Ottocento: La educazione della donna di David Graziadio Viterbi*, in *Donne nella storia degli ebrei d'Italia*, a cura di Michele LUZZATI e Cristina GALASSO, atti del IX Convegno internazionale di Italia Judaica, Lucca, 6-9 giugno 2005, Firenze, Giuntina, 2007.

DEL REGNO, Filomena,

*Gli ebrei a Roma tra le due guerre mondiali: fonti e problemi di ricerca*, in «Storia contemporanea», 13, 1 (1992), pp. 5-69.

DELACOUX, Alexis,  
*Biographie des sages-femmes, célèbres anciennes, modernes et contemporaines*, Parigi, 1834.

DELLA PERGOLA, Sergio,  
(1976)  
*Anatomia dell'ebraismo italiano : caratteristiche demografiche, economiche, sociali, religiose e politiche di una minoranza*, Assisi, Roma, Carucci, 1976.

(2004)  
*Riflessioni globali sulla demografia degli ebrei* in *Ebrei: demografia e storia*, Firenze, Giuntina, 2004.

DELLA TORRE, Lelio  
(1864)  
*Nuovi studi sulla donna israelita*, Padova, A. Bianchi, 1864;

DELLA TORRE, Lelio  
(1870)  
*La donna di virtù dell'ultimo de' proverbi*, 2. ed., Verona, Vicentini e Franchini, 1870

DESSAU, Fanny,  
*Gli Ebrei e l'assistenza sociale: impressioni e spunti di una recente riunione internazionale*, in «La Rassegna mensile di Israel», 7, 4-5 (1932), pp. 201-208.

DI BELLO, Giulia – MANNUCCI, Andrea – GUETTA, Silvia,  
*A scuola non solo i crocifissi. Il contributo all'educazione della stampa periodica ebraica*, in ID., *Modelli e progetti educativi nell'Italia liberale*, Firenze, Centro editoriale toscano, 1998.

DI MAURO, Antonio,  
*Libertà e riforma religiosa in Raffaello Lambruschini*, Franco Angeli Editore, 2004.  
DI NEPI, Carla – PALAGI, Anna (a cura di),  
*Deputazione ebraica di assistenza e servizio sociale, 100 anni di storia: estratto dai verbali di consiglio dell'ente*, Roma, Deputazione ebraica di assistenza e servizio sociale, 1980.

DI PADOVA, Federica,  
*Rinascere in Italia. Matrimoni e nascite nei campi per Displaced Persons ebrei 1943-1948*, in «Deportate, esuli, profughe», 36, 1, 2018, pp. 1-19.

DI PORTO, Bruno,

(1971)

*Gli ebrei di Roma dai Papi all'Italia, in 1870. La breccia del ghetto evoluzione degli ebrei di Roma*, Barulli, Roma, 1971.

(1981)

*Ebraismo in Italia tra la I<sup>a</sup> guerra mondiale e il fascismo. Esperienze, momenti, personaggi*, in «La Rassegna mensile di Israel», 47, 1/6 (1981), pp. 90-119.

(2000)

*Il giornalismo ebraico in Italia. "L'Educatore Israelita" (1853-1874)*, in «Materia Giudaica», 5, 2000, pp. 60-90.

(2001)

*Il giornalismo ebraico in Italia. Un primo sguardo d'insieme al «Vessillo Israelitico»*, in «Materia Giudaica», 6, 2001, pp. 104-109.

(2002)

*Il "Vessillo Israelitico". Un Vessillo ai venti di un'epoca tra Otto e Novecento*, in «Materia Giudaica» 7, 2002, pp. 349-383.

DI PORTO, Bruno,

(2007)

*Gli ebrei italiani di fronte al 1938*, «La Rassegna mensile di Israel», 73, 2, 2007, (numero speciale in occasione del 70° anniversario dell'emanazione della legislazione antiebraica fascista), pp. 249-276.

DIREZIONE GENERALE DELLA STATISTICA (a cura della), *Le opere pie nel 1861*, 13 voll., Firenze, Le Monnier, 1868-1873.

DOLZA, Delfina,

*Essere figlie di Lombroso. Due donne intellettuali tra '800 e '900*, Milano, Franco Angeli, 1990.

DOUGLAS, Mary,

*Purity and danger: an analysis of concepts of pollution and taboo*, London, Routledge and Kegan Paul, 1969.

DUDEN, Barbara,

*I geni in testa e il feto nel grembo. Sguardo storico sul corpo delle donne*, Torino, Bollati Boringhieri, 2006;

*Educatore dopo scuola Dario Ascarelli nel 16. anniversario della fondazione, dicembre 1918-dicembre 1934*, Roma, Società anonima tipografica Sabbadini, 1934.

EITAN SABATELLO, Franco,  
*Il controllo delle nascite tra gli ebrei di Roma*, in «Genus», 29, 1/2 (1973), pp. 135-153.

FACCHINI, Cristiana,  
*David Castelli: ebraismo e scienze delle religioni tra Otto e Novecento*, Brescia, Morcelliana, 2005,

FALLOCCIO, Sara,  
*Conversando di femminismo «La donna italiana»*, in *La corporazione delle donne: ricerche e studi sui modelli femminili nel ventennio fascista*, a cura di Marina ADDIS SABA, Firenze, Vallecchi, 1988, pp. 171-225.

FERRARA DEGLI UBERTI, Carlotta,  
(2003)  
*La difficile nazionalizzazione degli ebrei italiani*, in «Storica», 25-26, 2003, pp. 209-236.

(2007)  
*Rappresentare se stessi tra famiglia e nazione. Il «Vessillo Israelitico» alla soglia del '900*, in «Passato e Presente», 70, 2007, pp. 35-58.

FERRARA DEGLI UBERTI, Carlotta,  
(2011)  
*Fare gli ebrei italiani. Autorappresentazione di una minoranza (1861-1918)*, Bologna, Il Mulino, 2011.

FERROGLIO, Giuseppe,  
*La condizione giuridica delle confraternite*, Torino, Istituto giuridico R. Università, 1931.

FRANCESCHI FERRUCCI, Caterina,  
*Della educazione morale della donna italiana*, Torino, Giuseppe Pomba e comp., 1847

FIUMI, Alessandra,  
*Gli infermieri nella Seconda Guerra Mondiale*, in *La storia del nursing in Italia e nel contesto internazionale*, a cura di Gennaro Rocco, Costantino Cipolla e Alessandro Stievano, Milano, Angeli, 2015.

FOA, Anna,  
(1999)  
*Le donne nella storia degli ebrei in Italia*, in *Le donne delle minoranze le ebree e le protestanti*, a cura di Claire E. HONESS e Verina R. JONES, Torino, Claudiana, 1999, pp. 11-29

(1999)

*Gender e «superstizione». Donne ebrae e cristiane nel dibattito sulla superstizione in Le donne delle minoranze: le ebrae e le protestanti d'Italia*, a cura di Claire E. HONESS e Verina R. JONES, Torino, Claudiana, 1999.

FOÀ, Chiara,

*Gli ebrei e i matrimoni misti: l'esogamia nella comunità torinese (1866-1898)*, Torino, Zamorani, 2001.

FOÀ, Salvatore,

*Gli ebrei nel Risorgimento italiano*, Assisi-Roma, Carucci, 1978.

FORMIGGINI, Gina,

*Stella d'Italia stella di David: gli ebrei italiani dal Risorgimento alla Resistenza*, Milano, Mursia, 1970.

FRANCHETTI, Daniela,

*La scuola ostetrica pavese tra Otto e Novecento*, Milano, Cisalpino, 2012.

FRANZONE, Gabriella Yael,

*Considerazione per una storia politica e istituzionale della Comunità ebraica di Roma*, in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione: 1814-1914*, a cura di Claudio PROCACCIA, Roma, Gangemi, 2013.

FRÖBEL, Friedrich,

*L'educazione dell'uomo e altri scritti*, Firenze, La Nuova Italia, 1967.

FUBINI, Guido,

*La condizione giuridica dell'ebraismo italiano dal Risorgimento ad oggi*, Torino, Rosenberg & Sellier, 1998.

GAUDIO, Angelo,

*La «Guida dell'Educatore» di Raffaello Lambruschini*, in *Scuola e stampa nel Risorgimento. Giornali e riviste per l'educazione prima dell'Unità*, a cura di Giorgio CHIOSSO, Milano, Franco Angeli, 1989, pp. 119-145,

GAUDIO, Angelo, voce «Lambruschini Raffaello», in *Dizionario di scienze dell'educazione*, Leumann-Torino, Elledici, 1997, 591-592;

GENTILE, Giovanni,

*La riforma della scuola in Italia*, Milano-Roma, Treves-Treccani-Tumminelli, 1932.

GEREMEK, Bronisław,

*La pietà e la forza, storia della miseria e della carità in Europa*, Milano, CDE, 1989.

GHISALBERTI, Carlo,

*Sulla condizione giuridica degli ebrei in Italia dall'emancipazione alla persecuzione: spunti per una riconsiderazione*, in *Italia judaica: gli ebrei nell'Italia unita (1870-1945)*, atti del IV Convegno internazionale, Siena, 12-16 giugno 1989, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, 1993, pp. 19-31

GIANI, Nicolò,  
*Lineamenti su l'ordinamento sociale dello stato fascista*, Milano, Giuffrè, 1934.

GISSI, Alessandra,  
*Le segrete manovre delle donne. Levatrici in Italia dall'Unità al fascismo*, Biblink, Roma, 2006;

Giulia DI BELLO, Silvia GUETTA SADUN, Andrea MANNUCCI,  
*Modelli e progetti educativi nell'Italia liberale*, Firenze, Centro editoriale toscano, 1998.

GRAZIANI SECCHIERI, Laura,  
*Introduzione agli atti*, in *Vicino al focolare e oltre: spazi pubblici e privati, fisici e virtuali della donna ebrea in Italia (secc. 15.-20.)*, a cura di EAD., atti del Convegno internazionale di studi organizzato dal Museo nazionale dell'ebraismo italiano e della Shoah, in collaborazione con Archivio di Stato di Ferrara, Ferrara, 18-19 novembre 2014, Firenze, Giuntina, 2015, (Atti della Fondazione Museo nazionale dell'ebraismo italiano e della shoah, 3), p.11.

GREGOROVIVUS, Ferdinand,  
*Il ghetto e gli ebrei di Roma, 1853: tratto da Passeggiate per l'Italia*, Napoli, Intra moenia, 2016.

GUANA Miriam, [et. al.],  
*La disciplina ostetrica. Teoria, pratica e organizzazione della professione*, Milano, McGraw-Hill, 1985.

GUERRA, Elda,  
*Il dilemma della pace. Femministe e pacifiste sulla scena internazionale, 1914,1939*, Roma, Viella, 2014.

GUETTA SADUN, Silvia,  
(1990)  
*Le istituzioni ebraiche per l'infanzia a Firenze*, in «La Rassegna Mensile di Israel», s. 3, 56, 1/2 (1990), pp. 113-129.

(1998)  
*Il contributo ebraico*, in Giulia DI BELLO, Silvia GUETTA SADUN, Andrea MANNUCCI,  
*Modelli e progetti educativi nell'Italia liberale*, Firenze, Centro editoriale toscano, 1998, pp. 149-240.

GUGENHEIM, Ernest,  
*L'ebraismo nella vita quotidiana*, Firenze, Giuntina, 1997;

*Guida Monaci: guida commerciale di Roma e Lazio. Industriale, amministrativa e religiosa 1931*, Roma, Guida Monaci, 1930

*Guida sanitaria di Roma e provincia*, Roma-Napoli, Mancini e Figli, 1934.

GUZZONI DEGLI ANCARANI, Arturo,  
*L'Italia ostetrica*, Catania, Cav. S. Mattei, 1902

HONESS, Claire E.– JONES, Verina R. (a cura di),  
*Le donne delle minoranze le ebree e le protestanti*, Torino, Claudiana, 1999.

HYMAN, Paula E.,  
*Gender and assimilation in modern jewish history: the roles and representation of women*, Washintong, University of Washintong Press, 1995.

JEMOLO, Arturo Carlo,  
*Gli ebrei piemontesi ed il ghetto intorno al 1835-40*, in «Memorie della Accademia delle scienze di Torino», s. 3, 1, 112 (1952), pp. 1-35.

KÄPPELI, Anne Marie,  
*Sublime croisade; éthique et politique du féminisme protestant 1875-1928*, Ginevra, Zoé, 1990.

KILPATRICK, William Heard,  
*Froebels Kindergarten Principles*, [s.l.], McMillan company, 1916.

LA BANCA, Domenica,  
*Welfare in transizione: l'esperienza dell'ONMI: (1943-1950)*, Napoli-Roma, Edizioni scientifiche italiane, 2013.

LANGHAM, Raphael,  
*The reaction in England to the kidnapping of Edgardo Mortara*, in «Jewish Historical Studies», 39 (2004), pp. 79-101.

LATTES, Guglielmo,  
*Cuore d'Israele: libro per ragazzi israeliti*, Casale Monferrato, Rossi e Lavagno, 1908.

*Leggi e regolamenti per la protezione e l'assistenza della maternità e dell'infanzia*, Roma, Garroni, 1931.

LEIBOWITZ, Yeshayahu,  
*Le feste ebraiche e il loro significato*, Milano, Jaca Book, 2010.

LEONI, Enzo,  
*Mistica del razzismo fascista: monografia vincitrice del Concorso bandito dalla Scuola di mistica fascista*, Varese, La Tipografica Varese, 1941.

LEVI, Giuseppe Raffaele,  
*Il catechismo israelitico ad uso dell'infanzia*, Vercelli, Dell'Erra, 1887

LOMBROSO, Gina,  
*Adele della Vida-Levi: una benefattrice dell'infanzia*, Torino, Poligrafica Ed. Subalpina, 1911.

LUCIANO, Erika, " *illustrare la nazione col senno e colla mano, ebraismo e istruzione nel Piemonte risorgimentale in Dall' università di Torino all'Italia unita. Contributi dei docenti al risorgimento e all'unità*, a cura di Silvia Roero, Deputazione subalpina di storia patria, Torino, Palazzo Carignano, 2013, pp. 327-345.

LUZZATI, Michele – GALASSO, Cristina (a cura di),  
*Donne nella storia degli ebrei d'Italia*, atti del IX Convegno internazionale Italia Judaica, Lucca, 6-9 giugno 2005, Firenze, Giuntina, 2007, (Testi e studi, Associazione italiana per lo studio del giudaismo, 21).

LUZZATTO VOGHERA, Gadi,  
(1993)  
*Cenni storici per una ricostruzione del dibattito sulla riforma religiosa nell'Italia ebraica dell'Ottocento*, in «La Rassegna mensile di Israel», 60, (1993), pp. 47-70;

(1998)  
*Primavera dei popoli ed emancipazione ebraica: due lettere dell'aprile 1848*, in «La Rassegna mensile di Israel», s. III, 64/1, (1998), (Risorgimento e minoranze religiose. Testimonianze sulla Shoà), pp. 83-86.

(2007)  
*Il prezzo dell'uguaglianza: il dibattito sulla emancipazione degli ebrei in Italia (1781-1848)*, Milano, Franco Angeli, 2007.

(2008)  
*La riforma ebraica e le sue articolazioni tra Otto e Novecento*, in *Le religioni nel mondo moderno*, 2, *Ebraismo*, a cura di David BIDUSSA, Torino, Einaudi, 2008, pp. 125-144;

(2008)  
*Piedmont Judaism after Emancipation*, in *Ebrei Piemontesi: The Jews of Piedmont*, New York, Yeshiva University Museum, 2008, pp. 23-30

(2015)

*Da ebrei a israeliti: l'elezione del popolo ebraico alla prova dell'emancipazione*, in *Popoli eletti: storia di un viaggio oltre la storia*, a cura di Giorgio POLITI, atti del Convegno di Venezia 27-29 giugno 2012, Milano, Unicopli, 2015, pp. 283-292.

MAIDA, Bruno,

*Dal ghetto alla città : gli ebrei torinesi nel secondo Ottocento*, Torino, Zamorani, 2001

MANNUCCI, Michele,

*Gli israeliti in Roma: dalla loro origine fino ai nostri tempi*, Torino, Ferrero e Franco, 1852

MARCHETTI, Valerio,

*The fundamental principles of jewish philanthropy*, in *The fundamental principles of jewish philanthropy*, Baskerville, Bologna, 2007.

MATERNINI ZOTTA, Maria Fausta,

*L'ente comunitario ebraico: la legislazione negli ultimi due secoli*, Milano, Giuffrè, 1983.

MEGHNAGI, Saul,

*Modelli educativi e forme di acculturazione* in «La rassegna mensile di Israel», 67, 1-2, 2010.

MENACHEM ARTOM, Emanuel,

*Tentativi di riforma in Italia nel secolo scorso e analisi del fenomeno nel presente*, in «La Rassegna mensile di Israel», s. 3, 42, 7/8, (1976), pp. 355-366.

MIHAJLOVI LOTMAN, Jurij,

*La semiosfera: l'asimmetria e il dialogo nelle strutture pensanti*, Venezia, Marsilio, 1985.

MILANO, Attilio,

(1936)

*Angelo Sereni*, in «La Rassegna mensile di Israel», 11, 3 (1936), pp. 93-113.

(1938)

*Un secolo di stampa periodica ebraica in Italia*, in *Scritti in onore di Dante Lattes*, («La Rassegna mensile di Israel», 12, 7/9 (1938)), pp. 96-136.

(1958)

*Le confraternite pie del ghetto di Roma*, Città di Castello, Arti grafiche, 1958.

(1963)

*Storia degli ebrei in Italia*, Torino, Einaudi, 1963.

(1964)

*Il ghetto di Roma: illustrazioni storiche*, Roma, Staderini, 1964.

MINESSO, Michela,

*Stato e infanzia nell'Italia contemporanea: origini, sviluppo e fine dell'Onmi, 1925-1975*, Bologna, Il mulino, 2007.

MINIATI, Monica,

(1989)

*Tra emancipazione ebraica ed emancipazione femminile, il dibattito della stampa ebraica dall'Unità alla grande guerra*, in «Storia contemporanea», 20, 1989, pp. 45-78.

(1999)

*Le "emancipate": le ebreo italiane fra Ottocento e Novecento, Le donne delle minoranze le ebreo e le protestanti*, a cura di Claire E. HONESS e Verina R. JONES, Torino, Claudiana, 1999, p. 243-254.

(2008)

*Le emancipate: le donne ebreo in Italia nel XIX e XX. secolo*, Roma, Viella, 2008.

(2010)

*L'insostituibile pesantezza del povero. La beneficenza ebraica fra tradizione e modernizzazione*, in «La Rassegna mensile di Israel», 76, 1/2, 2010, pp. 275-297.

MINICUCCI, Maria Jole,

*Una libreria del Risorgimento*, Firenze, Giunti, 1975.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO (a cura di),

*Statistica delle confraternite, 2, Piemonte, Liguria, Lombardia, Veneto, Emilia, Toscana, Marche, Umbria e Lazio*, Roma, G. Bertero 1892.

MODENA, Luisa,

*Note a margine della vita delle donne ebreo modenesi all'epoca del ghetto in Le comunità ebraiche a Modena e a Carpi: dal Medioevo all'età contemporanea*, a cura di Franco BONILAURI e Vincenza MAUGERI, Firenze, Giuntina, 1999.

MODIGLIANI, Enrico,

(1917)

*Per la riforma dei brefotrofi*, Roma, La Speranza, 1917.

(1919)

*Alle madri: norme per l'allevamento del loro bambino*, Siena, Lazzeri, 1919.

(1920)

*L'assistenza alla prima infanzia illegittima*, Torino, Del Signore, 1920.

(1923)

*Il nuovo regolamento generale per il servizio di assistenza degli esposti*, Roma, Ipas, 1923.

(1924)

*Relazione morale sul primo quinquennio di funzionamento (1918-1922) dell'Assistenza materna, Opera Nazionale di assistenza alla maternità ed all'infanzia illegittima e bisognosa, con uno studio sui fattori sociali della maternità illegittima*, Roma, Scotti, Roma, 1924.

MOLINARI, Maurizio,

*Ebrei in Italia. Un problema di identità (1870-1938)*, Firenze, Giuntina, 1991.

MOLMENTI, P. G. (a cura di),

*Erminia Fuà-Fusinato e i suoi ricordi*, Milano, F.lli Treves, 1877

NAHON, Umberto,

*Gli echi della Dichiarazione Balfour in Italia e la dichiarazione Imperiali del Maggio 1918*, in «La Rassegna mensile di Israel», 34, 6 (1968), pp. 334-350.

NATALI, Ettore,

*Il ghetto di Roma*, Roma, Tip. della tribuna, 1899.

NEGRI, Cristoforo,

*La grandezza italiana: studi confronti e desideri*, Torino, Paravia, 1864.

OLPER, Salomone,

*Orazione di S. Salomone Olper rabbino maggiore del Monferrato recitata nel tempio israelitico di Casale il giorno 29 marzo 1856*, Casale, Nani, 1856, p. 6.

OPERA NAZIONALE PER LA PROTEZIONE DELLA MATERNITÀ E DELL'INFANZIA,

(1929)

*Norme sull'ordinamento delle scuole professionali per assistenti visitatrici di igiene materna e infantile, vigilatrici scolastiche e vigilatrici dell'infanzia*, Roma, Garroni, 1929.

(1931)

*Relazione sullo sviluppo della attività dell'Opera nazionale per la protezione della maternità e infanzia (1926-1930)*, Garroni, Roma, 1931.

(1928)

*Regolamento dei corsi di puericoltura e di assistenza all'infanzia per levatrici*, Roma, Garroni, 1928.

(1936)

*Origine e sviluppi dell'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia: 1926-1935*, Roma, Colombo, 1936.

ORESTANO, Francesco,

*Amalia Besso (1856-1929): commemorazione al Lyceum Romano (14 dicembre 1929-VIII)*, Roma, Tip. L'Universale, 1930.

ORIOLO, Luciano,

*Per una rassegna bibliografica sulle confraternite medievali*, in *Le confraternite in Italia fra Medioevo e Rinascimento*, a cura di Gabriele DE ROSA, in «Ricerche di storia sociale e religiosa», 17-18 (1980), (atti del Convegno, Vicenza, 3-4 novembre 1979), pp. 81-114.

ORVIETO, Laura,

*Storia di Angiolo e Laura*, Firenze, Olschki, 2001.

OSTI GUERRAZZI, Amedeo,

*Professioni e radicamento sul territorio degli ebrei di Roma dall'emancipazione alla Prima guerra mondiale*, in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione (1814-1914)*, a cura di Claudio PROCACCIA, Roma, Gangemi, 2013, pp. 37-71.

PASSIGLI, Ugo,

(1898)

*Le levatrici e l'arte ostetrica ne' tempi biblici: Reminiscenze di ostetricia archeologica*, Bologna, Gamberini e Parmeggiani, 1898.

(1898)

*Un po' d'igiene del passato: la nettezza del corpo e delle vestimenta presso gli Ebrei*, Forlì, Tip. lit. democratica, 1898.

PAVONCELLO, Nello,

*Una poesia ebraica in onore della fondazione della Confraternita "Eş Chayim" in Roma*, in «La Rassegna mensile di Israel», 38, ottobre 1972, pp. 514-527.

PERISSINOTTO, Matteo,

*Gli ebrei di fronte alla Grande Guerra (1914-1919)*, tesi di dottorato dell'Università degli studi di Trieste, aa. 2014-2015

PIA SOCIETÀ FEMMINILE ISRAELITICA,

(1887)

*Statuto e regolamento della Pia società femminile israelitica in Torino*, Torino, Tip. G. Tarizzo e figlio, 1887.

(1899)

*Statuto e regolamento Pia società femminile israelitica in Torino*, Torino, Tip. G. Sacerdote, Torino, 1899.

PIATTELLI, Angelo M.,

(2010)

*Repertorio biografico dei rabbini d'Italia dal 1861 al 2011*, in «La Rassegna mensile di Israel», 76, 1/2 (2010), pp. 185-256.

(2013)

*Angelo Sacerdoti: la Federazione Rabbinnica Italiana e il Collegio Rabbinnico Italiano*, in «La Rassegna mensile di Israel», 79, 1-3 (2013), pp. 71-92.

(2013)

*David Prato, una vita per l'ebraismo*, in «La Rassegna mensile di Israel», 79, 1-3 (2013), pp. 109-232.

PICCIALUTI CAPRIOLI, Maura,

*Confraternite romane e beneficenza pubblica tra il 1870 e il 1890*, in «Ricerche per la storia religiosa di Roma», 5, 1984, pp. 293-333-

PINTO, Filippo,

*Archivi di confraternite nella provincia ecclesiastica di Pesaro-Urbino-Fano: censimento 2006-2008*, tesi di dottorato dell'Università degli studi di Udine, tutor: Roberto Navarrini; co-tutor: Laura Giambastiani, aa. 2011-2012.

PIRNI, Alberto (a cura di),

*Giuseppe Saracco: l'uomo e lo statista nell'Italia post-risorgimentale*, Milano, Giuffrè, 2009.

PISERI, Maurizio,

(2008)

*Ferrante Aporti nella tradizione educativa lombarda ed europea*, Brescia, La Scuola, 2008.

PISERI, Maurizio,

(2016)

*Ferrante Aporti, Lettere a diverse cospicue persone 1843-1848*, Milano, Franco Angeli, 2016.

PIUSSI, Anna Maria (a cura di)

*Presto apprendere, tardi dimenticare: l'educazione ebraica nell'Italia contemporanea*, Milano, Franco Angeli, 1998.

POLENGHI, Simonetta,  
*Aportiana*, in «*History of Education & Children's Literature*», 2009, 2, pp. 387–396.

PROCACCIA, Angelina – TEDESCHI, Ambra – TERRACINA, Sandra (a cura di),  
*Una storia nel secolo breve: l'Orfanotrofio israelitico italiano Giuseppe e Violante Pitigliani (Roma 1902-1972)*, Firenze, Giuntina, 2017.

PROCACCIA, CLAUDIO,  
*Storia economica e sociale degli Ebrei a Roma (1814-1914). Tra retaggio e metamorfosi*, in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione* a cura di ID., (1814-1914), Roma, Gangemi editore, 2013.

PROCACCIA, Micaela,  
(1996)  
*I beni archivistici*, in *La tutela dei beni culturali ebraici in Italia in attuazione dell'intesa fra lo stato italiano e l'Unione delle Comunità Ebraiche*, a cura di Franco BONILAUDI e Vincenza MAUGERI, atti del convegno, Bologna, 9 marzo 1994, Bologna, IBC, 1996.

(2006)  
*Gli archivi delle istituzioni ebraiche* in *Le fonti documentarie*, Roma, Ministero per i beni e le attività culturali, 2006.

*Raccolta delle leggi sull'O.N.M.I.*, Roma, O.N.M.I., 1967.

RAVÀ, Eugenia,  
(1900)  
*Il femminismo e l'educazione della donna nell'epoca presente*, Roma, Dante Alighieri, 1900.

(1900)  
*Relazione per la Esposizione Universale di Parigi dell'anno 1900*, Roma, Civelli, 1900.

(1903)  
*La scuola tecnica femminile quale istituto educativo e di pratica utilità*, Vercelli, Coppo, 1903.

RAVÀ, Eugenia,  
(1909)  
*Monografia per il XXV anniversario dell'inaugurazione della scuola*, Roma, Sabucchi, 1909.

(1910)  
*La donna e la nevrastenia: conferenza tenuta nell'aula magna del collegio romano a beneficio delle Colonie Alpine e Appennine*, Roma, Dante Alighieri, 1910.

RAVÀ, Vittore,

(1873)

*Sui principali istituti d'educazione infantile dell'Italia superiore*, Bologna, Zanichelli, 1873.

(1902)

*Le laureate in Italia: notizie statistiche*, Roma, Cecchini, 1902.

ROSSINI, Daniela,

*La propaganda americana in Italia durante la Grande guerra: Guglielmina Ronconi*, in «Contemporanea», 8, 2 (2005), pp. 299-310.

SABBATUCCI, Giovanni – VIDOTTO, Vittorio,

*Storia contemporanea*, Roma-Bari, Laterza, 2018-2019.

SACCHI, Defendente,

*Istituti di beneficenza a Torino: relazione*, Milano, Società degli editori degli Annali universali delle scienze e dell'industria, 1835.

SAID, Edward,

*Cultura ed imperialismo: letteratura e consenso nel progetto coloniale dell'Occidente*, Roma, Gaberetti, 1998.

SANDULLI, Aldo,

*La letteratura in materia di assistenza e beneficenza: percorsi e tendenze*, in «Rivista trimestrale di diritto pubblico», 52, 1992, pp. 757-802.

SANMARTINI BARROVECCHIO, Maria Luisa,

*Documenti dell'Archivio di stato di Roma nel periodo della persecuzione fascista in Gli ebrei nell'Italia unita, 1870-1945*, atti del 4. Convegno internazionale, Siena 12-16 giugno 1989, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, 1993, pp. 152-166.

SAREDO, Giuseppe (a cura di),

*Codice della pubblica istruzione*, Torino, Unione tipografico-editrice, 1899.

SARFATTI, Michele,

(2007)

*Gli ebrei nell'Italia fascista: vicende, identità, persecuzione*, Torino, Einaudi, 2007.

(2017)

*Italy's Fascist Jews: insight on Unusual Scenario*, *Quest. Issues in contemporary Jewish history*, Journal of Fondation CDEC, Issues n.II, October 2017.

SATTO, Christian,

«Per religioso convincimento»: il ruolo di Roberto d'Azeglio nell'emancipazione dei «dissidenti» subalpini, in «Annali della Scuola Normale Superiore di Pisa», s. V, 5/1, 2013, pp. 49-89.

SAVELLI, Laura,  
*La filantropia politica e la lotta per i diritti delle donne. Le reti internazionali*, in «Percorsi Storici», 4 (2016).

SCARDOZZI, Mirella,  
*La filantropia come politica: la Società delle Signore per gli asili infantili di carità di Livorno* in «Nuovi studi livornesi», (2011), pp.201-226.

SCAZZOCCHIO, Angelo,  
*Osservazioni di S. di A. Scazzocchio sopra una lettera intorno agl'israeliti di Roma pubblicata nel Corriere Israelitico di Trieste*, Pisa, Tipografia Nistri, 1869.

SCHANZER, Augusto,  
*La trasformazione delle confraternite nel diritto pubblico italiano*, Roma, Capaccini, 1899.

SCHIAPPOLI, Domenico,  
*Condizione giuridica delle confraternite ecclesiastiche*, Torino, Unione tipografico-editrice, 1900.

SERVI, Flaminio,  
(1871)  
*Gli israeliti d'Europa nella civiltà: memorie storiche, biografiche e statistiche dal 1789 al 1870*, Torino, Tipografia e litografia Foa, 1871.

(1897)  
*La donna israelita nella società*, Casale, Pane, 1897.

SIDERI, Cristina,  
*Ferrante Aporti. Sacerdote, italiano, educatore*, Milano, Franco Angeli, 1999;

SOCIETÀ DEGLI ASILI ISRAELITICI DI ROMA,  
(1876)  
*Statuto organico della Società degli asili infantili israelitici di Roma*, Roma, Civelli, 1876.

(1922)  
*Statuto organico regolamento generale e regolamento speciale per i premi di fondazione*, Roma, Bolognesi, 1922.

SOCIETÀ PER GLI ASILI INFANTILI DI ROMA,  
*Statuti per la Società degli asili d'infanzia della città di Roma*, 1847.  
SOFIA Francesca – TOSCANO Mario (a cura di),

*Stato nazionale ed emancipazione ebraica*, atti del Convegno Stato nazionale, società civile e minoranze religiose: l'emancipazione degli ebrei in Francia, Germania e Italia tra rigenerazione morale e intolleranza, Roma 23-25 ottobre 1991, Roma, Bonacci, 1992.

SOFRI, Gianni,  
*Ricerche sulla formazione religiosa e culturale di R. Lambruschini*, in «Annali della Scuola Normale Superiore di Pisa», 29, (1960), pp. 150-189;

SONNINO Eugenio (a cura di),  
*Popolazione e società a Roma dal Medioevo all'età contemporanea*. Roma, Il calamo, 1998.

SONNINO, Eugenio – SPIZZICHINO, Giancarlo,  
*La demografia degli ebrei di Roma*, in *Ebrei a Roma tra Risorgimento ed emancipazione (1814-1914)*, a cura di Claudio PROCACCIA, Roma, Gangemi, 2013, pp. 95-115

SPIZZICHINO, Giancarlo,  
*La Gemilut Cahsadim: assistenza ordinaria e gestione delle crisi igienico-sanitarie*, in *Le Confraternite ebraiche Talmud Torah e Ghemilut Chasadim premesse storiche e attività agli inizi dell'età contemporanea*, Roma, 2011.

STARR SERED, Susan,  
*Childbirth as a Religious Experience? Voices from an Israeli Hospital*, in «Journal of feminist studies in religion», 2 (1991), pp. 7-18.

*Statistica del Regno d'Italia: istruzione tecnica: Istituti industriali e professionali e Scuole militari e di Marina militare*, Firenze, Tofani, 1870. p. 57.

*Statuti dell' Università Israelitica di Roma e delle sue Opere di beneficenza*, Roma, Cecchini, 1882.

*Statuti organici delle opere pie Colonna e Finzi e Abram e Stella Fubini coniugi Treves in Torino*, Torino, Foa e comp., 1894

*Statuto organico della Società di Fratellanza per il progresso civile degli israeliti poveri di Roma*, in «Vessillo israelitico», 2, febbraio 1880.

TAGLIACCOZZO, Amedeo,  
*Samuele Alatri figura dominante nell'Ebraismo romano del secolo scorso*, «La Rassegna mensile di Israel», s. 3, 39, 5 (1973), pp. 278-296.

TARICONE, Fiorenza,

(1988)

*La FILDIS (Federazione Nazionale Laureate e Diplomate) e l'associazionismo femminile (1920-1935)* in *La corporazione delle donne. Ricerche e studi sui modelli femminili nel ventennio*, a cura di Marina Addis Saba, Vallecchi, Firenze, 1988, pp. 127-169.

(2008)

*Teoria e prassi dell'associazionismo italiano nel XIX e nel XX secolo*, Cassino, Università di Cassino, 2008.

TARICONE, Fiorenza, (s. d.)

*Dal privato al politico: il salotto della contessa Spalletti Rasponi (1903-1931)*, <<http://www.provincia.fr.it>> (cons. 08/2019).

TEDESCHI, Felice (pref.),

*Gli israeliti italiani nella guerra 1915-1918*, Torino, F. Servi, 1921.

TERRACINI, Benvenuto,

(1932)

*Il centenario della pia società israelitica di Torino 1832-1932*, in «La Rassegna mensile di Israel», 6, 3 (1932), pp. 93-109.

(1949)

*L'emancipazione degli Ebrei piemontesi* in «La Rassegna mensile di Israel », s. 3, 15/2 (1949), pp. 62-77.

TOAFF, Elio,

*1870: la breccia del ghetto, evoluzione degli ebrei di Roma*, Roma, Barulli, 1971.

TOSCANO, Mario,

(1993)

*Gli ebrei italiani e la prima guerra mondiale (1915-1918): tra crisi religiosa e fremiti patriottici*, in *Gli ebrei nell'Italia unita, 1870-1945*, atti del IV Convegno internazionale, Siena 12-16 giugno 1989, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, Ufficio centrale per i beni archivistici, 1993, pp. 285-302.

(2004)

*Le trombe della libertà gli ebrei di Roma dal ghetto all'Italia (1870-1915)*, in *Il Tempio Maggiore di Roma: nel centenario dell'inaugurazione della sinagoga 1904-2004*, a cura di Gianni ASCARELLI, Roma, Comunità ebraica di Roma, pp. 17-26.

TOSCANO Mario (a cura di),

*Ebraismo, sionismo e antisemitismo nella stampa socialista italiana: dalla fine dell'Ottocento agli anni sessanta*, Venezia, Marsilio, 2007.

TOSCANO Mario – PROCACCIA Ilaria (a cura di),

*Risorgimento e minoranze religiose. Testimonianze sulla Shoà*, «La Rassegna mensile di Israel», 64, 1 (1998).

VASTANO, Stefania (a cura di), voce «Goldmann Besso Amalia», in *Dizionario Biografico degli italiani*, 57, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, 2001.

VENTURA AVANZINELLI, Milka,  
*Gravidanza, parto, allattamento: testimonianze di donne ebrae fiorentine del '900*, in *Donne nella storia degli ebrei d'Italia*, a cura di Michele LUZZATI e Cristina GALASSO, atti del IX. convegno internazionale di Italia Judaica (Lucca, 6-9 giugno 2005), Firenze, Giuntina, 2007.

VICARELLI, Giovanna,  
*Alle radici della politica sanitaria in Italia. Società e salute da Crispi al Fascismo*, Bologna, Il Mulino, 1997.

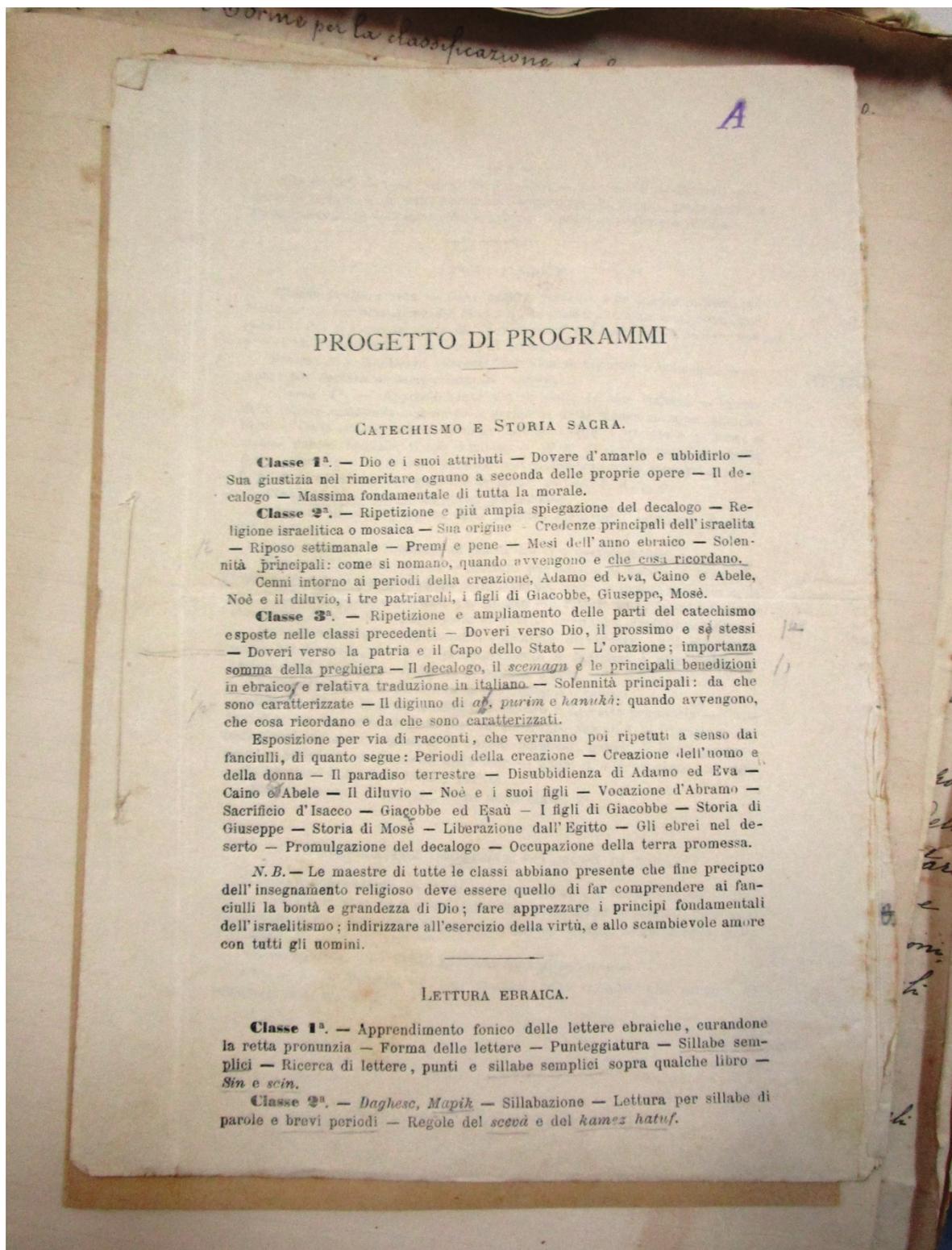
VIGNA, Luigi,  
*Della condizione attuale degli ebrei in Piemonte: estratto dal dizionario di diritto amministrativo*, Torino, Favale, 1848.

VITIELLO, Angelica,  
*Il tempo delle ostetriche condotte: formazione e autonomia professionale. Un percorso di ricerca tra carte d'archivio e racconti*, in *Fuori dall'ombra. Studi di storia delle donne nella provincia di Pisa*, a cura di Elena FASANO GUARINI, Annamaria GALOPPINI, Alessandra PERETTI Pisa, Ed. Plus, 2006.

VOLLI, Gemma,  
*Il caso Mortara*, in «La Rassegna Mensile di Israel», s. 3, 26, 1/2 (1960), pp. 29-30.



## Appendice documentaria dagli Asili israelitici di Roma



1. Progetto di programmi per gli Asili israelitici di Roma, s. d.

quanto alla maestria effettiva, la  
 Deputazione crede debba aprir  
 regolare concorso per titoli, videlicet  
 = dando alle aspiranti i seguenti  
 requisiti, oltre quelli fissati dalla  
 linea 6 e 7 dell'Art. 83 del  
 Regolamento medesimo:

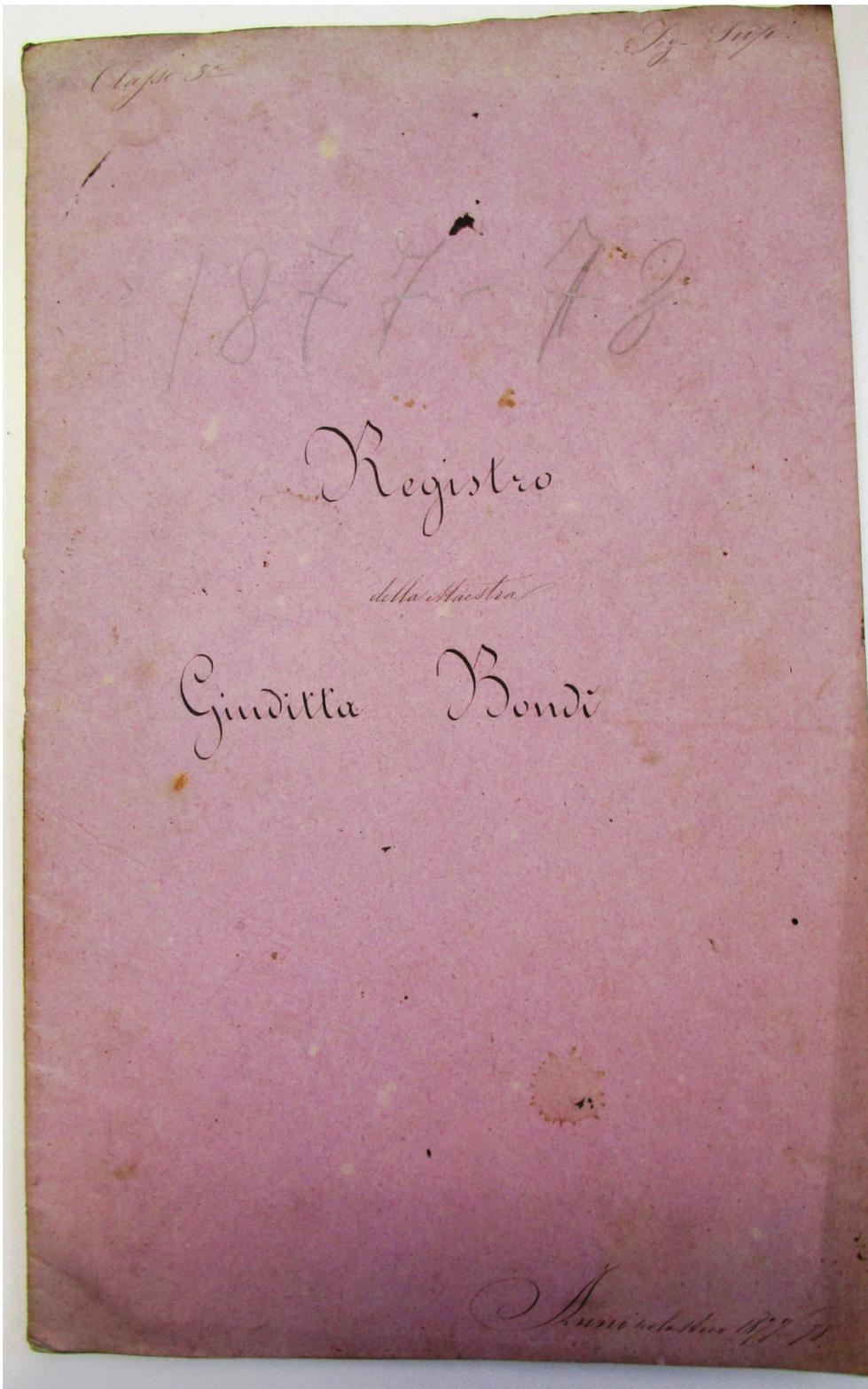
1. Età non minore di 18 anni con  
 = piú, né maggiore di 30 parimenti compiuti;
2. Patente magistrale inferiore,  
 o esame di passaggio dalla 2<sup>a</sup> alla 3<sup>a</sup> classe di scuola normale,  
 della patente potrebbe tener luogo la prova d'aver  
 esercitato con successo in Asili governati secondo i moderni  
 sistemi d'educazione;
3. Attitudine all'insegnamento  
 del canto e della ginnastica infantile.

Con questo si compiono le proprie-  
 = tà che ispettrici e ispettori potranno alla saggezza  
 dell'Onorevole Commissione Direttiva; e ove essa si  
 compiacia favorirle col suo voto favorevole, e tanto  
 sperare potrá ottenere in breve volgere di tempo  
 dalle introdotte riforme e da quelle che sia sia si andranno  
 introducendo, tali frutti da mostrarse all'evidenza la  
 bontà intrinseca; da confutare varjolo certe malevoli insinua-  
 = zioni; ma da vincere altresí la diffidenza dei dubbiosi, la  
 ritrosia dei Finidi.

Si onora lo scrivente di man-  
 = restare in quest'occasione alla S. S. M. ma i papi della  
 piú alta stima e devoto ossequio

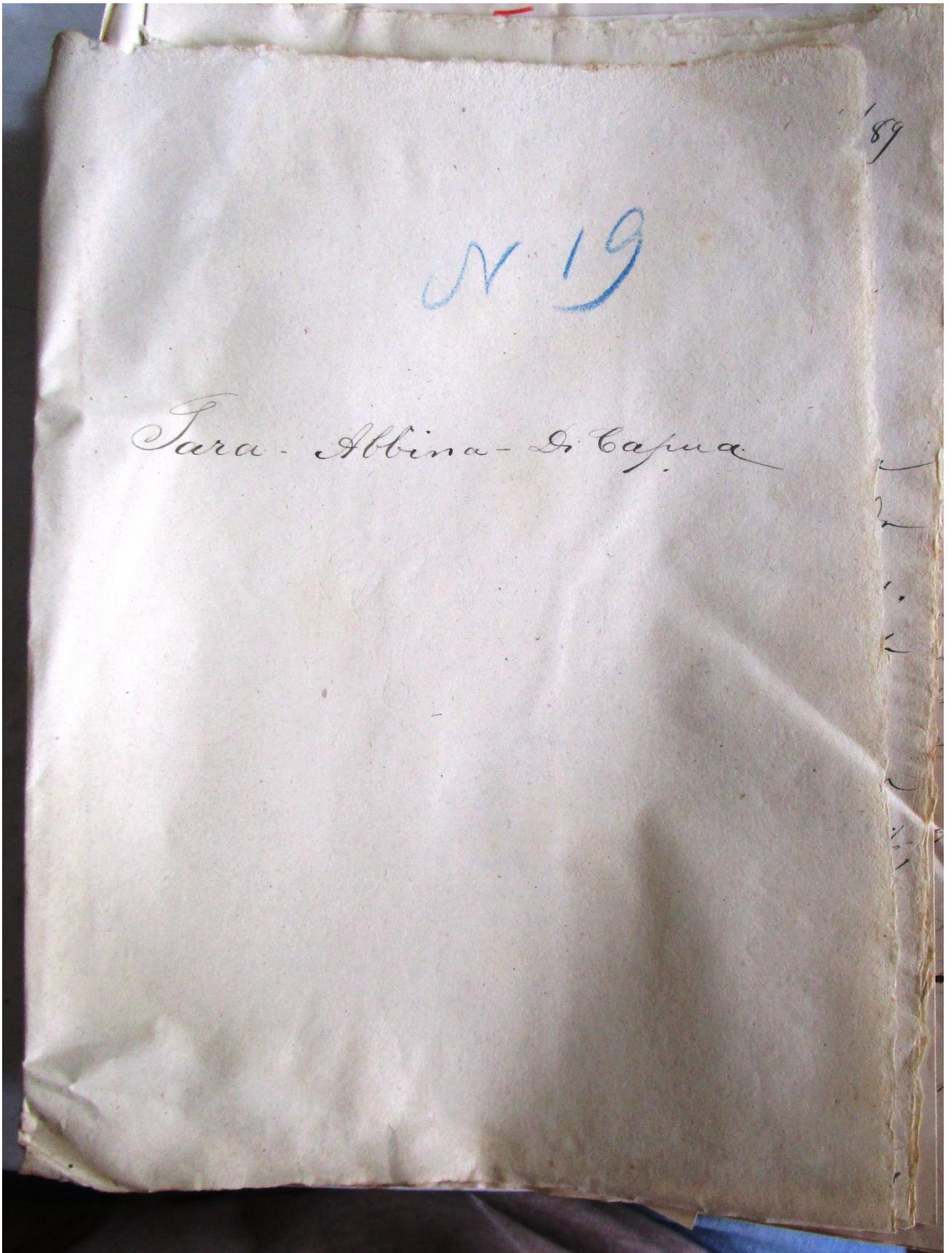
L'Ispettore Capo  
 Ravà

2. Osservazioni dell'ispettore capo Ravà al Progetto di programmi per gli Asili israelitici di Roma, Roma, 8 giugno 1875.



3. Registro della maestra Giuditta Bondi, a.s. 1877/1878.





5. Fascicolo personale della maestra Sara Abbina Di Capua.

1917  
1917

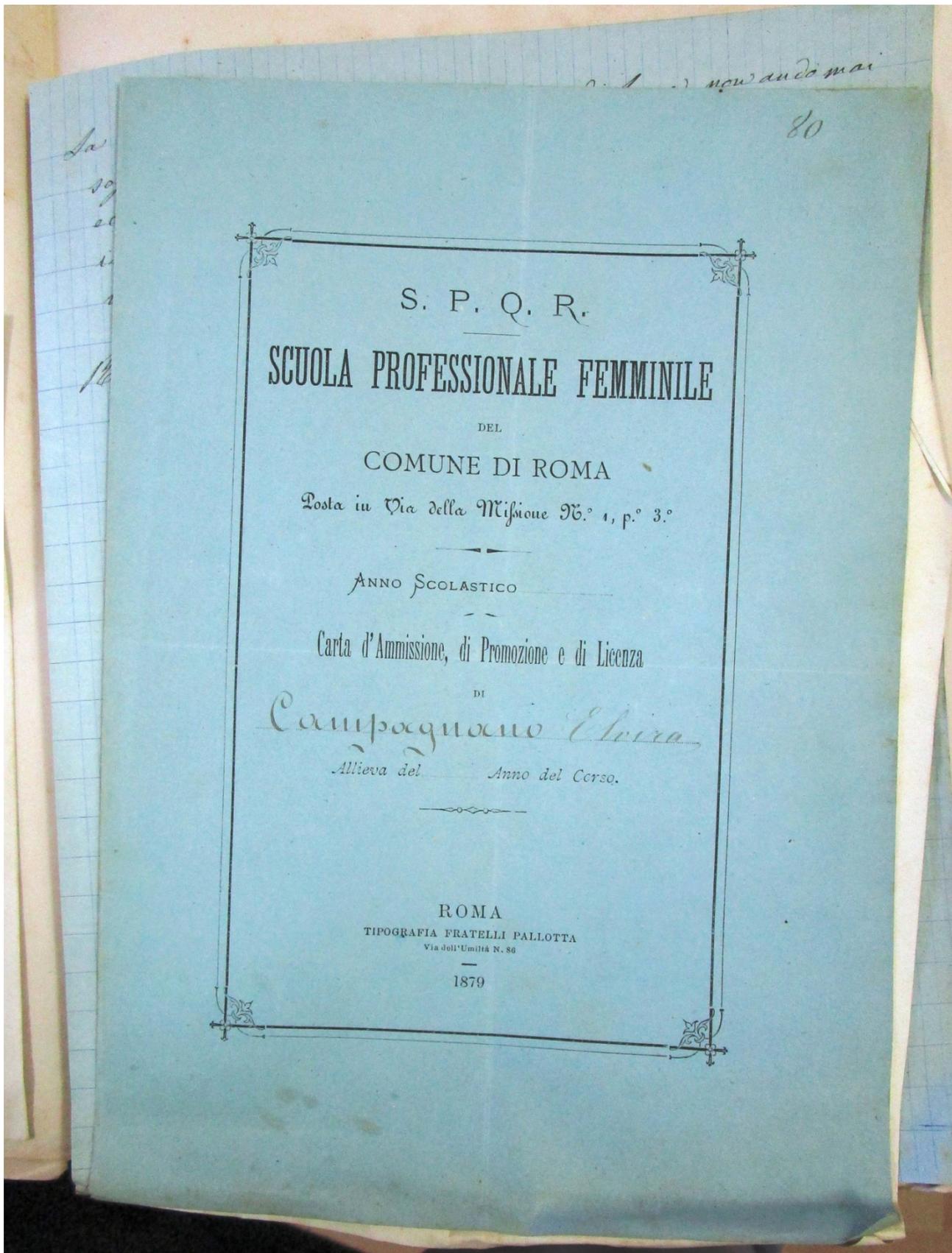
Preg. Sig. Presidente

Com' Ella sa, da circa due  
anni e mezzo, cioè dal gennaio 1915,  
faccio parte del Corpo Insegnante  
di questi Ateli, come coadiutrice.  
Quest'anno, in mancanza della maestra  
giardiniera titolare, fu affidata a me  
la sezione dei più piccoli, incarico dato  
sempre ad una maestra affettiva.  
Speravo, dopo una sì lunga pratica in  
un atelo modello, qual'è questo, di poter  
facilmente ottenere il titolo di maestra  
giardiniera, ma mi fu risposto, che

lo ritenevo da regolamenti vigenti.  
Se dunque non mi può esser concesso que-  
sto titolo sarò a prepararla di volermi dare  
per far avere lo stipendio che spetta di diritto a  
chi copre questo posto, tenendo presente che  
quest'anno, essendo molto spesso assente  
qualche maestra, per malattia od altre  
ragioni, dovetti quasi sempre tenere d'in-  
tera classe dei piccini, senza nemmeno  
l'aiuto della coadiutrice, e che dovrò  
certo tenerli ancora da sola, per lo meno  
qualche ora del dopopranzo.  
Spero, per la benevolenza che mi  
hanno sempre dimostrato tutti i miei  
superiori, non mi sarà negata questa  
giusta richiesta. Sono spinto a farla  
anche per le condizioni generali  
del difficile momento che tutti

BIANCHI  
1917

6. Lettera dal fascicolo personale della maestra Corinna Mendes circa la richiesta di un aumento di stipendio in quanto i propri familiari sono in guerra, 1917.



non andò mai  
80

S. P. Q. R.  
**SCUOLA PROFESSIONALE FEMMINILE**

DEL  
COMUNE DI ROMA  
Posta in Via della Missione N.° 1, p.° 3.°

ANNO SCOLASTICO

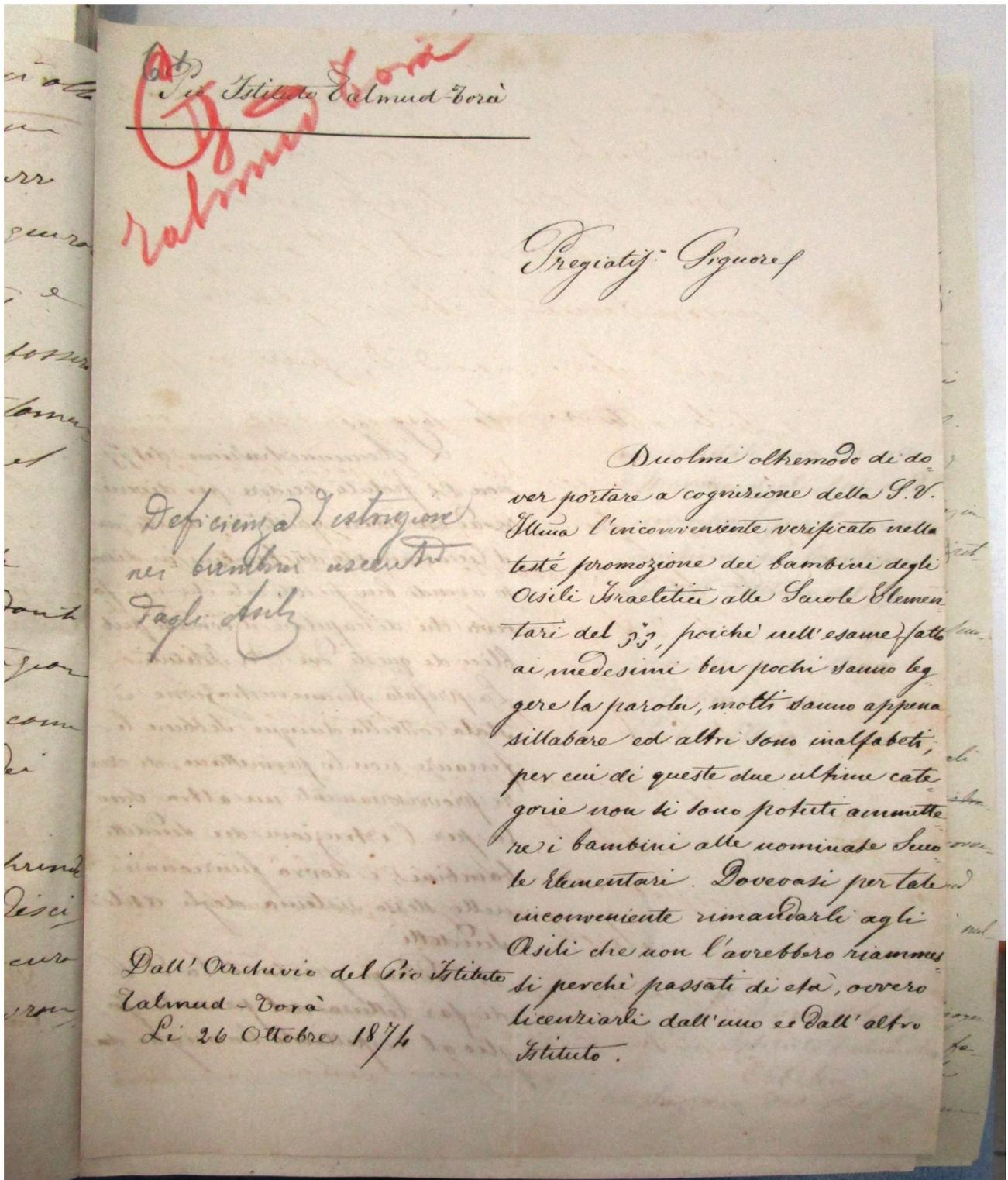
Carta d'Ammissione, di Promozione e di Licenza

DI  
*Campagnano Elvira*

Allieva del Anno del Corso.

ROMA  
TIPOGRAFIA FRATELLI PALLOTTA  
Via dell'Umiltà N. 86  
1879

7. Diploma professionale rilasciato a Elvira Campagnano, 1879.



*Talmud Tora*  
Pro Istituto Talmud Tora

Pregiatij: Signor

Deficienza d'istruzione  
nei bambini israelitici  
agli Asili

Duolmi oltremodo di dover portare a cognizione della S. V. l'incoveniente verificato nella testè promozione dei bambini degli Asili Israelitici alle Scuole Elementari del 33, poichè nell'esame fatto ai medesimi ben pochi sanno leggere la parola, molti sanno appena sillabare ed altri sono inalfabeti, per cui di queste due ultime categorie non si sono potuti ammettere i bambini alle nominate Scuole Elementari. Dovevasi per tale inconveniente rimandarli agli Asili che non l'avrebbero riammessi licenziarli dall'uno e dall'altro Istituto.

Dall'Archivio del Pro Istituto  
Talmud - Tora  
Li 26 Ottobre 1874

8. Lettera di Talmud Torah agli Asili israelitici romani con richiesta di potenziare l'insegnamento della lingua ebraica, 24 ottobre 1874.

Società Israelitica  
8.  
Roma

Assemblea generale dei soci del 27 Giugno 1880

La seduta è aperta alle ore 2.20 pom  
sono presenti 87 soci come alla nota annua  
(alleg. 1). In assenza del segretario il Presidente  
invita il socio Holmberg ad assumere le funzioni  
Il Presidente Giacomo Alatri legge l'art. 15 dello Statuto relativo alla  
validità dell'Assemblea e quello del Regolamento sullo  
stesso oggetto. Entra a discutere della ~~discussione~~<sup>15</sup>  
della Società, riferendosi alla relazione pubblicata  
a stampa, che venne distribuita ai soci  
Accenna a varie offerte fatte a favore degli  
Soci e conclude col invitare l'Assemblea a nominare  
o consiglieri in luogo di altrettanti usciuti  
Il socio Levy crede che prima di addossare alla nomina dei  
Consiglieri sia necessaria un po' di discussione  
sulla relazione. Chiede spiegazioni sulle questioni  
pendenti col Talmud Torah.

Il Presidente risponde accennando alle conferenze avvenute  
tra i rappresentanti gli Aelli e quelli del  
Talmud Torah. Narra che le proposte formulate  
da quella commissione furono presentate ai  
~~rappresentanti~~<sup>negotij</sup> la Comunità, i quali hanno  
fatto delle controproposte che il Consiglio dettato  
avrebbe accettato per amore di concordia e  
il C. C. avesse fatto altrettanto, ma per ora  
non si è ancora saputo nulla al riguardo  
Egli crede quindi che l'Assemblea non  
potrebbe intervenire in questo argomento se non  
dopo le formali deliberazioni del Consiglio  
Ma se il socio sig Levy ed altri hanno  
raccomandazioni a fare egli si darà premura  
di riferirle al Consiglio

9. Verbale dell'assemblea dei soci in cui si prosegue la discussione sulla necessità di potenziare l'insegnamento della lingua ebraica come richiesto da Talmud Torah, 27 giugno 1880.

Alleg. A)

Inventario  
Degli oggetti mobili che al 31 Xbre  
1879  
esisterano presso gli  
Asili Infantili Israelitici  
di  
Roma

---

10. Inventario degli oggetti mobili degli Asili israelitici di Roma, 1879.

Relazione finale  
dell'anno scolastico :

1938-1939

Classe 1<sup>a</sup>

11.1. Relazione finale dell'anno scolastico 1938-1939, classe 1<sup>a</sup>.

## Relazione finale dell'anno scolastico 1938-1939

### Classe 1<sup>a</sup>

L'anno scolastico 1938-1939 ha avuto il suo inizio il 19 ottobre, mentre le iscrizioni hanno avuto luogo un mese prima.

Mi è stata affidata dalla Signora Direttrice la Classe 1<sup>a</sup> dell'Asilo, composta di 54 elementi, ma in seguito allo smembramento della Classe mista che era stata creata in un primo tempo per l'eccessivo numero di bambini, venni ad avere, in seguito ad equa ripartizione, 69 iscritti.

Ebbi così la gioia di veder risorgitare nella mia bella e luminosa aula, una numerosa schiera di piccoli ospiti infinitamente graziosi e indicibilmente birichini, ma ben presto la frequenza cominciò a decrescere, a tal punto da stupirmi dolorosamente.

Infatti, fino ad oggi, chiusura dell'anno scolastico, tale fenomeno (frequenza scarsissima) ha continuato a manifestarsi, ed io, mi do-

11.2. Relazione finale dell'anno scolastico 1938-1939, classe 1<sup>a</sup>

## RÉSUMÉ

---

L'œuvre retrace l'histoire des certaines associations caritatives juives, opérant à Rome et à Turin entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle à travers des documents d'archives inexplorés. L'attention s'est concentrée sur le rôle féminin. L'exclusion des femmes de la vie communautaire inscrite dans la tradition n'a pas empêché une réduction progressive de la séparation traditionnelle des rôles pendant la phase d'émancipation des minorités religieuses. L'augmentation de la pauvreté a également été le moteur de l'initiative des femmes bourgeoises de plus en plus impliquées dans des activités philanthropiques, donc la dimension professionnelle et les activités caritatives ont été les voies privilégiées à partir desquelles la femme a fait son entrée dans la dimension sociale. L'histoire des institutions, reconstruite principalement à travers le *Pinqasim*, fait partie d'un système de réseau de charité qui prend une signification particulière dans la phase suivant l'émancipation juive. Le modèle philanthropique qui sous-tend l'intervention éducative intègre le concept traditionnel de *tzedakah*, mais remplit également la fonction cruciale de préserver le lien de cohésion entre les membres internes de la communauté. L'histoire des associations est un point de départ important pour comprendre la situation économique et sociale des universités romaine et turinoise et ses relations complexes avec la réalité extérieure

## MOTS CLÉS

---

Juive - Féminine - Émancipation - Bienfaisance - Italie

## ABSTRACT

---

The work traces the story of some Jewish charities societies, operating in Rome and Turin between the end of the 19<sup>th</sup> century and the beginning of the 20<sup>th</sup> century through the archival documents unexplored. Attention was focused on the female role. The exclusion of women from community life enshrined in tradition did not prevent a gradual reduction of the traditional separation of roles during the phase of emancipation of religious minorities. The increase in poverty was also the engine of the initiative of the bourgeois women who were increasingly involved in philanthropic activities, therefore work dimension and charity activities were the privileged paths from which the female made its entry into the social dimension. The history of the institutions, reconstructed mainly through the *Pinqasim*, is part of a network system of charity that takes on particular significance in the phase following Jewish emancipation. The philanthropic model underlying the educational intervention incorporates the traditional concept of *tzedakah*, but also fulfills the crucial function of preserving the bond of cohesion between the internal members of the community. The history of the associations is a important starting point for understanding the economic and social situation of the Roman and Turin universities and its complex relations with the external reality.

## KEYWORDS

---

Jewish - Female - Emancipation - Charity - Italy

